

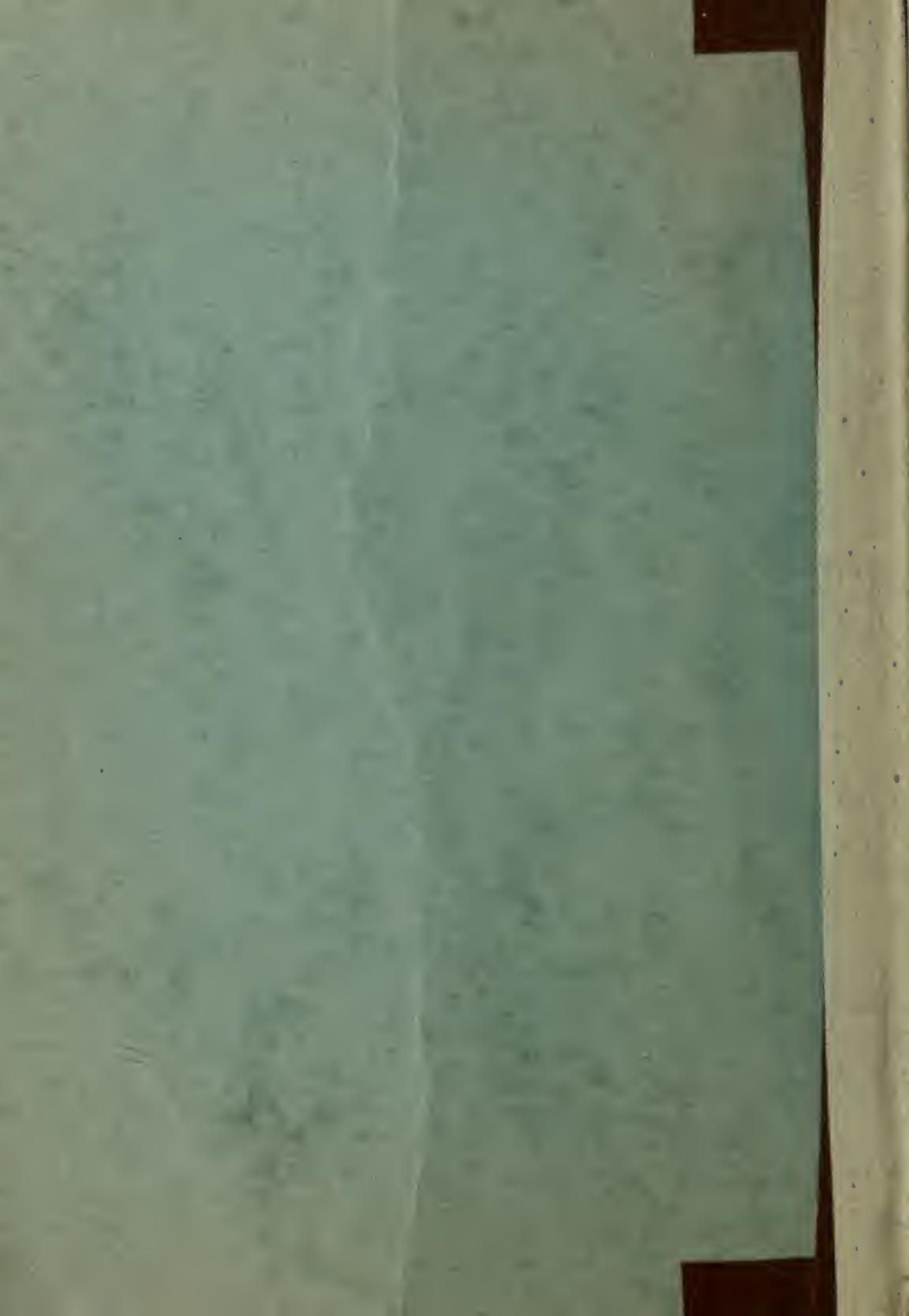
Devine, R.P. Arthur

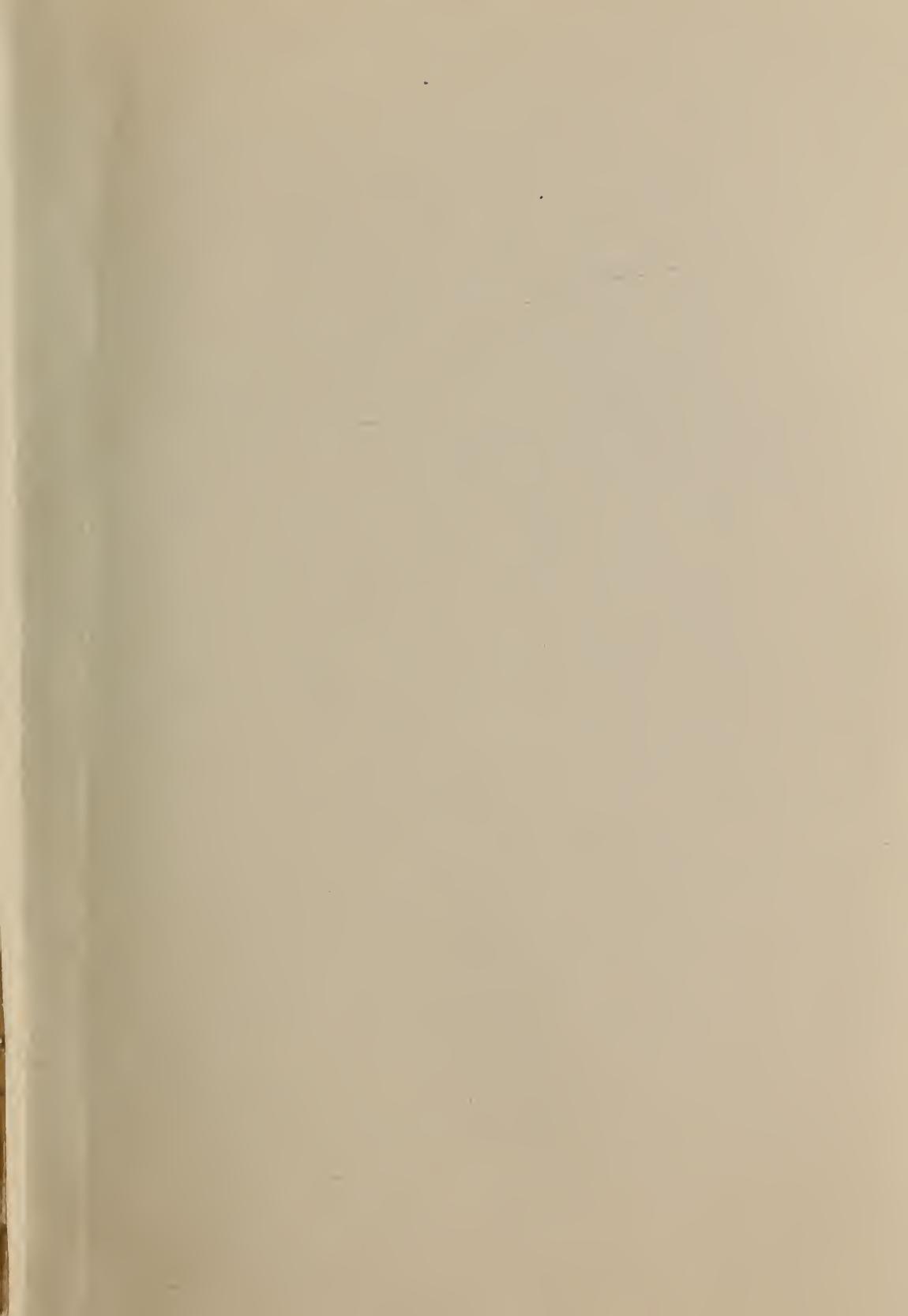
LES COMMANDEMENTS

U d'of OTTAWA



39003000218841







71
84
11

R. P. ARTHUR DEVINE
PASSIONNISTE
AUTEUR DU « CREDO EXPLIQUÉ, » DE « LA VIE MONASTIQUE, » ETC

•••••

LES COMMANDEMENTS EXPLIQUÉS

D'APRÈS LA DOCTRINE ET LES ENSEIGNEMENTS
de l'Eglise Catholique

ouvrage traduit de l'anglais avec l'autorisation de l'auteur
par l'abbé C. MAILLET
ANCIEN PROFESSEUR D'ANGLAIS

approuvé par S. G. Monseigneur l'Evêque de Belley



AVIGNON
AUBANEL FRÈRES, ÉDITEURS
IMPRIMEURS DE N. S. P. LE PAPE ET DE MONSEIGNEUR L'ARCHEVÈQUE
1899

Autorisations pour l'édition en Anglais

Nihil Obstet

GULIELMUS L. GILDEA, S. T. D.

Imprimatur

HERBERTUS, Card. VAUGHAN

Archiep. Westmonast.

Die 7^a Martii, 1897.

a39003 000218841b

Imprimatur

Avenione die 6^a Aprilis 1899.

† L. FRANÇOIS

Arch. d'Avig.

BV

4655

DW7814

1899

LÉTRE

De Monseigneur l'Évêque de Belley

ÉVÈCHÉ

Belley, le 21 Novembre 1808.

DE

BELLEY



CHER MONSIEUR LE CURÉ,

Sur la recommandation du savant professeur à qui vous avez soumis votre travail, je vous autorise avec empressement à publier la traduction que vous avez faite de l'ouvrage intitulé: *Les Commandements expliqués d'après la doctrine et les enseignements de l'Eglise Catholique*, par le R. P. Devine.

Avec mes félicitations pour le succès avec lequel vous avez accompli votre tâche, veuillez agréer, cher Monsieur le Curé, l'expression de mon bien affectueux dévouement en N. S.

LOUIS-JOSEPH

Évêque de Belley:





PRÉFACE DU TRADUCTEUR

Dans son numéro 1574, (septembre 1897), un journal anglais le "Catholic Times", publiait un article des plus élogieux sur "Les Commandements expliqués d'après la Doctrine et les Enseignements de l'Eglise Catholique".

« Nous ne saurions trop féliciter, disait ce Journal, le Père Devine et la Congrégation des Pères Passionnistes, sur la publication de cet ouvrage. Il est une preuve magnifique de capacité et d'habileté littéraire. Ce qui vaut mieux encore, il est un appoint de la plus haute valeur ajouté à la science religieuse. Peu nombreux sont ceux qui, à première vue, se feront une idée du savoir et du travail qu'exige la composition d'un tel volume.... A mesure que nous passons d'un chapitre à l'autre, et que nous voyons la multitude de questions qui sont traitées... nous ne pouvons que nous sentir pénétré d'une admiration toute cordiale pour le zèle laborieux et la puissance d'expression du Père Devine.... Son unique préoccupation est évidemment de communiquer une science lumineuse et de rendre meilleurs ceux qui le

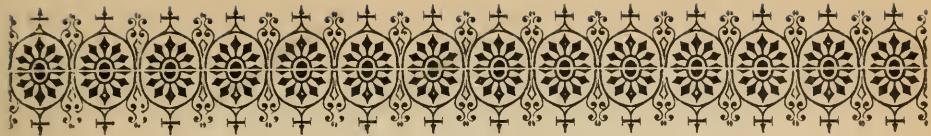
liront. C'est ce qui fait la beauté réelle de son langage. Il n'écrit pas un mot inutile ; mais, la science qu'il a acquise, il la verse à flots dans notre âme, avec une rare habileté et un zèle admirable.... Ce que nous pouvons affirmer avec certitude, c'est que nous avons lu un très grand nombre de livres religieux, mais qu'il n'en est aucun que nous ayons lu avec autant de plaisir que l'explication des Commandements par le Père Devine. »

Ces paroles et celles de l'Auteur, — qui voulait bien nous écrire qu'il serait heureux de voir son ouvrage traduit et répandu en France, — sont la raison de ce travail. Nous osons espérer, nous avons même la confiance que "Les Commandements expliqués" auront en France le même accueil bienveillant que de l'autre côté de la Manche.

Notre tâche, dans cette traduction, devait être de reproduire aussi fidèlement que possible la doctrine si sûre de l'Auteur. Nous croyons l'avoir accomplie en nous appliquant surtout à rendre littéralement les textes dût l'élegance et la forme parfois en souffrir. Puisse cet ouvrage faire quelque bien aux âmes ! Si Dieu daigne lui accorder cette bénédiction, ce sera pour nous, comme pour le R. P. Devine, une ample récompense de nos efforts.

C. M.

Saint-André-d'Huiriat (Ain). Ce 23 novembre 1898,
fête de saint Clément.



PRÉFACE DE L'AUTEUR



IL n'est pas nécessaire d'expliquer la méthode suivie dans ce volume sur les Commandements : le plan en est très clair et très simple, comme le montre la table des matières. Il est bon, cependant, que l'Auteur, dans quelques phrases d'introduction, indique ses vues personnelles, et le but qu'il se propose dans ce volume, afin que les lecteurs ne s'attendent pas à y trouver plus de choses qu'il n'a eu

l'intention d'en écrire, et pour que, au premier coup d'œil, ils se rendent compte de l'étendue et des bornes données à ces instructions dans les différentes parties et les chapitres de ce travail. Un ouvrage qui traite des Commandements de Dieu, est forcément un ouvrage de théologie morale, et, en même temps, de philosophie morale. Comme ouvrage de théologie morale, il comprend dans son objet toutes les obligations, naturelles et surnaturelles, qui incombent aux Chrétiens. Pour cette double espèce de devoirs, il s'appuie sur l'Ecriture, sur la tradition et sur l'enseignement de l'Eglise. Il fait aussi appel, et dans une large mesure, à la raison, en ce qui concerne les devoirs naturels ; et se sert de la raison, pour déduire et développer les devoirs surnaturels aussi bien que les devoirs naturels. Il emprunte son contenu à tous les domaines de la loi divine et de la loi humaine. Comme ouvrage de philosophie morale, il se borne simplement aux sources naturelles de la science et aux fondements naturels du raisonnement qui traite de la loi morale. Il ne saurait y avoir antagonisme entre la philosophie et la théologie : la philosophie morale ne peut pas enseigner une doctrine qui soit en désaccord avec les principes chrétiens ; pas un seul point de doctrine ne saurait être vrai en philosophie et faux en théologie. Celle-ci, qui a recours

directement et expressément à la révélation et à l'autorité ecclésiastique, est la branche la plus élevée de la science sacrée. C'est une pensée qu'on ne devrait jamais perdre de vue, quand on lit et qu'on étudie les différents points qui se rapportent à nos obligations envers Dieu et envers l'homme, telles qu'elles nous sont imposées par les Commandements.

En second lieu, un ouvrage de théologie morale n'est pas un volume de controverse ; il ne doit pas l'être, il ne s'occupe pas des disputes qui peuvent avoir lieu sur des points de morale entre Catholiques et non Catholiques. La théologie morale, comme telle, se contente de la décision d'un Pape ou d'un concile général, et ne prend ni le souci, ni la peine de la justifier : « Bien plus, c'est la pensée du Révérend Père E. O'Reilly, s. j., même les réponses et les solutions les moins solennelles de Rome sont reçues pratiquement comme suffisantes pour trancher les questions morales. »

En troisième lieu, l'objet et le but d'un ouvrage de ce genre est de donner aux fidèles une règle de conduite. En conséquence, si les principes et les enseignements qu'il contient n'atteignent pas les détails des actions humaines, même des actions ordinaires de chaque jour, son but est manqué. Aucun homme, — son intelligence serait-elle des

plus rares, et quelque bien muni qu'on le suppose des principes et des données de cette science, — ne saurait être capable par lui-même de donner, ni pour soi ni pour les autres, une solution à toutes les questions qui demandent à être tranchées. Il sera donc nécessaire d'étudier, non seulement les principes et les propositions générales, mais aussi leur application, non, en vérité, dans toutes les circonstances qui peuvent se présenter, — pratiquement, ce serait impossible, — mais dans la plus grande variété possible des circonstances, soit pour être prêt lorsque ces cas se rencontreront, soit pour se mettre à même d'en pénétrer les détails et y donner une décision.

Je trouve ces pensées dans l'un des essais théologiques du Révérend Père E. O'Reilly. Elles m'ont servi de règle dans l'étude de certains détails de morale et de quelques cas particuliers que l'on pourrait regarder comme inutiles et trop minutieux. C'est là cette partie de l'ouvrage qu'on désignerait par le terme de *casuistique*. Pour échapper au sens odieux qu'on a attaché à ce mot, je voudrais en donner ici la signification véritable d'après les expressions du savant théologien : « Le sens réel du mot casuistique est quelque chose d'assez innocent. Il désigne l'étude des *cas*, — étude évidemment utile et nécessaire. Mais on a attaché à ce terme un sens odieux, quelque

chose qui ressemblerait assez à ce qu'on appelle une *plaiderie singulière*, expression qui dénote un incident des plus légitimes dans les procédures de la loi anglaise mais qui s'emploie aussi, à l'occasion, pour désigner une sorte de chicane. Casuistique se prend pour quelque chose de semblable. La notion qu'entraîne le mot, pris dans ce sens, c'est que toute investigation minutieuse de questions morales, portée sur le terrain de la pratique, est inutile et nuisible, ou que cette investigation, quoique peut-être utile en elle-même, est généralement poussée à l'excès et employée pour servir de mauvais desseins. Aucune de ces notions n'est exacte. D'abord, il est évident que les obligations morales des hommes regardent des circonstances particulières, qu'elles peuvent être affectées et changées par ces circonstances. C'est ce que nous montrent bien les cours de justice, où, indépendamment des simples expressions techniques, — qui cependant ne sont pas à dédaigner, — on fait usage de raisonnements les plus raffinés et les plus compliqués au sujet des droits et des torts. Nous le voyons également dans les appréciations que nous donnent des hommes expérimentés en affaires et les citoyens ordinaires sur le juste et l'injuste, sur les attributions et les responsabilités réciproques. Or, s'il existe des devoirs, il ne saurait être superflu de

chercher à les établir. Le tenter ne saurait être périlleux, si on le fait convenablement. Nul besoin sans doute, que tous les hommes soient des théologiens pas plus qu'il n'est besoin que tous soient avocats. Mais il est fort à désirer qu'il y en ait quelques-uns auxquels on puisse s'adresser dans les cas difficiles. Quant aux exagérations ou aux mauvais desseins qu'on prête à la *casuistique*, ils peuvent se rencontrer par hasard ; mais ces défauts sont bien loin d'être communs, et presque jamais ils ne sont intentionnels. Il est facile de sourire de ce qu'on appelle des distinctions tirées par les cheveux. Mais il arrive d'ordinaire que ceux qui se livrent le plus facilement à ce malin plaisir, sont fort peu au courant de la question, et se font rarement remarquer par l'exacte observation de leurs devoirs de morale les plus élémentaires. »¹

A propos de la méthode suivie dans ces explications, je me suis attaché à la forme de l'instruction familiale. Je me suis efforcé de donner toute leur importance, comme doivent le faire des Catholiques, à de fréquentes répétitions des mêmes leçons de foi et de pratique. A cela, je le sais, on peut objecter que ce système expose à des redites, que nous avons besoin de quelque chose de brillant, de fleuri, même

¹ Essais théologiques, ch. IX.

de sensationnel dans nos écrits religieux, et que l'éducation, de nos jours, a modifié bien des choses. Qu'il me soit permis de répondre par les paroles de Dom Francis Aidan Gasquet, O. S. B. :

« Il est de fait, toutefois, qu'aucune somme d'instruction ne modifie ces vérités, et encore moins ne les fait avancer. L'unique question est de savoir quel est le meilleur moyen de graver profondément dans l'âme les vérités de la religion. » Le savant écrivain continue : « Je suis obligé de l'avouer : ma conviction est que, de nos jours, nos fidèles catholiques n'ont pas, des grandes et simples vérités de leur religion, cette claire intelligence et cette ferme possession qu'ils devraient en avoir. Il n'y a pas lieu de nous étonner qu'il en soit ainsi. Est-ce en effet, bien exagérer les choses que d'affirmer, qu'après leur sortie de l'école, la plupart des Catholiques reçoivent rarement, à notre époque, une instruction régulière et systématique sur les éléments de la foi, et sur ses pratiques, pendant tout le reste de leur vie ? Nous vivons ici au milieu des Protestants. Lorsque la nation entière était catholique et l'avait été pendant de nombreuses générations, quand l'atmosphère même que respiraient les Anglais était imprégnée de catholicisme, je le demande, a-t-on

jamais cru nécessaire de cesser la répétition des enseignements, de ce que, faute d'une meilleure expression, j'appellerai " Le Catéchisme de deux sous "? Croit-on que, en nos jours de vague inconsistance et de *laxisme*, le moyen le plus sûr, pour instruire nos yeux, soit de s'en tenir — je pourrais dire exclusivement — à la forme du sermon proprement dit? »

F. Gasquet dit qu'il ne veut pas insister mal à propos et d'une manière importune sur ces observations ; je ne le désire pas davantage. Mais, en ce qui concerne notre œuvre pastorale et ses succès, nous savons tous que, après l'administration des sacrements, notre premier et plus important devoir est d'instruire et de diriger les membres de l'Eglise dans toutes les matières qui sont du domaine de la foi et des pratiques religieuses. Impossible de trouver un meilleur moyen d'apprendre aux Catholiques à conserver leur foi, de les diriger dans la voie des Commandements de Dieu, ni de conquérir des âmes à l'Eglise du Christ, que l'instruction régulière et suivie sur les éléments et sur les pratiques de la foi chrétienne, tels qu'ils sont contenus dans le Credo et les dix Commandements.

Je sais que les livres ne feront jamais l'œuvre de l'enseignement oral et de l'instruction de vive voix ; mais

ils peuvent être d'un grand secours à cet enseignement, et dans certains cas, le remplacer. Nombreux sont ceux qui ne viendront point nous écouter, et qui peuvent être portés à lire; et ceux qui suivent les sermons et les instructions ordinairement lisent les bons livres. Comme mon enseignement oral ne peut pas atteindre un très grand nombre de personnes, mon plus ardent désir, en écrivant et en publiant ces instructions, a été de dire à mes lecteurs exactement les même choses, que j'aurais été heureux de leur enseigner de vive voix du haut de la chaire, si j'avais eu l'occasion de leur parler.

En traitant ces différents sujets, j'ai eu à faire allusion à des ouvrages ; je les ai cités autant que je l'ai cru nécessaire, et j'ai vérifié, autant qu'il a été possible, les extraits pris à divers endroits et pouvant appuyer mes raisonnements. Il était absolument inutile, dans la plupart des cas, d'indiquer les ouvrages classiques de théologie morale et les ouvrages anglais sur les mêmes questions. Ils ne sont que la répétition les uns des autres sous une forme différente, excepté quand il s'agit par hasard d'établir une divergence d'opinion.

Nombreuses sont les allusions à des passages, et nombreuses les citations de la sainte Ecriture. J'ai l'espoir qu'on les trouvera exactes et choisies à

propos. J'ai mis tout le soin possible à les vérifier pendant que l'ouvrage était sous presse, afin d'épargner au lecteur les inconvénients et la perte de temps qu'entraîne toujours l'inexactitude dans ces citations.

ST-JOSEPH'S RETREAT,

HIGHGATE

Fête du Précieux Sang, Juillet 1897.

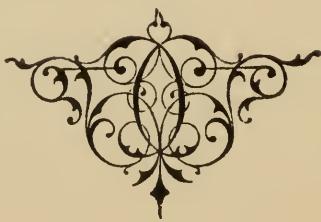
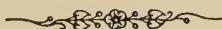




TABLE DES MATIÈRES



LES COMMANDEMENTS

Autorisations et Approbation	V
Préface du Traducteur	VII
Préface de l'Auteur.	IX

INTRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE

La loi de Dieu en général

1. Nécessité d'une loi morale.	2
2. Union du dogme et de la morale	3
3. (1) Nature et définition de la loi. (2) Division de la loi. (3) La loi éternelle. (4) La loi naturelle. (5) La loi divine positive. (6) L'ancienne loi et ses préceptes. (7) La loi nouvelle et ses préceptes.	4
4. Obligation des lois (1) Obligation de la loi naturelle. (2) Obligation du Décalogue. (3) Observation des Comman- dements possible et facile. (4) Avec le secours de la grâce. (5) Préceptes affirmatifs et négatifs	11
5. Motifs d'observer les préceptes de la loi. (1) Notre devoir. (2) Notre intérêt.	15
6. Manière d'observer la loi: (1) Entièrement; (2) Toujours; (3) Sincèrement.	17

DEUXIÈME PARTIE

Le décalogue ou les dix commandements

1. Sens du mot Décalogue	22
2. Quand, où, par qui et à qui il a été donné.....	22
3. Circonstances dans lesquelles les dix Commandements ont été promulgués	23
4. Nombre et division des Commandements	26
5. Ceux qui ont été écrits sur la première table de pierre, et ceux qui ont été écrits sur la seconde	29
6. Les Commandements réduits à deux préceptes.....	29
7. Principales analogies entre la loi Mosaïque et la loi Evangelique.	32
8. Leurs différences	32
9. Principes d'interprétation. (1) Quand un devoir est prescrit et le péché contraire défendu. (2) L'interprétation doit être conforme à l'esprit de la loi. (3) L'amour et l'accomplissement de la loi. (4) Raisons données à quatre de ces Commandements pour les faire observer.	34
10. Exemple: Le voyageur en route pour une magnifique cité.	36

Le Premier Commandement

CHAPITRE PREMIER

La vertu de religion et le culte de Dieu

1. Texte du premier Commandement	38
2. Le Commandement à la fois <i>positif</i> et <i>négatif</i>	38
3. La vertu de religion. (1) Définition de la vertu. (2) Son objet, <i>matériel</i> et <i>formel</i> . (3) Les actes de religion.....	39
4. La dévotion : ses actes et ses effets	40
5. La Prière. (1) Définition et division. (2) Ses parties essentielles et intégrales. (3) Nécessité de la Prière. (4) Effets de la Prière. (5) Conditions de la Prière. (6) Ceux pour qui nous devons prier, et (7) Ceux qui peuvent prier.	41

TABLE DES MATIÈRES

XXI

6. Actes extérieurs de religion.	48
7. Adoration : définition et division.	48
8. Dieu, et Dieu seul a droit au culte de <i>latrie</i> , ou culte suprême	50
9. Le Christ dans son Humanité sainte a aussi droit au culte divin et suprême.	51
10. L'adoration du Sacré-Cœur de Jésus est légitime, et échappe à tout reproche de superstition	53
11. Le culte qui doit être rendu au saint Nom de Jésus, à la sainte Vierge, aux Anges et aux Saints.	54
12. Quelques exemples tirés de l'Ecriture sainte, montrant : (1) Ceux qui ont été punis pour avoir revendiqué les honneurs divins, et (2) ceux qui ont refusé ces mêmes honneurs divins.	55

CHAPITRE II

Vénération et invocation des saints, des anges et de la sainte Vierge

1. Différents noms des serviteurs de Dieu qui ont quitté la terre.	58
2. Sens de l'adoration ou des honneurs rendus aux Saints, et enseignement de l'Eglise sur ce point.	58
3. Preuves de cet enseignement	60
4. Invocation des Saints: doctrine et preuves	64
5. Invocation et vénération des Anges : (1) Ils prient pour nous. (2) Ils nous protègent. (3) Ils nous portent amour et intérêt.	66
6. L'Ecriture confirmant la doctrine de l'invocation des Anges.	67
7. Raisons particulières d'honorer et d'invoquer la sainte Vierge.	69
8. Manière de s'adresser à Dieu par les Saints.	71
9. Observations du Dr Lingard sur la doctrine de l'invocation des Saints dans l'Eglise Anglo-Saxonne.	72

CHAPITRE III

Pieuse vénération des reliques

1. Ce qu'on entend par reliques	75
2. La vénération des reliques du Christ et des Saints est juste et utile.	75
3. Exemple des premiers Chrétiens : (1) Ils retiraient les corps des martyrs. (2) Ils recueillaient tout ce qui était teint du sang des martyrs. (3) Les tombeaux des martyrs leur servaient d'autels. (4) Pratique de placer des reliques dans les autels à leur consécration	77
4. Reliques recueillies et vénérées par les Protestants	81
5. Authenticité des reliques, et doctrine de l'Eglise sur ce point, appuyée par l'exemple de la Sainte Tunique de Trèves	83
6. Conclusions tirées de cette doctrine.	84
7. Trois faits à se rappeler au sujet des principes généraux et de la pratique de la vénération des reliques.	86

CHAPITRE IV

Culte des images

1. Sens du mot image et diverses formes sous lesquelles les images du Christ et des Saints peuvent être représentées.	88
2. La pieuse vénération des saintes images est légitime et utile.	88
3. Usage et vénération des images autorisées par l'Ecriture .	89
4. Preuves tirées de l'antiquité et des traditions de l'Eglise. .	90
5. Preuves de raison et de sens commun	91
6. Genre d'honneur ou de vénération que nous rendons aux reliques et aux images.	94
7. Trois points de vue auxquels on peut considérer une image.	95

TABLE DES MATIÈRES

XXIII

8. Ce que prescrivent les rubriques de l'Eglise relativement à la vénération des images des Saints.	96
9. La Croix considérée à un triple point de vue.	98
10. Raisons particulières de vénérer la Croix.	98
11. Usage du signe de Croix, par l'Eglise et par les fidèles . .	100
12. La coutume de se servir de crucifix.	101
13. Saints lieux et choses saintes	104

CHAPITRE V

**Ce qui est défendu par le premier commandement
Péchés opposés à la religion**

1. Texte des dix Commandements d'après la division Catholique et la division Protestante	108
2. Pourquoi la division adoptée par l'Eglise doit être préférée.	109
3. Les péchés défendus par ce Commandement, d'après la division de Saint Alphonse dans l' « Homo Apostolicus ». Péchés par excès contraires à la religion.	110
4. Superstition : définition et division.	111
5. Idolâtrie : définition et division	112
6. Elle est un péché très grave, — grave de sa nature	113
7. Châtiments de l'idolâtrie sous l'ancienne Loi.	114
8. Précis d'histoire et d'idolâtrie, surtout parmi les Israélites .	116
9. Objets du culte idolâtrique	118
10. Idolâtrie spirituelle et ses trois sources principales.	120
11. Les Iconoclastes.	120

CHAPITRE VI

**Ce qui est défendu par ce commandement
La divination**

1. Divination : sens et division.	122
2. Astrologie : illégitimité de l'astrologie judiciaire ; légitimité de l'astrologie naturelle.	122

3. Exemples tirés du Rév. Fr. Müller prouvant combien fausses et erronées peuvent être les observations des astrologues.	124
4. Autres moyens défendus et superstitieux de prédire l'avenir au sujet des choses contingentes	125
5. Nombreuses formes de divination mentionnées dans l'Ancien Testament et dont quelques-unes étaient encore en usage du temps de Notre-Seigneur	126
6. Quel genre de péché est la divination ? (1) Divination formelle. (2) Divination tacite. (3) Consultation des cris et du vol des oiseaux. (4) Consultation des diseurs de bonne-fortune. (5) Divination d'après le tirage au sort; (6) d'après les songes	128

CHAPITRE VII

Ce qui est défendu par le premier commandement
Mesmérisme, Spiritisme, Hypnotisme

1. Magnétisme animal; origine, auteur, principes généraux...	134
2. Mesmérisme, la même doctrine que le magnétisme animal : ses effets	136
3. Les six stades ou degrés du Mesmérisme.	137
4. Les trois grades du Mesniérisme considérés au point de vue théologique : (1) Sommeil magnétique. (2) Somnambulisme. (3) Clairvoyance	137
5. En quel sens l'usage du magnétisme est-il défendu, et jusqu'à quel point a-t-il été condamné par le Saint-Siège	138
6. Tables tournantes, quand elles sont défendues.	140
7. Spiritisme : origine et histoire	141
8. Il ne paraît pas être un nouveau système d'erreur.	143
9. Les esprits familiers de l'Ancien-Testament.	144
10. En quel sens le Spiritisme est défendu, et pourquoi?	145
11. Extraits de publications américaines pour prévenir contre le Spiritisme	146

12. Erreurs attenantes au Spiritisme : (1) Eternité de la matière. — (2) Nécessité de la création. — (3) Négation des peines éternelles. — (4) Une sorte de <i>métempyscose</i>	147
13. Hypnotisme : sens, et description de divers phénomènes. . .	148
14. Deux catégories d'objections habituellement faites contre l'hypnotisme, proposées et réfutées par le Dr Cruise, de Dublin : (1) Celles d'un ordre physique. — (2) Celles qui se fondent sur des bases morales	150
15. Trois règles renfermant les précautions nécessaires de la part d'un hypnotiseur pour se garantir de péché et d'erreur.	152

CHAPITRE VIII

Ce qui est défendu par ce commandement
Vaine observance, Magie, Sorcellerie

1. Vaines observances: sens et division.	156
2. Trois sortes de vaine observance.	156
3. La vaine observance est un péché mortel de sa nature. . . .	157
4. Comment on peut connaître la vaine observance	158
5. Règles à suivre en cas de doute.	158
6. Enumération de quelques pratiques superstitieuses	159
7. Magie: sens et division.	160
8. Sorcellerie: sens et pratiques.	161
9. Magiciens dont parle la Sainte-Ecriture	162
10. Conclusion de l'enseignement sur la superstition par les paroles de M. Collin de Plancy, telles qu'elles sont rap- portées par Martinet.	163

CHAPITRE IX

Ce qui est défendu par ce commandement:
l'irréligion

1. Irréligion : sens et différentes espèces	166
2. Tentation de Dieu, formelle et implicite. D'où elle vient .	166

3. Nature et gravité de ce péché démontrée par trois conséquences qui découlent de l'enseignement sur ce point.	167
4. Sacrilège : sens et division.	169
5. Différentes manières par lesquelles on peut commettre le sacrilège	170
6. Si tout vol commis dans une église est un sacrilège.	171
7. Sacrilège d'après la loi civile	172
8. Observations et règles touchant les ornements et les vases sacrés.	172
9. Simonie : nature ou sens, selon la loi canonique et la loi civile	174
10. Trois questions à élucider : — (1) Qu'entend-on par chose spirituelle par rapport à la simonie ? — (2) Qu'entend-on par une chose temporelle ou son équivalent ? — (3) En quoi consiste le contrat d'achat et de vente ?	175
11. Division : Simonie mentale, conventionnelle, réelle ou confidentielle et leurs sens divers.	177
12. Simonie contre la loi divine et naturelle, contre la loi ecclésiastique, et contre la vertu de religion, prouvée par Saint Thomas.	179
13. Nature de ce péché, quant à sa gravité, quand il est contraire à la loi de Dieu, et quand il est contraire à la loi ecclésiastique	181
14. Titres qui empêchent la simonie.	182
15. Les <i>honoraria</i> , honoraires et offrandes faits aux prêtres et aux ministres de l'église ; leur explication	184
16. Pénalités ecclésiastiques frappant le péché de simonie et ceux qui s'en rendent coupables	186

Le Second Commandement

1. Le second Commandement, contenu dans le premier, est un précepte distinct	189
--	-----

2. Le nom du Seigneur révélé dans l'ancienne et dans la nouvelle loi.	190
---	-----

CHAPITRE I

Que nous ordonne le second commandement

1. Texte du second Commandement.	194
2. Quatre manières d'honorer le saint Nom de Dieu: (1) Louer et bénir Dieu. (2) Faire et accomplir les vœux permis; — (a) Nature d'un vœu et ses conditions. — (b) Division des vœux. — (c) Obligation d'un vœu.	194
3. Quel péché y a-t-il à différer l'accomplissement d'un vœu?	196

CHAPITRE II

Sur ce qu'il 'ordonne (suite)**Ce qui fait cesser l'obligation d'un vœu**

1. Quatre causes qui annulent l'obligation d'un vœu. (1) Le changement de matière ou la cessation de sa fin principale. (2) L'annulation des vœux. (3) La dispense des vœux; vœux réservés. (4) La commutation des vœux . .	205
2. L'avis du confesseur recommandé en tout ce qui touche aux vœux	211

CHAPITRE III

Sur ce qu'il ordonne (suite) — Serments légitimes

1. Définition et nature d'un serment. Division des serments: (1) Explicites et implicites. (2) Affirmatifs, promissoires, et exécatoires. (3) Solennels et simples; absous et conditionnels; judiciaires et extra-judiciaires.	214
2. Différentes espèces de serments d'après des exemples de l'Ecriture..	216

3. Comment on peut savoir si une expression est un serment ou non	217
4. La légitimité du serment prouvée par divers arguments	218
5. Conditions requises pour qu'un serment soit licite: (1) Vérité. (2) Jugement. (3) Justice.	222
6. Réponses aux objections contre la légitimité d'un serment.	224
7. Obligation d'un serment	225
8. Comment peut cesser l'obligation d'un serment.	226
9. Conclusions tirées de l'enseignement précédent.	227

CHAPITRE IV

Ce qu'il ordonne (suite). — Honorer le nom de Dieu en nous bénissant nous et les autres. — Malédic-tions permises.

1. Comment nous pouvons honorer le Nom de Dieu en nous bénissant, nous et les autres. — (1) Bénédictions du prêtre. (2) Les fidèles devraient se bénir les uns les autres.	230
2. Malédic-tions qui ne sont pas profanes, quelquefois permises.	231
3. Conditions requises pour qu'une malédiction soit permise..	232
4. Réfutation des objections contre les malédic-tions	233
5. Sens dans lequel on doit entendre les anathèmes et les ex-communications de l'Eglise.	234

CHAPITRE V

Ce que défend ce commandement

1. Qu'est-ce que nous défend le second commandement?	237
2. Différentes manières, contraires à ce commandement, par lesquelles on peut manquer de respect envers Dieu	237
3. Prendre le Nom de Dieu en vain; nature de ce péché.	238
4. Blasphème. (1) Sens. (2) Diverses manières de blasphémer. (3) Nature du péché de blasphème. (4) Si le genre du blasphème doit être spécifié en confession. (5) Si c'est	

un blasphème de maudire les créatures. (6) Cinq espèces de blaspèmes. (7) Peines encourues en raison de ce péché. 240

CHAPITRE VI

Ce que nous défend ce commandement (suite)

1. Jurement profane	247
2. Quel péché est-ce de jurer contre la vérité?	247
3. S'il est permis de jurer avec une restriction mentale.	247
4. Définition du parjure. Enormité de ce péché montrée par les paroles de la Sainte Ecriture.	249
5. Quel péché est-ce de jurer sans jugement ?	250
6. Quel péché est-ce de jurer contre la justice ?.	251
7. Si certains serments modernes d'obéissance et de soumission au gouvernement civil sont légitimes	252
8. S'il est permis à un Catholique de jurer sur une bible protestante.	253
9. Ce qui est défendu au sujet des vœux..	254
10. Malédicitions profanes. (1) Péché sévèrement condamné dans l'Ecriture. (2) Les malédicitions téméraires retombent sur ceux qui les font. (3) Raisons pour lesquelles ce péché est odieux. (4) Quelques détails relatifs au péché de malédiction, et à son énormité. (5) Ne nous exposons pas à une malédiction.	255

Le Troisième Commandement

CHAPITRE I

Institution, histoire et obligation de garder le sabbat ou le dimanche

1. Texte du Commandement tel qu'il est exprimé dans le Décalogue	260
--	-----

2.	Rapport de ce Commandement avec le premier et le second.	260
3.	Sens du mot Sabbat et sa première célébration	261
4.	Ordre définitif de l'observer donné au Sinaï ; raisons de cet ordre	262
5.	Manière de l'observer parmi les juifs.	262
6.	Manière dont Notre-Seigneur l'a observé : ses paroles sur ce jour	264
7.	Changement du jour et raisons de ce changement	266
8.	L'Ecriture appuyant l'observance du premier jour de la semaine au lieu du dernier	266
9.	Différences entre le Dimanche chrétien et le Sabbat juif. .	267
10.	Combien la sanctification d'un jour sur sept fait partie de la loi morale de Dieu	268
11.	Quand la partie cérémonielle du Sabbat a cessé d'obliger et quand elle est devenue illicite.	270
12.	L'observance du Dimanche imposée seulement par la loi de l'église.	271
13.	Comment on peut en être dispensé, et ceux qu'elle oblige.	272

CHAPITRE II

Ce qu'ordonne ce commandement

1.	L'étendue de l'obligation dans la loi chétienne : entendre la messe, partie affirmative ; s'abstenir des œuvres serviles, partie négative.	275
2.	Cinq conditions requises pour entendre la messe : (1) Intention ; (2) présence morale : (3) attention ; (4) intégrité ; (5) place convenable.	276
3.	Causes ou raisons qui dispensent une personne de l'obligation d'entendre la messe : (1) impuissance ; (2) charité ; (3) devoir ; (4) coutume	285
4.	Si ceux qui sont exempts de la messe sont tenus à quelque autre dévotion.	286

CHAPITRE III

Le repos commandé pour le jour du Seigneur

1.	Origine d'un jour de repos par semaine	289
2.	Raisons naturelles et raisons religieuses de ce repos.	290
3.	Obligation de s'abstenir des œuvres serviles et commerciales les dimanches et les jours de fête	291
4.	Durée du temps de travail constituant une matière grave. .	292
5.	Les travaux défendus. Différentes espèces de travail : (1) Œuvres libérales. (2) Communes. (3) Serviles. (4) Commerciales	293
6.	Causes qui excusent les œuvres serviles : (1) Nécessité. (2) Piété. (3) Coutumes. (4) Dispense.	296
7.	Récréation honnête permise le dimanche.	298

Le Quatrième Commandement

INTRODUCTION

1.	Texte du Commandement	300
2.	Raison pour laquelle ce commandement est le premier sur la seconde table.	301
3.	Promesse jointe à ce commandement ; sa signification. . .	301
4.	Sens dans lequel une longue vie est promise à la piété filiale.	303
5.	Tout ce que comprennent les mots <i>Père</i> et <i>Mère</i>	304

CHAPITRE I

Devoirs des enfants envers leurs parents

1.	L'amour: manière dont les enfants doivent aimer leurs parents. (1) Exemples d'amour filial chez un garçon. (2) Exemples d'amour filial chez une fille. (3) Péchés contraires à l'amour dû aux parents.	306
2.	Le respect: respect dû aux parents	311
3.	Péchés contraires au respect : (1) Par parole. (2) Par action. (3) Par défaut	314

CHAPITRE II

Devoirs des enfants envers leurs parents (suite)

1. Obéissance aux parents : (1) Dans les choses permises. (2) Dans les choses qui sont du devoir et qui appartiennent à l'éducation des enfants. (3) Aussi longtemps qu'ils restent sous l'autorité des parents	318
2. Explication des actes de désobéissance légère dans les petits devoirs de chaque jour	319
3. Trois propositions établissant l'étendue de l'autorité des parents à commander sous peine de péché	320
4. Droits des enfants à embrasser la vraie religion même contre la volonté de leurs parents	321
5. Dans le choix d'un état de vie, les enfants ne sont pas obligés d'obéir à leurs parents	322
6. Vocations religieuses et sacerdotales dans les familles chrétiennes : exemples cités du <i>Compitum</i>	323
7. L'assistance, quatrième devoir des enfants envers leurs parents : (1) Assistance corporelle. (2) Assistance spirituelle avant et après leur mort	324

CHAPITRE III

Devoirs des parents envers leurs enfants

1. Enumération des devoirs des parents envers leurs enfants. — L'amour : ses conditions, intérieur, efficace, bien ordonné	328
2. Le père, chef de famille. Ses devoirs ; sa position. Exemples	329
3. La mère de famille. Ses devoirs : son influence. Exemples	330
4. Comment les parents peuvent pécher contre l'amour qu'ils doivent à leurs enfants	332
5. Education corporelle, ou l'entretien des enfants. Droits des enfants : — (1) à la vie ; — (2) à l'entretien ; (3) à certaines provisions pour l'avenir ; — (4) à un métier ou une position. — (5) Le succès ne doit pas s'apprécier dans la vie présente, mais dans la vie future	333

CHAPITRE IV

Devoirs des parents envers leurs enfants (suite)

1. Education religieuse : (1) Doctrine, et devoirs particuliers des parents sur ce point. — (2) Correction, et manière de la pratiquer. — (3) Exemple, et sa nécessité	339
2. Ecoles auxquelles on doit confier l'éducation des enfants : (1) Propositions condamnées par Pie IX et par Léon XIII, et obligation qui en résulte pour les parents de ne pas envoyer leurs enfants dans des écoles mauvaises. — (2) Devoirs des maîtres catholiques par rapport à l'enseignement dans ces écoles. — (3) Devoirs des inspecteurs catholiques. — (4) Le cas des écoles normales	341
3. Ces principes généraux doivent s'appliquer à toutes les écoles de ces pays.	345
4. Décisions de l'Eglise relative au système d'éducation établi en Irlande	345
5. Lettres de la S. Congrégation de la Propagande sur les Universités anglaises.	347

CHAPITRE V

Devoirs réciproques des inférieurs
envers les supérieurs
et des supérieurs envers les inférieurs

1. Autres sens des mots <i>parents</i> ou <i>père</i>	351
2. Obligations des princes et des gouvernants.	351
3. Leur obligation d'administrer la justice : (1) la justice commutative ; (2) la justice distributive ; (3) la justice vindicative.	352
4. Principaux péchés des gouvernans et des princes.	353
5. Obligations des sujets à l'égard des gouvernans : (1) l'honneur ; (2) l'obéissance	354
6. Si, et quand il est permis de désobéir à l'autorité civile . .	356

7. Est-il permis de se révolter?	357
8. Devoir de payer les impôts et les taxes qui sont justes	359
9. Devoir de voter aux élections	360
10. Comment la loi des élections touche à la loi morale	362
11. Devoir de prier pour les gouvernants et les supérieurs	364

CHAPITRE VI

Devoirs réciproques des maîtres et des serviteurs

1. Etat de la question	367
2. Devoirs des maîtres envers leurs serviteurs : (1) Ils doivent les traiter avec bonté. (2) Les instruire et veiller sur leur conduite. (3) Leur donner le bon exemple. (4) Leur payer des gages convenables	367
3. Devoirs des serviteurs envers leurs maîtres : (1) La fidélité. (2) L'obéissance. (3) Le respect et les bons égards	374
4. Devoirs des instituteurs envers leurs élèves	376
5. Devoirs des enfants envers leurs instituteurs ou leurs tuteurs	376

Le Cinquième Commandement

1. La raison de ce Commandement et l'attention qu'il y faut donner	378
2. Obligations qu'il impose	379
3. Les péchés qu'il défend	380
4. Les devoirs qu'il prescrit	381

CHAPITRE I

L'homicide et le meurtre

1. Meurtre: définition et sens	384
2. Homicide: définition et sens des différents termes usités pour désigner l'homicide	384
3. Suicide: sens. Idée qu'en avaient les philosophies païens . .	385
4. Gravité de ce péché	386

5. Suicide indirect : quand il est permis. Trois cas où il y a péché contre ce commandement..	388
6. Causes qui permettent d'exposer sa vie	389
7. Si la mutilation est permise.	390
8. Pénalités encourues par les suicides	391

CHAPITRE II

L'homicide

1. Il n'est jamais permis de causer directement la mort d'une personne innocente	394
2. C'est un crime odieux contre la loi de Dieu et contre la société..	395
3. La défense de tuer s'étend à tout le monde; aux adultes, aux enfants et même aux enfants avant leur naissance.	396
4. Soins particuliers que réclame la préservation de la vie des enfants au moment de leur naissance.	398
5. Châtiments infligés aux meurtriers.	399
6. Ce qu'il faut penser de la peine capitale infligée au meurtrier	400
7. Conclusions de la doctrine enseignée et prouvée.	402
8. Mort causée indirectement: explications et exemples	403
9. Meurtre d'un injuste agresseur: (1) en cas de légitime défense ; (2) pour défendre sa propriété ; (3) pour défendre sa vertu ; (4) pour défendre son honneur et sa réputation	404
10. Ce qui est permis pour sa propre défense, l'est aussi pour la défense d'un autre.	407
11. La mort d'un malfaiteur doit être le fait de l'autorité publique, et jamais de l'autorité privée. Le <i>Lynchage</i> est illicite.	408

CHAPITRE III

Le duel et la guerre

Le Duel :

1. Ce qu'on entend par un duel.	411
2. Un duel de son autorité privée, n'est jamais permis ; il peut l'être dans certaines conditions, par l'autorité publique .	411

3. Propositions sur ce sujet condamnées par Benoit XIV, et excommunication portée contre le duel par les Constitutions de Pie IX	412
4. Deux points, au sujet des duellistes, tranchés par la Congrégation de l'Inquisition (1884)	414
5. Cette détestable pratique dans les anciens temps.	414
6. Le duel et la loi anglaise.	415
7. Les questions d'honneur n'exigent point le duel	416

La Guerre.

1. Sens du mot <i>guerre</i> ; ses divisions,	417
2. La guerre est permise dans certaines conditions.	418
3. Trois conditions nécessaires pour qu'une guerre soit légitime: (1) L'autorité souveraine. (2) Un juste motif. (3) La droiture d'intention chez ceux qui y prennent part. . .	419
4. Quelques-unes des causes considérées comme justes.	420
5. Trois canons ou règles de conduite en temps de guerre . .	420
6. Si les soldats peuvent se battre. — (1) lorsqu'il y a doute sur la légitimité de la guerre; — (2) lorsqu'elle est évidemment injuste.	421

CHAPITRE IV

**Péchés du cœur et de la langue
défendus par ce commandement**

1. Colère: origine et sens de ce mot.	424
2. Quand la colère est coupable.	425
3. Quand elle est un péché grave	426
4. Envie: sens de ce vice.	427
5. Tristesse non coupable et tristesse coupable: exemples. .	428
6. Nature du péché d'envie.	429
7. Cinq péchés provenant de l'envie.	430
8. Haine: deux sortes de haines.	431
9. La haine qui est coupable.	431
10. Le mot « haïr (<i>hate</i>) » usité en Anglais	432

11. Péchés de la langue : ceux que défend ce précepte. — les contrariétés, les discussions auxquelles on peut ajouter les coups	432
12. Quant une discussion ou controverse est permise, et quand elle ne l'est pas.	432
13. Querelles amenant les batailles ; quand elles sont licites, et quand elles sont illicites	433
14. Remarques, en forme de conclusion, sur le prix de la vie humaine	434

CHAPITRE V

Du scandale

1. Scandale : définition et division	437
2. Ceux qui se rendent coupables de scandale actif ou malicieux.	438
3. Nature de ce péché.	439
4. Gravité de ce péché prouvée par différentes considérations.	440
5. Scandale des faibles : quand il est occasionné.	442
6. Si, pour ne pas donner ce scandale, nous devons : (1) sacrifier quelque bien spirituel, et (2) quelque avantage temporel	443
7. Dans les choses indifférentes nous devons éviter de donner du scandale aux faibles.	444
8. Explication du scandale pharisaïque.	446
9. Comment nous devons agir par rapport au scandale pharisaïque.	446
10. Trois questions importantes : (1) S'il est permis de conseiller un moindre mal pour en éviter un plus grand. (2) S'il est permis de donner une occasion de péché pour corriger le pécheur. (3) Si, en confessant un péché de scandale, il est nécessaire de dire si on a été tentateur ou solliciteur	447
11. Côté positif de ce commandement.	449

Le Sixième et le Neuvième Commandement

Introduction : Questions et Réponses	451
--	-----

CHAPITRE I

La volupté et la luxure

1. Sens de ces mots	453
2. Portée de la défense contenue dans ce commandement	453
3. Nature et gravité du péché de luxure	454
4. Nous ne devons pas, en traitant ce sujet, nous laisser arrêter par des objections malsonnantes	454
5. Adultère : sens de ce péché, sa double malice.	457
6. Sainteté de l'état de mariage	457
7. Causes qui de nos jours, ruinent la sainteté du mariage.	458
8. Effets bienfaisants du mariage au point de vue de l'humanité et de la société	458
9. Fornication : sens. Péché opposé à l'enseignement de la vérité révélée	460
10. Péché condamné par la raison et par la conscience	462
11. Funestes conséquences de ce péché	463
12. Le cas de ceux qui vivent ensemble sans être mariés	464
13. Péché de séduction et ses effets	466

CHAPITRE II

Péchés défendus par ces commandements

1. Deux espèces de péchés de luxure qui renferment une malice spéciale : (1) L'inceste. (2) Le sacrilège.	470
2. Péchés de pensée et de parole contre ces commandements. Leurs différents degrés d'après Mgr Hay.	473
3. Occasions de ce péché. Comment apprécier et juger le danger par rapport aux chants, aux spectacles, aux lectures, aux peintures, etc	475
4. Réponse aux objections	477

5. Remèdes contre les péchés d'impureté : (1) contre les causes extérieures. (2) Contre les divagations de l'imagination. (3) Contre les dangers provenant de dispositions naturelles. (4) Prière dans tous les cas.	479
--	-----

C H A P I T R E III

La chasteté

1. Chasteté prescrite par ce commandement. Nature de cette vertu.	483
2. Division et excellence de cette vertu.	483
3. Virginité: sa nature. Comment on peut la perdre et la retrouver	484
4. Chasteté, vertu très agréable à Dieu: plusieurs considérations qui le prouvent.	485
5. Ne pas confondre cette vertu avec le célibat, ou profession du conseil évangélique.	486
6. La chasteté, cause de santé: preuves de diverses autorités et de plusieurs écrivains	487
7. Réponse aux objections contre la pratique de la chasteté. Quatre considérations pour réfuter le dit-on : <i>Il faut bien dé penser le feu de sa première jeunesse</i>	491
8. Il est faux d'affirmer que tous les jeunes gens ne respectent pas pratiquement la morale.	493
9. Réfutation de l'excuse qu'on voudrait trouver dans l'exemple de respectables vieillards supposés jadis peu honnêtes.	495
10. L'état du bonheur futur, et récompenses particulières réservées dans le ciel au cœur pur.	496

C H A P I T R E IV

Abstinence et sobriété

1. Sens des mots : tempérance, abstinence et sobriété	500
2. La gourmandise, vice opposé à l'abstinence.	501

3. Les cinq formes vicieuses de la gourmandise, énumérées par Saint Thomas : (1) <i>Præpropere</i> . (2) <i>Lauta</i> . (3) <i>Nimis</i> . (4) <i>Ardente</i> . (5) <i>Studiose</i>	502
4. Vertu de sobriété	504
5. Enseignement catholique relativement à l'usage et à l'abus des boissons alcooliques	504
6. Règle donnée par Saint Paul sur ce point	505
7. Conseil aux buveurs d'eau	507
8. La sobriété commandée et prouvée par l'Ecriture.	508
9. L'ivrognerie, péché opposé à la sobriété. Gravité de ce péché et ses funestes conséquences	509
10. Extrait d'une adresse publiée par l'épiscopat réuni de la vénérable et très fidèle Eglise d'Irlande sur ce sujet.	512
11. Paroles du Cardinal Manning et des Archevêques et Evêques d'Irlande sur ce même sujet	514

Le Septième Commandement

CHAPITRE I

1. Ordre dans lequel ce Commandement est donné	517
2. Portée de ce Commandement.	518
3. Possession ou propriété: sens.	519
4. Ceux qui sont capables de posséder.	519
5. L'objet de la propriété. Choses intérieures auxquelles un homme a droit: (1) Ses actes. (2) Sa justification et son bon renom. (3) Les membres de son corps, sa vie et sa conservation.	522
6. Les choses extérieures qui peuvent devenir la propriété de l'homme. Toutes les choses sublunaires: (1) Corporelles et incorporelles. (2) Meubles et immeubles. (3) Les productions de son esprit en littérature.	523
7. Origine de la propriété	524
8. Le partage des biens est légitime et approuvé de Dieu.	525

9. Principaux avantages qui résultent de l'institution de la propriété privée, d'après Paley	526
10. Partage des biens introduit d'abord par l'accord des hommes et par le droit des gens, mais fondé sur la loi de la nature, qui défend les querelles, les batailles, le vol, etc .	527

CHAPITRE II

Divers moyens d'acquérir la propriété

1. Pour expliquer les différents moyens d'acquérir, il faut diviser les choses temporelles en deux catégories: celles qui sont possédées et celles qui ne le sont pas	534
2. Les choses qui n'appartiennent à personne : (1) Les choses abandonnées. (2) Les biens vacants ou effets. (3) Les choses trouvées. (4) Les trésors. (5) Les animaux sauvages. Trois classes d'animaux	534
3. Propriété acquise sur les choses déjà possédées. Contrats : (1) Sens du contrat, et différentes manières de contracter. (2) Division des contrats; leurs différents genres suivant la loi anglaise. (3) Conditions requises pour la validité des contrats, et explications. Effets des contrats .	540

CHAPITRE III

Prescription

1. La prescription : sens et division.	549
2. Conditions : (1) Il faut que les choses soient prescriptibles : (2) Qu'il y ait possession. (3) Le temps voulu par la loi.	551
3. La prescription est un moyen légitime d'acquérir un droit, et de se libérer d'une obligation.	553
4. <i>Bona fides</i> , ou la bonne foi est toujours supposée	554

CHAPITRE IV

Larcin et vol

1. Sens de ces mots.	557
2. Le larcin et le vol sont des fautes graves de leur nature. .	559

3. Quantité nécessaire dans le vol pour constituer un péché grave.	569
4. Quand le vol d'une chose insignifiante en soi peut être une faute grave	563
5. Raisons qui excusent de culpabilité dans le vol. (1) L'extrême nécessité. (2) La compensation occulte, — quand elle est légitime.	563
6. Quelques notions spéciales relatives aux vols des femmes mariées et des enfants	565
7. Vols sacrilèges et usurpation des biens ecclésiastiques.	568

CHAPITRE V

Différentes sortes d'injustice

1. Fraude: sens. — Comment elle affecte les contrats.	571
2. Le prix des choses; — comment on l'envisage dans le commerce	572
3. Titres particuliers qui autorisent les commerçants à surfaire le prix usuel	573
4. S'il est permis de vendre un article défectueux sans faire connaître ses défauts.	573
5. Extorsion: sens selon la loi anglaise et la loi écossaise. . . .	575
6. Poursuites injustes.	576
7. Quand les médecins, les juges, les avocats, les notaires, et les hommes de loi, en général, peuvent être considérés comme coupables d'injustice	577
8. Usure: (1) sens primitif, et ce qu'on entend actuellement par usure. (2) Taux légal de l'intérêt. (3) L'usure, dans le sens rigoureux, est injuste et coupable. (4) Trois raisons qui permettent de recevoir un intérêt de l'argent. (5) La coutume par rapport à l'intérêt légal	579
9. Retenir injustement le bien d'autrui.	581

CHAPITRE VI

Restitution

1. Sens et nature de la restitution : son obligation	585
2. Ceux qui sont tenus à restitution, et motifs qui en établissent l'obligation.	586
3. Etendue et nature de l'obligation de restituer.	587
4. Quelle chose et combien il faut restituer. (1) La restitution qui doit être faite par le possesseur de <i>bonne foi</i> . (2) Sens des termes — fruits industriels, — naturels, — et civils. — (3) Les trois sortes de dépenses, — nécessaires, utiles, et de luxe. (4) La restitution qui doit être faite par le possesseur de <i>mauvaise foi</i> . (5) La restitution que doit faire celui qui a des doutes sur la légitimité de sa possession	587
5. Où faut-il restituer ?.	592
6. Comment faut-il restituer ?.	592
7. Comment peut cesser ou disparaître l'obligation de restituer ?	593
8. A qui on doit restituer. Ordre à suivre à l'égard des créanciers.	594

CHAPITRE VII

Les coopérateurs dans l'injustice

1. Les neuf manières de coopérer à une injustice.	597
2. Coopération : (1) par ordre ; (2) par conseil ; (3) par consentement ; (4) par louanges ou flatteries ; (5) par recel ou acceptation ; (6) par partage ; (7) coopération négative, par le silence, en n'empêchant pas, en ne dévoilant pas l'injustice.	597
3. Ordre à observer relativement aux coopérateurs en matière de restitution	601
4. Conclusion du septième commandement	602

Le Huitième Commandement

Introduction sous forme de demandes et de réponses

Analyse de ce Commandement	603
--------------------------------------	-----

CHAPITRE I

Les mensonges

1. Définition et sens du mensonge	607
2. Division des mensonges : (1) Joyeux. (2) Officieux. (3) Malicieux. (4) Dissimulation. (5) Hypocrisie. (6) Adula- tion ou flatterie. (7) Vanterie. (8) Infidélité à une promesse	608
3. Tout mensonge est de sa propre nature un péché.	610
4. Doctrine du Catéchisme du Concile de Trente sur ce sujet.	612
5. Ce t ^e doctrine prouvée par l'Ecriture	614
6. Réponse aux objections.	615
7. Quand le mensonge n'est que péché vénial, et quand il est mortel	616
8. Les mensonges malicieux empruntent la malice du préjudice qu'ils causent	618
9. Pour aucun motif il n'est permis de dire même le moindre mensonge	618

CHAPITRE II

Equivoque et restriction mentale

1. Equivoque : sens, et divers sens dans lesquelles on peut prendre l'équivoque	621
2. Restriction mentale : ses différents sens	622
3. Sens dans lequel la restriction mentale est condamnée par l'Eglise	622
4. Sens dans lequel elle peut être admise et légitimement employée ; exemple tiré de l'Apologie du Dr Newman .	624
5. Conclusions tirées de la doctrine précédente	626

6. La simulation et la dissimulation expliquées; sens dans lequel l'une est permise et l'autre ne l'est pas	628
7. Le nom et l'autorité de saint Alphonse vengés par le Dr Newman, et exemples	629
8. Obligation qu'imposent une promesse et la parole donnée.	632

CHAPITRE III

Detraction et Calomnie

1. Sens des termes: (1) Calomnie. (2) Détraction. (3) Médisance. (4) Mauvaise langue. (5) Détraction, mot générique pour tous ceux qui précèdent	635
2. Différentes manières de commettre la détraction directement ou indirectement d'après saint Thomas.	636
3. La détraction: quand elle n'est que péché matériel, et quand péché formel	637
4. Conditions requises pour qu'il y ait péché mortel.	637
5. Cas dans lesquels il n'y a pas péché à révéler les fautes d'autrui	638
6. Conclusions de l'enseignement précédent	640
7. Quelques formes particulières du péché de détraction: (1) Les brouillons. (2) Les troubles-fêtes ou intringants. (3) Les francs-parleurs. (4) Mensonges religieux de parti pris montrés par les attaques des Protestants contre l'Eglise romaine	642
8. La disposition en Angleterre à écouter et à encourager les mensonges contre l'Eglise catholique, et à déblatérer contre les couvents et les religieuses	649
9. L'obligation de réparer provenant de la détraction: elle est rigoureuse et oblige sous peine de péché grave dans certains cas	651
10. Causes qui exemptent de cette obligation en cette matière	654

CHAPITRE IV

*Jugements téméraires, soupçons, et violation
d'un secret*

1.	Jugement téméraire : définition et explication	657
2.	Différentes manières de commettre ce péché	658
3.	Nature de ce péché, — quand il est mortel.	659
4.	Soupçons téméraires et doutes	660
5.	Opinion de Mgr Hay sur cette question : — quand il est permis de juger son prochain ?	661
6.	Un secret : nature et division. (1) Nature. (2) Confié. (3) Promis	663
7.	Obligation d'un secret	663
8.	Justes motifs de révéler un secret	664
9.	Chercher à connaître et découvrir les secrets ; ouvrir et lire des lettres privées	666
10.	Conclusions, et remarques sur ce Commandement	667

Neuvième et Dixième Commandements

1.	Fin et but de ces commandements ; pourquoi nous les traitons simultanément	671
2.	Ils ne sont pas absolument identiques.	672
3.	Ils sont comme le sceau qui atteste l'origine divine du Décalogue	673
4.	Nécessité de la promulgation de ces deux commandements.	674
5.	L'acte extérieur, le même acte moral que l'acte intérieur de l'âme. Il peut augmenter sa malice de trois manières.	675
6.	Malice et culpabilité des actes intérieurs	676
7.	Péchés de pensées et de désirs, plus dangereux pour l'âme que les péchés extérieurs, à cause — (1) De la facilité de les commettre ; (2) de la facilité avec laquelle ils se mul- tiplient. (3) de la difficulté de les connaître et de les discerner	677

8.	Tout péché doit venir de la volonté comme de sa cause. Cette volonté peut : — (1) Consentir à son objet; (2) lui résister ou (3) rester passive	679
9.	Différentes espèces de péchés intérieurs : (1) Délectation morose. (2) Plaisir et jouissances. (3) Désir	681
10.	La délectation dans le péché plus amplement expliquée, et réponse à quelques questions sur ce sujet	683
11.	Concupiscence : telle que l'explique le Catéchisme du Con- cile de Trente, elle n'est pas toujours coupable	685
12.	Quand on doit résister à ses mouvements ; quand ils sont coupables, et jusqu'à quel point	686
13.	Les affections humaines ne sont pas mauvaises en soi, mais saintes et sacrées, si elles sont bien ordonnées ; la des- cription de l'amour humain le montre, et le Catéchisme du Concile de Trente le prouve	688
14.	Moyens de se préserver contre les péchés de pensée, et remèdes contre la concupiscence.	692
15.	L'enseignement sur la moralité de nos pensées et de nos affections, démontré et prouvé par des extraits des lettres du pieux et savant Balmez	693

CONCLUSION

1. Coup d'œil sur les commandements dont le Christ a parlé avec plus d'insistance et plus de détails	697
2. Chaque commandement est une grande faveur et un précieux bienfait de Dieu envers l'homme.	699
3. La Religion et le Décalogue sont absolument nécessaires à la société, Rien ne peut remplacer le Décalogue.	700
4. Conclusion et réflexions sur la conscience intérieure, selon les paroles de l'éminent prêtre et philosophe espagnol, Balmez.	703



Les Commandements

INTRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE

LA LOI DE DIEU EN GÉNÉRAL

1. Nécessité d'une loi morale.
2. Union du dogme et de la morale.
3. (1) Nature et définition de la loi. (2) Division de la loi. (3) La loi éternelle.
(4) La loi naturelle. (5) La loi divine positive. (6) L'ancienne loi et ses préceptes. (7) La loi nouvelle et ses préceptes.
4. Obligation des lois. (1) Obligation de la loi naturelle. (2) Obligation du Décalogue. (3) Observation des commandements possible et facile. (4) Avec le secours de la grâce. (5) Préceptes affirmatifs et négatifs.
5. Motifs d'observer les préceptes de la loi: (1) Notre devoir. (2) Notre intérêt.
6. Manière d'observer la loi: (1) Entièrement. (2) Toujours. (3) Sincèrement.

I. NÉCESSITÉ D'UNE LOI MORALE

Pour être sauvé, il ne suffit pas d'avoir été baptisé et de croire les vérités contenues dans le *Credo*, il est encore nécessaire d'observer la loi de Dieu.

La religion se compose, non seulement de vérités à croire, mais aussi de préceptes à observer: deux choses qui, dans leur ensemble, constituent la morale chrétienne.

Le mot *morale* dérive de deux mots latins, *morum lex*, — c'est-à-dire la loi des mœurs. La morale est, par conséquent, la doctrine ou le système des devoirs moraux, ou les devoirs des hommes envers Dieu et envers les uns les autres.

Entre les dogmes et la morale, il y a une relation très-étroite. Ce sont deux éléments formant un tout, qui est la religion. Enlevez la religion de la morale, et vous n'avez plus que des théories abstraites, sans aucune influence réelle et sérieuse sur les actions ou sur la vie des hommes. Enlevez le dogme et vous n'avez plus qu'un code de lois sans législateur. Le système de morale indépendante dont nous parlent de prétendus philosophes, n'est qu'une sorte de morale sans Dieu. Ce n'est pas autre chose qu'une chimère; car sans Dieu nous ne pouvons concevoir une autorité pour imposer la loi, ni une puissance pour la faire mettre à exécution ou lui imposer une sanction. Par nature, les hommes sont égaux, et l'un d'eux ne peut pas imposer des obligations à un autre, si l'on ne suppose pas une loi et une autorité supérieure. La force humaine a des limites et ne saurait offrir qu'une garantie partielle pour obtenir l'observation des lois. Elle ne peut qu'atteindre le transgresseur quand on le voit et qu'il est découvert. Un tel système ne serait que celui d'une servitude

complète; il n'atteindrait jamais toutes nos actions et ne pourrait toucher le cœur. Dans des circonstances pareilles, l'idée de devoir et l'idée de droit disparaîtraient entièrement; de sorte que sans Dieu nous ne pouvons pas concevoir un système moral.

La raison et l'expérience s'accordent pour nous conduire à cette conclusion. Tel est aussi l'enseignement de l'Evangile. Notre divin Sauveur, vivant en pleine vérité révélée, nous a donné les maximes de morale et de conduite chrétiennes. En envoyant ses apôtres annoncer sa religion au monde, il leur disait: « Allez donc; enseignez toutes les nations, les baptisant au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit. Enseignez-leur à observer tout ce que je vous ai commandé: et voici que je suis avec vous tous les jours, jusqu'à la consommation des siècles. »¹

2. UNION DU DOGME ET DE LA MORALE

Les dogmes et la morale sont donc si étroitement unis qu'il est nécessaire non seulement de croire toutes les vérités révélées, mais aussi de garder tous les commandements. La foi seule ne suffit pas. Cette vérité a été définie par le Concile de Trente: « Si quelqu'un dit qu'un homme justifié n'est pas tenu d'observer les commandements de Dieu... comme si l'Évangile était une promesse claire et absolue de la vie éternelle, sans la condition d'observer les commandements, qu'il soit anathème. »²

Un chrétien est celui qui, étant baptisé, professe la foi de Jésus-Christ et observe sa loi. C'est à celui qui garde la loi

¹ S. MAT. XXVIII. 19, 20.

² SESS. VI. CAN. 19, 20.

que le Christ a promis la vie, selon ses propres paroles: « Si vous voulez entrer dans la vie éternelle, gardez les commandements. »¹ Croire ce qui est de foi et observer toute la loi, voilà ce que tout chrétien doit faire pour être sauvé.

Or, c'est la loi de Dieu que j'essaie d'expliquer dans les instructions suivantes sur le Décalogue, ou les dix Commandements de Dieu. Afin de mettre plus de clarté dans ces matières, il est nécessaire auparavant d'élucider certains points relativement aux lois en général et à la loi divine en particulier. Nous avons donc à expliquer:

- (1) La nature et la division de la loi.
- (2) L'obligation de la loi.
- (3) Les motifs d'observer les préceptes de la loi, et la manière de le faire.

3. NATURE ET DÉFINITION DE LA LOI

(1) Le mot *loi* vient du latin *legere*, lire, parce que la loi est donnée pour que l'homme puisse y lire ou y apprendre ses devoirs. Saint Thomas fait venir ce mot de *ligare*, lier, parce que la loi est, pour ainsi dire, un lien ou une chaîne qui nous attache à une obligation. Il semble que telle est bien l'origine exacte de ce terme, parce que la loi diffère du conseil en ce que la première nous impose une obligation. Elle est la règle extérieure et éloignée des actions humaines, — une règle prescrite par le pouvoir suprême pour diriger les actions des hommes. Elle est définie par saint Thomas: « La loi est une prescription de la raison ayant pour fin le bien général, et promulguée par celui à qui appartient le

¹ S. MAT. XIX. 17.

gouvernement de la communauté. »¹ La promulgation est indispensable pour qu'une loi oblige ; — c'est-à-dire, il faut qu'elle soit publiquement notifiée à la communauté, bien que son obligation ne dépende pas de son acceptation par le peuple ou la communauté.

(2) En général, les lois sont divisées en deux grandes catégories, les lois divines et les lois humaines. Les lois humaines se subdivisent en lois ecclésiastiques et en lois civiles. De celles-ci nous n'avons pas à parler pour le moment. Dans la loi divine, il faut distinguer la loi *éternelle*, la loi *naturelle* et la loi *positive*.

(3) La *loi éternelle* est la voix de l'esprit divin, laquelle prescrit ou détermine ce que les créatures raisonnables doivent faire ou éviter. Elle n'est pas autre chose, selon saint Augustin, que la raison divine et incréeée, — la volonté éternelle, qui règle l'ordre naturel des choses, et défend de le troubler et de le violer. J'en limite ici le sens aux êtres raisonnables, parce que l'homme est le seul être libre sur la terre, et que seul il a la facilité de se conformer à la loi éternelle de Dieu ou de la transgresser. Le terme de loi, dans son sens le plus général et le plus étendu, peut en réalité s'appliquer à toutes les actions, qu'elles procèdent d'êtres animés ou inanimés, raisonnables ou irraisonnables. Mais ici, comme on le comprend, je traite des actions morales, et des règles que le Créateur a posées pour leur direction.

De toute éternité il y eut en Dieu la raison de l'ordre suivant lequel les créatures, quand elles arriveraient à l'existence, seraient dirigées et gouvernées. C'est dans ce sens que la loi

¹ Ordinatio rationis obligationem inducens ad bonum commune ab eo qui curam communitatis habet promulgata.

est appelée éternelle, lors même qu'elle n'a existé que dans le temps, après la création, lorsqu'elle fut promulguée aux êtres raisonnables.

Toute autre loi est dérivée de la loi éternelle comme d'une cause exemplaire, parce qu'elle est la source et le modèle de toutes les lois. Elles en dérivent comme d'une cause efficiente, parce que tout pouvoir législateur vient de la loi éternelle, ou, en d'autres termes, de Dieu.

(4) La *loi naturelle* ou *loi de nature*, est la loi éternelle telle qu'elle est imprimée dans la raison de l'homme ; ou encore, elle est la voix de notre raison créée prescrivant ce qu'il faut faire ou éviter. C'est que Dieu, quand il a créé l'homme et l'a doué d'une volonté libre, a posé certaines lois immuables de la nature humaine, qui doivent diriger cette libre volonté et la limiter conformément aux préceptes de la raison naturelle. Cette loi s'appelle aussi la droite raison, — ou les lumières de la raison. C'est elle qui nous rend capables de distinguer le bien et le mal, le juste et l'injuste, le vice et la vertu. Cette loi est un reflet de la *loi éternelle*, ne fait qu'un avec elle, en ce sens que toutes les deux prescrivent la même chose. Elles diffèrent en ce que la *loi éternelle* est en Dieu, et que la *loi naturelle* est dans l'esprit créé. On pourrait en donner comme exemple l'image qui est la même sur un sceau et sur la chose qui en a reçu l'empreinte. Saint Paul veut parler de cette loi quand il dit : « Car lorsque les Gentils qui n'ont point de loi font naturellement les choses que la loi commande ; n'ayant point de loi, ils se tiennent à eux-mêmes lieu de loi. Et ils font voir que ce qui est prescrit par la loi, est écrit dans leur cœur, par le témoignage que leur en rend leur conscience, et par la diversité des

réflexions et des pensées qui les accusent ou qui les défendent. »¹

La loi naturelle, bien qu'unique en elle-même, contient plusieurs préceptes ou principes qui se partagent en trois classes : les principes *premiers*, les principes *secondaires* et les principes *éloignés*.

Les *principes premiers* prescrivent de rendre un culte à Dieu, de vivre honnêtement, de ne nuire à personne et de rendre à chacun ce qui lui est dû. C'est à ces points que Justinien ramène tout l'enseignement de la loi.

Les *principes secondaires* sont ceux qui peuvent se déduire facilement des premiers, tels que ceux qui sont contenus dans les commandements de Dieu.

Et les *principes éloignés* sont les préceptes qui se déduisent des secondaires par les lumières de la raison naturelle, ou ceux qui se déduisent difficilement des premiers principes de la loi.

La *loi naturelle* fut promulguée pour le genre humain dès l'instant où la révélation fut faite à nos premiers parents, selon l'Ecclésiastique : « Dieu a créé l'homme de la terre, et il l'a formé à son image... Il lui a créé de sa substance une aide semblable à lui : il leur a donné le discernement, une langue, des yeux, des oreilles, un esprit pour penser ; et il les a remplis de la lumière de l'intelligence. Il a créé en eux la science de l'esprit ; il a rempli leur cœur de sens ; et il leur a fait voir les biens et les maux... Il leur a prescrit encore l'ordre de leur conduite ; et il les a rendus les dépositaires de la loi de vie. Il a fait avec eux une alliance éternelle ; et il leur a appris les ordonnances de sa justice. Ils ont vu de leurs yeux les

¹ ROM. II, 14, 15.

merveilles de sa gloire, et il les a honorés jusqu'à leur faire entendre sa voix. Ayez soin, leur a-t-il dit, de fuir toute sorte d'iniquité. Et il a ordonné à chacun d'eux d'avoir soin de son prochain. »¹

Pour parler pratiquement, personne ne peut ignorer invinciblement les premiers principes ou préceptes de la loi naturelle, parce qu'ils sont clairement gravés dans l'esprit de chacun.

Quant aux principes secondaires, nul ne peut, pratiquement, les ignorer d'une manière invincible, à moins que ce ne soit peut-être le cas pour des personnes absolument sans instruction et sans expérience, et alors, l'ignorance de ces préceptes ne saurait durer que peu de temps, et, dans certaines circonstances, semblerait excusable et honnête.

Pour les conclusions ou principes éloignés de la loi naturelle, l'ignorance invincible peut se rencontrer chez l'homme qui agit et même chez l'homme qui enseigne, comme l'établit clairement saint Alphonse.²

La loi de nature, dès lors qu'elle est une loi nécessaire affectant seulement les choses qui sont intrinsèquement et par leur nature bonnes ou mauvaises, ne saurait pas admettre de changement ni de dispense, pas même de la part de Dieu qui ne peut se contredire.

Dans certains cas, cependant, le point au sujet duquel la loi naturelle impose une obligation peut être changé de telle façon que, les circonstances n'étant plus les mêmes, l'objet cesse de tomber sous la loi de nature.

¹ ECCLES. XVII. 1 et seq.

² P. 171.

(5) *La loi divine positive.* — Elle se divise en deux parties: l'ancienne et la nouvelle loi, ou la loi Mosaique et la loi Evangélique.

(6) *L'Ancienne Loi ou Loi donnée à Moïse.* — La loi naturelle ayant été obscurcie par les passions des hommes et étant presque tombée en oubli, Dieu daigna manifester de nouveau sa volonté aux hommes, par l'intermédiaire de Moïse, sur le mont Sinaï, environ 2.500 ans après la création de la race humaine. Il la fit graver sur des tables de pierre, puisque les hommes n'étaient plus capables de la lire dans leur cœur dépravé.

Les préceptes de l'ancienne loi étaient de trois sortes: 1. Les préceptes *moraux*, qui prescrivaient aux hommes ce qui avait toujours été contenu dans la loi de nature, leurs devoirs religieux et sociaux, — en d'autres termes, leurs devoirs envers Dieu et leurs devoirs envers les uns les autres. 2. Les préceptes *cérémoniaux*, qui indiquaient les rites extérieurs et les cérémonies que les Juifs devaient observer dans le culte divin. 3. Les préceptes *judiciaires*, qui déterminaient la manière d'administrer la justice parmi le peuple juif.

La *loi morale* était contenue dans les préceptes du Décalogue; et, comme elle se compose des préceptes secondaires de la loi de nature, elle obligeait tous les hommes en tous les temps.

Les préceptes *cérémoniaux* et *judiciaires* de l'ancienne loi n'étaient obligatoires que pour les Israélites et pour les prosélytes, ou ceux qui, parmi les Gentils, embrassaient le Judaïsme et se soumettaient aux cérémonies de la circoncision.

Il est de foi que Dieu était l'auteur de l'ancienne loi; et, par conséquent, elle est bonne et sainte; mais, comme toute

autre loi, elle a souvent été l'occasion du péché par les abus qu'on en a fait.

(7) La loi nouvelle ou loi Évangélique, n'est pas autre chose que l'*ancienne loi morale*, renouvelée, approuvée et perfectionnée par Jésus-Christ, selon sa propre déclaration: « Ne pensez pas que je suis venu détruire la loi et les prophètes. Je ne suis pas venu les détruire, mais les compléter.»

La loi nouvelle a été donnée par le Christ à tous les hommes et pour tous les temps. Bien que la loi morale soit la même, il faut savoir que le Christ a encore donné deux autres sortes de préceptes; — à savoir, les préceptes *sacramentels* et les préceptes de foi. Ceux-ci, différents des préceptes *cérémoniaux* et *judiciaires* de l'ancienne loi, qui ne s'adressaient qu'aux Juifs, obligent tous les hommes et resteront toujours en vigueur. De plus, l'ancienne loi ne donnait pas la grâce, bien que la grâce fût donnée sous l'ancienne loi en vertu de la nouvelle: la loi nouvelle donne la grâce par les sacrements.

L'ancienne loi, dans sa partie cérémoniale, n'était qu'une ombre et une figure de la nouvelle: c'est pour cela qu'elle a cessé quand celle-ci a été en vigueur.

La promulgation solennelle de la loi nouvelle et son obligation ont commencé le jour de la Pentecôte, pour les Juifs habitant alors à Jérusalem, et ensuite, progressivement, pour le monde entier.

L'ancienne loi a commencé à tomber pendant la vie du Christ, bien qu'elle fût alors obligatoire pour les Juifs. Elle a cessé ou elle est morte au moment de la mort du Christ. Elle devint mortelle ou illicite à l'époque de la destruction de Jérusalem. Alors, la synagogue fut ensevelie et les *legalia* ne pouvaient plus être observés sans péché.

4. OBLIGATION DES LOIS

Il est nécessaire de se rappeler que je ne parle ici que de la loi naturelle et de la loi divine positive.

(1) La loi naturelle est obligatoire pour tous les hommes. Un acte contraire à la loi naturelle, par exemple, un blasphème, une impureté, est toujours un péché. Au moins, c'est toujours un *péché matériel*, parce que la loi est nécessairement obligatoire toujours et pour tous.

La loi divine positive oblige tous ceux à qui elle a été notifiée. Les Juifs étaient soumis à tous les préceptes de l'ancienne loi, et tous les hommes sont soumis à la loi nouvelle ou loi Evangélique.

(2) Les préceptes du Décalogue sont donc obligatoires pour tous, non-seulement pour les chrétiens, mais aussi pour les Mahométans, pour les Juifs et pour les païens.

Ces préceptes sont justes et raisonnables. Ils sont possibles, même faciles à observer, avec le secours de la grâce de Dieu.

Les commandements sont justes et raisonnables, parce qu'ils ont Dieu pour auteur. C'est lui qui est le Législateur. Nous devons reconnaître leur équité, sentir leur convenance, expérimenter leur utilité et admirer leur sagesse. L'esprit de la loi chrétienne est un esprit de modération. Il tempère la sévérité par la douceur et n'admet l'excès en rien, recommandant en tout la sobriété et la sagesse, selon les paroles de l'Ecclésiaste : « Ne soyez pas trop juste, et ne soyez pas plus sage qu'il n'est nécessaire, de peur que vous n'en deveniez stupide. »¹

¹ ECCLES. VII. 17.

(3) Les commandements sont possibles ; ils sont même doux et faciles à observer. Prétendre que l'accomplissement de la loi chrétienne est impossible serait une impiété et un blasphème, parce que ce serait accuser Dieu d'injustice en nous commandant des choses qui dépassent nos forces. La loi de Dieu, au contraire, est une loi d'amour, d'après l'expression du Christ : « Si quelqu'un m'aime, il gardera ma parole, et mon Père l'aimera, et nous viendrons en lui, et nous ferons en lui notre demeure. »¹ Et saint Paul nous dit que « l'amour est l'accomplissement de la loi. »² « Comment, dit saint Augustin, pourrait-il être impossible à un homme d'aimer, d'aimer son Créateur qui l'a comblé de tant de faveurs ; d'aimer un Père si plein de tendresse, et d'aimer sa propre chair et son propre sang dans ses frères ? » De fait, les Saints ont gardé la loi, et c'est grâce à son observation qu'ils sont maintenant dans le ciel. La foi et l'expérience nous apprennent que l'observation des dix commandements et de la loi chrétienne n'est pas impossible. Soutenir le contraire serait à la fois impie et hérétique, comme le déclare formellement le Concile de Trente.³ Il n'est pas seulement possible de garder la loi, mais c'est encore doux et facile, comme le dit notre Sauveur lui-même : « Prenez mon joug et apprenez de moi que je suis doux et humble de cœur ; et vous trouverez la paix de votre âme. Car mon joug est doux et mon fardeau léger. »⁴ Saint Jean nous dit très expressément :

¹ S. JEAN. XIV. 23.

² ROM. XIII. 10.

³ SESS. VII. de justif. can. 18.

⁴ S. MATH. XI. 29, 30.

ment : « L'amour de Dieu consiste à garder ses commandements, et ses commandements ne sont point pénibles. »¹

(4) Il ne faudrait cependant pas nous laisser aller à une illusion trompeuse, quand on nous dit que garder les commandements est chose possible et facile. Il est parfaitement vrai qu'il en est ainsi, mais avec le secours de la grâce de Dieu. Il est raconté dans l'Evangile qu'un jour un jeune homme se présenta à notre Sauveur et lui fit cette question : « Qu'est-ce que je dois faire pour être sauvé ? » Et le Christ lui répondit : « Gardez les commandements. » C'est ce que le jeune homme avait fait, bien que peut-être pas sans difficulté. Les Apôtres semblaient aussi avoir saisi que l'observation des commandements n'était pas chose facile, et un jour ils dirent à Notre-Seigneur : « Qui donc, alors, pourra être sauvé ? » Jésus, dans sa bonté, leur en donna l'explication. L'homme, livré à lui-même, n'est pas capable d'accomplir toute la loi à cause de la faiblesse de sa nature déchue, mais il le peut facilement avec le secours de Dieu. « Cela est impossible aux hommes ; mais tout est possible à Dieu. »² Nous ne devons pas oublier ces paroles. Tandis qu'elles nous inspirent de la confiance en Dieu, elles nous remplissent de défiance à l'égard de nous-mêmes, et nous permettent de dire avec saint Paul : « Je puis tout en celui qui me fortifie. »³ Nous pouvons garder les commandements si nous le désirons avec sincérité, parce que Dieu nous donne toujours la grâce nécessaire pour observer sa loi, et sa grâce, non-seulement rend notre volonté capable de

¹ I S. J. v. 3.

² S. MAT. XIX. 25, 26.

³ PHILIP. IV. 13.



remplir tous les devoirs imposés par la loi, mais nous fait encore trouver joie et bonheur dans leur accomplissement. Toutes les difficultés que nous éprouvons à garder les commandements, viennent des mauvaises dispositions de notre nature. La lumière du soleil est belle et agréable, mais elle est nuisible aux yeux affaiblis ; la nourriture, savoureuse quand on est en santé, est désagréable quand on est malade.

(5) En traitant des obligations de la loi divine, nous devons, comme dans toutes les autres lois, distinguer entre un précepte *affirmatif* et un précepte *négatif*. Un précepte *affirmatif* oblige toujours, mais non en tout temps et à chaque moment (*obligat semper sed non ad semper*) ; c'est-à-dire que ce précepte doit être observé aux temps prescrits, comme, par exemple, l'obligation de sanctifier le dimanche, de faire des actes de foi, d'espérance et de charité ; mais ces actes, toujours obligatoires pendant la vie, ne le sont pas à tout instant. Un précepte *négatif* oblige toujours et en tout temps, — c'est-à-dire, à chaque moment, comme, par exemple, de ne pas voler, de ne pas blasphémer. (*Obligat semper et pro semper*).

Nous avons en outre à noter que les lois, même les lois divines, obligent sous peine de péché grave en matière grave, et seulement sous peine de péché vénial en matière légère. C'est une erreur de croire que toute violation de la loi divine est un péché mortel, parce que cette loi peut être violée en de petites choses, comme, par exemple, voler un objet sans valeur, dire un simple mensonge.

Le genre ou la qualité de l'obligation imposée par une loi doit s'apprécier d'après la vertu qui en est l'objet. Ainsi, l'obligation d'adorer Dieu appartient à la vertu de religion, l'obligation de jeûner, à la vertu de tempérance, etc. La

transgression de la loi et la nature du péché s'appréciera aussi selon qu'elle est opposée à telle ou à telle vertu.

5. MOTIFS QUI DOIVENT NOUS PORTER A GARDER LA LOI DE DIEU

Ces motifs sont: (1) notre devoir; (2) notre intérêt.

(1) *Notre Devoir.* C'est le devoir d'un serviteur d'obéir à son maître; le devoir d'un sujet d'obéir à son souverain; le devoir d'un enfant d'obéir à son père. Or, Dieu est notre Maître, notre Roi et notre Père. Il est plus: il est notre Dieu et notre Créateur. C'est pour cela qu'en promulguant sa loi par ces paroles: *Je suis le Seigneur votre Dieu*, il montre qu'il a autorité sur les hommes et qu'il a droit de leur commander.

(2) *Notre Intérêt.* Le second motif de garder la loi, c'est qu'il est de notre intérêt de l'observer, parce qu'il y va de notre bonheur pour cette vie et pour la vie future.

Moïse, au nom de Dieu, énumère les misères et les châtiments qui frapperait les Israélites, s'ils ne gardaient pas la loi,¹ et il énumère aussi les avantages qui résulteraient pour eux de son observation: « Que si vous écoutez la voix du Seigneur votre Dieu, en gardant et en observant toutes ses ordonnances que je vous prescris aujourd'hui, le Seigneur votre Dieu vous élèvera au-dessus de toutes les nations qui sont sur la terre; toutes ses bénédictions se répandront sur vous, et vous en serez comblés, pourvu néanmoins que vous obéissiez à ses préceptes. Vous serez bénis dans la ville, vous

¹ DEUT. XXVII. XXVIII.

serez bénis dans les champs. Le fruit de votre ventre, le fruit de votre terre et le fruit de vos bestiaux sera bénii; vos troupeaux de bœufs et vos troupeaux de brebis seront bénis. Vos greniers seront bénis, et les fruits que vous mettrez en réserve participeront à la même bénédiction. A l'entrée et à la fin vous serez bénis... Le Seigneur se suscitera et se formera en vous un peuple saint, selon qu'il vous l'a juré, pourvu que vous observiez les commandements du Seigneur votre Dieu, et que vous marchiez dans ses voies, etc. »

Toutes ces faveurs temporelles étaient adaptées à l'état et aux goûts des Israélites. Elles étaient une figure des bénédictions spirituelles et plus parfaites que Dieu avait en vue et qu'il accorde aux chrétiens. Ces bénédictions spirituelles regardent la vie future, comme nous l'a clairement enseigné le Christ notre Sauveur: « Si vous voulez entrer dans la vie éternelle, gardez les commandements. »¹ L'observation des commandements nous assurera les avantages suivants: (1) La préservation de l'enfer; (2) les biens du corps et de l'âme ici-bas, — à savoir, la santé, une longue vie, autant que ces biens peuvent être utiles à notre salut, et la paix de la conscience; (3) plus tard, le bonheur du ciel qui nous fera nous écrier avec le prophète: « La loi du Seigneur est sans tache; elle convertit les âmes... Les jugements du Seigneur sont véritables, pleins de justice en eux-mêmes. Ils sont plus désirables que l'abondance de l'or et des pierres précieuses, et plus doux que n'est le miel, et que le rayon de miel. Aussi votre serviteur les garde, et en les gardant il s'acquiert une grande récompense. »²

¹ S. MAT. XIX. 17.

² Ps. xviii. 8 et seq.

6. MANIÈRE D'OBSERVER LA LOI DE DIEU

Il est nécessaire de l'observer *entièrement, toujours et sincèrement.*

(1) *Entièrement.* — Pour éviter le mal et faire le bien, il est indispensable de vivre dans la grâce de Dieu. Or, on ne peut pas être en état de grâce, si on ne garde pas la loi tout entière. Un manquement grave à l'un des commandements fait perdre la grâce de Dieu ; et, tant qu'on est en état de péché, l'observance des autres commandements ne saurait mériter la vie éternelle, comme l'enseigne clairement saint Jacques : « Car quiconque ayant gardé toute la loi, la viole en un seul point, est coupable, comme l'ayant toute violée. »¹

(2) *Toujours.* — La loi de Dieu oblige pour tous les temps jusqu'à la fin du monde. Elle nous oblige pendant toute notre vie et dans toutes les circonstances. Dieu est toujours notre Maître : à tout instant de la vie, il conserve sa puissance et le droit de nous commander, et tout ce qu'il commande est d'une justice infinie et d'une infinie sagesse. Nous devrions donc avoir constamment présentes les paroles de Tobie : « Ayez Dieu dans votre esprit tous les jours de votre vie ; et gardez-vous de consentir jamais à aucun péché, et de violer les préceptes du Seigneur notre Dieu. »² Nous devrions aussi nous rappeler l'exhortation à l'amour de Dieu et à l'observation de sa loi que nous lisons dans le Deutéronome : « Ecoutez Israël, et ayez grand soin de faire ce que le Seigneur vous a commandé, afin que vous soyez heureux.....

¹ S. JAC. II. 10.

² TOB. IV. 6.

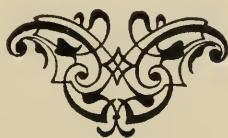
Ecoutez, Israël: Le Seigneur notre Dieu est le seul et unique Seigneur. Vous aimerez le Seigneur votre Dieu de tout votre cœur, de toute votre âme et de toutes vos forces. Ces commandements que je vous donne aujourd'hui seront gravés dans votre cœur. Vous en instruirez vos enfants, vous les méditerez assis dans votre maison, et marchant dans le chemin, la nuit dans les intervalles du sommeil, le matin à votre réveil. Vous les lierez comme une marque dans votre main; vous les porterez entre vos yeux; vous les écrirez sur le seuil et sur les poteaux de la porte de votre maison. »¹

(3) *Sincèrement.* — Enfin la loi doit être observée sincèrement, — c'est-à-dire avec plaisir et pureté d'intention. Le Seigneur, dit saint Paul, aime celui qui donne d'un cœur content. Les motifs que nous devons avoir présents à notre esprit en gardant les commandements, sont la gloire de Dieu et le bien de nos semblables. Garder la loi avec un esprit vraiment chrétien veut dire l'observer, non pour des fins humaines et pour des avantages particuliers, non dans une crainte purement servile des châtiments, mais l'observer par charité, par amour de Dieu et du prochain. C'est dans la charité que consiste toute la religion chrétienne. C'est la charité qui caractérise le vrai chrétien; elle qui le fait vraiment un enfant de Dieu; un membre du corps mystique du Christ, le temple vivant de l'Esprit-Saint, un héritier et un citoyen du royaume des cieux. Sans la charité, tout est inutile, et ne sert à rien pour le salut. Ni la foi, ni les miracles, ni les dons les plus sublimes, ni les plus généreuses aumônes, ni même le martyre au milieu des flammes, ne sauraient nous être de quelque profit pour le salut, sans la

¹ DEUT. VI. 3 et seq.

charité ou l'amour de Dieu. Si je n'ai pas la charité, je ne suis rien et rien ne me profite.

Dieu, par conséquent, nous ayant faits des créatures raisonnables, nous ne pouvons pas être dispensés de lui rendre un juste tribut d'adoration et d'obéissance. Nous devrions donc continuellement méditer sur l'amour de Dieu, suivant l'exemple du psalmiste, qui disait à Dieu: « Votre loi est tout le jour l'objet de mes méditations. » Imitons-le avec une inébranlable fidélité, disant avec lui: « *Juravi et statui custodire judicia justitiae tuæ.* » Afin de pouvoir le faire, demandons à Dieu que sa grâce soit toujours avec nous: « *Justificationes tuas custodiam non me derelinquas usquequa.* »





INTRODUCTION

DEUXIÈME PARTIE

LE DÉCALOGUE, OU LES DIX COMMANDEMENTS

1. Sens du mot Décalogue.
2. Quand, où, par qui et à qui il a été donné.
3. Circonstances dans lesquelles les dix Commandements ont été promulgués.
4. Nombre et division des Commandements.
5. Ceux qui ont été écrits sur la première table de pierre, et ceux qui ont été écrits sur la seconde.
6. Les Commandements réduits à deux préceptes.
7. Principales analogies entre la loi Mosaïque et la loi Evangélique.
8. Leurs différences.
9. Principes d'interprétation. (1) Quand un devoir est prescrit, et le péché contraire défendu. (2) L'interprétation doit être conforme à l'esprit de la loi. (3) L'amour est l'accomplissement de la loi. (4) Raisons données à quatre de ces Commandements pour les faire observer.
10. Exemple: Le voyageur en route pour une magnifique cité.

1. Je suis le Seigneur votre Dieu, qui vous ai tirés de l'Egypte, de la maison de servitude. Vous n'aurez point de dieux étrangers en ma présence. Vous ne vous ferez point d'image taillée, ni aucune figure de tout ce qui est en haut dans le ciel, et en bas sur la terre, ni de tout ce qui est dans les eaux sous la terre. Vous ne les adorerez point, et vous ne leur rendrez point le culte.
2. Vous ne prendrez point en vain le nom du Seigneur votre Dieu.
3. Souvenez-vous de sanctifier le jour du Sabbat.
4. Honorez votre père et votre mère.
5. Vous ne tuerez point.
6. Vous ne commettrez point de fornication.
7. Vous ne déroberez point.
8. Vous ne porterez point de faux témoignage contre votre prochain.
9. Vous ne désirerez point la femme de votre prochain.
10. Vous ne désirerez point les biens de votre prochain.

Le catéchisme du Concile de Trente, dans son introduction à ce chapitre, nous dit que le Décalogue est l'abrégué de toute la loi de Dieu. C'était l'opinion de saint Augustin (*Quæs. 140 super Exod.*) Le Seigneur, il est vrai, a exprimé des choses nombreuses pour l'instruction et le gouvernement de son peuple : deux tables seulement furent données à Moïse. Elles étaient de pierre, et on les appelait les *Tables du témoignage*. Elles furent déposées dans l'arche de l'alliance ; si on les examine avec soin et si on les comprend bien, on y trouve contenu tout ce que Dieu a commandé. De plus, ces dix Commandements se réduisent à deux, — l'amour de Dieu et l'amour du prochain, « dans lesquels sont renfermés toute la loi et les prophètes. »¹

¹ S. MAT. xxii. 40.

Notre devoir est maintenant d'examiner ces dix Commandements et d'en comprendre l'obligation. Nous considérerons dans ce chapitre :

1. Le sens du Décalogue, ou des dix Commandements.
2. Quand, où, par qui et à qui ils ont été donnés.
3. Les circonstances dans lesquelles ils ont été promulgués.
4. Leur division suivant les deux tables sur lesquelles ils furent écrits.

I. SENS DU MOT DÉCALOGUE

Décalogue (*δεκάλογος*) vient du mot grec *δέκα*, dix, et *λόγος*, parole. Ce mot signifie les dix paroles, ou les dix principaux commandements de Dieu. C'est le mot employé d'abord par les Pères grecs pour désigner les dix Commandements, ou les *dix paroles*, et qui est aujourd'hui usité communément dans le langage théologique. Dans la version originale des Septantes nous lisons toujours *οἱ δέκα λόγοι, les dix paroles*.

2. QUAND, OU, PAR QUI ET A QUI IL FUT DONNÉ

Le Décalogue fut donné dans le troisième mois qui suivit le départ des Israélites de la terre d'Egypte.¹ Le troisième jour de ce mois, Dieu parla à son peuple par l'entremise de Moïse sur le mont Sinaï. On dit que ces paroles furent

¹ EXOD. XIX. 1.

prononcées par des Anges, mais Dieu lui-même en est l'auteur.

Les préceptes du Décalogue ne furent pas donnés comme une loi nouvelle, mais plutôt comme une nouvelle édition ou le développement de la loi de nature. « Sa divine lumière, qui, comme dit le Catéchisme du Concile de Trente, avait été obscurcie et presque éteinte par les crimes et la perversité de l'homme, brille dans ce code céleste d'un éclat nouveau et plus brillant.

3. CIRCONSTANCES DANS LESQUELLES LES DIX COMMANDEMENTS ONT ÉTÉ PROMULGUÉS

Les circonstances dans lesquelles furent promulgués les dix Commandements sont rapportées au livre de l'Exode, d'où j'extrais l'abrégé suivant.

(1) Le troisième jour étant arrivé, sur le matin, on commença à entendre des tonnerres, et à voir briller des éclairs: une nuée très épaisse couvrit la montagne.....¹ Tout le mont Sinaï était couvert de fumée, parce que le Seigneur y était descendu au milieu des feux; la fumée s'en élevait comme d'une fournaise; et la vue de la montagne inspirait la terreur. Le son de la trompette allait en croissant peu à peu et devenait plus fort et plus perçant: Moïse parlait à Dieu, et Dieu lui répondait. ²

(2) Le peuple sanctifia de nouveau le troisième jour: et, ayant purifié leurs vêtements et s'étant abstenu de plaisirs sensuels, ils restèrent au pied de la montagne.

¹ EXOD. XIX. 16.

² IB. 18, 19.

(3) Moïse descendit vers le peuple et leur raconta tout ce qui s'était passé.

(4) Moïse monta de nouveau sur la montagne. Il y resta quarante jours et quarante nuits,¹ et il jeuna et il reçut le Décalogue écrit sur des tables de pierre.

(5) Pendant que Moïse restait sur la montagne, le peuple adora le veau d'or. Aaron s'était prêté à ce crime.²

(6) Moïse étant descendu de la montagne et s'étant approché du camp, il vit le veau et les danses. Alors il entra dans une grande colère: il jeta les tables qu'il tenait à la main, et les brisa au pied de la montagne.

(7) Et 23.000 hommes furent tués; le reste du peuple se repentit. Moïse monta de nouveau sur la montagne. Il y resta avec le Seigneur quarante jours et quarante nuits; il ne mangea point de pain, et il ne but point d'eau; et il écrivit sur les tables les dix paroles de l'alliance.³

(8) Enfin, Moïse descendit de la montagne de Sinaï, portant les deux tables du témoignage; et il ne savait pas que son visage jetait des rayons de lumière qui lui étaient restés de l'entretien qu'il avait eu avec le Seigneur. Et il rapporta aux enfants d'Israël toutes les choses que Dieu lui avait commandé de leur dire.⁴

Les dix commandements sont contenus dans le vingtième chapitre de l'Exode. Dieu les a énoncés à son peuple en paroles (probablement par l'entremise d'un ange) avant qu'ils ne fussent écrits sur des tables de pierre. Mais quand les

¹ EXOD. XXIV. 18.

² IB. XXXII. 1.

³ IB. XXXIV. 28.

⁴ IB. 29, 34.

enfants d'Israël entendirent la voix de Dieu, ils furent saisis d'une telle frayeur, qu'ils se retirèrent loin de la montagne, et pressèrent Moïse de prier le grand Jéhovah de ne point leur parler personnellement, de peur qu'ils ne mourussent. Ils disaient à Moïse : « Parlez-nous vous-même, et nous vous écouterons ; mais que le Seigneur ne nous parle point, de peur que nous ne mourions. »¹ Moïse fut agréé comme leur médiateur. Il s'avança dans la nuée pour parler avec Dieu, comme nous l'avons dit plus haut. Alors, fut aussi édicté un code de lois civiles et sociales aussi bien que religieuses. Toutes furent écrites dans un livre qui fut appelé le Livre de l'Alliance. Ces mêmes dix Commandements furent réitérés et expliqués dans le Deutéronome,² avec de légères différences dans les mots et la forme, mais identiques en substance.

Les paroles rapportées dans l'Exode sont exactement les mêmes que celles qui furent prononcées au Sinaï et écrites sur les tables de pierre. Dans le Deutéronome, Moïse donne un autre récit de sa mission, parlant aux Juifs sous forme d'exhortation : « Il est évident que les différences (entre les récits de l'Exode et du Deutéronome) laissent intact le corps principal ou la substance du Décalogue. Pas une seule n'affecte le sens et la portée d'un seul précepte. Même si on les considère au point de vue historique, on ne peut voir qu'elles impliquent le moindre doute ou la moindre incertitude touchant l'exactitude verbale de la forme prescrite dans l'Exode. Nous n'avons aucune raison de douter que les termes cités ne soient précisément ceux qui

¹ EXOD. XX, 19.

² DEUT. V. 6-21.

ont été prononcés au Sinaï et écrits sur les tables de pierre. Dans le Deutéronome, Moïse donne une version revue de sa mission, usant parfois de certaines libertés, parlant sous forme d'exhortation et d'un point de vue plus éloigné. Pendant qu'il répète les commandements tels que le Seigneur les a exprimés du milieu des éclairs, et écrits sur les tables de pierre, ¹ il montre par sa manière même de parler, qu'il n'a pas l'intention de donner une relation rigoureuse du passé, mais qu'il veut conserver dans une certaine étendue la forme de l'entrevue. » ²

Les Commandements furent écrits sur des tables de pierre, et conservés dans l'arche de l'alliance. Jamais, d'aucunes paroles, on n'a pu dire qu'elles avaient été écrites comme le furent celles-ci, gravées sur des tables de pierre, par la puissance de l'Esprit Eternel, par le doigt de Dieu, et non point comme émanant de l'invention ou de l'habileté de l'homme. ³

4. NOMBRE ET DIVISION DES COMMANDEMENTS D'APRÈS LES DEUX TABLES DE LA LOI

Le nombre dix, nous pouvons à peine en douter, avait un sens particulier pour Moïse et pour les Israélites. Alors et dans tous les temps, ce symbole de la plénitude leur enseignait que la loi de Jéhovah était parfaite. ⁴ Le fait que cette loi était écrite, non sur une seule, mais sur deux tables,

¹ DEUT. V. 22.

² FAIRBARN, Dictionnaire de la Bible : Décalogue.

³ EXOD. XXXI. 18 ; XXXII. 16.

⁴ PS. XVIII. 8.

apprenait aux hommes la grande division de leurs devoirs envers Dieu et envers le prochain, partage que nous reconnaissons comme la base du vrai système de morale. La question de savoir comment les dix Commandements avaient dû être divisés, a pourtant toujours été un point de controverse. Au moins quatre divisions se présentent d'elles-mêmes. Elles sont ainsi résumées, au point de vue Protestant, dans le *Dictionnaire précis de la Bible* de Smith : « (1) Selon l'enseignement reçu dans l'Eglise Latine, et qui est celui de saint Augustin, la première table contenait trois commandements ; la seconde, les sept autres. Cette division impliquait cependant une altération dans l'ordre accepté, et c'est de cette altération qu'elle prenait sa raison d'être. Nous savons que le premier précepte et le second étaient réunis ; et, conséquemment, la loi du Sabbat se trouvait à la fin de la première table, comme troisième, et non comme quatrième précepte. Le nombre était rendu complet dans la seconde table en faisant un commandement à part, (le neuvième) du précepte : « Tu ne convoiteras point la femme de ton prochain, » qui, pour nous, forme une partie du dixième. (2) La division commune rapportant les quatre premiers préceptes à nos devoirs envers Dieu, et les six autres aux devoirs envers l'homme, repose sur une base morale assez simple et naturelle. (3) Une modification a été introduite dans le premier précepte par les derniers écrivains Juifs. Gardant la combinaison du premier et du second commandement selon l'ordre ordinaire, ils ont fait une nouvelle « parole » de la déclaration du commencement : « Je suis le Seigneur votre Dieu, qui vous ai tirés de la terre d'Egypte et de la maison de servitude, » et ils ont ainsi évité la subdivision des dix préceptes. (4) Rejetant ces trois

combinaisons, il reste celle qui a été reconnue par les plus anciens auteurs juifs, Joseph et Philon..... elle met cinq commandements sur chaque table, et garde ainsi la *pentade* et la *décade* qu'on retrouve dans le code tout entier. Un juriste moderne objecterait peut-être que cette combinaison met le cinquième précepte (ou le quatrième d'après l'arrangement catholique), à une place qui est fausse, puisque le devoir envers les parents est un devoir à l'égard du prochain. »¹

La division généralement adoptée par les auteurs catholiques, et suivie dans nos catéchismes, partage les commandements en deux groupes, trois et sept. Les trois premiers, tels qu'ils sont exposés dans l'énumération donnée au commencement du chapitre, et renfermant nos devoirs envers Dieu, étaient écrits sur une table, et les sept autres, contenant nos devoirs envers le prochain, étaient écrits sur l'autre.

Cette classification des commandements est celle qui est donnée dans le Catéchisme, et adoptée par l'Eglise catholique, tandis que, chez les protestants, notre premier commandement est partagé en deux. D'après cet arrangement, l'énumération diffère de telle sorte que leur troisième commandement est notre second ; leur quatrième, notre troisième, et ainsi de suite. Pour conserver le nombre dix, les auteurs protestants réunissent en un seul nos deux préceptes, le neuvième et le dixième. Leurs deux premiers n'en font qu'un, selon nous, parce qu'ils ont un seul et même objet, à savoir, le culte de Dieu ; tandis que le neuvième et le dixième sont différents, parce que convoiter la femme d'un homme n'est pas la même chose que désirer sa maison ou ses biens.

¹ SMITH. Dictionnaire précis de la Bible : Les dix Commandements.

5. CEUX QUI ONT ÉTÉ ÉCRITS SUR LA PREMIÈRE TABLE DE PIERRE
ET CEUX QUI ONT ÉTÉ ÉCRITS SUR LA SECONDE

D'après la division des commandements en deux tables telle que nous venons de l'exposer, nous avons, sur la première table, les devoirs envers Dieu, c'est-à-dire: — 1. *La fidélité*: *Vous n'aurez point de dieux étrangers en ma présence.* 2. *Le respect*: *Vous ne prendrez point en vain le nom du Seigneur votre Dieu.* 3. *Le service*: *Souvenez-vous de sanctifier le jour du Sabbat.*

Sur la seconde table sont inscrits nos devoirs envers les hommes. Ce sont d'abord les devoirs des enfants à l'égard de leurs parents, et des serviteurs à l'égard de leurs maîtres: *Honorez votre père et votre mère*: Puis, nous est imposée l'obligation de ne nuire à personne, ni par *action*, ni par *parole*, ni par *désir*. 1. On peut nuire à quelqu'un par *action*, dans sa propre personne, ou dans la personne qui lui est unie par le mariage, ou dans ses biens. De là, nous avons les trois commandements: *Vous ne tuerez point; vous ne commettrez point de fornication; vous ne déroberez point.* 2. Par *parole*, et surtout par le faux témoignage: *Vous ne porterez point de faux témoignage contre votre prochain.* 3. Par *désir*, en souhaitant une chose illégale et injuste: *Vous ne désirerez point la femme de votre prochain; vous ne désirerez point les biens de votre prochain.*

6. LES COMMANDEMENTS RÉDUITS A DEUX PRÉCEPTES

Cette division des commandements a pour lui la sanction du Christ qui les a ramenés à deux préceptes: Un docteur de

la loi lui demandait..... « Maître, quel est le grand commandement de la loi? Jésus lui dit: Vous aimerez le Seigneur votre Dieu de tout votre cœur, de toute votre âme et de tout votre esprit. C'est le plus grand et le premier commandement. Le second est semblable à celui-ci: Vous aimerez votre prochain comme vous-même. » ¹

Le même enseignement se trouve aussi dans la loi Mosaïque; ainsi, ces paroles: « Ecoutez, Israël. Le Seigneur notre Dieu est le seul et unique Seigneur. Vous aimerez le Seigneur votre Dieu de tout votre cœur, de toute votre âme et de toutes vos forces; » ² se trouvent dans le Deutéronome, tandis qu'au Lévitique nous lisons cette expression: Vous aimerez votre ami, (votre prochain) comme vous-même. » ³ Notre divin Sauveur nous enseigne donc que l'amour est l'accomplissement de la loi, quand il réduit tous les commandements à deux, — l'amour de Dieu et l'amour du prochain; car ces deux préceptes renferment toute la loi et les prophètes.

La loi Mosaïque, comme nous l'avons dit au premier chapitre, était divisée en trois parties: 1. La loi *civile ou judiciaire*, qui n'oblige pas les Chrétiens. 2. La *loi rituelle*, qui n'entraîne plus aussi aucune obligation. 3. La loi *moralement*, qui atteint tous les hommes. C'est ce que montre clairement la déclaration du Christ lui-même: « Ne pensez pas que je sois venu détruire la loi ou les prophètes: je ne suis pas venu les détruire, mais les accomplir. Car, je vous le dis en vérité, le ciel et la terre ne passeront point que tout ce qui est dans la

¹ S. MAT. XXII. 35-39.

² DEUT. VI. 4, 5.

³ LEV. XIX. 18.

loi ne soit accompli parfaitement, jusqu'à un seul iota et à un seul point. »¹

Dans la loi nouvelle, les préceptes sont aussi de trois sortes: 1. Les *préceptes moraux* de l'ancienne loi, mais confirmés et renouvelés avec plus d'ampleur par notre Sauveur dans son sermon sur la montagne.² 2. Les *préceptes sacramentaux*: « Si un homme ne renait de l'eau et du Saint-Esprit, il ne peut entrer dans le royaume de Dieu. »³ Et ailleurs: « Si vous ne mangez la chair du Fils de l'homme et ne buvez son sang, vous n'aurez point la vie en vous. »⁴ 3. Les *préceptes de foi*: « Celui qui ne croira pas sera condamné. »⁵ Et encore: « S'il ne les écoute pas, dites-le à l'Eglise: et s'il n'écoute pas l'Eglise même, qu'il soit à votre égard comme un païen et un publicain. »⁶

La loi morale est celle qui est commune aux Juifs et aux Chrétiens. Comme je parle ici dans un sens général de l'ancienne et de la nouvelle loi, soit parce que les circonstances dans lesquelles les Israélites se trouvaient au moment où ces commandements leur furent donnés, étaient une figure de notre condition actuelle, soit parce que l'obéissance à ces préceptes qui était demandée à la nation choisie, est exigée à plus forte raison des chrétiens, je dois indiquer, sommairement, les principales analogies et différences de la loi Mosaïque et de la loi Evangélique.

¹ S. MAT. V. 17, 18.

² S. MAT. V et seq.

³ S. JEAN. III. 5.

⁴ IBID. VI. 54.

⁵ S. MARC. XVI. 16.

⁶ S. MAT. XVIII. 17.

7. PRINCIPALES ANALOGIES ENTRE LA LOI MOSAÏQUE ET LA LOI ÉVANGÉLIQUE

1. Comme le Seigneur Dieu donna, par Moïse, la première aux Juifs remplis de terreur sur le mont Sinaï, le cinquantième jour après la Pâque, au milieu des tonnerres et des éclairs; ainsi le Christ Notre-Seigneur, par le Saint-Esprit, promulgua la nouvelle loi aux Apôtres, frappés de terreur et remplis des ardeurs de la charité divine, le cinquantième jour après la Pâque, au milieu des secousses d'un vent violent, et des langues de feu, sur la montagne de Sion. C'est ce qui avait été annoncé par le prophète Isaïe: « La loi sortira de Sion, et la parole du Seigneur, de Jérusalem. »¹ — 2. Comme la première était bonne, utile, juste et caractéristique du peuple choisi, ainsi la seconde est bonne, utile, juste et caractéristique du peuple Chrétien.

8. LEURS DIFFÉRENCES

Nous ferons remarquer les différences suivantes entre l'ancienne et la nouvelle loi: 1. L'une était imparfaite: « La loi n'a rien conduit à la perfection; »² elle était aussi insuffisante pour le salut, contenant, comme dit saint Paul, « des observations défectueuses et impuissantes. »³ L'autre est parfaite et suffisante: « La grâce et la vérité nous sont venues par Jésus-Christ. »⁴ — 2. La première ne s'adressait qu'aux Juifs quant à sa partie rituelle et civile; la seconde,

¹ IS. II. 3.

² HEB. VII. 19.

³ GAL. IV. 9.

⁴ S. J. I. 17.

dans sa totalité, est pour tous les hommes et les oblige tous. 3. Celle-là était un joug pesant, « que ni nos pères, ni nous, n'avons pu porter. »¹ Le joug de celle-ci est doux, et son fardeau, léger. 4. L'ancienne est une loi de crainte, « afin qu'en l'entendant, ils soient dans la crainte. »² La nouvelle est une loi d'amour: « Vous n'êtes pas sous la loi, mais sous la grâce. »³ — 5. La première est la femme esclave; la seconde est la femme libre, selon les paroles de saint Paul: « Où est cet Esprit du Seigneur, là est aussi la liberté. »⁴ — 6. L'une est une ombre ou un nuage: « Toutes ces choses qui leur arrivaient étaient des figures. »⁵ L'autre est « une lumière qui éclaire tout homme venant en ce monde. »⁶ L'ancienne loi devait être abrogée au temps marqué; la nouvelle loi doit durer jusqu'à la fin du monde.⁷ — 8. Celle-là promettait les biens de la terre: « Si vous voulez m'écouter, vous serez rassasiés des biens de la terre. »⁸ Celle-ci promet les biens du ciel, comme on le voit clairement dans les huit béatitudes: « Bienheureux les pauvres d'esprit, parce que le royaume du ciel est à eux; bienheureux ceux qui sont doux, parce qu'ils possèderont la terre... bienheureux ceux qui ont le cœur pur, parce qu'ils verront Dieu. »⁹

Bien que l'ancienne loi fût imparfaite, nous trouvons néanmoins un grand nombre de personnes qui se sont

¹ ACT. XV. 10.

² DEUT. XIX. 20.

³ ROM. VI. 14.

⁴ II COR. III. 17.

⁵ I COR. X. 11.

⁶ S. J., 1. 9.

⁷ HÉB. VII. 12, 24.

⁸ IS. 1. 19.

⁹ S. MAT. V. 3 *et seq.*

sanctifiées sous son règne, tels que les patriarches, les prophètes et d'autres saints de l'antiquité. Leur justification n'était pas l'effet de la loi, mais bien de leur foi au Messie futur, notre Sauveur, et, en prévision de ses mérites, ils obtinrent la grâce du salut. La loi avait été donnée par Moïse; la grâce l'était par Jésus-Christ.

9. PRINCIPES D'INTERPRÉTATION

à suivre dans l'explication des dix commandements

Les commandements sont *positifs* ou *négatifs*; c'est-à-dire qu'ils ordonnent de faire certaines choses, et en défendent d'autres. Il faut voir ce double côté dans chacun des commandements. Le côté négatif domine; mais en même temps il est manifeste que le: *Tu ne feras pas*, implique une contre-partie: *Tu feras*, parce que l'observation du précepte doit venir de l'âme et du cœur. Il y a lieu d'observer aussi que deux commandements, le troisième et le quatrième, prennent la forme positive: *Souvenez-vous de sanctifier le jour du sabbat*; *Honorez votre père et votre mère*. — (1) Conséquemment, dans l'interprétation des préceptes, nous devons toujours nous rappeler que, quand un devoir est prescrit, le péché contraire est défendu; et quand un péché est défendu, le devoir contraire est ordonné. (2) Les dix commandements doivent être interprétés d'après leur esprit, et non pas seulement d'après la lettre, comme les Pharisiens avaient l'habitude de faire. Le Christ, dans le sermon sur la montagne, a justifié ce principe par l'explication qu'il a donnée de quelques commandements.

(3) L'amour est l'accomplissement de la loi. Cette pensée ressort évidemment du fait que les dix Commandements se résument dans « notre devoir envers Dieu, » et dans « notre devoir envers le prochain. » Le devoir envers Dieu veut

dire, l'aimer de tout notre cœur, de toute notre âme et de toutes nos forces; et notre devoir envers le prochain s'accomplit en aimant notre prochain, comme nous-même.

(4) Nous devons faire observer que quatre commandements contiennent les raisons qui motivent leur observance:

Le premier commandement: « Je suis le Seigneur votre Dieu, le Dieu fort et jaloux, qui venge l'iniquité des pères sur les enfants, jusqu'à la troisième et quatrième génération, dans tous ceux qui me haïssent; et qui fais miséricorde dans la suite de mille générations, à ceux qui m'aiment et qui gardent mes préceptes. »¹

Le second commandement: « Car le Seigneur ne tiendra point pour innocent celui qui aura pris en vain le nom du Seigneur son Dieu. »²

Le troisième commandement: « Car le Seigneur a fait en six jours le ciel, la terre et la mer, et tout ce qui y est renfermé, et il s'est reposé le septième jour; c'est pourquoi le Seigneur l'a bénî et sanctifié. »³

Le quatrième commandement: « Afin que vous viviez longtemps sur la terre que le Seigneur votre Dieu vous donnera. »⁴ Ce précepte, à cause de cette promesse qui y est ajoutée, est appelé par saint Paul : « Le premier commandement suivi d'une promesse. »⁵

Je veux conclure par l'extrait suivant, cité dans le « Compagnon du Catéchisme, » tiré du Catéchisme de Persévérance.

¹ EXOD. xx. 5, 6.

² IBID. 7.

³ IBID. 11.

⁴ IBID. 12.

⁵ EPHES. vi. 2.

IO. EXEMPLE

LE VOYAGEUR EN ROUTE POUR UNE MAGNIFIQUE CITÉ

Nous devons regarder le Décalogue comme le plus admirable présent que Dieu ait pu nous faire. C'est ce que montre bien cette comparaison :

« Un voyageur est en route vers une cité magnifique, où l'attendent une brillante fortune et une famille tendrement aimée. Entre lui et la ville désirée, il y a un abîme sans fond. Le pays est couvert d'épaisses ténèbres. Notre voyageur n'a ni guide ni lumière. A travers l'abîme, il n'y a qu'une planche étroite et mouvante. Il faut nécessairement qu'il passe sur cette planche, et il est très exposé à faire un faux pas, comme une expérience trop fréquente l'en a convaincu. Si un guide charitable devait venir prendre le voyageur par la main ; — s'il devait dresser une barrière de chaque côté de la planche fatale, y fixer un certain nombre de brillantes lumières, de sorte qu'il serait impossible au voyageur de tomber dans le gouffre, à moins de renverser volontairement la barrière et d'éteindre les lumières, avec quelle reconnaissance ce voyageur n'accepterait-il pas les bons services de son guide ? Eh bien ! Ce voyageur, c'est l'homme sur la terre. La cité où le bonheur l'attend, c'est le ciel, l'abîme c'est l'enfer ; la planche faible, étroite, branlante, c'est la vie ; le guide charitable n'est autre que Dieu ; les barrières élevées le long de la planche, les flambeaux qui y sont suspendus, ce sont les commandements de Dieu. »

O mon Dieu, nous confesserons toujours que le Décalogue est un de vos plus grands bienfaits ; nous aurons soin de ne jamais le violer, afin que, pendant la vie, nous ne tombions pas sous le joug redoutable de nos passions, et, après la mort, dans les abîmes épouvantables de l'enfer.



Le Premier Commandement

CHAPITRE PREMIER

LA VERTU DE RELIGION ET LE CULTE DE DIEU

1. Texte du premier Commandement.
2. Le Commandement à la fois *positif* et *négatif*.
3. La vertu de religion. (1) Définition de la vertu. (2) Son objet, *matériel* et *formel*. (3) Les actes de religion.
4. La dévotion : ses actes et ses effets.
5. La Prière. (1) Définition et division. (2) Ses parties essentielles et intégrales. (3) Nécessité de la Prière. (4) Effets de la Prière. (5) Conditions de la Prière. (6) Ceux pour qui nous devons prier, et (7) Ceux qui peuvent prier.
6. Actes extérieurs de religion.
7. Adoration : définition et division.
8. Dieu, et Dieu seul a droit au culte de *latrie*, ou culte suprême.
9. Le Christ dans son Humanité sainte a aussi droit au culte divin et suprême.
10. L'adoration du Sacré-Cœur de Jésus est légitime, et échappe à tout reproche de superstition.
11. Le culte qui doit être rendu au saint Nom de Jésus, à la sainte Vierge, aux Anges et aux Saints.
12. Quelques exemples tirés de l'Écriture sainte, montrant: (1) Ceux qui ont été punis pour avoir revendiqué les honneurs divins, et (2) ceux qui ont refusé ces mêmes honneurs divins.

I. TEXTE DU PREMIER COMMANDEMENT

Voici le premier commandement: « Je suis le Seigneur votre Dieu, qui vous ai tirés de l'Égypte, de la maison de servitude. Vous n'aurez point de dieux étrangers en ma présence. Vous ne vous ferez point d'image taillée, ni aucune figure de tout ce qui est en haut dans le ciel, et en bas sur la terre, ni de tout ce qui est dans les eaux sous la terre. Vous ne les adorerez point, et vous ne leur rendrez point le culte. » Tel est le texte donné dans le Catéchisme de la doctrine chrétienne usité en Angleterre. Dans le Catéchisme de Maynooth, le premier commandement est résumé en ce peu de mots: « Je suis le Seigneur votre Dieu; vous n'aurez point d'autres dieux en ma présence. »

Le premier commandement nous ordonne d'être fidèles à Dieu, — c'est-à-dire, de lui rendre l'honneur qui n'est dû qu'à lui seul, comme le Roi immortel des siècles, le principe et la fin de toutes choses.

2. LE COMMANDEMENT A LA FOIS POSITIF ET NÉGATIF

Ce commandement est à la fois *positif* et *négatif*. En tant que positif, il prescrit certains devoirs, et en tant que négatif, il défend certains péchés. Nous avons donc à le considérer relativement aux devoirs qu'il ordonne, et relativement aux péchés qu'il défend.

L'honneur que nous rendons à un supérieur comme témoignage de son excellence et de notre soumission reçoit le nom de culte. La vertu qui nous porte à rendre à Dieu le culte qui lui est dû, s'appelle la vertu de religion. Le premier

commandement nous ordonne donc, en premier lieu, de pratiquer la vertu de religion.

3. LA VERTU DE RELIGION

En traitant de cette vertu, nous devons diviser le sujet en deux parties:

- (a) Définition et objet de la religion.
- (b) Les actes de religion.

(1) La Religion, en tant que vertu spéciale, est, selon saint Thomas, une vertu morale qui incline la volonté à rendre à Dieu le culte suprême qui lui est dû, comme au premier principe de toutes choses. Elle est une vertu spéciale, parce qu'elle a un objet particulier, à savoir, le culte de Dieu. C'est une vertu qu'on peut considérer comme inférieure aux vertus théologales, qui ont Dieu pour objet immédiat ; mais qui est la plus excellente des vertus morales, soit parce qu'elle est plus étroitement unie à Dieu que les autres vertus morales, soit parce qu'elle est celle qui dirige et ordonne tout ce qui est immédiatement destiné au culte divin.

(2) L'*objet matériel* de la vertu de religion est le culte divin, ou les actes d'honneur et de respect par lesquels l'homme proclame l'excellence divine et sa soumission à Dieu. L'*objet formel* de la vertu de religion est la raison de cette dette ou devoir, dont le fondement est la grandeur infinie de Dieu, considéré comme la cause efficiente de la création et la Providence de toutes choses.

Les trois personnes divines sont l'unique principe de la création et du gouvernement des choses, et doivent être honorées d'un culte unique. Et la religion elle-même est une seule vertu, bien que Dieu produise et gouverne ses créatures

par divers attributs, tels que sa sagesse, sa puissance, sa bonté, etc.

(3) *Les actes de religion.* — Les uns sont *intérieurs*, d'autres, *extérieurs*.

Les actes intérieurs de la vertu de religion sont la dévotion et la prière. Nous devons les expliquer, à cause de leur étroite et nécessaire affinité avec le service et le culte de Dieu.

4. LA DÉVOTION : SES ACTES ET SES EFFETS

La dévotion, au sens rigoureux et théologique, est l'acte de la volonté par lequel un homme s'offre à Dieu pour le servir. Il est évident que la volonté de faire promptement ce qui appartient au service de Dieu, est un acte spécial : la dévotion est donc un acte spécial de la volonté. Il est aussi évident que faire ce qui appartient au culte et au service divin, est, à proprement parler, du domaine de la religion. A elle également, nous devons rapporter la volonté qui pousse à le faire promptement, ce qui est la même chose qu'être dévot: d'où il suit que la dévotion est l'acte de la vertu de religion.¹

Saint Thomas nous enseigne les causes et les effets de la dévotion. La cause extrinsèque et principale est Dieu lui-même. La cause intrinsèque, de notre part, serait la méditation et la contemplation, parce que la méditation porte l'homme à se donner au service de Dieu. Cet effet est le résultat d'une double considération: voir, d'une part, la bonté et les bienfaits de Dieu, dont la considération nous porte à l'aimer:

¹ SAINT THOMAS apud Van der Moeren. *Tract. de Virtutibus.*

c'est la cause prochaine de la dévotion; voir, d'autre part, nos défauts, par suite et à cause desquels nous avons un si pressant besoin de mettre en Dieu notre repos et notre appui. Cette dernière considération exclut la présomption qui empêche l'homme de se soumettre à Dieu quand il se fie trop à ses propres forces.

Les effets de la dévotion sont, d'abord, le contentement et la joie spirituelle que procure la contemplation de la bonté divine; puis, cette tristesse telle que Dieu la veut et que fait naître la vue de nos défauts et de nos péchés.

5. LA PRIÈRE

Nous n'avons à parler ici de la prière qu'en général et d'une façon sommaire: ce n'est pas le lieu de faire un traité complet sur la prière. Suivant l'ordre de saint Thomas, nous considérerons la *nature de la prière*, sa *nécessité*, ses *effets*, et ses *conditions*, puis enfin, pour *qui*, et *qui* nous devons prier.

(1) La prière, d'après Benoît XIV, peut être définie: Une élévation de l'âme à Dieu, ou une conversation avec Dieu. On distingue la prière *mentale* et *vocale*, la *méditation* et la *contemplation*. Il y a aussi la prière *publique* et *privée*, et enfin, la prière de louange, de reconnaissance et de demande.

Pour bien comprendre la prière, il est nécessaire d'expliquer les parties qui la composent.

(2) La prière a ses parties essentielles et ses parties intégrales. Ses parties essentielles sont l'élévation de l'âme à Dieu, et la demande que saint Paul désigne par les noms de prière et de supplication.¹ Si une demande n'accompagne

¹ I. TIM. II.

pas l'élévation de l'âme à Dieu, la prière sera sans efficacité, sans goût et sans fruit. Cet exercice ou cet acte ne sera qu'une sorte d'étude ou de spéulation, plutôt qu'une prière proprement dite. Saint Isidore dit: « *Orare est petere sicut exorare est impetrare;* » prier est demander, comme supplier est impétrier, — demander avec ardeur.

Les parties *intégrales* de la prière sont: (1) La *supplication*, par laquelle nous demandons pardon de nos péchés, et, par une sorte de protestation, exposons, pour ainsi dire, un droit à Dieu, en raison de sa bonté qui nous permet de le faire. (2) La *reconnaissance*, par laquelle nous exposons à Dieu notre gratitude pour les grâces reçues, et qui nous dispose à recevoir de nouvelles faveurs. A la reconnaissance, on peut joindre (3) la prière de *louanges*. Si nous réunissons tous ces éléments, nous avons la définition complète de la prière, telle qu'elle est contenue dans le Catéchisme: « La prière est un acte par lequel nous élevons notre âme et notre cœur à Dieu, en pensant à lui, en l'adorant, en le louant, en le remerciant et lui demandant toutes ses bénédictions pour l'âme et pour le corps. »

La prière est un acte de *l'intelligence*, parce que l'homme, par la prière, ordonne ou dispose les choses, en exprimant à Dieu son désir de voir telle ou telle chose s'accomplir. Elle procède cependant, d'une manière éloignée, de la *volonté*, qui désire obtenir quelque chose de Dieu, et incline l'intelligence à le demander. Elle est un acte de religion, parce que, comme dit saint Thomas, par la prière, l'homme offre à Dieu un témoignage de respect, en ce qu'il se soumet à lui et reconnaît, en le priant, qu'il a besoin de lui comme le Maître de tout bien.

(3) *Nécessité de la prière.* — A tous les adultes la prière est nécessaire pour le salut. (1) Elle est certainement nécessaire de nécessité de précepte, ordonnée et par la loi naturelle et par la loi divine. (2) Elle est aussi nécessaire de nécessité de moyen, parce qu'elle est un moyen sans lequel nous ne pouvons pas obtenir quelque chose qui est indispensable pour notre salut. Ce précepte de la prière oblige de lui-même souvent pendant la vie. Les théologiens ne s'accordent pas pour dire combien il oblige souvent, surtout sous peine de faute grave. Il oblige *par accident*, ou indirectement, en vertu d'un autre précepte, dont l'accomplissement est impossible sans le secours de la prière, comme, par exemple, pour surmonter une grave tentation. Sur la nécessité de la prière, le pieux Cardinal Bona écrit les paroles suivantes, dans son traité sur les principes d'une vie chrétienne: « La nécessité de la prière est telle, qu'il est de foi que personne, sans elle, ne peut parvenir au salut éternel. Car qui peut suivre la vocation que Dieu lui a donnée s'il n'est assisté par le don de la grâce? Et qui peut mériter ce secours sans la prière? C'est pour cela que l'Ecriture nous enseigne que nous devons prier toujours et sans cesse, parce que toujours et en tout, nous avons besoin de la grâce de Dieu. Et on peut dire qu'il prie toujours celui qui, jamais, dans un jour, ne laisse passer les heures de la prière. »

(4) *Effets de la prière.* — Les effets de la prière, communs à toutes les autres bonnes œuvres, sont d'impétrier, de mériter et de satisfaire; mais avec cette différence, que l'impétration qui est implicite dans les autres bonnes œuvres, est explicite dans la prière. L'effet propre et particulier de la prière est une certaine réfection spirituelle de l'âme, une

consolation spirituelle, qui, cependant, ne se produit pas toujours.

Le Cardinal Bona, dans son traité sur les principes d'une vie chrétienne, nous dit comment, dans la prière, toutes les vertus sont mises en pratique : « Avant tout *la foi* ; — personne ne prierait, s'il ne croyait que Dieu est présent pour entendre la prière de ceux qui l'invoquent, qu'il est prêt et disposé à nous accorder nos demandes, si elles sont justes. — *L'espérance* est aussi mise en pratique, puisque, pour prier, il faut que nous ayons une très grande confiance en la puissance et en la miséricorde de Dieu. — *La charité* est excitée dans l'âme par la bonté de Dieu qui nous presse de l'aimer par dessus toutes choses. — Par la prière, nous apprenons à accomplir toute *justice*, et à peser toute chose au poids de la prudence du juste. — *La force* est mise en activité, parce que celui qui prie se détermine à servir fermement Dieu, à souffrir toutes les adversités et toutes les épreuves pour son amour. Viennent aussi des actes de *tempérance*, en ce sens que celui qui prie est incliné à concevoir du dégoût pour toutes les jouissances terrestres et corporelles, et jouit des délices du ciel. Ainsi en est-il des autres vertus. Celui qui prie, pratique donc un grand nombre de vertus.

(5) *Conditions de la prière impétratoire.* — Quatre conditions sont requises pour que les demandes de la prière soient efficaces :

(i) Il faut que la prière soit faite avec piété ; — c'est-à-dire avec une pieuse affection de l'âme et une foi vive : c'est par la foi qu'on arrive à la connaissance de la miséricorde et de la toute-puissance de Dieu, desquelles s'obtiennent les effets de la prière. Elle doit être aussi accompagnée de l'espérance

et de la charité. « Si vous demeurez en moi, et que mes paroles demeurent en vous, vous demanderez tout ce que vous voudrez, et il vous sera accordé. »¹

(ii) Elle doit être persévérente : « Celui qui persévrera jusqu'à la fin sera sauvé. »²

(iii) Ce que nous demandons doit être nécessaire, ou incontestablement utile au salut. Il est permis de demander les choses exclusivement spirituelles; quant aux biens temporels, on peut les demander sous la condition expresse ou implicite qu'ils sont avantageux pour notre salut: « Et ce qui nous donne de la confiance en Dieu c'est qu'il nous exauce en tout ce que nous lui demandons qui est conforme à sa volonté. »³

(iv) Il faut prier pour *soi-même*: « Si vous demandez quelque chose à mon Père en mon nom, il vous l'accordera. »⁴ Saint Augustin dit: « Tous les Saints sont écoutés pour eux-mêmes; ils ne le sont pas infailliblement pour les autres. Il arrive souvent que la prière offerte pour un autre n'est pas efficace, même quand elle est dite avec piété et persévérance et pour des faveurs spirituelles, par suite d'un empêchement de la part de celui pour qui l'on prie. Il peut être en état de péché, et nullement disposé à se repentir. » Saint Alphonse remarque sur le même point: « Il est absolument certain que les prières des autres sont très utiles aux pécheurs et très agréables à Dieu. Dieu s'est plaint de ses serviteurs, parce qu'ils négligent de recommander les pécheurs à sa miséricorde.

¹ S. J. xv. 7.

² S. MAT. xxiv. 13.

³ I S. J. v. 14.

⁴ S. J. xiv. 13.

Il dit un jour à sainte Marie-Madeleine de Pazzi : Voyez, mon enfant, comme les pécheurs sont entre les mains du démon ; si mes élus ne les délivraient par leurs prières, ils seraient dévorés. » Le Tout-Puissant désire d'une manière particulière que les prêtres et les religieux prient beaucoup pour les pécheurs. »¹

Suarez et beaucoup d'autres théologiens soutiennent que cette condition n'est pas absolue, car un grand nombre de textes de l'Ecriture parlent sans restriction ; et le texte cité pour cette condition : « Si vous demandez quelque chose à mon Père en mon nom, il vous l'accordera, »² n'est nullement restrictif. Le terme *vobis*, à vous, ne limite pas le don à la personne qui prie, mais signifie simplement que Dieu lui exaucera sa demande.

(6) *Ceux pour qui nous devons prier.* — Nous devons prier pour les autres et pour nos ennemis. Nous sommes tenus de demander dans nos prières tout ce que nous devons désirer, et nous devons désirer du bien aux autres comme à nous-mêmes. Ceci appartient à la nature de l'amour que nous sommes obligés d'avoir pour notre prochain : par conséquent, la charité exige que nous priions pour les autres.

La charité nous fait un devoir d'aimer nos ennemis ; et, conséquemment, la charité nous impose de prier pour eux. Il faut entendre cette obligation, en ce sens, que nous ne devons pas exclure nos ennemis de nos prières communes. Que nous priions pour eux, d'une manière spéciale, c'est une affaire de perfection, et non d'obligation, à moins qu'il ne s'agisse d'un cas particulier. Nous devons donc prier :

¹ S. ALPH. LIG. : Conditions de la prière.

² S. J. XI. 22; XIV. 13; XV. 16; S. MATH. VII. 7; S. LUC. XI. 9.

(1) Pour tous les hommes : « Je désire, dit saint Paul, que l'on fasse des prières pour tous les hommes. »¹ (2) Pour nos ennemis. Notre Sauveur nous dit « de prier pour ceux qui nous persécutent et nous calomnient. »² Pour les âmes du Purgatoire, d'après les paroles de l'Ecriture : « C'est une sainte et salutaire pensée de prier pour les morts, afin qu'ils soient délivrés de leurs péchés. »³

Il en est qui ont un droit particulier à nos prières, comme ils l'ont à notre affection : tels sont nos parents et nos proches, nos pasteurs et nos évêques, le Pape, nos princes et nos gouvernants. Il est bon aussi que notre charité aille jusqu'à prier pour ceux qui sont hors du giron de l'Eglise, et pour la conversion des pécheurs.

Quant à *ceux que nous devons prier*, c'est un point qui viendra quand nous parlerons de l'adoration, après avoir traité du culte de Dieu, et que nous en viendrons à l'invocation des Saints.

(7) *Ceux qui peuvent prier* — La prière est un acte de la raison, par lequel on adresse ses supplications à un supérieur. Ceux-là seuls peuvent donc prier, qui ont l'usage de la raison, et qui sont capables de connaître un supérieur. D'où il suit qu'il n'appartient qu'aux créatures raisonnables de prier. Les Saints, dans le ciel, peuvent sûrement prier pour nous; mais il n'est pas aussi absolument certain que les âmes du Purgatoire puissent le faire.

¹ I Tim. II. 1.

² S. Mat. v. 44.

³ II Mac. XII. 45.

6. ACTES EXTÉRIEURS DE RELIGION

Les principaux actes extérieurs de religion sont l'adoration, le sacrifice et l'oblation. A ces actes, nous pouvons, de notre propre volonté, en ajouter deux autres, le *serment* et le *vœu*: ils appartiennent plus proprement au second commandement qu'au premier. Le sacrifice peut être expliqué plus amplement et aussi plus convenablement, quand nous traiterons de la sainte Eucharistie et du saint Sacrifice de la Messe. Nous nous bornerons donc, ici, à considérer le premier grand acte de Religion, l'adoration et le culte.

7. L'ADORATION OU LE CULTE DE DIEU

Adoration signifie honneur rendu ou déféré à un supérieur reconnu comme tel, et auquel nous protestons de notre soumission. Comme acte de religion, l'adoration est un témoignage de l'excellence divine, accompagné de quelque acte de soumission de notre part, tel, par exemple, que de flétrir le genou devant le très saint Sacrement. Je prends ici le mot dans son sens rigoureux, pour l'acte suprême de *latrie*. C'est, selon l'expression des théologiens, un acte de la *volonté*, renfermant un acte de l'intelligence, qui perçoit la suprême excellence d'un être.

Division de l'adoration. — D'abord l'adoration est *intérieure* ou *extérieure*. La première est celle qui est offerte à Dieu par des actes intérieurs de l'âme. Ce genre d'adoration est très agréable à Dieu, qui peut voir dans le secret du cœur; et on peut en faire usage souvent, en tout lieu et en tout temps. La seconde est celle qui se manifeste par des

signes extérieurs ou sensibles, tels que la parole, la génuflexion, la prostration; ce que voulait dire le prophète David, quand il s'écriait: « Venez, adorons le Seigneur et prosternons-nous devant lui. »

En second lieu, l'adoration, en raison de son objet, se divise en culte de *latrie*, de *dulie* et d'*hyperdulie*. Le mot grec λατρεία, est le même que: *je sers*, ou *j'adore*, et il n'est usité par les écrivains catholiques, que pour exprimer le culte suprême ou divin. Δουλεία est la même chose que *je sers* ou *j'honore*. L'adoration qui est offerte en raison de la grandeur incréeé, s'appelle donc, culte de *latrie*; celle qui est offerte en raison de la grandeur créée, surtout en raison de l'excellence de la sainteté et de la gloire, reçoit des théologiens catholiques, le nom de *dulie*; et, quand la sainteté et l'excellence sont d'un ordre spécial et extraordinaire, telles que la sainteté et l'excellence de la Mère de Dieu, l'honneur ou l'adoration qui leur est due, que nous devons leur rendre, s'appelle *hyperdulie*, — c'est-à-dire, au-dessus du culte de *dulie*.

Enfin, il y a l'adoration *absolue* et *relative*. Elle est *absolue*, quand elle est rendue à une personne *propter se*, c'est-à-dire, en raison de son excellence intrinsèque. Il n'y a que les êtres intelligents qui soient susceptibles de cette adoration. Elle est *relative*, quand elle s'adresse à une chose, non pour elle-même, mais en raison de l'excellence d'une personne avec laquelle cette chose a quelque ressemblance, quelque rapport ou affinité: c'est l'adoration rendue aux images et aux reliques.

8. DIEU, ET DIEU SEUL, A DROIT AU CULTE DE *latrie* OU CULTE SUPRÈME

Le Dieu que nous devons adorer, a droit au culte de *latrie*, au culte suprême. Le Dieu que nous devons adorer, est le Dieu unique en trois Personnes, comme aussi chacune des trois Personnes de la sainte Trinité, parce que chaque Personne est Dieu.

Nous devons adorer Dieu, comme notre Souverain, notre Seigneur et notre Maitre. La loi de la nature nous l'impose, parce que tous les êtres humains sont obligés de reconnaître la grande majesté de Dieu, et sa suprême domination sur toutes les créatures. Cette obligation est clairement énoncée par le premier commandement, et les paroles de notre divin Sauveur nous la rappellent encore: « Vous adorerez le Seigneur votre Dieu, et vous ne servirez que lui seul. »¹

Ce culte d'adoration est rendu à Dieu, non seulement par les cérémonies publiques et liturgiques du culte qui s'accomplissent au nom de l'Eglise, par son autorité et selon ses rites, mais aussi par nos dévotions et nos prières privées, et même par nos actes intérieurs.

C'est le culte intérieur qui donne la vie à nos actes extérieurs. Mais nous ne devons pas en conclure que le culte extérieur est inutile, ou qu'il est dangereux et donne lieu à la superstition, comme ont osé le prétendre des ennemis hypocrites de la religion. L'homme, en réalité, dépend entièrement de Dieu, et pour le corps et pour l'âme: il doit donc rendre à Dieu l'hommage de son corps aussi bien que de son âme. C'est en joignant le culte extérieur au culte

¹ S. MAT. IV. 10.

intérieur que nous pouvons donner à Dieu le témoignage de notre entière dépendance. De plus, il est impossible qu'une personne soit vraiment et sincèrement religieuse, sans le manifester de quelque façon extérieure. Nous devons montrer nos pensées et nos sentiments, surtout nos profonds sentiments religieux, soit par des paroles, soit par des gestes ou une attitude qui indiquent la supplication, la reconnaissance ou le repentir. Le culte extérieur est le moyen d'entretenir le culte intérieur, de le ranimer quand il languit: c'est, pour ainsi dire, le combustible qui le maintient et l'alimente. De là, nos prières publiques, nos processions, nos pèlerinages, nos missions, nos retraites, et toutes les autres formes extérieures du culte public et privé.

9. LE CHRIST DANS SON HUMANITÉ SAINTE A AUSSI DROIT AU CULTE DIVIN ET SUPRÊME

Le Christ, le Fils de Dieu, subsistant dans la double nature divine et humaine, est aussi l'objet du culte de *latrie*, ou de l'adoration suprême, la même qui est rendue à la Très Sainte Trinité et à chacune des Personnes de la Très Sainte Trinité. C'est un dogme de foi: « Afin que tous honorent le Fils comme ils honorent le Père. »¹ Et: « Afin qu'au nom de Jésus tout genou fléchisse dans le ciel, sur la terre et dans les enfers. »² Nous lisons dans l'Apocalypse: « Je regardai encore, et j'entendis autour du trône, et des animaux et des vieillards, la voix de plusieurs anges; et il y en avait des milliers de milliers, qui disaient à haute voix: L'Agneau qui a été mis à mort est digne de recevoir puissance, divinité,

¹ S. J. v. 23

² PHILIP. II. 10.

sagesse, force, honneur, gloire et bénédiction. »¹ Cette doctrine a aussi été définie par l'Eglise dans ses Conciles. (Ephes. c. 8, Lyon 7, c. 9, et Latran sous Martin I.)

La nature humaine du Christ, unie hypostatiquement au Verbe, a droit à la même adoration qui est rendue à la Divinité. C'est une conséquence de la doctrine qui précède; c'est aussi la croyance de la foi catholique, parce que la proposition contraire a été proscrite et condamnée par les cinquième et sixième Conciles Généraux. Il peut être utile de considérer les raisons de cet enseignement. (1) Dans le Christ, la nature de l'homme est toujours unie au Verbe; par conséquent, elle ne doit pas en être séparée quand il s'agit de lui rendre honneur et vénération. (2) L'adoration ou le culte est toujours rendu à la personne; or, il n'y a qu'une seule personne dans le Christ, la Personne du Fils unique de Dieu, qui a toujours droit au culte suprême. Pour se faire une idée plus claire de cette doctrine, il est nécessaire de distinguer entre *l'objet* et le *motif* de notre culte. L'objet est la sainte humanité du Christ, en tant qu'elle subsiste dans le Verbe divin, ou qui, au sens concret, est adorée directement et *in se*; le motif est l'union hypostatique, ou l'excellence de la Personne divine, à laquelle la nature humaine est unie.

Nous adorons donc la sainte humanité du Christ parce qu'elle est unie au Verbe de Dieu par l'unité de personne; et, comme conséquence, nous adorons aussi chaque partie de cette sainte humanité, l'Ame du Christ et son Corps, son Cœur Sacré, son Précieux Sang et ses Cinq Plaies.

¹ APOC. V. 11, 12.

IO. L'ADORATION DU SACRÉ-CŒUR DE JÉSUS
EST LÉGITIME, ET ÉCHAPPE A TOUT REPROCHE DE SUPERSTITION

Le culte ou l'adoration du Sacré-Cœur de Jésus est pieuse, et échappe à tout reproche de superstition, comme cela ressort certainement de la censure prononcée par Pie VI, dans la Bulle *Auctorem fidei*, contre les soixante-deux propositions du Synode de Pistoie.

L'objet de cette dévotion est le Cœur matériel ou physique du Christ. Le culte auquel il a droit, c'est le culte de *latrie*, à cause de la Personne Divine à laquelle il est uni. Les raisons spéciales ou les motifs qui autorisent cette dévotion particulière au Sacré-Cœur sont les suivantes : (1) Notre Divin Sauveur nous a montré son Cœur Sacré comme la source de ses affections, et comme l'exemple de ses vertus par les paroles : « Prenez mon joug, et apprenez de moi que je suis doux et humble de cœur. »¹ (2) D'après l'usage des Écritures et la manière ordinaire de parler, le cœur est le symbole de l'amour, et le Cœur Sacré de Jésus est le symbole de son immense charité pour nous. (3) Le Christ a voulu que son Cœur Sacré, comme ses Cinq Plaies, ait la principale part dans l'accomplissement de l'œuvre de notre Rédemption. (4) Chaque partie de la sainte humanité est hypostatiquement unie au Verbe; conséquemment le Cœur de Jésus est hypostatiquement uni au Verbe, auquel il appartient, dont il ne peut être séparé : dès lors, il est digne de nos adorations, de notre culte et de notre amour. Car l'amour dont il est enflammé pour nous, est l'amour d'un Dieu ; la douleur qu'il

¹ *Manuel de la dévotion au Sacré-Cœur*, par le P. F. GAUTRELET, s. j.

ressent à cause de nos péchés, est la douleur d'un Dieu ; la douceur, la patience, l'humilité, l'obéissance que nous admirons dans le Cœur de Jésus, sont les vertus d'un Homme-Dieu ; les humiliations, les outrages, l'ingratitude dont il est l'objet s'adressent à une Personne divine. Il s'en suit également que les honneurs que nous rendons à ce Cœur divin, le culte, les actes de réparation et d'amour que nous lui offrons, vont réellement à la Personne divine.

Ce que nous disons de l'adoration du Sacré-Cœur de Jésus, s'applique aussi à l'adoration du Christ dans la sainte Eucharistie, puisque ce Sacrement contient le vrai Corps et le vrai Sang du Christ, avec son âme et sa Divinité réellement présents sous les saintes espèces.

II. LE CULTE QUI DOIT ÊTRE RENDU AU SAINT NOM DE JÉSUS A LA SAINTE VIERGE, AUX ANGES ET AUX SAINTS

Le saint Nom de Jésus doit être honoré, non pas d'un culte de *latrie* absolu, mais seulement relatif, parce que ce nom sacré ne peut que nous montrer ou nous rappeler le Christ. Il faut en dire autant des images et des objets qui le représentent.

Quant à la sainte Vierge, nous lui devons un culte *d'hyperdulie*.

Aux Anges et aux Saints nous devons les honneurs de *dulie*, — les honneurs absolus de ce genre. Mais les offices publics, ou l'adoration publique de l'Eglise (*cultus*) ne doivent pas s'adresser aux Saints, s'ils n'ont pas été canonisés ou béatifiés par une décision ou un jugement définitif du Souverain Pontife.

12. QUELQUES EXEMPLES TIRÉS DE L'ÉCRITURE SAINTE

Comme preuves de l'obligation de ne servir que Dieu seul d'un culte suprême et divin, je peux citer: (1) Quelques traits de l'Écriture nous montrant ceux qui ont été ou seront sévèrement punis pour avoir réclamé les honneurs divins; (2) et ceux qui ont refusé ces mêmes honneurs.

(1) Personnages ambitieux des honneurs divins: 1. Lucifer: « Et néanmoins tu as été précipité de cette gloire dans l'enfer, jusqu'au plus profond des abîmes. »¹ — 2. Adam et Eve, punis par toute sorte de peines et de souffrances² — 3. Nabuchodonosor, roi de Babylone, « fut rendu semblable aux bêtes. »³ — 4. Le diable confondu et chassé par la correction que lui infligea le Christ.⁴ — 5. Hérode Agrippa, consumé par la vermine.⁵ — 6. L'antéchrist, qui sera mis à mort par le Sauveur Jésus.⁶

(2) Ceux qui ont refusé les honneurs divins qu'on voulait leur offrir: 1. L'Ange qui ne veut pas que Gédéon lui offre un sacrifice: « Prenez la chair et les pains sans levain..... et l'Ange du Seigneur disparut de devant ses yeux. »⁷ — 2. Pierre et Jean, après la guérison du boiteux: « O Israélites, pourquoi vous étonnez-vous de ceci, et pourquoi nous regardez-vous, comme si c'était par notre puissance ou par

¹ Is. XIV. 15.

² Gen. III. 5.

³ Dan. IV. 29.

⁴ S. Mat. IV. 10.

⁵ Act. XII. 23.

⁶ II Thessal. II. 8.

⁷ Jug. VI. 20, 21.

notre sainteté que nous eussions fait marcher ce boîteux? »¹ — 3. Pierre ne veut pas que Corneille l'adore.² — 4. Paul et Barnabé, à Lystre, après la guérison du boîteux: « Mes amis, que voulez-vous faire? Nous ne sommes que des hommes mortels comme vous. »³ — 5. Saint Paul, ayant secoué la vipère sans en recevoir aucun mal, fut pris pour un Dieu par les habitants de Malte,⁴ « et il les quitta. »⁵ 6. Dans l'Apocalypse, l'Ange qui disait à Jean: « Gardez-vous bien de le faire: je suis serviteur de Dieu comme vous et comme vos frères qui demeurent fermes dans la confession de Jésus: Adorez Dieu. »⁵

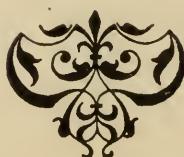
¹ ACT. III. 12.

² IB. X. 25, 26.

³ IB. XIV. 14.

⁴ IB. XXVIII. 6.

⁵ APOC. XIX. 10.





Le Premier Commandement (suite)

CHAPITRE II

VÉNÉRATION ET INVOCATION DES SAINTS DES ANGES ET DE LA SAINTE VIERGE

1. Différents noms des serviteurs de Dieu qui ont quitté la terre.
2. Sens de l'adoration ou des honneurs rendus aux Saints, et enseignement de l'Eglise sur ce point.
3. Preuves de cet enseignement.
4. Invocation des Saints: doctrine et preuves.
5. Invocation et vénération des Anges: (1) Ils prient pour nous. (2) Ils nous protègent. (3) Ils nous portent amour et intérêt.
6. L'Écriture confirmant la doctrine de l'invocation des Anges.
7. Raisons particulières d'honorer et d'invoquer la sainte Vierge.
8. Manière de s'adresser à Dieu par les Saints.
9. Observations du Dr Lingard sur la doctrine de l'invocation des Saints dans l'Eglise Anglo-Saxonne.

I. DIFFÉRENTS NOMS DES SERVITEURS DE DIEU
QUI ONT QUITTÉ LA TERRE

L'Eglise a différentes expressions à son service pour désigner ceux de ses enfants qui ne sont plus ici-bas, et, qui sont l'objet de la respectueuse piété de ses fidèles. Ainsi, tous les chrétiens qui meurent en odeur de sainteté sont appelés *serviteurs de Dieu*. Elle donne le titre de *vénérables* à ceux dont la réputation de sainteté a été reconnue par l'autorité légitime. Au sens rigoureux, ce sont ceux dont le procès de béatification est commencé. On appelle *bienheureux* ceux dont la sainteté a été proclamée par le jugement suprême de l'Eglise ; c'est-à-dire ceux auxquels, par décision des Souverains Pontifes, il est permis de rendre des honneurs publics dans certains endroits et en certains ordres religieux, jusqu'à l'époque de leur canonisation solennelle. Le titre de *Saints* est donné à ceux qui ont été solennellement canonisés par l'Eglise catholique. La canonisation est le fait de cet acte qui met le nom d'une sainte personne au canon ou catalogue des Saints : cet acte est la déclaration légitime, solennelle et définitive du Souverain Pontife. Dans ce chapitre, nous parlons des Saints, plutôt que des *bienheureux*, des *vénérables* et des *serviteurs de Dieu*.

2. SENS DE L'ADORATION OU DES HONNEURS
RENDUS AUX SAINTS
ET ENSEIGNEMENT DE L'ÉGLISE SUR CE POINT

La vénération des Saints est communément désignée par le nom d'adoration (*cultus*) des Saints, — le mot adoration

étant pris dans son sens large, pour respect et honneur, et non entendu dans son sens rigoureux de *culte divin*.

Comme il a déjà été dit, nous accordons aux Saints les honneurs de *dulie*, en raison de leur sainteté et de leur excellence surnaturelles. C'est ce que nous appelons des honneurs religieux ou sacrés, parce que le motif en est surnaturel et sacré; et, si ces honneurs sont rendus selon les règles, ils constituent toujours une action salutaire.

L'Eglise catholique enseigne que « les Saints qui règnent avec le Christ, offrent à Dieu leurs prières pour les hommes, que les supplications qu'on leur adresse sont bonnes et utiles, qu'il est bon et utile d'avoir recours à leur intercession et à leur assistance pour obtenir les faveurs de Dieu, par son Fils Jésus-Christ Notre-Seigneur, qui est notre *unique* Rédempteur et Sauveur. »¹

Selon le *Credo* ou la profession de foi de Pie IV, nous croyons « que les Saints, qui règnent avec le Christ, doivent être honorés et invoqués, et qu'ils offrent des prières à Dieu pour nous, et que leurs reliques ont droit à notre respect. »

Il n'est pas justifiable que les Protestants aient osé affirmer que le Catholique, par ses invocations, adore nécessairement les Saints et les Anges comme des divinités, et que, dès lors, chaque fois qu'il confie ses prières à l'un d'eux, il transporte à la créature cet hommage supérieur et divin qui n'appartient qu'à Dieu seul. C'est absolument faux; et, de même que les prémisses, les conséquences qu'on en tire sont également fausses. Le Catholique croit que le plus grand des crimes serait de donner à une créature la moindre marque de ce respect et de ce culte qui ne sont dûs qu'à l'Etre Divin,

¹ Conc. Trid., Sess. xxv.

quelque éminente que cette créature puisse être par sa sainteté parmi ses semblables, et quelque rang élevé qu'elle puisse occuper au ciel dans la hiérarchie des Anges ou le chœur des élus. Le Catholique peut cependant établir facilement une différence (et une distance infinie) entre le culte divin et les honneurs qu'il rend aux Saints. »¹ Un respect religieux et une pieuse vénération peuvent être rendus aux Saints et aux Anges. C'est ce qui a été admis par toutes les classes de la société, et dans tous les temps, comme un principe de la loi naturelle, et reçu comme un axiome général. Tel est le sens des paroles de Cicéron : « *Habet enim venerationem justam, quidquid excellit;* tout ce qui est véritablement grand a droit à une juste vénération. »

3. PREUVES DE CET ENSEIGNEMENT

Cette doctrine est clairement prouvée par la sainte Écriture. Saint Paul, dans son Epître aux Romains, leur dit : « Rendez donc à chacun ce qui lui est dû.... l'honneur à qui vous devez l'honneur. »² Il est écrit dans son Epître aux Philippiens : « Recevez-le donc (Epaphrodite) avec toute sorte de joie dans le Seigneur, et honorez de telles personnes. »³ Saint Paul l'appelle son frère, son aide dans le ministère, son compagnon dans les combats.⁴ Dans son Epître à Timothée, il dit encore : « Que les prêtres qui gouvernent bien soient doublement honorés, principalement ceux qui travaillent à la prédication de la parole et à l'instruction. »⁵

¹ « Hierurgia » par le Rév. P. Daniel Roch, D. D., *in loco*.

² ROM. XIII. 7.

³ PHIL. II. 29.

⁴ IBID. 25.

⁵ I. TIM. V. 17.

Cette pratique est autorisée par l'exemple des plus fidèles et des plus saints serviteurs du Ciel. 1. C'est Dieu lui-même qui a le premier ordonné à l'homme de vénérer les Anges. Il parlait ainsi aux Israélites par Moïse : « Je vais envoyer mon ange, afin qu'il marche devant vous, qu'il vous garde dans le chemin, et qu'il vous fasse entrer dans la terre que je vous ai préparée. Respectez-le, écoutez sa voix, et gardez-vous bien de le mépriser, parce qu'il ne vous pardonnera point lorsque vous prêcherez et qu'il parle en mon nom. »¹

2. Nous voyons les Patriarches et les Saints de l'Ancienne Loi se prosterner devant les Anges, et leur rendre le plus profond respect. Abraham, accueillant les trois anges dans sa tente, se prosterne à leurs pieds.² Lot, voyant les deux anges qui venaient à Sodome, se leva, alla au-devant d'eux et s'abaisse jusqu'à terre.³ Josué montra les mêmes égards envers l'ange qu'il aperçut quand « il était sur le territoire de la ville de Jéricho. Il leva les yeux, et ayant vu devant lui un homme qui était debout, et qui tenait à la main une épée nue, il alla à lui, et lui dit : Etes-vous des nôtres, ou des ennemis ? Il lui répondit : Non ; mais je suis le prince de l'armée du Seigneur, et je viens ici maintenant. Josué se jeta le visage contre terre ; et en l'adorant, il dit : Que dit mon Seigneur à son serviteur ? Otez, lui dit-il, vos souliers de vos pieds, parce que le lieu où vous êtes est saint : et Josué fit ce qu'il lui avait commandé. »⁴

¹ EXOD. XXIII. 20, 21.

² GEN. XVIII. 2.

³ IBID. XIX. 1.

⁴ JOS. V. 13 et seq.

L'excellence et la perfection des Saints et des Anges, et surtout leur sainteté, exige notre respect et notre vénération. En outre de la sainteté qu'ils ont de commune avec les hommes et les femmes, qui vivent saintement sur la terre, la sainteté des élus a des prérogatives toutes particulières.(1) Leur sainteté est absolument certaine: la nôtre ne l'est pas. (2). Leur sainteté est pure; elle est pour toujours à l'abri de toute tache: nous, au contraire, nous péchons en bien des choses. (3) Leur sainteté est inammissible : nous pouvons perdre la nôtre et nous la perdons souvent. (4) Ils sont libres, non seulement de tout péché, mais de tout danger et de tout reste de péché, comme aussi de toute inclination au péché: tel n'est point le cas des personnes saintes qui sont sur la terre. (5) Ils sont dans leur demeure céleste plus étroitement unis à Dieu, le voyant face à face, et l'aimant à jamais dans les jouissances de la vision bénigne, tandis que nous sommes encore des voyageurs, errant et toujours en lutte dans cette vallée de larmes. A tous ces titres, il est évident que les saints sont dignes de nos honneurs et de notre vénération.

La manière dont Dieu lui-même a daigné honorer et glorifier ses saints et ses anges, mérite aussi nos réflexions. (1) Il promulgua jadis sa loi par l'intermédiaire de ses Anges.¹ (2) Les Anges viendront à la fin du monde, au second avènement du Christ, quand il jugera les vivants et les morts. « Le Fils de l'homme doit venir dans la gloire de son Père, avec ses Anges. »² (3) En divers endroits de la Sainte Ecriture, où il est question de la gloire et de la bénédiction des Saints, nous

¹ ACT. VII. 53.

² S. MAT. XVI. 27.

pouvons découvrir, ou reconnaître tout autant de preuves et de témoignages de l'honneur que Dieu leur a accordé.

D'après ces faits, la conclusion s'impose assez naturellement, que nous devons honorer ceux que Dieu a honorés lui-même. Pour l'appuyer, nous pouvons rappeler deux exemples de l'Ecriture. Le premier est celui de Joseph en Egypte. « Pharaon dit à Joseph : Puisque Dieu vous a fait voir tout ce que vous avez dit, où pourrais-je trouver quelqu'un plus sage que vous, ou semblable à vous ? Ce sera vous qui aurez l'autorité sur ma maison : quand vous ouvrirez la bouche pour commander, tout le peuple vous obéira ; et je n'aurai au-dessus de vous que le trône et la qualité de roi... Il prit son anneau qu'il avait à la main et le mit à celle de Joseph ; il le fit revêtir d'une robe de fin lin et lui mit au cou un collier d'or. Il le fit monter sur l'un de ses chars, qui était le second après le sien, et fit crier par un héraut, que tout le monde eût à flétrir le genou devant lui... etc. »¹ Notre second exemple peut être tiré du Cantique de la Bienheureuse Vierge Marie, — le *Magnificat* : « Mon âme glorifie le Seigneur. Car désormais toutes les générations m'appelleront bienheureuse, parce que le Tout-Puissant a fait en moi de grandes choses... etc. »²

Ayant pleinement prouvé et expliqué les raisons de l'invocation des Saints et les raisons spéciales de la dévotion des Catholiques envers la Mère de Dieu dans « le Credo Expliqué » il n'est pas besoin de répéter ici ces enseignements. Je dois cependant rappeler brièvement et explicitement quelques points de la doctrine catholique sur l'invocation des Saints et des Anges, après les explications qu'on vient de lire sur l'honneur et la vénération qui leur sont dûs.

¹ GEN. XLI. 39 et seq.

² S. LUC. I. 46 et seq.

4. INVOCATION DES SAINTS: DOCTRINE ET PREUVES

L'invocation des saints est légitime et utile. Il n'est nullement question de la nécessité d'invoquer les Saints, car tous les Catholiques admettent que l'invocation des Saints n'est pas absolument nécessaire pour le salut. Toutefois, il peut se faire que nous y soyons tenus d'après un précepte ou une rubrique de l'Eglise: tel est le cas de ceux qui sont obligés de dire la Messe et l'office divin suivant le calendrier ecclésiastique. Ce qu'il y a de bien établi relativement à l'enseignement doctrinal de l'Eglise, c'est qu'il est permis et utile d'invoquer les Saints. Cet enseignement peut être clairement prouvé par l'Ecriture. Le Christ lui-même nous assure que les Saints, dans le ciel, « sont égaux aux Anges, et qu'ils sont les enfants de Dieu. »¹ Pareils aux Anges, ils sont investis d'une puissance sur les royaumes de la terre et sur leurs habitants: « A celui qui aura triomphé et accompli mes œuvres, je lui donnerai de l'autorité sur les nations. »² Et saint Paul fait observer: « Que nous ne voyons maintenant que comme en un miroir et en des énigmes; mais alors, nous verrons face à face. Je ne connais maintenant, dit l'Apôtre, qu'imparfaitement; mais alors je connaîtrai comme je suis moi-même connu. »³ Le langage de saint Jean est encore plus remarquable: « Mes bien-aimés, dit-il, nous sommes déjà enfants de Dieu; mais ce que nous serons un jour ne paraît pas encore. Nous savons que lorsqu'il se montrera dans sa gloire, nous serons semblables à lui, parce que nous le verrons tel qu'il est. »⁴

¹ S. LUC. XX. 36.

² IBID. II. 26.

³ I COR. XIII. 12.

⁴ I S. J. III. 2.

Donc, l'autorité et la science qui appartiennent aux Anges, la sollicitude et la charité qui les animent à l'égard des hommes, sont également le partage des Saints qui jouissent présentement de la Vision béatifique en union avec ces heureux esprits. Ils participent avec eux à tous les priviléges du ciel. Ils remplissent les mêmes bons offices de charité fraternelle envers les pauvres mortels. Ils ont les mêmes titres qu'eux au tribut de nos hommages et de notre vénération ; et, comme les Anges, il est profitable de les supplier d'intercéder pour nous auprès du trône de la miséricorde.¹

Nous pouvons corroborer cet enseignement par le fait que bien des personnages d'une sainteté manifeste, même en cette vie, ont été invoqués par les autres. Dans l'Ancien comme dans le Nouveau Testament, il est souvent noté que le serviteur de Dieu, qui s'est rendu remarquable par ses vertus et par sa piété, a été, de son vivant, l'objet de l'admiration de ses frères, qui le sollicitaient d'intercéder auprès du Ciel en leur faveur. C'est ainsi que les enfants d'Israël suppliaient le saint Samuel.² Le Seigneur lui-même envoya Eliphaz, Baldad et Sophas vers son serviteur Job, pour demander à ce favorisé du Ciel de prier pour eux.³ Saint Paul était dans la constante habitude de solliciter les prières des fidèles.⁴

Que les Apôtres aient eu soin de s'acquitter à leur tour de cette dette de la miséricorde chrétienne, nous pouvons en être certain, puisque saint Paul annonce sans cesse à ses

¹ « Hierurgia », par le R. P. Roch.

² I Rois. VIII. 5.

³ Job. XLII. 8.

⁴ Rom. XV. 30.

convertis qu'il prie constamment pour eux,¹ et que saint Jean réitère souvent la même assurance. Par conséquent, si les Apôtres et ceux qui avaient été par leurs travaux initiés aux mystères de la foi de Jésus, montraient, par leur pratique de chaque jour, qu'ils croyaient à la grande utilité des prières du juste; — lors même que nous péchons en beaucoup de choses, et que le juste lui-même tombe sept fois, bien que nous nous trompons nous-mêmes, si nous disons que nous sommes sans péché; — c'est bien qu'ils avaient la conviction que les prières des Saints qui habitent les hauteurs du ciel, où rien de souillé ne peut entrer, où ils ne commettent, ne peuvent pas commettre la faute la plus légère, ont une vertu beaucoup plus efficace, et sont bien plus utiles que les prières des mortels, quelque justes qu'ils soient.

5. INVOCATION ET VÉNÉRATION DES ANGES

A propos des Anges et de leurs rapports avec nous, trois choses sont certaines : (1) Ils prient pour nous ; (2) ils veillent sur nous ; (3) ils nous portent un grand amour et un profond intérêt. Dieu nous a révélé ces vérités au sujet des Anges, et nous signifie par-là qu'il est permis et avantageux de les invoquer.

(1) Les Anges prient pour nous. « Et quand il eut ouvert le livre, les quatre animaux et les vingt-quatre vieillards se prosternèrent devant l'Agneau, ayant chacun des harpes et des coupes d'or pleines de parfums, qui sont les prières des Saints. »² Et ailleurs : « Alors il vint un autre ange qui

¹ EPHES. VI. 18, 19.

² APOC. V. 8.

se tint devant l'autel, ayant un encensoir d'or; et on lui donna une grande quantité de parfums, afin qu'il offrit les prières de tous les saints sur l'autel d'or qui est devant le trône de Dieu. »¹

(2) Les Anges nous protègent et nous défendent. « Prenez bien garde de mépriser aucun de ces petits; car je vous déclare que dans le ciel leurs anges voient sans cesse la face de mon Père qui est dans les cieux. »² « Tous les anges ne sont-ils pas des esprits qui tiennent lieu de ministres, étant envoyés pour exercer leur ministère en faveur de ceux qui doivent être les héritiers du salut. »³ Et dans les psaumes, il est dit que « Dieu a commandé à ses anges de vous garder dans vos voies. Ils vous porteront dans leurs mains, de peur que vous ne heurtiez votre pied contre quelque pierre. »⁴

(3) Les Anges nous portent amour et intérêt. « Il y aura plus de joie dans le ciel pour un seul pécheur qui fait pénitence, que pour quatre-vingt-dix-neuf justes qui n'ont pas besoin de pénitence.... Il y aura une grande joie parmi les Anges de Dieu, lorsqu'un seul pécheur fera pénitence. »⁵

6. L'ÉCRITURE CONFIRMANT LA DOCTRINE DE L'INVOCATION DES ANGES

L'invocation des Anges peut se démontrer par les psaumes, par la Genèse et par l'Apocalypse.

¹ APOC. VII. 3.

² S. MAT. XVIII. 10.

³ HÉB. I. 14.

⁴ PS. XC. 11, 12.

⁵ S. LUC. XV. 7, 10.

En récitant les psaumes, tous peuvent être frappés de ces belles invocations aux Anges exprimées par le psalmiste : « Bénissez le Seigneur, s'écrie-t-il, vous tous qui êtes ses Anges, qui êtes puissants et remplis de force.... Bénissez tous le Seigneur, vous qui composez ses armées, qui êtes ses ministres, et qui faites sa volonté. »¹

(1) David savait parfaitement que le soleil, la lune et les étoiles ne pouvaient ni entendre sa voix, ni chanter les louanges du Créateur ; mais il savait bien aussi que les esprits angéliques vòltigeaient autour de lui, et étaient capables de mêler leurs chants de jubilation aux siens, car il nous assure que « l'ange du Seigneur environnera ceux qui le craignent. »²

(2) Quelques instants avant sa mort, le patriarche Jacob, après avoir invoqué les faveurs de Dieu pour les deux fils de Joseph, Manassé et Ephraïm, appelait ainsi sur eux la bénédiction de l'ange : « Que l'ange qui m'a délivré de tous mes maux, bénisse ces enfants. »³ Jacob demandait donc l'intercession d'un ange.

(3) Saint Jean, écrivant aux sept Eglises, les salue en ces termes : « La grâce et la paix vous soient données par celui qui est, qui était, et qui doit venir ; et par les sept esprits qui sont devant son trône. »⁴ C'est là une forme de bénédiction qui, tout en nous assurant que nous pouvons, avec grand profit, avoir recours aux charitables intercessions des esprits qui environnent la Majesté du ciel, pour en obtenir la

¹ Ps. cii. 20, 21.

² Ps. xxxiii. 8.

³ GEN. XLVIII. 16.

⁴ APOC. I. 4.

grâce, le don de Dieu, fournit en même temps un exemple à notre imitation. L'Apôtre, en effet, en désirant que la grâce vienne par les sept esprits, les invoquait assurément, afin d'obtenir par leur intermédiaire, une telle faveur de Celui dont ils environnent le trône, puisque Dieu est le seul auteur et distributeur de la grâce. ¹

7. RAISONS PARTICULIÈRES D'HONORER ET D'INVOQUER LA TRÈS SAINTE VIERGE

A la bienheureuse Vierge Marie, nous devons une vénération plus grande qu'aux Anges et aux Saints. Cette sorte d'honneur ou de vénération est connue parmi les Catholiques sous le nom de culte d'*hyperdulie*; — c'est-à-dire culte au-dessus de celui que nous rendons aux Anges et aux Saints, mais infiniment inférieur à l'honneur et au culte dûs à Dieu seul.

Il est bon d'indiquer les raisons principales de notre vénération et de notre amour pour la Sainte Vierge.

Le premier motif de notre dévotion et des honneurs particuliers que nous rendons à Marie, c'est que la Très-Sainte Trinité l'a aimée plus que tous les Anges et les Saints. Elle est la plus sainte de tous les habitants du ciel : elle mérite par conséquent plus d'honneur qu'eux, selon la volonté de Dieu, et d'après les préceptes de la raison naturelle, qui nous ordonne d'honorer davantage ceux qui méritent le plus.

Notre seconde raison, c'est que Marie est la Mère de notre Dieu et de notre Sauveur; nous devons donc avoir une profonde vénération pour elle, en nous efforçant de lui rendre

¹ Hierurgia.

tous les honneurs qu'exige sa haute dignité. Tous les honneurs qui lui sont rendus à ce point de vue, sont de ce fait, rendus au Christ lui-même. Parlant des pauvres, il disait un jour: « Tout ce que vous aurez fait au plus petit d'entre mes frères, sera fait à moi-même. » A combien plus forte raison pouvons-nous conclure que tous les honneurs déférés à la Mère, sont en même temps rendus au Fils!

La troisième raison, c'est que Marie a le plus tendre amour pour nous, ses enfants, et qu'elle désire que nous la regardions comme notre Mère: c'est suffisant pour que nous lui montrions une vénération spéciale et un amour tout particulier. Il est naturel que des enfants aiment leurs parents, surtout quand ils savent que ceux-ci ont pour eux un très-grand amour. Saint Jean, au pied de la Croix, entendit ces paroles de notre Sauveur mourant: « Enfant, voici votre Mère. » Il représentait tous les fidèles; il la prit pour sa Mère; et, à partir de ce moment, il ne cessa de la vénérer et de l'aimer de la plus sincère et plus tendre charité.

Un quatrième motif, c'est qu'elle a souci de tout ce qui nous concerne, et s'intéresse à notre bien. Non seulement elle entend les prières que nous lui adressons, mais elle prévoit nos nombreux besoins et les recommande à Dieu. Nous en avons un exemple dans sa charité aux noces de Cana.

Le cinquième motif, c'est qu'elle a le pouvoir aussi bien que la volonté de nous assister. Il n'est rien qu'elle ne puisse obtenir pour les pauvres pécheurs.

Pour toutes ces raisons, il doit paraître évident pour tous, que nous sommes tenus d'honorer Marie d'une manière particulière, et que nous devons lui rendre un hommage de respect plus grand que celui que nous offrons aux Saints. Mais, nous affirmons très fermement que tout catholique

comprend qu'il y aurait crime à rendre à la Bienheureuse Vierge le culte de *latrie*, ou le culte divin, qui n'est dû qu'à Dieu seul. Nous adorons, il est vrai, d'un culte de *latrie*, la sainte humanité du Christ, à cause de son union personnelle avec le Verbe, qui est consubstantiel au Père. Mais, la Maternité divine de Marie, et à bien plus forte raison aucune autre de ses prérogatives, n'établit entre Dieu et la Sainte Vierge une union hypostatique avec une Personne divine, telle qu'elle existe de fait en vertu de l'Incarnation entre le Verbe éternel et l'humanité qui lui est unie. Ainsi, nous devons rendre à la Sainte Vierge des honneurs secondaires et inférieurs à ceux que nous offrons à son divin Fils. Néanmoins, parce qu'elle est investie d'une dignité éminemment plus grande que celle des Anges et des Saints, nous lui devons des hommages et une vénération d'un genre supérieur. C'est ce que l'Eglise catholique appelle culte d'*hyperdulie*, pour distinguer ces honneurs de ceux que nous rendons aux Anges et aux Saints.

8. MANIÈRE DE S'ADRESSER A DIEU PAR LES SAINTS

La forme de prière usitée dans le culte public et solennel de l'Eglise sera le témoignage le plus clair de sa doctrine au sujet de l'invocation des Saints. Dans le Missel et dans le Bréviaire, il n'y a pas une seule prière, une seule oraison adressée à un Saint; mais toutes vont directement à Dieu seul. Elles commencent par l'une ou l'autre de ces invocations à la Divinité: *Omnipotens*, *Sempiterne Deus*,... etc. (Tout-Puissant, Dieu éternel). *Intercessio nos, quæsumus*, *Omnipotens Deus*...,etc.(Accordez-nous, ô Dieu Tout-Puissant).

Elles se terminent par cette conclusion : Par Notre-Seigneur, Jésus-Christ, votre Fils,... etc.

C'est le sens de ces formules qu'on retrouve dans cette strophe finale de toutes les hymnes chantées dans les offices publics :

« En cela, très miséricordieux Père, écoutez
Avec le Christ, votre Fils égal en tout, notre prière,
Lui qui, avec le Saint-Esprit et vous,
Résidé et règne dans l'éternité. Amen. »¹

9. OBSERVATIONS DU D^r LINGARD SUR LA DOCTRINE DE L'INVOCATION DES SAINTS DANS L'ÉGLISE ANGLO-SAXONNE

Nous pouvons conclure par ces observations du D^r Lingard sur l'invocation des Saints dans l'Eglise Anglo-Saxonne : « Une faible connaissance de la littérature ancienne, écrit-il, prouvera que nos ancêtres étaient trop instruits pour confondre l'homme avec Dieu. Ils savaient distinguer entre l'adoration due à l'Être Suprême, et les honneurs auxquels pouvaient avoir droit les plus saints de ses serviteurs. Tandis qu'ils l'adoraient comme l'auteur de tout bien, ils ne rendaient à ceux-ci que le culte de respect dû à ceux qu'ils considéraient comme ses privilégiés et ses apôtres. Quiconque voudra parcourir attentivement les œuvres des écrivains Saxons, ou les actes des Conciles Saxons, depuis l'ère de leur conversion jusqu'à l'époque la plus obscure de leur histoire, observera que cette importante distinction y est marquée avec soin et constamment enseignée. Quand le poète chantait son saint patron, il ne cherchait pas à toucher sa miséricorde

¹ Hierurgia, vol. 1. p. 363.

ni à implorer sa justice : obtenir le secours de son intercession, se faire rappeler par lui auprès du trône du Tout-Puissant, tel était le seul objet de sa demande. Si le prédicateur du haut de la chaire exhortait ses auditeurs à solliciter les prières des plus saints de leurs frères, il avait soin de leur inculquer qu'ils ne devaient adorer que Dieu seul. Si un chrétien, en se levant le matin, avait l'habitude d'implorer la protection des Saints, on ne lui recommandait pas moins de n'adorer que son Créateur en fléchissant les genoux devant sa Majesté. ¹

¹ LINGARD. Antiquités de l'Eglise Anglo-Saxonne.





Le Premier Commandement (suite)

CHAPITRE III

PIEUSE VÉNÉRATION DES RELIQUES

1. Ce qu'on entend par reliques.
2. La vénération des reliques du Christ et des Saints est juste et utile.
3. Exemple des premiers Chrétiens: (1) Ils retiraient les corps des martyrs.
 (2) Ils recueillaient tout ce qui était teint du sang des martyrs.
 (3) Les tombeaux des martyrs leur servaient d'autels. (4) Pratique de placer des reliques dans les autels à leur consécration.
4. Reliques recueillies et vénérées par les Protestants.
5. Authenticité des reliques, et doctrine de l'Eglise sur ce point, appuyée par l'exemple de la Sainte Tunique de Trèves.
6. Conclusions tirées de cette doctrine.
7. Trois faits à se rappeler au sujet des principes généraux et de la pratique de la vénération des reliques.

I. CE QU'ON ENTEND PAR RELIQUES

Par reliques, nous entendons, au sens rigoureux du mot, les restes, cendres, ossements,...etc, d'un Saint; et, par extension, nous comprenons sous le nom de reliques tout ce qui a appartenu aux saints et qui peut-être regardé comme propre à exciter leur pieux souvenir.¹

Par reliques du Christ et des Saints, nous comprenons, non seulement des parties de leurs corps, mais tout ce qui leur a été uni, comme leurs vêtements, ou les choses qui ont été à leur usage pendant leur vie, ou même les choses qui ont servi d'instruments de leurs tortures et de leur martyre, tels que les chaînes de Saint Pierre. D'où il suit que nous vénérons, non seulement la vraie Croix du Christ, mais aussi tout ce qui a servi même comme instrument extérieur dans l'accomplissement de l'œuvre de notre Rédemption, ou qui a eu quelque rapport avec la mort du Christ, tels que la couronne d'épines, la lance, les clous, la tunique, le suaire, l'étable et la crèche de Bethléem, le saint sépulcre,... etc.

2. LA VÉNÉRATION DES RELIQUES DU CHRIST ET DES SAINTS EST JUSTE ET UTILE

La pieuse vénération des reliques du Christ et des Saints est juste et utile. C'est la doctrine et l'enseignement du Concile de Trente : « Que les corps des saints martyrs et des autres qui vivent maintenant avec le Christ, qui furent les membres du Christ et les temples du Saint-Esprit, qui seront par lui appelés à la vie éternelle et glorifiés, soient vénérés par les fidèles. »

¹ PERRONE. N° 22.

manteau d'Elie couvre Elisée ; ¹ il divise les eaux du Jourdain sous Elie, ² et sous Elisée. ³ (2) Les ossements d'Elisée ressuscitent les morts. ⁴ (3) Le bord du vêtement du Christ guérit la femme hémorroïsse. ⁵ Dans une autre circonstance les personnes « le priaient qu'il leur fût seulement permis de toucher le bord de son vêtement. Et tous ceux qui le touchaient étaient guéris. » ⁶ (4) L'ombre de saint Pierre guérisait les malades le long du chemin. ⁷ De saint Paul il est écrit que « lorsque les mouchoirs et les tabliers qui avaient touché son corps étaient appliqués aux malades, ils étaient guéris de leurs maladies, et les esprits malins sortaient. » ⁸ D'après l'Ecriture, les animaux eux-mêmes respectaient les personnes saintes et les choses sacrées. Ainsi : (1) Les lions refusèrent de manger le corps mort du prophète. ⁹ (2) Ils ne voulurent pas faire du mal à Daniel dans leur grotte. ¹⁰ (3) « Le bœuf connaît son propriétaire, et l'âne l'étable de son maître. » ¹¹ Saint Paul n'eut pas à souffrir de la vipère. ¹²

La vénération des reliques a été en usage dès les temps les plus reculés. C'est ce que nous montre l'exemple de Moïse, qui eut soin de remplir la demande du saint patriarche Joseph, à son lit de mort, et se fit accompagner de ses restes pour leur assurer une honorable sépulture dans la terre promise.

¹ 3 ROIS. XIX. 20.

⁷ ACT. V. 15.

² 4 IBID. XI, 8.

⁸ IBID. XIX. 12.

³ IBID. 14.

⁹ 3 ROIS. XIII. 28.

⁴ IBID. XII, 21.

¹⁰ DAN. VII. 22 ; XIV. 39.

⁵ S. MATH. IX. 20.

¹¹ IS. I. 3.

⁶ IBID. XIV. 35.

¹² ACT. XXVIII. 3-5.

Cette pratique est autorisée par l'Ecriture. On peut résumer brièvement les preuves de nos Saints Livres : (1) Le

3. EXEMPLE DES PREMIERS CHRÉTIENS

Cette pratique se retrouve chez les premiers chrétiens. (1) Ils mettent les corps des martyrs en sûreté. Eusèbe, dans son histoire de l'Eglise, rapporte une lettre de l'Eglise de Smyrne, où, après le récit du martyre de leur évêque, saint Polycarpe fait aux Smyrniens les observations suivantes : « Notre rusé ennemi, le démon, a fait tous ses efforts pour que nous ne puissions pas emporter le corps, comme beaucoup d'entre nous le désiraient ardemment. Il fit entendre que nous devions abandonner notre Maître crucifié et commencer à adorer saint Polycarpe. Insensés ! vous ignorez que nous ne pouvons pas abandonner le Christ qui est mort pour le salut de tous les hommes, et que nous ne pouvons adorer personne autre. Lui, oui, nous l'adorons comme le Fils de Dieu ; mais nous rendons le respect qu'ils méritent aux martyrs, ses disciples et ses imitateurs. Le centurion a donc fait brûler le corps. Nous avons alors recueilli ses ossements, plus précieux que les perles, plus purs que l'or, et nous les avons ensevelis. En cet endroit, si Dieu le permet, nous nous réunirons et nous y célébrerons avec joie et bonheur la naissance de son martyre, en mémoire aussi de ceux qui ont été couronnés auparavant, afin que leur exemple prépare et fortifie les autres pour le combat. »¹ (2) Nous voyons cette même vénération dans le soin que les premiers chrétiens

¹ Hist. Eccl. lib. iv. c. xv.

mettaient à recueillir tout ce qui avait été teint du sang des martyrs. La raison qu'on donne de cette coutume, c'est que les fidèles, avertis par saint Jean dans l'Apocalypse, regardaient les martyrs comme «ceux qui ont échappé à de grandes tribulations, ont lavé leurs vêtements et se sont purifiés dans le sang de l'Agneau. Ces croyants si pleins d'ardeur, s'efforçaient donc à l'envi de se procurer quelques reliques des martyrs, afin qu'elles fussent pour eux et pour leur maison un *tutamen sacrum*, selon le mot de Prudence, une sainte sauvegarde, un gage visible que ces âmes bienheureuses, intercédaient, par les mérites du Sauveur, pour eux et pour toute leur famille. Leur ferveur était si vive qu'elle en poussait un grand nombre à assister aux supplices des martyrs, et à étendre leurs vêtements pour saisir, autant que possible, quelques gouttes du sang qui avait appartenu à ces héros du Christianisme: on connaît d'illustres matronnes qui échangeaient les plus précieux joyaux contre un morceau de linge taché de ce sang.

Dans les Catacombes de Rome, on découvre chaque jour les tombeaux des anciens martyrs. On les reconnaît parmi les sépulcres de leurs frères qui les entourent, à une palme, ou à quelque hiéroglyphe chrétien inscrit sur une tablette scellant la tombe. Mais on les distingue surtout au vase de sang qui est habituellement incrusté dans la pierre, en dehors du mur qui forme l'excavation horizontale où le corps du martyr a été déposé.

Le poète chrétien, Prudence,¹ dans les lignes suivantes, fait allusion à cette pieuse vénération :

¹ Aurelius Prudentius Clemens né en Espagne, dans la vieille Castille, en 348. Il est regardé, à juste titre, comme le plus remarquable et le plus élégant des anciens poètes Chrétiens.

« Cette rosée de sang qui coula du cœur des martyrs, — A été mise à l'abri du commerce profane des hommes, — Par des frères pieux, qui, avec des bandelettes de linge, — Epongeaient le sang sur la terre altérée. — De ce sang fumant qui doit rester parmi la foule, — Une éponge gardera pieusement les traces » —

Ailleurs, faisant la description du martyre de Saint Vincent le poète dit:

« La foule s'empresse, avec des linges, — De cueillir ce sang qui coula des veines du martyr; — Et on le place, sauvegarde sacré, — Au foyer, pour protéger ceux qui viendront après. »

(3) Cette même pieuse vénération est autorisée par la coutume de se servir comme d'autels des tombeaux des martyrs. C'est ce que nous démontrent, non seulement les descriptions des cimetières chrétiens que nous trouvons dans les anciens auteurs, mais aussi les preuves que tout le monde peut voir dans un grand nombre de ces autels, qui existent encore dans les catacombes de Rome, et qui sont visibles pour tous les voyageurs. L'une des inscriptions que composa saint Paulin, pour sa basilique de Nole, nous apprend que des reliques de l'Apôtre saint André, de l'Évangéliste saint Luc et de saint Nazaire, avaient été déposées sous l'autel, et, dans son chant, il s'écrie :

« Dans ces châsses royales, ornées de marbre et de pourpre, — Leurs ossements reposent sous les autels illuminés: — Des mains pieuses ont enfermé dans un petit coffret, — Les restes de ces frêles créatures qui portèrent des noms si puissants. »

Prudence, dans ces lignes sur le glorieux martyr Espagnol, saint Vincent, recommande encore cette pratique à notre attention :

« L'autel entr'ouvre sa place de repos, — Et contient les restes sacrés du martyr. — Sous cet autel, maintenant reposent, — Converts par cette table sainte, — Enchâssés dans ces saintes limites, — Tout parfumés par la grâce venue du ciel, — Ces ossements qui, du don céleste, remplissent l'atmosphère, — Et le font couler si suavement sur tout ce qui les entoure. »¹

(4) Depuis les temps les plus anciens jusqu'à nos jours, nous voyons cette pratique d'enfermer des reliques dans les autels au moment de leur consécration. C'est un rite prescrit pour la consécration des autels et des pierres d'autel. Au moins une petite partie de reliques doit être enfermée dans l'autel, quand on ne peut pas se procurer le corps entier d'un saint pour l'y placer.

Pour bien montrer le vrai sens de cette pratique, je peux citer l'exemple suivant d'un ancien Père : Saint-Germain de Constantinople établit une comparaison entre le corps d'un saint et un vase autrefois destiné à contenir des parfums précieux, mais maintenant vide de la liqueur odoriférante. Il fait observer que le vase continue à répandre le délicieux arôme du baume qu'il renfermait, même après que la dernière goutte s'en est échappée. Ainsi en est-il des reliques du saint, — le vase jadis rempli de l'Esprit-Saint qui l'a sanctifié, — elles restent pénétrées de ces suavités sanctifiantes, et en exhalent la senteur, lors même que l'âme en est partie. Cette

¹ Rev. Dr ROCH, dans l' « Hierurgia. »

élégante comparaison du vénérable patriarche peut être heureusement rendue, avec une légère variante, par le beau langage d'un célèbre poète :

« Longtemps, bien longtemps les reliques des saints seront remplies de vertu : — Tel le vase dans lequel on a jadis distillé la rose. — Vous pouvez casser, broyer le vase, si vous voulez, — Il n'en gardera pas moins le parfum de la rose. »¹

4. RELIQUES RECUÉILLIES ET VÉNÉRÉES DES PROTESTANTS

Que l'usage catholique de vénérer les reliques des saints soit critiqué par les Protestants Anglais, c'est tout simplement une inconséquence inexplicable. Ils ensevelissent les restes des grands hommes avec pompe et respect. Ils leur élèvent des monuments. Tout ce qui leur a appartenu est vénéré comme des reliques, — leurs lits, leurs sièges, leurs manuscrits, leurs cannes, etc. Or, si, pour des motifs purement naturels, ces marques d'honneur sont légitimes et louables, à combien plus forte raison, pour des motifs religieux ne peut-on pas donner ces mêmes marques et ces mêmes témoignages d'honneur et de vénération aux reliques des saints !

Citons quelques faits montrant les reliques vénérées par les Protestants : « Il (Bunyan) fut enseveli à Bunhill Fields, et l'endroit où il repose est encore entouré par les Non-conformistes de sentiments qui semblent peu en harmonie avec l'esprit rigide de leur théologie. Plusieurs Puritains, pour lesquels le respect que les Catholiques Romains montrent aux reliques et aux tombeaux des saints semble un enfantillage

¹ Dr ROCH. Hierurgia, note, p. 403.

et un crime, ont demandé, dit-on, au moment de rendre le dernier soupir, que leur cercueil fût mis aussi près que possible de celui de l'auteur des « Progrès du Pélerin. »¹

Un fragment du rocher sur lequel débarqua le libérateur; (Guillaume III, abordant à Torbay), en quittant son bateau, est soigneusement conservé; et on le montre comme un objet de vénération publique au centre de ce quai si mouvementé.²

Le fauteuil de Gustave Vasa s'est vendu 58,000 florins; le manteau de Nelson, 150 livres; celui de Charles XII, 22,000 livres. Une dent de Nelson a été payée 730 livres. La canne de Voltaire a été achetée 500 francs; un habit de Rousseau, 959 francs. On a donné 200 guinées de la perruque de Sterne, et 1920 francs du chapeau de Napoléon.³

L'Athenæum, journal hebdomadaire, 16 juillet 1870, donne le compte-rendu de la vente des reliques de Charles Dickens, le célèbre romancier. Il n'y avait que des articles de peu de valeur, si ce n'est comme souvenirs: ils furent vendus à des prix fantastiques. Une paire de chandeliers, 8 guinées; deux petites tasses, 16 livres; un écran à main, en plumes, apporté d'Amérique, 4 guinées et demie; un petit chandelier à huit branches, 40 livres; une boîte à enveloppes, 9 guinées; un encrier, 12 livres; un presse-papier, 7 guinées; une cave à liqueurs française, des bouteilles, etc., 202 guinées. Les 118 lots réalisèrent la somme de 9,414 livres 6 pence.

« Tout ce que les Protestants peuvent avancer en faveur de cette coutume d'honorer et de conserver des souvenirs

¹ MACAULAY, Hist. d'Angleterre.

² IBID. Hist. d'Angl. c. ix.

³ Vie de saint Thomas, par le Rév. Père R. B. VAUGHAN, vol. I., p. 109.

des morts illustres, orateurs ou poètes, généraux ou hommes d'état, les Catholiques pourront, à bien plus forte raison, le dire pour la défense du culte qu'ils rendent aux reliques des Saints. »¹

5. AUTHENTICITÉ DES RELIQUES, ET DOCTRINE DE L'ÉGLISE SUR CE POINT, APPUYÉE PAR L'EXEMPLE DE LA SAINTE TUNIQUE DE TRÈVES.

L'authenticité des reliques et les conclusions à tirer de la doctrine de l'Eglise, peuvent trouver un argument en leur faveur dans l'exemple de la sainte Tunique de Trèves, qui fut offerte à la vénération des fidèles, et visitée par des pèlerins de toutes les parties du monde catholique, en 1891. Au sujet de ce pieux concours, nous citons un extrait de la lettre pastorale que l'évêque de Trèves publia à cette époque:

« Vous me demanderez peut-être, mes frères, si la vénération de la sainte relique que possède notre Cathédrale repose sur des faits; si nous devons la reconnaître comme la vraie tunique sans couture que porta Notre-Seigneur Jésus-Christ sur la terre. Je crois de mon devoir de répondre à cette question selon ma connaissance et en toute conscience. Avant tout, il faut nous rappeler qu'il n'est ici nullement question d'un article de foi. Il est vrai qu'un Catholique, à moins que sa foi n'ait fait naufrage, ne peut pas le moins du monde révoquer en doute que nous devons vénérer les reliques de notre Sauveur et des Saints, et que nous les vénérons avec raison. Mais quand il s'agit de l'authenticité

¹ Hierurgia, *in loco*.

de telle ou telle relique en particulier, chacun est parfaitement libre de former son opinion sur des preuves solides et raisonnables. Un Catholique qui, témérairement et sans de graves raisons, met en doute ou rejette l'authenticité d'une certaine relique, peut paraître arrogant ou irrespectueux ; mais ne peut pas être, pour ce fait, regardé comme errant dans la foi. L'authenticité d'une relique, comme tout autre fait historique, se fonde et se prouve sur le témoignage de l'homme. L'authenticité d'aucune relique, serait-elle la plus éminente de la plus ancienne église du christianisme, ne tombe sous aucun précepte de la foi catholique. » L'évêque rapporte alors le décret du Concile de Trente, qui défend rigoureusement la vénération publique ou l'exposition d'une relique, tant que son authenticité n'a pas été garantie par une décision reposant sur le témoignage d'hommes pieux et savants. Il montre ensuite comment cette condition existe abondamment dans le cas en question, d'après les constantes traditions du siège épiscopal, et le témoignage des plus saints et des plus éclairés de ses prédécesseurs.

6. CONCLUSIONS TIRÉES DE CETTE DOCTRINE

Pour terminer, la question peut se résumer par les paroles du T. R. chanoine Moyes :¹

- (1) Il y a de bons et raisonnables motifs de supposer que les reliques de Trèves et d'Argenteuil sont authentiques.
- (2) L'authenticité de ces reliques repose sur le témoignage humain ou historique. Elle ne fait point partie de la foi

¹ « La sainte Tunique de Trèves ».

catholique : nous ne sommes pas plus catholiques si nous l'acceptons, ni moins catholiques si nous la révoquons en doute.

(3) Tout Catholique est libre d'examiner les preuves par lui-même, et de croire et d'agir en conséquence.

(4) Si un certain nombre de Catholiques croient que la preuve relative à l'authenticité d'une relique est forte et raisonnable, ils ont parfaitement le droit d'y croire, et le droit d'exprimer leur croyance par une pieuse vénération. Il appartient à la liberté chrétienne qu'ils aient le droit et la facilité d'agir ainsi. Si quelqu'un croit à une relique, et désire l'honorer, qu'il ait de bonnes raisons de le faire, qui donc serait autorisé à l'en empêcher?

(5) Donc, quand un cas a été éclairci, d'après des preuves solides, en faveur d'une relique, l'Eglise déclare qu'on donne aux fidèles une occasion de la vénérer; et, pour cet acte pieux, elle guide et dirige leur dévotion. Si elle faisait autrement, elle entraverait la liberté spirituelle de ses enfants.

(6) En outre, comme le culte rendu à une relique est *relatif* et non pas *absolu*, et qu'il a pour véritable et final objet la personne dont vient cette relique, ce culte reste une œuvre bonne et religieuse, indépendamment de toute question d'authenticité de la relique à laquelle ces honneurs sont rendus. D'où il suit que les actes de dévotion ainsi produits sont convenablement encouragés et récompensés par des indulgences, sans impliquer pour cela la garantie infaillible que la relique est authentique.

7. TROIS FAITS A SE RAPPELER AU SUJET DES PRINCIPES GÉNÉRAUX ET DE LA PRATIQUE DE LA VÉNÉRATION DES RELIQUES.

A propos du principe général, et de l'usage des reliques, il est utile de se rappeler trois faits :

(a) Un homme mort est rendu à la vie par l'attouchement des ossements d'un prophète.¹

(b) Une femme est guérie en touchant le bord de la robe du Sauveur.² Et les malades recouvreront la santé au contact des mouchoirs et des tabliers qui avaient touché le corps de saint Paul,³ et à l'ombre de saint Pierre.⁴

(c) Un témoin oculaire du martyr de saint Ignace, en l'année 107, dit : « Il ne resta que les parties les plus importantes de ses saintes reliques. Elles furent transportées à Antioche et enveloppées de linge, — trésor inappréciable cédé à la sainte Eglise par la grâce qui était dans le martyr. »⁵

Il est peu de choses plus conformes à l'Ecriture, plus anciennes ou plus historiques, que l'usage catholique de la vénération des reliques.

¹ IV. ROIS. XIII. 20.

² S. MAT. IX. 20.

³ ACT. XIX. 12.

⁴ IBID. V. 15.

⁵ Martyrologe de saint Ignace.



Le Premier Commandement (suite)

CHAPITRE IV

CULTE DES IMAGES

1. Sens du mot image et diverses formes sous lesquelles les images du Christ et de ses Saints peuvent être représentées.
2. La pieuse vénération des saintes images est légitime et utile.
3. Usage et vénération des images autorisés par l'Ecriture.
4. Preuves tirées de l'antiquité et des traditions de l'Eglise.
5. Preuves de raison et de sens commun.
6. Genre d'honneur ou de vénération que nous rendons aux reliques et aux images.
7. Trois points de vue auxquels on peut considérer une image.
8. Ce que prescrivent les rubriques de l'Eglise relativement à la vénération des images des Saints.
9. La Croix considérée à un triple point de vue.
10. Raisons particulières de vénérer la Croix.
11. Usage du signe de Croix, par l'Eglise et par les fidèles.
12. La coutume de se servir de crucifix.
13. Saints lieux et choses saintes.

1. SENS DU MOT IMAGE, ET DIVERSES FORMES SOUS LESQUELLES LES IMAGES DU CHRIST ET DES SAINTS PEUVENT ÊTRE REPRÉSENTÉES.

« Image » vient de « imitation ». L'image d'un saint est sa ressemblance, peinte ou sculptée, etc. L'image peut représenter le Saint, ou simplement comme un Saint, — comme lorsque saint Pierre est peint avec une auréole, et sans aucun signe ou emblème de ses fonctions; — ou elle peut le représenter avec des signes ou des circonstances particulières de sa vie, ou de sa gloire, signes propres à lui ou communs à lui et à d'autres Saints; ce qui est une raison, ou l'une des raisons spéciales de la vénération particulière dont il est l'objet: tels, par exemple, saint Pierre représenté avec les clefs, saint Paul avec une épée, saint Michel terrassant le démon, Notre-Dame portant l'Enfant Jésus dans ses bras, le Christ à la dernière Cène, ou sur la Croix, ou montant au ciel.

L'image d'une personne ou d'une chose peut être *exacte*, — c'est-à-dire la représenter sous sa forme propre; ou *symbolique* — c'est-à-dire la représenter sous la forme d'un symbole ainsi, un agneau est l'image du Christ, une colombe, l'image du Saint-Esprit. C'est ainsi également qu'on représente la mort par un squelette, le diable par un serpent, un ange par un homme ou simplement par une tête avec des ailes, etc.

2. LA PIEUSE VÉNÉRATION DES SAINTES IMAGES EST LÉGITIME ET UTILE

La première vénération des saintes images est légitime et utile. La première preuve à en donner, c'est la définition du

Concile de Trente,¹ qui recommande aux évêques d'enseigner « que les images du Christ, de la Mère de Dieu, et des autres saints, peuvent être acquises et conservées, surtout dans les temples, et qu'on doit leur rendre honneur et vénération; non point que la croyance soit qu'on les vénère pour quelque vertu ou quelque chose de divin qui est en elles, ou qu'on leur demande quelques secours, ou qu'on ait confiance en elles, comme les païens d'autrefois qui plaçaient leur espérance dans les idoles; mais parce que le culte qu'on leur rend, s'adresse à l'original qu'elles représentent, de sorte que par les images que nous possédons, devant lesquelles nous nous découvrons ou inclinons la tête, nous adorons le Christ et vénérons les saints qu'elles représentent. »

3. USAGE ET VÉNÉRATION DES IMAGES AUTORISÉS PAR L'ÉCRITURE

L'usage et la vénération des images sont autorisés par l'Écriture.

(1) Béséléel, sur l'ordre de Dieu, fit deux chérubins qui devaient être placés sur le propitiatoire de l'arche.²

(2) Moïse, d'après les ordres de Dieu, fit dresser l'image du serpent d'airain, afin que le peuple, en le regardant, fût délivré du venin de ses blessures.³

(3) Dans la description du temple de Salomon, il est parlé d'un prince qui, non seulement plaça dans l'oracle deux chérubins de bois d'olivier ayant dix coudées de haut; mais qui orna encore toutes les murailles du temple, tout à l'en-tour, de moulures et de sculptures.⁴

¹ SESS. XXV.

² EXOD. XXXVII. 7.

³ NOMB. XXI. 8.

⁴ 3 Rois VI. 23, 29.

(4) L'arche d'alliance que Dieu ordonna à Moïse de construire n'était qu'une sainte image, ou plutôt un symbole sacré.¹ Au livre des Paralipomènes, nous observons que, lorsque David exprima ses ordres à Salomon, pour la réalisation de son dessein de bâtir le temple du Seigneur, il lui donna une description du vestibule et du temple, et termina par cette affirmation: « Toutes ces choses m'ont été données écrites de la main de Dieu, afin que j'eusse l'intelligence de tous les ouvrages suivant ce modèle. »²

Le fait unique, que c'est non seulement par un ordre formel du Dieu Tout-Puissant que des images furent placées dans le tabernacle de Moïse, et dans le temple plus somptueux de Jérusalem, mais qu'il en donna lui-même le modèle, suffirait à lui seul pour autoriser la pratique de l'Eglise catholique à l'endroit d'une pareille observance.³

4. PREUVES TIRÉES DE L'ANTIQUITÉ ET DES TRADITIONS DE L'ÉGLISE

La proposition que la pieuse vénération des images est permise, peut se prouver par l'antiquité et par les traditions de l'Eglise. Dans les catacombes romaines, ont voit des monuments innombrables, des peintures religieuses aussi bien que des images de toute sorte, représentations réelles et à la fois symboliques de choses et de personnes saintes: — du Christ Notre-Seigneur, de la Sainte Vierge, des Apôtres et des Martyrs. Nous pouvons facilement en conclure quelle était la pratique des premiers chrétiens relativement à la vénération des images.

¹ Ex. xxv. 10.

² I PARAL. XXVIII. 11-19.

³ Hierurgia. p. 535.

Au sujet des peintures qui se trouvent dans les catacombes de Rome, Flaxman, qui a étudié plusieurs années dans cette ville, fait cette observation : « Même pendant le règne de ces empereurs qui les ont le plus cruellement persécutés, quand les chrétiens étaient obligés d'accomplir les cérémonies de leur culte sacré dans des souterrains et dans des chambres sépulcrales, ils ornaient ces retraites de portraits et de sujets pieux tirés des Ecritures. »¹

5. PREUVES DE RAISON ET DE SENS COMMUN

En troisième lieu, nous avons le sens commun et la raison qui nous démontrent la légitimité et l'utilité de la vénération des saintes images. La parole et le nom ne sont que des signes et des images passagères des choses qu'ils signifient, et on en peut dire autant des pensées : nous les vénérerons cependant. Pourquoi ne le ferions-nous donc pas pour les images durables ? Qui donc ne rend pas honneur au Saint Nom de Jésus, auquel, d'après saint Paul, tout genou doit fléchir, au ciel, sur la terre et dans les enfers ?² Qui n'entoure pas d'honneur un livre contenant les Saintes Ecritures ? Pourquoi donc ne le ferait-on pas pour les statues et les peintures sacrées ?

Que les peintures et les images dans les églises soient particulièrement utiles pour éclairer l'esprit des classes inférieures, et que, à ce point de vue, elles soient préférables aux paroles elles-mêmes, c'est absolument hors de doute.

¹ FLAXMAN. Lectures sur la sculpture, p. 302.

² PHIL. II. 10.

« Ce qu'on voit par les yeux agit plus fortement sur l'âme que ce qui n'entre — Que par les oreilles; le spectateur y ajoute plus de foi; il s'instruit lui-même. »¹

La remarque du poète païen est corroborée par l'observation des plus célèbres écrivains de l'antiquité et des temps modernes. Saint Paulin de Nole, il y a quatorze cents ans, était tellement convaincu que les peintures peuvent donner des enseignements utiles, qu'il fit orner d'une variété de sujets sacrés les murs de l'église construite par lui et dédiée à Dieu en l'honneur de saint Félix.

« Nous avons cru faire une œuvre utile, — En décorant de scènes sacrées le temple de ce saint. »

Les images excitent des sentiments religieux. Le poète chrétien, Prudence, exprime cette vérité, en rendant compte de sa visite au tombeau du saint martyr Cassien.²

« Prosterné sur le sol, je baisais la tombe sainte, — Et laissais ma douleur s'exprimer en larmes abondantes: — Car mes fautes déchiraient mon cœur de chagrin. — Je levais les yeux: — devant moi s'étalait la scène, — Représentée en vives couleurs par l'habileté du peintre, — Qui me rappelait si bien le cruel supplice — Du bienheureux Cassien mis à mort par ses élèves. »

¹ HORATIUS: « De Arte poetica » vers 180; apud « Hierurgia. »

² Il était instituteur, et souffrit la mort sous Julien l'Apostat. Ses élèves furent choisis pour être les exécuteurs de son martyre. Ces jeunes gens reçurent l'ordre de l'entourer et de le percer avec leurs stylets, ou sorte de plumes en fer, dont on se servait alors pour écrire. On apprenait à écrire sur des petites tables de bois garnies de cire. Le corps du martyr est encore vénéré à Imola, sous le maître autel de la cathédrale. (Hierurgia, en note, p.547).

Arrivé à Rome, Prudence constata et félicita la piété de ses habitants, qui avaient orné les tombeaux des martyrs. L'église de saint Hippolyte attira surtout l'attention du poète, et il a décrit avec une remarquable minutie de détails les peintures qui ornent la tombe du héros chrétien.

« La muraille, peinte de couleurs voyantes, — Dit toute l'horreur de l'acte impie, — Et sur la tombe du martyr, montre son agonie — Dans ce sang qui coule de tous les membres torturés. »

Toutes ces raisons nous démontrent pourquoi l'Eglise fait usage des saintes images.

Pour nous, catholiques, nous ornons nos autels et nos églises des peintures et des images du Christ et de ses fidèles serviteurs. Nous les entourons d'un pieux et convenable respect. Nous le faisons, non seulement par égard pour les glorieux personnages qu'elles représentent, mais parce que leur vue rappelle à notre souvenir ces vertus héroïques qui ont rendu leur vie si célèbre, et nous engage fortement, sinon à rivaliser avec eux tout au moins à suivre leur exemple, à une humble distance, par la faible imitation de leur sainteté.

Le loyal sujet et le patriote qui ornent leurs maisons du portrait de leur souverain, ou des hommes qui, soit par des actions d'éclat sur les champs de bataille, soit par leurs talents dans les Chambres, se sont acquis l'admiration de leurs concitoyens, quelque vil caractère qu'ils aient montré dans leur vie privée, — ceux-là ne peuvent à coup sûr soulever aucune objection sensée contre le Catholique qui, dans ses églises, rend de semblables honneurs à « l'Auteur et consommateur de sa foi, le Christ Jésus »¹ et à ceux de ses

¹ HEBR. XII. 2.

disciples qui ont fait rayonner de gloire sa religion par l'éclat de leurs brillantes vertus, ou qui ont porté la bonne nouvelle aux païens, signant de leur sang, en présence des tyrans et des persécuteurs, leur croyance inébranlable à tous ses enseignements.

6. GENRE D'HONNEUR OU DE VÉNÉRATION QUE NOUS RENDONS AUX RELIQUES ET AUX IMAGES

Nous avons maintenant à examiner quel genre ou quelle sorte de culte et d'honneur nous rendons aux reliques et aux images. Sur ce point, il y a trois opinions qu'il est nécessaire de mentionner. La première est celle de Durand, qui affirme qu'on ne doit vénérer les images que dans un sens impropre; ce qui veut dire, que la présence des images nous rappelle les exemples et les traits des personnages, et que ceux-ci seulement sont l'objet de notre vénération. Suarez traite cette opinion de dangereuse et téméraire, dit qu'elle frise l'hérésie, et qu'elle est en conséquence rejetée par le grand nombre de théologiens catholiques. La seconde opinion enseigne qu'on doit rendre aux images un culte pour elles-mêmes, pour ce qu'elles sont dans leur être propre, ce culte toutefois est inférieur à celui rendu aux personnages représentés ; lequel culte, cependant, n'appartient qu'analogiquement au genre d'honneur qui est dû à l'original, dans le même rapport qu'une espèce imparfaite appartient à une parfaite : dès lors, aucune image ne devrait être honorée du culte de *latrice*. Ainsi pense Bellarmin. La troisième opinion, qui suit l'enseignement de saint Thomas, est qu'on doit rendre à l'image le même culte ou les mêmes honneurs qu'à

son *exemplaire*, mais d'une manière différente : — l'*exemplaire* est vénéré pour lui-même, tandis que l'image l'est pour l'*exemplaire* ; — c'est-à-dire, le culte absolu s'adresse à l'*exemplaire*, et le culte *relatif*, à l'image ; de sorte que l'*exemplaire* et l'image forment un seul objet de vénération.

7. TROIS POINTS DE VUE AUXQUELS ON PEUT CONSIDÉRER UNE IMAGE

Pour résoudre les objections et les difficultés qu'on peut soulever à propos de ces diverses opinions des théologiens, il faut remarquer qu'une image doit être considérée à trois points de vue : 1. Au point de vue *matériel* ; — c'est-à-dire, comme un bloc d'or, d'argent ou de bois dont elle est faite. 2. Comme une chose sainte. 3. Au point de vue *formel*, — c'est-à-dire, comme représentant actuellement le prototype ou exemplaire. Sous le premier aspect, ni culte ni vénération ne doivent être accordés à une image, parce que, comme telle, elle ne mérite aucun honneur religieux. Au second point de vue, on doit suivre l'opinion de Bellarmin ; et, au troisième, le sentiment de saint Thomas est le seul à suivre.

Dans le même sens, la seconde et la troisième opinion sont applicables à la vénération des reliques. C'est-à-dire que, comme choses sacrées, on doit les honorer d'un culte moins que celui qui est rendu au prototype. Mais autant qu'on peut les considérer comme ne formant avec lui qu'un objet total, et qui est seul vénétré, alors, les reliques ont droit à un culte du même genre que celui qui est rendu à l'original, mais culte toujours *relatif* pour les reliques, et *absolu* pour le prototype.

D'où il suit que le Saint Nom de Jésus, les images et les reliques du Christ, tels que la Croix, les clous, la lance, etc., doivent être honorés d'un culte *relatif de latrie*. Les images et les reliques de la Sainte Vierge recevront un culte *relatif d'hyperdulie*; les images et les reliques des saints, un culte *relatif de dulie*.

« L'esprit de l'Eglise, dans les honneurs qu'elle rend aux images, trouve sa justification dans les motifs qui l'ont portée à entourer de respect la Croix et le livre des Evangiles. Il est évident pour chacun, qu'en nous agenouillant devant la Croix, nous adorons « Celui qui a porté nos péchés en son corps sur la croix. »¹ Si, pour des motifs de respect, nous restons debout, lorsque le livre des Evangiles est porté devant nous, ou lorsqu'on en lit une partie; si nous le basons dans les cours de justice, ou pendant la célébration de la Messe; si nous portons des flambeaux devant ce livre, ou lui offrons de l'encens, ces expressions d'honneur pieux ne s'adressent point à un morceau de bois, mais à celui qui est mort sur la Croix pour nous sauver; elles ne s'adressent pas davantage à l'encre et au papier d'un livre, mais au Verbe de Dieu, et à ces vérités éternelles que le volume sacré nous propose. »²

8. CE QUE PRESCRIVENT LES RUBRIQUES DE L'ÉGLISE RELATIVEMENT A LA VÉNÉRATION DES IMAGES DES SAINTS

Les rubriques et les prescriptions de l'Eglise défendent de rendre un *culte* public aux personnes saintes, tant que

¹ I S. PIERRE, II. 24.

² Hierurgia. p. 542.

l'Eglise n'a pas prononcé leur canonisation ou leur béatification. Si ces personnes ne sont pas encore canonisées ou béatifiées, il est interdit d'élever des églises ou des autels en leur honneur, de tenir des lampes allumées devant leurs tombeaux de les invoquer publiquement dans des litanies, d'exposer leurs reliques à la vénération des fidèles, ou de les porter en procession.

Un serviteur de Dieu, que ses miracles, la sainteté de sa vie, son martyre ou d'autres raisons nous autorisent à reconnaître comme un saint, bien qu'il ne soit pas encore déclaré tel par l'Eglise, pour recevoir les honneurs connus sous le nom de culte ou vénération *privée*, lors même que ce culte privé aurait des témoins. En d'autres termes, ce culte peut s'exprimer devant d'autres personnes. Ainsi, baisser les reliques des serviteurs de Dieu, avoir leurs images chez soi, faire des prières devant leurs tableaux, faire un vœu ou jeûner en leur honneur, sont tout autant d'actes de dévotion personnelle de *culte privé*; et qui ne tombent point sous les prohibitions de l'Eglise, parce qu'ils ne sont pas faits au nom de l'Eglise et ne sont pas regardés comme les actes d'un culte public.

Les tableaux de ces serviteurs de Dieu qui n'ont pas encore été béatifiés, ne doivent pas être suspendus au dessus des autels où l'on dit la Messe, pas même dans des oratoires privés. C'est la défense portée par un décret de la S. Congrégation sous Alexandre VII. Urbain VIII a aussi défendu de représenter ces serviteurs de Dieu avec des rayons ou une auréole de gloire.

9. LA CROIX CONSIDÉRÉE A UN TRIPLE POINT DE VUE

Nous croyons convenable de traiter spécialement de la Croix, ou du crucifix parce qu'elle est l'emblème de notre rédemption ; et que, parmi les choses saintes, elle a particulièrement droit à notre amour et à notre vénération.

Nous pouvons considérer la Croix à un triple point de vue : (1) La vraie Croix, ou le bois même sur lequel fut attaché le Christ. (2) L'image de la Croix, peinte ou sculptée, avec ou sans la figure du Christ. (3) Le signe de la Croix que les fidèles font sur eux-mêmes, et dont les prêtres font un si fréquent usage dans la célébration de la messe, dans l'administration des sacrements et dans toutes leurs bénédictions.

Comme la vraie Croix et ses parties sont des reliques véritables, et comme les croix et les crucifix sont les images de Jésus-Christ crucifié, nous représentant le mystère le plus saint de la religion, les arguments donnés plus haut, en faveur des reliques et des images, s'y appliquent, et servent avec plus de force à montrer la religieuse vénération que nous devons leur rendre.

Par le signe de la Croix, on entend ce signe que nous formons en élevant la main droite devant nous, en l'air, ou sur nous-mêmes en nous bénissant, sur une autre personne ou sur une chose. Ce signe est une image véritable, quoique passagère, de la vraie Croix, et c'est ainsi que tous les Catholiques l'entendent.

10. RAISONS PARTICULIÈRES DE VÉNÉRER LA CROIX

C'est le lieu de citer les raisons suivantes qui nous engagent particulièrement à vénérer la Croix.

(1) Bien que chacune, même la moindre des actions du Christ fût d'un mérite et d'une satisfaction infinie,— suffisante pour les péchés de tous les hommes,— néanmoins, le Christ a voulu que toutes ses actions n'aient leur consommation, leur complément ou résultat final que dans sa mort sur la Croix. D'où il suit qu'on attribue notre rédemption surtout à la mort du Christ, et qu'on dit qu'il nous a rachetés par sa Croix: « Quand je serai élevé de terre, j'attirerai toutes les nations à moi. »¹

(2) La Croix est l'autel sur lequel fut offert le sacrifice du Christ, qui donna à toutes les figures et à tous les types de l'Ancien Testament leur parfait accomplissement; et toutes les nations la célèbrent comme le principal instrument de la Passion.

(3) Le signe de la Croix est une courte et franche confession de la foi chrétienne. Celui qui se signe de la Croix déclare par là qu'il est disciple du Christ, qu'il le regarde comme un Sauveur, qu'il professe sa foi et sa religion.

(4) Non seulement le signe de la Croix est une courte et manifeste profession de foi; mais le Christ lui-même propose la Croix comme le symbole et l'abrégué de toute la vie de ses disciples, suivant son exemple et ses préceptes: « Celui qui ne prend pas sa Croix et ne me suit pas, n'est pas digne de moi. »² Et il dit à ses disciples: « Si quelqu'un veut venir après moi, qu'il renonce à soi-même, qu'il se charge de sa Croix, et qu'il me suive. »³

(5) La Croix est la terreur des démons, elle les met en fuite. Suarez enseigne que l'efficacité du signe de la Croix n'est pas

¹ S. JEAN. XII. 32.

² S. MAT. X. 38.

³ IBID. XVI. 24.

simplement le fruit de la dévotion et du mérite de la personne qui en fait usage, mais surtout le résultat des intentions divines, en raison des mérites et de l'honneur du Christ. Les démons sont forcés par l'autorité divine de révéler ce signe et ils tremblent en sa présence. Le Cardinal Bellarmin dit que, quand le démon voit la Croix, il se rappelle immédiatement qu'il a été vaincu, dépouillé, enchaîné, et mis hors de combat par la Croix du Christ.

(6) « L'Evangéliste, dans l'énumération des terribles pronostics qui doivent annoncer le jour du jugement dernier, mentionne l'apparition de la Croix dans les cieux, où le soleil sera obscurci, où la lune ne donnera plus sa lumière, et d'où les étoiles tomberont: « Et alors, le signe du Fils de l'homme paraîtra dans le ciel; et à cette vue tous les peuples de la terre s'abandonneront aux pleurs et aux gémissements; et ils verront le Fils de l'homme, qui viendra sur les nuées du ciel avec une grande puissance et une grande majesté. » Tous les plus savants et les plus anciens Pères, tels que saint Chrysostôme, saint Jérôme, saint Hilaire, Théophylacte et le Vénérable Bède, sont unanimes, dans leur interprétation, à dire que *le signe du Fils de l'homme* désigne la Croix, et les plus savants parmi nos auteurs bibliques ont admis cette interprétation. »¹

II. USAGE DU SIGNE DE CROIX PAR L'ÉGLISE ET PAR LES FIDÈLES

Voilà pourquoi l'Eglise fait usage du signe de la Croix en conférant et en administrant tous les sacrements et à peu près dans toutes les bénédictions données aux personnes et aux

¹ Hierurgia. p. 504.

choses. Voilà pourquoi cette coutume, a toujours existé parmi les fidèles, de faire le signe de la Croix à certains moments, surtout en se levant le matin et en se couchant le soir, avant et après les repas. Tertullien, qui écrivait en l'année 194 parle de cette pratique: « A chaque pas et à chaque mouvement, quand nous entrons ou que nous sortons, en nous habillant ou nous préparant à sortir, au bain, à table, lorsqu'on nous apporte de la lumière, en nous couchant et en nous levant, à chacune de nos actions, nous faisons le signe de la Croix sur notre front.

Le poète chrétien, Prudence, qui écrivait vers la fin du quatrième siècle, remarque, dans les paroles suivantes, l'usage catholique de faire le signe de la croix:

« Quand le sommeil s'annonce, vous allez au repos, — A peine, avez-vous pressé votre chaste couche, — Oh ! que la sainte figure de la Croix, alors, — Se forme sur votre front et sur votre cœur ! — La Croix éloigne tous les maux ; — Les ténèbres ne résisteront pas à sa présence. — Marqué de ce signe sacré, — Vous ne sentirez jamais votre âme s'égarer. »

12. LA COUTUME DE SE SERVIR DE CRUCIFIX

Le plus ancien témoignage qui nous reste, d'une image de notre divin Sauveur attaché à la croix, nous est fourni par Lactance, (A. D. 306), ou quel qu'il soit, par l'auteur du poème : « De passione Domini, » dont le style porte le cachet incontestable du quatrième siècle. Le poète dit :

« Qui que vous soyez, vous qui cherchez la porte de ce temple, — Arrêtez vos pas, et avant de regarder à l'entour, — Oh ! fixez vos regards sur moi ! Sans aucune faute de ma part, — J'ai souffert ce

supplice pour vos péchés. — Voyez ces mains percées de clous cruels, — Ces membres distendus, ce corps baigné de sang. — Voyez où la lance a percé mon flanc meurtri, — Et voyez comme de la blessure s'échappe un flot de sang ; — Voyez comme mes pieds sont percés, et comme aussi — Le sang souille chacun de mes membres et jaillit de mon front. »

Ces paroles nous autorisent à conclure que, non seulement à l'époque où l'auteur les écrivait, il était d'usage d'avoir des crucifix et des images de notre Sauveur, qui ne différaient absolument en rien de ceux que nous avons aujourd'hui ; mais aussi qu'on plaçait dans les églises ces représentations de notre Rédempteur crucifié.

Comme l'autel est l'emblème de la montagne du Calvaire, la croix portant la figure du Christ mort, s'élève au centre, pour rappeler au souvenir que c'est Jésus-Christ, qui de son Précieux Sang, paya la rançon de nos péchés. « Car aucun autre nom sous le ciel n'a été donné aux hommes, par lequel nous devions être sauvés. »¹ Les sentiments religieux inspirés par la vue du crucifix, ne sauraient être mieux rendus que par les paroles de l'auteur de *Hierurgia*. « Ce front virginal du Christ entouré d'épines ; ces lèvres entr'ouvertes, non par la plainte, mais par le gémissement de supplications et de pardon pour ses bourreaux, au moment du dernier soupir ; cette sérénité de la douloreuse agonie ; ces pieds et ces mains ensanglantés par de rudes clous ; ce sang coulant de son flanc percé ; et lorsque nous contemplons le *Verbe fait chair*, ces soupirs de la voix calme et intime de la conscience qui nous dit avec amertume : Moi aussi, j'ai

¹ Act. IV. 12.

pris part au crucifiement de mon Dieu ! Oui, tout cela est d'une éloquence triste, silencieuse, mais puissante, qui parle au cœur du mondain le plus étourdi, et pénètre jusqu'à l'intelligence du philosophe savant, comme à celle de l'humble et illettré paysan. »¹

Je crois aussi très instructif de citer, du même auteur, la description de l'inconséquence du Protestantisme à propos de la vénération des images :

« Il est curieux d'observer l'entêtement du préjugé. Tels passages de la parole de Dieu, semblant porter condamnation de la coutume d'employer les images, étaient choisis avec empressement et gravés sur les murs de l'église, par ces personnes mêmes qui, immédiatement après, élevaient des statues de Moïse et d'Aaron portant les tables de la loi, de cette même loi, prétendait-on, qui proscrivait ces images. Et on enlevait les crucifix pour mettre à leur place les insignes de la royauté ; ou, en d'autres termes on renversait les emblèmes de Jésus et le signe de l'humilité, pour faire place au symbole d'un homme et à l'emblème de la grandeur mondaine. Jacques I^{er} fut si profondément choqué de cette inconséquence qu'il fit observer aux évêques Écossais, qui s'opposaient à ce qu'il ornât de statues et de peintures sa chapelle d'Edimbourg : « Vous pouvez souffrir, leur dit-il, que des lions et des dragons (les supports des armes royales), et des démons (armoiries de la reine Elisabeth), soient représentés dans vos églises, et vous n'accordez pas la même faveur aux patriarches et aux prophètes. » Les Protestants peuvent discerner, en différents textes, une condamnation de la coutume catholique d'orner les églises de peintures et de

¹ Hierurgia. p. 549.

statues; et, en désaccord complet avec leurs propres principes, ils embellissent leurs livres de prières ordinaires d'un grand nombre d'images de saints. (On peut ajouter que, de nos jours, on voit des croix dorées sur leurs livres de chant, des croix rouges sur leurs bibles, des croix de bois sur leurs cheminées et sur les tables de leurs salons, des croix d'or aux chaînes de montre des hommes, et des croix de jais suspendues au cou des dames.) Un écrivain moderne nous dit qu'il a en sa possession un livre de prières décoré d'un grand nombre de ces gravures. Il faut être doué d'un sens de pénétration et de logique bien rare, pour pouvoir distinguer que c'est de l'idolâtrie, et contraire aux Ecritures, de parer d'images le temple dans lequel on prie, et qu'il est parfaitement inoffensif, — même utile — de le faire pour le livre dont on se sert pour prier. »¹

13. SAINTS LIEUX ET CHOSES SAINTES

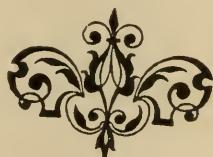
En outre des reliques et des images, il y a d'autres choses que les Catholiques regardent comme sacrées et dignes de respect et de vénération. Tels sont : (1) *Les lieux saints*, comme, par exemple, l'endroit où le Sauveur est né, où il a été crucifié, et l'endroit d'où il est monté au ciel, etc ; et aussi tous les endroits où ont eu lieu des miracles remarquables. (2) Les temples, les églises et autres choses destinées au culte public de Dieu et à la pratique de la religion, surtout s'ils sont consacrés ou bénits, tels que les calices, les ornements, les rosaires, l'eau bénite, etc.

¹ Hierurgia. p. 556.

De toutes ces choses on peut dire : (1) Elles ne doivent être l'objet que d'une vénération relative. (2) La vénération sera plus ou moins grande, selon que les objets sont plus sacrés ou plus estimés pour quelque raison particulière ; comme, par exemple, une châsse, un endroit où nous avons reçu la grâce d'une guérison. Les objets sont estimés selon que diverses considérations autorisent à les considérer comme plus sacrés ; par exemple, s'ils sont bénits ou consacrés ; s'ils ont été bénits ou consacrés par le Pape ; si, pour un motif spécial, ils inspirent plus de respect pour Dieu, pour la sainte Vierge, pour tel ou tel Saint en particulier. (3) On doit accorder à ces objets les marques de vénération ou de respect religieux que prescrivent l'usage et les rubriques de l'Eglise. Ainsi, le prêtre, en se revêtant des ornements sacrés, pour la Messe, baisse la croix qui est sur l'amict, sur le manipule et sur l'étole ; les hommes se découvrent dans l'église ; un calice consacré ne doit pas être touché par un laïque, etc. (4) Toutes les choses bénites doivent être traitées au moins avec une vénération négative ; c'est-à-dire qu'on serait inconvenant et fautif si on les traitait avec irrévérence ou avec manque de respect. (5) Quant aux lieux, nous avons à examiner ou que c'est un endroit marqué par un miracle célèbre, de telle sorte que le consentement commun en fait une place à part où rien de profane ne saurait être permis ; ou c'est un endroit qui a été le théâtre, y aurait-il même de longues années, de grands miracles et de grands mystères, et dans lequel cependant se passent les affaires de la vie de chaque jour, tels sont la Terre Sainte, quelques-unes de ses parties, Jérusalem, le Mont des Oliviers, etc. Aux premiers de ces endroits on peut donner les marques de respect que les fidèles ont coutume de leur rendre. Les autres peuvent

aussi être l'objet légitime d'une pieuse affection, de visites et de vénération. Comme exemple de ces sentiments et de cette dévotion pour les lieux saints, nous pouvons citer un passage du Dr Johnson, où il parle d'Iona, dans son ouvrage: « Un voyage aux îles orientales de l'Ecosse : » Nous foulions alors le sol de cette île glorieuse qui fut jadis le flambeau des régions Calédoniennes, d'où les hordes sauvages et les barbares nomades reçurent les lumières de la science et les bienfaits de la religion..... Loin de moi et de mes amis cette froide philosophie qui nous laisserait indifférents et insensibles sur une terre illustrée par la sagesse, par la bravoure et par la vertu ! Il est peu digne d'envie celui dont le patriottisme ne vibrerait pas d'une nouvelle force en présence des plaines de Marathon, ou dont la piété ne sentirait pas des ardeurs plus vives au milieu des ruines d'Iona ! ¹

¹ V. le traité du Dr Murray: « De la Vénération et de l'Invocation des Saints, » etc.





Le Premier Commandement (suite)

CHAPITRE V

CE QUI EST DÉFENDU PAR LE PREMIER COMMANDEMENT PÉCHÉS OPPOSÉS A LA RELIGION

1. Texte des dix Commandements d'après la division Catholique et la division Protestante.
2. Pourquoi la division adoptée par l'Eglise doit être préférée.
3. Les péchés défendus par ce Commandement, d'après la division de Saint Alphonse dans l'*« Homo Apostolicus »*. Péchés par excès contraires à la religion.
4. Superstition : définition et division.
5. Idolâtrie : définition et division.
6. Elle est un péché très grave, — grave de sa nature.
7. Châtiments de l'idolâtrie sous l'ancienne Loi.
8. Précis d'histoire de l'idolâtrie, surtout parmi les Israélites.
- 9.- Objets du culte idolâtrique.
10. Idolâtrie spirituelle et ses trois sources principales.
11. Les Iconoclastes.

**I. TEXTE DES DIX COMMANDEMENTS
D'APRÈS LA DIVISION CATHOLIQUE ET LA DIVISION PROTESTANTE**

Avant d'entrer dans le détail des vices et des péchés contraires à ce commandement, je crois nécessaire de revenir à la division catholique du Décalogue. Le commandement que les Catholiques regardent comme le premier, est à tort divisé en deux préceptes par les Protestants. De là, il arrive assez souvent que des protestants, même intelligents et bien informés, nous accusent de supprimer ce qu'ils appellent le second commandement, pour autoriser notre prétendu culte des idoles.

Je cite ici, l'un à côté de l'autre, le texte du commandement, d'après la division catholique et la division protestante:

*Premier Commandement d'après
la division catholique du Dé-
calogue.*

Vous n'aurez point de dieux étrangers en ma présence. Vous ne vous ferez point d'image taillée, ni aucune figure de tout ce qui est en haut dans le ciel, et en bas sur la terre, ni de tout ce qui est dans les eaux sous la terre. Vous ne les adorerez point, et vous ne leur rendrez point un culte : car je suis le Seigneur votre Dieu, le Dieu fort et jaloux, qui venge l'iniquité des pères sur les enfants, jusqu'à la troisième et quatrième

*Premier et second Commandement
d'après la division protestante
du Décalogue.*

1. Vous n'aurez point d'autres dieux que moi.
2. Vous ne vous ferez point d'image taillée, ni aucune figure de tout ce qui est en haut dans le ciel, et en bas sur la terre, ni de tout ce qui est dans les eaux sous la terre. Vous ne vous courberez point devant elles et ne les adorerez point; car, moi, le Seigneur votre Dieu, je suis un Dieu jaloux, et je venge les péchés des pères sur les enfants jusqu'à

génération, dans tous ceux qui me haïssent: et qui fais miséricorde dans la suite de mille générations, à ceux qui m'aiment et qui gardent mes préceptes.

la troisième et quatrième génération de ceux qui me haïssent, et je fais miséricorde dans la suite de mille générations en ceux qui m'aiment et qui gardent mes préceptes.

2. POURQUOI LA DIVISION ADOPTÉE PAR L'ÉGLISE DOIT ÊTRE PRÉFÉRÉE

L'Ecriture, tout en nous assurant que les paroles de la loi sont au nombre de dix, ne nous indique nulle part comment elles étaient divisées. Cette division des commandements est donc laissée à l'appréciation de l'Eglise, et n'est en elle-même que d'une importance secondaire. L'ordre adopté par l'Eglise doit être préféré à celui des Protestants, parce que la défense de faire des idoles, ou de les adorer, n'est qu'une explication et une conséquence du précepte d'adorer uniquement le seul vrai Dieu, de n'avoir point de dieux étrangers en sa présence et tout cela doit être joint dans un seul et même commandement.

« Ces simples réflexions, il faut l'espérer, désabuseront le lecteur de toutes les idées erronées, qu'il aurait pu nourrir jusqu'ici au sujet de la doctrine et de la pratique de l'Eglise Catholique dans l'emploi des images. Elles lui aideront à mettre à jour les accusations et les calomnies de ceux qui, parmi les adversaires de l'Eglise, sans jamais avancer une preuve de leurs dénonciations, préfèrent lui adresser le si grave reproche de mutiler et abréger le Décalogue afin d'échapper à l'accusation d'idolâtrie. Car tel est le langage de

certains zélateurs pour désigner une pratique aussi inoffensive qu'il semblerait faire croire qu'une telle rature dans le précepte serait suffisante pour cacher le crime aux yeux d'un Catholique, ou pour tranquilliser sa conscience. Elles auront montré aussi au lecteur, et à sa pleine satisfaction que, loin d'être défendu, l'usage des images est positivement recommandé par la parole de Dieu. Il en concluera que l'avantage de ces souvenirs religieux est manifeste, dès lors qu'ils servent à notre mémoire les plus sacrés des mystères que nous enseigne notre religion, dès lors qu'ils nous aident à empêcher notre pensée de s'égarer aux moments de la prière, et que, tandis qu'ils nous élèvent vers le ciel, ils nous parlent, dans leur pieux silence, des souffrances et de la mort, sur l'autel de la Croix d'un Dieu fait homme, — notre Jésus, notre rédempteur crucifié. »¹

3. LES PÉCHÉS DÉFENDUS PAR CE COMMANDEMENT, D'APRÈS LA DIVISION DE SAINT ALPHONSE DANS L'« HOMO APOSTOLICUS » PÉCHÉS PAR EXCÈS CONTRAIRES A LA RELIGION.

Après avoir donné ces remarques préliminaires, nous avons à voir les péchés qui sont défendus par ce commandement. Saint Alphonse, dans l'« Homo Apostolicus » nous dit que deux classes de vices ou de péchés sont contraires à la religion, à savoir : la superstition qui est un péché par excès ; et l'irréligion, qui est un péché par défaut.

La *superstition* renferme trois catégories de vices ou péchés : l'*idolâtrie*, la *divination* et la *vaine observance*.

¹ Hierurgia, pp. 563, 564.

L'Irréligion en renferme quatre: la *tentation de Dieu*, le *sacrilège*, la *simonie* et le *parjure*.

Pour mettre plus de clarté dans ce sujet, je ne crois pas pouvoir mieux faire que de m'attacher à l'ordre suivi par saint Alphonse.

4. SUPERSTITION: DÉFINITION ET DIVISION

D'après saint Thomas, c'est un vice contraire à la vertu de religion, provenant de l'excès, non pas en ce sens qu'elle puisse donner au culte divin plus que ne le veut la vraie religion; mais parce qu'elle offre le culte divin à une créature qui n'y a point droit, ou d'une manière qui n'est pas due. De là, deux sortes de superstition: L'une, celle d'un culte qui n'est pas dû; l'autre, le culte d'une chose ou d'un objet indigne.

La première, — la superstition *d'un culte non dû*, ou l'offrande du culte d'une manière non due, aurait lieu: (1) En rendant à Dieu un culte faux, comme si un laïque essayait de dire la messe; en offrant de fausses reliques à la vénération; en annonçant de fausses visions ou révélations, de faux miraclés, ou des inventions de ce genre, même dans le but d'augmenter la dévotion: tous ces actes sont de leur nature des péchés mortels (*in genere suo*). (2) En offrant à Dieu un culte superflu, comme d'entendre la messe d'un prêtre qui porte tel nom,— par exemple, Botavius, Asaph, ou noms semblables; — ou prier la figure tournée vers l'orient, ajouter à la messe ou à l'office divin en vue de le perfectionner: ces actes, en matières légères, ne sont que des péchés véniaux, à moins qu'il n'y eût l'intention d'introduire un nouveau rite dans l'Eglise contre son autorité. La seconde,

c'est-à-dire la superstition d'un culte rendu à un objet indigne ou qu'il n'y a point droit, personne ou chose, consiste à rendre à une créature, directement ou indirectement, le culte qui n'est dû qu'à Dieu.

La première forme de cette superstition n'est autre chose que *l'idolâtrie*. Ceci nous amène à la question : Qu'est-ce que l'idolâtrie ?

5. IDOLATRIE : DÉFINITION ET DIVISION

L'idolâtrie consiste à rendre les honneurs ou le culte divin à une créature. Le mot « *idole*, » en grec εἰδολόν, vient de εἴδω, je vois, ce qui signifie voir des yeux du corps ou de l'âme. En général, il signifie une statue ou une image qui représente Dieu, et l'idolâtrie est le culte rendu à cette image. Au sens strict et théologique, l'idolâtrie est le culte rendu à un objet sensible, naturel ou fabriqué, dans lequel on suppose un faux Dieu. Elle est de trois espèces :

(1) *Parfaite*; — quand une personne croit qu'une créature est Dieu, ou est digne des honneurs dûs à Dieu, et rend un culte divin à cette créature. Cette idolâtrie est contraire et à la religion et à la foi.

(2) *Imparfaite*. — Cette sorte d'idolâtrie a lieu quand une personne, non par erreur, mais par mauvaise volonté, haine ou mépris formel de Dieu, ou par le désir désordonné d'obtenir quelque faveur, rend le culte divin au démon ou à une autre créature. C'est un péché très-grave, même plus grave que la première sorte d'idolâtrie, parce qu'il est commis avec plus de connaissance et plus de malice.

(3) La troisième sorte est l'idolâtrie *simulée*, ou simplement extérieure. Elle a lieu lorsqu'un homme, non par erreur ou mauvaise volonté, mais simplement par crainte d'un tyran,

par exemple, rend les honneurs divins à une créature; c'est-à-dire, lui offre les marques extérieures du culte. C'est un mensonge dans le culte religieux, très injurieux à Dieu, et scandaleux aux yeux des hommes.

Outre ces différentes idolâtries, il pourrait y avoir ce qu'on appelle l'idolâtrie matérielle, qui n'est pas coupable. Elle aurait lieu par ignorance ou par méprise, comme par exemple, si un prêtre exposait à l'adoration des fidèles pour une bénédiction une hostie non consacrée.

6. ELLE EST UN PÉCHÉ TRÈS GRAVE — GRAVE DE SA NATURE

L'idolâtrie est un péché très grave, et qui n'admet pas de légèreté de matière. C'est ce qui paraît évident, d'après le commandement lui-même: Vous n'aurez point de dieux étrangers en ma présence. « Car c'est une espèce de magie de ne vouloir pas se soumettre (au Seigneur); et ne se rendre pas à sa volonté, c'est le crime de l'idolâtrie. Comme donc vous avez rejeté la parole du Seigneur, le Seigneur vous a rejeté, et il ne veut plus que vous soyez roi. »¹ Nous avons aussi les paroles de Moïse aux Israélites, après leurs actes d'idolâtrie: « Vous avez commis un très grand péché. »² Et saint Paul nous dit, dans sa première épître aux Corinthiens: « Ne savez-vous pas que les injustes ne seront point héritiers du royaume de Dieu! ne vous y trompez pas: ni les fornicateurs, ni les idolâtres, ni les adultères ne possèderont point le royaume de Dieu. »³

¹ I Rois. xv. 23, paroles de Samuel à Saül.

² EXOD. XXXII. 30..

³ I COR. VI. 9, 10.

Il n'est pas besoin de longs raisonnements pour prouver l'énormité de ce crime. Si nous regardons comme un crime digne de mort la trahison envers un souverain légitime, ou les attentats qui tendraient à le renverser de son trône, n'est-il pas mille fois plus criminel de diriger la trahison contre le trône de Dieu, afin de se révolter contre sa puissance, et de mettre une vaine idole à sa place ?

L'idolâtrie est un de ces crimes qui furent le plus sévèrement châtié par la loi divine sous l'Ancien Testament.

7. CHATIMENTS DE L'IDOLATRIE SOUS L'ANCIENNE LOI

Si l'un des principaux objets de la politique des Hébreux était de leur enseigner l'unité de Dieu, l'extermination de l'idolâtrie n'en était qu'une fin subordonnée. Jéhovah, le Dieu des Israélites, était le chef de l'état. Il était le Roi théocratique du peuple, qui les avait délivrés de l'esclavage, et auquel ils avaient volontairement juré fidélité. Conséquemment, l'idolâtrie, pour un Israélite, était un crime contre l'état, un crime politique du caractère le plus grave, une haute trahison contre la majesté de son Roi. Mais c'était plus encore. Tandis que l'idolâtrie chez les nations étrangères est stigmatisée simplement comme une abomination aux yeux de Dieu, et qui appelle sa vengeance, le péché des Israélites est considéré comme une énormité plus frappante et comme une faute morale plus grande... Les individus et les peuples sont également soumis aux rigueurs du code. Le particulier coupable était condamné à mort.¹ Ses plus proches parents n'étaient pas seulement tenus de le dénoncer et

¹ EXOD. XXII. 20.

de le livrer au châtiment ;¹ mais ils devaient encore, de leurs propres mains, porter le premier coup, lorsque sur le témoignage au moins de deux témoins, il était lapidé.² Tenter d'entraîner les autres à ce crime était une égale énormité.³

On peut mentionner d'autres châtiments déterminés par l'Ancienne Loi pour punir le crime d'idolâtrie. Des Israélites qui adorèrent le veau d'or : « il y eut environ vingt-trois mille qui furent tués ce jour-là. »⁴ De ce même peuple, vingt-quatre mille hommes furent mis à mort, pour avoir cédé aux sollicitations des filles de Moab, avoir pris part à leurs sacrifices, en avoir mangé et avoir adoré leurs dieux. « C'est pourquoi le Seigneur étant irrité, dit à Moïse : Prenez tous les princes du peuple, et pendez les à des potences en plein jour, afin que ma fureur ne tombe pas sur Israël. »⁵

Nous avons encore l'histoire de Jéroboam. Il avait fait éléver deux veaux d'or, à Dam et à Béthel. Il pécha et poussa Israël au péché. Le Seigneur livra Israël à ses ennemis, désigna un autre roi, et infligea plusieurs autres châtiments à Jéroboam et à Israël. Et Salomon, Achab, Manassès, et plusieurs autres rois, aussi bien de Juda que d'Israël, furent punis avec le peuple pour ce même crime. « Le Seigneur abandonna toute la race d'Israël : il les affligea, et les livra en proie à ceux qui étaient venus les piller, jusqu'à ce qu'il les rejetât entièrement de devant sa face. Ceci commença dès le temps qu'Israël fit schisme, qu'il se sépara de la maison de

¹ DEUT. XIII. 2-20.

² DEUT. XVII. 2-5.

³ IBID. XIII. 6-10. — Voy. SMITH : Diction. de la Bible.

⁴ EXOD. XXXII. 28.

⁵ NOMBR. XXV. 3, 4.

David, et que les dix tribus établirent Jéroboam, fils de Nabath, pour être leur roi ; car Jéroboam sépara Israël d'avec le Seigneur, et les fit tomber dans un grand péché. Les enfants d'Israël marchèrent ensuite dans tous les péchés de Jéroboam, et ils ne s'en retirèrent point. »¹

8. PRÉCIS D'HISTOIRE DE L'IDOLATRIE SURTOUIT PARMI LES ISRAÉLITES

Il peut être utile, pour bien comprendre l'horrible malice et la dépravation de ce crime, d'avoir un aperçu de son histoire, surtout parmi les Israélites, et des objets de l'idolâtrie ou des faux dieux qu'on offrait à leur adoration. D'après les paroles que Josué adressait aux Israélites, il paraîtrait que l'idolâtrie était en usage peu de temps après le commencement du monde. « Et il parla ainsi au peuple : Voici ce que dit le Seigneur le Dieu d'Israël : Vos pères, Tharé, père d'Abraham et de Nachor, dès le commencement, ont habité au-delà du fleuve, et ont servi des dieux étrangers. »² Dans le compte-rendu qu'Achior fait à Holopherne sur le peuple d'Israël, il établit que, oubliant le culte de leurs pères, qui consistait en l'adoration de plusieurs dieux, ils n'adoraient que l'unique Dieu du ciel. Citons comme exemples, Nemrod, Laban et tant d'autres.

La première allusion incontestable que la Bible fasse à l'idolâtrie ou aux coutumes idolâtriques, c'est le récit du vol que Rachel fit des idoles de son père, restes du culte des autres dieux que servaient les ancêtres des Israélites... Laban

¹ 4 Rois. xvii. 20 et seq.

² Jos. xxiv. 2.

les consultait comme des oracles, sans toutefois perdre entièrement de vue le Dieu d'Abraham et le Dieu de Nachor, qu'il invoquait à l'occasion, tandis qu'il était disposé, en présence de Jacob, à reconnaître les bienfaits dont l'avait comblé Jéhovah.¹ Tel était, en effet, la plupart du temps, le caractère du culte idolâtrique des Israélites. Semblables aux colons de Cuté, en Samarie, qui craignaient Jéhovah et servaient leurs dieux, ils mêlaient, d'une étrange façon, une croyance théorique au vrai Dieu à ces hommages extérieurs, qu'ils étaient portés à rendre aux idoles des nations environnantes. Pendant leur long séjour en Egypte, pays de symbolisme, ils se gâtèrent au contact des idoles de la région, et il fallut longtemps pour en effacer les impressions. C'est à ces dieux que Moïse, en sa qualité de héraut de Jéhovah, jetait le gant du défi, et les plaies d'Egypte renversèrent leurs idoles symboliques.

Peu de temps après la délivrance, nous voyons Aaron, cédant lui-même aux clamours populaires, faire une idole depuis longtemps familière à la foule, — le veau, représentation d'Apis, et emblème de la puissance productrice de la nature. Pendant le reste de leur pérégrination à travers le désert, pendant la vie de Josué et des anciens qui lui survécurent, les Israélites restèrent fidèles à leur alliance avec l'unique Dieu vrai et vivant. Mais les générations suivantes, qui ne connaissaient pas Jéhovah, ni les œuvres qu'il avait accomplies en faveur d'Israël, s'écartèrent du droit sentier de leurs pères, et se laissèrent prendre aux pièges des étrangers. A partir de cette époque, leur histoire ne devient presque

¹ GEN. XXXI. 19.

pas autre chose qu'une chronique de conséquences inévitables du péché et du châtiment.¹

9. OBJETS DU CULTE IDOLATRIQUE

Ils peuvent nous intéresser et nous prouver la dépravation des formes tant anciennes que modernes de ce péché. Je cite l'extrait suivant du *Dictionnaire de la Bible* de Smith, comme le résumé le plus concis, à ma portée, des divers objets du culte idolâtrique. « Dans l'ancienne religion des races Sémites, la Divinité, suivant l'analogie humaine, se concevait sous la forme d'un homme et d'une femme, — l'un représentant le principe actif ; l'autre, le principe passif de la nature ; l'un, source de la vie spirituelle, l'autre, source de la vie physique. — Le soleil et la lune furent de bonne heure choisis comme les symboles extérieurs de cette puissance qui pénètre tout, et le culte des corps célestes devint le système d'idolâtrie, non seulement le plus ancien, mais aussi le plus répandu. Né dans les plaines de la Chaldée, il s'étendit à travers l'Egypte, la Grèce, la Scythie, et même jusqu'au Mexique et à Ceylan. Il est probable que les Israélites prirent leurs premières leçons du culte du soleil, des Egyptiens dont le système religieux donnait au luminaire, sous le nom d'Osiris, la place prépondérante. Les Phéniciens l'adoraient sous le titre de « Seigneur du ciel. » Avec les noms de Moloch ou Milcom, le soleil était adoré par les Ammonites, et avec le nom de Chemosh, par les Moabites. L'Hadad des Syriens est la même divinité. L'Assy-Bel ou Belus est une autre forme de Baal. Sous les derniers

¹ Voy. SMITH, *Diction. de la Bible.*

rois de Juda, les chevaux sacrés et les chariots étaient consacrés au dieu-soleil, comme chez les Perses. La lune était adorée par les Phéniciens sous le nom d'Astarté ou Baaltis, la puissance passive de la nature, comme Baal en était la puissance active, et était connue des Hébreux sous le nom d'Ashtéroth. Ashtéroth, déesse tutélaire des Sidoniens, apparaît de bonne heure parmi les objets de l'idolâtrie israélite. Dans les derniers temps de la monarchie, les planètes et les signes du zodiaque, eurent, après le soleil et la lune, leur part du culte populaire. Nous avons déjà parlé du culte des animaux, comme on en voit un exemple dans les veaux de Jéroboam. Il ne nous reste pas de preuves que les Israélites aient jamais pris part au culte de Dagon, le dieu-poisson des Philistins... Dans les derniers temps, le serpent d'airain devint l'objet du culte idolâtrique.¹

« Nous ne trouvons pas de traces du culte des héros parmi les races Sémitiques. »

Le crime d'idolâtrie, dans son sens réel, ne se rencontre pas parmi les Chrétiens. Mais il y a une sorte d'idolâtrie spirituelle, contre laquelle nous sommes constamment prévenus. Saint Bernardin de Sienne dit qu'il est ridicule de regarder comme idolâtre l'homme qui offre à une créature deux petits grains d'encens qu'il aurait dû offrir au Créateur, et de ne pas regarder comme tel celui qui consacre toute sa vie au monde, et n'offre rien à son Dieu.

¹ 4 Rois xviii. 4.

**10. IDOLATRIE SPIRITUELLE
ET SES TROIS SOURCES PRINCIPALES**

Cette idolâtrie spirituelle a trois sources principales: l'avarice, l'orgueil et la volupté, selon les paroles de saint Jean: « Car tout ce qui est dans le monde est, ou concupiscence de la chair, ou concupiscence des yeux, ou orgueil de la vie; ce qui ne vient point du Père, mais du monde. »¹

Sur le même plan que l'idolâtrie, nous pouvons mettre une autre espèce d'erreur, qui pèche par excès dans le sens contraire. C'est l'erreur de ceux qui condamnent comme idolâtrique la pratique catholique de la pieuse vénération des images; et, en conséquence, poussent à briser et à détruire toutes les statues et les peintures religieuses. On les appelle les Iconoclastes.

II. LES ICONOCLASTES

Ils fleurissaient au huitième siècle, et réprouvaient l'usage et la vénération des saintes images, qu'ils considéraient comme des idoles, soutenant qu'on devait les écarter des églises, les livrer à la dérision et au mépris, et les détruire par le fer et le feu. Ils furent condamnés au second Concile de Nicée, le septième Concile général, tenu en 787. L'erreur éteinte des Iconoclastes fut remise en vigueur au douzième siècle par les Albigeois; au quatorzième siècle, par les partisans de Wiclef; et au seizième, par ceux de Luther et Calvin. Les erreurs de tous ces hérésiarques furent condamnées par les canons et les décrets du Concile de Trente.

¹ I S. JEAN. II. 16.



Le Premier Commandement (suite)

CHAPITRE VI

CE QUI EST DÉFENDU PAR CE COMMANDEMENT LA DIVINATION

1. Divination : sens et division.
2. Astrologie : illégitimité de l'astrologie judiciaire ; légitimité de l'astrologie naturelle.
3. Exemples tirés du Rév. Fr. Müller prouvant combien fausses et erronées peuvent être les observations des astrologues.
4. Autres moyens défendus et superstitieux de prédire l'avenir au sujet des choses contingentes.
5. Nombreuses formes de divination mentionnées dans l'Ancien Testament et dont quelques-unes étaient encore en usage du temps de Notre-Seigneur.
6. Quel genre de péché est la divination ? (1) Divination formelle. (2) Divination tacite. (3) Consultation des cris et du vol des oiseaux. (4) Consultation des diseurs de bonne-fortune. (5) Divination d'après le tirage au sort ; (6) d'après les songes.

I. DIVINATION : SENS ET DIVISION

En traitant des péchés contraires à la vertu de religion, nous devons, après l'idolâtrie, parler de la divination.

La divination consiste à chercher à connaître les choses secrètes, passées, présentes ou futures, par des moyens diaboliques, par l'intermédiaire ou l'influence des mauvais esprits.

Elle est *formelle*, lorsqu'elle a lieu par invocation directe, ou par un contrat exprès avec le démon. Ce serait le cas d'une personne qui, par des paroles ou par des signes directs, invoquerait la coopération du diable dans le but de connaître une chose secrète ou cachée. Elle est *tacite*, quand elle a lieu par une invocation indirecte ou un consentement implicite, par exemple, si une personne cherche à connaître des choses secrètes par des moyens qui n'y ont aucun rapport ou qui sont défendus; c'est-à-dire, par des moyens qui ne peuvent naturellement rien révéler à ce sujet, ou qui n'ont reçu, pour le faire, aucun pouvoir de la nature ni de Dieu. Ces deux genres de *divination* embrassent plusieurs catégories. Nous donnons les principales, celles qui sont les plus généralement connues, et auxquelles on a eu, ou l'on a encore le plus souvent recours.

2. ASTROLOGIE : ILLÉGITIMITÉ DE L'ASTROLOGIE JUDICIAIRE LÉGITIMITÉ DE L'ASTROLOGIE NATURELLE

Ce mot est formé de ἀστρος, astre, et λογος, parole, — science des astres. Par cette astrologie judiciaire, on entend l'art de prédire l'avenir des hommes et leurs destinées d'après l'inspection des astres. Elle prétend annoncer le sort des nations

et des individus, même les changements des éléments, par l'aspect des corps célestes, surtout des étoiles. De là les expressions: né sous une bonne étoile; bénie soit mon étoile!... etc.

A côté de ce genre d'astrologie qui est condamnable, il en est un autre, qu'on appelle l'astrologie naturelle, ou la science des astres. C'est une science par laquelle, d'après la disposition des astres, on peut deviner certains effets naturels, ou qui doivent nécessairement arriver, tels que les éclipses, les changements dans les planètes,... etc; ou des choses seulement contingentes, et qui peuvent être empêchées par des causes naturelles, comme les tempêtes et autres événements de ce genre. Cette science, en elle-même, est absolument irréprochable. Et si un astrologue, dans certaines occasions, dépasse ses raisons de confiance et de certitude, on ne doit pas, pour ce motif, le regarder comme superstitieux, mais simplement comme coupable de dire un mensonge, de commettre une légéreté ou une imprudence.

Mais *l'astrologie judiciaire* est bien différente, en ce sens, qu'elle prétend, par l'inspection des astres, prédire des événements fortuits et qui dépendent de la libre volonté de l'homme. Cette sorte d'astrologie est absolument condamnable, elle est hérétique, en tant qu'elle nie, blesse ou détruit par ses théories la liberté humaine.

En somme, on attache peu de foi à ces prédictions. Elles sont généralement reconnues comme absurdes, et plus souvent fausses que véritables, comme le démontrent chaque années les annonces de l'*« Almanach du Vieux Moore »*. Il n'est pas facile, toutefois, de changer la manière de voir de certains hommes, même savants et expérimentés dans cette

science. Ils peuvent trouver intéressante la lecture des exemples suivants, que je tire du Rév. Fr. Müller, C. SS. R.¹

3. EXEMPLES TIRÉS DE RÉV. FR. MÜLLER PROUANT COMBIEN FAUSSES ET ERRONÉES PEUVENT ÊTRE LES OBSERVATIONS DES ASTROLOGUES.

Le premier exemple est une circonstance qui se présenta à un ami de Saint Augustin nommé Fimensis, et qui la rapporta au Saint en ces termes : « Mon père était tellement superstitieux que, quelques temps avant ma naissance, il consulta les astres pour y découvrir mon avenir. Il avait un ami qui n'était pas moins que lui adonné à l'astrologie. Cet ami consulta pareillement les astres au sujet d'une de ses domestiques qui était sur le point de donner le jour à un enfant. Ils convinrent de s'envoyer mutuellement un messager pour s'informer du jour et de l'heure de ces deux naissances. Par un effet singulier du hasard, les messagers partirent en même temps de chacune des deux maisons, et se rencontrèrent à mi-chemin : ce qui prouve que les deux enfants étaient nés à peu près au même moment. Eh bien ! voyez la folie des diseurs de bonne fortune. Mon père prétendait avoir lu dans les astres que je devais être un grand génie, et que, toute ma vie, je serais un favori de la fortune. Son ami, qui avait observé les cieux en même temps que lui, et qui, par conséquent, aurait dû y voir la même chose, l'assura qu'il y avait lu tout le contraire — preuve manifeste qu'il n'y a rien de plus ridicule et de plus absurde que des observations de ce genre. »²

¹ Sur le premier Commandement.

² D. GENEVANSI : « *Histoires choisies* », p. 436. Apud Müller in loco.

L'autre exemple cité est également digne d'attention, et ne prouve pas moins la folie d'une telle pratique. « Lorsque l'empereur grec Comnène était très-malade, le Patriarche Théodore l'exhortait vivement à ne pas perdre de temps pour mettre ordre à ses affaires, et prendre des arrangements au sujet de son plus jeune fils, Alexis. L'empereur répondit qu'on lui avait assuré qu'il vivrait encore quatorze ans, et qu'on ne pouvait mettre en doute la parole de celui qui l'en avait informé, puisque c'était un astrologue. Comme sa maladie semblait, non pas se calmer, mais plutôt augmenter de jour en jour, il abandonna tout espoir de vivre plus longtemps, mit ordre à ses affaires, autant qu'il put, regretta très-amèrement sa superstition, et mourut peu de temps après. »

4. AUTRES MOYENS DÉFENDUS ET SUPERSTITIEUX DE PRÉDIRE L'AVENIR AU SUJET DES CHOSES CONTINGENTES

Ce que nous disons de l'illicé et de l'absurdité de *l'astrologie judiciaire*, s'applique à toutes les autres espèces de divinations, quel que soit le nom qu'on leur donne. De ce nombre, nous mentionnerons les moyens superstitieux de prédire les choses futures contingentes, qu'on désigne par les différents termes suivants: (1) Les augures, d'après le cri des oiseaux. (2) Les auspices, signes ou gages de succès, d'après le vol des oiseaux. (3) Les aruspices, d'après les entrailles, et surtout le foie des animaux. (4) La chiromancie, qui consulte les lignes de la main. (5) L'observation du temps, comme dire, par exemple: aujourd'hui est un jour favorable pour sortir, demain, pour faire certains marchés. Ainsi font encore ceux qui présagent le temps et désignent les saisons.

(6) La nécromancie, ou consultation des morts. (7) Les pronostics. (8) L'observation des songes et la croyance à leur signification. (9) La consultation des oracles. (10) La cartomancie. (11) Le recours aux faux prophètes et aux diseurs de bonne-aventure.¹

Sous les noms de sorciers, magiciens, devins, le Pentateuque fait mention de différentes classes de personnes, qui, d'après le sens de leur nom, se sont occupées de divination. Mais il ne parle que de leur profession, sans indiquer la méthode particulière par laquelle on l'exerçait.

5. NOMBREUSES FORMES DE DIVINATION MENTIONNÉES DANS L'ANCIEN TESTAMENT, ET DONT QUELQUES-UNES ÉTAIENT ENCORE EN USAGE DU TEMPS DE NOTRE-SEIGNEUR.

La divination a été en usage dans tous les temps, chez tous les peuples, chez les nations civilisées comme chez les sauvages. On en trouve de nombreuses formes citées dans l'Ancien Testament, telles que la divination par les verges,² la divination par les coupes,³ la consultation des idoles,⁴ les présages par le feu,⁵ l'interprétation des songes.⁶ Moïse défendit toute espèce de divination, parce que le désir excessif de pénétrer les nuages de l'avenir remplit l'âme de superstition, et parce qu'elle aurait été une excitation à l'idolâtrie. De fait, les fréquentes dénonciations de ce péché

¹ Voy. S. ALPHONSE, n^os 5 et 6.

² JOS. IV. 12

³ GEN. XLIV. 5.

⁴ ZACH. X. 2 ; EZ. XXI. 21.

⁵ EZ. XXI. 21.

⁶ DEUT. XIII. 2, 3 ; JUG. VII. 13 ; JÉR. XXIII. 32.

par les prophètes tendent à prouver que ces arts défendus offraient des tentations toutes spéciales à Israël infidèle. Mais Dieu avait pourvu son peuple de moyens de connaître l'avenir, qui auraient rendu la divination bien inutile, et ne lui auraient laissé aucun doute sur sa volonté dans les circonstances critiques, s'il avait continué à rester fidèle. C'est seulement lorsque le peuple était infidèle que cessaient les révélations.

Assez souvent la superstition marche la main dans la main avec le scepticisme. Aussi voyons-nous, au milieu de l'infidélité générale qui régnait dans l'empire romain, au temps de Notre-Seigneur, l'imposture dominer partout. Il suffit, pour s'en convaincre, d'un coup d'œil à travers les pages de Tacite. De là, aussi le commerce si lucratif de certains hommes, tels que Simon le Magicien,¹ Barjésu,² l'esclave agissant par les inspirations de la Pythonisse,³ les Juifs errants, les exorcistes,⁴ aussi bien que ceux qui se servaient de livres magiques,⁵ à Ephèse.

Joséphe nous raconte un trait qui montre combien l'esprit de la partie la plus saine du peuple juif était contraire à la divination. C'est le cas de cet homme qui couvrit un imposteur de confusion, en tuant d'une flèche l'oiseau par l'intermédiaire duquel ce devin commençait à annoncer au Juif la bonne ou mauvaise issue du voyage que faisait le Juif suivi de sa troupe. Comment, dit-il avec perspicacité, cette pauvre malheureuse créature pourrait-elle nous prédire notre sort,

¹ ACT. VIII. 9.

² IBID. XIII. 6.

³ IBID. XVI. 16.

⁴ S. LUC. XI. 19; ACT. XIX, 13.

⁵ ACT. XIX, 19. Voy. SMITH, *Diction. de la Bible.*

dès lors, qu'elle ne connaît pas la sien ? Si elle avait été capable de prédire le bien ou le mal à venir, elle ne serait point venue en cet endroit, de crainte que le Juif Mosallam ne lui tire une flèche et ne la tue.

Toutes ces sortes de divination dont nous venons de parler, ne diffèrent que *matériellement*, et ne constituent pas des espèces de péchés différentes les unes des autres. Il n'est donc pas nécessaire de spécifier, en confession, le genre de divination. Toutefois, l'invocation directe du démon doit être avouée d'une manière explicite. Elle implique forcément d'autres espèces de péchés, comme l'idolâtrie, l'hérésie ou l'apostasie de la foi. Il nous reste à résoudre diverses questions, touchant à cette sorte de fautes.

6. QUEL GENRE DE PÉCHÉ EST LA DIVINATION ?

(1) La divination formelle est toujours, et de sa nature, un péché mortel, et n'admet pas de légéreté de matière. Elle constitue un mépris direct de Dieu, et des rapports familiers avec le plus grand ennemi de Dieu. On peut le prouver par différents passages des Saintes Ecritures : « Et qu'il ne se trouve personne parmi vous qui prétende purifier son fils ou sa fille en les faisant passer par le feu, ou qui consulte les devins, ou qui observe les songes et les augures, ou qui use de maléfices, de sortilèges et d'enchantements, ou qui consulte ceux qui ont l'esprit de Python et qui se mêlent de deviner, ou qui interrogent les morts pour apprendre la vérité : car le Seigneur a en abomination toutes ces choses, et il exterminera tous ces peuples à votre entrée. »¹ Et Dieu

¹ DEUT. XVIII. 10 et seq.

avait déclaré : « Si un homme se détourne de moi pour aller chercher les magiciens et les devins, et s'abandonne à eux par une espèce de fornication, il attirera sur lui l'œil de ma colère, et je l'exterminerai du milieu de son peuple. »¹ On peut à peine invoquer l'ignorance pour atténuer la gravité de la divination formelle, parce que chacun peut parfaitement saisir la malice d'un tel crime.

(2) La *divination tacite* est aussi de sa nature un péché mortel. Il est tout-à-fait inutile de dire, pour s'excuser, que, dans ces sortes de divinations, on n'a aucunement l'intention de se mettre en communication avec le démon : ce serait mettre la main dans le feu et vouloir ne pas se brûler. La raison de l'illégitimité et de la culpabilité de toute espèce de divination n'est pas difficile à comprendre. « Par sa nature même, la divination implique la défiance envers la Providence de Dieu, et le désir d'obtenir une connaissance qui n'est point proportionnée aux circonstances. La science qui pourrait nous mettre en état, soit d'obtenir sur les autres des avantages illicites, soit de détourner l'action de la Providence de son cours ordinaire, — cette science nous est sagement refusée ; elle ne peut s'obtenir par des moyens légitimes. Et, conséquence rigoureuse, chercher à se la procurer ne peut jamais provenir que de fausses raisons : c'est une prétention qui ne repose que sur l'hypocrisie et la tromperie. *Devineurs* n'est donc pas autre chose que *déceveurs*, et tous ceux qui prêtent l'oreille à leurs divinations sont justement les dupes de la fraude et de l'imposture. C'est pour cela que cet art s'alliait si promptement à l'idolâtrie. Rejeté par la vraie religion, il devint le compagnon et le

¹ LEV. xx. 6.



serviteur naturel des faux cultes, et il a toujours montré à s'attacher aux progrès d'un christianisme corrompu, la même tendance qu'il avait mise à s'unir aux corruptions du Judaïsme. »¹

(3) Est-on coupable de divination quand on conjecture une tempête prochaine d'après le cri où le vol des oiseaux, ou d'après l'aspect du ciel et des astres ? Non, sans contredit, puisqu'il y a là une influence et une cause naturelles. Pas plus que ne sont coupables de ce péché ceux qui devinent les dispositions ou l'état d'âme d'une personne, d'après des marques ou des apparences extérieures de la figure, des yeux, des mains, etc. Il est bon cependant de s'abstenir de semblables pratiques, crainte de se rendre coupable d'un autre péché, le jugement téméraire.

(4) Péche-t-on gravement quand on consulte les diseurs de bonne fortune ? Généralement parlant, non ; parce qu'on n'a pas foi, ou du moins pas une foi solide dans ces sortes de prédictions. De plus, les bohémiens ambulants et les autres charlatans de cette trempe, ne croient pas eux-mêmes en leurs pouvoirs et ne les regardent point comme des dons surnaturels. Parfois ils sont habiles : ils s'engagent dans cette profession pour gagner de l'argent. Ceux qui les consultent n'ont pas d'autre but que de satisfaire leur curiosité ; ou, ils le font pour rire et s'amuser, et n'ont dans leurs dires aucune confiance. Mais si on croyait réellement à cet art, si on prêtait attention et consentement à leur communication avec le démon, soit directement, soit indirectement, on se rendrait gravement coupable du péché de divination. Et si les diseurs de bonne fortune croyaient eux-mêmes à leur

¹ Diction. Imp. de la Bible: Divination.

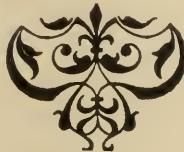
puissance, comme surnaturelle, ils seraient aussi gravement coupables, et il serait difficile d'excuser ceux qui les consultaient, de coopérer à la malice de leur péché.

Une chose qu'il est bon de ne pas oublier sur ce point, et dans toutes les questions de ce genre, c'est qu'il faut être très attentif à ne jamais jouer ou plaisanter avec le diable: il est trop rusé pour nous, et finirait toujours par nous soutirer autre chose que notre argent.

(5) On demande s'il est permis de tirer au sort, — en jetant les dés ou par d'autres moyens. Tirer les sorts peut s'entendre en différents sens. Jeter les sorts de partage, que les latins appelaient *divisoriae*, par lesquels on décide, dans les contestations et la distribution des choses, la part qui revient à chacune des parties, est incontestablement permis, lorsque tous les intéressés sont d'accord de recourir à ce moyen. Tirer les sorts de consultation, *consultoriae*, c'est-à-dire, pour connaître la volonté de Dieu sur certains points, n'est pas permis; à moins que ce ne soit par l'inspiration divine, ou dans une question grave, lorsqu'il n'y a aucun autre moyen suffisant pour la décider. C'est le cas de l'élection de saint Mathieu par les Apôtres, avec saint Pierre à leur tête. La raison pour laquelle ce n'est pas toujours permis, c'est que, selon la providence ordinaire de Dieu, tel n'est pas le moyen décidé pour découvrir sa volonté. C'est la folie du jeune homme qui jouait à *pile ou face* pour connaître sa vocation. Pour savoir quelle est la volonté de Dieu, nous devons prendre conseil d'hommes prudents, des supérieurs ecclésiastiques et de nos confesseurs, dans tous les cas de doute sérieux. Enfin, le sort de divination, *divinatoriae*, par exemple, jeter les dés pour découvrir une chose cachée, ou connaître un événement futur contingent, — n'est point permis. C'est

une espèce de divination, et qui renferme au moins une invocation indirecte du démon. Ce genre de divination est celui que la théologie désigne sous le nom de *sortilège*, bien que ce titre s'applique également à d'autres procédés.

(6) Est-il permis de conjecturer l'avenir d'après les songes? Il n'est pas permis de juger, d'après ce moyen, des choses futures libres et contingentes, ou des choses qui dépendent de la libre volonté des hommes. Quant à ce que nous dit la Sainte Ecriture, que les songes viennent quelquefois de Dieu, — par exemple, les songes de Joseph et de Samuel, — nous devons sans contredit croire à ces songes. Mais lorsque Dieu les envoie, ils sont accompagnés de signes tellement manifestes, qu'il est facile de les distinguer des songes purement naturels ou diaboliques.





Le Premier Commandement (suite)

CHAPITRE VII

CE QUI EST DÉFENDU PAR LE PREMIER COMMANDEMENT MESMÉRISME, SPIRITISME, HYPNOTISME

1. Magnétisme animal: origine, auteur, principes généraux.
2. Mesmérisme, la même doctrine que le magnétisme animal: ses effets.
3. Les six stages ou degrés du Mesmérisme.
4. Les trois grades du Mesmérisme considérés au point de vue théologique: (1) Sommeil magnétique. — (2) Somnambulisme. — (3) Clairvoyance.
5. En quel sens l'usage du magnétisme est-il défendu, et jusqu'à quel point a-t-il été condamné par le Saint-Siège?
6. Tables tournantes, quand elles sont défendues.
7. Spiritisme: origine et histoire.
8. Il ne paraît pas être un nouveau système d'erreur.
9. Les esprits familiers de l'Ancien-Testament.
10. En quel sens le Spiritisme est défendu, et pourquoi?
11. Extraits de publications américaines pour prévenir contre le Spiritisme.

12. Erreurs attenantes au Spiritisme: (1) Eternité de la matière. — (2) Nécessité de la création. — (3) Négation des peines éternelles. — (4) Une sorte de *métempsycose*.
13. Hypnotisme: sens, et description de divers phénomènes.
14. Deux catégories d'objections habituellement faites contre l'hypnotisme, proposées et résutées par le D^r Cruise, de Dublin: (1) Celles d'un ordre physique. — (2) Celles qui se fondent sur des bases morales.
15. Trois règles renfermant les précautions nécessaires de la part d'un hypnotiseur pour se garantir de péché et d'erreur.

Nous avons à examiner, comme se rapportant à la divination, quelques-unes des pratiques de notre temps, qui ont pris une grande place dans l'esprit du peuple: tels sont le magnétisme animal, ou le *Mesmérisme*; les *Tables tournantes*; le spiritualisme, ou *spiritisme*; et l'*hypnotisme*. Nous parlerons de chaque système séparément.

I. MAGNÉTISME ANIMAL : ORIGINE, AUTEUR PRINCIPES GÉNÉRAUX

Ce nom est tiré d'un fluide subtil produit, dit-on, par les corps des animaux, ou même par tous les corps, comme le fluide magnétique. Il fut découvert par Mesmer, médecin allemand, qui le fit connaître en 1774, et qui prétendait que, par le moyen de ce fluide, il pouvait guérir diverses maladies. Du nom de son auteur, ce système est appelé *Mesmérisme*.

Les principes suivants de ce système ont été publiés par Deston, célèbre disciple de Mesmer.

(1) Le magnétisme animal est un fluide universel, constituant notre *plenum* absolu, et le médium de toute influence

mutuelle entre les corps célestes, et entre la terre et les corps animaux.

(2) C'est le fluide le plus subtil de la nature, capable de flux et de reflux, de recevoir, de propager et de continuer toute espèce de mouvement.

(3) Le corps animal est soumis aux influences de ce fluide par l'entremise des nerfs, qu'il affecte immédiatement.

(4) Le corps humain a des pôles et d'autres propriétés analogues sensibles à l'aimant.

(5) L'action et la vertu du magnétisme animal peuvent se communiquer d'un corps à un autre, qu'il soit animé ou non.

(6) Il opère à une grande distance sans l'intervention d'aucun corps.

(7) Il est augmenté et réfléchi par des miroirs, communiqué, propagé et augmenté par le son; il peut être accumulé, concentré et transporté.

(8) Nonobstant l'universalité de ce fluide, il n'affecte pas également tous les corps animaux; d'une autre part, il y a des corps, bien qu'en petit nombre, dont la présence détruit tous les effets du magnétisme animal.

(9) Par le moyen de ce fluide, certains désordres nerveux sont guéris immédiatement, d'autres le sont médiatement: sa vertu, en un mot, s'étend à la guérison et à la conservation universelles du genre humain.

« Les commissaires de l'Académie Royale des Sciences, avec le Dr Benjamin Franklin à leur tête, considérant ce système au point de vue scientifique, le désapprouvèrent dans son entier. Les Académiciens en vinrent à cette conclusion, que le système n'était pas absolument inutile, même pour la philosophie, puisqu'il était un *fait* de plus à ajouter à l'histoire des errements et des illusions de l'esprit

humain, et un rare exemple de la puissance de l'imagination. »¹

2. MESMÉRISME

LA MÊME DOCTRINE QUE LE MAGNÉTISME ANIMAL : SES EFFETS

J'ajoute le court tableau suivant tiré du *Dictionnaire Impérial*, (Ogilvie) : « Le Mesmérisme est la doctrine du magnétisme animal, ainsi appelé d'après le nom de son auteur, Frédéric-Antoine Mesmer, médecin allemand. En 1778, Mesmer avança une théorie d'après laquelle tous les phénomènes de la vie se rapportent à la motion et à l'action d'un certain fluide magnétique universel, qui se laisse influencer par des agents extérieurs, et surtout par des instruments magnétiques. Il obtint, dit-on, des effets merveilleux, aussi bien que ses coopérateurs, sur des corps animaux, et ils opérèrent plusieurs guérisons par l'intermédiaire d'un certain appareil magnétique. L'usage des instruments magnétiques est aujourd'hui complètement abandonné. Les principaux moyens pour produire les effets du mesmérisme consistent simplement à toucher et à frapper des mains, selon la règle; à souffler sur une personne, à fixer les yeux sur elle..., etc. La personne magnétisée doit toujours être d'une constitution plus faible que le magnétiseur; et, si c'est possible, d'un sexe différent. Il faut aussi qu'elle ait une foi aveugle en cette science. Les effets produits sur la personne à laquelle le mesmérisme est communiqué, consistent, en partie, dans des sensations physiques, tels que, des frissons, de l'abattement, des douleurs passagères..., etc;

¹ Encyclop. Britannique.

en partie, dans la diminution de l'activité des sens externes ; en partie, dans l'évanouissement, des convulsions, un sommeil accompagné de rêves très vifs pendant lesquels, le magnétisé est transporté dans des régions supérieures ; il observe l'organisation de son propre corps, prophétise, donne des prescriptions médicales, a des vues inspirées du ciel et de l'enfer..., etc ; lit des lettres cachetées déposées sur sa poitrine ; et, quand il se réveille, n'a plus aucune conscience de ce qu'il a éprouvé. »

3. LES SIX STAGES OU DEGRÉS DU MESMÉRISME

Les six stages ou degrés du Mesmérisme sont : *l'état de marche, l'état de demi-sommeil, le sommeil mesmérique ou la stupeur, le somnambulisme, la demi-contemplation ou clairvoyance, l'illumination universelle*, pendant lesquels le patient sait ce qui se passe dans des pays lointains, et tout ce qui est arrivé, ou arrivera, aux personnes avec lesquelles il a été mis en rapport magnétique, et ainsi de suite. Récemment, le Mesmérisme a été associé à la phrénologie, au point que, le patient magnétisé, se mettait, au toucher de certains organes, à danser, à chanter, à battre, à faire des larcins..., etc. Le système, dans son ensemble, ne mérite aucune confiance. Mais certains faits, qui s'y rapportent, comme le sommeil artificiel, et le somnambulisme, sont dignes de fixer l'attention.

4. LES TROIS GRADES DU MESMÉRISME CONSIDÉRÉS AU POINT DE VUE THÉOLOGIQUE

Les auteurs théologiques ramènent les effets ou stages du Mesmérisme à trois principaux. Le premier est l'état du

sommeil magnétique. Peu de temps suffit à le produire, de telle façon que le sommeil devient profond et tranquille, les sens perdent entièrement leur action, au point que la personne ne peut être éveillée par aucun bruit, pas même par l'application d'un fer rouge, et les membres deviennent raides et froids. La personne peut cependant être rendue à ses sens par l'ordre du magnétiseur. Le second degré est celui du *somnambulisme*, pendant lequel la personne qui est sous l'influence du magnétisme, ses facultés restant insensibles, entend, voit, parle et répond à toutes les questions qu'on lui pose. Le troisième état est celui de l'extase magnétique, dans lequel, dit-on, arrivent souvent des choses étonnantes : par exemple, la personne magnétisée a une merveilleuse et claire vision des remèdes souverains contre les maladies, la vision des faits et gestes d'autres personnes, même à une grande distance. C'est l'état de *clairvoyance*.

5. EN QUEL SENS L'USAGE DU MAGNÉTISME EST-IL DÉFENDU, ET JUSQU'A QUEL POINT A-T-IL ÉTÉ CONDAMNÉ PAR LE SAINT SIÈGE?

Il semblerait que le second et le troisième état de cette pratique sont condamnables, parce que les effets ne paraissent avoir aucun lien naturel avec les causes employées pour les produire. Il y a de bonnes raisons de soupçonner qu'ils ne sont produits que par l'entremise du démon, lorsqu'ils ont réellement lieu.

Quant à l'usage du magnétisme pour produire le premier effet, il ne paraît pas être illicite, parce qu'un sommeil de ce genre peut être amené par quelque cause physique et naturelle.

Le Saint Siège a été souvent consulté sur l'usage du magnétisme, et a donné de temps à autres diverses décisions. Par un décret de la S. Congrégation de la *Pénitencerie*, 21 avril 1841, l'usage du magnétisme, tel que ce système avait été alors représenté à la S. Congrégation, était déclaré illicite; c'est-à-dire lorsqu'on avait recours à ces expédients pour des fins non matérielles et déshonnêtes, et qu'on employait des moyens indignes. En outre, la S. Congrégation pensa que certains livres, propagateurs pervers des erreurs du magnétisme, devaient être prohibés. Après avoir traité de certains cas particuliers qui lui avaient été soumis, la S. Congrégation, par un décret du 28 juillet 1847, donna une règle générale pour notre direction dans ces matières, à l'effet suivant. Toute erreur étant écartée, et en l'absence de toute espèce de divination, aussi bien que de toute invocation du démon, explicite ou implicite, l'usage du magnétisme, c'est-à-dire, le simple emploi d'un moyen permis et physique pour obtenir un effet désiré, n'est pas moralement mauvais.¹ Mais l'application d'un principe ou moyen purement physique, dans le but de découvrir ou de produire une connaissance ou des effets surnaturels, et de les expliquer d'une manière physique, n'est rien de plus qu'une supercherie, et une espèce de supercherie à la fois illicite et hérétique.

La dernière et principale Encyclique que la Sacrée Congrégation de l'Inquisition a publiée sur ce sujet, était adressée à tous les Evêques, (30 juillet 1856,) et avait pour titre: *Adversus magnetismi abusus*; (contre les abus du magnétisme.) Elle répète l'enseignement ci-dessus, et nous pouvons en déduire les conclusions suivantes: (1) L'usage

¹ LEHMKUHL, vol. I. 361, note.

du magnétisme est seulement permis lorsqu'il est employé d'une manière honnête, comme simple moyen physique, pour une fin naturelle et permise, étant exclue toute invocation du démon. (2) L'usage du magnétisme devrait toujours être dissuadé, comme plein de danger, et comme ayant été très souvent entaché de superstitions et de licence : ces dangers sont plus grands lorsque ces expériences ont lieu entre personnes de différents sexes.

6. TABLES TOURNANTES; QUAND ELLES SONT DÉFENDUES

Depuis 1832, d'abord en Amérique, plus tard en Europe, le phénomène des tables tournantes a été observé partout. Les tables et autres objets mobiles, lorsqu'ils sont touchés à leurs extrémités par les doigts des personnes présentes, tous joints ensemble, se mettent à remuer, à tourner, etc. Si on l'interroge pendant qu'elle est en mouvement, la table-tourante donne des réponses en frappant, un, deux, et ainsi de suite, ou en écrivant avec une plume attachée à l'extrémité des pieds de la table. Les réponses sont données au sujet de choses secrètes et absolument inconnues, même sur l'état des morts.

On ne s'accorde pas pour décider si faire simplement tourner une table est chose permise. La table tournante, comme je l'ai dit, a un double effet : — l'un, le simple mouvement, ou le mouvement tournant de la table ; l'autre, les réponses données aux questions. Le premier, selon quelques auteurs, serait permis, comme un effet simplement naturel produit par un fluide électrique provenant des doigts des personnes qui touchent la table. Et s'il n'y a aucune divination ou aucun ordre de la volonté, simplement faire tourner

une table, selon cette opinion, serait permis. D'autres auteurs rejettent l'explication du fluide électrique, et attribuent le résultat entier au démon, ou à quelque cause extra-naturelle, et conséquemment, le regardent comme condamnable. Quant aux tables répondant à des questions ou donnant des répliques, soit en frappant, soit en écrivant avec une plume attachée aux pieds, il n'y a pas à douter que c'est là une pratique illicite, et qui doit être attribuée à un genre quelconque de divination. Il y a crime, aussi bien que folie, à poser des questions à des tables et à des objets inanimés, dans le but d'apprendre des choses secrètes ; et tous ceux qui assistent ou coopèrent à de telles pratiques, sont coupables, lors même qu'ils protesteraient en même temps qu'ils n'ont pas l'intention d'invoquer le démon, et d'avoir rien à faire avec lui ou avec ses agents.

7. SPIRITISME : ORIGINE ET HISTOIRE

Ce système est né du Mesmérisme. Il commença, dans sa forme moderne, en Amérique, vers 1848, et se répandit en Europe en 1852. Il emploie les personnes, au lieu des objets inanimés, pour donner des réponses, et servir de médiums par lesquels on interroge les esprits. Nous trouvons un tableau exact et soigné de ce système dans la *Nouvelle Encyclopédie*, dont nous citons l'extrait suivant :

« Le *Spiritualisme* est un système de relations entretenues avec les esprits des morts. Ceux qui croient à ce système sont connus sous le nom de spirites, et soutiennent que en premier lieu, il n'y a pas de raison, *à priori*, qui montre que les esprits ne se manifestent par eux-mêmes ; et, en second lieu, qu'il y a une abondance de preuves constatées, qui

seraient parfaitement admises, dans d'autres cas importants, par une cour de justice, comme preuves décisives, attestant que les esprits se manifestent actuellement. La forme moderne du spiritualisme, qui a pris naissance en Amérique, en 1848, a des rapports intimes avec le Mesmérisme, et avec d'autres spiritualistes allemands du dernier siècle, aussi bien que ceux sur lesquels Reichenbach basa ses expériences de magnétisme et d'électricité, et sa *force odique*. La doctrine de la clairvoyance, si étroitement unie avec le Mesmérisme, peut être considérée comme ayant ouvert la voie au spiritualisme moderne. Le fameux phénomène *d'un esprit frappeur des coups* eut lieu pour la première fois, dit-on, dans une famille du nom de Fox, d'Hydeville, New-York. On entendait des coups mystérieux à travers la maison, et bientôt un système de communication fut établi avec le *frappeur invisible*, qui répondit aux diverses questions qu'on lui posa, et annonça la présence d'un esprit. Les voisins furent bientôt invités à poser des questions par le médium de l'un des membres de la famille. Ces prétendues manifestations furent d'abord répandues dans un cercle plus étendu par suite de la découverte avérée d'un meurtre resté longtemps caché, et dévoilé par les coups de l'esprit de l'homme assassiné. Ce fait porta à l'extrême l'excitation et la curiosité du voisinage. La famille Fox devint l'objet de questions et d'investigations sans nombre: les filles de cette famille se montrèrent en public, et les phénomènes du prétendu esprit furent soumis à diverses expériences. L'esprit frappeur, les tables tournantes et les autres phénomènes du spiritualisme, prirent bien vite une extension générale. Déjà en 1852, à Philadelphie seulement, on comptait 300 cercles spirites; environ 30,000 médiums, ou personnes dont l'organisation se prêtait aux

communications avec le monde des esprits, étaient connus dans les Etats-Unis. Des phénomènes plus remarquables que ceux qu'on avait constatés jusque là, furent produits par le médium de D. D. Home, originaire d'Ecosse, qui, en 1850, à l'âge de dix-sept ans, était publiquement connu en Amérique comme un médium. L'un des phénomènes les plus rares et souvent reproduit, était celui connu sous le nom de « lévitation », dans lequel, dit-on, le médium était soulevé de terre par l'action de l'esprit. En 1855, Home vint en Europe, et donna des séances devant Napoléon III et Alexandre II, de Russie. En outre des coups frappés et des tables tournantes, les plus remarquables manifestations spirites sont les dessins, les écritures, les photographies, l'élévation et la translation de corps pesants par des moyens extra naturels, la suspension de personnes en l'air, l'exécution de morceaux de musique. Dans certains cas, les écritures et les dessins sont faits par la main des médiums; dans d'autres, ils sont manifestement faits par l'action de l'esprit, sans le concours d'aucune intervention humaine. Le spiritualisme fut introduit en Angleterre par M. Hayden, venu d'Amérique en 1852; et pendant quelque temps, tous les médiums qui se montrèrent en Angleterre, étaient Américains, ou des gens qui s'étaient établis en Amérique. Madame Hayden fut suivie, en 1855, par le célèbre Home; en 1859 par Squire, et plus tard, par d'autres. Le spiritisme est aujourd'hui répandu dans tout l'univers civilisé; ses adeptes se comptent par millions; son quartier général restant toujours aux Etats-Unis. »

8. IL NE PARAIT PAS ÊTRE UN NOUVEAU SYSTÈME D'ERREUR

D'après cet exposé du spiritisme, il ne semble pas que ce soit un nouveau système d'erreur. Nous trouvons quelque

chose qui, au fond, lui ressemble beaucoup dans les anciennes espèces de divination, et dans toutes les vieilles théories des revenants et des fées ; — le nom moderne a seulement un air plus scientifique et plus mystérieux. Au lieu de *fée*, *spectre*, *revenant*, *lutin*, nous avons *séances*, *médiums*,... etc.

9. LES ESPRITS FAMILIERS DE L'ANCIEN TESTAMENT

L'Ancien Testament nous révèle un genre tout particulier de chercher à dévoiler les secrets de la Providence, — en consultant les esprits familiers, — les *Oboth*, comme on les appelait.¹ Cette expression semble n'être qu'un terme elliptique pour désigner ceux qui avaient un *ob*; et les caractères en question sont plus complètement décrits dans le Lévitique,² comme étant ceux qui, *hommes ou femmes*, avaient en eux un *ob*; — c'est-à-dire un esprit de python ou de divination. La sorcière d'Endor appartenait à cette catégorie. Elle est appelée une maîtresse d'*ob*, et Saül lui demanda de lui prophétiser par l'*ob*, — selon la Bible anglaise, *par l'esprit familier*. Il paraît que ce n'est pas autre chose qu'un terme pour désigner un nécromancien, — une personne qui faisait profession d'avoir des conversations familiaires avec les âmes des trépassés, et prétendait en obtenir des connaissances inaccessibles aux autres au sujet des dessins de la Providence et de l'issue de la vie. Les réponses données aux questions et que ces nécromanciens acceptaient pour des révélations, étaient prononcées par la forme désséchée et effrayante d'une apparition, et d'une voix criarde et glapissante. Isaïe y fait allusion, lorsque,

¹ LEV. XIX. 31.

² IBID. XX. 27.

parlant de Jérusalem dans son prochain état de ruine et de désolation, il représente la ville « pareille à la voix d'un *ob* sortant de terre»; ¹ — la voix d'une personne plus morte que vivante, grimaçant et criant. La nécromancie, et on en peut dire autant du spiritisme, prit naturellement, entre les mains d'hommes habiles et trompeurs, et grâce à des notions superstitieuses, une grande extension parmi les païens relativement aux esprits ou mânes des défunt. On supposait que ces esprits entraient dans un état de demi-dieux après leur mort; et, dans cet état conservaient des relations occasionnelles avec certaines personnes et certains lieux sur la terre. Il en résulta ce que l'on pouvait en attendre : des personnes rusées exploitèrent cette croyance superstitieuse, et donnèrent libre cours à leurs desseins de fraude et d'imposture. ²

IO. EN QUEL SENS LE SPIRITISME EST DÉFENDU ET POURQUOI

Dans cet antique état de choses nous trouvons beaucoup de la théorie du spiritualisme moderne. Nous savons que ce système n'est pas inconnu à la théologie mystique chrétienne qui nous donne une direction et des règles pour découvrir les visions et apparitions démoniaques. Par conséquent, nous ne nions pas que des choses telles que celles qui sont attribuées à l'action des esprits, puissent exister et existent réellement. Mais cette pratique d'invoquer les esprits, ou de communiquer avec eux par des moyens inconvenants et illicites, est un péché grave contre le premier commandement, contre l'honneur et le culte dûs à Dieu. Il n'est donc

¹ Is. xxix. 4.

² Voy. Dict. Imp. de la Bible : Divination.

pas permis de consulter les esprits par l'intermédiaire des personnes qu'on appelle des médiums, ou selon les systèmes de l'ancien et du moderne spiritisme. Dès lors il est défendu de coopérer ou d'assister à des consultations de ce genre. La raison est celle qui a été donnée par les Pères du Synode de Baltimore : consulter les esprits pour connaître des choses cachées ou secrètes, surtout ayant trait à la vie future, à l'état des trépassés, est certainement de la divination; et, une telle connaissance, quand on l'obtient, doit nécessairement être attribuée à l'intervention satanique, puisqu'elle ne comporte pas une autre explication.

II. EXTRAITS DE PUBLICATIONS AMÉRICAINES POUR PRÉVENIR CONTRE LE SPIRITISME

Je puis ajouter un ou deux extraits de publications américaines sur ce sujet, tels qu'ils sont rapportés par Fr. Müller dans ses instructions sur le premier commandement. Mr. J. F. Whitney, éditeur du *New-York Pathfinder*, était jadis un zélé partisan du spiritisme, et publia nombre d'articles en sa faveur. Ecouteons ce qu'il dit: «Or, après avoir examiné longtemps et avec suite, après avoir vu pendant des mois et des années les progrès et les expériences pratiques du spiritisme sur ses adeptes et ses médiums, nous sommes forcés de dire en toute sincérité notre conviction : c'est que les manifestations produites par des médiums reconnus, qu'ils frappent, grinent et écrivent, ou par des médiums de renom, ont une influence funeste sur ceux qui s'y livrent, et n'amènent que désordre et confusion. En général, l'enseignement de ce système inculque des idées fausses, avance des

principes et des théories qui ravalent les hommes et les rendent presque pires que des brutes. »

Le même auteur dit encore : « Les prétentions du spiritisme sont très hautes; mais il y a une abondance de preuves qui montrent que, loin d'être le Christianisme ranimé, il est peut-être le pire ennemi que le Christianisme ait jamais rencontré. C'est le dernier gigantesque effort de Satan pour substituer son culte infernal au culte de Dieu. Les pièges du démon sont habilement tendus. C'est par milliers et par millions que se comptent déjà ses victimes et ses dupes. De loin en loin, nous entendons les avertissements de l'une de ces victimes qui a échappé à son pouvoir, comme le marin d'un naufrage; mais la plupart des partisans trompés de Satan, une fois qu'ils ont été initiés au *cercle* spiritualiste, sont semblables à des matelots au milieu d'une épouvantable tempête, — leur perte semble inévitable. »

12. ERREURS ATTENANTES AU SPIRITISME

Il y a une autre classe de spirites qui cherchent à travers le monde invisible des esprits, en les invoquant et en observant attentivement leurs manifestations, à connaître leur nature, leurs facultés ou leurs puissances, et leurs destinées. Ces spirites enseignent : (1) l'éternité de la matière ; (2) la nécessité de la création ; (3) la non existence des châtiments dans la vie future ; (4) le pouvoir pour chacun, après sa mort, de mériter ou démeriter ; (5) l'existence d'une sorte de *métempsycose*, ou diverses incarnations et réincarnations des âmes. En outre, cette réincarnation peut être prise dans le sens de ceux qui disent que les âmes des hommes habitent successivement différents corps ici-bas, sur la terre ; ou dans

le sens de ceux qui disent que, après leur mort, elles prennent d'autres corps, avec lesquels elles habitent dans les étoiles, ou dans une des planètes ; ou encore dans le sens de ceux qui disent que les âmes des hommes, après leur mort, restent autour de nous dans l'espace, unies à des corps subtils et aromatiques, comme l'enseigne Fourier, et sont livrées à une vie de plaisirs voluptueux. Tout le monde peut comprendre que ces théories, ou plutôt ce galimathias de *spiritisme*, sont sans aucun fondement ; et, ce qu'il y a de pire, sont contraires à la doctrine catholique sur la destinée et la fin de l'homme après cette vie. ¹

13. HYPNOTISME SENS ET DESCRIPTION DE DIVERS PHÉNOMÈNES

Bien des choses attribuées autrefois au magnétisme ont pris plus récemment un nouveau nom, et s'appellent *hypnotisme*. Que les deux systèmes diffèrent l'un de l'autre, ce n'est pas absolument certain.

Le sommeil (*υπνός*) est produit en fixant les yeux d'une manière continue sur un miroir, ou sur un objet brillant, ou sur la personne qui hypnotise, ou sur la personne par laquelle on a déjà été hypnotisé.

La personne hypnotisée fait tout au gré et sur les ordres de l'hypnotiseur. Des phénomènes de l'hypnotisme, les uns affectent le corps : l'insensibilité, la paralysie, la léthargie et la catalepsie, qui sont produites sur l'hypnotisé par l'hypnotiseur. D'autres n'affectent que l'imagination, comme l'hallucination, les suggestions orales, et choses semblables.

¹ Voy. CONSALEZ : Elém. de Philos. v. II, p. 315.

D'autres enfin consistent en des suggestions mentales, des intuitions claires ou des visions de choses secrètes, etc.

L'état d'hypnotisme cesse à la volonté de l'hypnotiseur, par exemple, lorsqu'il souffle ou respire sur la personne hypnotisée. Une fois rendu à lui-même, l'hypnotisé ne se rappelle aucun de ses actes, et il se sent las et fatigué.

Si à la personne hypnotisée on faisait une suggestion pour qu'elle accomplisse un acte plus tard, au moment fixé l'état d'hypnotisme revient, et elle fait la chose suggérée.

Quant aux phénomènes de l'hypnotisme, ceux qui sont indiqués dans le premier et le second ordre, bien qu'il ne semble pas facile de les expliquer, ne paraissent pas dépasser l'ordre naturel ou les puissances de la nature. Si cet hypnotisme naturel est pratiqué pour une cause juste, d'une manière honnête et convenable, dans un but naturel, comme par exemple, pour la guérison d'une maladie, il n'est pas condamnable. Mais tout le monde peut voir que cet hypnotisme expose à de nombreux dangers pour la vertu et les mœurs, puisque la personne hypnotisée paraît être entièrement au pouvoir de l'hypnotiseur. Les phénomènes dont il est question dans le troisième cas, semblent dépasser l'ordre naturel ou les puissances de la nature ; et, comme nous ne pouvons pas les attribuer à la puissance surnaturelle de Dieu ou des Saints, il ne reste qu'à les mettre sur le compte de l'action diabolique ; et, par conséquent, ne sauraient être permis. Je crois opportun, en traitant ce sujet, de citer quelques passages d'un volume écrit par le Dr Cruise, médecin et bon catholique de Dublin ; ouvrage publié dans le *Journal de la Science médicale de Dublin*, en 1891. Il y répond aux objections et donne quelques avis solides au sujet de l'hypnotisme.

14. DEUX CATÉGORIES D'OBJECTIONS HABITUELLEMENT FAITES CONTRE L'HYPNOTISME, PROPOSÉES ET RÉFUTÉES PAR LE D^r CRUISE, DE DUBLIN.

D'après cet auteur, tout à fait digne de confiance, les objections peuvent se ranger en deux catégories : (1) Celles qui sont d'un ordre physique, et (2) celles qui reposent sur des bases morales.

(1) Pour les premières, nous avons le témoignage d'hommes d'une grande expérience, tels que Liébault, Bernheim, Luys et Voisin, qui nous assurent que ces objections sont sans fondement.

S'il est arrivé des accidents, ce n'est qu'entre les mains d'hommes qui manquaient de science médicale et d'expérience. Autant que j'ai pu m'en rendre compte, on n'a jamais cité un cas dans lequel la santé d'un malade ait été compromise, lorsque l'hypnotiseur était un médecin habile.

En outre des objections sans fondement sur les dangers pour la santé du sujet, des gens irréfléchis ont soulevé un grand nombre de difficultés absurdes. On nous dit que l'hypnotisme n'est pas nouveau. Je l'accorde, et je rappellerais volontiers le lien commun des paroles de l'Ecclésiaste : « Qu'est-ce qui a été autrefois ? c'est ce qui se doit faire à l'avenir. Qu'est-ce qui s'est fait ? c'est ce qui doit se faire encore. Rien n'est nouveau sous le soleil. » Néanmoins il y a dans l'hypnotisme moderne un point de départ nouveau ; — c'est, par exemple, l'hypnotisme de Liébault, la combinaison de *la suggestion avec la production du sommeil*.

On nous dit encore que l'hypnotisme est incompréhensible. Ceci demanderait une réponse, si quelque autre chose

dans la science naturelle était compréhensible ; mais nous savons que rien ne l'est. La sonnerie d'une cloche électrique peut facilement se démontrer jusqu'au point où l'on nous demande, pourquoi un courant électrique, passant autour d'un morceau de fer, le change pour cet instant en aimant. De tout cela nous ne savons pas plus que nous ne savons pourquoi la terre tourne autour du soleil : — ainsi en est-il de l'hypnotisme.

On objecte aussi que l'hypnotisme n'est utile que dans les affections du système nerveux. Ma réponse est simple. D'abord, l'accusation n'est pas *vraie* ; puis, *serait-elle vraie*, que ce serait un grand point en faveur de l'hypnotisme, parce que, de l'avis de tous, ces affections mêmes sont les plus rebelles aux traitements de la médecine ordinaire.

(2) Passant aux objections qu'on peut faire contre l'hypnotisme au point de vue de la morale, je sens que je marche sur un terrain très-délicat. Il est hors de doute que c'est une affaire très-sérieuse d'abandonner notre libre volonté au pouvoir d'un autre, et de nous livrer, pour ainsi dire, entre ses mains. Il n'en est pas moins vrai que nous consentons librement et sans hésitation à le faire tous les jours, lorsque nous prenons des anesthésiques, tels que gaz d'oxyde de nitrite, chloroforme, méthylène ou éther. La raison pour laquelle nous ne nous effrayons pas, c'est que nous nous assurons toujours que nous ne nous livrons qu'à des personnes dans lesquelles nous avons pleine confiance : pourquoi la même précaution ne nous justifierait-elle pas en nous confiant, nous ou nos malades à l'hypnotisme ?

Même en accordant, — ce que je fais — que l'abandon de la volonté et de l'action dans l'hypnotisme, est plus grand que dans le cas des anesthésies ordinaires, la décision doit

être la même, et se résume en un seul avis: « Faites bien attention à qui vous permettez de vous hypnotiser. »

15. TROIS RÈGLES RENFERMANT LES PRÉCAUTIONS NÉCESSAIRES DE LA PART D'UN HYPNOTISEUR POUR SE GARANTIR DE PÉCHÉ ET D'ERREUR.

Bernheim établit trois règles, qui renferment toutes les précautions nécessaires de la part de l'hypnotiseur. Citons les :

(1) « N'hypnotisez jamais un sujet sans son consentement formel, ou le consentement de ceux qui ont autorité sur lui.

(2) « N'endormez jamais, si ce n'est en présence d'un tiers, d'une autorité incontestée, qui puisse garantir la bonne foi de l'hypnotiseur sur le sujet. Ainsi, tout désagrément pourra être évité en cas d'accusation, ou soupçon de tentative qui ne serait pas pour soulager le sujet.

(3) « Ne communiquez jamais au sujet hypnotisé, sans son consentement, aucune autre suggestion que celles qui sont nécessaires pour sa guérison. Le médecin n'a pas d'autres droits que ceux que lui confère le patient. Il doit se borner à la suggestion thérapeutique; toute autre expérience lui est interdite sans le consentement formel du patient, même quand ce serait dans l'intérêt de la science. Le médecin ne doit pas profiter de son autorité sur le patient pour obtenir son consentement, s'il suppose que l'expérience qu'il désire faire puisse avoir le moindre mauvais effet. »

« Persuadé, comme je le suis, que l'hypnotisme est une réalité, un puissant moyen de guérison, que ne saurait atteindre une critique ignorante et dénuée de fondement, je crois que c'est notre devoir, — un devoir impérieux, — de

lui rendre justice et de ne point le laisser tomber entre les mains des charlatans. *Suivant la manière de s'en servir, il est bon ou mauvais.* »

Le même auteur répond à l'objection qu'on allègue quelquefois contre l'hypnotisme, que le sujet hypnotisé reste constamment sous l'empire de l'hypnotiseur, et peut être poussé par ses suggestions à agir criminellement. Cette idée, dit-il, a été considérablement exagérée. Si des choses de ce genre ont eu lieu quelquefois, il faut que les suggestions aient été criminelles, — chose que nous devons éviter avec soin et de toutes les manières possibles. Et il ajoute : « Admis que des suggestion criminelles aient eu lieu (et nous savons où le mal réside), il y a des preuves qui démontrent évidemment que la conscience, même endormie, comme elle l'est dans l'hypnotisme, n'est pas éteinte, et les suggestions mauvaises seront vaincues et repoussées, si la conscience du sujet hypnotisé s'y oppose. » Il donne deux exemples sur ce point ; je crois inutile de les citer, puisque sa conclusion est parfaitement claire, à savoir, que si des suggestions criminelles ont eu lieu quelquefois dans l'hypnotisme, — et elles ne devraient jamais avoir lieu, — il reste au pouvoir de la conscience endormie du sujet, quel qu'il soit, de les accepter ou de les rejeter.

L'auteur conclut son article par ces paroles : « Après une étude de l'hypnotisme, aussi complète et soigneuse qu'on peut la faire par la lecture, j'en suis arrivé au doute et à l'étonnement, empreints d'une forte dose de scepticisme. Dans cette disposition d'esprit, je me suis rendu au centre des expériences qu'on en faisait sur une vaste échelle : j'ai vu par moi-même ce qu'il est, ce qu'il peut faire, et quels sont ses points faibles. Selon mon humble capacité, bien que

pressé par d'autres absorbantes et pénibles occupations, je l'ai essayé moi-même sur une petite échelle, et avec des résultats très encourageants. Je vous ai dit les conclusions auxquelles j'avais été irrésistiblement amené. Que ceux qui voudraient condamner l'hypnotisme sans en avoir tenté l'épreuve, fassent comme moi, et qu'alors ils nous donnent connaissance de leur appréciation. »





Le Premier Commandement (suite)

CHAPITRE VIII

CE QUI EST DÉFENDU PAR CE COMMANDEMENT
Vaine observance, Magie, Sorcellerie

1. Vaines observances: sens et division.
2. Trois sortes de vaine observance.
3. La vaine observance est un péché mortel de sa nature.
4. Comment on peut connaître la vaine observance.
5. Règles à suivre en cas de doute.
6. Enumération de quelques pratiques superstitieuses.
7. Magie: sens et division.
8. Sorcellerie: sens et pratiques.
9. Magiciens dont parle la Sainte-Ecriture.
10. Conclusion de l'enseignement sur la superstition par les paroles de M. Collin de Plancy, telles qu'elles sont rapportées par Martinet.

I. Vaine observance: sens et division

La vaine observance est une espèce de superstition par laquelle on s'efforce de faire quelque chose par l'entremise diabolique, ou avec l'aide du démon.

Elle diffère de la divination, en ce que celle-ci se propose en principe d'obtenir une connaissance spéculative touchant une chose occulte, et la *vaine observance* a pour but d'obtenir une connaissance pratique, afin de faire ou d'omettre quelque chose.

Comme la divination, la vaine observance peut être une invocation *formelle* ou *tacite* du démon. Elle serait *formelle*, lorsqu'un homme se montrerait assez pervers pour invoquer directement l'aide du démon dans l'intention de nuire à un autre que ce soit avec ou sans un contrat exprès. Elle est *tacite*, quand elle est comprise dans des charmes, des enchantements ou autres moyens sans proportion avec l'effet qu'on veut obtenir; c'est-à-dire dans l'emploi de moyens, qui, par eux-mêmes, ni par la nature, ni par la loi de Dieu, ne sont ordonnés pour une telle fin.

2. TROIS SORTES DE Vaine OBSERVANCE

Il y a trois sortes de *vaine observance*. La première, que les latins appellent *ars notaria*, est celle qui, pour obtenir une connaissance sans temps ou sans étude, sans les moyens ordinaires, emploie des moyens disproportionnés à cette fin, comme, par exemple, l'usage de paroles inconnues ou insignifiantes, de certaines prières, de certaines potions,... etc. La seconde, appelée *observantia sanitatum*, l'art de guérir, est

celle par laquelle un homme, pour guérir des maladies, ou pour se protéger contre la foudre, les naufrages ou autres dangers, emploie de vains moyens, tels que les charmes, les enchantements,... etc. Ces charmes ou enchantements consistent ordinairement en quelques paroles d'une puissance occulte, — quelque forme de paroles, écrites ou parlées, et qu'on suppose douées de vertus magiques. La troisième est l'observation de certains évènements, comme, par exemple, lorsqu'un homme, d'après la remarque de certains faits, qui n'ont aucune relation avec les effets attendus, conjecture que quelque chose de bien ou de mal arrivera à lui ou à un autre, et, sur cette donnée, fait ou omet quelque chose, — par exemple, renverser une salière sur la table, butter contre le seuil d'une maison en la quittant, être treize à table,... etc.

3. LA Vaine OBSERVANCE EST UN PÉCHÉ MORTEL DE SA NATURE

Comme la divination, la *vaine observance* est de sa nature un péché mortel, parce qu'elle rend l'honneur divin à une créature, en attendant d'elle une chose que Dieu seul peut accorder, et parce qu'elle renferme un pacte ou une invocation diabolique. Très souvent, cependant, elle n'est qu'un péché vénial, soit à cause de l'imperfection de l'acte, qui n'est pas toujours pleinement délibéré, ou dont la malice n'a pas été remarquée; soit à cause de la simplicité, de l'ignorance ou de la timidité, qu'on rencontre souvent parmi les gens sans instruction et sans éducation qui se livrent à cette espèce de superstition.

4. COMMENT ON PEUT CONNAITRE LA Vaine OBSERVANCE

La vaine observance peut se reconnaître (1) à la cause qui n'est pas destinée à produire tel effet, soit naturellement, soit d'après quelque expression de la volonté de Dieu, comme invoquer des noms inconnus, faire un certain nombre de signes de croix, faire un charme pour obtenir la guérison d'une maladie ; — (2) à la production d'une circonstance vaine ou fausse regardée comme nécessairement requise pour arriver à certain résultat, ainsi, l'emploi, pour la guérison d'une maladie, d'herbes qui ont dû être cueillies un jour déterminé, à un moment donné, ou par telle personne ; — (3) à la croyance en l'efficacité infaillible des moyens employés, qui ne sont certainement pas sûrs, comme, par exemple, ceux qui portent sur eux certains objets de dévotion, récitent certaines prières, ou disent ces prières un certain nombre de fois, font un nombre de croix déterminé, et attribuent à ces exercices une infaillibilité que l'Eglise n'a pas autorisée.

5. RÈGLES A SUIVRE EN CAS DE DOUTE

Quant aux cas de doute, pour discerner si une chose est superstitieuse ou non, nous pouvons donner les règles suivantes: (1) S'il y a une raison probable de penser qu'une chose est de sa nature propre à produire naturellement l'effet désiré, on peut légitimement l'employer, mais avec protestation contre toute intervention diabolique. — (2) Si, cependant, il est clair que la chose est évidemment au dessus de la nature, et s'il est douteux que l'effet soit de Dieu ou du démon, on doit alors la regarder comme superstitieuse et illicite, à

moins que la sainteté de la personne qui accomplit l'acte, ou d'autres signes évidents, ne démontrent le contraire; car il est téméraire de penser que les miracles arrivent toujours et facilement. Toutefois, il faut nous rappeler que ce n'est nullement superstitieux d'observer la lune et le temps, pour rentrer les fourrages, les moissons, les fruits,... etc; pas plus que de porter sur soi des choses saintes, tels que des *Agnus Dei*, les paroles de la sainte Ecriture, comme les Evangiles en l'honneur de Dieu, ou des saints, et avec l'intention d'implorer leur secours. Il n'est absolument pas superstitieux non plus de réciter un certain nombre de prières, ni de faire tous les actes de piété catholique, qui sont propres à augmenter la dévotion, pourvu qu'on n'attribue à aucun d'eux une puissance infaillible.

6. ÉNUMÉRATION DE QUELQUES PRATIQUES SUPERSTITIEUSES

Le Rev. Fr. Müller donne la liste suivante, très incomplète, sans contredit, de pratiques superstitieuses. Elle suffit pour appeler notre attention sur leur nature et leur absurdité: « Il est superstitieux de croire que j'aurai une mauvaise chance, si je butte contre le seuil d'une porte en sortant de la maison; si je mets mon soulier droit le premier, si je rencontre un homme borgne, (ou une femme aux cheveux rouges), ou un homme malade et aveugle. Il est superstitieux de croire qu'un malheur va m'arriver, si je rencontre une pie sur le chemin, ou si une corneille croasse sur une cime voisine. Il est aussi superstitieux de ne pas entreprendre (de propos délibéré) un voyage, ou de ne pas commencer une affaire les jours que l'on considère comme néfastes, et particulièrement le jour de la semaine que tombe, telle année, la fête des Saints Innocents; de ne pas se marier le vendredi,

ou dans les mois de mai et d'août, supposant que ce sont des époques qui portent malheur. Quel pouvoir ont en effet ces choses pour pronostiquer une bonne ou une mauvaise chance? Aucun, bien sûrement. Elles n'ont aucun pouvoir d'elles-mêmes, ni de la nature, et encore moins aucun pouvoir de Dieu. »¹

7. MAGIE : SENS ET DIVISION

Ce mot vient du grec *μαγεία*, ou *μάγος*, un sage, un philosophe. On l'appelle quelquefois sorcellerie, et ce terme signifie, dans son sens superstition, avoir recours à l'aide du démon pour faire des choses étonnantes. La magie peut être prise dans son sens naturel ou artificiel, qu'on appelle aussi l'*art blanc*, — c'est-à-dire, l'art de faire des choses merveilleuses par des moyens naturels et par habileté humaine, sans aucun secours diabolique ou extra-naturel : là, rien de mauvais, par exemple, les divertissements de Maskelyne et de Cooke, au hall Egyptien, à Londres. Mais la magie qui est mauvaise et coupable consiste dans l'art de faire des choses merveilleuses au dessus de tout pouvoir humain, par l'entremise du démon, invoqué tacitement ou expressément. On donne à la magie les divers sens suivants : (1) l'art ou la science de mettre en action la puissance des esprits ; la science de produire des effets merveilleux avec l'aide d'êtres surhumains, des esprits des morts, de la sorcellerie, des enchantements. — (2) Les opérations secrètes de causes naturelles — la *magie naturelle*, ou l'application de causes naturelles à des sujets passifs, par lesquels on obtient des

¹ MULLER sur le 1^{er} commandement.

effets surprenants. La magie naturelle a sa base dans la philosophie naturelle. Elle est née de la disposition scientifique des anciens temps à profiter de la propension du vulgaire à attribuer toute chose au-delà de sa portée à des causes surnaturelles. — (3) La *magie céleste* attribue aux esprits une sorte d'empire sur les planètes; et aux planètes, une influence sur les hommes. — (4) La *magie superstitieuse* ou *géotique* consiste dans l'invocation des esprits mauvais ou des démons, et suppose un pacte tacite ou formel entre eux et les êtres humains.

8. SORCELLERIE : SENS ET PRATIQUES

Elle est un art par lequel on cherche à nuire aux autres dans leurs personnes ou dans leurs biens avec l'aide du démon. Comme les ensorceler, — les faire tomber dans une maladie ou dans la pauvreté; nuire à leur bétail, — enlever le beurre au lait; les exciter à un amour impur, leur inspirer de la haine envers certaines personnes, et choses semblables. Se permettre une chose de ce genre est une grande abomination aux yeux de Dieu, un péché grave, non seulement contre la religion, mais aussi contre la charité et la justice.

La *sorcellerie* comprend la pratique des sorts, des charmes, des enchantements; les relations avec le démon, une puissance surnaturelle que des personnes croyaient autrefois obtenir en contractant un pacte avec le démon. De fait, on croyait fermement que ces personnes se donnaient à lui, corps et âme, tandis qu'il leur persuadait qu'elles n'auraient besoin de rien, qu'elles pourraient prendre la forme qui leur plairait, pour aller voir leurs ennemis, les tourmenter, et accomplir leur dessein infernal. Dès que le pacte était

conclu, le démon, disait-on, donnait au sorcier un *imp*, un *esprit familier*, prêt à son appel et à faire tout ce qui lui serait ordonné. Par le secours de cet esprit et du démon, la sorcière, qui était presque toujours une yieille femme, pouvait se transporter à travers les airs sur un manche à balai ou sur une broche, prendre différentes formes, particulièrement celle d'un chat ou d'un lièvre ; infliger des maladies à qui elle voulait, et punir ses ennemis par une infinité de moyens. La croyance à la sorcellerie est très ancienne. On y a cru généralement en Europe jusqu'au seizième siècle ; elle s'est même maintenue dans une croyance assez ferme jusqu'au milieu du dix-septième siècle. Un très grand nombre de sorcières célèbres étaient condamnées chaque année à être brûlées ; au point que, en Angleterre seulement, on compte que pas moins de 30,000 furent livrées au bûcher. ¹

9. MAGICIENS DONT PARLE LA SAINTE ÉCRITURE

La Sainte Ecriture fait souvent allusion aux magiciens. Moïse parle de ceux de l'Egypte. « Pharaon ayant fait venir les sages et les magiciens, ils firent aussi la même chose par les enchantements égyptiens et par les secrets de leur art. » ² Nous voyons les magiciens et les devins que Saül extermina du pays ; ³ que Manassé consultait les augures, s'adonnait à l'art de la magie, et avait auprès de lui des magiciens et des enchanteurs. ⁴ « Il y avait dans la ville un homme nommé

¹ OGILVIE : Dict. Imp.

² EXOD. VII. 11.

³ I ROIS XXVIII. 9.

⁴ II PARAL. XXXIII. 6.

Simon, qui y avait auparavant exercé la magie, et qui avait séduit le peuple de Samarie, se disant être quelque chose de grand. »¹ Les magiciens d'Egypte étaient capables de faire des choses étonnantes. Ils imitèrent deux des plaies, changeant l'eau en sang et produisant le brouillard. Ils ne purent imiter la troisième, et ils reconnurent dans cette merveille le doigt de Dieu.²

Ils imitèrent aussi le premier prodige que leur avait donné Moïse, en changeant leurs verges en serpents ; mais la verge d'Aaron dévora les leurs. »³

10. CONCLUSION DE L'ENSEIGNEMENT SUR LA SUPERSTITION
PAR LES PAROLES DE M. COLLIN DE PLANCY
TELLES QU'ELLES SONT RAPPORTÉES PAR MARTINET.

Nous pouvons terminer ces enseignements sur la superstition par les paroles de M. Collin de Plancy, citées par Martinet.⁴ « On n'a peut-être pas assez remarqué, au milieu des clamours égoïstes des philosophes, qu'il n'y a d'entièrement dégagés de toute superstition que les fidèles enfants de l'église, parce qu'eux seuls possèdent la vraie lumière.

« Au contraire, tous les hommes qui sont dans un état de doute, semblent réaliser le mot célèbre : que ceux qui se séparent de Dieu s'égarent ; le plus incroyant d'entr'eux est aussi le plus superstitieux. Ils rejettent tout dogme révélé ; et, avec Johnson, ils croient aux revenants, (Johnson était un croyant fervent) ; avec Rousseau, ils ont peur du nombre

¹ Act. VIII. 9.

² Exod. VIII. 18, 19.

³ Ex. VII. 12.

⁴ La Foi et la Raison.

treize ; avec Bayle, ils regardent le vendredi comme jour néfaste ; avec Volney, ils interprètent les songes ; avec Helvétius, ils consultent les diseurs de bonne aventure ; avec Hobbes, ils étudient l'avenir par des combinaisons d'arithmétique ; et avec Voltaire, ils redoutent les augures. Un sage passe sa vie à la recherche d'un elixir de longue vie ; un célèbre mathématicien croyait que les éléments étaient habités par des substances cabalistiques. Un autre philosophe, en même temps qu'il affirmait son doute sur l'existence de Dieu, se livrait à des pratiques et à des conjurations pour faire paraître le démon. » L'abbé Martinet conclut ainsi : « Les hommes ne pourront jamais réussir à s'aveugler au point de croire qu'ils sont les êtres les plus grands. Si la vraie religion ne leur a pas appris à reconnaître et à adorer Dieu, le Père Tout-Puissant, ils chercheront à entretenir des relations avec les esprits, avec les génies, et avec les puissances occultes ; et, si c'est nécessaire, ils leur sacrifieront même des victimes humaines. Toute la philosophie de Julien l'Apostat ne fut pas suffisante pour le détourner d'aussi horribles excès... Quant aux gens des classes inférieures, lorsqu'ils en sont une fois arrivés à l'aberration de ne croire ni au Dieu du ciel, ni au démon de l'enfer, ils tombent au pouvoir de démons pires encore, — des démons à forme humaine... Je le répète, l'unique remède contre la foi aux démons, quel que soit le nom qu'on leur donne, contre les abominables espérances et les œuvres homicides de l'égoïsme, c'est *la religion* qui par la foi et l'espérance chrétiennes, nous apprend à aimer Dieu par-dessus toutes choses, et notre prochain comme nous-mêmes. »



Le Premier Commandement (suite)

CHAPITRE IX

CE QUI EST DÉFENDU PAR CE COMMANDEMENT L'IRRÉLIGION

1. Irréligion: sens et différentes espèces.
2. Tentation de Dieu, formelle et implicite. D'où elle vient.
3. Nature et gravité de ce péché démontrée par trois conséquences qui découlent de l'enseignement sur ce point.
4. Sacrilège: sens et division.
5. Différentes manières par lesquelles on peut commettre le sacrilège.
6. Si tout vol commis dans une église est un sacrilège.
7. Sacrilege d'après la loi civile.
8. Observations et règles touchant les ornements et les vases sacrés.
9. Simonie: nature ou sens, selon la loi canonique et la loi civile.
10. Trois questions à élucider: — (1) Qu'entend-on par chose spirituelle par rapport à la simonie? — (2) Qu'entend-on par une chose temporelle ou son équivalent? — (3) En quoi consiste le contrat d'achat et de vente?
11. Division: Simonie mentale, conventionnelle, réelle ou confidentielle et leurs sens divers.
12. Simonie contre la loi divine et naturelle, contre la loi ecclésiastique, et contre la vertu de religion, prouvée par Saint Thomas.

13. Nature de ce péché, quant à sa gravité, quand il est contraire à la loi de Dieu, et quand il est contraire à la loi ecclésiastique.
14. Titres qui empêchent la simonie.
15. Les *honoraria*, honoraires et offrandes faits aux prêtres et aux ministres de l'église; leur explication.
16. Pénalités ecclésiastiques frappant le péché de simonie et ceux qui s'en rendent coupables.

I. IRRÉLIGION: SENS ET DIFFÉRENTES ESPÈCES

L'irréligion est un vice opposé à la vertu de religion par défaut, et qui a lieu quand on montre un manque de respect directement à Dieu, ou indirectement, en manquant de respect aux personnes ou aux choses sacrées. On peut manquer de respect directement envers Dieu de trois manières: *par la tentation de Dieu, par le parjure et par le blasphème*. Dans son sens direct, nous avons *le sacrilège et la simonie*.

Le *parjure* et le *blasphème* trouveront une place plus convenable, lorsque nous traiterons du second commandement. Nous nous bornerons à expliquer ici les trois sortes d'irréligions: *la tentation de Dieu, le sacrilège et la simonie*.

2. TENTATION DE DIEU, FORMELLE ET IMPLICITE D'OU ELLE VIENT

Tenter Dieu. — Ceci veut dire: chercher à éprouver, par parole ou par action, si Dieu est puissant, sage, miséricordieux, ou doué de quelque autre de ses attributs. C'est la téméraire attente d'un effet extraordinaire demandé à Dieu, en mettant à l'épreuve sa puissance divine. Par exemple, demander à Dieu de faire fructifier un champ sans l'ensemencer ou le cultiver.

On peut tenter Dieu de différentes manières: *expressément ou formellement*, comme, lorsque, par parole ou par action, on cherche à mettre à l'épreuve la puissance ou la science de Dieu; *implicitement ou interprétativement*, quand une personne, bien que sans l'intention de s'attaquer à aucun des attributs divins, demande néanmoins ou fait quelque chose qui ne peut servir à rien autre qu'à mettre à l'épreuve la puissance, la bonté ou la science de Dieu. Tenter Dieu de cette façon procède d'un double vice: — de *l'infidélité*, quand on doute de l'une des perfections divines, qu'on dit ou qu'on fait quelque chose dans le but de mettre à l'épreuve cette perfection, ou d'obtenir de Dieu quelque manifestation de cet attribut; — de *la présomption*, lorsqu'une personne qui ne doute point des perfections divines, cherche à obtenir de Dieu sans aucune nécessité, quelque manifestation de sa volonté ou de son assistance par des prodiges et des miracles: ainsi (1) un malade qui compte recouvrer la santé par la prière, et néglige tous les moyens naturels de se guérir, tente Dieu. (2) Quelqu'un qui s'expose librement à une occasion prochaine de pécher mortellement; dans l'espoir que Dieu peut, par une grâce extraordinaire, le préserver de tomber, est aussi coupable de tenter Dieu. (3) Celui qui, sans motif, expose sa vie au danger, comptant sur une intervention de Dieu en sa faveur, est également coupable de ce péché.

3. NATURE ET GRAVITÉ DE CE PÉCHÉ DÉMONTRÉE PAR TROIS CONSÉQUENCES QUI DÉCOULENT DE L'ENSEIGNEMENT SUR CE POINT

Nous avons maintenant à nous demander quelle est la nature de ce péché?

La tentation de Dieu, qui a pour origine l'infidélité, est de sa nature un péché mortel, parce qu'elle est contraire à la foi et à la religion. Tenter Dieu par présomption ou par curiosité, comme dans l'un des trois cas donnés plus haut, — bien que ce soit de sa nature un péché mortel, parce que c'est contraire à la vertu de religion, — peut cependant n'être, et souvent, n'est qu'un péché vénial; parce qu'il y a légèreté de matière, ou manque de réflexion sérieuse sur l'action ou sur sa malice. D'où il suit:

(1) Un homme pèche gravement contre la vertu de religion, s'il cherche à prouver son innocence par un duel, par l'application d'un fer rouge, ou autres moyens semblables; celui qui irait au martyre de son propre mouvement, à moins que ce ne fût de bonne foi, ou par une inspiration divine. Il est cependant permis de demander à Dieu un miracle, sous la condition que ce soit conforme à sa divine volonté, aussi souvent qu'il y a une cause grave, pour notre santé ou pour celle d'un autre, pour obtenir le concours de la volonté divine dans une bonne œuvre. Ce n'est pas là tenter Dieu, mais chercher son appui avec sagesse et pour un bon motif.¹

(2) Il suit de cet enseignement qu'un homme pécherait gravement, si, sans une cause juste et suffisante, il s'exposait à un danger de mort, dans l'espoir qu'il serait préservé par l'assistance divine. S'il s'exposait témérairement à la mort, sans avoir confiance dans la protection de la Providence, son péché serait alors contre le cinquième commandement, et non contre la vertu de religion.

(3) Il s'en suit encore qu'on pécherait vénittement si, dans une maladie sans gravité, on refusait de prendre des remèdes, comptant sur une guérison miraculeuse de la part

¹ S. THOM. 2. 97; art. 2.

de Dieu. Ce n'est pas là un désordre très-grave, et, il n'y aurait même pas péché, si on espérait guérir naturellement avec le secours de Dieu.¹

4. SACRILÈGE : SENS ET DIVISION

Le sacrilège est la profanation d'une chose sainte. Il y a trois sortes de choses saintes: les personnes, les lieux et les choses de quelque genre que ce soit, comme les vases sacrés de l'autel, les reliques et les images des saints. Le sacrilège est donc de trois espèces: *personnel local et réel*. On appelle saint ce que l'usage divin ou ecclésiastique destine au service divin; ce qui est consacré ou bénii pour servir au culte de Dieu.

Les *personnes* sont saintes ou sacrées, dans ce sens, lorsqu'elles sont consacrées au culte de Dieu par des vœux ou par les ordres sacrés.

Les lieux saints ou sacrés sont ceux que l'autorité de l'église a destinés au culte divin, comme les églises, les cimetières bénits, les chapelles publiques, mais non les chapelles privées.

Choses saintes ou sacrées. — On entend par là les choses qui appartiennent au service ou au culte divin, tels que les sacrements, les vases et les ornements sacrés, les reliques des Saints, les parures de l'église et de l'autel..., etc., et aussi les propriétés et biens ecclésiastiques.

Le sacrilège *personnel, local et réel*, diffère d'espèce, et les péchés doivent être spécifiés en confession: on doit dire de quel genre ils sont.

¹ S. ALPH. n° 30.

De sa nature, le sacrilège est un péché mortel, parce qu'il est contraire à la vertu de religion. Toutefois, il est susceptible de légéreté de matière ; et, en raison de cette circonstance le péché peut n'être que vénial, parce qu'il n'est pas directement et immédiatement contre Dieu.

5. DIFFÉRENTES MANIÈRES

PAR LESQUELLES ON PEUT COMMETTR LE SACRILÈGE

Ces différentes espèces de sacrilèges peuvent être commis de plusieurs manières.

Le sacrilège personnel peut se commettre : (1) en frappant violemment et avec colère un clerc ou un religieux ; (2) par un péché contre le sixième commandement fait par ou avec une personne consacrée à Dieu par un vœu de chasteté ou par les ordres sacrés ; (3) en citant les ecclésiastiques à un tribunal séculier, (dans les pays où est admis ce qu'on appelle le *privilegium fori*) ; et, en tout pays, lorsqu'il s'agit d'affaires spirituelles ou de juridiction ecclésiastique. (4) Il n'y aurait pas sacrilège à détracter ou calomnier un prêtre et un religieux, parce que c'est leur personne qui est considérée comme sacrée, non leur réputation ou leur nom.

Il y a *sacrilège local*: (1) dans tous les péchés par lesquels d'après les lois ecclésiastiques, une église serait profanée, — par exemple, blesser une personne au point de produire dans une église une abondante effusion de sang ; (2) dans tous les péchés qui sont contraires à l'immunité ecclésiastique, à la sainteté d'une église ou d'un sanctuaire, spoliation, vol, bataille..., etc ; (3) dans toutes les actions qui ne seraient pas convenables pour la sainteté de tels lieux, comme les marchés, les transactions, des assemblées bruyantes..., etc, à moins

qu'une cause grave ou une nécessité n'obligent à se servir d'une église pour de telles affaires.

Le sacrilège réel se commet : (1) par l'administration ou la réception indigne des sacrements ; (2) par le traitement irrespectueux des reliques ou des images ; (3) par la profanation des vases sacrés et des ornements de l'église ; (4) par le vol d'une chose consacrée au service de Dieu ou de l'église ; (5) par l'abus des Saintes Ecritures ou d'expressions bibliques, comme par exemple, vicier le texte ou les mots de l'Ecriture, les employer dans un sens vain et profane ; (6) par la négligence des soins à donner aux vases ou aux choses saintes, comme de les laisser traiter sans respect ou détruire, pour quelqu'un qui en a la charge et qui est tenu d'en prendre soin.

6. SI TOUT VOL COMMIS DANS UNE ÉGLISE EST UN SACRILEGE

On peut se demander si tout larcin commis dans une église est un péché de sacrilège. En général, il est certain que tout vol d'une chose sainte, ou d'une chose non sainte dans un lieu saint, est un sacrilège, d'après la déclaration de la loi canonique : *Sacrilegium committitur auferendo Sacrum de Sacro, vel non sacrum de sacro, sive sacrum de non sacro;* il y a sacrilège à voler une chose sainte dans un lieu saint, une chose non sainte d'un lieu saint, ou une chose sainte d'un lieu non saint. — Quant aux choses qui n'appartiennent pas au lieu saint, mais qui y sont laissées par hasard et qu'on trouve dans les églises, comme parapluies, livres, bourses et objets semblables, il est douteux que les voler soit un péché de sacrilège. Saint Alphonse dit probablement que non.¹

¹ S. ALPH. n° 39.

7. SACRILÈGE D'APRÈS LA LOI CIVILE

D'après la loi civile, un vol dans une église, ou l'enlèvement criminel des biens d'un église paroissiale, d'une autre église ou chapelle, est un sacrilège ; et était autrefois considéré par la loi commune comme un crime capital ; mais la loi met aujourd'hui ce crime sur le même pied que les autres.

« Entrer par effraction dans une église, une chapelle ou un autre lieu du culte divin ; y voler ou être convaincu d'y avoir volé quelques biens, rend possible de la servitude pénale pour la vie, ou, au minimum, de la servitude pour trois ans, ou de l'emprisonnement de deux ans, avec ou sans travaux forcés ou solitude. Entrer avec effraction dans des lieux saints avec l'intention d'y commettre un larcin, c'est se rendre possible de la servitude de trois à sept ans, ou d'un emprisonnement de deux ans. »¹

8. OBSERVATIONS ET RÈGLES TOUCHANT LES ORNEMENTS ET LES VASES SACRÉS

. Quant aux ornements et aux vases sacrés, il y a quelques observations et remarques à faire. On ne doit pas faire servir les ornements sacerdotaux et les vases sacrés à des usages profanes, si leur forme n'a pas été au préalable complètement changée. Ainsi, un calice ne doit jamais servir de coupe

¹ Cabinet de l'avocat. — *D'après la loi française, sera puni de la peine des travaux forcés à temps tout individu coupable de vol dans un édifice consacré aux cultes légitimement établis en France. Voy. C. P. art. 262, 385, 386. (N. d. T.)*

ordinaire à boire ; mais s'il a été fondu ou réduit en morceaux d'argent, on peut l'employer à quel usage que ce soit, comme les autres métaux. Il n'est pas convenable de réparer ou raccommoder des vêtements profanes avec une vieille chasuble, par exemple, ni d'employer à des usages profanes les vêtements sacerdotaux ou autres ornements sacrés. Cette remarque ne s'applique pas aux choses qui ne sont pas bénites, chandeliers, burettes, cartons, ... etc.

Il est permis aux clercs, aux religieux, aux sacristains laïques, et aux religieuses qui remplissent les fonctions de sacristains, de toucher les vases sacrés. Les autres personnes pécheraient, — mais le péché ne serait que vénial, bien qu'ayant le caractère de sacrilège, — en touchant les vases sacrés sans un motif raisonnable. Lorsque les vases sacrés contiennent le Saint-Sacrement, il n'est permis de les toucher qu'à un prêtre ou à un diacre. Pour tout autre, ce serait un grave péché de sacrilège, à moins que ce ne fût dans un cas de nécessité, par exemple, si le Saint-Sacrement était en danger de profanation.

Il est permis pour tous, indistinctement, de toucher les autres choses saintes, comme les reliques des saints, les ornements sacrés, excepté les choses qui touchent immédiatement la sainte Hostie, à moins qu'elles n'aient été purifiées. Les corporaux et les purificatoires, après qu'on s'en est servi, doivent être lavés trois fois, ou au moins une^e fois ; et, la première fois, par un clerc dans les saints ordres. Il est probable que le premier lavage peut être fait par un simple tonsuré, surtout s'il y a une juste raison pour qu'il le fasse. Ce premier lavage ne pourrait être fait par une personne laïque, pas même une religieuse, sans commettre un péché

vénier. Le second et le troisième peuvent être confiés à quelle personne que ce soit, laïque ou clerc.¹

Ces observations touchant les vases sacrés et les ornements sacrés, sont bien propres à nous rappeler combien nous devons nous tenir en garde contre toute irrévérence et tout sacrilège à l'égard du Très-Saint-Sacrement, qu'il soit enfermé dans le saint tabernacle, exposé pour la bénédiction, porté en procession, le jour de la Fête-Dieu, ou quand nous le recevons dans la sainte communion.²

9. SIMONIE

NATURE OU SENS, SELON LA LOI CANONIQUE ET LA LOI CIVILE

Ainsi appelée de Simon le Magicien qui offrit de l'argent pour acheter le pouvoir de communiquer les dons du Saint-Esprit.³ — C'est le péché qui consiste à acheter ou à vendre des choses spirituelles, ou des choses annexées aux spirituelles, pour des biens temporels ou leur équivalent. La loi civile désigne par le nom de simonie le crime d'acheter ou de vendre une promotion ecclésiastique, et la présentation vicieuse de quelqu'un à un bénéfice ecclésiastique pour de l'argent ou une récompense. En Angleterre, par le statut 31 d'Elizabeth, c. VI, ce crime est frappé de pénalités sévères. Dans l'église écossaise, des pratiques simoniaques sont un motif de déposer un titulaire qui en est coupable, ou de priver un postulant de ses droits.

¹ Voy. Compend. de Théol. Mor., par Fr. SABETTI, s. j.

² IBID.

³ Act. viii.

IO. TROIS QUESTIONS A ÉLUCIDER

Pour comprendre parfaitement la nature de ce crime, nous avons trois questions à élucider : (1) Qu'entend-on par une chose spirituelle par rapport à la simonie ? (2) Qu'entend-on par une chose temporelle ou son équivalent ? (3) En quoi consiste le contrat de vendre ou d'acheter ?

(1) Qu'entend-on, dans le cas présent, par une chose spirituelle ? Ce terme désigne toute chose surnaturelle, ordonnée en vue du salut, soit formellement, comme la grâce ou les dons du Saint-Esprit ; la cause de ces dons, tels les sacrements, les prières, les sacramentaux, etc. ; les effets ou l'usage de ce pouvoir surnaturel, comme la consécration, l'absolution, les dispenses, les bénédictions, la collation des bénéfices, et les autres actes de juridiction.

Par choses annexées aux spirituelles, nous devons entendre celles qui, bien que non spirituelles en elles-mêmes, sont néanmoins liées à quelque chose de spirituel de l'une des manières suivantes : (1) *antécédemment*, lorsque la chose temporelle précède la spirituelle, comme le patronage relativement aux bénéfices, les vases et les ornements sacrés par rapport aux sacrements ; — (2) *concurremment*, comme le travail intrinsèquement et nécessairement lié avec l'œuvre ou l'action spirituelle ; par exemple, se tenir debout à l'autel pendant qu'on dit la messe, ou l'espace de temps nécessaire pour la célébration de la messe ; — (3) *conséquemment*, ce qui suit l'action spirituelle, mais la présuppose, comme le revenu d'un bénéfice.

Le travail intrinsèque qui n'est pas nécessairement lié avec la fonction sacrée, n'est pas regardé comme chose spirituelle

ou annexée à la chose spirituelle ; par exemple, une longue course, un jeûne prolongé, un retard et chanter la messe.

L'entretien de la personne qui subvient à nos besoins spirituels, ne doit pas être considéré comme une chose spirituelle ; et, par conséquent, il n'y a pas simonie à donner ou à recevoir de l'argent, non comme un payement, mais comme offrande, même à l'occasion du travail intrinsèque lié à l'action spirituelle.

La charge ou le devoir d'approprier l'église, d'en prendre soin, de porter et ensevelir les morts, ne sont pas des choses spirituelles.

Instruire les autres de la sainte doctrine est spirituel, si l'instruction n'a pour but que le bien spirituel du prochain : d'où il suit qu'il y aurait simonie à recevoir des salaires pour instruire les convertis ou enseigner le catéchisme. Il ne serait point permis de recevoir un payement pour l'étude et le travail exigés par ce devoir, parce que l'étude et le travail sont intrinsèquement liés à cette œuvre. Il en est de même pour le temps et le travail consacrés à la préparation d'un sermon. Autre serait le cas, si l'instruction tend à l'avantage ou au bien temporel d'un autre, à l'utilité, à l'honneur, au délassement et aux plaisirs du prochain, comme quand il s'agit d'enseigner la Sainte Ecriture, la théologie, le droit canon, etc. Saint Thomas affirme clairement que celui qui enseigne une science peut recevoir un juste salaire en retour de son travail. ¹

(2) *Choses temporelles.* — Par chose temporelle, au point de vue de la simonie, il faut entendre tout ce qu'on donne ou promet pour une chose spirituelle. La loi canonique

¹ 2, 2, — 190; art. 13 ad 8.

distingue ou divise les choses temporelles en trois classes que l'on désigne par des termes latins techniques: (1) *Munus a manu*, — ce qui indique de l'argent ou l'équivalent, en meubles ou immeubles. (2) *Munus a lingua*, — ce qui signifie faveur, protection, recommandation par pacte ou accord mutuel. Cela veut dire, rendre service à quelqu'un pour en obtenir un bénéfice ou une charge spirituelle pour un ami. (3) *Munus ab obsequio*, — c'est enseigner ou servir dans les choses temporelles pour obtenir les spirituelles. Cette expression indique tout travail fait dans l'intérêt et pour l'utilité d'un autre, par exemple, prêter quelque chose, rendre service, remplir une charge *gratis* pour lui, ou moyennant un salaire moindre, dans le but d'en obtenir un bénéfice. D'après tout ce qui précède, on voit combien sont rigoureuses les lois de l'église au sujet de la simonie et de tout ce qui s'en rapproche.

(3) *Achat et vente*. — En matière de simonie, par acheter ou vendre on entend un contrat onéreux, par lequel on a l'intention d'obliger quelqu'un à recevoir une chose spirituelle comme prix d'une chose temporelle, ou une chose temporelle comme prix d'une chose spirituelle. Il n'est pas nécessaire qu'il y ait contract formel, il suffit qu'on ait l'intention, implicite ou tacite, d'obliger ou d'amender un homme à céder une chose spirituelle pour un don temporel, une récompense ou un payement.

II. DIVISION : SIMONIE MENTALE, CONVENTIONNELLE RÉELLE OU CONFIDENTIELLE ET LEURS SENS DIVERS

La simonie peut être *mentale*, *conventionnelle*, *réelle* ou *confidentielle*.

La simonie mentale a lieu quand on confère une faveur spirituelle à une personne avec l'intention d'en obtenir par là un avantage temporel; ou lorsqu'on offre une chose temporelle dans l'espoir d'obtenir un don spirituel, mais sans qu'il y ait accord formel ou tacite. Ce genre de simonie est un péché, mais il ne tombe pas sous les censures ecclésiastiques *au for extérieur* de l'église, d'après le principe que, dans sa législation et sa discipline extérieure, *de internis non judicat Ecclesia*, — l'Eglise ne juge pas de l'intérieur.

Simonie conventionnelle. — Elle est un contrat ou un accord extérieur *formel ou tacite*, de donner ou de recevoir une chose spirituelle pour une temporelle, ou *vice-versa*. Elle est purement conventionnelle, si le contrat n'est exécuté par aucune des parties, s'il est exécuté par l'une des parties, on l'appelle alors *simonie mixte*. Les censures de la loi ecclésiastique ne s'appliquent pas à ce genre de simonie, parce que, *odiosa sunt restringenda*, d'après un principe reçu de la loi canonique.

La simonie réelle a lieu quand, de part et d'autre, l'accord est parfait et exécuté, c'est-à-dire, lorsque l'obligation spirituelle est remplie par l'une des parties, et que le prix temporel est payé par l'autre, ou *vice-versa*; ou, tout au moins, quand le payement a été fait en partie.

Confidentielle. — Ce genre de simonie n'a trait qu'aux bénéfices. Il aurait lieu si un homme cérait son bénéfice à un autre sous la condition expresse ou tacite, que cet autre, comme si c'était une obligation ou une dette, céderait de nouveau ce même bénéfice au premier ou à un autre, au frère ou au neveu de celui qui l'avait cédé pour un certain temps.

Ces règles au sujet des bénéfices montrent combien la législation de l'Eglise s'efforce d'empêcher les pratiques vicieuses. Les bénéfices ne peuvent être résignés sous aucune des conditions connues sous les noms d'accès, d'entrée ou de retour, ou avec la clause secrète de toucher les fruits d'un bénéfice. Si la clause tacite était de toucher un émolument temporel différent des fruits du bénéfice, il y aurait en réalité simonie, mais ce ne serait pas une simonie confidentielle.

La confidence d'accès, par rapport à un bénéfice, aurait lieu, si quelqu'un, désirant accorder un bénéfice à un autre, qui, à l'époque donnée, est incapable de l'occuper, à cause de son âge ou d'un autre motif, donne ce bénéfice à un tiers, sous la condition que ce tiers le résignera aussitôt que l'âge de l'autre le rendra capable de l'occuper.

Il y aurait simonie d'entrée, dans le cas où un homme résignerait un bénéfice qui lui est conféré, mais dont il n'est pas encore en possession, sous la clause de recouvrer le bénéfice, d'en prendre possession dans d'autres circonstances, ou, dans l'avenir, quand il serait de nouveau vacant.

La simonie *par retour* se présenterait si un homme renonçait à un bénéfice, déjà possédé, en faveur d'un autre, et mettait en même temps pour condition qu'il rentrerait en possession de ce même bénéfice, si cet autre venait un jour à le résigner.

12. SIMONIE CONTRE LA LOI DIVINE ET NATURELLE CONTRE LA LOI ECCLÉSIASTIQUE ET CONTRE LA VERTU DE RELIGION, PROUVÉE PAR SAINT THOMAS

Enfin, la simonie peut être contraire à la loi divine et naturelle, ou contraire à la loi humaine et ecclésiastique. La simonie contraire à la loi divine et naturelle, est celle qui est

défendue par la loi divine, comme de vendre les sacrements, les bénéfices, les dispenses de vœux,... etc. Celle qui est contraire à la loi ecclésiastique, est la chose que défend la loi de l'église comme ayant une apparence de simonie, présentant un danger de simonie, par exemple, l'échange d'un bénéfice contre un autre, lors même qu'ils seraient égaux ; donner ou recevoir quelque chose à l'occasion d'un concours, d'un examen pour une charge pastorale ;¹ recevoir quelque chose pour conférer les ordres.²

Le péché de simonie est contraire à la vertu de religion, et appartient à l'irréligion. Saint Thomas en explique la nature et la raison. Il dit qu'un acte est mauvais de lui-même par le fait qu'il tombe sur une matière indue ou mauvaise. Acheter et vendre une chose spirituelle affecte, en réalité, une matière indue, et un objet qui ne peut pas être licitement soumis à une transaction de ce genre ; et cela, pour trois raisons : (1) Une chose spirituelle ne saurait jamais trouver une compensation dans une chose temporelle. (2) Un article ne peut pas être l'objet d'une vente, lorsque le vendeur n'en est pas le propriétaire ; et aucun prélat de l'église n'est le propriétaire des choses spirituelles, il en est seulement le dispensateur. (3) La vente des choses spirituelles est contraire à leur origine, parce qu'elles sont gratuitement accordées par la bonté divine : dès lors, quiconque achète ou vend une chose spirituelle, manque de respect envers Dieu et envers les choses divines ; et, par cela, se rend coupable d'une faute d'irréligion.

¹ Trid. Sess. xxiv. c. 18.

² Ibid. Sess. xxi. c. de Reformatione.

I3. NATURE DE CE PÉCHÉ, QUANT A SA GRAVITÉ
 QUAND IL EST CONTRAIRE A LA LOI DE DIEU
 ET QUAND IL EST CONTRAIRE A LA LOI ECCLÉSIASTIQUE

La simonie contraire à la loi divine, est un péché mortel de sa pleine nature ; c'est-à-dire, est toujours un péché mortel, et n'admet pas de légéreté de matière. La raison en est que, comparer ou estimer une chose spirituelle, quelque petite qu'elle soit, avec une chose temporelle, c'est faire une grave injure à la chose spirituelle, parce que l'Esprit-Saint est, par cette action, au moins implicitement, déprécié ou vendu.

La simonie qui est contraire à la loi humaine ou ecclésiastique, est un péché mortel de sa nature, mais admet la légéreté de matière, parce que, d'après Saint Alphonse,¹ lorsqu'une chose temporelle n'est pas reçue comme prix d'une chose spirituelle, et que recevoir une chose de ce genre n'est défendu que pour éviter les apparences de simonie, il n'y a pas, alors, simonie réelle, et aucune injure n'est faite à la chose spirituelle. Le péché, dans ce cas, n'est que la violation de la loi de l'église, qui admet la légéreté de matière.

Pour donner de plus amples explications de cette question, il est nécessaire de noter encore les choses qui sont annexées au spirituel : *antécédemment, concurremment ou conséquemment*. Si une chose est annexée *antécédemment* au spirituel, et peut être estimée par elle-même, indépendamment de son rapport spirituel, — comme les vases sacrés ; — il n'y aurait pas simonie à les acheter ou à les vendre selon leur valeur

¹ N° 50.

d'objets matériels, sans rien ajouter à cause de leur consécration, ou pour aucune considération spirituelle. Néanmoins, la Sacrée Congrégation des Indulgences a défendu absolument la vente des divers objets, après qu'ils ont été bénits, tels que les rosaires, les médailles, les crucifix, etc.; et, par le fait même qu'on les vend, ils perdent les indulgences qui y étaient attachées.¹

Si les choses n'avaient par elles-mêmes aucun autre prix que leur valeur spirituelle, on ne pourrait pas les vendre sans un péché de simonie, comme, par exemple, une protection ou une présentation pour un bénéfice.

Les choses qui sont *concurremment* liées aux choses spirituelles, ou qui les suivent nécessairement et intrinsèquement (*consequenter*), ne peuvent pas se vendre pour un prix temporel sans simonie. Ainsi, le droit aux fruits temporels attachés à des bénéfices ecclésiastiques, le droit d'entretien inhérent à l'état religieux, ne peuvent se vendre ou s'acheter sans qu'il y ait simonie. La raison en est que ce droit au *temporel* ne saurait s'acquérir sans le titre spirituel, et, dans ce cas, le titre spirituel lui-même devrait être acheté.

14. TITRES QUI EMPÊCHENT LA SIMONIE

Cinq titres exemptent de simonie, en cette matière, dans les rapports du spirituel et du temporel. (1) La libéralité du donateur ou du bienfaiteur, comme lorsqu'une chose temporelle est librement et gratuitement offerte en retour d'une œuvre ou d'une faveur spirituelle. (2) *L'entretien de la vie ou la sustentation*, à laquelle, selon leur position, ont droit les ministres de l'église. Dans les fonctions saintes, un ministre sacré serait probablement coupable d'un péché vénial, s'il

¹ S. C. Ind., Fev. 22, 1847, et, Mai 15, 1886.

avait en vue premièrement la subvention pour son entretien; mais on ne pourrait pas l'accuser de simonies. (3) *Un travail extérieur*, comme d'aller à une longue distance pour prêcher ou dire la messe. (4) La raison de faire disparaître une vexation ou un obstacle injuste; par exemple, le cas où un certain bénéfice est accordé à un prêtre en Hollande, les hérétiques lui empêchent d'accepter ce bénéfice, s'il ne paye pas une somme, cent livres, par exemple. Dans un cas semblable, il est permis de donner l'argent, non comme prix du bénéfice spirituel, mais pour s'affranchir de la vexation injuste. Ceux qui reçoivent l'argent sont coupables de simonie, parce qu'ils n'avaient aucun titre légitime de l'exiger. (5) La disposition ou l'ordonnance des supérieurs: ainsi, on permet quelquefois de donner ou de recevoir une pension sur un bénéfice; pour l'absolution des censures, pour la dispense d'un empêchement ou d'un vœu, une pieuse offrande pécuniaire peut être imposée à la partie dispensée; d'autres dispositions semblables, en cette matière, peuvent être ordonnées par le Souverain-Pontife, en raison de l'administration suprême des biens ecclésiastiques qu'il possède.

Il est bon de revenir au titre d'entretien, pour expliquer plus clairement ce qui concerne les offrandes faites parmi les catholiques. Il n'y aurait en aucun sens de la simonie à offrir ou à recevoir des dons temporels, lorsqu'une raison légitime et intrinsèque, ou un titre permettent de le faire, — pourvu, toujours, que le temporel ne soit pas donné pour le spirituel, ni le spirituel pour le temporel. Saint Thomas affirme qu'il est licite de donner ou de recevoir quelque chose pour l'entretien des ministres de l'église, selon l'ordre de l'église et la coutume reçue, et saint Alphonse ajoute qu'on peut le faire, lors même que les ministres seraient riches d'ailleurs,

et n'auraient besoin d'aucun soutien étranger. Ce titre est légitime d'après l'enseignement formel du Christ lui-même : « Celui qui travaille mérite son salaire. »¹ Saint Paul enseigne la même chose en divers endroits : « Ne savez-vous pas que les ministres du temple mangent de ce qui est offert dans le temple, et que ceux qui servent à l'autel ont part aux oblations de l'autel ? Ainsi le Seigneur a aussi ordonné à ceux qui annoncent l'Evangile, de vivre de l'Evangile. »²

15. LES *honoraria*

HONORAIRES ET OFFRANDES FAITES AUX APÔTRES ET AUX MINISTRES DE L'ÉGLISE ; LEUR EXEMPLE

D'après ce titre, les ministres reçoivent les fruits de leurs bénéfices, le pasteur reçoit ce qui lui est dû pour les mariages et les funérailles, et les prêtres reçoivent les *honoraria* ou les offrandes pour les messes.

Qu'il me soit permis de citer sur ce point les observations suivantes du Rev. Fr. Müller : « Il est d'usage parmi les catholiques de donner un *honoraire* à l'occasion d'un baptême, d'un mariage et d'un enterrement. C'est aussi l'habitude d'offrir un honoraire chaque fois que l'on demande à un prêtre de dire la messe pour une intention particulière, pour les vivants ou pour les morts... Cette coutume de donner une offrande au prêtre en lui demandant de dire la messe, est une des plus anciennes de l'église... Les premiers chrétiens avaient l'habitude de porter leurs offrandes pendant le Saint-Sacrifice de la messe, et c'est pour cela qu'une partie de la

¹ S. MAT. X. 10.

² I COR. IX, 13, 14.

messe s'appelle encore *l'offertoire*. Le quatrième Concile de Latran dit que, bien que les sacrements soient donnés gratuitement, on doit néanmoins exhorter les fidèles à donner les offrandes habituelles. » Or, ce qu'on donne au prêtre à l'occasion de la réception des sacrements ou de la célébration de la messe, n'est pas donné comme *payement* des grâces reçues dans les sacrements, mais comme une compensation pour le dérangement, la perte de temps, et comme moyens d'entretien. Saint Paul dit que celui qui sert « à l'autel doit vivre de l'autel »; et il ajoute: « Si nous avons semé en vous des biens spirituels, est-ce une grande chose que nous recueillions de vos biens temporels? »¹ Le prêtre ne peut pas subvenir à ses besoins en se livrant à un travail de commerce ou d'industrie. L'église le lui défend, et les fidèles en seraient scandalisés. Il doit consacrer tout son temps, — toute sa vie, — aux choses spirituelles, au soin des âmes.

« Que les prêtres qui gouvernent bien, écrit Saint Paul à Timothée, soient doublement honorés, principalement ceux qui travaillent à la prédication de la parole et à l'instruction. »² Dans son commentaire sur ces paroles, Saint Augustin dit qu'« ils méritent une double récompense, — celle de l'entretien temporel de la part du peuple, et celle de la gloire éternelle de la part de Dieu, — comme récompense de l'exercice de leur saint ministère. »³

¹ I COR. IX. 10, 11.

² I TIM. V. 17.

³ MULLER: Le premier Commandement.

16. PÉNALITÉS ECCLÉSIASTIQUES FRAPPANT LE PÉCHÉ
DE SIMONIE
ET CEUX QUI S'EN RENDENT COUPABLES

Encourent l'excommunication réservée au Souverain-Pontife : (1) ceux qui sont coupables de simonie réelle par rapport à un bénéfice ; et leurs complices sont aussi passibles de la même censure. (2) Tous ceux qui sont coupables de simonie *confidentialle* quand il s'agit d'un bénéfice, et quelle que soit leur dignité. (3) Ceux qui se rendent coupables de simonie réelle pour obtenir leur entrée en religion. (4) Tous ceux qui tentent de se procurer de l'argent pour des indulgences ou d'autres faveurs spirituelles. (5) Ceux qui recueillent des aumônes pour des messes dans un pays où les honoraires sont plus élevés, et font dire ces messes ailleurs pour une offrande inférieure. Egalement, la collation d'un bénéfice obtenu par simonie est invalide, et les deux parties qui ont pris part à cette transaction sont perpétuellement et pour toujours incapables de toute charge ecclésiastique et de tout bénéfice. Il n'est pas certain que cette incapacité puisse obtenir son effet avant que le juge ecclésiastique n'ait rendu sa sentence. Toute élection entachée de simonie est nulle et invalide, lors même que l'argent aurait été donné par d'autres personnes inconnues à l'élu : ce ne serait pas le cas, si l'argent était donné contrairement à sa défense. S'il s'agit d'entrée en religion, on demande s'il y a simonie à exiger une dot, une fortune, un versement d'argent pour admettre le postulant dans l'état religieux.

Il y aurait simonie si la somme d'argent était exigée comme prix de l'entrée en religion ou de la profession, mais autrement :

(1) Il est certainement permis d'exiger un payement pour le logement et l'entretien des novices dans toute institution religieuse, excepté dans l'ordre des Franciscains Mineurs Observantins, comme l'a déclaré la Sacrée Congrégation des Evêques et Réguliers, le 30 mars 1838. La même décision s'applique aux Capucins.

(2) Il est également certain qu'une somme ou une dot peut être exigée dans tous les couvents de religieuses, d'après la concession de Clément VIII, et un décret de la Sacrée Congrégation du Concile, 15 septembre 1683.

(3) Quant aux monastères d'hommes, il est certain qu'on peut demander une somme pour l'entretien de leurs membres, à leur entrée ou à leur admission, le cas des Franciscains ci-dessus excepté.

Reste une dernière question à élucider relativement à la simonie, — c'est la question de restitution. Doit-on, et à qui doit-on restituer ce qui a été acquis par simonie? Pour répondre à cette question, il faut voir si la chose reçue est *spirituelle* ou *temporelle*. S'il s'agit d'une chose spirituelle, on ne peut restituer qu'un bénéfice, car les autres choses spirituelles, comme les sacrements, les prières, ne sont pas sujettes à restitution, ou ne peuvent pas être restituées avant la sentence d'un juge, comme il est établi dans les canons sur les saintes reliques.

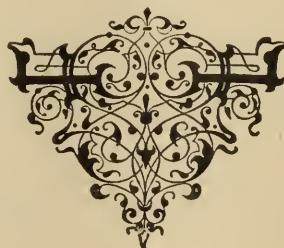
Les fruits d'un bénéfice acquis par simonie doivent être rendus à l'église ; ou, selon une opinion probable, ils peuvent être donnés aux pauvres, ou au successeur dans le bénéfice ; ou encore, on en peut disposer selon l'avis du Souverain Pontife

Si une chose *temporelle*, — argent et biens semblables — a été reçue comme payement de faveurs spirituelles ; —

alors, la justice n'a pas été violée par le péché de simonie, et il n'y a lieu à aucune restitution, à moins que quelque juste peine de ce genre ne soit imposée par la sentence d'un juge. Il peut y avoir aussi une loi positive obligeant à la restitution ou à quelque réparation en cette matière, mais je n'en connais pas.

En règle générale, quiconque reçoit de l'argent, etc, par simonie, peut restituer au donateur, à l'église ou aux pauvres. ¹

¹ S. ALPH. apud Craisson, n° 6,494.





Le Second Commandement

1. Le second Commandement, contenu dans le premier, est un précepte distinct.
2. Le nom du Seigneur révélé dans l'ancienne et dans la nouvelle loi.

I. LE SECOND COMMANDEMENT CONTENU DANS LE PREMIER, EST UN PRÉCEPTE DISTINCT

« Vous ne prendrez point le Nom du Seigneur votre Dieu en vain. »

C'est là un des quatre commandements auxquels est ajouté le motif de son observation, à savoir: « Car le Seigneur ne tiendra point pour innocent celui qui aura pris en vain le nom du Seigneur son Dieu, »¹ c'est-à-dire, celui qui l'aura pris sans nécessité, inutilement et sans respect. Le Catéchisme du Concile de Trente dit que ce précepte est contenu dans le premier, qui nous ordonne de servir Dieu en toute piété et toute sainteté. Celui qui a droit à être honoré, a droit aussi

¹ Ex. xx. 7.

à ce qu'on ne parle de lui qu'avec respect, et doit défendre le contraire, selon les paroles du prophète Malachie: « Le fils honore son père, et le serviteur révère son seigneur: si donc je suis votre père, où est l'honneur que vous me rendez? »¹ Cependant, en raison de la gravité de l'obligation qu'elle impose, Dieu a voulu faire de cette loi un précepte distinct, et il l'a fait dans les termes les plus simples et les plus clairs.

Ce n'est donc pas un commandement superflu, parce qu'il est implicitement compris dans le premier. L'inclination de l'homme à oublier son devoir est si forte, que l'autorité divine n'a pas craint d'émettre un acte spécial pour lui faire comprendre l'excellence, la dignité et la grandeur de ce Nom, devant lequel « tout genou doit fléchir dans le ciel, sur la terre et dans les enfers. »²

2. LE NOM DU SEIGNEUR RÉVÉLÉ DANS L'ANCIENNE ET DANS LA NOUVELLE LOI

Le nom du Seigneur, comme nous le dit le Psalmiste, est saint et terrible.³ Il est digne des plus grands hommages et du plus profond respect. C'est ce Nom que les anciens Hébreux n'osaient pas prononcer. Dieu n'a point fait connaître son Nom aux patriarches de l'antiquité, comme nous le voyons dans ces paroles: « Et je ne leur ai pas révélé mon nom d'Adonaï; » et c'est pour cela qu'ils étaient obligés de se servir d'une circonlocution pour parler de la Divinité. Ce Nom fut révélé à Moïse, et il reçut des ordres pour que le

¹ MAL. I. 6.

² PHIL. II. 10.

³ Ps. cx. 9.

Grand-Prêtre eût seul le droit de le prononcer, et cela une seule fois par année, en l'accompagnant de cérémonies solennelles et l'entourant d'une grande pompe.

Tout ceci nous montre la volonté de Dieu relativement à la gloire et à la majesté de son Nom. Dans la Nouvelle Loi, Dieu a clairement manifesté, non seulement son Nom, mais aussi ses autres divines prérogatives. Sa condescendance envers nous, n'est pas une raison pour que nous ayons pour son saint Nom, moins de respect et de vénération; c'est là, au contraire, un motif qui devrait nous inspirer plus d'amour et plus de reconnaissance. Nous pouvons maintenant prononcer le Nom de Dieu, et nous devons le prononcer fréquemment pour rendre hommage à Notre-Seigneur. Nous devons prononcer ce Nom avec des sentiments semblables à ceux des Anges et des Saints, qui, prosternés devant le trône de Dieu, disent sans cesse, avec un religieux respect: « Saint, saint, saint, est le Dieu des armées. » Nous devons le prononcer avec les sentiments du Psalmiste, qui, en de nombreux passages des psaumes, emploie toutes les formes du langage pour louer et bénir ce saint Nom: « Publiez avec moi combien le Seigneur est grand, et célébrons tous ensemble la gloire de son Nom...¹ « Je rendrai gloire au Seigneur à cause de sa justice, et je chanterai au nom du Seigneur très-haut. »...² « Je louerai le nom de Dieu en chantant un cantique, et je révélerai sa grandeur par mes louanges. »...³ Nous devrions prononcer ce saint Nom avec amour et confiance, avec une foi vive, surtout dans nos épreuves et nos afflictions; parce que c'est en lui que nous trouverons

¹ Ps. XXXIII. 4.

² IBID. VII. 18.

³ IBID. LXVIII. 31.

notre principal appui. « Notre secours est dans le nom du Seigneur qui a fait le ciel et la terre. »¹

Monseigneur Hay nous dit, dans son ouvrage qui a pour titre: *Le Chrétien Pieux*, que le but de ce commandement est de nous tracer une règle pour nous indiquer comment nous devons servir Dieu dans nos paroles, en honorant son saint Nom.

Ce commandement, comme le premier, contient un précepte *positif* et un précepte *négatif*. Nous avons donc à le traiter dans le même ordre, voir d'abord ce qu'il ordonne, et ensuite ce qu'il défend.

¹ Ps. cxxiii. 8.





Le Second Commandement (*suite*)

CHAPITRE I

QUE NOUS ORDONNE
LE SECOND COMMANDEMENT ?

1. Texte du second Commandement.
2. Quatre manières d'honorer le saint Nom de Dieu : (1) Louer et bénir Dieu. (2) Faire et accomplir les vœux permis ; — (a) Nature d'un vœu et ses conditions. — (b) Division des vœux. — (c) Obligation d'un vœu.
3. Quel péché y a-t-il à différer l'accomplissement d'un vœu ?

I. TEXTE DU SECOND COMMANDEMENT

Nous donnons le texte des catéchismes usités en Angleterre et en Irlande, comme contenant un abrégé des explications qui vont suivre:

Catéchisme Anglais

D. Que nous ordonne le second Commandement?

R. Le second Commandement nous ordonne de parler avec respect de Dieu, des personnes sacrées, des choses saintes, et d'accomplir les serments et les vœux permis.

Catéchisme de Maynooth

D. Que nous ordonne le second Commandement?

R. Il nous ordonne de parler avec respect de Dieu, de ses Saints, des ministres de la religion, des pratiques, des cérémonies et de tout ce qui a rapport au service divin.

D. Que nous ordonne encore le second Commandement?

R. Il nous ordonne encore d'accomplir nos serments et nos vœux quand ils sont justes.

2. QUATRE MANIÈRES D'HONORER LE SAINT NOM DE DIEU

D'après Monseigneur Hay, il y a quatre manières d'honorer le Dieu Tout-Puissant et son saint Nom par nos paroles, et ces quatre manières renferment les diverses catégories des devoirs que prescrit le second Commandement:

- (1) Louer et bénir Dieu.
- (2) Faire et observer les vœux permis.

(3) Serments permis: — c'est-à-dire, jurer par le saint Nom de Dieu dans un jugement, en justice et selon la vérité, quand la nécessité l'exige.

(4) Invoquer le saint Nom de Dieu pour qu'il nous bénisse, nous et les autres.

Tels sont les devoirs que prescrit ce commandement, et il défend les vices qui y sont contraires.

(1) *Louer et bénir Dieu.* — C'est notre devoir de louer et de bénir le saint nom de Dieu. Dieu est appelé de plusieurs noms : « le Seigneur, le Tout-Puissant, le Dieu des armées, le Roi des rois, le Fort, » et autres noms d'une égale importance, que nous trouvons dans l'Ecriture, et, qui, tous, ont droit de notre part au même respect.

Sous le nom de Dieu, nous devons comprendre tous ses titres et tous ses attributs. Quelques-uns de ses titres sont absous, tels sont : *Jéhovah, Dieu, Je Suis*; et ces noms sont à la fois incompréhensibles et redoutables. D'autres sont relatifs, c'est-à-dire, ont trait à nous et à ses créatures, tels sont : *Créateur, Seigneur et Roi, Père, Rédempteur*.

Ses attributs sont aussi ses noms, en tant qu'attributs incommunicables, son éternité, son immensité, son immutabilité, sa simplicité, qui sont propres à la nature divine; ou ses attributs communicables, sa miséricorde, sa bonté, sa sainteté, sa vérité, etc., dont quelques rayons se rencontrent dans ses créatures. Nous devons donc comprendre dans ce commandement tout ce qui rappelle ou renferme un de ces noms par lesquels Dieu a bien voulu se révéler à nous: que ce nom appartienne aux titres ou aux attributs divins, il ne doit pas être pris en vain.

A cette obligation de louer et de bénir le Nom de Dieu, nous pouvons rapporter l'enseignement suivant du Catéchisme du Concile de Trente. D'après cette autorité, le Nom

de Dieu est honoré: 1. Lorsque nous proclamons ouvertement et avec confiance qu'il est notre Seigneur et notre Dieu; et, non seulement quand nous reconnaissions, mais aussi quand nous proclamons que le Christ est l'auteur de notre salut. C'est ce que font formellement et plus solennellement ceux qui, soit en particulier, soit en public, font une profession de foi selon les formules et le *Credo* prescrits par l'Eglise. 2. Nous honorons le Nom de Dieu, lorsque nous écoutons sa parole avec une religieuse attention, quand cette parole nous annonce sa volonté souveraine; lorsque nous en faisons le sujet de nos méditations journalières, et que, la lisant et l'écoutant, nous l'étudions selon nos capacités respectives et selon les conditions de notre vie, de façon à nous familiariser avec ses vérités salutaires.

3. QUEL PÉCHE Y A-T-IL À DIFFÉRER L'ACCOMPLISSEMENT D'UN VŒU?

3 C'est encore rendre respect et vénération au Nom de Dieu, lorsque, dans un sentiment de devoir et de piété, nous célébrons ses louanges, et que, selon les circonstances favorables ou adverses, nous lui rendons des actions de grâce sans limites, disant dans le langage du Psalmiste: « O mon âme! bénissez le Seigneur, et gardez-vous bien d'oublier jamais aucun de ses bienfaits. »¹ L'exemple du saint homme Job est bien propre à nous encourager dans cette voie, lui qui, après toutes ses souffrances, trouvait encore la force de s'écrier: « Que bénî soit le Nom du Seigneur! »² — 4. Le Nom du Seigneur est honoré, lorsque nous l'invoquons avec confiance, pour lui demander de nous secourir dans nos

¹ Ps. cii. 2.

² JOB. I. 21.

afflictions, ou de nous donner force et assistance pour les supporter avec courage. Ces sentiments sont conformes aux désirs mêmes de Dieu : « Invoquez-moi, dit-il, au jour de l'affliction : je vous en délivrerai ; et vous m'honorerez. »¹ — 5. Enfin, nous rendons honneur au Nom de Dieu, lorsque nous l'invoquons solennellement pour attester la vérité de ce que nous disons. Cette manière de louer et honorer le Nom de Dieu trouvera une plus ample explication plus loin, lorsque nous traiterons des serments.

(2) *Faire et accomplir les vœux permis.* — Dieu est honoré par les vœux ; et, sur ce point, nous avons à examiner : (a) la nature d'un vœu ; (b) l'obligation d'un vœu ; (c) comment cesse l'obligation d'un vœu.

(a) *Nature d'un vœu.* — Un vœu est une promesse faite à Dieu d'une chose meilleure qui est au pouvoir de la personne qui fait le vœu. Un vœu, dans son émission et dans son accomplissement, est un acte de religion, ou de *latrie*, parce qu'il tend au culte et à l'honneur de Dieu. D'où il suit qu'un vœu, à proprement parler, ne peut être fait qu'à Dieu. Si on le faisait à un saint, sans aucune intention de s'engager envers Dieu, ce ne serait pas un vœu, mais simplement une promesse pieuse, — un acte de *dulie*.

Il est utile et avantageux de faire des vœux. La raison en est que, par le vœu, un homme : (1) se met dans la sainte nécessité de faire quelque chose de bien, fixe l'inconstance de son esprit, et confirme ses bonnes résolutions, qui sont souvent inefficaces et changeantes, et qui, conséquemment, sont insuffisantes pour nous faire rester fermes dans l'accomplissement de notre devoir ; — (2) par le vœu un homme

¹ Ps. XLIX. 15.

montre un plus grand empressement à servir Dieu, une dévotion plus vive, et prouve qu'il a la volonté ardente de lui plaire; — (3) la bonne action qu'un homme s'engage ainsi à faire, devient une offrande plus précieuse que si elle était accomplie sans vœu. Car, par le vœu, on donne à Dieu non seulement la bonne action, mais aussi, en un certain sens, sa liberté: on donne à la fois l'arbre et le fruit.

On peut donc dire, en général, qu'il est mieux de faire des vœux que de n'en point faire. Comme je l'ai dit, en effet, un vœu est un acte de religion du plus haut degré parmi les vertus morales; par le vœu, on se soumet plus entièrement à Dieu, parce que, en raison du vœu, on offre à Dieu, non seulement l'action, mais même le pouvoir de faire autrement. Par le vœu, la volonté est immuablement fixée à cette action pieuse; et, agir d'après une volonté ainsi déterminée et fixée au point de vue de l'engagement que l'on prend, appartient à la perfection de la vertu.

Pour donner de la nature du vœu des explications plus complètes, il peut être utile que les fidèles comprennent exactement son essence et les conditions qui doivent l'accompagner, pour qu'il soit obligatoire.

L'essence du vœu consiste en ce que c'est une promesse faite à Dieu, et non pas simplement une résolution. On confond parfois une résolution avec un vœu. Nous pouvons donner, comme règle, en cas de doute, que si l'on a l'intention de s'engager par une obligation grave, on a voulu faire un vœu.

La promesse faite à Dieu, comme toute promesse valide, doit être: (1) sérieuse; d'où, une promesse faite sans la volonté de s'obliger, ou sans l'intention de faire un vœu, ne serait pas un vœu. Cependant un vœu peut être fait par une

personne qui n'aurait pas la volonté de l'accomplir. (2) La promesse doit être réfléchie : d'où, ne serait pas obligatoire un vœu qui n'aurait pas été mûrement délibéré, et qui serait fait sans la volonté directe, comme elle est exigée pour un acte bon et méritoire, ou pour un contrat sérieux. (3) Il faut que la promesse soit spontanée : dès lors, un vœu fait par crainte est invalide ; c'est-à-dire, si la crainte est grave et inspirée pour arracher un vœu. Dans ce cas, le vœu est invalide ; mais, suivant l'opinion la plus probable, il ne l'est pas par la loi de la nature. Si c'est un vœu solennel, il l'est d'après la loi ecclésiastique ; si c'est un vœu simple, selon l'avis le plus commun des théologiens, il doit être considéré comme n'obligant pas. Ceci doit s'entendre dans le cas où la cause de la crainte est externe et un agent libre ; par exemple, si un père forçait son enfant à faire un vœu. Mais si la cause est interne, ou quelque cause naturelle, comme une maladie dangereuse, un coup de foudre, qui porte une personne à implorer le secours de Dieu par un vœu, afin qu'il le sauve du danger ; — la crainte, dans ce cas, n'invaliderait pas le vœu, qui reste suffisamment libre. (4) La promesse doit être accompagnée du consentement de la volonté, et cela quant à la substance de tout ce qui est promis. De là, un vœu par erreur, par tromperie ou par ignorance, est invalide, si l'erreur, la fraude ou l'ignorance porte sur la substance du vœu. Mais si elles n'atteignent que les accidents ou les circonstances secondaires, le vœu reste valide. Telles sont les conditions exigées de la part de la personne qui a fait le vœu.

Il y a d'autres conditions requises pour que la chose puisse être l'objet ou la matière d'un vœu : (1) L'œuvre ou la chose promise doit être bonne et vertueuse. Dieu ne saurait accepter quelque chose qui n'aurait pas ce caractère. On ne doit donc

pas s'engager par vœu à faire une chose mauvaise. Il y aurait péché mortel à vouer une chose gravement coupable; et, selon l'opinion la plus probable, il y aurait péché mortel à s'obliger par vœu à faire une chose qui ne serait que vénierllement coupable. On ne peut pas faire un vœu ayant pour objet une chose indifférente, considérée comme telle, mais faire vœu d'accomplir une chose indifférente en soi ou d'ailleurs impropre à devenir matière d'un vœu, ne serait qu'un péché vénierl. (2) La chose promise à Dieu doit être une œuvre meilleure; — c'est-à-dire, meilleure que son opposée ou sa contradictoire. Elle doit être meilleure, ou absolument et en soi, ou relativement et de la part de la personne qui fait le vœu. (3) Il faut que l'œuvre promise à Dieu soit possible, au pouvoir et selon la capacité de la personne. Dès lors, un vœu de faire une chose impossible ne serait d'aucun avantage. Si la matière d'un vœu devient impossible ou impropre quant à une partie seulement l'obligation du vœu subsisterait pour l'autre partie, si la matière est divisible. Il n'y aurait plus aucune obligation si la matière n'était pas divisible.

Si la matière d'un vœu devient impossible quant à ses accidents ou à ses circonstances accessoires, le vœu oblige quant à sa substance, mais non *vice versa*.

Le vœu de ne jamais pécher est valable pour la partie possible, à savoir, de ne jamais pécher mortellement, et de ne jamais pécher vénierllement de propos délibéré, ou de ne jamais pécher du tout en quelque matière spéciale.

(b) *Division des vœux.* — Dans cette énumération, je ne parlerai que des vœux principaux.

(1) Les vœux se divisent en *simples* et *solennels*. Les vœux solennels qui ont lieu dans quelques ordres religieux, sont reçus par l'église comme irrévocables, et entraînent un engagement

perpétuel. Le vœu de chasteté attaché aux ordres sacrés est dit *solennisé*, parce que, à ce vœu simple, l'église a annexé un des effets du vœu solennel, celui d'annuler un mariage futur.

(2) On les divise en vœux *absolutus* et en vœux *conditionnels*: à ces derniers peut se joindre le vœu *pénal*.

(3) En vœux *perpétuels* et en vœux *temporels*.

(4) En vœux *personnels*, par exemple, le vœu de jeûner ou de faire un pèlerinage; en vœux *réels*, tel le vœu d'offrir une lampe ou un autel à une église; en vœux *mixtes*, qui sont à la fois réels et personnels.

Une question importante qui se rapporte à la division des vœux simples et solennels, est de savoir s'ils diffèrent entre eux spécifiquement et essentiellement, ou seulement accidentellement. Il est aujourd'hui communément admis qu'un vœu *simple* et un vœu *solennel* ne diffèrent pas essentiellement et intrinsèquement, mais seulement par la raison de la constitution ou des règlements de l'église, qui y attache des effets différents, et aussi en raison de la solennité extérieure et des cérémonies.

Ce sentiment se prouve par la nature même d'un vœu, qui est essentiellement et intrinsèquement une promesse faite à Dieu. On le prouve aussi par les Constitutions de Boniface VIII et de Grégoire IX, qu'on trouve dans les manuels ordinaires de droit canon.¹

(c) *Obligation d'un vœu.* — Après la nature et la division des vœux, nous avons à traiter de leur obligation, et, sous ce chef, nous devons élucider les questions suivantes: (1) Quelle est, et combien grave est l'obligation d'un vœu? (2) Qui un vœu oblige-t-il? (3) Quand oblige-t-il?

¹ Voy. « Vie Monastique », part. II, ch. I, sur les vœux en général.

(1) A la première question nous devons répondre: (1) L'obligation d'un vœu a son origine uniquement dans la vertu de religion. Cette obligation est clairement exprimé dans les Saintes Ecritures. « Rendez vos vœux au Très-Haut, »¹ dit le Psalmiste, et Dieu était encore plus explicite et plus formel quand il disait: « Lorsque vous aurez fait un vœu au Seigneur votre Dieu, vous ne différerez point de l'accomplir, parce que le Seigneur votre Dieu vous en demandera compte, et que si vous différez il vous sera imputé à péché. »² Il ajoute: « Vous ne pécherez point en ne vous engageant par aucune promesse: mais lorsqu'une fois la parole sera sortie de votre bouche, vous l'observerez, et vous ferez selon ce que vous avez promis au Seigneur votre Dieu, l'ayant fait par votre propre volonté, et l'ayant déclaré par votre bouche. » L'obligation d'un vœu, *ordinairement parlant*, comme l'obligation d'une loi, est grave dans une matière grave, et légère en matière légère. J'ai dit, *ordinairement parlant*, parce que la personne qui fait un vœu peut, (à part quelque cas) ne s'obliger que légèrement dans une matière grave; mais on ne peut pas s'imposer une obligation grave dans une matière légère.

Il suit de là que la violation d'un vœu est un péché contre la vertu de religion, mortel en matière grave, et seulement véniel en matière légère. Toutefois, une matière légère peut devenir grave, lorsque plusieurs petites circonstances se réunissent et forment un tout grave, comme cela pourrait arriver dans les violations du vœu de pauvreté.

Un vœu douteux n'oblige pas, ou il oblige selon la règle qui est de savoir si c'est la liberté ou si c'est le vœu qui

¹ Ps. XLIX, 14.

² DEUT. XXIII. 21.

possède. Donc, n'est pas engagé celui qui doute s'il a fait un vœu, ou s'il a régulièrement accompli le vœu qu'il a fait et observé. Au contraire, un vœu est obligatoire, quand on sait qu'on l'a fait, et que le doute ne porte que sur son accomplissement ; ou quand on doute si on a réellement voulu s'obliger par un vœu certainement fait.¹

(2) Un vœu oblige directement ceux qui l'ont fait ; et, s'il s'agit de vœux personnels, ils ne peuvent pas être accomplis par un autre. Quant aux vœux réels, ils peuvent, et parfois doivent être remplis par d'autres ; tel serait le cas pour des héritiers qui sont tenus, non *vi voti*, mais *ex fidelitate aut justitia*, de remplir les vœux réels du testateur. Un vœu relatif à l'acte d'un autre, n'obligeraît la personne qui a fait le vœu que dans la mesure où cet acte est en son pouvoir ; par exemple, des parents qui font vœu de consacrer un enfant au service de Dieu, soit en religion, soit dans le sacerdoce, sont tenus de faire tous leurs efforts dans ce but ; mais l'enfant n'est pas obligé par leur vœu.

(3) Quand un vœu oblige-t-il ? Si un temps a été déterminé pour l'accomplissement d'un vœu, il oblige à cette époque fixée. Si aucun moment n'a été déterminé, on doit remplir le vœu à la première occasion favorable, moralement parlant.

Si le temps pour l'accomplissement d'un vœu est déterminé au point de limiter l'obligation à l'époque fixée, le vœu cesse, s'il n'a pas été rempli au temps voulu. Mais cette condition, à savoir, si le temps a été déterminé de façon à limiter la durée de l'obligation, ne peut être connue que par l'intention de la personne qui a émis le vœu.

¹ Voy. S. ALPH. De Conscientia, N°s 28, 29, 30. IBID., de voto, N° 2.

Un vœu conditionnel devient obligatoire dès que la condition est réalisée. Si la personne qui fait le vœu empêchait malicieusement l'accomplissement de la condition, elle pécherait contre le vœu; mais, selon l'opinion la plus probable, elle serait libre de son obligation. Elle devrait faire pénitence du péché d'avoir entravé le culte de Dieu.

3. Différer d'accomplir un vœu, sans un juste motif, serait un péché mortel dans trois cas : (1) Si le temps est fixé pour limiter l'obligation. (2) Si en raison du délai le vœu est notablement diminué. (3) Si le délai exposait à un grand danger d'oublier le vœu ou d'impossibilité de l'accomplir. Si, en dehors de ces trois cas, un retard apporté dans l'accomplissement d'un vœu, irait jusqu'au péché mortel, ce n'est absolument pas certain. Saint Alphonse croit cependant que différer deux ou trois ans l'accomplissement d'un vœu, serait une faute grave. D'autres pensent qu'un délai, quelque prolongé qu'il soit, ne serait pas par lui-même un péché grave.





Le Second Commandement (suite)

CHAPITRE II

SUR CE QU'IL ORDONNE (suite) CE QUI FAIT CESSER L'OBLIGATION D'UN VŒU

1. Quatre causes qui annulent l'obligation d'un vœu. (1) Le changement de matière ou la cessation de sa fin principale. (2) L'annulation des vœux. (3) La dispense des vœux ; vœux réservés. (4) La commutation des vœux.
2. L'avis du confesseur recommandé en tout ce qui touche aux vœux.

I. QUATRE CAUSES QUI ANNULENT L'OBLIGATION D'UN VŒU

Quatre causes annulent l'obligation d'un vœu, à savoir : (1) Le changement de la matière d'un vœu, ou la cessation de sa fin principale ; (2) l'annulation ; (3) la dispense ; (4) la commutation.

(1) *Le changement de la matière, ou la cessation de la fin principale.* De ce chef, un vœu cesse d'obliger, lorsqu'un

notable changement de la matière a lieu ; par exemple, si un changement physique ou moral le rend impossible, ou s'il survient quelque chose d'injuste ou de défendu qui empêche un plus grand bien. L'obligation d'un vœu cesserait également si les circonstances qui l'accompagnent avaient subi un changement tel que l'intention de la personne qui a fait le vœu ne puisse pas être supposée s'étendre jusque là.

Le vœu cesse lorsque la fin principale ou dernière, pour laquelle il a été émis, n'existe plus ; par exemple, le vœu d'assister un pauvre n'oblige plus, si l'homme devient riche. Un vœu cesse aussi, lorsque l'époque fixée pour son accomplissement est passée.

(2) *Annulation des vœux.* — C'est la seconde cause qui fait cesser l'obligation d'un vœu. L'annulation peut être *directe* ou *indirecte*. Elle est *directe*, lorsque le supérieur a une autorité spirituelle ou naturelle sur la personne qui a fait le vœu — c'est-à-dire, sur sa volonté. On peut dire que les personnes ci-dessous indiquées ont le pouvoir d'annuler des vœux directement :

i. Un père, ou celui qui tient sa place, peut annuler tous les vœux faits par ses enfants au-dessous d'un certain âge, (quatorze ans pour les garçons et douze ans pour les filles.)

ii. Les supérieurs religieux peuvent annuler directement les vœux de leurs subordonnés, excepté leurs vœux religieux et le vœu d'entrer dans un ordre plus rigoureux.

Indirectement les vœux peuvent être annulés par ceux qui ont autorité sur la matière ou la chose faisant l'objet du vœu. Ainsi :

i. Un père, ou celui qui a sa place ou son autorité, peut annuler les vœux de ses grands enfants, s'ils sont préjudiciaux au gouvernement paternel ou domestique.

II. Un mari peut annuler les vœux de sa femme, si ceux-ci entravent ses droits ou le bon gouvernement de la famille.

III. Une femme peut annuler les vœux de son mari, s'ils empiètent sur ses droits. Lorsque la femme ou le mari s'entendent pour faire des vœux, ou consentent aux vœux de part et d'autre, alors ni l'un ni l'autre ne peut annuler les vœux de son conjoint.

IV. Un supérieur religieux peut annuler les vœux des novices émis avant ou après leur entrée en religion, dans le cas où ces vœux entraîneraient la direction régulière des novices et du noviciat.

Il y a cette différence entre l'annulation *directe* et *indirecte*: la première enlève l'obligation absolument et pour toujours; la seconde ne fait qu'en suspendre l'observation, et l'obligation revit ensuite, dès que l'exécution du vœu n'atteint plus les droits du supérieur. L'annulation des vœux, *directe* ou *indirecte*, est *valide*, lors même qu'elle est faite, sans une cause juste, et licite par rapport aux vœux émis sans le consentement du supérieur, mais illicite dans le cas où les vœux ont été faits avec le consentement et la permission de l'autorité légitime, lors même que, sur ce point, plusieurs auteurs admettent que la faute ne va pas au-delà du péché vénial.

(3) *Dispense des vœux*. — Une dispense est l'exemption d'un vœu, accordée par un supérieur légitime, au nom de Dieu et pour un bon motif. Nous disons *par un supérieur légitime*, — c'est-à-dire par un supérieur qui a la juridiction spirituelle *in foro externo*, *ordinaire* ou *déléguée*. Ainsi :

I. Le Pape peut dispenser tous les fidèles de tous les vœux, même solennels.

II. Les évêques et les prélates des instituts religieux peuvent dispenser leurs sujets de tous les vœux non réservés au Pape.

III. Les prêtres, qui reçoivent un pouvoir délégué de ceux qui ont le pouvoir ordinaire, peuvent dispenser des vœux. Le pouvoir délégué ne s'étend pas habituellement aux vœux réservés, ni aux vœux faits en faveur d'un tiers, ni aux vœux faits avec serments.

Une dispense exige un bon motif, de sorte qu'elle serait non seulement illicite, mais invalide, si elle était accordée sans une cause juste et suffisante ; parce que la dispense est accordée au nom de Dieu, dans une matière qui affecte la loi divine, et pas du tout au nom et d'après le droit d'un autre.

Les causes qui légitiment la dispense d'un vœu sont les suivantes :

I. L'honneur de Dieu, l'utilité et le bien de l'église et de l'état.

II. Le bien spirituel de la personne qui a fait le vœu.

III. Le danger moral de violer souvent le vœu.

IV. Le défaut de réflexion avant d'émettre le vœu.

V. Une difficulté notable survenant dans le moyen d'observer le vœu. La personne qui dispense et celle qui demande à être dispensée d'un vœu, sans une juste raison, pécheraient mortellement ; comme aussi la personne qui refuserait une dispense quand il existe un bon motif.

Vœux réservés. — Pour que les vœux soient réservés, il est nécessaire qu'ils soient absous et déterminés. Par conséquent le vœu-conditionnel, pénal, et le vœu disjonctif, ne tombent sous aucune réserve, parce qu'ils ne sont pas considérés comme des vœux parfaits.

Voici les vœux réservés au Pape :

I. Le vœu d'entrer dans un ordre religieux approuvé par l'église.

II. Le vœu d'une entière et perpétuelle chasteté.

III. Les vœux de faire un pèlerinage: (1) à Saint-Pierre, de Rome; (2) au Saint Sépulcre, à Jérusalem; (3) à l'église de Saint-Jacques de Compostelle, en Espagne. Les évêques peuvent quelquefois dispenser de ces vœux simples réservés au Pape; — à savoir, dans un cas de nécessité, dans les cas de doute, et aussi par pouvoir délégué.

(4) *Commutation des vœux.* — La commutation d'un vœu signifie le changement de son obligation d'une matière à une autre. Ce changement peut porter sur quelque chose de moindre que ce qui était l'objet du vœu, sur une chose qui lui est égale en valeur, ou sur quelque chose de plus grand et de meilleur. Lorsque la commutation a pour but quelque chose de moindre, il faut nécessairement une autorité externe et un juste motif, puisque c'est une dispense partielle. L'opinion la plus probable veut que ces deux conditions existent également, quand il s'agit d'un changement en une chose égale. La commutation en une chose plus grande et évidemment meilleure peut se faire de son autorité propre et sans aucun motif. Il est d'usage, que, pendant le temps d'un jubilé, tous les confesseurs ont le pouvoir de commuer les vœux, sauf les vœux, de chasteté perpétuelle et de religion.

En dehors du temps d'un jubilé et dans tous les cas, ceux qui ont le pouvoir de dispenser des vœux, ont aussi le pouvoir de les commuer. Et ceux qui ont la faculté ou le pouvoir de dispenser, exercent ordinairement ce pouvoir en commuant, les vœux en une bonne œuvre différente de celle qui avait été promise. Personne, de son autorité privée, ne peut commuer les vœux réservés au Pape, lors même que le changement pourrait être considéré comme meilleur et plus

avantageux. Egalement, il faut se rappeler que nul ne peut dispenser ou commuer un vœu, dont la dispense ou la commutation serait préjudiciable à un tiers; par exemple, un vœu fait en faveur des pauvres ou de quelque autre personne, et qui aurait été préalablement accepté. La dispense ou la commutation ne peut avoir lieu sans l'agrément de ces personnes et la cession du droit acquis.

Quelques exemples des changements, qui ont lieu ordinairement pour les différentes espèces de vœux, donneront plus de clarté à ce sujet. Ainsi: (1) Un vœu de chasteté peut être commué en celui de chasteté conjugale, en la confession et la communion mensuelles, en la récitation quotidienne d'un tiers du Rosaire, en un jeûne tous les vendredis. (2) Un vœu de religion peut être changé en celui de l'état sacerdotal, de la chasteté conjugale, de la récitation quotidienne de l'Office divin, du Rosaire entier, ou de la confession et de la communion bi-mensuelles. (3) Le vœu des ordres sacrés sera changé en celui de la récitation quotidienne de l'Office de la Sainte Vierge, du rosaire, des sept psaumes de la pénitence avec les litanies, de la confession et de la communion hebdomadaire, ou en un vœu de chasteté, ou d'un jeûne un jour par semaine. (4) Un vœu de pélerinage peut être commué en celui d'une confession, d'une communion et d'une visite à des lieux saints, en tenant compte de la nature et des frais du pélerinage, de façon à garder une certaine mesure et une certaine proportion avec les autres bonnes œuvres prescrites.

Ces quelques exemples nous montrent clairement ce qu'on entend par la commutation d'un vœu. Il faut toujours, comme je l'ai déjà dit, qu'il y ait un motif juste, quand le changement doit se faire en une œuvre égale; et un motif

plus grave, lorsque le changement doit avoir pour but une chose moindre. S'il n'y a aucune raison ou aucune cause de commuer un vœu, ce serait une faute grave de le changer en une chose moindre ; ou la commutation serait nulle et sans effet ; par exemple, de substituer au vœu de jeûner un jour la récitation de cinq *Pater et Ave*. Après que la commutation a été accordée, la personne qui a fait vœu, peut revenir au premier objet de son vœu, de préférence à l'œuvre qui y a été substituée, parce que la commutation est en sa faveur. Mais si elle n'accomplit pas le premier vœu, elle est certainement tenue, par la vertu de religion, de faire la chose indiquée par la commutation ; et cela, sous peine de péché mortel ou vénial, suivant qu'il y a gravité ou légéreté de matière. Si l'œuvre substituée devenait impossible, ou une matière impropre à l'obligation, la personne qui a fait vœu, ne serait pas obligée de revenir à son premier vœu, mais serait entièrement libérée de son obligation. Tel est le cas, chaque fois que le changement doit être fait par une autorité externe.

2. L'AVIS DU CONFESSEUR RECOMMANDÉ EN TOUT CE QUI TOUCHE AUX VŒUX

L'exposé de tous ces détails touchant les vœux, peut être d'une utilité générale pour les fidèles. En même temps, la connaissance complète de ces questions appartient aux confesseurs, auxquels doivent être soumis tous les doutes concernant les vœux. Comme nous l'avons vu, il y a différentes espèces de vœux, quand à leur nature et quant à leur obligation ; et il n'est pas facile, pour les chrétiens ordinaires,

de se guider par eux-mêmes relativement à leurs obligations. En consultant notre confesseur sur l'opportunité de faire des vœux, ou sur une dispense à en obtenir, nous devons agir et parler avec franchise, avec sincérité, et avec bonne foi. Dans le cas surtout d'une dispense ou d'une commutation, il est absolument nécessaire de faire connaître les véritables raisons qui la font demander, parce que, une dispense ou une commutation accordée et obtenue par fraude, serait nulle et invalide. Nous resterions redevables envers Dieu, et tenus par les obligations de nos vœux.





Le Second Commandement (suite)

CHAPITRE III

SUR CE QU'IL ORDONNE (suite) SERMENTS LÉGITIMES

1. Définition et nature d'un serment. Division des serments: (1) Explicites et implicites. (2) Affirmatifs, promissoires, et exécratoires. (3) Solennels et simples; absous et conditionnels; judiciaires et extra-judiciaires.
2. Différentes espèces de serments d'après des exemples de l'Ecriture.
3. Comment on peut savoir si une expression est un serment ou non.
4. La légitimité du serment prouvée par divers arguments.
5. Conditions requises pour qu'un serment soit licite: (1) Vérité. (2) Jugement. (3) Justice.
6. Réponses aux objections contre la légitimité d'un serment.
7. Obligation d'un serment.
8. Comment peut cesser l'obligation d'un serment.
9. Conclusions tirées de l'enseignement précédent.

Serments permis. — On peut honorer Dieu et son Saint Nom en faisant des serments, — c'est-à-dire, en jurant par son saint Nom, en jugement, en justice et en vérité, quand la nécessité le demande.

A ce sujet, nous avons à parler de la nature et de l'obligation d'un serment.

I. DÉFINITION ET NATURE D'UN SERMENT DIVISION DES SERMENTS

Faire un serment, c'est prendre Dieu à témoin de la vérité de ce qu'on dit; ou, en d'autres termes, c'est invoquer le nom de Dieu en témoignage de quelque chose. Celui qui jure, en appelle au témoignage de Dieu pour confirmer ce qu'il avance. Rien, dit saint Thomas, ne saurait être confirmé, si ce n'est par quelque chose de meilleur et de plus certain. D'où il suit que l'homme qui fait serment, atteste par là que Dieu est l'être le plus excellent, dont le témoignage est infaillible, dont la science est universelle; et ainsi le serment légitime est une marque de respect envers Dieu. Donner à Dieu une marque de respect, est un acte de religion ou de *latrie*; et dès lors, le serment est un acte de religion ou de latrie.¹

Pour l'essence d'un serment, il est nécessaire qu'une personne ait l'intention de jurer ou d'invoquer le témoignage de Dieu; que, dans le cas d'un serment promissoire, elle ait l'intention de s'engager; laquelle intention est toujours présumée, quand un homme jure sérieusement, à moins qu'il ne manifeste expressément la résolution de ne pas s'obliger.

¹ S. TH. 22. Q., 89, a 4 in c.

Division des serments. — (1) Les serments se divisent en *explicites* et *implicites*. Le serment est *explicite*, quand on le fait avec l'intention directe et expresse de prendre Dieu à témoin, comme dans ces expressions : *Que Dieu me garde !... Dieu m'est témoin ; je jure devant Dieu.* Il est *implicite*, lorsqu'on jure par ces créatures dans lesquelles éclatent particulièrement les perfections de Dieu, comme jurer par le *Ciel*, par la *foi catholique*, par la *Sainte Vierge* et les *saints*, ou par une autre chose sainte, par la *Croix*, par les *Sacrements*.

(2) On distingue les serments *affirmatifs*, *promissoires* et *exécatoires*. Un serment est *affirmatif*, quand il est fait pour prendre Dieu à témoin qu'une chose a été ou est telle. *Promissoire*, lorsqu'on prend Dieu à témoin qu'une chose sera. Ce serment sera tenu, si on fait tous ses efforts pour accomplir ce qu'on a promis par serment, lors même que l'effet pourrait être empêché par plusieurs obstacles invincibles qui surviendraient.

Cette sorte de serment doit toujours renfermer les conditions suivantes : (1) Que la chose soit moralement et physiquement possible. (2) Sauvegarder le droit des supérieurs en ce qui relève de leur autorité, relativement à la défense, à l'annulation et à la dispense d'un vœu. (3) A moins que l'obligation ne soit remise par ceux en faveur de qui elle a été contractée. (4) Que la chose reste dans le même état, c'est-à-dire, supposé que les choses restent ce qu'elles sont au moment du serment. (5) Que l'autre partie tienne parole ; — c'est-à-dire, dans un contrat ou un accord, il est entendu que chacune des parties remplit ce qui la concerne, ou ce qu'elle a promis par serment, quand on a juré de part et d'autre. (6) Qu'il n'y ait aucun préjudice pour moi ni pour

un autre, comme dans le cas d'un serment de garder un secret naturel, dans lequel le serment doit s'entendre à condition que mon silence ne causera pas un dommage grave à moi ou à un autre.

Le *serment exécatoire* est celui dans lequel une personne, pour obtenir confiance en sa parole, appelle un malheur sur elle ou sur ceux qui lui appartiennent, si la chose n'arrive pas de telle ou telle façon, comme il l'affirme: par exemple, que Dieu me frappe de mort, que le diable m'emporte. Comme on le voit, dans ce serment, Dieu est appelé comme témoin et comme vengeur.

(3) Les serments sont *solennels* ou *simples*, *absolus* ou *conditionnels*, *judiciaires* ou *extra-judiciaires*.

2. DIFFÉRENTES ESPÈCES DE SERMENTS D'APRÈS DES EXEMPLES DE L'ÉCRITURE

Nous trouvons dans l'Ecriture des exemples de ces divers serments.

Explicite (II COR. I. 23) — Pour moi, je prends Dieu à témoin, etc.

Implicite (DEUT. IV. 26) — Moïse dit: « J'atteste aujourd'hui le ciel et la terre que vous serez bientôt exterminés. »

Affirmatif. (I Rois XII. 5) — Samuel dit au peuple: « Le Seigneur m'est donc témoin aujourd'hui contre vous, et son Christ m'est aussi témoin que vous n'avez rien trouvé à redire à ma conduite. »

Promissoire. (GEN. XLVII. 31) — Joseph jure à son père qu'il l'ensevelira dans le tombeau de ses ancêtres.

Absolu. (JUGES XXI. 1) — « Les enfants d'Israël firent aussi un serment en ces termes, à Maspha: « Nul d'entre nous ne donnera sa fille en mariage aux enfants de Benjamin. »

Conditionnel. (JOSUÉ II. 12) — Les espions de Rahab, s'ils refusaient de la livrer.

Solennel. (GEN. XXXI. 44 et seq.) — Le serment entre Jacob et Laban, et les solennités qui l'accompagnent dans l'érection d'une pierre, etc.

Simple. (I Rois XX. 13) — Le serment entre David et Jonathas: « Traitez, ô Seigneur, Jonathas avec toute votre sévérité. Mais si la mauvaise volonté de mon père continue toujours contre vous, je vous en donnerai avis et je vous renverrai, afin que vous alliez en paix, et que le Seigneur soit avec vous, comme il a été avec mon père. »

Judiciaire. (JOSUÉ VII. 19) — Et Josué dit à Achan: Mon fils, rendez gloire au Seigneur le Dieu d'Israël; confessez et déclarez-moi ce que vous avez fait, sans en rien cacher. »

Extra-judiciaire. (IV Rois II. 2) — « Elisée dit: Vivé le Seigneur! vive votre âme! Je ne vous abandonnerai point. »

3. COMMENT ON PEUT SAVOIR SI UNE EXPRESSION EST UN SERMENT OU NON

Ces exemples montrent les diverses espèces de serments, et donnent en même temps des formules usitées. Pour connaître si une expression contient un serment, il faut faire attention à deux choses: (1) Si elle renferme, implicitement ou explicitement, l'invocation du témoignage divin; (2) si elle est employée pour affirmer, confirmer ou nier quelque chose. On doit aussi tenir compte de l'intention de celui

qui parle, des différentes circonstances du moment, du sens et de l'acceptation ordinaires des paroles.

Nous avons maintenant à examiner quand un serment est légitime, et dans quelles conditions.

4. LA LÉGITIMITÉ DU SERMENT PROUVÉE PAR DIVERS ARGUMENTS

Il est incontestable qu'un serment est légitime, lorsqu'il est émis avec la solennité convenable, devant une autorité dûment constituée, et quand la loi du pays le réclame. Comme preuve, nous avons l'exemple de notre Sauveur lui-même, à qui fut déféré le serment, dans son jugement devant le grand-prêtre, d'après la formule usitée parmi les juifs: « Je vous adjure, au nom du Dieu vivant, de nous dire si vous êtes êtes le Christ, le Fils de Dieu. » Jésus qui, jusque-là, avait gardé le silence, dès que le serment lui fut déféré répondit aussitôt qu'il l'était.¹ Dieu lui-même nous a donné des exemples; il a quelquefois juré par lui-même, et quelquefois par sa sainteté: « Le Seigneur a juré par son saint nom, » dit le Prophète.² Dans la Genèse, nous lisons ces paroles: « Je jure par moi-même, dit le Seigneur, que puisque vous avez fait cette action, et que pour m'obéir vous n'avez point épargné votre fils unique. »³ « Dieu, dit l'Apôtre, voulant aussi faire voir avec plus de certitude aux héritiers de sa promesse la fermeté immuable de sa résolution, a ajouté le serment. »⁴ Si Dieu, qui est toute sainteté et toute

¹ S. MAT. xxvi. 63.

² AMOS IV. 2.

³ GEN. XXII. 16.

⁴ HEB. VI. 17.

justice, jure ainsi par lui-même, il doit nous être permis de faire de même. Nous voyons dans l'Ancien et le Nouveau Testament, de saints personnages jurer en certaines occasions, et nous ne voyons nulle part qu'ils en aient été blâmés. Ainsi, Abraham demande à son serviteur de lui jurer qu'il ne prendra pas pour son fils une femme parmi les filles des Chananéens.¹ « Jacob jura par la crainte de son père Isaac. »² Saül, après avoir entendu Jonathas, jura que David ne mourrait point.³ David jura aussi, comme on le voit clairement par les paroles que lui adressa Bethsabée: « Mon seigneur, vous avez juré à votre servante par le Seigneur votre Dieu, et m'avez dit: Salomon, votre fils régnera après moi, et c'est lui qui sera assis sur mon trône. »⁴

Saint Augustin, dans son 180^e sermon (*De verbis Dom.*), dit: Pour que vous sachiez bien qu'il n'y a aucun péché à jurer, nous voyons que l'apôtre Paul a juré: « Il n'y a pas de jour que je ne meurs, je l'affirme par votre gloire. »⁵ *Par votre gloire* est un serment. C'est encore un serment plus explicite et plus certain, quand il dit: « Je prends Dieu à témoin, et je veux bien qu'il me punisse si,... etc. »⁶ Ailleurs il dit aussi: « Je prends Dieu à témoin que je ne mens point dans tout ce que je vous écris. »⁷

¹ GEN. XXIV. 3.

² IBID. XXXI. 53.

³ I ROIS XIX. 6.

⁴ III IBID. I. 17.

⁵ I COR. XV. 31.

⁶ II IBID. I. 23.

⁷ GAL. I. 20.

Non seulement Dieu nous permet, — mais il nous commande de jurer par son saint Nom : « Vous craindrez le Seigneur votre Dieu, et vous ne servirez que lui seul ; vous lui demeurerez attachés, et vous ne jurerez que par son nom. »¹ Nous pouvons donc raisonner ainsi : S'il est de notre devoir de craindre Dieu, de le servir, et de nous attacher à lui, c'est aussi notre devoir de jurer par son nom.

Saint Paul nous donne la raison qui fait ressortir la légitimité du serment : « Car les hommes jurent par celui qui est plus grand qu'eux, et le serment est la plus grande assurance qu'ils puissent donner pour terminer tous leurs différends. »² Saint Jean, dans l'Apocalypse, nous représente un ange, qui se tenait debout sur la mer et sur la terre, qui leva sa main au ciel, et jura par celui qui vit dans les siècles des siècles.³ En conséquence, nous pouvons dire que l'objet qu'on cherche ici à atteindre, à savoir, la fin d'une contestation, est une fin louable ; et si un ange, dans un but de charité, jurait par celui qui vit dans les siècles des siècles, il faut donc qu'il nous soit permis et utile de le faire aussi. En cela, nous glorifions Dieu comme le Dieu vivant, en même temps que nous le reconnaissions partout présent, et entendant nos serments. Jurer est donc parfois un acte vraiment religieux ; et la défense de Notre-Seigneur : « *Vous ne jurerez point*, ne peut s'entendre, et, de fait, ne s'entend pas des serments légitimes.

D'après tout ce qui précède, notre conclusion est donc que : — non seulement il nous est *permis*, mais que nous

¹ DEUT. X. 20.

² HEB. VI. 16.

³ APOC. X. 5, 6.

devons nous obliger par de justes serments, lorsqu'une autorité dûment constituée l'exige, selon l'ordre de Dieu : « Si un homme pèche, en ce qu'ayant entendu quelqu'un qui faisait serment, et pouvant être témoin de la chose, ou pour l'avoir vue, ou pour en être très assuré, il n'aura pas voulu en rendre témoignage, il portera son iniquité. »¹

Il s'est rencontré, à différentes époques, des hérétiques, comme les Pélagiens, les Wicleffistes, les Anabaptistes, et, de nos jours, les Quakers, qui ont soutenu qu'il n'était jamais permis de faire serment.

On a dit, ces temps, que la trop grande facilité avec laquelle on déférait le serment, inspirait une répugnance de plus en plus croissante. Dans tous les cas, cette facilité ne provient point d'un esprit de respect, ou d'un profond sentiment religieux. Elle pourrait, en certains cas, trouver sa cause dans des dispositions d'infidélité et d'irréligion. Il est fort à désirer que cessent tous les serments qui ne sont pas nécessaires, soit en justice, soit ailleurs. Un serment ne devrait jamais être déféré *pro forma*, parce que ce serait l'exposer à la profanation. Nous devrions toujours nous rappeler, qu'il s'agisse de déférer ou de prêter un serment, le principe énoncé par saint Paul : « Les hommes jurent par celui qui est plus grand qu'eux, et le serment est la plus grande assurance qu'ils puissent donner pour terminer tous leurs différends. »²

La légitimité du serment peut aussi se déduire de son origine. Il a sa base dans la foi par laquelle les hommes croient que Dieu est la vérité infaillible et la source universelle de tout

¹ LEV. V. 1.

² HÉB. VI. 16.

savoir. Cette légitimité devient également manifeste par la fin qu'on se propose dans un serment, à savoir, qu'il est un moyen pour les hommes de se justifier et de mettre un terme à leurs controverses. Bien qu'il soit permis, et même parfois nécessaire, de prêter serment, on ne doit y avoir recours que pour une grande utilité ou pour un grand bien. Saint Thomas en donne la raison : « La chose dont on n'a besoin que comme remède aux défauts et à l'infirmité humaine, ne saurait être mise au nombre des choses désirables; mais parmi celles qui sont nécessaires, comme une médecine dont on ne fait usage qu'en cas de maladie. » Un serment est exigé comme remède à un défaut, à la défiance d'une personne envers une autre. Dès lors, le serment n'est pas désirable par lui-même, mais uniquement comme une des conditions nécessaires à cette vie. Il ne serait donc point permis d'en user quand ce n'est pas nécessaire.¹

5. CONDITIONS REQUISES POUR QU'UN SERMENT SOIT LICITE

Pour qu'un serment soit permis, trois conditions ou qualités sont nécessaires : *la vérité*, *la justice* et *le jugement*, conformément à l'avis de Dieu lui-même : « Vous jugerez dans la vérité, dans l'équité et dans la justice, en disant : Vive le Seigneur. »²

(1) *Vérité.* — Pour être une garantie, un serment doit être prêté en toute vérité; car il est fait au nom du Dieu de vérité. Par conséquent, avant de jurer, on est tenu de bien considérer, si ce que l'on affirme est vrai ou non. Il faut

¹ Voy. S. TH. 2, 9, 89, a 5 in c.

² S. JÉR. IV. 2.

être certain que la chose est telle qu'on l'atteste ; car on peut être coupable de parjure en jurant une chose vraie, si on la croit autrement ou si on a des doutes. Dès lors, celui qui est appelé à prêter serment doit faire attention : (1) que ses paroles soient bien conformes à sa pensée ; (2) que la chose soit conforme à son dire. « Celui qui se manque dans le second point est un *ψευδορχος*, un faux témoin, et celui qui se manque dans le premier est un *επεορχος*, un téméraire ; et dans les deux cas, il est parjure. »

(2) *Jugement.* — Un serment n'est légitime qu'autant qu'il est fait avec jugement, — c'est-à-dire, avec discréption et réflexion, après que l'on a mûrement examiné et pesé la chose sur laquelle doit porter le serment. Ici, il faut considérer à la fois la matière, si elle est juste et bonne ; et les fins à atteindre, si elles nous sont convenablement proposées. Deux fins seulement peuvent rendre un serment licite, notre bien à nous ou celui du prochain, et la gloire de Dieu. Et quiconque ferait un serment sans avoir pleinement considéré ces fins, sans un saint et sincère désir de les atteindre par son serment jurerait témérairement et se rendrait coupable.

(3) *Justice.* — Un serment n'est licite qu'autant qu'il est fait en toute équité et justice. Conséquemment, ce serait très mal de tenter de nous obligér par serment à faire des choses impossibles ou mauvaises. S'il s'agissait d'un serment promissoire fait à Dieu seul, il devrait être, comme pour le vœu, d'une œuvre meilleure.

Ces conditions trouveront une explication plus claire dans des exemples tirés de l'Ecriture, montrant des personnages coupables sur ces points. Contre la première condition, la vérité, Saint Pierre pécha, quand il se mit « à jurer qu'il ne

connaissait point cet homme. »¹ Contre la seconde, le jugement, Esaü pécha, lorsqu'il « jura à Jacob et lui vendit son droit d'aînesse..... se mettant peu en peine de ce qu'il avait vendu son droit d'aînesse. »² Contre la troisième, la justice, fut le péché d'Hérode, lorsqu'il « promit avec serment de lui (à la danseuse) donner tout ce qu'elle lui demanderait. »³ Et aussi le serment de ces Juifs qui « firent vœu avec de grandes imprécations contre eux-mêmes, de ne rien manger ni boire qu'ils n'eussent tué Paul»;⁴ ce serment n'était point permis, parce qu'il était injuste.

6. RÉPONSES AUX OBJECTIONS CONTRE LA LÉGITIMITÉ D'UN SERMENT

On objecte, contre la doctrine que nous venons d'exposer sur la légitimité du serment, deux passages de l'Ecriture. Ce sont d'abord les paroles de notre Sauveur : « Et moi, je vous dis de ne point jurer du tout, ni par le ciel, parce que c'est le trône de Dieu ; ni par la terre, parce qu'elle sert d'escabeau à ses pieds ; ni par Jérusalem, parce que c'est la ville du grand Roi. Vous ne jurerez pas non plus par votre tête, parce que vous ne pouvez en rendre un seul cheveu blanc ou noir. Mais contentez-vous de dire : cela est ; ou : cela n'est pas. Car, ce qui se dit de plus vient du mal. »⁵

L'autre passage est celui de Saint Jacques : « Mais avant toutes choses, mes frères, ne jurez ni par le ciel, ni par la

¹ S. MAT. xxvi. 74.

² GEN. xxv. 33.

³ S. MAT. xiv. 7.

⁴ ACT. xxiii. 14.

⁵ S. MAT. v. 34. 37.

terre, ni par quelque autre chose que ce soit; mais contentez-vous de dire: « cela est; ou: cela n'est pas; afin que vous ne soyez point condamnés. »¹

Or, nous savons que notre Sauveur et son Apôtre ne condamnent pas ici simplement et d'une manière absolue tous les serments, mais uniquement cet usage commun et trop fréquent de jurer, que les scribes et les Pharisiens enseignaient à tort comme n'étant pas un péché. Cette défense doit donc s'entendre des serments téméraires et futiles qui se font dans les conversations, et non d'une affirmation solennelle en cour de justice, ni des serments revêtus des qualités dont nous avons parlé plus haut. Cette allusion au « trône de Dieu, » etc., est une condamnation de l'hypocrisie dominante des Juifs de ce temps, qui se figuraient échapper au crime de parjure, si, dans leurs serments, ils évitaient de mentionner le Nom de Dieu. Un dicton habituel des rabbins était: « Comme le ciel et la terre passeront, ainsi passe un serment fait par le ciel et la terre. » Notre-Seigneur montre qu'un faux serment par le ciel, par la terre, ou par Jérusalem, n'en est pas moins une profanation du Nom de Dieu. *Par ma tête*, était une forme de serment commune dans le monde ancien: « Je jure par cette tête, par laquelle avait coutume de jurer mon père. » (Virg. *Ænéide* ix. v. 300).

7. OBLIGATION D'UN SERMENT

Il y a obligation rigoureuse d'accomplir un serment légitime. C'est aller contre les règles de la fidélité et de l'ordre social que de violer les simples promesses faites aux hommes

¹ S. JAC. v. 12.

et c'est certainement un crime que de violer les promesses faites au nom de Dieu, sous sa sanction et son autorité. Lorsque nous prenons Dieu à témoin, c'est pour donner une garantie de notre fidélité, et manquer à un tel serment, en tant qu'il y a mensonge de notre part, c'est rendre Dieu complice de notre infidélité. L'obligation d'un serment relève directement de la vertu de religion, et la plupart du temps est une obligation grave. S'il s'agit d'un serment promissoire, cette obligation naît (1) de tout serment vrai et légitime, et cela, lors même que le serment aurait été arraché par crainte, selon l'opinion la plus probable; car on doit observer un serment tant que la chose est possible sans péché et sans danger pour notre salut. (2) Cette obligation est imposée même par un serment fait contrairement à une loi civile qui n'oblige pas sous peine de péché. Ainsi, un homme qui s'engage par serment à payer une somme d'argent perdu dans des jeux prohibés, serait tenu de payer cette somme; un mineur qui promet par serment de rendre une certaine somme empruntée sans le consentement de ses parents ou de son tuteur, est lié par son serment. (3) L'obligation du serment se contracte par un païen ou un infidèle qui jure par ses fausses divinités.

8. COMMENT PEUT CESSER L'OBLIGATION D'UN SERMENT

L'obligation d'un serment peut cesser de la même façon que celle d'un vœu:

Par *cessation*, — lorsque la chose promise par serment devient illicite ou impossible.

Par *condonation*, — lorsque la personne en faveur de laquelle le serment avait été émis fait remise de la chose promise.

Par *annulation*, — ce qui appartient aux supérieurs seuls, comme nous l'avons exposé pour l'annulation des vœux.

Par *dispense et commutation*, — qui peuvent avoir lieu même après qu'un parjure aurait été commis. Toutefois, elles ne peuvent s'exercer dans les cas où il s'agirait de serments faits en faveur d'une autre personne qui les aurait agréés, sans son consentement. Dans ce cas, le Pape lui-même ne peut pas dispenser, — au moins sans un motif légitime.

9. CONCLUSIONS TIRÉES DE L'ENSEIGNEMENT PRÉCÉDENT

Les conclusions suivantes fourniront de plus amples éclaircissements sur l'obligation des serments: (1) Celui qui ne garde pas une promesse jurée, pèche contre la fidélité, mortellement ou vénierllement, suivant qu'il y a gravité ou légèreté de matière; — ce qui est vrai, je suppose, dans une matière juste et honnête; — mais il n'est pas vrai, comme quelques-uns l'enseignent, que, même quand il y a légèreté de matière, on pèche toujours mortellement, si on n'accomplit pas une promesse appuyée d'un serment. (2) Celui qui garderait un serment ayant pour objet une chose mortellement ou vénierllement coupable, comme si cette chose était due à Dieu, ou devait lui être agréable, commettrait un péché spécial de blasphème ou de superstition, s'il le gardait comme y étant tenu par la vertu de la religion. (3) Un serment ajouté à un contrat, que rend nul et sans effets la loi divine, la loi naturelle ou même la loi humaine, ne créerait pas une obligation de justice, pas même une obligation quelconque, dans le cas où ce serment serait contraire à la loi divine ou à la loi naturelle. S'il était seulement contraire à la loi humaine, civile ou ecclésiastique, d'après l'opinion la plus probable,

il deviendrait obligatoire, non par justice, mais par la vertu de religion. Et si cette obligation était l'objet d'une condonation, d'une commutation ou d'une dispense, on ne serait plus aucunement tenu de remplir la promesse. (4) L'obligation d'un serment est exclusivement personnelle; en conséquence, elle ne passe point aux successeurs ou aux héritiers; et ceux-ci ne sont pas tenus par la vertu de religion, d'accomplir ce qu'un autre a promis par serment. Ils peuvent, naturellement, y être obligés par quelque autre contrat ou arrangement.

Tenons-nous en donc, autant que possible, à l'avis de notre Sauveur: « Vous ne jurerez point; » mais si les circonstances exigent que nous prêtons serment, qu'il soit fait avec le plus grand respect. Ne l'envisageons pas seulement comme une formalité, mais comme une chose sacrée, comme un acte de religion, comme une action sainte et méritoire. En dehors de ces circonstances, ayons soin de ne point profaner le saint Nom de Dieu en le mêlant à des serments pour des choses vaines et frivoles; et, à plus forte raison, en l'invoquant pour attester des choses qui seraient fausses et coupables.





Le Second Commandement (suite)

CHAPITRE IV

CE QU'IL ORDONNE (suite)
HONORER LE NOM DE DIEU EN NOUS BÉNISSENT
NOUS ET LES AUTRES
MALÉDICTIONS PERMISES

1. Comment nous pouvons honorer le Nom de Dieu en nous bénissant, nous et les autres. — (1) Bénédictions du prêtre. — (2) Les fidèles devraient se bénir les uns les autres.
2. Malédictions qui ne sont pas profanes, quelquefois permises.
3. Conditions requises pour qu'une malédiction soit permise.
4. Réfutation des objections contre les malédictions.
5. Sens dans lequel on doit entendre les anathèmes et les excommunications de l'Eglise.

I. COMMENT POUVONS-NOUS HONORER LE NOM DE DIEU EN NOUS BÉNISSANT NOUS, ET LES AUTRES

Sur cette matière, je vais faire des emprunts au *Pieux Chrétien* de Mgr Hay.¹ Il dit que nous honorons le Nom de Dieu en nous bénissant nous-mêmes et en bénissant les autres ; car nous montrons par là que c'est uniquement de Dieu que nous attendons tout bien.

(1) C'est là le privilége des pasteurs de l'Eglise, et il en était ainsi même sous l'Ancienne Loi.² Sous la Nouvelle Loi dans la cérémonie de l'ordination, il est dit : « Le devoir d'un prêtre est d'offrir le sacrifice, de bénir, de présider, de prêcher, et de baptiser. » Lorsque les mains du prêtre sont consacrées par l'onction sainte, l'évêque fait cette prière : « Daignez, ô Seigneur, consacrer et sanctifier ces mains par cette onction et par notre bénédiction, afin que tout ce qu'elles béniront soit béni, et que tout ce qu'elles consacrent soit consacré au Nom de Notre-Seigneur Jésus-Christ. » A la consécration d'un évêque, après l'onction des mains, le prélat consécrateur dit : « Que tout ce que vous bénirez soit béni ; que tout ce que vous sanctifiez soit sanctifié, et que l'imposition de ces mains consacrées soit utile à tous pour leur salut. »

(2) Les fidèles devraient aussi se bénir les uns les autres, selon les paroles de notre Sauveur : « Mais pour vous qui m'écoutez, je vous dis : Aimez-vos ennemis, faites du bien à ceux qui vous haïssent. Bénissez ceux qui vous maudissent, et

¹ Second Commandement.

² DEUT. x. 8; XXI. 5.

priez pour ceux qui vous calomnient. »¹ Ses Apôtres redisent la même obligation : « Bénissez ceux qui vous persécutent ; bénissez-les, et ne faites point d'impréca-tions. »² « Ne rendez point mal pour mal, ni outrage pour outrage ; mais au contraire, bénissez, sachant que c'est à cela que vous avez été appelés, afin de recevoir la bénédiction en héritage. »³ C'est ce que les Apôtres accomplissaient à la lettre. « On nous maudit, et nous bénissons, dit saint Paul ; on nous persécuté, et nous le souffrons. »⁴ C'est de là que viennent les formules usitées parmi les catholiques pour se saluer : « Que Dieu vous garde ; que Dieu vous sauve ; que Dieu bénisse votre entreprise ! » et les bénédictions que les parents donnent à leurs enfants, lorsqu'ils se séparent d'eux pendant la vie et à la mort.

2. MALÉDICTIONS QUI NE SONT PAS PROFANES QUELQUEFOIS PERMISES

Avant de terminer les explications de la partie positive de ce commandement, il est important de dire quelques mots des malédictions qui sont permises. Affirmer qu'une malédiction, dans certaines circonstances, est licite, peut au premier abord sembler étrange. Cependant nous lisons ces paroles dans la Sainte-Ecriture : « Malédiction sur tous ceux qui n'observent pas tout ce qui est prescrit dans le livre de la loi. »⁵ Et l'Apôtre dit : « Si quelqu'un vous annonce un

¹ S. Luc. vi. 27, 28.

² Rom. xii. 14.

³ I. Pet. iii. 9.

⁴ I. Cor. iv. 12.

⁵ Gal. iii. 10.

évangile différent de celui que vous avez reçu, qu'il soit anathème. »¹ Dans une autre épître, saint Paul dit encore : « Si quelqu'un n'aime pas Notre-Seigneur Jésus-Christ, qu'il soit anathème, Maran Atha ; »², c'est-à-dire, qu'il soit maudit de Dieu. A tout cela, non-seulement nous *pouvons*, mais nous *devons* dire *amen*.

3. CONDITIONS REQUISES POUR QU'UNE MALÉDICTION SOIT PERMISE

Trois conditions sont requises pour qu'une malédiction soit légitime : il faut que celui qui la prononce soit revêtu d'une pleine autorité; que la chose pour laquelle elle est prononcée soit d'une grande importance; qu'il soit impossible de la sauvegarder par tout autre moyen. Ces conditions, quand elles se rencontrent dans la plénitude, rendent une malédiction, quel qu'en soit l'auteur, réellement redoutable. C'est la première qui revêt d'une telle terreur la malédiction d'un père; la dernière, celle d'une veuve ou d'un orphelin. « Mais, pour rendre une malédiction absolument redoutable, il lui faut un élément de plus. Il appartient au prêtre de bénir; et, bien que la bénédiction des pauvres et des orphelins ait sa valeur, une dignité toute particulière s'attache à celle que prononcent les lèvres sacerdotales. » Ainsi en est-il d'une malédiction. Même, dans ce dernier cas, l'intervention du prêtre est plus nécessaire que dans le premier. L'acte de bénir, toutes autres considérations mises à part, est salutaire à l'âme; l'acte de maudire, sous les

¹ GAL. I. 9.

² I. COR. XVI. 22.

mêmes réserves est tout le contraire. Il est donc très essentiel qu'une arme si terrible ne soit confiée qu'à des mains qui en useront convenablement, et ne la prostitueront pas à des desseins de pure vengeance car il serait très condamnable de l'employer dans des cas semblables. Tous ces éléments se rencontrent dans la malédiction prononcée contre les violateurs des propriétés ecclésiastiques. L'autorité de celui qui la porte : légalement incontestable, moralement indubitable, complète, au point de vue sacerdotal. L'importance de la chose défendue : un moyen de remplir le service de Dieu, et d'accomplir le salut des âmes. L'impossibilité de toute autre sauvegarde ; car, comment un homme peut-il garantir une donation pendant des siècles à venir ?¹

4. RÉFUTATION DES OBJECTIONS CONTRE LES MALÉDICTIONS

On peut faire contre cet enseignement une objection, et dire que la malédiction est une arme absolument défendue. *Bénissez ceux qui vous persécutent ; bénissez, et ne maudissez point.* « Si nous devons prendre ce commandement à la lettre, toujours et dans toutes les circonstances, nous devrons prendre les commandements semblables également dans leur sens littéral. Ainsi, nous serons tenus de ne jamais résister à un procès qui nous est intenté, de ne point nous défendre contre une injure personnelle, de céder tout ce qu'un oppresseur exigera de nous, et même plus. Nous savons que les plus saints parmi les hommes ont prononcé des malédictions contre leurs ennemis et contre les ennemis de Dieu ; bien plus, nous trouvons un précepte qui nous ordonne

¹ Voy. SPELMAN : Histoire du sacrilège, Essai d'Introduction.

formellement de le faire : « Malheur à la terre de Méroz, dit l'ange du Seigneur ; malheur à ceux qui l'habitent. »¹ « Maudit soit celui qui murmure et celui qui parle un double langage, car ils ont détruit beaucoup de ceux qui étaient en paix. »

Dans quel sens devons-nous prendre les formules de malédictions portées contre nous dans le plus redoutable des Psaumes, le 108^e? Nul, assurément, n'osera affirmer, — ce serait affreux de le penser, — que ce sont là de simples expressions de colère et de haine de la part du Psalmiste. S'il parle en son propre nom, le sens de ses paroles doit être modifié et pris dans un sens conventionnel. Mais qu'elles aient une plus haute portée, c'est ce que nous atteste expressément saint Pierre, qui applique la malédiction, « qu'un autre prenne sa place dans l'épiscopat, »² au traître Judas. David, incontestablement, doit être considéré comme parlant au nom de l'Eglise, et revendiquant, pour elle ce droit solennel qui lui appartient en réalité. Que l'église d'Angleterre s'arroge encore cette fonction, c'est ce qui est abondamment prouvé par le *Service commitatoire*.³

5. SENS DANS LEQUEL ON DOIT ENTENDRE LES ANATHÈMES ET LES EXCOMMUNICATIONS DE L'ÉGLISE

Conséquemment, nous devons conclure que la malédiction, dans un esprit de vengeance et pour un motif indigne,

¹ JUG. v. 23.

² ACT. I. 20.

³ *Le mercredi des Cendres, l'Eglise Anglicane anathématisé tous ceux qui n'observent pas la loi de Dieu.* (N. du T.)

est défendue par Notre-Seigneur. Si cette explication semblait donner une fausse interprétation à ses paroles, nous ferions observer que ses prohibitions relativement à la malédiction ne sont pas plus fortes que celles qui défendent le serment. Elles ne sont même pas aussi fortes. Il est écrit: Vous ne jurerez point; nulle part, il n'est écrit: Vous ne maudirez point. Et cependant, d'après le consentement général de l'église, le précepte de ne point jurer doit être pris dans un sens modifié. Nous ne devons pas jurer sans nécessité, d'une manière profane, à la légère, sans réflexion; mais il est permis de prêter serment, lorsque le magistrat l'exige, pour un motif de foi et de charité.¹

Ces principes et l'enseignement qu'ils nous donnent, nous font comprendre les *anathèmes* de l'église et *ses formules d'excommunication*.

¹ Voy. SPELMAN, sur le Sacrilège: Essai d'Introduction.





Le Second Commandement (*suite*)

CHAPITRE V

CE QUE DÉFEND CE COMMANDEMENT

1. Qu'est-ce que nous défend le second Commandement?
2. Différentes manières, contraires à ce Commandement, par lesquelles on peut manquer de respect envers Dieu.
3. Prendre le Nom de Dieu en vain; nature de ce péché.
4. Blasphème. (1) Sens. (2) Diverses manières de blasphémer. (3) Nature du péché de blasphème. (4) Si le genre du blasphème doit être spécifié en confession. (5) Si c'est un blasphème de maudire les créatures. (6) Cinq espèces de blasphèmes. (7) Peines encourues en raison de ce péché.

Après la partie positive de ce commandement, nous avons à nous occuper de sa partie négative, ou de ce qu'il défend.

I. QU'EST-CE QUE NOUS DÉFEND LE SECOND COMMANDEMENT

A cette question : Que nous défend le second commandement ? nous avons les réponses du catéchisme : « Le second commandement défend tous les serments faux, téméraires, injustes et inutiles, ainsi que les blasphèmes, les malédic-tions et les paroles profanes (Catéchisme Anglais) ; ou, selon les termes du catéchisme de Maynooth : « Le second com-mandement défend tous les serments qui sont faux, téméraires, injustes et inutiles. Il défend aussi la malédiction, le jurement, le blasphème et les paroles profanes. » (MAT. v. 34 ; JAC. v. 12).

En traitant, dans les chapitres précédents, de la partie positive de ce précepte, il était nécessaire en maintes circons-tances de toucher au côté négatif des choses, aux péchés qui tombent sous la défense ; pour ne point nous répéter, je renverrai le lecteur aux endroits en question chaque fois que le sujet de ce chapitre le demandera. Nous pouvons comprendre ici, sous les titres suivants, les principales choses qui sont défendues par ce commandement. Il défend tout manque de respect qui peut être commis envers Dieu.

2. DIFFÉRENTES MANIÈRES, CONTRAIRES A CE COMMANDEMENT

PAR LESQUELLES

ON PEUT MANQUER DE RESPECT ENVERS DIEU

- (1) Le Nom de Dieu pris en vain. — (2) Blasphème. —
- (3) Serments illicites. — (4) Vœux illicites, ou violation d'un vœu permis. — (5) Malédiction profane.

3. PRENDRE LE NOM DE DIEU EN VAIN; NATURE DE CE PÉCHÉ

On prend le Nom de Dieu en vain, quand on l'emploie sans une cause raisonnable ou sans une raison suffisante; — c'est-à-dire, sans avoir en vue une fin juste, ou sans la réflexion et le respect suffisants.

Cela peut arriver de différentes manières: (1) dans un mouvement *d'impatience* contre les créatures: *Mon Dieu!* — (2) dans une exclamation de *surprise*: *Grand Dieu!* (3) Par manière d'interjection inutile et par habitude: *Mon Dieu, oui! Mon Dieu, non!* Ainsi, prendre le nom de Dieu en vain est toujours un péché, à moins que ce ne soit par inadvertance; mais, de sa nature, ce n'est qu'un péché vénial. « Que le nom de Dieu ne soit pas continuellement dans votre bouche. »¹

On en peut dire autant, toutes proportions gardées, de l'emploi inutile des noms de saints et des paroles de la Sainte-Ecriture. Il ne s'est pas exprimé avec trop de force sur ce sujet, l'auteur qui a dit: « Je serais disposé à affirmer qu'un homme qui, de propos délibéré et sciemment, fait usage des paroles du Christ, des Apôtres et des Prophètes, dans de simples divertissements, aurait été capable de crayonner une caricature sur le mur du Saint des Saints ou de griffonner un jeu de mots sur le sépulcre dans le jardin de Joseph. »

L'emploi fréquent et inutile du nom du diable, quand ce n'est pas dans des malédictions, ou dans des expressions de ce genre, n'est pas autre chose, d'après saint Alphonse,

¹ ECCLES. XXIII. 10.

qu'une inconvenance, et n'est pas un péché. Une telle habitude n'en doit pas moins être sévèrement réprouvée, surtout lorsqu'il y a danger de scandale. Il fut un temps où prononcer le Nom divin à la légère et sans souci dans les conversations ordinaires, était la marque d'un homme bien élevé. C'est aujourd'hui le signe de la vulgarité. Cette sorte d'offense ne se rencontre guère, de nos jours, que parmi une certaine classe de jeunes gens qui ont besoin de montrer qu'ils n'ont que du mépris pour l'habitude de respect et de dignité, qu'on leur avait inculquée dans l'éducation de leur enfance. Ce genre d'offense ne satisfait aucune passion, ne favorise aucun intérêt: il n'en est donc que plus blâmable et ne saurait invoquer aucune excuse. On a dit avec raison qu'il y a des hypocrites en impiété comme il y en a en religion. Les premiers sont ceux qui font ostentation de plus d'irrévérence qu'ils n'en ont en réalité. Cet esprit semble se trouver à la base des jurements profanes; et on peut dire que ceux qui en sont imbus, n'ont nullement besoin d'insulter leur Créateur pour montrer qu'ils ne le craignent pas. Supposer qu'il est nécessaire de continuer une pareille mauvaise habitude, pour se conserver la réputation d'indifférence et d'indépendance en matière religieuse, est simplement une folie.

Invoquer le Nom de Dieu avec le respect convenable, même dans des choses indifférentes, non seulement n'est pas un péché, mais c'est une action bonne et méritoire, si on le fait sous forme de prière. Deux fins peuvent toujours justifier l'emploi du Nom de Dieu: sa propre gloire, et notre édification personnelle ou celle du prochain.

4. BLASPÈME

Le blasphème est la seconde manière de profaner le Nom de Dieu.

(1) Blasphémer, veut dire parler de Dieu d'une manière injurieuse ou avec mépris. Dans le sens technique du langage anglais, c'est parler mal de Dieu ; et tel est aussi le sens que donne à ce mot la sainte Ecriture, comme nous le voyons dans le Psaume LXXXIII. v. 18 : « Souvenez-vous de ceci : l'ennemi a outragé le Seigneur par ses reproches injurieux ; et un peuple extravagant a irrité votre nom. » Dans le prophète Isaïe nous lisons également : « Qu'ai-je donc à faire maintenant, dit le Seigneur, voyant mon peuple enlevé sans aucune raison ? Ceux qui le dominent le traitent injustement ; et mon nom est blasphémé sans cesse pendant tout le jour. »¹ C'est aussi dans ce même sens que parle Saint Paul : « Car vous êtes cause, comme dit l'Ecriture, que le nom de Dieu est blasphémé parmi les Gentils. »²

(2) On peut se rendre coupable de blasphème : (1) En niant l'une des perfections de Dieu, telles que sa justice, sa miséricorde ou sa providence. (2) En attribuant à Dieu un défaut ou une imperfection comme le manque de compassion, la cause du péché, la cruauté. (3) En parlant avec mépris de Dieu ou de notre Sauveur. Nous en avons un exemple dans ceux qui étaient autour de la colline du Calvaire, qui se moquaient de notre Sauveur en disant : « Toi qui détruis et rebâties le temple de Dieu en trois jours, sauve-toi donc toi-même. »³ (4) En maudissant Dieu en lui souhaitant du

¹ Is. LIII. 5.

² Rom. II. 24.

³ S. MAT. XXVII. 40.

mal, — désirant, par exemple qu'il n'existe pas ou ne connaisse pas nos péchés. (5) En tenant des propos impis à l'égard de la Très-Sainte Vierge ou de quelque saint; et aussi en parlant des sacrements d'une manière injurieuse, comme dire qu'ils ne sont d'aucune utilité; de la Sainte-Ecriture, si on disait, par exemple, qu'elle contient des mensonges; de la sainte Eglise de Dieu, comme dire qu'elle est l'ennemie du progrès et de la civilisation, qu'elle enseigne l'erreur; ou en niant ses prérogatives. Ce sera le crime de l'Antéchrist, suivant les paroles de l'Apocalypse: « Elle ouvrit donc la bouche pour blasphémer contre Dieu, pour blasphémer son nom et son tabernacle, et ceux qui habitent dans le ciel. »¹ (6) En attribuant aux créatures ce qui appartient à Dieu, comme firent les Juifs, lorsqu'ils attribuaient à Satan les miracles du Christ.

(3) Tout blasphème formel et délibéré, qu'il soit *direct* ou *indirect*, *immédiat* ou *médiat*, est de sa nature un péché mortel. La raison en est qu'un péché de ce genre est toujours une injure grave faite à Dieu. Si le blasphème est *hérétique*, il est une double faute: il y a péché contre la religion et péché d'infidélité, — c'est-à-dire un péché contre la foi.

J'ai dit *formel* et *délibéré*, parce que le péché pourrait n'être que vénial par manque de réflexion ou d'attention suffisante. Les paroles doivent être considérées comme blasphématoires d'après le sens qu'elles ont parmi les gens d'un pays, et selon l'usage commun. C'est-à-dire que les expressions sont blasphématoires, lorsque le peuple les juge telles en général et que l'interprétation ordinaire y attache

¹ Apoc. XIII. 6.

ce sens ; — bien que ce ne soit pas leur signification réelle. D'autre part, certaines expressions blasphématoires perdent leur signification, ou l'usage commun n'y attache aucun sens dans certains pays et parmi certaines gens ; exemple : l'anglais *God damn !* le français *Nom de Dieu !* et le hollandais *Sakker domme !* ne sont pas regardés comme des blasphèmes. On doit néanmoins en défendre l'emploi, surtout parce qu'un mauvais esprit pourrait y mettre leur sens réel qui est blasphématoire, et les prononcer avec impiété et irrévérence.

(4) Il n'est probablement pas nécessaire d'expliquer en confession si le blasphème a été *direct* ou *indirect*, *immédiat* ou *médiat*, parce qu'il y a dans tout blasphème une malice spécifique qui est la même. Cependant, si le blasphème était hérétique, cette circonstance devrait être spécifiée, parce qu'elle constituerait un péché contre la foi, distinct du péché contre la religion.

(5) A ce sujet, se rattache la question de savoir si c'est un blasphème de maudire les créatures. Nous répondons affirmativement si la malédiction vise les créatures par rapport à leurs relations avec Dieu ; comme, par exemple, maudire les vents et les tempêtes, en tant qu'ils sont ordonnés par Dieu ; ou maudire les créatures qui, d'elles-mêmes, ont un rapport direct avec Dieu, tels que notre âme, la foi catholique, le ciel et choses semblables. Il n'y aurait pas blasphème, si l'indignation ne portait que sur les créatures en elles-mêmes, abstraction faite de toute relation avec Dieu, comme maudire les choses inanimées. Toutefois il y aurait blasphème à maudire le monde entier, parce que, comme l'enseigne saint Alphonse, jurer par les créatures dans lesquelles éclatent les attributs divins, est un véritable serment ; et de même aussi,

les maudire serait un blasphème, parce que ce serait mépriser en elles Dieu lui-même.

Maudire les morts n'est pas un blasphème, à moins qu'on ait en vue les âmes du Purgatoire ou les saints, parce que, en général, les morts n'ont aucun rapport spécial avec Dieu.

(6) Bien que le blasphème soit un crime énorme, il n'est pas toujours une faute également grave. Pour en bien saisir la malice dans les différents cas, il est nécessaire de le diviser en cinq espèces diverses.

i. Il y a d'abord le blasphème *d'erreur ou d'ignorance*: il a lieu lorsqu'une personne se sert de paroles injurieuses envers Dieu, sans en connaître pleinement la portée, ou sans aucune intention de manquer de respect à Dieu. Sur ce point, il faut cependant remarquer qu'il n'est pas nécessaire, pour qu'il y ait blasphème, d'avoir l'intention formelle d'outrager Dieu ou de porter atteinte à l'honneur qui lui est dû, il suffit de savoir que les paroles dont on fait usage lui sont injurieuses.

ii. Le second est celui que saint Augustin appelle le *blasphème de conduite*. C'est le cas des pécheurs endurcis dont la vie perverse et désordonnée est un continual outrage à Dieu. Les blasphémateurs par paroles sont peu fréquents, dit saint Augustin; mais combien nombreux sont ceux qui blasphèment par leurs actions.

iii. En troisième lieu le *blasphème de complicité*: c'est le crime de ceux qui encouragent les blasphémateurs par leurs applaudissements ou par leur satisfaction apparente, et qui, ayant autorité sur les autres, gardent le silence, quand leur devoir serait de réprimer leurs mauvais propos.

iv. Le quatrième est le *blasphème de colère ou d'impatience*, lorsqu'une personne, dans un mouvement soudain de colère, profère des paroles blasphématoires sans réfléchir à leur

sens. Il peut y avoir dans ce cas péché véniel, mais un tel acte ne contient pas la malice du blasphème.

v. Le cinquième genre est le *blasphème d'impécit*, qui a son origine dans la haine positive de la volonté contre Dieu : c'est certainement un crime énorme et un péché vraiment satanique.

(7) L'énormité du péché de blasphème se prouve par les peines dont le frappait l'Ancienne Loi et par les châtiments infligés aux blasphémateurs : « Que celui qui aura blasphémé le nom du Seigneur soit puni de mort ! Tout le peuple le lapidera, qu'il soit citoyen ou étranger. »¹ Coré, Dathan et Abiron furent précipités vivants dans les enfers.² Le fils de Salumith est lapidé hors du camp.³ Sennachérib, roi des Assyriens, est tué par ses fils dans le temple.⁴ L'un des larrons sur la croix, et ceux qui passaient, blasphémèrent notre Sauveur, en secouant la tête ;⁵ mais l'Ecriture ne nous dit pas quel fut leur châtiment.

C'est sur l'accusation de blasphème que les Juifs condamnèrent Notre-Seigneur et saint Etienne à mort. Pour expier ce crime odieux notre Sauveur voulut subir la honte d'être trois fois traité de blasphémateur, selon le récit évangélique : (1) Quand il dit au paralytique : « Vos péchés vous sont pardonnés. »⁶ (2) Lorsqu'il dit aux Pharisiens : « Le Père et Moi nous ne sommes qu'un. »⁷ (3) Enfin, lorsqu'il répondit au

¹ LÉV. XXIV. 16.

² NOMB. XVI. 33.

³ LEV. XXIV. 10, 23.

⁴ 4 ROIS XIX. 37.

⁵ S. MARC. XV. 29.

⁶ S. LUC. V. 20.

⁷ S. J. X. 30.

Grand Prêtre : « Je le suis le fils de Dieu, vous l'avez dit. » Dans les anciens temps, la loi civile punissait de la peine de mort ceux qui se rendaient coupables surtout de blasphème *direct* contre Dieu. Ces châtiments sévères contre le blasphème n'existent plus.

Le droit canon déclarait que les clercs coupables de ce péché devaient être déposés de leur office et de leur charge. Les laïques coupables de ce crime étaient frappés d'excommunication. Inutile de mentionner les autres châtiments contre les blasphémateurs, puisqu'ils ne sont plus en vigueur.





Le Second Commandement (suite)

CHAPITRE VI

CE QUE NOUS DÉFEND CE COMMANDEMENT (suite)

1. Jurement profane.
2. Quel péché est-ce de jurer contre la vérité ?
3. S'il est permis de jurer avec une restriction mentale.
4. Définition du parjure. Enormité de ce péché montrée par les paroles de la Sainte Ecriture.
5. Quel péché est-ce de jurer sans jugement ?
6. Quel péché est-ce de jurer contre la justice ?
7. Si certains serments modernes d'obéissance et de soumission au gouvernement civil sont légitimes.
8. S'il est permis à un Catholique de jurer sur une bible protestante.
9. Ce qui est défendu au sujet des vœux.
10. Malédictions profanes. (1) Péché sévèrement condamné dans l'Ecriture.
(2) Les malédictions téméraires retombent sur ceux qui les font.
(3) Raisons pour lesquelles ce péché est odieux. (4) Quelques détails relatifs au péché de malédiction, et à son énormité. (5) Ne nous exposons pas à une malédiction.

I. JUREMENT PROFANE

Ce précepte défend tous les serments *faux, téméraires, injustes et inutiles.*

Nous avons à examiner quel péché il y a à jurer contre la vérité, contre *le jugement*, et contre *la justice*.

2. QUEL PÉCHÉ EST-CE DE JURER CONTRE LA VÉRITÉ?

Faire un serment contraire à la vérité est toujours un péché mortel, même en matière légère, parce que, prendre Dieu à témoin d'un mensonge, c'est vouloir implicitement détruire sa véracité. La condamnation de la proposition suivante par Innocent XI en est une preuve: *Vocare Deum in testem mendacii levis, non est tanta irreverentia propter quam velit ant possit damnare hominem.* (Prendre Dieu à témoin d'un petit mensonge n'est pas un tel manque de respect que Dieu, pour cela, veuille damner un homme.)

3. S'IL EST PERMIS DE JURER AVEC UNE RESTRICTION MENTALE

Ceci, toutefois, ne touche en rien à l'opinion de saint Alphonse, qui affirme qu'un homme peut prêter serment, bien que n'ayant qu'une certitude morale de la vérité de ce qu'il avance, ou avec une restriction non purement mentale.¹ Une restriction purement mentale est celle dont personne ne pourrait remarquer l'équivoque. Non purement mentale, celle où, d'après les circonstances, on peut connaître que vous exprimez par vos paroles une chose différente de celle que vous avez dans la pensée. Par exemple, on demande à

¹ Homo apost. N^os 14, 15.

un prêtre s'il connaît certaine chose, il peut répondre négativement, et même le jurer, s'il n'a connaissance de cette chose que par la confession. C'est dans ce sens qu'un criminel, dans son serment, peut toujours se dire: Non coupable, — signifiant, bien entendu, non prouvé coupable. Notre Sauveur parlait dans ce sens, lorsqu'il disait, à propos du jour du jugement, que même le Fils de l'homme ne le connaissait pas. C'est-à-dire qu'il ne le connaissait pas comme homme; ou, selon l'explication de saint Thomas, qu'il ne le connaissait pas pour le manifester aux autres. Dans le même sens encore il parlait, d'après le récit de saint Jean, lorsqu'il disait: « Je ne vais pas à la fête, » et qu'ensuite il y allait, c'est-à-dire qu'il n'y allait pas ouvertement, mais en secret. Par conséquent, lorsqu'il y a une cause juste, nous pouvons légitimement répondre, et même jurer sur une équivoque ou une restriction non purement mentale.

Sur cette question difficile il est bon d'ajouter encore quelques mots d'explication:

(1) Il n'est jamais permis de jurer avec une restriction purement mentale, parce que c'est manifestement dire un mensonge et l'appuyer d'un serment.

(2) Il est quelquefois permis, pour un motif raisonnable, de prêter serment avec une restriction non purement mentale, — une restriction réelle, ou reposant sur une amphibiologie, selon le terme consacré. Dans ce cas, nous ne trompons ni nous, ni notre prochain ; mais, pour un juste motif, nous permettons qu'il se trompe lui-même. D'autre part, nous sommes tenus de parler à l'esprit, ou selon l'intelligence des autres, s'il existe pour cela une bonne raison. S'il n'était pas permis d'agir ainsi, même avec serment, il n'y aurait plus moyen de cacher un secret légitime, ce qui serait aussi

funeste à la société que le mensonge lui-même. On dit pour une *cause raisonnable*, ce qui signifie toute cause juste de sauvegarder le bien spirituel et matériel du prochain. Il n'est pas nécessaire que la cause soit absolument grave (si ce n'est en cour de justice et dans les contrats); mais il suffit d'une cause raisonnable quelconque, par exemple, pour échapper à l'importunité ou aux questions injustes d'une personne. Nous devons noter, cependant, qu'un motif plus grave serait requis pour appuyer une équivoque d'un serment. Une cause plus grave aussi est nécessaire, si les paroles dont on se sert ont un sens qui prête davantage à l'erreur. Si une juste cause fait défaut, il est plus probable qu'il n'y aurait que péché vénial, parce que, dans un serment de ce genre, nous opposons la vérité et la justice. Il manque le jugement ou la discréption: ce défaut ne va pas au-delà du péché vénial. Nous exceptons, toutefois, les cas de justice, devant un tribunal, ou dans les contrats.

4. DÉFINITION DU PARJURE. ÉNORMITÉ DE CE PÉCHÉ MONTRÉE PAR LES PAROLES DE LA SAINTE ÉCRITURE

Emettre un faux serment s'appelle commettre un parjure; et c'est de sa pleine nature un péché mortel, car il y a toujours faute mortelle à prendre Dieu à témoin d'un mensonge.

D'après la loi civile, le parjure est l'acte ou le crime de prêter volontairement un faux serment, quand il est légalement déféré; ou le crime commis, lorsqu'un serment est légitimement déféré dans une procédure judiciaire, par une personne qui jure volontairement, absolument, et d'une manière contraire à la vérité, sur une chose importante à l'issue du procès.

Combien Dieu est terriblement irrité par ce péché, nous le voyons par ses propres paroles quand il en parle dans la Sainte Ecriture : « Mais vous mettez votre confiance en des paroles de mensonge où vous ne trouvez aucun secours. Vous volez, vous tuez, vous commettez des adultères, vous jurez faussement... Et je vous chasseraï bien loin de ma face, comme j'ai chassé tous vos frères, toute la race d'Ephraïm. Vous donc, n'entreprenez point d'intercéder pour ce peuple, ni de me conjurer et de me prier pour eux, et ne vous opposez point à moi, parce que je ne vous exauceraï point. »¹ Ailleurs, parlant de la malédiction qu'il lancera sur la face de toute la terre : « Je le ferai sortir, dit le Seigneur des armées : il entrera dans la maison du voleur et dans la maison de celui qui jure faussement en mon nom, et il demeurera au milieu de cette maison ; et il la consumera avec tout le bois et toutes les pierres. »²

Le parjure, même de nos jours, aux yeux de la loi civile, est passible d'amende et d'emprisonnement.³ Quant à la loi ecclésiastique, dans beaucoup de diocèses, c'est un péché réservé ; de sorte que tous les confesseurs ne peuvent pas en absoudre.

5. QUEL PÉCHÉ EST-CE DE JURER SANS JUGEMENT ?

Jurer sans *jugement* n'est de soi qu'un péché véniel, pourvu qu'il n'y ait pas danger de parjure, parce que c'est seulement prendre le nom du Seigneur en vain. Bien que cet enseignement soit vrai, et que ce que l'on dit soit la vérité,

¹ JÉRÉM. VII. 8, 15, 16.

² ZACH. V. 4.

³ Voy. *Code p'nal fr.* art. 361 et suiv. (N. du T.)

il y a néanmoins toujours péché à râver ainsi le nom de Dieu et à le prendre à témoin de toute trivialité et de toute impertinence que l'on dit. Jamais un serment n'est en lui-même simplement bon ; on ne doit pas en faire usage au gré de la volonté, mais s'en servir uniquement comme des médecines, — en cas de nécessité. Y avoir recours ordinairement et sans réflexion, sans y être forcés par une nécessité urgente, ou sans qu'une autorité légitime l'impose, est une faute qui détruit tout respect et toute crainte de Dieu. Nous avons toute espèce de raisons de supposer que là, où le nom de Dieu est si fréquemment sur la langue, il est à craindre qu'il ne soit que peu dans le cœur.

6. QUEL PÉCHÉ EST-CE DE JURER CONTRE LA JUSTICE ?

Jurer contre la justice est certainement un péché mortel, si la chose jurée, dans un serment promissoire, est assez importante pour constituer une grave injustice ; parce que c'est un grave manque de respect envers Dieu, que de le prendre à témoin d'une iniquité considérable. Saint Alphonse soutient que ce serait un péché mortel, même dans le cas où un homme jure de faire une chose qui ne serait que vénierllement coupable. Mais Suarez et la plupart des théologiens sont d'avis que, dans ce cas, la faute n'irait pas au-delà du péché vénial, parce que le manque de respect ne serait que léger. Tel est l'enseignement à propos des serments promissoires. Pour les serments *affirmatoires*, l'opinion la plus probable est que le serment contre la justice ne serait que vénial, parce que le serment regarde l'assertion plutôt comme vraie que comme mauvaise. Il faut excepter le cas où le serment serait employé comme l'instrument ou le

moyen du péché ; par exemple, jurer pour confirmer une calomnie ou une médisance.

7. SI CERTAINS SERMENTS MODERNES D'OBÉISSANCE ET DE SOUMISSION AU GOUVERNEMENT CIVIL SONT LÉGITIMES

Il reste une ou deux questions touchant les serments, auxquelles il est bon de donner une sérieuse attention.

La première est de savoir si les serments d'obéissance et de fidélité au pouvoir civil ou aux lois civiles du royaume sont légitimes et doivent être observés : tel, par exemple, d'observer la Constitution américaine, acceptée par les Américains, ou le serment, exigé des Italiens, de fidélité et d'obéissance à Victor Emmanuel et à ses successeurs, comme rois d'Italie. Ce dernier n'est certainement pas licite, d'après le décret de la Congrégation de la Sacrée Pénitencerie, 10 Décembre 1860. La réponse fut celle-ci : *Juramentum quod exponitur, non licere : tolerari autem posse juramentum obedientiae mere passivæ in iis omnibus quæ legibus divinis et ecclesiasticis non adversantur juxta formam a S. M. Pii VII approbatam.* (Le serment tel qu'il est proposé n'est pas permis ; mais on peut le tolérer dans le sens d'une obéissance passive à toutes les choses qui ne sont pas opposées aux lois divines et ecclésiastiques, selon la forme approuvée par Sa Sainteté le Pape Pie VII.)

La forme approuvée par Pie VII, en 1808, est de se soumettre et d'obéir à tout ce qui n'est pas contraire à la loi de Dieu et à la loi de l'église. Il faut admettre les mêmes restrictions dans tout serment de fidélité exigé en faveur d'une constitution civile ou d'un gouvernement, et de telles exigences ne se peuvent tolérer qu'autant qu'elles ne sont pas

opposées à la loi divine et à la loi ecclésiastique, ce qui s'applique particulièrement à la *formule* prescrite par le gouvernement espagnol en 1869.

8. S'IL EST PERMIS A UN CATHOLIQUE DE JURER SUR UNE BIBLE PROTESTANTE

Une autre question se rattache aux serments: en justice, est-il permis à un Catholique de jurer sur une bible protestante? Comme il est d'usage de baisser le livre des Evangiles lorsqu'un serment est judiciairement déféré, un tel acte ne serait point permis, s'il impliquait une approbation de la version protestante des Ecritures, et s'il devait être une occasion de scandale. La difficulté sur ce point peut être facilement tournée dans notre pays, puisque les magistrats sont supposés donner une version catholique, si on la demande, et que la personne exposée à prêter serment peut porter une édition catholique et s'en servir.¹

En 1869, on représenta au Saint-Siège que dans plusieurs parties des Indes, on obligeait les catholiques à prêter serment sur la bible falsifiée par les protestants et mise en usage par l'état, et qu'il était très difficile pour les Catholiques d'obtenir du gouvernement la permission de se servir de leur version de la Bible. Ordre fut donné à tous les Vicaires Apostoliques, dans les missions desquels cette pratique était en vigueur, de faire tous leurs efforts pour obtenir du gouvernement indien la liberté pour les fidèles de jurer sur le livre des Saintes Ecritures approuvé par l'Eglise; et, s'ils n'y réussissaient pas, de garder prudemment le silence. En même temps, ils devaient se rendre compte si les bibles des hérétiques employées dans ce but avaient subi une altération

¹ L'auteur ne parle que son pays l'Angleterre. (N. du T.)

substantielle ; si on les présentait, en ces occasions, dans le but de les faire en quelque sorte approuver par les Catholiques, ou d'exclure la Vulgate Latine ; enfin, par qui, dans quelles circonstances, et dans quel but, les serments étaient exigés.¹ D'après les Instructions de la S. Congrégation, nous devons donc parfaitement comprendre les différentes choses à considérer, avant de donner une décision définitive sur une question de ce genre.

9. CE QUI EST DÉFENDU AU SUJET DES VŒUX

D'abord, il est rigoureusement défendu de s'engager par vœu à faire une action mauvaise : un vœu de ce genre serait une insulte à Dieu. Il est également défendu de s'engager par vœu à une chose indigne de Dieu.

En second lieu, nous sommes strictement tenus d'observer nos vœux légitimes. Si nous sommes obligés en rigoureuse justice d'être fidèles à des contrats, à des promesses, et à des engagements faits avec nos semblables, à combien plus forte raison la fidélité que nous devons à Dieu ne nous oblige-t-elle pas à remplir exactement les promesses et les engagements sacrés par lesquels nous nous sommes liés envers lui ? Il nous ordonne en termes formels d'être exacts à accomplir nos vœux : « Lorsque vous aurez fait un vœu au Seigneur votre Dieu, vous ne différerez point de l'accomplir, parce que le Seigneur votre Dieu vous en demandera compte ; et que si vous différez il vous en sera imputé à péché. Vous ne pécherez point en ne vous engageant par aucune promesse : mais lorsqu'une fois la parole sera sortie de votre

¹ Inst. S. C. De P. F., 8 Décembre 1869.

bouche, vous l'observerez,... etc. »¹ « Si vous avez fait un vœu à Dieu, ne différez point de vous en acquitter ; car la promesse infidèle et imprudente lui déplaît : mais accomplissez tous les vœux que vous aurez faits. Il vaut beaucoup mieux ne point faire de vœux, que d'en faire, et ne les pas accomplir.

Monseigneur Hay termine ses instructions sur les vœux par ces paroles : « Bien qu'un vœu prudent et sage soit très agréable à Dieu, il n'en impose pas moins une lourde obligation à celui qui l'a fait. La faiblesse de la nature humaine et l'inconstance du cœur humain peuvent nous faire regretter nos bonnes intentions ; dès lors, nous ne devons jamais faire des vœux, surtout des vœux perpétuels, qu'après mûre délibération. Il faut bien peser nos motifs, nous efforcer de connaître la volonté de Dieu, prendre conseil pour toutes les démarches que nous faisons, et alors nous pouvons espérer la force d'accomplir nos vœux. » Comme j'ai amplement traité ce sujet dans un ouvrage antérieur,² inutile d'entrer ici dans de plus grands détails et de répéter ce que j'ai déjà écrit dans cet ouvrage et dans un précédent chapitre de celui-ci sur les vœux.

IO. MALÉDICTIONS PROFANES

Enfin, comme c'est honorer le Nom de Dieu que de nous bénir, nous personnellement et les autres, ainsi c'est le déshonorer que de nous maudire, nous ou le prochain.

¹ DEUT. XXIII. 21 et seq.

² ECCLES. V. 3. 4.

³ Voy. Vie Monastique : Sur les Vœux et leurs obligations.

Maudire, c'est désirer du mal à nous, au prochain ou à quelqu'une des créatures de Dieu, que le désir soit conçu dans le cœur, ou exprimé en paroles.

(1) Ce péché est sévèrement condamné dans les saintes Ecritures. A l'adresse de ceux qui ont l'habitude de proférer des malédictions, nous lisons ces paroles: « Leur gosier est un sépulcre ouvert; ils se sont servi de leurs langues pour tromper avec adresse; ils ont sur leurs lèvres le venin des aspics. Leur bouche est remplie de malédiction et d'amertume... Toutes leurs voix ne tendent qu'à affliger et à opprimer; et ils n'ont point connu la voix de la paix. La crainte de Dieu n'est point devant leurs yeux. »¹

(2) Nous voyons aussi dans l'Ecriture que tôt ou tard les malédictions téméraires se retournent contre ceux qui les ont proférées: « Comme un oiseau qui vole d'un lieu à un autre, et un passereau qui court de tous côtés; ainsi la malédiction qu'un homme prononce sans sujet retombe sur lui. »² Le sens de ces paroles est que la malédiction prononcée sans motif, ne fera aucun mal à la personne qui en est l'objet, mais retombera sur celui qui l'a faite. Ailleurs, il est écrit qu'une malédiction devient la part et l'héritage de ceux qui aiment maudire: « Comme il a aimé la malédiction, elle tombera sur lui; et comme il a rejeté la bénédiction, elle s'éloignera de lui. »³

(3) Les raisons qui rendent ce crime si abominable aux yeux de Dieu sont: (a) Qu'il est opposé à la charité ou à l'amour du prochain. (b) Opposé au précepte du Christ de

¹ Ps. xiii, 3.

² PROV. xxvi. 2.

³ Ps. cviii. 18.

rendre le bien pour le mal. (c) Directement opposé à l'esprit du Christ, tel que nous le montrent sa vie et ses souffrances. (d) Il est une perversion de l'usage pour lequel la langue et la parole ont été données à l'homme. (e) Il est ordinairement cause d'un grand scandale pour le prochain, surtout pour les jeunes et les faibles.

(4) Quant à la nature du péché de malédiction et à sa gravité les moralistes en viennent aux conclusions suivantes:

i. Maudire le démon ou les choses inanimées pour un motif bon et honnête, n'est pas un péché. Ainsi on peut maudire le jour où l'on a commis un péché mortel.

ii. Maudire les créatures humaines et appeler des maux sur elles, ne constitue, ordinairement parlant, qu'un péché véniel, parce que, en règle générale, on n'a pas l'intention délibérée et sérieuse que ces maux leur arrivent. Autrement, c'est-à-dire, si on leur désirait véritablement le mal, le péché serait de sa nature mortel ou véniel, suivant la gravité ou la légèreté du mal désiré et invoqué. Maudire quelqu'un par haine serait toujours un péché mortel.

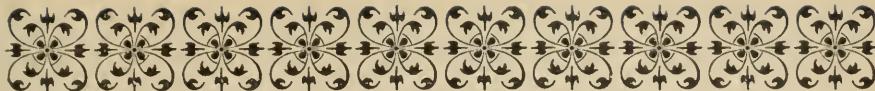
iii. Maudire les animaux ou les créatures privées de raison n'est qu'un péché véniel, à moins que ce ne soit par haine pour les personnes auxquelles ces créatures appartiennent. Il n'y aurait aussi que péché véniel à maudire le temps, les vents, les orages, pourvu que ces choses ne soient pas considérées par rapport à Dieu ou au prochain.

(5) Je dois conclure par un avertissement à tous de ne point s'exposer à mériter une malédiction, puisqu'il y aurait grand danger qu'elle nous atteigne: c'est ce que nous montrent clairement l'histoire du sacrilège et la considération des peines portées contre les spoliateurs de l'église et les violateurs de la propriété ecclésiastique.

Admettant même que, dans certains cas, une personne se rende coupable en prononçant une malédiction, il n'en reste pas moins vrai que la malédiction ainsi prononcée, qu'elle ait été méritée ou provoquée, peut attirer des misères aux personnes qui en sont l'objet. Que les parents prennent donc bien garde de ne pas maudire leurs enfants, et que ceux-ci aient soin de ne point provoquer leurs parents à commettre cette faute, et de ne pas mériter leur malédiction de quelque manière que ce soit par leur conduite. Il est plus que probable que, quand un homme opprimé, demande, dans l'amer-tume de son âme, que son oppresseur soit anéanti, Dieu entendra cette prière, lors même qu'elle ne lui aurait pas été faite sans péché. Celui qui est maudit de cette façon reçoit son châtiment, la personne qui l'aura maudit, aurait-elle outrepassé ses droits. ¹

¹ Voy. SPELMAN: Histoire du sacrilège. Introduction.





Le Troisième Commandement

CHAPITRE I

INSTITUTION, HISTOIRE ET OBLIGATION DE GARDER LE SABBAT OU LE DIMANCHE

1. Texte du Commandement tel qu'il est exprimé dans le Décalogue.
2. Rapport de ce Commandement avec le premier et le second.
3. Sens du mot Sabbat et sa première célébration.
4. Ordre définitif de l'observer donné au Sinaï ; raisons de cet ordre.
5. Manière de l'observer parmi les juifs.
6. Manière dont Notre-Seigneur l'a observé : ses paroles sur ce jour.
7. Changement du jour et raisons de ce changement.
8. L'Ecriture appuyant l'observance du premier jour de la semaine au lieu du dernier.
9. Différences entre le Dimanche chrétien et le Sabbat juif.
10. Combien la sanctification d'un jour sur sept fait partie de la loi morale de Dieu.
11. Quand la partie cérémonielle du Sabbat a cessé d'obliger et quand elle est devenue illicite.
12. L'observance du Dimanche imposée seulement par la loi de l'église.
13. Comment on peut en être dispensé, et ceux qu'elle oblige.

**I. TEXTE DU COMMANDEMENT
TEL QU'IL EST EXPRIMÉ DANS LE DÉCALOGUE**

On sait très bien que sous l'Ancienne Loi les sacrifices et d'autres rites sacrés étaient ordonnés, et que certains jours, surtout le septième, ou le dernier jour de la semaine, outre les autres jours de fêtes, étaient désignés comme des jours de repos, consacrés au service et au culte de Dieu. Dans le Décalogue, le précepte est ainsi exprimé : « Souvenez-vous de sanctifier le jour du Sabbat. » Le texte complet de l'Ecriture est ainsi conçu :

« Souvenez-vous de sanctifier le jour du Sabbat. Vous travaillerez durant six jours, et vous y ferez tout ce que vous aurez à faire. Mais le septième jour est le jour du repos consacré au Seigneur votre Dieu : vous ne ferez en ce jour aucun ouvrage, ni vous, ni votre fils, ni votre fille, ni votre serviteur, ni votre servante, ni vos bêtes de service, ni l'étranger qui sera dans l'enceinte de vos villes. »¹

**2. RAPPORT DE CE COMMANDEMENT
AVEC LE PREMIER ET LE SECOND**

Ce commandement a des rapports très étroits avec le premier et le second. Le premier nous enseigne comment nous devons reconnaître Dieu, et ne reconnaître que lui seul pour notre Dieu ; comment nous devons l'adorer et le servir. Le second nous apprend comment notre bouche doit honorer son Nom et sa parole. Celui-ci nous indique comment nous

¹ Exod. xx. 8 et seq.

devons consacrer le jour du Seigneur, et ainsi, tous les jours à son service.

Avant de parler spécialement de la nécessité et de l'utilité de la sanctification du dimanche, ou du jour du Seigneur, il est à propos de rappeler l'histoire du sabbat, et comment s'est accompli le changement.

3. SENS DU MOT SABBAT ET SA PREMIÈRE CÉLÉBRATION

Le mot sabbat vient de *shabath*, cesser d'agir, s'arrêter, et signifie un jour de repos.

Quelques-uns soutiennent que la consécration du sabbat remonte au temps de la création, et ils appuient leur opinion sur ces paroles : « Et Dieu accomplit, avant le septième jour, tout l'ouvrage qu'il avait fait ; et il se reposa le septième jour, après avoir achevé tous ses ouvrages. Il bénit le septième jour, et il le sanctifia. »¹ De ce texte, nous ne pouvons pas conclure que Dieu commanda aux hommes de sanctifier le septième jour ; il affirme simplement que Dieu lui-même le bénit et le sanctifia.

On peut reconnaître une trace de l'observance du sabbat dans les règlements touchant la cueillette de la manne dans le désert, avant l'arrivée des Israélites au Sinaï : « Recueillez pendant les six jours la manne ; car le septième jour, c'est le sabbat du Seigneur ; c'est pourquoi vous n'en trouverez point. »² Plusieurs regardent cette parole comme le premier ordre de l'institution du sabbat, qui fut bientôt après ratifiée par le troisième commandement.

¹ GEN. II, 2, 3.

² EXOD. XVI. 26.

4. ORDRE DEFINITIF DE L'OBSERVER DONNÉ AU SINAI; RAISONS DE CET ORDRE

Au Sinaï, cette observation fut définitivement imposée, et on en donne trois raisons : (1) Elle est une commémoration de la création : « Car le Seigneur a fait en six jours le ciel et la terre... et il s'est reposé le septième jour ; c'est pourquoi le Seigneur a béni le jour du sabbat, et il l'a sanctifié. »¹ (2) Elle est un souvenir de la délivrance de l'Egypte : « Le Seigneur votre Dieu vous a tirés de l'Egypte... C'est pourquoi il vous a ordonné de sanctifier le jour du sabbat. »² (3) Elle est un signe de l'alliance perpétuelle entre Dieu et les enfants d'Israël : « Que les enfants d'Israël observent le sabbat, et qu'ils le célèbrent d'âge en âge. C'est un pacte éternel entre moi et les enfants d'Israël, et une marque qui durera toujours. »³

5. MANIÈRE DE L'OBSERVER PARMI LES JUIFS

Ce précepte défendait aux Juifs tout travail qui n'était pas nécessaire ; et tous ceux qu'on trouvait à travailler le jour du sabbat étaient lapidés. Au livre des Nombres, nous lisons qu'un homme fut lapidé pour avoir ramassé du bois le jour du sabbat. Notre-Seigneur a sévèrement condamné l'idée que les Juifs se faisaient du sabbat ; et le sens du commandement ressort très clairement des paroles de notre Sauveur. Je dois donner ici un aperçu de la manière dont les Juifs l'observaient.

¹ EXOD. XX. 11.

² DEUT. V. 15.

³ EXOD. XXXI, 16, 17.

Ce septième jour de repos, le sabbat, ne se limite pas à un jour de vingt-quatre heures, mais se continue encore. Dieu ne s'arrête point de travailler au bonheur et à la conservation de l'homme : « Mon Père travaille encore maintenant, et je travaille aussi, » dit le Christ, Fils de Dieu.

Il faut aussi se rappeler que le septième jour de Dieu inaugura le premier jour de l'homme sur la terre. Dieu a voulu que ce jour de repos, le septième jour solaire, fût gardé à perpétuité pour le bien de l'humanité, et il le sanctifia, le réservant pour de pieux desseins.

Voyant qu'il était négligé, nous pouvons supposer, sans qu'il soit fait par les patriarches aucune mention de son observance, — à moins que les allusions de la Genèse, ¹ à la semaine de sept jours, n'impliquent l'observation du septième ; — nous pouvons supposer que le sabbat fut sévèrement imposé aux Israélites par la double provision de la manne, dans le désert, le sixième jour, et par son absence le septième ; et, un peu plus tard, par une injonction formelle de son observance introduite dans les dix commandements, qui furent donnés à Moïse par Dieu lui-même, sur la montagne du Sinaï : « Souvenez-vous de sanctifier le jour du sabbat..., etc. »

Ce mot « *souvenez-vous* » nous fait naturellement conclure que la loi du sabbat n'avait pas été complètement oubliée. Nous savons, en outre, que la semaine de sept jours a prévalu parmi toutes les nations depuis les temps les plus reculés.

Si les jours de la création furent réellement six périodes d'une immense durée, et non pas simplement six jours naturels de vingt-quatre heures, alors, nous pouvons supposer

¹ GEN. XXIX. 27, 28 ; VIII. 10, 12.

que le travail de six jours et le jour du sabbat du troisième commandement sont des types commémoratifs de la création, désignés pour imprimer perpétuellement sur la race humaine l'origine de l'homme et ses devoirs envers son Créateur.¹

Sous la loi mosaïque, nous avons les fêtes sabbatiques, et la première était le sabbat hebdomadaire, ou le *jour de repos*. Dans la supposition que Dieu institua le sabbat à la création, pour le bien de l'homme, dans son intérêt temporel aussi bien que dans son intérêt spirituel, il est probable qu'il avait cessé pendant que les Israélites étaient en Egypte: d'où viendrait le mot *souvenez-vous* au début de ce commandement.

Dans sa célébration, les Juifs tenaient de saintes réunions ou assemblées pour le culte public, et tout travail était prohibé pour l'homme et pour les animaux. Après la captivité on y ajouta d'autres restrictions. Aucun marché n'était permis; (N x. 31), ni aucun voyage au-delà des trois quarts d'un mille. Il n'était pas permis de guérir un malade, d'emporter un lit, de cueillir des épis de blé, comme nous le voyons par le récit évangélique. Le ministère sacerdotal au service du tabernacle était changé; on brûlait le double d'offrandes, et le pain de proposition était ordinairement renouvelé ce jour-là. (Lév. xxiv. 8).

6. MANIÈRE DONT NOTRE-SEIGNEUR L'A OBSERVÉ : SES PAROLES SUR CE JOUR.

« La manière dont Notre-Seigneur observait le sabbat est un des traits principaux de sa vie, et celui que ses adversaires pharisaïques épiaient et critiquaient le plus vivement.

¹ Voy. PINNOCK: La Bible et l'Histoire Contemporaine.

Ils avaient inventé une foule de prohibitions touchant le sabbat, et dont nous ne trouvons pas trace dans sa première institution. Quelques-unes de ces prohibitions étaient fantastiques et arbitraires... Cette perversion du sabbat était devenue générale du temps de Notre-Seigneur: « c'est ce que nous montrent clairement les objections qu'on lui fit à l'occasion de ses actes en ce jour, et sa conduite marquée dans les occasions qui pouvaient donner lieu à ces objections. »¹

Le Christ permettait les œuvres suivantes le jour du sabbat:

(1) *Les œuvres de nécessité.* — Le Christ justifia ses disciples d'avoir cueilli et égrené des épis le jour du sabbat.

(2) *Les œuvres de miséricorde.* — Le Christ a déclaré qu'il est permis de faire le bien le jour du sabbat,², et il a lui-même accompli les œuvres suivantes:

La guérison de l'homme à la main desséchée;

Celle du paralytique à la piscine de Bethsaïde;

La femme infirme;

L'homme hydropique;

L'aveugle-né.

(3) *Les œuvres appartenant à un service public.* — « Les prêtres, aux jours du sabbat, violent le sabbat dans le temple, et ne sont pas coupables. »³

Notre-Seigneur a résumé son enseignement dans cette phrase: « Le sabbat a été fait pour l'homme, et non l'homme pour le sabbat, » voulant dire par-là, que le sabbat avait été institué par Dieu pour les besoins spirituels et physiques de

¹ Voy. SMITH: Dict. de la Bible.

² S. MAT. XII. 12.

³ IBID. XII, 5.

l'homme, et que l'homme n'avait pas été créé simplement pour observer le sabbat selon les règles inflexibles et arbitraires posées par les Juifs.

7. CHANGEMENT DU JOUR ET RAISONS DE CE CHANGEMENT

Les Juifs observaient le sabbat le *septième* jour, les Chrétiens l'observent le premier jour de la semaine. Pourquoi ce changement?

Parce que les Juifs observaient le sabbat en souvenir (1) de la création; (2) de l'Exode, ou délivrance de l'Egypte. Les Chrétiens observent le sabbat en souvenir (1) de la résurrection du Christ; (2) de la rédemption de l'esclavage du péché et de Satan, rédemption qui est plus importante et qui est une œuvre plus grande que la création. Depuis qu'il a donné sa loi, Dieu a fait un acte infiniment supérieur à la création du monde, car il l'a racheté par les souffrances et la mort de son Fils unique. Il est donc raisonnable de changer le jour, et il ne conviendrait pas de garder un jour en mémoire d'une œuvre moindre, quand une autre beaucoup plus grande nous a été révélée. Il est vrai que le Christ est resté dans le tombeau le jour du sabbat juif: nous ne célébrons pas son repos, mais son triomphe. Car, pendant qu'il était retenu par la mort, il était dans un état d'humiliation; mais, quand il s'en est délivré, il s'est levé pour la gloire.

8. L'ÉCRITURE APPUYANT L'OBSERVANCE DU PREMIER JOUR DE LA SEMAINE AU LIEU DU DERNIER

Outre la convenance de ce changement du jour, l'Ecriture nous autorise à sanctifier le premier jour de la semaine au lieu du dernier.

(1) C'est le premier jour que Notre-Seigneur est ressuscité d'entre les morts.

(2) C'est le premier jour (celui de la Pentecôte), que le Saint-Esprit descendit sur l'Eglise.

(3) Notre-Seigneur apparut deux fois à ses Apôtres le premier jour: (1) Le jour de sa résurrection, aux dix Apôtres, Thomas étant absent. (2) Le même jour de la semaine, plus tard, aux onze Apôtres, Thomas étant présent.

(4) C'est le premier jour que les premiers disciples avaient coutume de se réunir pour rompre le pain.

(5) Dans l'Apocalypse le premier jour est appelé le jour du Seigneur, Κυριακὴ ἡμέρα, étant un jour particulièrement consacré à Notre-Seigneur Jésus-Christ.

9. DIFFÉRENCES ENTRE LE DIMANCHE CHRÉTIEN ET LE SABBAT JUIF

Nous avons maintenant à marquer les différences entre le dimanche chrétien et le sabbat juif. Le sabbat juif diffère du dimanche chrétien dans les points suivants:

(1) Le jour est changé du septième au premier de la semaine, et nous n'observons plus le sabbat d'un coucher à l'autre du soleil.

(2) Certaines restrictions juives sont annulées, comme de ne faire aucune sorte d'ouvrage, — ne pas cuire des aliments, ne pas allumer du feu, ne porter aucun fardeau.

(3) Le châtiment n'existe plus. Ce châtiment était la mort, et aucun juge ou magistrat chrétien n'eut jamais le pouvoir de prononcer une sentence de lapidation contre un violateur du troisième commandement.

(4) Le dessein et le but de l'institution ne sont pas les mêmes. Le but du sabbat était de rappeler le repos de Dieu après la création, et la délivrance des Juifs de l'esclavage de l'Egypte. Le dimanche chrétien rappelle la résurrection du Christ, et la rédemption du genre humain de l'esclavage du péché et de Satan.

(5) L'obéissance à la loi du sabbat exigeait le repos physique, et rien de plus ; ni culte public, ni culte privé ne constituait une partie quelconque de l'obligation imposée aux Juifs par le troisième commandement. Le grand et premier objet pour lequel le dimanche chrétien est un jour à part, c'est pour nous donner le temps et l'occasion de prier, de servir Dieu, de recevoir les sacrements, d'entendre les instructions et de faire de bonnes lectures.

La comparaison du sabbat juif et du dimanche chrétien montre que le sabbat était regardé à l'origine uniquement comme un jour de repos. Après la captivité, les juifs prirent l'habitude de se réunir ce jour dans leurs synagogues pour le culte, parce que, semble-t-il, ils étaient délivrés de toute affaire séculière. Dès le commencement du Christianisme, le dimanche est institué comme un jour de culte; le repos n'est prescrit que pour rendre le culte possible. On peut dire que, dans le sabbat juif, le repos est venu le premier et le culte ensuite ; dans le dimanche chrétien, le culte est venu le premier et le repos ensuite. Dans l'idée du sabbat juif, le repos était essentiel, le culte n'était qu'accidentel ; dans l'idée du dimanche, le culte est essentiel ; le repos, accidentel.

10. COMBIEN LA SANCTIFICATION D'UN JOUR SUR SEPT FAIT PARTIE DE LA LOI MORALE DE DIEU

Une question controversée parmi les moralistes, est de savoir jusqu'à quel point la sanctification d'un jour sur sept

fait partie de la loi morale de Dieu. Quelques-uns prétendent qu'elle est entièrement cérémoniale, et, comme telle, qu'elle fut absolument abolie par le Christ. Les autres y voient une loi toute morale, et affirment que l'observation de ce septième jour, à partir de la création, est une loi de la nature et une obligation perpétuelle.

Par la loi morale, ou loi de nature, nous devons entendre ce qu'il est raisonnable et convenable de faire, lors même qu'aucun précepte formel ne le prescrirait. Nous sommes tenus à tout ce qui appartient à la loi morale, par les lumières mêmes de la raison et les principes de la nature, en dehors de tout commandement positif. Dieu a prescrit aux hommes des choses qui ne s'imposaient à eux par aucun motif que celui de son autorité. Telles étaient sous la loi les différentes cérémonies, et telle fut la défense faite à Adam, dans l'état d'innocence, de ne point toucher à l'arbre de la science du bien et du mal. Les choses de la loi morale sont prescrites, parce qu'elles sont bonnes, les choses qui tombent sous la loi positive seule, sont bonnes parce qu'elles sont commandées.

Nous pouvons donc dire qu'une partie convenable de notre temps est, par droit naturel et moral, due au culte et au service de Dieu. Il n'est que juste et légitime que celui qui nous a donné la vie et le temps, en ait une large part ; surtout, puisqu'il nous les a donnés pour le servir et le glorifier même sur la terre. Et même s'il était laissé à la raison humaine de préciser et de fixer cette partie du temps, nous aurions de la peine à réservier au service de Dieu moins d'un jour par semaine. Dans l'Ancienne Loi Dieu détermina par un précepte positif le jour précis et la manière dont on devait l'observer. La loi de la nature ne fixe aucun jour en

particulier qui doive être réservé au service de Dieu. Car, réellement, la raison naturelle ne peut expliquer ce choix de tel jour plutôt que d'un autre; pourquoi nous devrions sanctifier chaque septième jour, plutôt que chaque sixième, cinquième ou quatrième jour. Si nous faisons abstraction du précepte positif de Dieu, aucun jour n'est donc en lui-même meilleur qu'un autre.

Le sabbat juif était fondé sur un commandement divin et clairement défini; le jour particulier qui devait être sanctifié comme sabbat était déterminé par l'autorité divine, et le but du jour était expressément indiqué. La manière dont le sabbat devait être gardé, était aussi distinctement formulée.

II. QUAND LA PARTIE CÉRÉMONIELLE DU SABBAT A CESSÉ D'OBLIGER ET QUAND ELLE EST DEVENUE ILLICITE

Tout cela formait la partie cérémoniale de la loi sabbatique et fut abrogé par l'introduction du Christianisme. Comme tous les autres préceptes de la loi cérémoniale, cette partie commença à déchoir pendant la vie du Christ, bien qu'elle restât obligatoire alors pour les Juifs. Son obligation cessa à la mort du Christ, et elle devint illicite pour les Chrétiens vers l'époque de la destruction de Jérusalem, lorsque la loi chrétienne eut été suffisamment promulguée. Dès lors, la synagogue était pour ainsi dire ensevelie, et observer encore les *legalia* ou la loi cérémoniale des Juifs, c'était se rendre coupable.

12. L'OBSERVANCE DU DIMANCHE IMPOSÉE SEULEMENT
PAR LA LOI DE L'ÉGLISE

L'observation du Dimanche, dans la Nouvelle Loi, n'est prescrite ni par la loi de nature, ni par la loi divine positive, mais par la loi de l'Eglise et par la coutume du peuple chrétien, venant des Apôtres. Tel est l'enseignement commun des théologiens catholiques après saint Thomas. L'observance dominicale comprend deux choses, à savoir : la détermination du temps et la détermination de la matière ou du rite ; c'est-à-dire, l'abstention des œuvres serviles et l'audition de la messe : le temps ni le rite ne sont déterminés par la loi de la nature, ou par la loi divine positive : ils ne le sont donc que par la loi ecclésiastique. Ce n'est point par la loi naturelle, parce que tout ce que cette loi prescrit, c'est qu'un certain temps soit réservé pour le service de Dieu, mais non pas un jour plutôt qu'un autre ; non pas un jour entier, plutôt qu'une partie de plusieurs jours. Non point la matière ou le rite, parce qu'on peut honorer Dieu d'une autre manière que par l'audition de la messe et la cessation des œuvres serviles. Non point par la loi divine positive, parce que la loi du sabbat dans l'Ancien Testament, qui était toute cérémoniale, a cessé, et quant au temps et quant au rite, comme nous l'avons déjà prouvé. Pour ce qui est du Nouveau Testament, nous ne lisons nulle part que le Christ ait commandé l'observation du dimanche par l'audition de la messe et la cessation du travail.

Comme la loi est ecclésiastique, l'Eglise peut dispenser, et a quelquefois dispensé, de son observance, et pour l'audition de la messe et pour l'abstention du travail, dans certains

cas. Or l'église ne peut pas dispenser d'une loi naturelle ou d'une loi divine positive.

Il n'est point nécessaire de citer les nombreuses lois ecclésiastiques et les décrets des conciles qui commandent l'observation du Dimanche. Nous pouvons nous contenter d'appliquer à cette pratique la règle bien connue de saint Augustin dans son quatrième livre contre les Donatistes : *Quod universa tenet Ecclesia, nec conciliis institutum, sed semper retentum est, non nisi auctoritate Apostolica traditum rectissimum creditur.* (Ce que l'Eglise universelle pratique, et qui n'a pas été décrété par les Conciles, mais qui a toujours été observé, est à juste titre considéré comme ne venant d'aucune autre autorité que celle des Apôtres.)

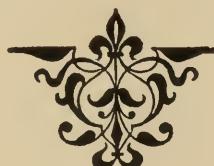
13. COMMENT ON PEUT EN ÊTRE DISPENSÉ ET CEUX QU'ELLE OBLIGE

Bien qu'une dispense particulière de cette loi puisse être accordée par l'autorité ecclésiastique, non seulement aux particuliers, mais à des populations entières, lorsqu'il existe une cause raisonnable ; cependant, nous ne pouvons pas supposer une abrogation générale de la loi, parce qu'il est impossible de concevoir une raison suffisante de nature à motiver un tel écart de la tradition de l'Eglise et des Apôtres. Je dois ajouter que cette loi ecclésiastique impose à tous les fidèles une obligation grave, bien qu'elle admette la légèreté de matière. Telle est la croyance commune des fidèles eux-mêmes, aussi bien que l'enseignement général des théologiens ; et la proposition suivante a été condamnée avec raison par le Pape Innocent XI : *Præceptum servandi festa non obligat sub mortali, se posito scandalo si absit contemptus.*

(Le précepte d'observer les fêtes n'oblige pas sous peine de péché mortel, pourvu qu'il n'y ait pas scandale, ni mépris de la loi.)

J'ai dit que la loi oblige tous les fidèles, parce que les infidèles, — j'entends ceux qui ne sont pas baptisés, — ne sont pas soumis à cette loi, puisqu'ils ne sont pas les sujets de l'Eglise. Il n'y aurait donc pas péché à leur demander de travailler les dimanches et les jours de fête, à condition, toujours, qu'il n'y ait pas scandale.

Comme nous trouvons que le troisième précepte du Décalogue ne tire pas toute sa force de la loi nouvelle, mais seulement en tant qu'il tombe sous la loi naturelle, et qu'il est, soit tempéré, soit complété par la loi ecclésiastique, il sera nécessaire, en traitant de ce commandement, non seulement d'expliquer ce qu'il a de divin et de naturel, mais aussi les dispositions de la loi ecclésiastique, sur la manière, pour les Chrétiens, d'observer et de sanctifier le jour du Seigneur. Nous nous efforcerons de le faire dans les deux chapitres suivants.





Le Troisième Commandement (suite)

CHAPITRE II

CE QU'ORDONNE CE COMMANDEMENT

1. L'étendue de l'obligation dans la loi chrétienne : entendre la messe, partie affirmative ; s'abstenir des œuvres serviles, partie négative.
2. Cinq conditions requises pour entendre la messe : (1) Intention ; (2) présence morale ; (3) attention ; (4) intégrité ; (5) place convenable.
3. Causes ou raisons qui dispensent une personne de l'obligation d'entendre la messe : (1) impuissance ; (2) charité ; (3) devoir ; (4) coutume.
4. Si ceux qui sont exempts de la messe sont tenus à quelque autre dévotion.

I. L'ÉTENDUE DE L'OBLIGATION DANS LA LOI CHRÉTIENNE

Ce troisième commandement comprend deux choses; il est d'abord *affirmatif*, en ce qu'il ordonne l'audition de la messe; puis, il est *négatif*, en ce qu'il défend les œuvres serviles et les transactions; mais la défense est moins sévère que sous l'Ancienne Loi. Il nous est donc prescrit de sanctifier le dimanche en entendant la messe et en nous abstenant d'œuvres serviles. En dehors de cette double obligation, toutes les autres observances et autres devoirs spirituels, le dimanche, sont purement affaire de conseil: c'est ce qui ressort clairement de la Constitution de Benoit XIV (*Paternæ Charitatis*, 1744). Quand il parle d'entendre la messe et de s'abstenir d'œuvres serviles, il *ordonne et commande*; mais quand il parle des autres choses à faire les jours de dimanche et de fête: il exhorte simplement et conseille; comme lorsqu'il dit: « Nous exhortons les fidèles dans le Seigneur à assister aux prières publiques, aux offices divins, à entendre la parole de Dieu ; et, pendant toute la durée du jour de fête, à se livrer autant que possible à des œuvres de charité et de piété. »

Accidentellement, certains fidèles pourraient être tenus à plus que ce qui est exposé ici comme d'obligation; par exemple, si quelque autre devoir était nécessaire pour l'accomplissement d'une autre obligation. Ainsi, des chrétiens ignorant leurs devoirs religieux seraient tenus d'assister aux sermons et aux instructions; ils seraient également obligés d'employer ces moyens, si, sans eux, leur foi et leur moralité étaient en danger. Je dois ajouter qu'il n'est pas facile pour

un homme d'être fidèle aux devoirs de sa religion, s'il néglige habituellement d'entendre les instructions et les exhortations religieuses.

Nous devons nous borner ici au précepte d'entendre la messe, et expliquer les conditions requises pour satisfaire à ce précepte.

2. CINQ CONDITIONS REQUISES POUR ENTENDRE LA MESSE

Ces conditions sont les cinq suivantes: (1) l'intention; (2) la présence morale; (3) l'attention; (4) l'intégrité; (5) l'endroit convenable. Voyons chacune de ces conditions séparément.

(1) *Intention.* — L'intention de faire une œuvre prescrite, — c'est-à-dire d'adorer Dieu en entendant la messe, — est requise. L'intention virtuelle suffit; elle est comprise dans l'acte même d'aller à la messe, comme les autres fidèles. D'où il suit que, aller à l'église pour parler à un ami, pour accompagner quelqu'un en qualité de compagnon ou de serviteur, pour honorer un convoi funèbre, pour voir l'église ou entendre de la musique, ne suffirait pas pour remplir l'obligation d'entendre la messe; parce qu'il n'y aurait là aucune intention d'honorer Dieu ou d'assister au saint sacrifice. Il n'est pas nécessaire cependant d'avoir l'intention de sanctifier l'obligation; et une personne qui ne sait pas ou ne remarque pas que c'est dimanche ou un jour de fête, mais entend la messe simplement par dévotion, remplit parfaitement le précepte.

(2) *Présence morale.* — Pour entendre la messe et satisfaire à l'obligation dominicale, il est nécessaire d'être présent

d'esprit et de corps. — 1. Présent de corps. — C'est-à-dire qu'il faut être dans l'église, ou assez près de l'église pour ne faire qu'un avec l'assemblée des fidèles, ou assez près pour qu'on puisse moralement dire qu'on assiste à la messe. Pour la présence du corps, il n'est pas nécessaire qu'on voie le prêtre ni qu'on entende ses paroles. On peut dire qu'une personne fait partie de la congrégation ou de l'assemblée qui assiste à la messe, lorsqu'elle est assez près pour pouvoir distinguer les principales parties de la messe, soit au son de la clochette, soit aux chants du chœur, lors même qu'elle serait derrière un pilier ou un mur, ou dans un coin écarté d'une vaste cathédrale, ou mêlée à la foule qui reste debout ou à genoux au dehors, pourvu qu'elle ne soit pas trop loin de la porte. Saint Alphonse accorde une distance de trente mètres; mais cela dépend des circonstances de l'endroit, de la disposition de l'église; et il faut voir si la foule est assez réunie et continue pour ne former qu'une assemblée. Un homme qui resterait seul à une certaine distance, dans un champ, ne saurait être considéré comme assistant à la messe. Dans ce cas, cependant, si la porte ou les fenêtres de l'église étaient ouvertes, la distance de trente mètres ne semblerait pas trop grande. Mais pourquoi ne pas s'approcher? Il entendrait aussi la messe celui qui, d'une maison voisine, pourrait voir le prêtre par la porte ou la fenêtre ouverte. On peut entendre la messe de la sacristie, si la porte n'est pas fermée de façon à intercepter toute communication avec le célébrant. On peut même dire que si la porte de la sacristie est fermée, mais qu'on puisse entendre la voix du célébrant, c'est suffisant pour satisfaire à l'obligation. Ce sont là des détails minutieux qui peuvent être utiles aux fidèles dans les temps de mission,

et dans d'autres circonstances, lorsque les églises sont trop étroites pour contenir la foule.

Quand on dit qu'une personne doit être présente d'esprit aussi bien que de corps, on entend par cette présence mentale l'état de l'esprit ; — c'est-à-dire qu'un homme ne doit pas être fou, ivre ou endormi pendant le temps de la messe. Dans ces circonstances, il n'est capable de remplir aucun devoir religieux ni de satisfaire à aucune obligation.

(3) *Attention.* — Il y a l'attention *extérieure* et l'attention *intérieure*. L'attention *extérieure* exige une tenue et une conduite convenable dans l'église ; elle ne permet pas de se livrer à des choses qui pourraient être un sujet de distractions pour les autres, ou nous empêcher nous-mêmes d'entendre intérieurement la messe, comme d'entretenir sérieusement une longue conversation, lire des livres profanes qui absorbent l'esprit, regarder les tableaux, les statues, les inscriptions ou les personnes, pendant une partie considérable de la messe. Ces actes et choses semblables empêcheraient d'entendre la messe, à moins qu'ils n'aient lieu, que par interruption, ou de façon à ne pas détourner complètement l'esprit de la Sainte Messe. L'attention *intérieure* signifie l'application de l'esprit au grand sacrifice qui s'offre en ce moment. Elle doit se porter sur trois points : (1) attention aux paroles et aux actes physiques du prêtre ; (2) attention aux sens des paroles et des mystères qui sont rappelés et contenus dans le sacrifice ; (3) attention à Dieu par des prières et des méditations pieuses. Pour entendre la messe convenablement et avec fruit pour notre âme, il suffit d'avoir l'intention intérieure de l'une des trois manières dont nous parlons. Toutefois, pour satisfaire à l'obligation, il n'y a d'absolument

requis que l'attention extérieure, avec la volonté ou l'intention d'entendre la messe ; parce que cela constitue la présence morale et religieuse, ainsi que le culte de Dieu. Tout imparfait que soit ce moyen, il reste néanmoins suffisant pour satisfaire au précepte ecclésiastique d'entendre la messe.¹ Il est probable qu'un homme pourrait, par conséquent, satisfaire en substance à l'obligation d'entendre la messe, lors même qu'il serait volontairement distrait pendant toute la durée du saint Sacrifice, pourvu qu'il remplisse toutes les autres conditions requises. Il n'en est pas moins vrai qu'il se rendrait coupable par ses distractions volontaires ; mais il ne pécherait de ce chef que *vénierlement*, parce que celui qui assiste à la messe sans l'attention *intérieure* manque de respect à Dieu et aux choses saintes.

Bien plus, nous ne pouvons pas dire qu'une personne ne satisfait pas à l'obligation d'entendre la messe, même quand elle entretient pendant ce temps une pensée coupable, qu'elle est en état de péché ou a de l'affection pour le péché.² Confesser ses péchés ne paraît pas incompatible avec l'audition de la messe ou l'empêcher, lorsque la confession est courte et que le pénitent entend les principales parties de la messe. Nous pouvons en dire autant d'une confession plus prolongée, lorsque le pénitent est capable en même temps, d'entendre les principales parties de la messe. Cette pratique de se confesser pendant la messe peut être tolérée, pour une raison de nécessité, par exemple, pour des serviteurs et autres personnes qui ne pourraient pas facilement se confesser à un autre moment. Nous devons ajouter également que les personnes pieuses, qui n'ont besoin pour se confesser que

¹ Voy. S. ALPHONSE, n° 313.

² LEHMKUHL. n° 558.

de quelques instants, n'ont point à s'inquiéter si elles sont obligées de se confesser pendant la messe pour faire la communion ou pour satisfaire leur dévotion. Dans ces cas, il serait convenable d'interrompre la confession pendant la consécration, et de reprendre après, de telle sorte que le pénitent puisse au moins prêter attention à ce qui fait l'essence du sacrifice.

Les sacristains qui doivent aller et venir de l'église à la sacristie, les organistes et les chantres qui s'occupent de leur musique, peuvent satisfaire à l'obligation tout en remplissant leurs divers devoirs. La raison en est que ces actes ont pour but l'honneur de Dieu, et n'empêchent pas l'attention nécessaire au saint Sacrifice. Le même principe s'applique à ceux qui font des quêtes à la porte ou à l'intérieur de l'église, pourvu qu'ils puissent en même temps prêter attention à la messe. Durant la messe il est parfaitement permis d'examiner sa conscience, de faire sa pénitence, de réciter son office, ou toutes autres prières d'obligation, comme de lire, par dévotion, des livres de piété. Ces actions excitent, plutôt qu'elles n'empêchent, notre attention à honorer Dieu ; et deux préceptes qui ont la même fin et le même objet peuvent s'accomplir en même temps. Il n'y a cependant aucun précepte qui ordonne de réciter des prières de dévotion pendant la messe ; mais il est bon de le recommander aux fidèles.

(4) *Intégrité*. — Par l'intégrité, il faut admettre qu'une messe entière doit être entendue, de sorte qu'on n'a point satisfait à l'obligation si on omet une partie notable de la messe, par absence, par sommeil, ou par une occupation incompatible avec l'audition de la messe.

Quand à savoir quelle partie de la messe on doit considérer comme grave, et quelle partie, comme légère, nous n'avons sur ce point aucune règle précise. Cette question demande

à être résolue, non seulement au point de vue *matériel*, relativement à la longueur des prières, mais aussi eu égard à la dignité et à la sainteté de plusieurs parties de la messe. Les plus dignes et les plus saintes sont celles qui ont plus de rapports à la Consécration.

Il n'est donc pas facile de déterminer quelle omission dans la messe, serait grave, et quelle omission serait légère. Tous admettent cependant qu'omettre un tiers de la messe serait grave ; mais il n'est pas facile de préciser ce qui constitue ce tiers.

D'après l'enseignement le plus commun des théologiens, nous pouvons donner les conclusions suivantes comme généralement acceptées et pouvant être suivies en sûreté de conscience.

i. On considère comme une petite et légère omission d'être absent jusqu'à l'évangile ; et, d'après saint Alphonse,¹ manquer du commencement jusqu'à l'offertoire exclusivement, ne serait qu'une faute véniale. Comme le *Credo* n'est pas une partie régulière de la messe, nous ne pouvons pas regarder son omission comme coupable. Saint Alphonse enseigne aussi qu'il n'y aurait pas faute grave à manquer du commencement de la messe à l'épître, pas plus que ce qui suit la communion du prêtre.

ii. De l'avis général, il n'y aurait pas faute grave à manquer tout ce qui précède l'évangile ou tout ce qui suit la communion du prêtre.

iii. Ce serait pécher gravement que de manquer la partie du canon entre la préface et la consécration, ou la partie entre la consécration et le Pater. L'omission de l'offertoire

¹ LEHMKUHL, n° 560.

seul ne serait qu'une faute véniale. L'évangile de saint Jean, à la fin de la messe, ne fait probablement pas partie de la messe, parce que, avant cet évangile, les fidèles sont renvoyés avec une bénédiction, et peuvent se retirer, s'ils le jugent à propos.

iv. Ce serait un péché grave que d'omettre la consécration et la communion, lors même qu'on entendrait toutes les autres parties. Il en est de même, paraît-il, pour la consécration des deux espèces ; mais, en pratique, ce point demande à être interprété avec indulgence, car il est impossible de comprendre comment une personne pourrait s'absenter pendant une partie seulement de la consécration, si ce n'est pour un cas de nécessité urgente et subite ; et, dans une circonstance semblable, sortir et rentrer immédiatement n'interromprait pas la continuité morale de l'assistance à la messe. Il n'est donc pas absolument certain s'il y aurait faute grave à manquer la consécration seule ou la communion seule. L'essence de la messe consiste dans la consécration, ordonnée à la communion comme partie intégrante ; et, d'après cette donnée, il ne paraît pas absolument certain qu'on se rendrait mortellement coupable en ne manquant que la communion.

v. On satisfait à l'obligation d'entendre la messe, si on ne s'absente que pendant que le chœur chante le *Kyrie*, le *Gloria* et le *Credo*.

Il nous reste à examiner deux autres questions relatives à l'intégrité de la messe. D'abord, si une personne qui ne peut pas entendre toute la messe, est tenue d'entendre la partie qui lui est possible. Si une personne entre à l'église avant la consécration, elle est tenue d'entendre le reste de la messe. Si elle n'entre qu'après la consécration, ceux qui enseignent

que l'essence du sacrifice consiste dans la consécration, disent qu'elle n'y est pas tenue ; tandis que ceux qui soutiennent que la communion est partie essentielle de la messe, affirment qu'elle y est tenue. Si la personne ne peut être présente que jusqu'à la consécration, alors les docteurs sont partagés sur le point de savoir si elle aurait satisfait à l'obligation en entendant la messe par parties, — c'est-à-dire, une partie de deux messes dites par le même prêtre ou par plusieurs. Si les deux messes sont célébrées simultanément, non, puisque la proposition suivante a été condamnée par Innocent XI : « C'est satisfaire au précepte de l'église d'entendre la messe, que d'entendre en même temps deux ou même quatre parties de messes dites par différents prêtres. »

Oui, si on les entend successivement, ou l'une après l'autre ; et ceci est vrai, lors même que l'ordre serait interverti ; — c'est-à-dire, lors même que l'on entendrait d'abord la seconde partie d'une messe, et ensuite la première partie d'une autre. Ceux qui, avec saint Alphonse, soutiennent que la communion du prêtre appartient à l'essence du sacrifice, exigent qu'on soit présent à la consécration et à la communion d'une seule et même messe ; de sorte que ce ne serait point satisfaire à l'obligation, que d'entendre une messe jusqu'à la consécration inclusivement, et une autre jusqu'à la fin. Telle n'est point l'opinion de ceux qui mettent toute l'essence de la messe dans la consécration seule. D'après saint Liguori, il n'est pas improbable qu'on puisse dire que celui qui assiste à la consécration seule ou à la communion seule, entend la messe, et satisfait à l'obligation quant à sa substance ; mais, alors, pourquoi ne pourrait-on pas dire qu'on satisfait à l'obligation en entendant deux moitiés de

messe, dont l'une contient la consécration et l'autre la communion ?¹

(5) *Lieu convenable.* — En quel endroit peut-on satisfaire au précepte d'entendre la messe? A cette question, on peut répondre d'une façon générale: en tout lieu où se dit la messe, lieu sacré ou profane, pourvu qu'il ne soit pas spécialement excepté par l'église ou l'autorité ecclésiastique. Ordinairement, l'église excepte les oratoires privés, dans lesquels peuvent satisfaire au précepte d'entendre la messe, ceux-là seulement en faveur de qui l'indult est accordé, à l'exception de certaines grandes fêtes spécifiées dans cet indult, et conformément aux termes dans lesquels il est formulé. Autrefois, par exemple, du quatorzième au seizième siècle, il semble qu'il y avait obligation d'assister à la messe paroissiale ou à la messe dans l'église de sa paroisse. Avec le temps, des priviléges accordés aux églises des religieux firent déroger à cette loi universelle, et aujourd'hui, la loi est complètement abrogée par une coutume contraire, légitimement introduite et passée dans la pratique, au point qu'il n'est plus de précepte d'assister à la messe de sa paroisse, ou dans l'église de sa paroisse. Benoit XIV,² enseigne même que, désormais, un évêque ne peut pas ordonner à ses ouailles d'assister à la messe paroissiale, parce qu'il ne lui appartient pas d'abolir une coutume, qui, répandue dans le monde entier, doit être regardée comme la loi générale de l'église.

¹ S. ALPH. III. 310, 311.

² De Synod., cxiv. N° 10.

3. CAUSES OU RAISONS QUI DISPENSENT UNE PERSONNE D'ENTENDRE LA MESSE

Les causes ou raisons qui dispensent d'entendre la messe les Dimanches ou jours de fêtes sont nombreuses ; mais, peuvent se réduire aux quatre suivantes : (1) l'impuissance, qui est de trois sortes : *spirituelle, naturelle ou physique et morale*; (2) la charité; (3) le devoir; (4) la coutume.

(1) De là, nous pouvons conclure que la raison d'impuissance spirituelle excuse les *excommuniés* et les *interdits*, pourvu qu'ils ne restent pas sous le coup de la censure, pour échapper à leurs obligations. La raison d'impuissance *physique*, ou d'inhabileté, excuse les malades et les infirmes, ceux qui sont en voyage, les prisonniers, et les personnes qui habitent une localité où il n'y a pas d'église, ou pas de prêtres, ou pas possibilité d'entendre la messe. Par impuissance morale ou inhabileté sont dispensés de la messe ceux qui sont à une longue distance d'une église : une heure et quart de chemin à faire semble une excuse suffisante; une distance moindre, s'il pleut ou s'il neige, ou pour des personnes faibles et délicates; pour cette même raison, seraient exemptes les personnes convalescentes, tant qu'il serait dangereux pour leur santé de sortir, et aussi celles qui sont obligées de garder une maison, de préparer les aliments, et de faire d'autres choses nécessaires et qu'il ne serait pas possible de remettre à un autre moment.

(2) Par motif de charité, sont dispensées les personnes qui sont obligées de soigner des malades, les mères et les nourrices qui doivent s'occuper de leurs enfants, lorsqu'elles ne peuvent pas les porter à l'église sans de graves inconvénients et sans danger de troubler l'assistance.

(3) Par raison de devoir, sont exempts: les soldats de service, ceux qui ont la garde de troupeaux; ceux qui sont retenus par un travail public et nécessaire qu'il est impossible de suspendre, les serviteurs retenus par un emploi nécessaire, et ceux que leurs maîtres empêchent injustement d'aller à la messe.

(4) La coutume excuse, en certains endroits, les personnes qui sont sur le point de se marier, le jour où a lieu la proclamation de leurs bans. Mais cette coutume ne serait point une excuse dans les pays où les personnes pourraient aller à une autre église ou à une autre messe. Elle excuse aussi les femmes pendant un certain temps après la naissance d'un enfant, comme les personnes qui sont dans un grand chagrin. Mais il ne faut admettre cette excuse qu'autant que ces personnes ne vont pas dans d'autres endroits pendant ce même laps de temps, et ce temps ne doit pas se prolonger au-delà de ce qu'autorise une coutume légitime.

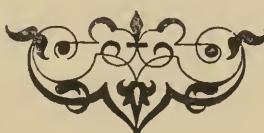
4. SI CEUX QUI SONT EXEMPTS DE LA MESSE SONT TENUS A QUELQUE AUTRE DÉVOTION

C'est le lieu de se demander si ceux qui sont dispensés d'entendre la messe, sont tenus de faire des prières ou d'accomplir d'autres actes de dévotion pour la remplacer? Le précepte ecclésiastique ne les oblige à aucun autre acte de religion, ni à réciter les prières de la messe chez eux, ni à d'autres prières. Il faut remarquer que nous ne parlons ici que de l'obligation du précepte ecclésiastiques. Une personne en effet qui serait empêchée pendant toute une année d'assister à la messe, le dimanche, est tenue d'y suppléer quelques-fois les jours de semaine (au moins trois ou quatre fois par

an), parce que le précepte divin ne détermine pas un temps spécial, comme le précepte ecclésiastique; et, d'après le précepte divin, tout le monde est tenu d'entendre la messe, au moins quelquefois pendant l'année. Car, si, d'après le précepte divin, comme on l'admet communément, un prêtre est obligé de célébrer la messe quelquefois pendant l'année, les fidèles, par le même précepte, doivent être également tenus d'y assister et de participer à ce sacrifice de la Nouvelle Loi.

En dehors de la messe, aucun autre devoir n'est absolument commandé le dimanche, soit avant, soit après-midi. Néanmoins, les fidèles sont exhortés à entrer dans l'esprit de la fête, et à sanctifier le jour du Seigneur par d'autres actes de dévotion, tels que des prières et des lectures pieuses, à assister aux vêpres et aux bénédictions du Très-Saint Sacrement, à entendre avec attention et respect la parole de Dieu et les instructions religieuses. Car la prédication de l'Evangile est la puissance de Dieu et le salut de ceux qui croient, nous rappelant toujours que « la foi vient de ce qu'on a entendu, et on n'entend que par la parole de Dieu. »¹

¹ ROM. X. 17.





Le Troisième Commandement (suite)

CHAPITRE III

LE REPOS COMMANDÉ POUR LE JOUR DU SEIGNEUR

1. Origine d'un jour de repos par semaine.
2. Raisons naturelles et raisons religieuses de ce repos.
3. Obligation de s'abstenir des œuvres serviles et commerciales les dimanches et les jours de fête.
4. Durée du temps de travail constituant une matière grave.
5. Les travaux défendus. Différentes espèces de travail: (1) Œuvres libérales. (2) Communes. (3) Serviles. (4) Commerciales.
6. Causes qui excusent les œuvres serviles: (1) Nécessité. (2) Piété. (3) Coutumes. (4) Dispense.
7. Récréation honnête permise le dimanche.

Il nous est ordonné de nous abstenir d'œuvres serviles le jour du sabbat, et ce repos d'un jour semble imposé non seulement par des raisons religieuses, mais aussi par des raisons physiques et sociales.

I. ORIGINE D'UN JOUR DE REPOS PAR SEMAINE

On affirme que dès l'origine de l'histoire du monde existait la coutume de diviser le temps en semaines de sept jours. On cite beaucoup de nations de l'antiquité qui partageaient ainsi le temps: les Égyptiens, les Chaldéens, les Grecs, et plus tard, les Romains. Cette même division du temps se retrouve dans les Indes, et on remarque un usage très semblable parmi les peuplades du Pérou. De cette division du temps, on ne peut tirer aucun argument qui prouve que ces peuples observaient un des sept jours comme sabbat; car, autre chose est le partage du temps en semaines, et autre chose la pratique d'observer un jour comme sabbat. On a aussi remarqué que, lors même qu'il se trouve dans le Livre de la Genèse plusieurs allusions aux *semaines*, on n'y voit aucun passage indiquant que les patriarches aient observé le sabbat le septième jour ou un autre. Il n'est point question d'un repos hebdomadaire, et rien n'y indique un jour consacré chaque semaine au culte; jusqu'à la sortie du peuple Juif de l'Egypte. Toutefois, il est reconnu que la tradition de sanctifier un jour par semaine n'est pas limitée aux Juifs, mais était commune à tout l'ancien monde: « Les Phéniciens consacraient un jour sur sept à honorer Saturne; tous les sept jours les Delphiens chantaient une hymne en l'honneur d'Apollon; les Athéniens fêtaient le septième jour en l'honneur de quelque divinité; certains auteurs grecs parlent du

septième jour comme sacré, et du huitième comme consacré au repos éternel. Les anciens Druides de la Grande Bretagne honoraient aussi le septième jour. Les Mahométans ont choisi le vendredi, les Chinois le lundi, et les habitants de la Guyane le mardi, comme leur jour de repos. »¹

2. RAISONS NATURELLES ET RAISONS RELIGIEUSES DE CE REPOS

En dehors du point de vue religieux, d'innombrables raisons font désirer qu'il y ait une interruption dans le travail du monde au moins un jour sur sept. Sans repos, la santé physique souffre et la vigueur du corps se débile. Ainsi, à l'époque de la première Révolution Française, lorsqu'on tenta d'abolir toute trace de la religion chrétienne en France, les révolutionnaires sentirent qu'il était urgent de fixer un intervalle régulier pour le repos, et ils décrétèrent la semaine de dix jours, avec un jour férié qui revenait après chaque décade. Après une expérience de deux ans, ils abandonnèrent la semaine de dix jours, et furent bien aises de revenir à l'ancienne et meilleure coutume du repos d'un jour sur sept. Alors les hommes exigeaient du repos pour l'esprit et pour leurs occupations intellectuelles, comme la lecture, l'étude, afin que l'esprit pût être arraché quelque temps par semaine à la fièvre et à l'entraînement insensé des affaires séculières, qui est un des dangers les plus sérieux pour la vie morale d'un pays.

Rien également de plus raisonnable que les marchands, les commerçants, les manufacturiers et les laboureurs soient émancipés de l'esclavage des affaires du monde vingt-quatre

¹ Catéc. de Persévérance, par HAUTERIVE, t. vi. p. 171, note.

heures chaque semaine, et puissent passer ce temps avec leurs familles et leurs amis.

Léon XIII, dans sa Lettre Encyclique sur *La Condition des Classes Ouvrières*, 15 mai 1891, explique ainsi la raison du repos dominical : « La cessation du travail ne doit pas être entendue comme un simple moyen de favoriser la paresse ; beaucoup moins encore doit-elle être une occasion de dépenser son argent et de se livrer à des amusements coupables, comme beaucoup le voudraient : ce doit être une cessation du travail sanctifiée par la religion. Le repos, (combiné avec les pratiques religieuses) dispose l'homme à oublier pour un temps les affaires de cette vie de chaque jour, à tourner ses pensées vers les choses célestes, et à rendre le culte qu'il doit si rigoureusement à la Divinité Éternelle. C'est là, surtout, qu'est la raison et le motif du repos dominical, — repos sanctionné par la grande loi de Dieu, sous l'ancienne Alliance : « Souvenez-vous de sanctifier le jour du sabbat, »¹ et enseigné au monde par son repos mystérieux, après la création de l'homme : « et il se reposa le septième jour, après avoir achevé tous ses ouvrages. »²

3. OBLIGATION DE S'ABSTENIR DES ŒUVRES SERVILES ET COMMERCIALES LES DIMANCHES ET LES JOURS DE FÊTE

Nous avons maintenant à considérer le précepte ecclésiastique et l'étendue de l'obligation qu'il impose.

Il y a obligation, sous peine de péché grave, de s'abstenir d'œuvres serviles et commerciales les dimanches et jours de

¹ EXOD. XX. 8.

² GEN. II. 2.

fête. Cette obligation commence à minuit la veille du dimanche, et dure jusqu'à minuit de la nuit suivante. C'est ce que prouvent la pratique commune des fidèles et la proposition condamnée par Innocent XI. Cette obligation est imposée par le motif de religion, et la religion nous impose une obligation grave. Elle admet cependant la légéreté de matière qui doit être appréciée d'après la cause qui motive le travail, soit d'après la nécessité, soit d'après la quantité du travail. Car s'il n'y a qu'un léger travail d'accompli, une personne sera facilement excusée de péché mortel ; de même, si le travail n'a eu lieu que pendant peu de temps.

4. DURÉE DU TEMPS DE TRAVAIL CONSTITUANT UNE MATIÈRE GRAVE

Il n'est pas si facile de déterminer exactement la longueur du temps nécessaire pour un péché mortel. Les uns pensent qu'une heure suffit ; d'autres, plus communément et plus probablement, demandent deux heures et demie, et même trois heures, si le travail n'est pas très grave, comme couper des fleurs ou arranger un massif. Un maître qui, le dimanche, ferait travailler plusieurs domestiques pendant moins de deux heures, ne se rendrait coupable que d'un péché vénial, que les serviteurs travaillent simultanément ou non. Inutile de faire observer que par une telle conduite il pourrait facilement donner un grave scandale.

Il semble que les œuvres serviles ont été défendues tout à fait dès les premiers temps du Christianisme, et par ses statuts primitifs plutôt que par un décret ou une prohibition formelle des années postérieures. La pratique universelle

démontre évidemment l'existence de la loi et son obligation rigoureuse:

5. LES TRAVAUX DÉFENDUS. DIFFÉRENTES ESPÈCES DE TRAVAIL

Il nous reste à considérer (1) les œuvres qui sont défendues le dimanche; (2) les œuvres qui sont permises; (3) les causes qui dispensent du repos dominical.

Par rapport à l'observation du dimanche, il faut considérer trois sortes d'occupations: les *libérales*, les *communes* et les *serviles*.

(1) Les œuvres *libérales* sont celles où l'esprit a plus de part que le corps, et qui tendent à la culture et aux plaisirs de l'intelligence, tels que la lecture, l'écriture, l'instruction, la musique, le dessin,... etc. On les appelle libérales, parce que, avant le Christianisme, elles étaient accomplies par les personnes libres et jamais par les esclaves.

(2) Les œuvres *communes* sont celles auxquelles l'esprit et le corps ont une part égale, et appartiennent à toutes sortes de personnes, sans égard à leur condition ou profession, comme voyager, peindre, chasser, pêcher,... etc.

(3) Les œuvres *serviles* sont surtout corporelles, et sont opposées aux œuvres *libérales*, en ce sens qu'elles exercent le corps beaucoup plus que l'esprit, par exemple; bêcher, labourer, semer, tailler la pierre, scier du bois, laver,... etc. On les appelle serviles, parce que, avant le christianisme, ces travaux étaient généralement faits par les esclaves, en latin, *servi*, d'où vient le mot servile.

(4) Il faut distinguer encore les œuvres de *transaction*; — c'est-à-dire, les devoirs civils et judiciaires, comme parmi les œuvres *civiles*, passer des contrats, tenir des foires et des

marchés, vendre et acheter, et toutes les sortes d'affaires de boutiques et de magasins. Parmi les affaires *judiciaires*, tenir des audiences, réunir un jury, prononcer et exécuter une sentence, etc.

De ces occupations, voici celles qui sont défendues:

i. Toutes les causes judiciaires et les procès.

ii. Toutes les foires et tous les marchés, qu'ils soient hebdomadaires, mensuels ou annuels. Dans certains pays, a prévalu la coutume de tenir des foires et des marchés les jours saints d'obligation, et aussi de faire toutes les transactions d'affaires publiques, soit en marchandises, soit en négociations, les contrats publics et choses semblables.

iii. Toutes les œuvres serviles, comme le travail manuel pénible. Au nombre des œuvres serviles, l'usage commun met les suivantes: imprimer et relier des livres, coller ensemble des parchemins et des canevas, coudre, tricoter, faire des filets, faire des chapelets, des scapulaires, des portraits de cire, des fleurs artificielles. Et ces occupations ne sont point permises, même comme passe-temps ou récréation. Mais comme elles sont d'une nature peu pénible et facile, il faudrait, pour qu'il y eût péché mortel, y consacrer un temps plus long qu'à d'autres travaux plus pénibles.

Dans ces occupations, il serait inutile de donner comme excuse:

(1) La gratuité du travail, parce que des œuvres peuvent être serviles et défendues; lors même qu'elles ne rapportent rien. Le payement ou le gage est étranger au travail, et ne saurait en rien affecter sa *licité* ou son *illicité*. (2) L'intention du travailleur; elle ne touche pas à la question, qu'il travaille pour lui-même, pour un autre ou simplement par charité.

(3) On ne doit pas non plus apprécier un travail d'après la fatigue corporelle qu'il cause; car, certaines œuvres serviles ne fatiguent pas beaucoup le corps, comme broder et coudre, et d'autres qu'on ne regarde pas comme serviles, sont pénibles, comme jouer de l'orgue.

Quant aux œuvres *communes* ou *mixtes*, — c'est-à-dire à celles qui, dans les anciens temps, se faisaient aussi bien par les esclaves que par les personnes libres, et qui exercent également, ou à peu près, le corps et l'esprit, — on peut dire en général qu'elles sont permises. Pour plus de clarté, nous devons énumérer quelques-unes des œuvres de ce genre qu'on peut faire les dimanches et fêtes, et qui sont autorisées soit par la nature même du travail, soit par la coutume. En voici quelques-unes.

i. Ecrire, lors même qu'on ne ferait que transcrire, corriger des épreuves, dessiner, copier de la musique.

ii. Peindre, à moins que ce ne soit sur de larges surfaces et avec de grandes dépenses de couleurs. Il ne s'agit point ici de peintures de maison, d'ornementation, qui sont certainement défendues; — ajoutons, tirer des photographies.

iii. Faire un voyage, à pied ou à cheval, en voiture, en chemin de fer, en bateau, et même à bicyclette.

iv. Tirer à la cible, chasser, pêcher, pourvu que ce soit sans grand éclat et sans grand labeur, d'une manière tranquille. Si c'est avec trop de bruit, avec grand labeur, avec tumulte, comme l'exigent la chasse aux renards et les courses; il semble que ce ne serait point permis, là où une coutume légitime ne l'autoriserait pas; parce que la coutume, en certains pays, permet de tenir des courses et autres amusements de ce genre, même les dimanches et jours de fête.

v. Préparer les aliments, faire la cuisine, balayer, apprécier les appartements, et toutes les choses de peu d'importance qui sont nécessaires ou utiles à l'entretien du ménage.

vi. Les bouchers peuvent tuer les dimanches, s'il ne leur est pas possible autrement de satisfaire aux demandes de leurs clients; pour la même raison, les boulangers peuvent faire et cuire du pain,

vii. La coutume permet aussi certains achats, certaines ventes, des affaires qui n'exigent pas un grand labeur, et qui sont nécessaires les dimanches, comme la vente des nouveautés, du tabac, le travail des perruquiers et autres semblables.

Cette énumération nous permet de juger des autres cas particuliers et autres sortes de travail, et comme aussi de prendre pour guide la coutume du pays. La coutume peut rendre licites des œuvres qui ne sont que légèrement serviles, et qui sont en quelque sorte nécessaires; mais elle ne saurait excuser certains travaux serviles qui sont plus pénibles, comme labourer, bêcher, extraire du charbon des mines, et faire travailler des usines.

6. CAUSES QUI EXCUSENT LEE ŒUVRES SERVILES

On peut alléguer quatre causes qui excusent le travail servile le dimanche: la *nécessité*, la *piété*, la *coutume* et la *dissipense*.

(i) La *nécessité*, ou quelque raison grave. — La nécessité n'a pas de loi, et, en cas de nécessité, une loi positive n'oblige pas *sub gravi incommodo*; — c'est-à-dire, avec de graves inconvénients. D'où:

- I. Sont excusés les pauvres qui ne peuvent pas autrement subvenir à leur entretien et à celui de leurs familles.
- II. Les fermiers et les agriculteurs, de protéger leurs récoltes contre le mauvais temps.
- III. Les maréchaux, de ferrer des chevaux.
- IV. Ceux qui sont obligés de faire une cuisine chaque jour.
- V. Ceux qui sont obligés de réparer des voies ferrées, des ponts, des aqueducs, pour raison de nécessité publique.
- VI. Les serviteurs que la crainte de perdre leur place force à travailler.

(2) *La piété*. — La piété envers Dieu ou le culte divin, et envers le prochain, excuse dans les œuvres de charité ; d'où il est permis :

I. De parer les autels, de préparer les processions, d'ériger des autels provisoires pour les processions, de sonner les cloches, mais non de faire des choses qui n'appartiennent au culte que d'une manière éloignée, comme de faire des calices ou des ornements.

II. Ensevelir les morts, assister les malades dans le besoin, faire des vêtements pour les pauvres, visiter les pauvres, les secourir, aussi bien que prendre part à toutes les œuvres de miséricorde, d'après le principe reçu : « *In operibus misericordiae dierum distinctio non est habenda*. (Pour les œuvres de miséricorde, il n'y a pas de distinction de jours.)

III. *La coutume*. — Sur ce point, comme pour toutes les lois positives, nous devons tenir compte de la coutume, qui est le meilleur interprète des lois. Les prêtres et les fidèles peuvent se conformer à une coutume existante, tant qu'elle n'a pas été condamnée par l'évêque ou par l'autorité supérieure de l'église. D'où, il est permis : (a) pour les perruquiers, de raser et de couper les cheveux ; (b) pour les serviteurs, de faire l'ouvrage de la maison ; (c) dans certains pays,

il est permis de tenir des foires, de vendre et d'acheter, surtout les provisions de bouche et choses semblables.

iv. *La dispense.* — Les cultivateurs peuvent être excusés par une dispense, et celle-ci peut être accordée par l'Ordinaire pour une cause juste; et, en son absence, par le curé de la paroisse; et même parfois, quand il n'est pas absent, les curés de paroisse ou ceux qui remplissent les fonctions paroissiales, peuvent accorder la dispense, ou, en tout cas, peuvent déclarer que la loi n'oblige pas dans les circonstances où on leur demande la permission de travailler, et lorsqu'on allègue une bonne raison pour travailler les jours défendus.

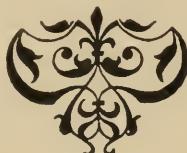
Comme le dimanche n'est pas, *par lui-même*, un jour plus saint que les autres, on ne peut pas dire que les péchés commis ce jour-là contre les autres commandements de Dieu, sont plus graves que s'ils étaient commis tout autre jour de la semaine. On ne peut pas dire non plus que ces péchés prennent le caractère de sacrilège en raison uniquement de cette circonstance, qu'ils sont commis le dimanche.

7. RÉCRÉATION HONNÈTE PERMISE LE DIMANCHE

En dehors des œuvres dont il a été parlé, œuvres de piété envers Dieu et œuvres de charité envers le prochain, il est à propos de rappeler qu'on peut, les dimanches et fêtes, prendre des récréations honnêtes et modérées.

L'Eglise n'est pas une marâtre, mais une mère tendre et pleine de bonté. Elle sait ce que nous sommes; elle connaît nos besoins. Elle sait que le travail occupe notre vie, que trop de labeurs, que des efforts trop continus ne sont point compatibles avec notre nature. Pour cette raison, loin de défendre toute distraction et tout délassement, après que

nous avons rempli notre devoir, elle nous invite à nous réjouir. *Réjouissez-vous dans le Seigneur*, nous dit-elle. La récréation nous est aussi indispensable que tout autre de nos devoirs, et elle nous est nécessaire pour les bien accomplir. L'Eglise désire donc que nous nous réjouissions, mais *dans le Seigneur : Gaudete in Domino*. Nous nous réjouissons dans le Seigneur en prenant part aux amusements innocents et aux passe-temps inoffensifs qui sont compatibles avec la sanctification du jour du Seigneur. Par conséquent, après avoir entendu la messe et accompli nos autres actes de dévotion, il est juste de rendre visite à nos amis et à nos parents ; de faire une promenade avec des amis et des voisins ; de jouer et de chanter, de faire de la musique, et de nous livrer à toutes les œuvres qu'on appelle libérales et communes. Nous devons avoir grand soin de nous récréer d'une manière honnête et inoffensive, et de ne point passer la journée dans la paresse et la dissipation. Le dimanche est un jour de repos, il est vrai, un jour de repos pour tout ce qui concerne les choses de la terre ; mais un jour de labeur pour les choses spirituelles, pour les choses du ciel et pour celles de l'éternité.





Le Quatrième Commandement

INTRODUCTION

1. Texte du Commandement.
2. Raison pour laquelle ce commandement est le premier sur la seconde table.
3. Promesse jointe à ce commandement ; sa signification.
4. Sens dans lequel une longue vie est promise à la piété filiale.
5. Tout ce que comprennent les mots *Père* et *Mère*.

I. TEXTE DU COMMANDEMENT

Ce commandement est le premier de la seconde table, et il est énoncé en ces termes : « Honorez votre père et votre mère, afin que vous viviez longtemps sur la terre que le Seigneur votre Dieu vous donnera. »¹

¹ EXOD. xx. 12.

C'est le premier des commandements qui nous prescrit nos devoirs envers le prochain. *Explicitement et directement*, il fixe les obligations des enfants envers leurs parents ; *secondairement et indirectement*, les devoirs des parents envers leurs enfants, les devoirs des inférieurs envers les supérieurs, et des supérieurs envers les inférieurs.

2. RAISON POUR LAQUELLE CE COMMANDEMENT EST LE PREMIER SUR LA SECONDE TABLE

Ce précepte est le premier de la seconde table, et diffère de ceux qui le suivent en ce sens qu'il est affirmatif. Ce qui veut dire que, tandis que celui-ci ordonne d'accomplir un devoir, les six autres, pris dans leur sens littéral, commandent simplement de s'abstenir du péché.

Il est avec raison placé en tête de la seconde table de la loi ; et, dans sa forme affirmative, sert de préface aux autres commandements. Comme le foyer domestique est le point de départ de toute cité et de tout état, la base de toute société humaine, c'est sur ce commandement que se fondent les préceptes négatifs qui suivent.

3. PROMESSE JOINTE A CE COMMANDEMENT SA SIGNIFICATION

En raison de la promesse qui est jointe à ce commandement, l'Apôtre l'appelle « le premier des commandements auquel Dieu ait promis une récompense. »¹ Non point qu'il soit le seul auquel est attachée une promesse ; mais parce que cette promesse est *spéciale* ; pour les autres, les pro-

¹ EPHES. VI. 2.

messes sont *générales*. C'est pourquoi saint Thomas fait observer que cette longue vie promise à ceux qui honorent leurs parents, ne signifie pas uniquement la vie future, mais même et aussi la vie présente, selon les paroles de saint Paul à Timothée : « Car les exercices corporels servent à peu de chose ; mais la piété est utile à tout ; et c'est à elle que les biens de la vie présente et ceux de la vie future ont été promis. »¹ La piété est utile à tout, et elle a les promesses de la vie à venir. C'est avec raison, selon l'enseignement de saint Thomas : Celui qui est reconnaissant pour un bienfait ou une faveur, mérite, selon toutes les convenances, que ce bienfait lui soit conservé ; et, par son ingratitudo, un homme mérite de le perdre. Ce don de la vie corporelle, nous le tenons, après Dieu, de nos parents ; et, dès lors, celui qui honore ses parents, se montre reconnaissant pour ce don, et mérite la prolongation de sa vie, tandis que celui qui ne les honore pas, ne montre que de l'ingratitudo pour cette vie qu'il en a reçue, et mérite de la perdre.

Cependant, comme il arrive parfois que ceux qui honorent leurs parents meurent prématurément, et que, au contraire, ceux qui ne les honorent pas, vivent longtemps, saint Thomas nous en donne l'explication suivante : « Les biens et les maux de la vie présente ne relevant du mérite ou du démerite qu'autant qu'ils sont ordonnés à la rémunération future, c'est pour des raisons mystérieuses des divins conseils qui regardent spécialement cette rémunération future, qu'il arrive que des personnes remarquables par leur piété filiale meurent jeunes, et que d'autres, qui manquent à leurs devoirs envers leurs parents, vivent longtemps. »

¹ I TIM. IV. 8.

4. SENS DANS LEQUEL UNE LONGUE VIE EST PROMISE A LA PIÉTÉ FILIALE

Le Catéchisme du Concile de Trente, parlant de la promesse d'une longue vie, en retour de la piété filiale, s'exprime ainsi : « Des hommes d'une grande sainteté, il est vrai, Job, David, Paul, ont désiré la mort ; mais il n'en faut pas conclure que la récompense promise ici soit à mépriser. Ces paroles ajoutées dans le texte : « que le Seigneur votre Dieu vous donnera, » ne promettent pas seulement un grand nombre de jours, mais aussi le repos, la tranquillité, la sécurité, qui rendent la vie heureuse. Car, dans le Deutéronome, il n'est pas dit seulement : « Afin que vous viviez longtemps, » il y a encore : « et que vous soyez heureux, »¹ paroles que l'Apôtre répète dans son Epître aux Ephésiens. »²

La même autorité ajoute : « Ces biens ne sont accordés qu'à ceux auxquels Dieu juge à propos de les conférer en récompense de leur piété ; autrement les promesses divines ne recevraient pas leur accomplissement. L'enfant le plus exact dans ses devoirs, vit quelquefois très peu longtemps.

(1) C'est parce qu'il est plus conforme à ses meilleurs intérêts qu'il soit rappelé de ce monde avant qu'il se soit écarté du chemin de la vertu et du devoir ; ou (2) parce que, quand la tempête gronde et menace d'éclater sur la société, jetant sur son passage le désordre et la ruine, il est retiré de cette scène de troubles afin qu'il puisse échapper à la calamité universelle ; ou encore (3) c'est pour lui épargner l'amère douleur d'être témoin de ces malheurs dont, en ces temps de tristesse, ses

¹ DEUT. V. 16.

² EPHES. VI. 3.

amis et ses parents pourraient être les victimes. « Le juste, dit le prophète, a été enlevé pour être séparé de la malignité. »¹ La mort prématurée des bons, nous donne donc une juste raison de redouter l'approche de jours malheureux.

5. TOUT CE QUE COMPRENNENT LES MOTS *Père* ET *Mère*

Ce commandement d'honorer nos parents est d'une très large étendue; il ne se borne pas au sens grammatical des mots *père* et *mère*; mais embrasse tous les supérieurs. Cela est manifeste, parce que l'honneur appartient principalement non seulement à Dieu, mais secondairement et par voie de dérivation, il appartient aussi à ceux que Dieu, le grand Roi, a élevés en dignité et a constitués pour ainsi dire les nobles de son royaume. Conséquemment, sous le nom de père, nous devons comprendre non seulement nos parents, mais aussi nos évêques et nos pasteurs, les autorités civiles et tous nos supérieurs légitimes. De sorte que ce mot a une vaste étendue, et qu'il embrasse plusieurs autres catégories de personnes de différentes conditions, en outre de ceux à qui on l'applique communément. Nous devons diviser nos explications sur ce commandement en plusieurs chapitres, afin de pouvoir traiter complètement les rapports mutuels et les divers devoirs qu'il prescrit. Nous parlerons des devoirs :

- (1) Des enfants envers leurs parents.
- (2) Des parents envers leurs enfants.
- (3) Des inférieurs envers leurs supérieurs.
- (4) Des supérieurs envers leurs inférieurs.

Ces chapitres renfermeront tous les devoirs particuliers qui ont pour fondement les rapports de paternité et de filiation.

¹ Is. LVII. 1.



Le Quatrième Commandement (suite)

CHAPITRE I

DEVOIRS DES ENFANTS ENVERS LEURS PARENTS

1. L'amour : manière dont les enfants doivent aimer leurs parents. (1) Exemples d'amour filial chez un garçon. (2) Exemples d'amour filial chez une fille. (3) Péchés contraires à l'amour dû aux parents.
2. Le respect : respect dû aux parents.
3. Péchés contraires au respect : (1) Par parole. (2) Par action. (3) Par défaut.

Le quatrième commandement oblige les enfants à avoir pour leurs parents de la piété filiale. A cette vertu, d'après Saint Thomas, appartient l'honneur qu'on doit à ses parents et à son pays. L'honneur dû aux parents comprend quatre choses : (1) *L'amour*, parce qu'ils sont, après Dieu, les auteurs de notre vie. (2) *Le respect*, en raison de leur prééminence, parce qu'ils sont nos supérieurs. (3) *L'obéissance*,

par raison de direction, parce qu'ils sont nos guides naturels. (4) *L'assistance*, par raison de nécessité. Entre ces devoirs, Saint Thomas indique cette différence : à nos parents et par la raison même qu'ils sont nos parents nous devons *amour*, *respect* et *obéissance*; tandis qu'on ne leur doit *assistance* que par accident, c'est-à-dire, qu'autant qu'ils en ont besoin, et seulement lorsqu'ils en ont besoin. Nous parlerons de chacun de ces devoirs séparément.

I. L'AMOUR

MANIÈRE DONT LES ENFANTS DOIVENT AIMER LEURS PARENTS

Les enfants doivent à leurs parents un amour *intérieur*, c'est-à-dire qu'ils leurs doivent une pieuse et tendre affection du cœur; et aussi un amour *extérieur*, qui leur fasse écarter d'eux tout mal et tout danger, en leur prodiguant des marques de bonté par leurs paroles et par leurs actions, et en les assistant dans leurs besoins. Cette obligation est manifeste d'après la loi de la nature elle-même. Peu importe quels que puissent être les défauts des parents, quelle que soit la manière dont ils nous ont traités, nous devons toujours nous rappeler que c'est à eux que nous sommes redevables de la vie et de sa conservation, qui est notre plus grand bien. C'est pour cela que le Sage nous dit: « Honorez votre père de tout votre cœur, et n'oubliez point les douleurs de votre mère. Souvenez-vous que vous ne seriez point nés sans eux; et faites tout pour eux, comme ils ont tout fait pour vous. »¹

Il n'est pas facile de donner une idée complète des différents moyens par lesquels les enfants peuvent montrer et prouver

¹ ECCL. VII. 29.

leur amour envers leurs parents. Dans un ouvrage : *Le Compitum, ou Rencontre des voies*, qui donne un si beau tableau des diverses scènes de la famille chrétienne, nous trouvons plusieurs exemples qui font ressortir l'amour filial chez un fils et chez une fille :

(1) *Amour filial chez un fils.* — « Sous le règne de Pierre le Cruel, un jeune homme, ayant appris que son père, dans sa quatre-vingtième année, était au nombre des vingt et un citoyens condamnés à mort à cause de la révolte de Tolède, s'offrit de mourir à sa place, et le roi accepta cet échange. »

Chateaubriand, parlant de la famille royale de France, exilée à Prague, raconte ce trait : « Le Dauphin veille sur son père, Charles X, comme sur un enfant. Il baise sa main chaque fois qu'il l'approche, lui demande comment il a passé la nuit, ramasse son mouchoir, lui parle assez fort pour qu'il l'entende, lui empêche de manger ce qui pourrait lui nuire, lui fait mettre ou quitter ses vêtements chauds suivant la température, l'accompagne dans toutes ses promenades ; sa conversation n'a que lui pour objet. »

Gœthe, conduit à la princesse Biscari, à Catane, par le prince, son fils, donne de sa visite le récit suivant : « Nous trouvâmes une dame d'un naturel noble et vénérable, qui nous accueillit avec ces paroles : « Je vous en prie, Messieurs, regardez autour de ma chambre. Vous y verrez encore tout ce que mon cher mari a réuni et arrangé pour moi. Tout cela, je le dois à l'affection de mon fils, qui, non seulement me permet encore d'habiter cet appartement qui est le meilleur, mais qui a même défendu que la moindre des choses, que son père a achetées ou choisies, soit emportée ou dérangée. Non seulement j'ai pu, pendant ces années, vivre comme à l'ordinaire et conserver mes habitudes, mais,

comme autrefois, j'ai aussi la facilité de m'entretenir et de faire connaissance avec tous les dignes étrangers qui viennent des pays les plus lointains pour examiner nos trésors. »

D'après ces exemples, nous pouvons bien dire, en empruntant les paroles de la tragédie: « Quel charme pour des parents que la perspective d'avoir des enfants qui, pendant toute leur vie, se montreront leur plus doux trésor... Oh! si les droits doivent être le partage des autres, et qu'un nom seul doive nous rester, quel trésor qu'un fils catholique qui saura conserver l'honneur et les traditions de sa famille, et jusqu'au moindre trait caractéristique de son père! »¹ — « *Audi, fili mi, disciplinam patris tui, et ne dimittas legem matris tuæ, ut addatur gratia capitii tuo.* (Ecoutez, mon fils, les instructions de votre père, et n'abandonnez point la loi de votre mère.)²

(2) *Amour filial chez une fille.* — Ici, comme exemple, je transcris les passages suivants des Romanios: « Le bon Comte se promenait tout triste, faisant rouler entre ses doigts les gros grains d'un chapelet dont il avait l'habitude de se servir pour prier. Il murmurait des paroles de chagrin, paroles qui auraient ému jusqu'aux larmes. — Vous voilà devenue grande, ma fille, et à l'âge de vous établir. C'est un sujet d'amère douleur pour moi de penser que je n'ai rien à vous donner. — Allons, allons, mon père, ne vous affligez point; car un père qui possède une bonne fille doit s'estimer riche, et celui qui en a une mauvaise devrait la livrer aux flammes toute vivante, afin qu'elle n'introduise pas le déshonneur dans sa maison. Quant à moi, si je ne peux pas devenir une épouse, je puis faire une religieuse. »³

¹ *Compitum.* p. 124, 125. *

² PROV. 1. 8.

³ *Compitum.* p. 126.

La remarque qui termine cet extrait me donne l'occasion de dire un mot des vocations religieuses, auxquelles donne naissance, non pas la nécessité, mais l'amour de la vertu. Et, pour le peu que j'en veux dire ici, je me contenterai de citer un passage de Balmez, où il fait avec indignation la déclaration suivante: « La vraie civilisation ne pardonnera jamais au Protestantisme l'acte immoral et impie d'avoir déployé toutes ses forces pour détruire le respect de la virginité, foulant aux pieds une doctrine professée par le genre humain, ratifiée par la voie divine de l'église, ne respectant point ce que même les Grecs et les Romains, les Gaulois et les Germains avaient vénétré, montrant plus d'immodestie éhontée que les populations dissolues de l'Asie et que les sauvages du Nouveau-Monde. Vraiment, ce fut une honte pour l'Europe que quelques-uns de ses habitants aient osé attaquer une chose respectée du monde entier, et traiter de préjugé méprisable une croyance universelle de la race humaine, ratifiée par le Christianisme. Quelle irruption de barbares vit-on jamais qui soit comparable à cette invasion du Protestantisme, lorsqu'il balayait ce qu'il y avait de plus inviolable parmi les hommes? »

(3) D'après l'enseignement catholique sur l'amour qui est dû aux parents, nous pouvons comprendre combien pèchent gravement contre la piété filiale ceux qui manquent d'amour et d'affection pour eux. Ils pèchent, et ils pèchent gravement, les enfants qui, avec plein consentement et en matière grave, (1) entretiennent intérieurement de la haine et du mépris à l'égard de leurs parents, qui les traitent avec colère; (2) ceux qui se réjouissent de leurs malheurs et s'affligen de leur prospérité; (3) ceux qui leur souhaitent du mal et désirent leur mort, lors même que ce ne serait que dans certaines

limites, sans avoir en vue le mal pour eux, mais le bien qui pourrait en résulter, — par exemple, l'entrée en possession d'un héritage, ou la délivrance de vexations et d'embarras. Sur ce point, nous avons la proposition condamnée par Innocent XI: « Il est permis de souhaiter la mort d'un père avec désir sincère, non pas comme un mal pour lui, mais en vue du bien de la personne qui désire la mort, par exemple, parce qu'un riche héritage doit en résulter pour elle. »

Tout en évitant les péchés provenant du défaut de l'amour qui est dû aux parents, on doit se rappeler que même la piété filiale est soumise à certaines limites, et reste subordonnée à l'amour de Dieu, selon les paroles de notre divin Sauveur: Celui qui aime son père ou sa mère plus que moi, n'est pas digne de moi. »¹ Nous devons donc toujours prêter l'oreille à l'appel divin plutôt qu'à la voix de la chair et du sang, et c'est dans ce sens que nous avons à interpréter les paroles de l'Evangile de saint Luc: « Si quelqu'un vient à moi, et ne hait pas son père et sa mère, sa femme et ses enfants, ses frères et ses sœurs, et même sa propre vie, il ne peut être mon disciple. »² C'est pourquoi nous devons agir conformément à l'avis de saint Jérôme: « *Ama, post Deum, patrem, ama matrem, ama filios. Si autem necessitas venerit, ut amor parentum ac filiorum amori Dei comparetur, et non possit utrumque servari, odium in suos, pietas in Deum fit.*

(Après Dieu, aimez votre père, aimez votre mère, aimez vos enfants; mais s'il se présente un cas de nécessité où l'amour des enfants et des parents soit en conflit avec l'amour de Dieu,

¹ S. MAT. x. 37.

² S. LUC. xiv. 26.

et qu'on ne puisse être fidèle à ces deux amours, que la haine pour les siens devienne alors de la piété envers Dieu.)¹

2. LE RESPECT: RESPECT DU AUX PARENTS

Le mot respecter veut dire avoir pour ses parents les égards qu'exigent la nature et la religion. Où se rencontre une crainte salutaire jointe à l'amour, là se trouve le respect. L'amour est la base, le fondement essentiel du respect. L'amour de respect diffère de l'amour d'amitié. Dans l'amitié, l'amour établit l'égalité et la familiarité, dans le respect, l'objet aimé est considéré comme au-dessus de la personne qui aime, et il n'y a aucune égalité. Ainsi, la piété des enfants envers un père le rend comme un homme qui a autorité pour corriger ses enfants dans leurs écarts, pour les punir de leurs fautes, et pour les diriger dans le chemin de la vie. L'amour filial a donc nécessairement pour suite et tempérament une crainte salutaire. Nous avons en lui deux mobiles puissants qui semblent contraires, — l'un qui nous rapproche de l'objet de notre respect, c'est l'amour, l'autre qui nous en écarte en nous préservant de toute familiarité, c'est la crainte salutaire.

La *nature* aussi bien que la *religion* imposent respect et vénération envers les parents. Par droit de nature, les enfants appartiennent à leurs parents dont ils ont reçu l'existence. A ce titre, ils dépendent d'eux, et leur doivent un entier respect. C'est pour cette raison que, non seulement les saints pères, mais même les païens, ont toujours placé en première ligne, après l'obligation d'adorer Dieu, l'obligation d'honorer nos

¹ S. MAT. X.

parents. *Deus est colendus, parentes honorandi.* (Dieu a droit à l'adoration, les parents ont droit au respect.) C'est un devoir de religion. Les parents tiennent la place de Dieu à l'égard de leurs enfants; ils sont ses représentants, dans ce sens qu'il les a mis là, pour ainsi dire, afin qu'ils leur apprennent à le connaître et les conduisent à lui. « Honorez, — c'est-à-dire respectez — votre père et votre mère, » tels sont les termes de la loi divine.

Le respect pour les parents doit exister dans le cœur, et doit aussi se montrer dans notre conduite à leur égard. « Celui qui craint le Seigneur honora son père et sa mère, et il servira comme ses maîtres ceux qui lui ont donné la vie. »¹ Donnons toute notre attention à ces autres leçons que nous donne le Sage sur ce sujet: « Mon fils, soulagez votre père dans sa vieillesse, et ne l'attristez point durant sa vie. Que si son esprit s'affaiblit, supportez-le, et ne le méprisez pas à cause de l'avantage que vous avez au-dessus de lui; car la charité dont vous aurez usé envers votre père ne sera point mise en oubli. Dieu vous récompensera aussi pour avoir supporté les défauts de votre mère. Il vous établira dans la justice; il se souviendra de vous au jour de l'affliction; et vos péchés se fondront comme la glace en un jour serein. »²

Ces marques de respect doivent être rendues aux parents à tout âge et dans toutes les positions; peu importe quelle qu'élevée que soit la situation des fils et des filles: c'est ce que nous montre bien l'exemple de Joseph, qui quitta le palais de Pharaon pour aller au-devant de son père, et qui, à son approche, descendit de son chariot, se jeta aux pieds

¹ ECCLES. III. 8.

² IBID. III. 14 et seq.

du vénérable vieillard, et lui exprima même par ses larmes son respect et sa tendresse. Salomon nous donne un exemple semblable dans la manière dont il reçut sa mère : « Le roi se leva, vint au-devant d'elle, la salua profondément, et il s'assit sur son trône ; et l'on mit un trône pour la mère du roi, laquelle s'assit à sa main droite. »¹ Au-dessus de tous les autres, nous avons l'exemple de notre divin Sauveur, dans son respect et sa soumission envers Marie et Joseph, contenus dans ces paroles : « Il descendit avec eux à Nazareth et *il leur était soumis.* »

Nos manières et notre conduite à l'égard de nos parents doivent témoigner de ce respect filial. Si le respect est sincère dans le cœur, il se montrera à l'extérieur dans le ton, dans les manières, dans l'attitude, dans les paroles, dans l'attention, dans les égards et la soumission : tout respirera ce respect et cette vénération dont notre cœur est animé. C'est aussi une marque de respect de suivre leurs conseils, et surtout d'imiter leurs exemples ; mais seulement lorsque leurs exemples sont bons et méritent d'être imités. Tel est le sens des paroles que notre Sauveur adressait aux Juifs : « Si vous êtes des enfants d'Abraham, faites donc les œuvres d'Abraham. »²

En même temps, il faut se garder d'imiter les mauvais exemples des parents, et de suivre leurs mauvais conseils, puisqu'on voit malheureusement des parents qui seraient capables de porter leurs enfants au mal. Dans des cas semblables, notre devoir est de nous abstenir, d'éviter la faute ou le péché, mais avec bonté envers eux. Si nous sommes

¹ III Rois II. 19.

² S. J. VIII. 39.

obligés d'aller jusqu'à la rébellion, que ce soit d'une manière convenable. Nous pouvons refuser l'obéissance, mais non le respect ; et nous pouvons toujours laisser voir que nous donnons à Dieu et à l'Eglise ce que nous refusons aux hommes. Toutefois, ce respect auquel nous sommes tenus, ne doit point nous empêcher de faire des observations et des remontrances, mais qu'elles soient toujours modérées et raisonnables, comme il convient au respect dû à l'autorité paternelle.

3. PÉCHÉS CONTRAIRES AU RESPECT

Les péchés opposés au respect filial peuvent se commettre par *paroles*, par *manières*, par *actions* et par *défaut*.

(1) Par *paroles*. — C'est se rendre coupable que d'affliger ses parents par des paroles dures et cruelles, et beaucoup plus encore par des malédictions. Il est dit dans les Ecritures : « Celui qui aura maudit son père ou sa mère sera puni de mort ; »¹ et ailleurs : « Celui qui maudit son père et sa mère, son flambeau s'éteindra au milieu des ténèbres. »²

(2) Par *manières* ou *signes*. — Pèchent ceux qui rient de leurs parents, les raillent ou s'en moquent, par des signes ou par des gestes ; ceux qui les méprisent, qui refusent de les reconnaître, qui en ont honte, peut-être parce qu'ils sont pauvres, mal vêtus ou ignorants. Nous lisons au livre des Proverbes : « Que l'œil qui insulte à son père, et qui méprise l'enfantement de sa mère, soit arraché par les corbeaux des torrents, et qu'il soit dévoré par les enfants de l'aigle. »³ Ce

¹ EXOD. XXI. 17.

² PROV. XX. 20.

³ IBID. XXX. 17.

qui veut dire que Dieu tirera une vengeance terrible et extraordinaire de celui qui se sera rendu coupable à ce point.

(3) Par *actions*. — C'est un crime que de lever la main contre ses parents pour les menacer et les frapper ; de les persécuter, de les voler et leur causer du préjudice, etc. Ce serait une faute grave pour un enfant que de frapper ses parents, ou d'essayer de les frapper, même légèrement, mais d'une manière injurieuse. Les anciens Hébreux voyaient ce crime avec une telle horreur, qu'ils le punissaient de mort : « Celui qui frappe son père ou sa mère, sera mis à mort. »¹

(4) Par *défaut*. — Il y a péché à refuser à ses parents les marques habituelles de respect, d'après les usages du pays, selon leur condition et leur qualité ; à rester silencieux et moroses en leur présence, à manquer à leur endroit de réserve et de modestie dans ses manières, et dans les paroles qu'on leur adresse.

Pèchent aussi par manque de respect ceux qui ne veulent pas reconnaître leurs parents, ceux qui passent à côté d'eux sans y faire attention ; ceux qui désirent qu'on ne connaisse pas leurs parents, à cause de leur pauvreté, de leur simplicité ou de leur manque d'éducation. Garçons et filles peuvent prendre une leçon du respect convenable, quand ils parlent à leurs parents, dans l'exemple de Jonathas plaidant auprès de son père Saül la cause de David : « Seigneur, ne faites point de mal à David, votre serviteur, parce qu'il ne vous en a point fait... Il a exposé sa vie à un extrême péril ; il a tué le Philistin. »² Il n'est que juste et raisonnable que,

¹ Exod. xxi. 15.

² I Rois. xix. 4, 5.

dans nos paroles, nous usions d'un langage respectueux envers ceux qui nous ont appris à parler, et que nous nous efforçions de plaire par nos paroles à ceux qui nous ont enseigné à prononcer nos premiers mots.





Le Quatrième Commandement (suite)

CHAPITRE II

DEVOIRS DES ENFANTS ENVERS LEURS PARENTS (suite)

1. Obéissance aux parents : (1) Dans les choses permises. (2) Dans les choses qui sont du devoir et qui appartiennent à l'éducation des enfants. (3) Aussi longtemps qu'ils restent sous l'autorité des parents.
2. Explication des actes de désobéissance légère dans les petits devoirs de chaque jour.
3. Trois propositions établissant l'étendue de l'autorité des parents à commander sous peine de péché.
4. Droit des enfants à embrasser la vraie religion même contre la volonté de leurs parents.
5. Dans le choix d'un état de vie, les enfants ne sont pas obligés d'obéir à leurs parents.
6. Vocations religieuses et sacerdotales dans les familles chrétiennes : exemples cités du *Compitum*.
7. L'assistance, quatrième devoir des enfants envers leurs parents : (1) Assistance corporelle. (2) Assistance spirituelle avant et après leur mort.

I. OBÉISSANCE AUX PARENTS

L'obéissance aux parents est le devoir que nous avons maintenant à étudier. Nous pouvons établir la doctrine chrétienne sur ce point dans une proposition générale: Les enfants sont tenus d'obéir à leurs parents en tout ce qu'ils leur commandent d'honnête et de légitime, qui est de leur devoir et intéresse leur éducation, tant qu'ils restent sous l'autorité et sous la puissance de leurs parents. C'est là une obligation imposée par la loi naturelle ; et Saint Paul l'énonce en ces termes : « Enfants, obéissez à vos pères et mères en ce qui est selon le Seigneur; car cela est juste. »¹ Dans un autre passage, il répète le même ordre: « Enfants, obéissez en tout à vos pères et à vos mères; car cela est agréable au Seigneur. »² — J'ai dit (1) en toutes les choses *légitimes et honnêtes*, parce qu'il est évident que, dans des choses défendues et coupables, les enfants ne devraient pas, et, en conscience, ne pourraient pas obéir. Quand il y a opposition entre la volonté de Dieu et la volonté des parents, nul doute qu'il ne faille obéir à Dieu plutôt qu'à l'homme; car le Christ a dit: « Celui qui aime son père ou sa mère plus que moi n'est pas digne de moi. »³ Mais on doit d'abord mettre tous ses soins à bien discerner quelle est la volonté de Dieu dans un cas grave; et alors, si on est appelé à choisir en faveur du Christ contre son père ou sa mère, ou contre tous les deux, qu'il n'y ait dans cette détermination ni orgueil, ni aucune recherche de satisfaction personnelle, mais qu'elle

¹ EPHES. VI. 1.² COL. III. 20.³ S. MAT. X. 37.

parte du cœur attristé d'un enfant bien aimant. — (2) *En tout ce qui est du devoir et touche à l'éducation.* En ce qui concerne le choix d'un état de vie, les enfants sont indépendants de leurs parents ; et ceux-ci se rendraient coupables de péché, si, directement ou indirectement, ils forçaiient leurs enfants à embrasser la vie religieuse plutôt que l'état de mariage, ou vice-versa. — (3) *Tant qu'ils restent sous l'autorité des parents et sous le toit domestique;* car, lorsque les enfants sont mariés, qu'ils se sont établis et habitent une demeure à part ; et lorsqu'ils sont entrés dans la maison et la famille d'une communauté religieuse, l'obligation de l'obéissance aux parents cesse, bien que doivent toujours se perpétuer l'amour et le respect.

Deux ou trois points importants demandent de plus amples explications sur ce sujet de l'obéissance que les enfants doivent aux parents.

2. EXPLICATION DES ACTES DE DÉSOBÉISSANCE LÉGÈRE DANS LES PETITS DEVOIRS DE CHAQUE JOUR

D'abord, pour ce qui regarde les jeunes enfants qui demandent à être suivis du matin au soir par les parents ou autres personnes ayant autorité sur eux, nous devons dire qu'il ne serait pas rationnel de considérer comme coupables tous leurs actes de désobéissance. Il ne faut point se presser de les juger coupables de péché mortel dans les affaires ordinaires qui se produisent dans la vie de chaque jour. Leur désobéissance n'est pas autre chose que de la légèreté, de l'inadvertance, manque de réflexion, ou négligence humaine ; et, généralement parlant, il n'y a pas matière grave. Très souvent, dans leur désobéissance, il n'y a même pas faute

du tout, parce que les parents, lorsqu'ils leur donnent des ordres, n'ont pas l'intention d'obliger leurs enfants sous peine de péché. Pour qu'ils soient coupables d'un péché de désobéissance, surtout d'un péché grave, il est nécessaire que l'ordre donné par les parents et les supérieurs soit grave dans le sens rigoureux du mot, et qu'ils aient l'intention de les obliger sous peine de péché, et non pas simplement de les persuader, d'exprimer une demande ou un désir. On peut connaître leur intention au point de vue de la rigueur du commandement, au sérieux et à la sévérité avec lesquels l'ordre est donné, à la grandeur ou à l'importance de la chose commandée, ou encore à la peine infligée pour la désobéissance. L'enseignement que nous exposons ici est fondé sur la bonne intelligence des propositions suivantes :

3. TROIS PROPOSITIONS ÉTABLISSANT L'ÉTENDUE DE L'AUTORITÉ DES PARENTS A COMMANDER SOUS PEINE DE PÉCHÉ

- (1) Les parents, comme les autres supérieurs, peuvent commander sous peine de péché.
- (2) Ils peuvent commander sous peine de péché mortel ou de péché vénial dans une matière grave et importante.
- (3) Ils ne peuvent pas commander sous peine de péché mortel dans une chose légère et de peu d'importance : ce serait *ad destructionem non in ædificationem*. Ils abuseraient alors de leur pouvoir et de leur autorité ; ce qui ne produirait que destruction et non édification.

L'obligation de l'obéissance naît donc de la nature du commandement et de l'intention de la personne qui commande. Dans le cas où les parents et ceux qui ont autorité n'ont pas

l'intention d'obliger les enfants sous peine de péché, je ne pense pas que personne ait le droit d'imputer aux enfants un péché de désobéissance ; et les parents ne doivent point avoir le péché en vue dans toutes leurs recommandations quotidiennes et les affaires de famille; il ne leur serait pas permis de donner à leurs enfants, sans de bonnes raisons, l'occasion de multiplier leurs péchés et leurs offenses contre la loi de Dieu.

4. DROIT DES ENFANTS A EMBRASSER LA VRAIE RELIGION MÊME CONTRE LA VOLONTÉ DE LEURS PARENTS

Un point particulier sur lequel je désire appeler l'attention, c'est le changement de religion, ou la question des convertis.

En ce qui concerne la loi de Dieu, tout enfant a droit de professer la vraie religion, et personne ne peut contrecarrer ce droit. Ils ont le droit, et un droit naturel, inhérent, d'agir selon leur conscience ; et, conséquemment, ils peuvent embrasser le catholicisme dès qu'ils sont capables de comprendre leurs devoirs envers Dieu, surtout l'obligation de professer la vraie foi. Sur ce point, on doit leur permettre de suivre les inspirations de la grâce, et ils doivent obéir à Dieu, malgré toute l'opposition de leurs parents et de leurs proches. Les prêtres sont tenus d'instruire et de recevoir tous ceux qui se présentent, dans tous les cas, lors même qu'ils sont encore enfants, pourvu qu'ils aient l'usage de la raison, lorsqu'ils expriment le désir d'être reçus dans l'Eglise. Des parents peuvent légitimement et de bonne foi persuader à leurs enfants d'attendre jusqu'à ce qu'ils soient capables de juger par eux-mêmes, et de différer pour un temps, par mesure de prudence, un changement de religion. Je ne les en blâme pas, tant qu'ils agissent d'après les motifs de

conscience, et non d'après des préjugés ou par haine du catholicisme. Cependant, si les enfants persistent à demander le baptême et leur réception dans l'Eglise, ils peuvent et ils doivent être baptisés et admis. Ils ont droit de devenir membres de la véritable église, droit à n'être pas privés des sacrements et des moyens de la grâce, et droit à servir Dieu selon leur conscience et selon la vraie foi.

5. DANS LE CHOIX D'UN ÉTAT DE VIE LES ENFANTS NE SONT PAS OBLIGÉS D'OBÉIR A LEURS PARENTS

En troisième lieu, dans le choix d'un état, qu'il s'agisse de l'état de mariage, de l'état religieux, ou de l'état sacerdotal, les enfants ne sont pas obligés d'obéir à leurs parents.

Pour ce qui est du mariage, ils doivent, il est vrai, prendre conseil de leurs parents, les consulter avant de s'engager dans cette voie, leur montrer le respect et la considération convenables dans un sujet d'une telle importance. Mais, en aucun cas, on ne peut dire qu'il y ait péché de désobéissance à se marier sans le consentement des parents, lors même que ce serait un mariage insensé, indigne, de nature à les peiner: il peut se contracter, sans qu'il y ait rien là de contraire à la piété filiale et au respect dus aux justes désirs des parents.

Un fils ou une fille qui désireront embrasser l'état religieux ou l'état sacerdotal, tiendront compte de la volonté et du jugement de leurs parents. Si les parents s'y opposent, la raison de leur opposition demande à être examinée. Les enfants ne peuvent pas quitter leurs parents, si ceux-ci ont besoin de leur assistance et de leur appui. D'autre part, si leurs objections sont fuites, s'ils ne font valoir que des motifs mondains, si leur opposition ne procède que d'une

affection humaine, les enfants peuvent agir sans leur consentement, et même, sans les consulter, suivre les inspirations et l'appel de Dieu.

6. VOCATIONS RELIGIEUSES ET SACERDOTALES
DANS LES FAMILLES CHRÉTIENNES
EXEMPLES CITÉS DU *Compitum*

Où l'esprit chrétien règne dans les familles, là on trouve des saints et des religieux, aussi bien que des vocations sacerdotales. L'auteur du *Compitum* nous dit: « Le fait est que, dans les anciens temps, et dans les siècles de foi, de nombreuses familles semblaient entièrement composées de saints. Nous ne sommes point surpris d'apprendre de Clotaire que, vers la fin de sa vie, sa conscience fut éveillée, quand nous voyons que ce roi terrible avait pour mère sainte Clotilde, pour épouse sainte Radegonde, saint Cloud pour neveu, sainte Ingonde d'Espagne et sainte Berthe de Kent pour petites-filles. Saint Pierre II, archevêque de Tarentaise, eut pour père, le bienheureux Pierre, pour frère ainé saint Lambert, premier abbé de Chézeri, et pour frère Cadet, André, le saint moine de Bonnevaux. La mère devint la vénérable abbesse de Belton, et sa sœur était religieuse du même couvent.

La famille de saint Léger fut aussi féconde en saints qu'en héros. Sept fois, en trois générations, elle est nommée parmi les saints. En un siècle, elle compte cinq évêques et quatorze moines. Comment pouvons-nous assez apprécier les fruits délicieux de la tendresse dans des jeunes cœurs qui, au sein de l'église, comme dans un second paradis, grandissent ainsi pour Dieu ? Où fleurit la foi catholique, une fin céleste est l'horizon qui se montre au bout de toute

perspective entr'ouverte par les liens les plus tendres du sang, et par toutes les affections d'un père, d'un fils et d'un frère. Dans une antique et curieuse gravure, on voit la famille de Christophe de Bade, composée de chevaliers, d'évêques et de religieuses ; les personnages sont agenouillés de chaque côté de la Bienheureuse Vierge et de sainte Anne, caressant notre Sauveur enfant. Doux et touchant tableau qu'on aurait pu voir jadis en France, tous les dimanches et tous les jours de fête ; car, dans ce pays, dit l'auteur du *Compitum*, « j'avais l'habitude de remarquer les familles au complet se rendant à l'église, — grands pères et grand'mères, enfants et petits enfants, serviteurs et maîtres, servantes à côté de leurs maîtresses, spectacle d'union domestique et de seule vraie égalité, que les sophistes, après toutes leurs révolutions, ne reproduiront jamais. »¹

7. L'ASSISTANCE, QUATRIÈME DEVOIR DES ENFANTS ENVERS LEURS PARENTS

Le enfants doivent à leurs parents une double assistance, suivant que les besoins de ceux-ci sont *corporels* ou *spirituels*.

(1) *Assistance corporelle.* — Si les parents deviennent pauvres ou sont dans le besoin, les enfants sont rigoureusement tenus, par la loi naturelle, de venir à leur secours, de pourvoir à tous leurs besoins en fait de nourriture, de vêtements, de logement: et tout cela, ils doivent le faire avec la même généreuse charité que leurs parents ont mise à les nourrir et à les entretenir dans leur enfance et leur jeunesse. Par conséquent :

¹ Voy. *Compitum*, p. 118, 119.

(a) Il n'est pas permis à des garçons et à des filles d'entrer en religion si leurs parents sont dans une extrême ou une grave nécessité, et ont besoin de leurs secours et de leur appui; — c'est-à-dire s'ils peuvent les secourir en restant dans le monde, et s'il n'y a personne autre qui puisse s'en occuper et leur donner des soins. Un enfant, qui aurait ses parents dans une telle nécessité, serait tenu de quitter la vie religieuse, même après sa profession, pour venir à leur aide, s'il n'y avait aucun autre moyen de les secourir.¹

(b) Les enfants doivent visiter et consoler leurs parents dans leurs infirmités et leur vieillesse. Nous voyons notre Sauveur blâmer sévèrement cette doctrine contre nature des Scribes et des Pharisiens qui dispensait les enfants de secourir leurs parents : « Et vous, au contraire, vous dites : Quiconque dira à son père et à sa mère : Anathème soit à Dieu tout profit que vous tirerez de moi, celui-là ne doit point honorer son père ou sa mère, et ainsi vous avez rendu vain le commandement de Dieu par votre tradition.»² Les Pharisiens entretenaient cette tradition pour s'enrichir eux-mêmes en dispensant les enfants de donner encore quelque secours à leurs parents, s'ils avaient une fois offert au temple et aux prêtres juifs, ce qui aurait dû servir à secourir leurs parents. Il y avait là une violation de la loi de Dieu et de la loi de la nature, que condamnait notre Sauveur.

(2) Dans les affaires *spirituelles*, les enfants doivent assister leurs parents selon leurs besoins. — (1) Si ceux-ci ignorent les vérités de la foi, les enfants doivent les en instruire avec charité et respect, surtout leur apprendre ces vérité qu'on est

¹ S. THOM. Q. 101-104. ad 4.

² S. MAT. xv. 5, 6.

obligé de connaître et de croire, qui sont de nécessité *de moyen*, ou de nécessité de *précepte* pour le salut. — (ii) Ils doivent les avertir avec une respectueuse tendresse, quand ils les voient en danger de péché, quand ils négligent leurs devoirs religieux ; surtout ils doivent leur rappeler leur devoirs, les détourner du danger et les engager à s'approcher des sacrements. — (iii) Ils veilleront sur leurs intérêts spirituels, surtout dans le moment des maladies, afin qu'ils puissent voir un prêtre, avoir tous les secours spirituels de l'église, et recevoir les derniers sacrements en danger de mort. — (iv) Après leur mort, ils auront soin de faire prier, de faire dire des messes pour le repos de leur âme ; ils observeront strictement leurs dernières volontés et leurs testaments, et mettront soigneusement en pratique toutes les recommandations faites par les parents à leur lit de mort.

Je termine ce chapitre en faisant remarquer que ces enseignements sur les devoirs de piété filiale envers leurs parents, s'appliquent, toutes proportions gardées, aux devoirs de piété que l'on doit à des frères, à des sœurs et autres proches parents.





Le Quatrième Commandement (suite)

CHAPITRE III

DEVOIRS DES PARENTS ENVERS LEURS ENFANTS

1. Enumération des devoirs des parents envers leurs enfants. — L'amour : ses conditions, intérieur, efficace, bien ordonné.
2. Le père, chef de la famille. Ses devoirs ; sa position. Exemples.
3. La mère de famille. Ses devoirs ; son influence. Exemples.
4. Comment les parents peuvent pécher contre l'amour qu'ils doivent à leurs enfants.
5. Éducation corporelle, ou l'entretien des enfants. Droits des enfants : — (1) à la vie ; — (2) à l'entretien ; — (3) à certaines provisions pour l'avenir ; — (4) à un métier ou une position. — (5) Le succès ne doit pas s'apprécier dans la vie présente, mais dans la vie future.

I. ÉNUMÉRATION DES DEVOIRS DES PARENTS ENVERS LEURS ENFANTS

Les parents doivent à leurs enfants: 1. *Amour, intérieur, extérieur, et bien ordonné.* 2. *Education, corporelle et spirituelle.* Le premier comprend la *protection* et les *provisions* pour la vie, l'appui et la position, la seconde comprend l'*instruction, l'exemple et la correction.*

Ces devoirs sont imposés aux parents par la piété. La raison en est que les obligations des parents et des enfants sont corrélatives, de telle sorte que des manquements, sur un point, s'ils sont coupables, outre la malice commune au péché, revêtent une malice spéciale contre la vertu de piété. Nous traiterons ces différents devoirs dans l'ordre où nous venons de les énumérer, de façon à comprendre, dans un seul chapitre, et autant que possible, toutes les principales obligations des parents envers leurs enfants.

Aimer leurs enfants, signifie, pour les parents, être bienveillants, leur désirer toute espèce de bien, au point d'exclure toute haine, toute aversion, toute aigreur, et toute affection désordonnée de propos réfléchi, et aussi toute préférence qui, comme nous en voyons un exemple dans l'histoire du patriarche Joseph, ne peut qu'engendrer la haine et l'inimitié parmi les enfants et faire naître des dissensions dans les familles. Etre bienveillants, c'est-à-dire les traiter toujours avec amour et affection, écarter d'eux tous les dangers.

La nature elle-même impose aux parents le devoir d'aimer leurs enfants. Cet amour, comme je l'ai dit, doit être intérieur — c'est-à-dire qu'il doit être une affection réelle du cœur, qui se manifeste extérieurement en procurant aux enfants tout le

bien possible. Il faut aussi que ce soit un amour efficace; ce qui veut dire que les parents doivent s'efforcer de ne jamais traiter leurs enfants, avec froideur ou négligence, ne jamais manquer de les corriger, ni de les détourner du danger et du péché. Leur amour doit être bien ordonné; — c'est-à-dire, faire passer leur bien spirituel avant les avantages temporels; et, parmi ceux-ci, toujours choisir ce qui leur est le plus nécessaire et le plus convenable. Cet amour est le devoir et du *père* et de la *mère*: en m'adressant à eux, comme chefs de la famille, je dois leur rappeler quelques idées et quelques traits du caractère de la famille chrétienne dans les temps anciens et catholiques. Je les tire de l'ouvrage déjà cité *Le Compitum.*¹

2. LE PÈRE CHEF DE FAMILLE SES DEVOIRS; SON INFLUENCE. EXEMPLES

Heureux et bénî le père catholique qui sait qu'une fin joyeuse et divine lui est réservée dans la vie future, où il est certain que se perpétuera la charité dans le même ordre que sur la terre! Ainsi l'affirme saint Bonaventure: « *Quia cum gloria perficiat naturam, quidquid non est imperfectionis in natura manebit in gloria.* » (Puisque la gloire perfectionne la nature, tout ce qui n'est pas imparfait dans la nature subsistera dans la gloire.) Au ciel, par conséquent, le père retrouvera sa fille, et la mère retrouvera son fils.

Sabien rappelle aux parents que le meilleur héritage que Dieu leur demande de laisser à leurs enfants, ne se compose

¹ Livre I. ch. IV.

pas de monceaux d'or, mais d'une sainte éducation qui, au lieu de les provoquer à la colère, les formera à l'école et dans la crainte du Seigneur.

L'autorité paternelle, dit un évêque d'Ajaccio, est la même chez nous qu'au temps des patriarches: la mère a sa part, avec le père, dans toutes les affections des enfants. Je ne pourrai jamais dire toute la force et toute l'étendue de l'amour de la famille, l'union entre ses divers membres, l'amour paternel, l'amour filial, l'amour fraternel, le lien qui groupe ensemble même les parents et les branches les plus distantes d'une même souche. « Celui, dit Sophocle, qui est capable de bien gouverner une maison, peut aussi gouverner un état. » A cette maxime aurait souscrit Caton le Censeur, qui soutenait qu'il y avait plus de mérite à être un bon époux qu'à être un grand sénateur.

« Une famille, dit le baron de Prelle, c'est un petit royaume, et c'est le plus ancien de tous les empires, Il se compose de quatre ordres sous un roi, la femme, les enfants et les serviteurs. Mais c'est un état dans lequel tous les sujets ont leurs charges et leurs droits respectifs, qui demande le libre concours de tous, et qui exige l'accomplissement de nombreux devoirs de la part de celui qui a la principale autorité; — devoirs qu'il ne pourrait passer aux autres sans faire rejoaillir sur tous une tache de honte. »¹

3. LA MÈRE DE FAMILLE. SES DEVOIRS; SON INFLUENCE. EXEMPLES

Voyons maintenant la *mère de famille*. La loi conjugale ecclésiastique exige des parents, selon l'expression d'Hincmar,

¹ Voy. p. 132, 134, 117, 146 du *Compitum*.

citant saint Augustin: *In prole ut amante suscipiatur, benigna nutriatur, religiose educetur;* (que la famille soit élevée avec amour, nourrie avec bonté et formée avec piété.) C'est de la mère chrétienne, comme le dit le poète Italien, que les hommes peuvent le mieux apprendre, « comment on acquiert l'honneur, comment on aime Dieu, comment peuvent s'allier ensemble l'innocence et la joie, et quel est le chemin qui conduit directement au ciel. »

Nous avons l'exemple de la Sainte Vierge. « Eve nous a apporté la mort, et Marie nous a apporté la vie, » écrit saint Jérôme. « Eve nous a fait tort en nous tuant. Marie nous a été utile en nous rendant la vie, » dit saint Augustin. La Vierge Marie, selon saint Irénée, devient l'avocate de la vierge Eve. Par une vierge, s'écrie Tertullien, est venue la parole qui a causé la mort, par une autre Vierge, le Verbe qui donne la vie. Telle est l'origine de ce nouveau guide intellectuel qu'est pour nous la femme. Car, bien qu'on ne puisse établir aucune comparaison entre la simple fille de l'Eglise et toi, ô seconde Eve! il n'en est pas moins certain que tel est le religieux mystère qui a changé le monde relativement au rôle que les femmes doivent désormais y remplir. Et quel merveilleux changement! Nous y trouvons une direction réelle donnée par les mères de famille, non seulement vers chacune des vertus qui conduisent à la vérité, mais aussi vers la pratique de l'amour et du respect envers celle dont l'intercession obtint le premier miracle du Christ.

Les enfants doivent être traités avec une grande tendresse par leurs parents, surtout par *la mère*. Ce besoin de l'enfant se trouve exprimé dans la plainte du jeune berger de Sicile: « Mon père est sévère, ma mère est sévère. » L'abbé Rupert, méditant sur le cas de l'enfant prodigue, laisse échapper

cette réflexion; « Si l'enfant prodigue avait eu sa mère, il n'aurait jamais quitté la maison paternelle, ou peut-être il y serait revenu plus tôt, *si prodigus filius viventem matrem habuisset vel a paterna domo nunquam recessisset, vel forte citius recessisset.* »

Saint Paulin d'Aquilée dit que l'honneur dû au grand âge et aux dignités ne saurait se rencontrer dans une maison où la mère n'aime pas et son fils et sa fille, où le fils ne respecte pas sa mère et son père, mais qu'on y voit toute espèce de mauvaise humeur et d'amertume.¹

Ces traits nous apprennent bien avec quel esprit chrétien et avec quelle chrétienne tendresse les parents doivent traiter leurs enfants.

4. COMMENT LES PARENTS PEUVENT PÉCHER CONTRE L'AMOUR QU'ILS DOIVENT A LEURS ENFANTS.

Contre l'amour qu'ils doivent à leurs enfants, péchent les parents: (1) qui entretiennent envers eux ou leur montrent de la haine et de l'aversion, qui les traitent avec dureté et colère, par leur silence ou par leur dédain. (2) Ceux qui leur adressent des paroles d'outrage et de mépris, ou qui les maudissent. (3) Ceux qui se montrent complaisants pour tous leurs désirs, bons ou mauvais, par suite d'une affection mal comprise, pour ne leur causer ni chagrin ni tristesse. (4) Ceux qui favorisent l'un au détriment des autres, sans un juste motif, ou qui en traitent quelques-uns avec indifférence, comme des étrangers. Inutile d'insister plus longuement sur ces péchés des parents contraires à l'amour qu'ils doivent à

¹ Voy. p. 99, 115, 116, 134 et 144, du *Compitum*.

leurs enfants : cet amour est du reste étroitement uni à leurs autres devoirs d'éducation corporelle et spirituelle dont nous avons à parler séparément.

5. ÉDUCATION CORPORELLE, OU L'ENTRETIEN DES ENFANTS DROITS DES ENFANTS

Education corporelle ou nécessité de pourvoir au bien temporel des enfants. De ce chef, deux devoirs incombent aux parents, la protection et la prévoyance ; et la loi de la nature les leur impose. La nature confère aux enfants des droits dont les principaux sont : (1) le droit à la vie ; (2) le droit à la croissance ou au développement du corps et de l'âme. A ces droits correspondent des devoirs de la part des autres, et surtout de la part des parents, qui sont obligés de protéger ces droits naturels des enfants.

(1) *Le droit à la vie.* — En conséquence, les parents sont tenus de protéger la vie de leurs enfants ; et, dès le premier instant de leur conception, ils sont tenus de ne rien faire qui puisse porter atteinte à leur vie, à leur santé, et à la bonne complexion de leurs membres, soit avant, soit après leur naissance.

(2) *Droit à l'entretien.* — Ils sont obligés de leur procurer la nourriture et le vêtement, tout ce qui est nécessaire à la conservation de leur vie et de leur santé. Et tout cela, ils le doivent tant que les enfants ne sont pas en âge de se suffire par eux-mêmes. Ils sont tenus de les élever conformément à leur état et à leur position, de les diriger dans un commerce ou une carrière, de façon à leur permettre de vivre plus tard selon leur position dans le monde.

Le dénuement et la faiblesse des enfants exigent une protection, surtout de la part des parents. Ils sont, dans leur

tendre jeunesse, exposés à tant de maladies et à tant de dangers ; et, à mesure qu'ils grandissent, tant d'autres dangers plus sérieux les menacent par suite de leur manque de précautions et d'expérience ! Ces raisons seules exigeraient les soins, l'habileté et la force des parents pour protéger ces jeunes créatures contre les maux nombreux, les difficultés et les périls qui se rencontrent sous chacun de leurs pas dans le chemin de la vie. En agissant ainsi, ils ne remplissent pas seulement une mission de père et de mère, mais une mission angélique : « Prenez bien garde de mépriser aucun de ces petits, car je vous déclare que dans le ciel leurs anges voient sans cesse la face de mon Père qui est dans les cieux. »¹

(3) Le devoir qui incombe aux parents de subvenir aux besoins de leurs enfants, est décrit en ces termes par un auteur du dix-septième siècle :

« De même que les parents doivent défendre leurs enfants contre les dangers, ainsi également ils doivent leur procurer les choses nécessaires et utiles, selon la position et le rang où les a placés la divine Providence. Tel est l'enseignement que répète souvent la sainte Ecriture : « En effet, qui est celui d'entre vous qui donne une pierre à son fils, lorsqu'il lui demande du pain ? Ou s'il demande un poisson, lui donnerait-il un serpent ? »² Ces paroles indiquent clairement que nous sommes tenus de donner à nos enfants ce qui est convenable pour l'entretien de cette vie qu'ils ont reçue de nous. Et, en réalité, ils sont notre chair et nos os ; ils sont une reproduction de nous-mêmes. Or, la nature nous apprend à aimer et à nourrir notre propre chair, selon l'expression de

¹ S. MAT. XVIII. 10.

² IBID. VII. 9, 10.

l'Apôtre. ¹ Bien plus, l'Apôtre a donné à ce devoir une très-haute expression : « Si quelqu'un n'a pas soin des siens, et particulièrement de ceux de sa maison, il a renoncé à la foi, et est pire qu'un infidèle. » ²

« Et cela, parce que les infidèles et les païens ont appris des lumières et de la loi de la nature à pourvoir aux besoins des leurs. Cette précaution ne doit pas seulement se borner au présent ; mais notre sollicitude doit voir au-delà. Selon nos moyens, tenant compte des frais imposés par les convenances et la charité, nous sommes tenus d'assurer leur subsistance future. Si nous ne pouvons pas leur laisser un patrimoine, nous sommes obligés de leur léguer un art, une profession, qui, avec l'aide de Dieu, leur procurera de quoi vivre. Ainsi l'enseigne l'Apôtre : « Puisque ce n'est pas aux enfants à amasser des trésors pour leurs pères, mais aux pères, pour les enfants. » ³

(4) « Si nous avons en vue pour eux une vocation particulière, nous devons mettre nos soins, en toute prudence, à ce qu'elle soit conforme à leurs capacités et à leurs goûts. Autrement, la position deviendrait pour eux, non une vocation, mais un tourment de tous les jours ; nous rappelant que si, par piété, nous en désignons quelques-uns à l'œuvre du Seigneur, ce doit être les mieux partagés et ceux que Dieu a favorisés des dons les plus riches pour un ministère si sublime. Car c'est une faute presque semblable à celle de Jéroboam, qui excita Israël à pécher, que de consacrer comme prêtres du Seigneur les plus improches et les plus

¹ EPH. V. 29.

² I. TIM. V. 8.

³ II. COR. XII. 14.

incapables ; et de croire qu'ils sont bien bons pour le temple, ceux que des difformités du corps ou des défauts d'intelligence rendraient incapables de tenir une boutique ou d'occuper tout autre emploi.

Il ne faudrait pas, toutefois, esclaves d'une trop tendre affection, nous laisser aller à élever une famille dans l'égoïsme, n'ayant en vue que des profits matériels, et les seuls intérêts de ce monde. On entend souvent citer des familles comme des modèles. « Voyez comme ils ont bien tourné ! Voyez comme ils réussissent dans la vie ! » Il y a des pères et des mères, on les compte par milliers, qui « n'entre tiennent pour leur maison que des convoitises condamnables ; » le monde fréquemment en parle en bons termes, car le monde aime les siens.

(5) La vérité et la vertu nè s'apprécient pas d'après le succès ; et si un homme est malhonnête, ce n'est point dans cette vie, mais dans l'autre, qu'on pourra déterminer s'il a réussi. Que les parents prennent donc garde de ne point consacrer toute leur vie et toutes leurs forces aux intérêts temporels de leurs enfants, au préjudice de leur propre bien spirituel et de celui de leur famille.

« Certain chevalier, dit l'auteur du *Magnum Speculum*, avait près de son lit de mort sa femme et ses nombreux enfants. Comme il les entendait se lamenter chacun sur ses besoins respectifs, réunissant toute la force qui lui restait, il leur adressa ces paroles : « Je vous laisse de grandes richesses et de grands biens ; j'ai remarqué vos plaintes et observé combien vous vous inquiétez peu de moi, qui m'en vais dans une terre, où j'en suis certain, je n'ai pas un ami, pas un parent, et absolument rien. J'ignore où je pourrai trouver un conseil ou un abri ; je serai seul, dépouillé de tout. C'est

pourquoi je pleure sur moi-même, sur moi qui aurais dû donner aux pauvres la moitié de ce que je possède. »

Cet exemple nous suggère d'autres considérations, qui mettront les parents à même de discerner la sagesse et l'heureuse influence de la doctrine chrétienne relativement à ce qu'ils désirent obtenir de leurs enfants. Car, malgré tout ce qu'ont pu s'efforcer de leur persuader des maîtres hypocrites, ils désireront naturellement être, après leur mort, l'objet d'une sollicitude que, sans cette doctrine, ils ne pourraient jamais espérer. Respect et piété pour l'âme, zèle affectueux pour tout ce qui est uni à leur mémoire : tels sont les fruits que les parents retirent d'une éducation catholique, et ils se prolongent jusqu'au delà des régions inconnues. Car, lorsque cette éducation fait défaut, dès l'instant où le père est descendu dans la tombe, ses dernières volontés ne sont suivies que pour la transmission de ses biens ; on ne pense plus aux dettes qu'il a contractées par ses péchés ; on ne songe plus à ses désirs ; et, selon l'expression de Dom Antonio de Gérevara, « personne ne voit plus seulement une lampe briller près de sa tombe. »





Le Quatrième Commandement (suite)

CHAPITRE IV

DEVOIRS DES PARENTS ENVERS LEURS ENFANTS (suite)

1. Education religieuse: (1) Doctrine, et devoirs particuliers des parents sur ce point. — (2) Correction, et manière de la pratiquer. — (3) Exemple, et sa nécessité.
2. Ecoles auxquelles on doit confier l'éducation des enfants : (1) Propositions condamnées par Pie IX et par Léon XIII, et obligation qui en résulte pour les parents de ne pas envoyer leurs enfants dans des écoles mauvaises. — (2) Devoirs des maîtres catholiques par rapport à l'enseignement dans ces écoles. — (3) Devoirs des inspecteurs catholiques. — (4) Le cas des écoles normales.
3. Ces principes généraux doivent s'appliquer à toutes les écoles de ces pays.
4. Décisions de l'Eglise relative au système d'éducation établi en Irlande.
5. Lettres de la S. Congrégation de la Propagande sur les Universités anglaises.

I. ÉDUCATION RELIGIEUSE

Les parents sont principalement tenus de procurer à leurs enfants l'enseignement spirituel et l'éducation. La raison en est évidente : l'homme, outre la vie physique et corporelle qu'il a de commune avec les autres animaux, a reçu de Dieu une âme raisonnable et immortelle, créée à l'image et à la ressemblance de Dieu, destinée à tendre à Dieu, comme à sa dernière fin. C'est donc le premier devoir des parents d'instruire et de diriger l'enfant en vue de cette fin, et dans les moyens de l'atteindre. Tel est le motif pour lequel le mariage chrétien a été élevé à la dignité de sacrement par notre Rédempteur ; c'est-à-dire, afin que les parents puissent engendrer des enfants au Christ, et que, par ce sacrement, ils puissent recevoir la grâce d'élever leurs enfants dans la crainte et dans l'amour de Dieu.

Trois choses sont nécessaires à la bonne éducation des enfants : (1) la *doctrine*; (2) la *correction*; (3) l'*exemple*.

(1) *La doctrine*. — Les enfants doivent être instruits dans la foi et les mœurs, dans l'observation des commandements de Dieu, et dans tout ce qui est nécessaire au salut. Il est écrit en effet : « Apprenez-les (mes paroles ou mes commandements) à vos enfants, afin qu'ils les méditent ; lorsque vous êtes assis en votre maison, ou que vous marchez, lorsque vous vous couchez, ou que vous vous levez. »¹

De ce chef, il faut citer les devoirs particuliers des parents : 1. Ils sont tenus de faire régénérer leurs enfants par le sacrement de baptême le plus tôt possible après leur naissance. 2. De leur apprendre, dès leurs plus jeunes années,

¹ DEUT. XI. 19.

leurs prières, la doctrine chrétienne, et tout ce qui est nécessaire pour diriger leur cœur à Dieu. 3. De les accoutumer à faire leurs prières matin et soir, à assister à la messe et aux offices de l'église, aux catéchismes et aux instructions; de les détourner des voies mauvaises, des plaisirs et des séductions du monde, et de toutes les vaines pompes. 4. De les confier à des maîtres chrétiens. 5. De veiller sur eux nuit et jour, afin qu'ils ne se laissent point égarer par de mauvaises compagnies, et que leur esprit ne se souille point par de mauvaises conversations et des lectures dangereuses.

(2) *La correction.* — En fait de correction, les parents feraient bien de se rappeler les avertissements de la Sagesse : « Celui qui épargne la verge, hait son fils ; mais celui qui l'aime, s'applique à le corriger. »¹ « N'épargnez point la correction à l'enfant; car si vous le frappez avec la verge, il ne mourra point. Vous le frapperez avec la verge, et vous délivrerez son âme de l'enfer. »² Et Saint Paul écrit aux Ephésiens: « Et vous, pères, n'irritez point vos enfants ; mais ayez soin de les bien élever, en les corrigent et les instruisant selon le Seigneur. »³

La correction, pour être profitable, doit être modérée et prudente. L'ancienne sévérité, qui consiste à frapper à tout propos, peut souvent faire plus de mal que de bien. Il n'est pas convenable que les parents frappent leurs enfants déjà grandis ; ils peuvent difficilement le faire sans colère et sans donner lieu à des récriminations de part et d'autre. Même pour les jeunes enfants, que la correction ne soit pas employée

¹ PROV. XIII. 24.

² IBID. XXIII. 13, 14.

³ EPH. VI. 4.

sans nécessité, et qu'elle le soit toujours avec modération. Aujourd'hui les enfants peuvent être mieux élevés sans ces corrections cruelles, qui n'ont souvent d'autre effet que de les rendre d'un caractère morose et pusillanime, et qui engendrent, au lieu de l'amour, le mépris, la colère et l'aversion.

(3) *L'exemple.* — Le bon exemple est d'un enseignement et d'un charme plus efficaces que les paroles, surtout quand il vient des parents et des supérieurs. Les paroles seules sont de peu d'effet, si elles ne sont pas appuyées par le bon exemple. Si le Christ, Notre-Seigneur, a prononcé un: *Malheur!* à l'adresse de celui, quel qu'il soit, qui oserait scandaliser un de ces petits, combien terrible ne doit pas être *l'anathème* encouru par les parents qui scandalisent leurs propres enfants?

2. ECOLES AUXQUELLES ON DOIT CONFIER L'EDUCATION DES ENFANTS

Une question importante, inséparable de ce sujet, demande des éclaircissements tout particuliers: je veux parler des écoles auxquelles doivent être confiés les enfants, et est-il permis de les envoyer à des écoles non catholiques et aux *Board schools*? Sur ce point, je citerai la Théologie Morale de Haine. Cet auteur résume la doctrine et nous donne, en termes clairs et précis, les principes qui sont de nature à diriger, dans cette importante matière, les parents et autres personnes chargées du soin des enfants.

(1) Le Syllabus de Pie IX contient la proposition suivante justement condamnée: « Des catholiques peuvent approuver un système d'éducation conçu en dehors de la loi catholique et de l'autorité de l'église, et qui n'ait pour but ou du moins

pour but principal, que la science des choses purement naturelles et les avantages terrestres de la vie sociale; ¹ lors même que ce système serait plein de dangers, et serait absolument contraire à l'enseignement catholique. » ² Cette condamnation a été confirmée par Léon XIII dans son Encyclique *Nobilissima*, où, entre autres choses, le Saint Père prononce: « Il est de la plus haute importance que les enfants issus d'un mariage chrétien soient soigneusement élevés dans les principes de la religion, et que ces arts qui sont enseignés à la jeunesse pour le bien de la société, ne soient pas séparés de la doctrine religieuse. Etablir cette séparation, c'est, en réalité, vouloir que l'intelligence de la jeunesse, en ce qui concerne ses devoirs envers Dieu, ne soit dirigée ni d'un côté, ni de l'autre. Un tel enseignement est faux; et, pour le jeune âge surtout, il est très-pernicieux, parce qu'il ouvre la voie à l'athéisme et ferme tout chemin conduisant à la religion. » C'est pourquoi le même Pontife ajoute: « L'église a toujours ouvertement condamné ces écoles qu'on appelle mixtes ou neutres; et, à maintes reprises, elle a averti les parents que, dans une matière d'une telle importance, ils devaient se tenir sur leurs gardes.

Cette condamnation fut renouvelée dans l'Encyclique *Quod multum*, adressée aux Evêques d'Autriche. ³ Depuis lors, par conséquent, les écoles appelées *neutres, mixtes ou laïques*, parce que, sous prétexte de liberté de conscience, on y interdit formellement tout enseignement religieux, sont condamnées par l'église, comme mauvaises en elles-mêmes,

¹ N° 58.

² Inst. S. C. Prop. Fide, nov. 24, 1875.

³ Février, 18, 1884.

et intrinsèquement. Dès lors, il est clair que les enfants catholiques ne peuvent pas les fréquenter, lors même que toutes ne présentent pas la même somme de dangers.

D'où il suit, en premier lieu, pour les parents et ceux qui tiennent leur place, qu'on ne peut pas absoudre : (1) ceux qui permettent à leurs enfants de fréquenter ces écoles neutres, où la ruine de leur âme est certaine; c'est-à-dire, ces écoles qui sont positivement mauvaises, parce qu'on y enseigne ou qu'on y fait des choses contraires à la doctrine catholique et aux bonnes mœurs; — (2) ceux qui, bien qu'il y ait dans le pays une école convenable, ou qu'ils soient à même d'envoyer leurs enfants ailleurs pour les faire éléver chrétinement, les confient néanmoins ou les envoient à ces écoles neutres, lors même qu'elles ne seraient pas positivement, mais que négativement mauvaises; — c'est-à-dire, à ces écoles où on n'enseigne rien de contraire à la foi et aux bonnes mœurs; si, pour le faire, les parents n'ont pas « un motif suffisant, et ne prennent pas les précautions nécessaires pour rendre, éloigné, de prochain qu'il est, le danger ou l'occasion de perversion. » Ces parents, disons-nous, s'ils sont contumaces, ne peuvent pas être absous au tribunal de la pénitence comme cela ressort évidemment de la doctrine morale catholique énoncée dans les instructions qu'on vient de lire.

(2) Secondelement, ce qui concerne *les maîtres*. — Ce serait se rendre coupable que de remplir l'emploi de maître dans les écoles neutres qui sont positivement mauvaises; — c'est-à-dire, dans celles où on fait lire et étudier des livres contraires à la foi et aux bonnes mœurs. Généralement parlant, on peut donner une autre décision, si des livres dangereux ou mauvais ne sont pas admis, parce que la fonction de maître n'implique pas l'approbation de la méthode adoptée dans les écoles

neutres, et l'enseignement religieux n'est omis que par nécessité. J'ai dit, généralement parlant ; parce qu'il faut excepter le cas où les évêques auraient défendu d'enseigner dans de telles écoles. Quant à la portée de cette défense, les évêques peuvent, dans certains pays, pour le bien général, défendre toutes les écoles neutres ou les tolérer seulement sous certaines conditions. C'est-à-dire, s'ils prévoient qu'en peu de temps, elles deviendront toutes positivement mauvaises, ou que, sans être positivement dangereuses pour les enfants, elles leur inculqueront vraisemblablement un esprit irréligieux ; partant de ce fait, que les évêques peuvent savoir que ces écoles ont été établies par leurs fondateurs dans le but de renverser la religion. Et une loi, fondée sur la présomption d'un danger universel, oblige et lie tous les membres de la communauté ; lors même que, dans un cas particulier, le danger cesserait, la raison suprême de la loi subsisterait.

(3) En troisième lieu, il n'est pas permis à un catholique de remplir les fonctions d'inspecteur dans des écoles qui sont positivement mauvaises ou dangereuses, parce que l'inspecteur, en raison de sa charge, deviendrait complice du mal. Si, cependant, il y a espoir qu'un inspecteur catholique puisse rendre ces écoles moins mauvaises et moins dangereuses, la charge pourra être acceptée en vue du remède possible. Il n'en est pas de même pour les écoles qui ne sont pas positivement mauvaises. Dans ce cas, pourvu qu'il n'y ait aucune défense épiscopale, les inspecteurs peuvent accepter l'emploi. Il serait même désirable qu'ils le fassent dans le but d'exclure des écoles livres et maîtres dangereux.

(4) En quatrième lieu, on peut donner la même règle pour les écoles normales dans lesquelles se préparent les instituteurs. Les jeunes gens ne peuvent pas les fréquenter, si elles

sont positivement mauvaises ; ils le peuvent, si elles ne le sont que négativement, pourvu qu'il n'existe aucune défense épiscopale, et pourvu qu'ils soient bien décidés à se tenir à l'écart de tout ce qui est défendu à un instituteur catholique.

3. CES PRINCIPES GÉNÉRAUX DOIVENT S'APPLIQUER A TOUTES LES ÉCOLES DE CES PAYS

Ces principes généraux s'appliquent à toutes les écoles de ces pays, — aux écoles élémentaires, aux écoles protestantes, aux *Board schools*, aux classes moyennes, aux classes supérieures et aux Universités.

4. DÉCISIONS DE L'ÉGLISE RELATIVES AUX SYSTÈME D'ÉDUCATION ÉTABLI EN IRLANDE

Comment l'église a agi à l'égard des écoles mixtes, quels sont ses sentiments et les précautions qu'elle exige sur ce point ; c'est ce que nous apprendront ses décisions sur les systèmes d'éducation établis en Irlande, décisions dont nous allons donner un aperçu comme exemple de sa conduite dans ces questions.

Le 16 janvier 1841, dans une lettre adressée au Métropolitain de l'Irlande, pour être communiquée à ses suffragants, il était établi, en conformité avec les règles précédentes, que, comme les résultats du système national d'éducation en Irlande, dans les écoles secondaires et dans les écoles élémentaires, — système établi par le gouvernement anglais pour les enfants de toutes les dénominations chrétiennes, — ne semblait pas, pendant les dix années qu'il avait été en vigueur, avoir nui à la religion catholique, la Sacrée Congrégation avait pensé convenablement de ne pas porter un jugement définitif sur ce point, mais plutôt de laisser ce genre d'instruction à la prudence et à la conscience des

évêques ; car le succès du système dépendait nécessairement de la vigilance des pasteurs, de l'emploi des précautions convenables, et de l'expérience que donnerait l'avenir. Mais la Sacrée Congrégation faisait comprendre, en termes très sérieux, aux évêques d'Irlande, combien il était nécessaire que tous les livres dangereux pour la foi ou pour les mœurs, soient exclus des écoles, et que le directeur des maîtres catholiques, nommé par le gouvernement, pour les classes de religion, de morale et d'histoire, fût lui-même un catholique, ou qu'il n'y eût aucun directeur. L'idée de ne donner qu'une instruction séculière dans les écoles mixtes, paraissait en outre plus inoffensive que celle d'enseigner brièvement ce qu'on appelait les principes fondamentaux et communs de la religion chrétienne, et de résérer des instructions spéciales pour chacune des différentes sectes. Enfin, les évêques et les prêtres étaient exhortés à prendre tous les moyens possibles pour prévenir la contagion des enfants catholiques par ce système d'éducation nationale, et d'user de tous leurs efforts pour obtenir du gouvernement un meilleur système et des conditions plus équitables.

Lorsque, en 1857, il était question de fonder dans les villes d'Irlande des écoles supérieures, (les collèges de la Reine), sous la direction exclusive du Conseil d'éducation nationale ; — mesure, comme en fut informé le Saint-Siège, pleine de dangers, à cause du caractère protestant donné à ces écoles, et de l'intention attribuée au gouvernement de s'en servir pour la perversión des catholiques ; — une lettre du 20 février de cette même année, engageait les évêques, au nom de la Sacrée Congrégation, à défendre leurs troupeaux avec zèle et énergie, à veiller à leur sûreté avec un soin et une diligence proportionnées aux dangers que ce système faisait

courir aux âmes, et à préserver leur foi de la contagion de l'erreur par des avertissements, des sermons et des lettres pastorales appropriées aux circonstances.

5. LETTRES DE LA S. CONGRÉGATION DE LA PROPAGANDE SUR LES UNIVERSITÉS ANGLAISES

Au sujet des écoles universitaires mixtes et des collèges établis par le gouvernement anglais, sur le même plan, pour l'instruction scientifique de la jeunesse, la Sacrée Congrégation, dans une lettre du 9 octobre 1847, exprimait aux évêques ses craintes que de tels collèges ne fussent dangereux pour la foi catholique et nuisibles à la religion ; elle les avertissait de n'avoir en rien à se mêler des établissements de ce genre, et les exhortait plutôt à améliorer la condition des collèges catholiques existants, et à faire leurs efforts pour fonder une académie catholique. Pour calmer les craintes qui se faisaient jour, le gouvernement anglais introduisit quelques modifications dans son système ; mais la Sacrée Congrégation, après un nouvel examen de la question, et considérant les grands dangers inhérents au système, ne jugea pas à propos de changer ses résolutions ci-dessus indiquées, et nouvelle confirmation en fut donnée aux évêques irlandais dans une lettre datée du 11 octobre 1848.

Sans parler de la lettre de la Sacrée Congrégation de la Propagande aux prélats Anglais, au sujet des Universités Anglaises, le 6 août, 1867, et de celle adressée par la même Congrégation, le 30 janvier 1885, à son Eminence le Cardinal Manning, je me bornerai à citer un passage du 34^{me} Synode de Westminster, page 11, qui montre la position actuelle des

catholiques relativement à l'éducation donnée dans les Universités en Angleterre.

Nonobstant les lettres antérieures de la Sacrée Congrégation de la Propagande, et de l'ordre donné par les évêques aux membres du clergé séculier et régulier, les obligeant *sub gravi*, de ne donner ni encouragement ni permission aux Catholiques de fréquenter les Universités nationales pour y faire leur éducation, une récente décision du Saint-Siège, sur la demande des évêques, a annulé cet ordre ; — ce qui veut dire que, sous certaines conditions déterminées, l'église tolère, à l'avenir, que les jeunes gens catholiques fréquentent les Universités d'Oxford et de Cambridge. Le désir des évêques n'est point qu'on pousse les jeunes gens vers ces Universités, ou que l'opinion publique se forme dans ce sens, de façon à donner cette direction aux Catholiques. On a besoin encore d'une plus longue expérience, et il faut traiter cette question d'une extrême délicatesse avec beaucoup de prudence. Les évêques d'Angleterre ont publié l'avis suivant pour établir nettement la situation :

« Par suite du changement des circonstances et d'une plus grande expérience, le Cardinal Archevêque et les évêques, au mois de janvier 1895, prirent certaines résolutions pour modifier la discipline suivie jusque-là par l'Eglise catholique vis-à-vis de l'éducation des Catholiques dans les Universités nationales d'Oxford et de Cambridge. Ces résolutions furent humblement soumises à l'autorité supérieure du Saint-Siège. Après examen attentif de la Sacrée Congrégation de la Propagande, elles furent gracieusement approuvées, le 2 avril, par le Saint Père, le Pape Léon XIII. La décision de l'église sur ce point est donc, en substance, celle-ci : Aucune espèce d'approbation ou de tolérance ne peut être donnée à

l'éducation des jeunes gens dans les Universités nationales, à moins qu'ils n'aient préalablement obtenu, pendant la période de leur éducation primaire et secondaire, une entière et exacte connaissance de leur religion, et ne se soient formé un caractère assez solide pour les rendre aptes à la vie universitaire ; et de plus, à moins qu'ils ne soient prêts à acquérir, par les leçons qui leur seront données pendant leur passage aux Universités, une instruction qui les enrichira pour l'avenir de connaissances et d'enseignements catholiques aussi complets qu'on peut le juger nécessaire. Un conseil, composé de prêtres et de laïques, est nommé par les évêques, pour veiller aux intérêts religieux des étudiants catholiques, sans toutefois intervenir en rien dans le travail ordinaire des Universités. »¹

¹ Extrait du 34^{me} Synode de Westminster, pag. 11.





Le Quatrième Commandement (suite)

CHAPITRE V

DEVOIRS RÉCIPROQUES DES INFÉRIEURS ENVERS LES SUPÉRIEURS ET DES SUPÉRIEURS ENVERS LES INFÉRIEURS

1. Autres sens des mots *parents* ou *père*.
2. Obligations des princes et des gouvernants.
3. Leur obligation d'administrer la justice : (1) la justice commutative ;
(2) la justice distributive ; (3) la justice vindicative.
4. Principaux péchés des gouvernants et des princes.
5. Obligations des sujets à l'égard des gouvernants : (1) l'honneur ;
(2) l'obéissance.
6. Si, et quand il est permis de désobéir à l'autorité civile.
7. Est-il permis de se révolter ?
8. Devoir de payer les impôts et les taxes qui sont justes.
9. Devoir de voter aux élections.
10. Comment la loi des élections touche à la loi morale.
11. Devoir de prier pour les gouvernants et les supérieurs.

I. AUTRES SENS DES MOTS « PARENTS » OU « PÈRE »

Nous avons étudié les devoirs mutuels des parents envers leurs enfants, et les devoirs des enfants envers leurs parents. Il y a un autre ordre de parents, au point de vue politique et social, que nous devons étudier, puisqu'ils ont droit de commander, et que les sujets sont tenus de leur obéir et de les respecter. Ce sont les *patres patriæ*, les pères de la patrie dans la vie politique et publique, et les maîtres vis-à-vis de leurs serviteurs dans la vie sociale.

Je ne parlerai pas ici de l'autorité ecclésiastique et de l'obéissance qu'on lui doit: ce point appartient plus directement à une autre partie de la doctrine chrétienne; — je veux dire aux instructions relatives au sacrement des Saints Ordres. Je ne ferai pas non plus mention dans ces chapitres des devoirs réciproques des époux: ils trouvent mieux leur place dans un traité du sacrement de mariage. Je limiterai donc les présentes instructions: (1) aux obligations des princes ou des gouvernants et de leurs sujets; (2) aux obligations des maîtres et des serviteurs.

2. OBLIGATIONS DES PRINCES ET DES GOUVERNANTS

Ils sont tenus de se dévouer au bien commun du peuple avec fidélité, avec assiduité et avec zèle. Dans ce but, leur devoir est: (1) de protéger les citoyens dans leur vie, dans leurs biens, dans leur liberté et dans leur honneur; (2) de soutenir les principes de la religion, et de punir ceux qui violent publiquement ces principes; (3) d'aider les citoyens dans toutes les œuvres de bienfaisance, comme de concourir avec les parents à l'éducation de leurs enfants, mais sans préjudice pour les droits des parents.

3. LEUR OBLIGATION D'ADMINISTRER LA JUSTICE

Les princes et les gouvernants sont tenus d'administrer la justice à l'égard de leurs sujets.

(1) *La justice commutative*; — c'est-à-dire, de garder l'équité et tout ce qui est conforme à une juste égalité dans les impôts, les contrats et mesures semblables.

(2) *La justice distributive*; — en ne conférant les honneurs et ne confiant les emplois qu'à ceux qui en sont dignes, c'est-à-dire, en ne choisissant que des hommes d'une capacité et d'une intégrité reconnues pour exercer l'autorité sous leurs ordres. Comme les princes ne peuvent être partout ni tout savoir, il est nécessaire qu'ils entendent par les oreilles, qu'ils voient par les yeux, et qu'ils agissent par l'intermédiaire d'autres hommes. C'est pourquoi ils doivent faire choix d'hommes d'une fidélité et d'une sagesse éprouvées, pour leur confier les charges de l'état. Quelle que soit la limpidité de la source, son cours sera forcément troublé, s'il s'écoule par des canaux boueux. Les rois suivront donc le conseil de Jethro: « Choisissez d'entre tout le peuple des hommes fermes et courageux qui craignent Dieu, qui aiment la vérité, et qui soient ennemis de l'avarice, et donnez la conduite aux uns de mille hommes, aux autres de cent, aux autres de cinquante, et aux autres de dix. »¹

(3) *La justice vindicative*. — elle veut que les magistrats rendent la justice avec impartialité et sans corruption; qu'ils soutiennent la cause des pauvres et des opprimés; qu'ils emploient leur juste autorité à réprimer l'insolence de leurs

¹ EXOD. XVIII. 21.

orgueilleux oppresseurs, et à punir sévèrement toute injuste tyrannie de la part de leurs subordonnés.

Les princes et les gouvernants sont également tenus de donner le bon exemple à leurs sujets, de faire usage de la puissance dont ils sont revêtus, pour le bien et non pour le préjudice de ceux qui leur sont soumis. L'Eglise du Christ avertit fort à propos les gouvernants que le Souverain Juge leur demandera un compte rigoureux et sévère, et, empruntant les paroles de la divine Sagesse, elle dit à chacun et à tous, au nom de Dieu : « Prêtez l'oreille, vous qui gouvernez les peuples, et qui vous glorifiez de voir sous vous un grand nombre de nations. Considérez que vous avez reçu cette puissance du Seigneur, et cette domination du Très-Haut, qui interrogera vos œuvres, et qui sondera le fond de vos pensées.

.... Parce que ceux qui commandent les autres seront jugés avec une extrême rigueur... Car Dieu n'acceptera personne, et il ne respectera la grandeur de qui que ce soit, parce qu'il a fait les grands comme les petits, et qu'il a également soin de tous. Mais les plus grands sont menacés des plus grands supplices. »¹

4. PRINCIPAUX PÉCHÉS DES GOUVERNANTS ET DES PRINCES

(1) A une ambition trop grande et immodérée pour l'autorité et la gloire, ce qui peut les pousser à envahir et à retenir injustement le royaume ou une partie du territoire des autres. (2) A entreprendre des guerres injustes. (3) A négliger les besoins du peuple, et surtout les besoins des pauvres. (4)

¹ SAG. VI. 3 et seq. Lettre Encyclique de Léon XIII, 28 déc. 1878.

A lever des impôts injustes, et à surcharger le peuple par l'entretien d'armées inutiles. (5) A porter ou à faire exécuter des lois injustes. (6) A confier à des indignes les charges publiques. (7) A tolérer sans nécessité des coutumes et des pratiques dépravées, tels que les jeux scandaleux et les représentations théâtrales qui sont contraires aux bonnes mœurs (8) A accorder sans discernement la liberté de conscience contraire à la foi chrétienne et à la morale, ou, au contraire, à molester ou à laisser troubler la vraie religion dans l'exercice de son culte.¹

5. OBLIGATIONS DES SUJETS A L'ÉGARD DES GOUVERNANTS

Les sujets doivent: (1) l'honneur au Souverain et à ses représentants, selon la parole de l'Apôtre: « Craignez Dieu, honorez le roi, »² (2) fidèle obéissance aux lois qui sont justes; (3) payement des impôts et des taxes équitables; (4) leur voix, donnée selon leur conscience, à toutes les élections du gouvernement; et (5) des prières pour ceux qui les gouvernent.

(1) *L'honneur.* — La raison principale d'honorer les rois et les princes nous est donnée par saint Paul: « Que tout le monde se soumette aux puissances supérieures; car il n'y a point de puissance qui ne vienne de Dieu... Celui donc qui résiste aux puissances, résiste à l'ordre de Dieu... Car le prince est le ministre de Dieu pour le bien. »³

Contre cet honneur dû aux princes et aux gouvernants, on peut pécher par un mépris intérieur ou par des signes extérieurs de mépris. Mépriser un supérieur légitime, comme

¹ Voy. LEHMKÜHL. (Décal.: præcep. 4.)

² I S. PIERRE, II. 17.

³ ROM. XIII. 1-4.

tel, c'est toujours une faute, mais ce mépris ne doit pas être confondu avec celui qu'on aurait pour un homme en raison de ses défauts personnels et de ses qualités insuffisantes: un roi ou un gouvernant peut être d'un caractère cruel et tyrannique, et se rendre coupable d'actes qui le rendraient l'objet d'un juste et honnête mépris.

Les marques extérieures du manque de respect ont lieu quand le mépris se manifeste au dehors en présence d'autres personnes, en insultant publiquement le souverain ou son représentant, son image ou sa statue, en parlant de lui d'une manière injurieuse, soit par calomnie, soit par médisance, soit par des insinuations fausses et injustes.

(2) *L'obéissance.* — Ce devoir est indiqué dans les paroles de l'Apôtre déjà citées. L'obéissance aux pouvoirs publics nous est enseignée par un grand nombre d'exemples tirés de la Sainte Ecriture. La famille de Jacob, pendant sa captivité en Egypte, obéissait à tous les ordres de Pharaon, monarque idolâtre et méchant. Parmi les rois qui gouvernèrent le peuple juif, plusieurs furent méchants, très corrompus, adorateurs des idoles: néanmoins, les prophètes et ceux qui demeuraient fidèles à la loi de Dieu, leur obéissaient dans toutes les affaires civiles, et ils ne leur refusaient cette obéissance que lorsqu'ils leur commandaient d'adorer les faux dieux. A l'époque où notre Sauveur parut en ce monde, la Judée était soumise à l'empire romain; et cependant Marie et Joseph se rendirent à Bethléem pour se faire inscrire, d'après l'ordre de l'empereur Auguste. Dans la suite, Notre-Seigneur nous enseigne cette obéissance et par ses paroles et par ses exemples, surtout dans cette circonstance où il déclara que nous devions rendre à César ce qui était à César, et à Dieu ce qui était à Dieu. Les Apôtres saint Pierre et saint Paul

enseignaient la même doctrine aux fidèles qui vivaient sous la domination tyrannique de l'impie Néron. Saint Pierre dit aux Chrétiens : « Soyez donc soumis, pour Dieu, à tout homme, soit au souverain, à cause de sa dignité, soit aux gouverneurs comme à ceux qui sont envoyés de sa part, pour punir ceux qui font mal, et pour traiter favorablement ceux qui font bien. »¹

6. SI, ET QUAND IL EST PERMIS DE DÉSOBÉIR A L'AUTORITÉ CIVILE

Ce devoir de la soumission donne lieu à deux questions importantes : (a) s'il est permis, et quand il est permis de refuser d'obéir aux autorités civiles ; (b) est-il jamais permis de se révolter ?

Sur le premier point, il est évident, comme nous l'avons vu pour l'obéissance des enfants envers leurs parents, qu'il n'est jamais permis d'obeir à une autorité humaine dans des choses contraires à la loi de Dieu. Ce cas excepté, on doit obéir aux gouvernants civils, à moins qu'ils ne commandent une chose qui, bien que non mauvaise en soi, serait cependant d'une manière évidente contraire au bien public. Ceci pourrait arriver dans des circonstances où ils ne rendraient pas avec soin la justice distributive, imposeraient une lourde et injuste charge à une grande partie de la communauté. Je dis à une grande partie, parce que si une faible partie ou quelques membres seulement de la communauté étaient lésés par cette mesure, ce ne serait pas suffisant pour faire envisager la loi comme injuste. La raison en est qu'il

¹ I S. PIERRE. II. 13, 14.

n'est pas toujours possible de garder de justes proportions ; et, conséquemment, tous sont tenus à l'observation de la loi ; — non seulement ceux qu'elle ne lèse pas, mais même ceux qu'elle atteint injustement. Et cela, au moins en vertu de la loi naturelle qui oblige un homme à céder quelquefois de son droit pour le bien public, ou pour éviter un grand scandale.

7. EST-IL PERMIS DE SE RÉVOLTER ?

A la seconde question, nous devons donner la réponse générale, qu'il n'est jamais permis de se révolter de *son autorité privée*, — c'est-à-dire de son propre chef. Cette réponse est vraie, même dans le cas où le gouvernement d'un prince serait tyrannique. Telle est l'enseignement de Léon XIII, dans son Encyclique *Quod Apostolici munera*, du 28 Décembre 1878. Il peut arriver cependant que, dans l'exercice publique de leur autorité, les gouvernants agissent d'une façon injuste et arbitraire, même dans ces circonstances, l'Eglise catholique ne permet pas aux sujets de se révolter sans autres raisons, crainte de plus grands désordres pour la paix et l'ordre de la société, et pour éviter à celle-ci de plus graves préjudices. Et lorsque les choses en arrivent à cette extrémité où il ne reste plus aucun espoir, elle enseigne qu'on ne doit chercher le remède que dans la patience chrétienne, et dans de pressantes prières à Dieu.

Il est expressément dit : *de son autorité privée*, parce que la société, après avoir convoqué en assemblée les habitants d'un état, peut agir contre un tyran qui est trop insolent, peut le déposer et même le mettre à mort, dans le cas où aucun autre remède ne serait possible. La raison en est que

le roi reçoit son autorité de l'état, non pour détruire, mais pour édifier et conserver ; et l'état peut, par conséquent, enlever cette autorité à celui qui commence à s'en servir au détriment manifeste et évident de l'état et du peuple. Telle est l'opinion de saint Thomas qui l'appuie par des exemples ; — bien que quelques théologiens soient d'un avis contraire. Toutefois, il faut se rappeler que la guerre civile donne lieu à des maux bien plus graves que tous ceux que peut occasionner un tyran ; et, dès lors, il est souvent préférable de supporter patiemment l'oppression que de tenter témérairement d'affranchir un pays de ses chefs existants. C'est pour cela que Léon XIII ajoute : « Quand les choses en arrivent à cette extrémité, qu'il ne reste plus aucun espoir de salut, il faut chercher un remède dans les mérites de la patience chrétienne et dans de constantes prières à Dieu. » Ce sentiment est aussi celui de saint Thomas : « Si les secours humains ne peuvent rien contre un tyran, il faut avoir recours à Dieu, le Roi des rois, qui est notre unique appui dans l'adversité,... et, pour que le peuple puisse mériter d'obtenir son assistance, qu'il ait soin d'éviter le péché ; parce que c'est pour punir le péché que Dieu permet quelquefois que les impies exercent le gouvernement et la puissance. »¹

Aussi, trouvons-nous la proposition suivante parmi celles que condamne le Syllabus : « Il est permis de refuser l'obéissance aux princes légitimes, et même de se révolter contre eux. »² Et cette autre a été justement condamnée comme hérétique par le Concile de Florence : « Tout tyran peut et

¹ Voy. HAINÉ : Théologie. De quarto præcepto.

² N° 63.

doit être mis à mort, c'est juste et méritoire, par ses vassaux ou ses sujets ; — on peut le faire par des complots secrets, par des ruses ou des flatteries, malgré tout serment en toute promesse de fidélité, et sans attendre l'ordre d'aucun juge. »

8. DEVOIR DE PAYER LES IMPOTS ET LES TAXES QUI SONT JUSTES

Ce devoir nous est enseigné par l'exemple de notre Sauveur, qui se soumit aux taxes impériales, ordonna à Pierre de payer ceux qui percevaient les impôts, et fit même un miracle dans ce but. C'est aussi dans ce sens que nous devons comprendre son commandement : « Rendez donc à César ce qui est à César. »¹ Saint Paul enseignait aux fidèles le devoir de la soumission aux souverains, non seulement par crainte des châtiments, mais comme un devoir de conscience : « Rendez donc à chacun ce qui lui est dû : le tribut, à qui vous le devez; les impôts, à qui vous devez les impôts; la crainte, à qui vous devez la crainte ; l'honneur, à qui vous devez l'honneur. »² Ainsi veut la raison : Comment les chefs d'un état pourraient-ils gouverner, faire des lois, administrer la justice, défendre leurs sujets, entretenir des armées, si chacun pouvait se dispenser de contribuer aux dépenses communes ? Pour tout homme raisonnable, cette simple réflexion suffit à faire comprendre la justice et la nécessité des taxes et des impôts. Les gouvernants, il est vrai, doivent mettre des taxes et des impôts aussi justes et raisonnables que possible. S'ils excèdent sur ce point, ils auront eux-mêmes un compte sévère à rendre à Dieu ; mais il n'est pas

¹ S. MAT. xxii. 21.

² ROM. XIII. 7.

possible aux simples particuliers de décider par eux-mêmes si les impôts sont justes ou exorbitants.

Les employés du pouvoir assurent en général tous les payements de ce genre ; et, en règle ordinaire, il n'y a pas à craindre qu'on ne puisse obtenir de quoi subvenir à tous les besoins de l'état. Je n'entends pas dire qu'il y a péché dans tous les cas particuliers où l'on peut retenir quelque chose pour des motifs justes et raisonnables. Mais j'aurai à revenir sur ce sujet en parlant des obligations qu'impose le septième commandement.

9. DEVOIR DE VOTER AUX ÉLECTIONS

C'est là un point qui a une grande importance dans le système actuel de gouverner les nations et les peuples, surtout en Italie, en France, en Angleterre et dans tous les pays où existe un gouvernement représentatif. Deux choses sont à considérer relativement à ce devoir : le vote, et le vote pour la personne convenable.

Aller donner sa voix aux élections du gouvernement paraît être un devoir, et s'en abstenir peut être une faute sérieuse. Un éminent prélat français enseigne clairement que l'omission habituelle des devoirs électoraux, uniquement ou principalement par crainte d'inconvénients personnels, de dérangements pour ses affaires, pour ne pas troubler sa tranquillité personnelle, peut devenir coupable, non seulement devant les hommes et au point de vue de l'ordre social, mais aussi devant Dieu et au point de vue de l'ordre spirituel et surnaturel ; et cette faute peut devenir assez grave de sa nature pour mettre en péril le salut éternel d'un homme. Ne dites pas, pour vous excuser : « Mon vote ne sera pas d'une grande

importance. » Votre voix, et votre voix seule, peut quelquefois modifier tout un ordre de choses. Il y a plus: en vous abstenant de voter, vous donnez un mauvais exemple à votre prochain. Il imitera votre abstention; et ainsi par là, il y aura deux voix de perdues au lieu d'une, et ainsi de suite: une bonne cause peut être perdue, ou un grave dommage causé à l'état, par suite d'une élection à laquelle des Catholiques ne se seront pas employés par paresse ou par indifférence.

Le second devoir est de voter pour la personne convenable. Pour cela, pas n'est besoin d'être un grand politique. Il suffit de savoir si l'homme pour lequel vous votez est un honnête chrétien. S'il s'agit d'élections municipales, les candidats sont parfaitement connus de tous les habitants. S'il s'agit d'élections parlementaires, nous avons divers moyens de connaître ceux qui cherchent à devenir nos représentants. Les journaux ne sont point, dans ce cas, des guides sûrs; mais souvent ils sont l'unique moyen de connaître un candidat. C'est une très bonne preuve en sa faveur, s'il est soutenu par les journaux bons et honnêtes, quand il en existe; et, d'autre part, quand il est en butte aux critiques et aux récriminations de la presse infidèle et immorale. Un autre moyen plus sûr d'arriver à connaître un digne candidat, c'est de consulter des amis et des voisins qui sont aimés et respectés, et dont la vie est en harmonie avec les principes de la foi. En règle générale, ils ne tromperont pas votre confiance. Ceux qui n'ont aucune autre occasion de se procurer des connaissances politiques suffisantes pour se diriger dans leur conduite aux élections, doivent s'en rapporter à l'avis et aux conseils des autres, mais de ceux-là uniquement qui ont intérêt à défendre l'honneur et le bien

de leur pays, lorsqu'ils ont à soutenir dans l'état un parti plutôt qu'un autre.

10. COMMENT LA LOI DES ÉLECTIONS TOUCHE A LOI MORALE

Pour répondre aux objections qu'on pourrait soulever contre la doctrine que nous venons d'exposer, qu'on me permette de citer un ou deux passages de l'essai théologique du Rev. P. E. O'Reilly, s. j., intitulé : *Le Clergé et la Loi des élections*.

« Ce que j'affirme, c'est qu'il peut y avoir une obligation de conscience, une obligation sous peine de péché, et même de péché grave, de voter pour ou contre un homme particulier dans certaines circonstances. La loi ne supprime pas, et ne saurait supprimer cette obligation. Ce que j'affirme en outre, c'est que, dans le cas où cette obligation existe, qu'on la croit ou qu'on la suppose raisonnablement exister, il n'y a point de mal à la démontrer en particulier ou en public. Il semble vraiment étrange qu'il ne soit point permis à un prêtre de parler à ses ouailles d'une obligation de conscience qu'il croit réelle, et, conséquemment, de leur parler d'un péché que, selon lui, ils commettront en manquant à cette obligation. Chose assez curieuse ! un laïque peut, je présume, parler tant qu'il voudra du péché qu'il y aurait à voter de telle ou telle manière ; mais un prêtre ne le peut pas ! — Et cela nous pouvons le supposer, parce qu'on croirait plutôt celui-ci, et qu'on prêterait fort peu d'attention au dire de l'autre. Après tout, un prêtre ne peut pas faire qu'une chose soit un péché, si elle ne l'est pas. Une autre chose bien

certaine, c'est que, aux yeux de tous les Chrétiens tolérants, et aux yeux d'un grand nombre qui ne sont pas Chrétiens, la position d'un législateur est une de celles qui font beaucoup pour le bien ou pour le mal ; c'est encore que de mauvais législateurs sont un grand mal moral, et que leur choix est une question de morale. Et pourtant, on ne doit pas, semble-t-il, parler d'un péché qui s'y rapporte. En d'autres termes, il ne faut pas parler de la conscience, parce que, où la conscience est en jeu, là se montre le péché. Qu'on ferme le ciel et l'enfer pour qu'on ne puisse les voir ! Je voudrais qu'on fit bien attention qu'il n'est là nullement question d'excès ou d'abus. En serait-il même question, je m'opposerais encore à toute ingérence dans ce qui est du domaine propre de l'Eglise ; mais il n'y a ni excès ni abus. Avec ou sans modération, ne touchez pas à ce qui est coupable ! Je le demande, tout cela est-il vraiment chrétien ?

Faisant allusion aux paroles prononcées par M. Justice Fitzgerald dans le procès d'invalidation de l'élection de Longford, en 1870, le même savant auteur continue : « M. Justice Fitzgerald, parlant de la légitime influence du prêtre catholique, dit : « *Il peut... montrer la droite ligne du devoir moral*, et expliquer pourquoi un candidat doit être préféré à un autre ! Or, je demande ce que c'est que *la ligne du devoir moral*, si ce n'est la ligne de la probité morale opposée à la honte morale ? Et qu'est-ce que c'est que la honte morale, si ce n'est le péché ? Sans contredit, le devoir moral est supérieur aux partis politiques ; c'est quelque chose de plus qu'un simple expédient, puisque les partis politiques et les expédients sont supposés choses indifférentes au point de vue de la conscience. Devoir moral signifie obligation morale. Le mot n'a qu'un sens vrai et naturel, bien qu'il

puisse avoir des objets excessivement variés. Le devoir, par exemple, de respecter la propriété est aussi rigoureusement un devoir moral, et dans le même sens, que celui de respecter la vie du prochain, lors même que le vol n'est pas aussi grand crime que le meurtre. Tout devoir réel a un rapport à Dieu, et aucun devoir réel ne va sans être accompagné d'une sanction divine de récompense ou de châtiment. Ceux qui nient ou ne connaissent pas Dieu et une rétribution future, peuvent, il est vrai, admettre *une sorte* de devoir moral, mais non dans le même sens que les chrétiens. Alors, ou que la *ligue du devoir moral* soit effacée, ou que le péché et ses conséquences disparaissent. »

II. DEVOIR DE PRIER POUR LES GOUVERNANTS ET LES SUPÉRIEURS

Enfin, les sujets doivent prier pour leur souverain et pour les gouverneurs de l'état, selon l'enseignement de l'Apôtre aux Gentils: « Je vous conjure donc, avant toutes choses, que l'on fasse des supplications, des prières, des demandes et des actions de grâces pour tous les hommes, pour les rois et pour tous ceux qui sont élevés en dignité, afin que nous menions une vie paisible et tranquille dans toute sorte de piété et d'honnêteté. »¹ Comme tous les sujets d'un état participent au bien public, ils doivent s'intéresser à sa prospérité et y travailler. Or, d'autre part, le bien public dépend, dans une large mesure, de l'habileté et de la prévoyance de ceux qui gouvernent l'état. Nous devons donc prier Dieu d'éclairer les princes, les gouvernants et les législateurs

¹ I TIM. II. 1, 2.

dans leurs délibérations; le prier de leur donner la sagesse et la prudence requises pour la bonne administration des affaires publiques, la force et le courage de veiller à l'observation des lois et à l'administration de la justice dans le royaume, le zèle pour l'honneur et le bien de la religion, et toutes les autres qualités qui sont nécessaires pour procurer et maintenir la prospérité de la nation, pour travailler au bonheur, à l'honneur et à la paix de ses membres. Tels sont le but et l'objet des prières privées et publiques qu'on offre pour les rois et les gouvernants, et pour tous ceux qui sont constitués en dignité. C'est pour cela que, dans le diocèse de Westminister et dans d'autres diocèses, il est ordonné de faire pour la Reine des prières qui sont récitées ou chantées, en latin ou en anglais, après la messe principale, dans toutes les églises publiques, tous les dimanches.





Le Quatrième Commandement (suite)

CHAPITRE VI

DEVOIRS RÉCIPROQUES DES MAITRES ET DES SERVITEURS

1. Etat de la question.
2. Devoirs des maîtres envers leurs serviteurs: (1) Ils doivent les traiter avec bonté. (2) Les instruire et veiller sur leur conduite. (3) Leur donner le bon exemple. (4) Leur payer des gages convenables.
3. Devoirs des serviteurs envers leurs maîtres: (1) La fidélité. (2) L'obéissance. (3) Le respect et les bons égards.
4. Devoirs des instituteurs envers leurs élèves.
5. Devoirs des enfants envers leurs instituteurs ou leurs tuteurs.

I. ÉTAT DE LA QUESTION

La soumission à l'autorité publique et aux parents a sa raison d'être dans la nature même de l'homme, et elle est nécessaire. D'autres rapports de supériorité et de soumission peuvent naître d'un libre choix et d'un libre accord entre les hommes. Sous ce chef, les principaux devoirs à expliquer sont ceux qui existent entre les maîtres et les serviteurs.

Il n'y a point lieu de discuter ici domination et servitude, de rechercher si l'origine ou le fondement de cet état de choses est dans la nature ou les institutions, ni d'établir la différence qu'il y a entre les personnes réduites à cette condition par la guerre, par un achat, ou par un contrat. Nous n'avons qu'à nous en tenir simplement à l'état de choses qui existe, aux devoirs mutuels et réciproques des maîtres et des serviteurs.

L'inégalité des conditions est nécessaire à la société; elle a sa base dans les besoins réciproques. Rien d'humiliant dans cette inégalité; car la vraie dignité de l'homme consiste dans l'accomplissement de son devoir, indépendamment de la condition et de l'ordre dans lesquels l'a placé la divine Providence. Fidèle à l'ordre que nous avons suivi jusqu'ici en traitant les questions qui se rapportent à ce commandement, nous avons à expliquer d'abord les devoirs des maîtres envers leurs serviteurs; puis, les devoirs de ceux-ci envers leurs maîtres.

2. DEVOIRS DES MAITRES ENVERS LEURS SERVITEURS

Les maîtres doivent traiter leurs serviteurs avec bonté, veiller sur leur instruction et leur conduite, et leur payer des gages raisonnables.

(1) Les maîtres doivent traiter leurs serviteurs avec bonté. Tel est l'avis de l'Apôtre saint Paul qui leur dit: « Vous, maîtres, rendez à vos serviteurs ce que l'équité et la justice demandent de vous, sachant que vous avez aussi bien qu'eux un maître dans le ciel. »¹

Les considérations suivantes sont bien faites pour montrer aux maîtres de quelle bonté ils doivent user vis-à-vis de leurs serviteurs. Ils sont leurs égaux aux yeux de Dieu et aux yeux de la religion. Dieu ne fait exception de personne. Par conséquent, « si, selon les paroles de la Sagesse, vous avez un serviteur qui vous soit fidèle, qu'il vous soit cher comme votre vie; traitez-le comme votre frère, parce que vous l'avez acquis au prix de votre sang. »² Réfléchissez aussi que maîtres et serviteurs sont égaux au point de vue de la nature. Ils sont domestiques; néanmoins ils sont hommes comme vous et vous êtes serviteurs comme eux: ils sont du même sang et de la même chair que vous, et respirent le même air que vous. Leur condition présente n'est qu'accidentelle; car, la même Providence qui vous les a soumis, peut changer l'ordre des choses, éléver les serviteurs et abaisser les maîtres. Une autre pensée qu'on ne devrait jamais perdre de vue: ceux qui sont les serviteurs des hommes peuvent être grands devant Dieu, tandis que beaucoup de maîtres sont peut-être les esclaves de leurs passions, et, par leurs passions, les esclaves du démon. Il est donc évident que les supérieurs ne devraient jamais songer à mépriser leurs serviteurs, ni à les traiter sévèrement; mais qu'ils devraient, au contraire, les traiter avec amour, comme leurs semblables, comme leurs

¹ Col. IV. 1.

² Eccl. XXXIII. 31.

égaux, comme les héritiers, avec eux, d'un même patrimoine de vie et d'éternelle félicité. Ces considérations sont propres à faire accepter par un grand nombre l'avis et le conseil du Sage: « Ne soyez point comme un lion dans votre maison, en vous rendant terrible à vos domestiques, et opprimant ceux qui vous sont soumis. »¹

(2) Les maîtres sont tenus d'instruire leurs serviteurs et de veiller sur leur conduite. En un sens, ils prennent la place des parents vis-à-vis de leurs serviteurs. Parfois, ceux qui sont obligés d'aller en service, sont orphelins; beaucoup y sont réduits par le besoin et la pauvreté des parents. Ne l'oubliant jamais, maîtres et maîtresses remplaceraient, autant que faire se peut, les parents que leurs domestiques ont été forcés de quitter pour les servir. A ce point de vue, les obligations des maîtres sont les mêmes que celles des parents à l'égard de leurs enfants; ils doivent donc veiller et pourvoir à leur instruction par de bons conseils, par une vigilance active, par leurs bons exemples, et par un zèle efficace pour leurs intérêts spirituels. Cette obligation leur incombe plus spécialement envers les jeunes domestiques qui n'auraient pas encore fait leur première communion, et envers ceux qui ne connaissent pas leurs devoirs religieux. Ils sont tenus de les envoyer à la messe le dimanche, et de prendre leurs mesures pour que les ignorants assistent au catéchisme et aux instructions religieuses. Soir et matin, les prières peuvent être récitées en commun par la famille entière, et c'est l'usage dans beaucoup de pieuses familles. De bons livres, des feuilles édifiantes sont mis au service des domestiques, afin qu'ils aient l'occasion de faire

¹ Eccl. IV. 35.

une lecture utile à leurs moments de loisir, les dimanches et les jours de fête.

Les maîtres sont tenus de surveiller la conduite de leurs domestiques, pour qu'ils ne prennent point part à des amusements dangereux, ne fréquentent pas de mauvaises compagnies, n'exposent pas d'autres serviteurs au danger de pécher, et ne soient point la cause de la ruine spirituelle des enfants ou de quelqu'autre membre de la famille. Une maxime habituelle de Constantin le Grand, lorsqu'il chassait de sa maison tous les officiers sans religion, était celle-ci : « Comment peuvent-ils être fidèles à leur prince, s'ils ne sont pas fidèles à leur Dieu ? » Si les domestiques ne sont pas bons chrétiens ils ne seront pas bons serviteurs. Ils seront légers, adonnés à leurs passions, vains, bavards, menteurs, calomniateurs, et souvent peu honnêtes. Le bien de la famille, son honneur, l'innocence des enfants, dépendent beaucoup du caractère et de la conduite des serviteurs. D'où il suit qu'on ne doit pas garder des domestiques irréligieux dans une famille chrétienne, à moins qu'on ait l'espoir de les amender, et de les amener dans la voie de la droiture et de leurs devoirs religieux. C'est une obligation grave, pour ceux qui en sont responsables, d'instruire et de diriger leurs serviteurs dans les choses qui appartiennent à leur bien spirituel. Ce n'est pas assez de subvenir aux besoins temporels de leurs corps, et de pouvoir dire : « Je les nourris, les habille, et prends soin de leur santé ; » si on ne prend soin de leur âme qui, nous le savons, est infiniment préférable à leur corps.

(3) Il est nécessaire de donner le bon exemple à ses domestiques. L'exemple des supérieurs, bon ou mauvais, fait une impression toute particulière sur leurs serviteurs ; et le mauvais exemple agit même plus facilement que le bon.

Si un maître donne de mauvais exemples, il autorise en quelque sorte la conduite perverse des domestiques. Les maîtres sont observés par tous ceux qui sont sous leur autorité; ils devraient donc se tenir constamment sur leurs gardes, afin de ne rien dire et de ne rien faire qui puisse scandaliser ces petits, les faibles et tous ceux qui dépendent d'eux. Il faut qu'ils apportent beaucoup de vigilance dans leurs conversations, de peur de laisser échapper quelques paroles contre la religion, contre les bonnes mœurs, ou contre leur prochain; parce que, dans une famille, on entend tout, ou se souvient de tout, et on redit tout. Si les domestiques entendent qu'on se livre au ridicule et à des plaisanteries contre Dieu et les choses saintes, au sujet des récompenses et des châtiments de la vie future, ils perdront bien vite toute crainte d'offenser Dieu, et s'imagineront qu'ils peuvent impunément faire le mal, pourvu qu'ils échappent à la surveillance. S'ils entendent leurs supérieurs porter atteinte à la réputation et au caractère du prochain, ils n'attacheront pas beaucoup d'importance à la réputation et au caractère de leurs maîtres, et ne se feront point scrupule d'exposer leurs vues. Il est donc de notre propre intérêt d'édifier ceux qui nous servent, ou qui, de quelque façon que ce soit, sont sous notre autorité.

Quand à ces maîtres qui scandalisent leurs serviteurs par leurs discours, leurs exemples et leurs désordres, et qui sont pour eux une occasion de péché, nous devons d'une manière toute spéciale leur rappeler les paroles de notre divin Sauveur: « Si quelqu'un est un sujet de scandale pour un de ces petits qui croient en moi, il vaudrait mieux pour lui qu'on lui attachât au cou une meule de moulin, et qu'on le jetât au fond de la mer. Malheur au monde, à cause des scandales !

Car il est nécessaire qu'il arrive des scandales; mais malheur à l'homme par qui le scandale arrive? »¹

(4) Les maîtres sont tenus de payer exactement les justes gages de leurs serviteurs. C'est là un des premiers devoirs de justice, et la première condition du contrat qui a eu lieu entre le maître et le domestique. Les gages des serviteurs et des ouvriers doivent se payer non seulement avec exactitude mais aussi avec diligence; de façon à ne pas exposer les pauvres à de graves inconvenients en les obligeant à attendre longtemps leur salaire. Cela est d'autant plus nécessaire que souvent, eux et les leurs, comptent sur ce qu'ils gagnent chaque semaine ou chaque mois, pour se procurer la nourriture et les autres choses indispensables. Aussi, lisons-nous dans le Lévitique: « Le prix du mercenaire qui vous donne son travail ne demeurera point chez vous jusqu'au matin. »² C'est bien le sens de la loi si juste donnée par Tobie à son fils: « Lorsqu'un homme aura travaillé pour vous, payez-lui aussitôt ce qui lui est dû pour son travail, et que la récompense du mercenaire ne demeure jamais chez vous. »³ Il est bon que tous les maîtres retiennent cet avis, et que tous les pères le donnent à leurs enfants.

Le péché de diminuer ou de supprimer le salaire des serviteurs est si grand que l'Ecriture le compare à l'homicide: « Celui qui arrache à un homme le pain qu'il a gagné par son travail est comme celui qui assassine son prochain. Celui qui répand le sang, et celui qui prive le mercenaire de sa récompense, sont frères. »⁴

¹ S. MAT. XVIII. 6, 7.

² LÉVIT. XIX. 13.

³ TOB. IV. 15.

⁴ ECCL. XXXIV. 26, 27.

On rencontre des maîtres avares qui diffèrent et retardent de payer les appointements de leurs serviteurs et de leurs employés, jusqu'à ce que ces pauvres malheureux soient obligés de faire des réductions sur la somme qui leur est justement due ; et d'autres maîtres riches qui profitent de la pauvreté et de la misère des gens pour obtenir leur travail et leurs services à un prix inférieur à ce qui est juste et raisonnable. Qu'ils se rappellent les paroles de saint Jacques : « Sachez que le salaire que vous faites perdre aux ouvriers qui ont fait la récolte de vos champs crie ; et que leurs cris sont montés jusqu'aux oreilles du Seigneur des armées. »¹

Ainsi, priver les serviteurs et les ouvriers de leurs gages, c'est un de ces crimes qui crient vengeance vers le ciel ; et le même Apôtre Saint Jacques nous parle du châtiment invoqué sur ces injustes tyrans : « Mais vous, riches, pleurez, poussez des cris et des hurlements, dans la vue des misères qui doivent fondre sur vous. La pourriture consume les richesses que vous gardez ; les vers mangent les vêtements que vous avez en réserve ; la rouille gâte l'or et l'argent que vous cachez : et cette rouille portera témoignage contre vous, et dévorera votre chair comme un feu ; c'est là le trésor de colère que vous vous amassez pour les derniers jours. »²

Non seulement ils doivent percevoir leur salaire ; mais les domestiques ont droit aussi à être convenablement nourris et logés. Les serviteurs ont raison de détester une maison où l'on ne rencontre que pettesses et avarice. C'est dans l'intérêt du maître de leur donner une nourriture bonne, saine et suffisante ; comme il est aussi de son intérêt de gagner l'affec-

¹ S. JACQ. v. 4.

² IBID. v. 1 et seq.

tion de ses serviteurs par des actes de générosité, et d'exercer envers eux non seulement les devoirs de la justice, mais aussi ceux de la charité. Soyez de bons maîtres, et vous aurez de bons serviteurs; soyez des maîtres chrétiens, et vous recevrez de votre Maître céleste une éternelle récompense.

3. DEVOIRS DES SERVITEURS ENVERS LEURS MAITRES

Les obligations des serviteurs se réduisent principalement aux trois suivantes : *la fidélité, l'obéissance et le respect.*

(1) Ils sont tenus d'être fidèles, particulièrement pour garder secrètes et ne point révéler des choses qui pourraient être préjudiciables à leurs maîtres, à leurs employés ou à leur famille. On met en eux une certaine confiance, comptant sur leur discrétion ; la violation d'un secret qui pourrait nuire à une famille ne serait pas seulement une faute contre la charité, mais deviendrait encore, dans ce cas, une faute contre la justice. Ce devoir renferme aussi une active diligence dans les affaires qui leur sont confiées et une vraie sollicitude pour tout ce qui touche aux intérêts de leurs maîtres, d'après ce conseil : « Exhortez les serviteurs à être bien soumis à leurs maîtres, à leur complaire en tout, à ne point les contredire, à ne détourner rien de leur bien ; mais à leur témoigner en tout une entière fidélité ; afin qu'en toutes choses ils fassent honneur à la doctrine de Dieu notre Sauveur. »¹

(2) Ils sont tenus à l'obéissance ; et cela en vertu de leurs engagements et par une raison de justice. Saint Paul dit : « Serviteurs, obéissez en tout à ceux qui sont vos maîtres selon la chair, ne les servant pas seulement lorsqu'ils ont

¹ TIT. II. 9, 10.

l'œil sur vous, comme si vous ne pensiez qu'à plaire aux hommes, mais avec simplicité de cœur et crainte de Dieu. »¹ Et ailleurs : « Vous, serviteurs, obéissez à ceux qui sont vos maîtres selon la chair. »² Cette obéissance, bien entendu, ne doit pas aller jusqu'aux choses mauvaises ou contraires à la loi de Dieu.

(3) Un troisième devoir des serviteurs est le respect. D'où il suit que l'orgueil et l'insolence d'un caractère grave, envers leurs maîtres, seraient une violation de ce devoir. Des marques sérieuses de mépris et des procédés désobligeants deviendraient des fautes plus graves chez des serviteurs ; ces péchés revêtiraient un caractère spécial de malice par le fait même qu'ils seraient commis par des domestiques. Le devoir dont nous parlons signifie que les serviteurs doivent être respectueux dans leurs paroles, qu'ils doivent éviter toute réponse et tout murmure insolents. Ils sont également tenus de parler en bons termes de leurs maîtres en leur absence, afin que les autres en aient bonne opinion. Qu'ils cachent donc leur défauts, et que, tout ce qu'ils ne peuvent pas dire en toute sincérité à leur avantage, ils le gardent pour eux. Il est de ce devoir pareillement de témoigner leur respect dans leurs actions par des manières convenables, modestes, toujours respectueuses en leur présence, se montrant toujours prêts à faire, non seulement ce qu'on leur commande, mais aussi ce qu'ils savent de nature à faire plaisir ou à donner satisfaction, selon les paroles du Psalmiste : « Comme les yeux des serviteurs sont fixés sur les mains de leurs maîtres, et comme les yeux de la servante le sont sur les mains de sa

¹ Col. iii. 22.

² Eph. vi. 5.

maîtresse ; etc. »¹ Ce qui nous indique que les bons serviteurs, non seulement se montreront disposés à obéir promptement lorsqu'on leur commandera quelque chose, mais aussi qu'ils seront prêts à saisir le moindre signe, le moindre regard de leurs maîtres, et qu'ils s'efforceront d'exécuter leurs ordres, et même de les prévenir par la promptitude de leur respectueuse obéissance.

Comme se rapportant à ce commandement, il nous reste, pour le terminer, à parler des obligations réciproques des instituteurs et des élèves.

4. DEVOIRS DES INSTITUTEURS ENVERS LEURS ÉLÈVES

(1) Ils sont tenus par une sorte de justice de leur donner une instruction solide. (2) S'ils ont accepté la charge d'élever leurs élèves, ils sont également obligés, par une sorte de justice, de les former par une bonne éducation morale, et de réprimer leurs défauts.

(3) Siils manquent aux soins que leur impose cette charge spéciale, librement acceptée, en péchant contre la charité, par exemple; en nourrissant de la haine ou en donnant du scandale, leurs fautes sont plus graves, et différent, dans leur espèce, des péchés ordinaires contraires à la charité; parce qu'ils revêtent un désordre spécial contre une espèce de piété qu'ils sont tenus d'avoir pour leurs élèves.

5. DEVOIRS DES ENFANTS ENVERS LEURS INSTITUTEURS OU LEURS TUTEURS

Admises les circonstances où leur enseignement et leur éducation sont confiés à des maîtres et à des surveillants, les

¹ Ps. cxxii. 2.

étudiants et les élèves leur doivent: (1) L'obéissance en tout ce qui exige soumission de leur part. (2) Le respect et l'affection; de sorte que les actes qu'ils se permettraient contre ces sentiments seraient plus gravement coupables que ceux commis vis-à-vis d'un étranger. Ils doivent donc éviter tout ce qui toucherait à la diffamation, au mépris, à la moquerie ou à des choses semblables.

Je voudrais terminer ce chapitre et les explications que j'ai données sur tout ce commandement, en appelant l'attention sur ce devoir particulier imposé par le quatrième précepte, devoir commun aux parents et aux enfants, aux supérieurs et aux inférieurs, aux maîtres et aux serviteurs, — je veux dire le devoir de prier les uns pour les autres. Les parents sont obligés de prier pour leurs enfants et les enfants pour leurs parents. Il faut vivement exhorter les enfants à prier pour leur parents, afin que Dieu leur conserve la vie et la santé. Les maîtres doivent prier pour leurs serviteurs, et ceux-ci pour leurs maîtres; le souverain pour ses sujets, et les sujets pour leur roi; les pasteurs, pour les fidèles confiés à leur sollicitude: et les fidèles sont tenus de prier pour les pasteurs, afin que Dieu daigne toujours leur accorder les lumières et les grâces nécessaires, pour diriger leur troupeau dans le chemin du salut.





Le Cinquième Commandement

1. La raison de ce commandement et l'attention qu'il y faut donner.
2. Obligations qu'il impose.
3. Les péchés qu'il défend.
4. Les devoirs qu'il prescrit.

I. LA RAISON DE CE COMMANDEMENT ET L'ATTENTION QU'IL Y FAUT DONNER

Vous ne tuerez point. Dieu nous a donné cette vie d'ici-bas pour un temps d'épreuve, afin de nous préparer à notre fin dernière, qui est la possession du ciel dans la vie future. Dieu seul est le maître absolu de la vie et de la mort; et, dès lors, personne autre que Dieu ne peut limiter le temps que nous avons à passer dans cette vie. Chacun, par conséquent, a droit de vivre et de préserver sa vie : c'est la raison pour laquelle la loi divine proscrit toute atteinte à la vie humaine comme un crime, que cette atteinte soit notre fait

personnel ou celui d'un autre. Attenter à la vie humaine est un acte d'autant plus criminel qu'il précipite une âme hors de cette vie, sans préparation, et l'expose au danger de la perte éternelle.

Le Catéchisme du Concile de Trente enseigne que les fidèles doivent écouter avec une sérieuse attention l'exposition d'un commandement, dont l'observation est la sauvegarde de leur vie. Ces mots: « Vous ne tuerez point, » défendent par extension toute effusion de sang; et tous doivent les entendre avec une égale satisfaction; comme si Dieu, désignant expressément chaque individu par son nom, défendait qu'aucune injure ne lui soit faite, et accompagnait cette défense de la colère divine et des plus terribles châtiments de son indignation. Si donc, l'énoncé de ce précepte ne peut que nous causer du plaisir; son observation ne doit être pour nous qu'un devoir agréable.

2. OBLIGATIONS QU'IL IMPOSE

Les obligations de ce commandement, comme celles des autres, sont *positives* et *négatives*: il défend et il ordonne. Il défend de tuer; il ordonne les sentiment de charité, de concorde, d'amour, même envers nos ennemis, de paix avec tous les hommes, et enfin la patience et la résignation dans les désagréments que pourraient nous causer les injustes agressions des autres hommes.¹

Comme la partie affirmative de ce commandement renferme les devoirs ordinaires de la charité envers le prochain, il ne sera pas nécessaire d'en parler ici d'une manière spéciale. Nous avons donc, comme la plupart des auteurs qui ont écrit

¹ Voy. Cat. du Concile de Trente, *in loco*.

sur ce cinquième commandement, à nous en tenir aux explications de la partie négative, c'est-à-dire aux différentes choses qu'il défend. Pour que nous ayons devant les yeux, dès le début, un tableau des péchés qu'il proscrit et des devoirs qu'il impose, j'en donne ici une analyse suivant l'ordre du catéchisme de l'Eglise de Gill, avec les textes de l'Ecriture selon la Bible de Douai.

3. LES PÉCHÉS QU'IL DÉFEND

Littéralement: Le meurtre volontaire. —

(1) De soi-même, ou le suicide. Conséquemment, sont défendus par ce précepte, tous actes de nature à abréger notre vie, par exemple, la glotonnerie, l'ivrognerie, etc.

(2) D'un autre: « Quiconque aura répandu le sang de l'homme, son sang sera également répandu; car l'homme a été créé à l'image de Dieu. ¹ Il faut, toutefois, distinguer du meurtre, et dès lors, comme n'étant point coupables, certaines manières d'ôter la vie à un homme; ainsi:

(a) Tuer un homme par accident; (b) dans un cas de légitime défense; (c) dans une guerre légitime; (d) pour satisfaire à la justice, par exemple, le cas d'un meurtrier condamné au dernier supplice.

Moralement: (1) Blesser quelqu'un par des paroles, en lui disant, par exemple, des paroles outrageantes: « Que toute aigreur, tout emportement, toute colère, tout cri, toute médisance, enfin toute malice soit bannie d'entre vous. » ²

(2) Blesser quelqu'un par des actes.

¹ GEN. IX. 6.

² EPHES. IV. 31.

(3) Entretenir de la méchanceté dans son cœur : « Mais maintenant, quittez aussi vous-mêmes tous ces péchés, la colère, l'aigreur, la malice, la médisance. »¹ « Vous avez appris qu'il a été dit aux anciens : Vous ne tuerez point ; et quiconque tuera, méritera d'être condamné par le jugement. Mais moi, je vous dis que quiconque se mettra en colère contre son frère, méritera d'être condamné par le jugement ; que celui qui dira à son frère : Raca, méritera d'être condamné par le conseil ; et que celui qui dira : Vous êtes un fou, méritera d'être condamné au feu de l'enfer. »²

(4) Conserver de la haine dans son cœur : « Tout homme qui hait son frère est homicide. »³

Nous pouvons ajouter, *donner du scandale et de mauvais exemples*, ce qui est causer la mort spirituelle de l'âme, en la privant de la grâce de Dieu. Nous avons donc ici deux choses à considérer : la mort du corps et la mort spirituelle de l'âme, que l'on procure en portant quelqu'un au péché.

4. LES DEVOIRS QU'IL PRESCRIT

(1) L'amour : « Aimez vos ennemis... faites du bien à ceux qui vous haïssent. »⁴ Si votre ennemi a faim, donnez-lui à manger ; s'il a soif, donnez-lui à boire : car en agissant de la sorte, vous amassez des charbons de feu sur sa tête. »⁵ Si Dieu nous a aimés de cette sorte, nous devons aussi nous aimer les uns les autres. »⁶

¹ Col. III. 8.

² S. MAT. v. 21, 22.

³ I S. J. III. 15.

⁴ S. MAT. v. 44.

⁵ ROM. XII. 20.

⁶ I S. J. IV. 11.

(2) Le pardon des injures : « Car si vous pardonnez aux hommes les fautes qu'ils font, votre père céleste vous pardonnera aussi les vôtres. »¹

(3) La prière pour nos ennemis : Notre-Seigneur nous en a donné l'exemple sur la Croix : « Mon Père, pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font. »² Priez pour ceux qui vous persécutent et qui vous calomnient. »³

(4) Secourir les pauvres dans leurs besoins : « Si donc quelqu'un a des biens de ce monde, et que voyant son frère en nécessité, il lui ferme son cœur, comment l'amour de Dieu demeurerait-il en lui ? »⁴

D'après cet aperçu, nous allons étudier nos obligations au sujet des choses principales que défend ce précepte.

¹ S. MAT. VI. 14.

² S. LUC. XXIII. 34.

³ S. MAT. V. 44.

⁴ I S. J. III. 17.





Le Cinquième Commandement (suite)

CHAPITRE I

L'HOMICIDE ET LE MEURTRE

1. Meurtre: définition et sens.
2. Homicide: définition et sens des différents termes usités pour désigner l'homicide.
3. Suicide : sens. Idée qu'en avaient les philosophes païens.
4. Gravité de ce péché.
5. Suicide indirect : quand il est permis. Trois cas où il y a péché contre ce commandement.
6. Causes qui permettent d'exposer sa vie.
7. Si la mutilation est permise.
8. Pénalités encourues par les suicides.

I. MEUTRE : DÉFINITION ET SENS

Nous prenons ici le terme de *meurtre* dans le sens anglais et légal du mot, et il se définit: l'acte d'ôter la vie à quelqu'un commis avec prémeditation et par une personne saine d'esprit. Pour qu'il y ait meurtre aux yeux *de la loi*, il faut que le meurtrier soit sain d'esprit ou en possession de sa raison, et que l'acte soit commis avec malice et prémeditation ; mais la malice peut être implicite ou explicite.

2. HOMICIDE: DÉFINITION ET SENS DES DIFFÉRENTS TERMES USITÉS POUR DÉSIGNER L'HOMICIDE

Homicide est le terme général employé pour désigner l'acte de donner la mort à quelqu'un. Trois sortes d'homicides : *justifiable*, *excusable* et *criminel ou coupable*. L'homicide est *justifiable*, quand il est le résultat d'une nécessité inévitable, sans intention de tuer, et sans négligence ; *excusable*, quand il a lieu par mégarde, ou dans un cas de légitime défense ; *criminel ou coupable*; quand il est perpétré avec malice, ou dans l'accomplissement d'un acte défendu, ou encore dans un mouvement de colère. Se donner la mort, ou, *se suicider* est un homicide criminel et coupable. L'homicide comprend donc le meurtre de soi-même et le meurtre d'une autre personne. Ce dernier peut être involontaire, lorsqu'il n'est pas le résultat de la malice et de la prémeditation, qui constituent essentiellement le meurtre volontaire. Il diffère aussi, aux yeux de la loi, de l'homicide *excusable*, en ce qu'il est la conséquence d'un acte défendu, tandis que l'homicide *excusable* arrive par mégarde. Donnons également quelques

explications à propos de certains autres termes qui désignent l'homicide ou le meurtre, et en rendent le péché plus grave.

Parricide, s'emploie pour désigner le meurtre d'un père ou d'une mère, (ou d'une personne à laquelle on doit le respect.) Le *fratricide* est le crime de celui qui donne la mort à un frère ou à une sœur. Le mot latin *conjucidium*, indique le meurtre d'un époux ou d'une épouse. *Régicide*, désigne le meurtre d'un roi. *Assassinat*, est le terme général pour désigner un meurtre accompli par surprise ou par embûches, le meurtre par violence, ou sur rétribution.

L'homicide peut être aussi sacrilège, soit en raison de la personne qui en est victime, si c'est un prêtre ou une personne consacrée à Dieu; soit en raison du lieu où il est commis, si c'est dans une église ou dans un sanctuaire.

3. SUICIDE: SENS

IDÉE QU'EN AVAIENT LES PHILOSOPHES PAÏENS

3. *Suicide*. — La première espèce d'homicide coupable que nous avons à étudier est le *suicide*. C'est l'acte qui consiste à se tuer soi-même, ou à s'ôter la vie de propos délibéré. Pour qu'il y ait suicide, aux yeux de la loi, il faut que la personne ait l'âge de discrétion et qu'elle possède ses facultés mentales.

Pour les philosophes païens, le suicide était, dans certaines circonstances, entouré d'une auréole de gloire, et nul n'était vraiment considéré comme un grand homme, s'il survivait au déshonneur ou à l'infortune. Un Brutus et un Caton qui ont préféré mourir plutôt que de survivre au déshonneur, à des amis ou à leur pays, sont présentés à l'admiration des hommes comme des héros. Notre Sauveur nous a appris une doctrine qu'ignoraient les païens: c'est que l'héroïsme le plus sublime

consiste à souffrir sans se plaindre, à prendre sa croix et à le suivre.

Il ne faut pas sur ce point blâmer tous les docteurs du paganisme; car quelques-uns ont sévèrement condamné cette coutume criminelle. Parmi ceux-ci. nous pouvons citer Aristote. Nous trouvons dans sa morale, cette phrase qui est digne d'un chrétien: « Pour un homme, mourir uniquement pour échapper à la pauvreté ou aux épreuves, n'est pas de la bravoure, mais simplement de la lâcheté, comme le déclare celui qui n'a pas le courage de les supporter. »

4. GRAVITÉ DE CE PÉCHÉ

Le suicide est un des crimes les plus odieux que l'homme puisse commettre. Ceux qui s'en rendent coupables ne laissent point de place, ou bien peu de place au repentir, à l'espérance et à la charité. En règle générale, les suicidés meurent dans leurs péchés; — bien plus, leur mort est leur crime; et quelle condition épouvantable que celle d'un homme dont le dernier acte de la vie sera la plus grave des fautes! Il est bien vraiment son meurtrier, puisqu'il détruit non seulement son corps, mais aussi son âme.

Il n'est donc jamais permis à un homme de sa propre autorité, de causer directement sa mort. Le précepte « *vous ne tuerez point,* » défend d'ôter la vie de quelque homme que ce soit, et à plus forte raison la sienne propre. Nous ne pouvons point disposer de ce qui ne nous appartient pas, et d'une chose sur laquelle nous n'avons aucun empire, ni aucun droit. Or, Dieu s'est réservé tout droit de vie ou de mort. Dès lors, ni pour éviter le péché, ni pour éviter la mort la plus terrible, il ne serait permis à un homme de

prendre du poison ; et il ne serait point permis non plus à des soldats de se donner la mort, pour ne pas tomber entre les mains d'ennemis cruels et barbares.

Un chrétien ne l'ignore pas : Dieu ne permet point qu'on soit tenté au-dessus de ses forces, et il ne permet jamais que les ennuis et les misères de la vie soient assez violents pour la rendre insupportable. En règle générale, nous voyons que les hommes sont poussés à commettre ce crime par « un concours de circonstances », par la malhonnêteté dans les affaires, par la ruine de l'honneur aux yeux du monde, par une vie de débauche et enfin par l'ivrognerie, dont la conséquence, pour certains s'érigent en jury et portant un verdict, est « la folie accidentelle.» On ne rencontre pas toujours dans ces jugements l'honnêteté et la charité : car il faut nous rappeler qu'il y a une charité qu'on doit aux vivants, non moins qu'à la mémoire des morts. Il y a de très-nombreux cas de « folie accidentelle ; » il ne semble point loyal ni charitable d'associer ces cas aux suicides volontaires ; comme, d'ailleurs il ne serait point charitable de citer comme exemples Achitophel qui, dans son orgueil froissé, se pendit, parce que son avis n'avait pas été pris en considération ;¹ ni Judas l'Iscariote, qui se pendit de désespoir. Il ne serait point charitable non plus de confondre dans notre verdict des cas, comme on en voit parfois, c'est-à-dire, de bons chrétiens, affligés de maladies héréditaires, et qui, sous le poids écrasant des illusions qu'elles leur causent, ou pour d'autres motifs, se laissent aller jusqu'au suicide.

De nos jours, il y a une tendance à dire que le suicide est par lui-même une preuve de folie, et que la victime n'est point responsable. Si vous poussez ce raisonnement trop

¹ II Rois XVII. 23.

loin, vous en arriverez finalement à la justification de tous les crimes.

5. SUICIDE INDIRECT : QUAND IL EST PERMIS TROIS CAS OU IL Y A PÉCHÉ CONTRE CE COMMANDEMENT

Ce qui reste bien établi jusqu'ici, c'est qu'il n'est jamais permis de se donner la mort *directement*. Mais on peut se demander si le suicide indirect n'est pas permis. A cela, nous devons faire la réponse générale : Il n'est pas permis, sans un juste motif, de se procurer la mort, de faire ou d'omettre un acte quand on peut prévoir que la mort s'en suivra ; pour un bon motif, ce serait permis.

Comme explication de ce principe, nous pouvons donner la raison générale que ce qui n'est pas permis de faire directement, ne saurait l'être indirectement sans un bon motif. Et nous en déduisons les conclusions suivantes qui expriment la doctrine admise parmi les moralistes.

(1) Il y a péché grave pour celui qui, par des poisons, par des drogues dangereuses, ou par une vie de débauches, cause sa mort, ou abrège notablement sa vie.

(2) Les gladiateurs, les danseurs de corde, et les autres personnes qui se livrent à des arts dangereux, sont coupables s'ils exercent leur profession avec un danger certain de se tuer. Autre est la décision, s'ils risquent de se tuer dans ces exercices, mais que le danger ne soit qu'éloigné et ordinaire.

(3) Sont coupables de péché, les personnes atteintes d'une maladie dangereuse, qui refusent d'employer les moyens et remèdes ordinaires pour rétablir leur santé ou sauver leur

vie. On n'est pas obligé, dans des cas semblables, de se soumettre à des moyens extraordinaires et peu communs, de subir une opération très douloureuse et humiliante, qui ne donnerait au patient qu'une existence misérable. Les anciens théologiens enseignent qu'un homme ne serait pas tenu de se soumettre à l'amputation d'un ou de plusieurs membres, bras ou jambes, etc., pour sauver sa vie. A notre époque, cependant, ces opérations se font avec tant d'habileté, avec si peu de douleurs et de souffrances, que l'on regarderait comme une folie de ne pas les accepter, quand elles offrent un sérieux espoir de se sauver.

6. CAUSES QUI PERMETTENT D'EXPOSER SA VIE

Pour un bon motif, on peut s'exposer au danger de mort. Ainsi :

(1) Les soldats, pour le bien public, peuvent s'exposer à un danger évident ; par exemple, s'il s'agit d'incendier un vaisseau, de faire sauter une forteresse ; lors même qu'il serait certain qu'ils y périront, parce qu'il y aurait un danger public si ces choses tombaient au pouvoir de l'ennemi.

(2) Afin d'éviter un plus grand péril, il est permis de s'exposer à un moindre : Ainsi, il serait permis de se jeter par la fenêtre d'une maison en feu, s'il n'y a pas d'autre espoir de se sauver.

(3) L'exercice de la charité, un homme n'est pas tenu de se défendre contre un agresseur ; et il peut exposer sa vie au danger pour protéger celle d'un ami, à plus forte raison, celle d'un souverain, d'une épouse, d'un père ou d'une mère, d'un frère ou d'une sœur.

(4) Pour la cause de la foi, les martyrs ont sacrifié leur vie ; et quelques-uns n'ont pas même évité le martyre, lorsqu'ils l'auraient pu.

(5) Pour un motif de vertu, on peut mortifier sa chair et la réduire en servitude, lors même qu'il est facile de prévoir, sans que ce soit le but directement cherché, que la vie en sera abrégée ; mais on ne serait pas exempt de faute, si on pratiquait des austérités excessives, au-dessus de ses forces, d'un danger sérieux pour sa santé ou pour sa vie.

(6) S'il s'agit de travailler au bien spirituel du prochain, il est permis d'exposer sa vie temporelle ; c'est même quelquefois obligatoire. Tel serait le cas pour des prêtres, qui sont tenus d'assister les malades et les mourants dans toute sorte de maladies ; peu importe que ces maladies soient redoutables et contagieuses et quelle que soit la gravité du danger qu'elles pourraient présenter.

7. SI LA MUTILATION EST PERMISE

Ce que nous avons dit du suicide, et des dangers de mort, directs ou indirects, s'applique, toutes proportions gardées, à la mutilation. Le cas de nécessité mis à part, il n'est jamais permis de se mutiler, par l'amputation ou la privation d'un membre, qu'on le fasse soi-même ou qu'on ait recours à l'intermédiaire d'un autre ; qu'il s'agisse d'un bras ou d'une jambe, même d'un doigt. La raison en est que nous n'avons pas un droit absolu sur les membres de notre corps, mais seulement l'usage. J'ai dit que ce n'est point permis, hors le cas de nécessité : ce cas, pour la mutilation, serait l'espoir de sauver le corps entier. Saint Thomas enseigne que, un membre du corps n'étant qu'une partie d'un tout, et étant, eu

égard à ce tout, ce que l'imparfait est au parfait, on peut disposer d'un membre du corps, lorsque c'est utile et nécessaire à la conservation du tout. D'où l'on conclut que, pour sauver sa vie, un homme peut se soumettre à des opérations et à des mutilations, à la perte de ses membres. Et il semble que, toutes les circonstances bien considérées, il devrait se résigner à ces remèdes: j'avoue cependant n'avoir pas trouvé d'autorités suffisantes pour affirmer qu'il y serait tenu sous peine de péché, ces opérations étant toujours regardées comme des remèdes extraordinaires.

8. PÉNALITÉS ENCOURUES PAR LES SUICIDES

Pour montrer la honte et le déshonneur qui accompagnaient inséparablement ce crime épouvantable, les lois ecclésiastiques et les lois civiles ont porté des châtiments contre ceux qui s'en rendent coupables.

Voici les peines ecclésiastiques:

(1) Tous ceux qui, de propos délibéré, se donnent la mort, doivent être privés de la sépulture religieuse, à moins qu'ils n'aient donné, avant leur mort, des signes de repentir dans le cas de doute, si l'acte a été accompli avec délibération, il y a présomption pour la culpabilité; à moins que le contraire ne paraisse probable; comme, par exemple, si le suicidé a été se confesser peu de temps avant, s'il était mélancolique; si c'était une personne de bonnes mœurs et d'une vie vertueuse, on peut aisément conclure que le meurtre n'a pas été volontaire. Si, au contraire, on doute qu'il ait lui-même causé sa mort ou non, on doit lui accorder les bénéfices du doute. Par exemple, si on trouve un homme empoisonné, noyé ou

pendu, et s'il n'est pas sûr que l'acte ait été commis par lui-même ou par un autre, nous accorderons à cet homme les bénéfices du doute, et nous lui ferons une sépulture chrétienne.

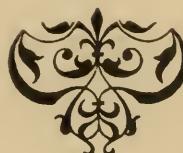
(2) L'irrégularité est la peine canonique de la mutilation, de sorte qu'un homme privé d'un de ses membres, par sa faute ou par le fait d'une autre personne; ne peut pas être promu aux Saints Ordres.

« Le suicide, d'après la loi anglaise,¹ est un crime dont l'effet légal est la confiscation au profit de la couronne, de tous les biens personnels que le coupable possédait au moment où il a accompli l'acte qui a causé sa mort, y compris ce qui lui est dû, mais sans qu'une atteinte soit portée aux propriétés de famille ou au rang. Pour que ces biens reviennent à la Couronne, le fait du suicide doit être prouvé par une enquête.

« Selon la loi écossaise, le suicide entraîne la perte de tous les biens meubles au bénéfice de la couronne, et, aux cours d'assises, à la demande du notaire royal, on peut prouver le suicide contre les héritiers du défunt. »²

¹ Autrefois en France, le corps du suicidé était traîné sur une clie. Il n'y a plus aucune peine dans notre code actuel, ni pour le suicidé ni pour ses héritiers. (N. d. T.)

² Dict. Imp. d'OLGILVIE.





Le Cinquième Commandement (suite)

CHAPITRE II

L'HOMICIDE

1. Il n'est jamais permis de causer directement la mort d'une personne innocente.
2. C'est un crime odieux contre la loi de Dieu et contre la société.
3. La défense de tuer s'étend à tout le monde: aux adultes, aux enfants et même aux enfants avant leur naissance.
4. Soins particuliers que réclame la préservation de la vie des enfants au moment de leur naissance.
5. Châtiments infligés aux meurtriers.
6. Ce qu'il faut penser de la peine capitale infligée au meurtrier.
7. Conclusions de la doctrine enseignée et prouvée.
8. Mort causée indirectement: explications et exemples.
9. Meurtre d'un injuste agresseur: — (1) en cas de légitime défense; (2) pour défendre sa propriété; (3) pour défendre sa vertu; (4) pour défendre son honneur et sa réputation.
10. Ce qui est permis pour sa propre défense, l'est aussi pour la défense d'un autre.
11. La mort d'un malfaiteur doit être le fait de l'autorité publique, et jamais de l'autorité privée. Le *Lynchage* est illicite.

I. IL N'EST JAMAIS PERMIS DE CAUSER DIRECTEMENT LA MORT D'UNE PERSONNE INNOCENTE

Je commence par une proposition: Il n'est jamais permis de tuer directement une personne innocente; en d'autres termes, il n'est jamais permis d'ôter volontairement et injustement la vie à une créature humaine. C'est ce qui est clairement défendu par les termes du commandement: *Vous ne tuerez point.*

Quelques faux docteurs, du temps de Saint Augustin, prétendaient qu'il fallait interpréter ces mots dans le sens d'une défense générale de tuer qui que ce soit; — non seulement d'ôter la vie aux hommes, mais aussi aux animaux; — et, à leur avis, cette défense comprenait les moutons, les bœufs, les volailles,... etc, qu'on tue et qui nous servent d'aliments. On peut dire, en réponse à cette interprétation, que la cruauté et les mauvais traitements envers les animaux dans le but, non de satisfaire aux besoins ordinaires de la vie, mais à une passion déraisonnable, peuvent rentrer dans la catégorie des péchés de colère ou de cruauté, contraires à la loi de Dieu. Mais tuer les animaux pour se nourrir, ne peut pas être une faute, puisque Dieu a donné à l'homme, sur eux, droit de vie et de mort, selon les paroles qu'il adressa à Noé et à ses fils: « Nourrissez-vous de tout ce qui a vie et mouvement; je vous ai abandonné toutes ces choses, pour servir à votre nourriture, comme les légumes et les herbes de la campagne. »¹ Par conséquent, la défense de tuer dans notre texte ne vise que les êtres humains, nos semblables, et c'est pour cela que ce précepte est quelquefois rendu ainsi: « Vous ne commettrez aucun meurtre. »

¹ GEN, IX. 3.

2. C'EST UN CRIME ODIEUX CONTRE LA LOI DE DIEU ET CONTRE LA SOCIÉTÉ

Tuer quelqu'un est un crime abominable contre la loi de Dieu et contre la société.

Les deux plus grands pécheurs que l'Ecriture ait marqués de la flétrissure la plus odieuse, sont deux meurtriers, Caïn et Judas, — l'un, meurtrier de son frère ; l'autre, meurtrier de son Seigneur et Maître, et ensuite de lui-même.

L'homme qui se rend coupable d'un tel crime, obéit aux passions les plus brutales ; c'est pour cette raison que notre divin Sauveur a condamné, non seulement le meurtre lui-même, mais aussi toutes les passions qui y conduisent, telles que la colère, la haine, la vengeance et la jalousie. L'homicide usurpe criminellement les droits de Dieu. Car c'est Dieu lui-même qui « répandit sur le visage de l'homme un souffle de vie, et l'homme devint vivant et animé. »¹ Et Dieu le créa à sa propre image : « Il créa l'homme à l'image de Dieu. »² L'homicide viole aussi de la façon la plus criminelle les droits de son prochain, en le privant du premier et du plus grand de ses biens, celui qui est le plus précieux et le plus sacré, et dont la perte est irréparable. La nature épouvantable de ce crime devient encore plus grave par suite des circonstances qui l'accompagnent : la vie d'un homme lui est enlevée généralement sans aucun avertissement préalable, sans un instant pour se repentir, et même pour une dernière prière. Bien peu nombreux sont ceux qui consentiraient volontiers au sacrifice de leur vie, lors même qu'ils

¹ GEN. II. 7.

² IBID. I. 27.

seraient surpris agenouillés et en prière, ou après avoir reçu les sacrements. Et comme il est affreux de penser qu'une créature humaine a été précipitée dans l'éternité sans préparation, sans un instant de réflexion possible, souvent au milieu de ses plaisirs et de ses jouissances, quand elle était peut-être en état de péché et privée de la grâce de Dieu! Le meurtre est également un crime affreux contre la société. Les divers membres de la société sont unis et ne forment qu'un corps ; ils ont des droits et des devoirs réciproques ; on peut dire qu'ils dépendent mutuellement les uns des autres ; conséquemment, c'est un crime contre ce corps social que d'ôter la vie à l'un de ses membres, — peut-être à l'un de ses membres les plus importants, — c'est un crime qui occasionne les plus grandes douleurs et cause les torts les plus sérieux aux survivants, lorsque la victime est un père, une mère, un époux, une épouse, ou un enfant. Comme Chrétiens, nous sommes tous frères, et nous pouvons nous figurer Dieu disant toujours au meurtrier, comme à Caïn : « Qu'avez-vous fait ? La voix du sang de votre frère crie de la terre jusqu'à moi. »¹

Le meurtre volontaire est un de ces crimes qui crient vengeance vers le ciel. Le sang a une voix forte et puissante : et celle du premier qui fut répandu se fit entendre de la terre jusqu'au ciel.

3. LA DÉFENSE DE TUER S'ÉTEND A TOUT LE MONDE AUX ADULTES, AUX ENFANTS ET MÊME AUX ENFANTS AVANT LEUR NAISSANCE

La défense de tuer s'étend à toutes les créatures humaines. C'est-à-dire, non seulement aux adultes, mais aux enfants, et

¹ GEN. IV. 10.

comprend même les enfants dans le sein de leur mère. Un auteur récent s'exprime ainsi sur ce sujet :

« Tout enfant venant en ce monde a droit de vivre. Dieu a donné la vie à l'enfant, et quiconque l'en prive pèche contre le Créateur. Aussi, dans les pays chrétiens, la loi protège-t-elle jusqu'aux plus tendres créatures. Personne ne peut faire souffrir de la faim, blesser ou tuer un petit enfant sans devenir responsable aux yeux de la loi. Mais il n'en a pas toujours été ainsi. Chez les païens des anciens temps, les parents avaient toute liberté de faire mourir leurs enfants, s'ils ne voulaient pas prendre la peine de les élever. Parmi les Grecs de l'antiquité, il n'y avait qu'un état où il n'était pas permis aux parents de détruire leurs enfants, c'était celui de Thèbes. Là, quand ils ne voulaient pas se donner la peine d'élever leurs nouveau-nés, ils les portaient aux magistrats qui les vendaient aux enchères et les adjugeaient au plus offrant. A Sparte, les parents portaient vers un affreux abîme les enfants qui risquaient de devenir pour eux un fardeau, et y précipitaient ces pauvres petites créatures. En général, ils plaçaient leurs enfants dans des vases en terre, et les laissaient exposés aux bords des chemins ou dans les champs à mourir de faim.

« Il en était de même chez les Romains. Les pères tuaient leurs petits enfants, et personne ne leur en faisait un crime. De fait, un historien, (Tacite) nous dit qu'une chose étonnante était de voir les Juifs et les Germains considérer comme un crime s'ils n'élevaient pas tous leurs enfants. L'empereur Auguste, sous le règne duquel naquit le Christ, ordonna que son petit-fils fût exposé à la mort dès sa naissance. Un auteur chrétien des premiers temps, (Tertullien) écrivit contre cette coutume, et parlait ainsi au peuple

Romain : « Combien y en a-t-il parmi vous, oui, et même des magistrats, qui donnent la mort à leurs enfants? Vous étouffez en eux le souffle de la vie en les noyant, en les laissant mourir de froid ou de faim, ou en les laissant manger par les chiens. »

4. SOINS PARTICULIERS QUE RÉCLAME LA PRÉSÉRATION DE LA VIE DES ENFANTS AU MOMENT DE LEUR NAISSANCE

Afin d'appeler l'attention d'une manière toute spéciale sur l'un des moments les plus critiques de la vie humaine, sur cette époque où il est nécessaire d'employer toutes les précautions et tous les moyens possibles pour la conserver, — je veux parler du moment de notre venue en ce monde, — qu'il me soit permis, même pour l'instruction des Chrétiens, de citer l'exemple des sages-femmes égyptiennes.

Dans les anciens temps, l'Egypte avait une corporation de sages-femmes, dont quelques-unes avaient la charge d'assister les femmes Israélites au moment de leurs couches. Pharaon avait donné des ordres secrets aux deux principales, et par elles aux autres, pour que, en remplissant les devoirs de leur charge, elles aient soin de faire périr tous les enfants mâles, et ne laissent survivre que les filles. Bien que l'infanticide fût un usage commun parmi plusieurs nations de l'antiquité, en Egypte il était néanmoins considéré comme un crime. Et lors même que le Pharaon passait, auprès d'une partie de ses sujets, pour une sorte de personnage divin, on ne pensait pas qu'il pût dispenser des obligations d'une loi morale. Les sages-femmes craignaient Dieu plus qu'elles ne craignaient le roi; et, tout en se disant disposées à accomplir sa volonté, en pratique, elles violaient ses ordres. Elles

épargnaient les enfants mâles ; « et Dieu fit du bien à ces sages-femmes ; et le peuple s'accrut et se fortifia extraordinairement. »¹

Ce fait est bien propre à rappeler aux sages-femmes et aux docteurs que la vie humaine doit être sauvegardée à tout prix ; et, comme elle est exposée à des dangers tout particuliers au moment de la naissance, des soins plus vigilants sont exigés de la part de ceux dont le devoir est d'assister les femmes dans ces occasions.

Depuis l'introduction du christianisme, cette loi morale a reçu des explications plus complètes, et ses principes ont été appliqués par les lois civiles dans les pays chrétiens. La vie est maintenant regardée comme une chose sacrée dès le premier instant de notre existence. Personne n'a le droit de nous la ravir. Elle est protégée par les lois de Dieu et des hommes, par les justes châtiments portés contre ceux qui se rendent coupables de ce crime épouvantable.

5. CHATIMENTS INFILIGÉS AUX MEURTRIERS

Le meurtre entraîne souvent après lui son propre châtiment. Par les desseins merveilleux de la divine Providence, le meurtrier est ordinairement découvert et tombe sous les coups de la loi. Ce crime tourmente la conscience des coupables de terreurs et de remords épouvantables, au point de leur arracher l'aveu de leur forfait, quand il n'y aurait pas de preuves ni aucun indice.

La mort est le châtiment infligé au meurtrier. C'était la punition décrétée par Dieu lui-même, selon l'ordre donné à

¹ EXOD. I. 17, 20.

Noé: « Quiconque versera le sang de l'homme, son sang sera versé aussi, car l'homme a été créé à l'image de Dieu. »¹ Ce commandement ne fut pas d'abord donné aux Juifs, mais à Noé. Il fut renouvelé et promulgué de nouveau dans la loi Mosaïque, selon les paroles que nous lisons au Livre des Nombres: « Vous ne recevrez point d'argent de celui qui veut se racheter de la mort qu'il a méritée pour avoir répandu le sang, mais il mourra aussitôt lui-même. De peur que vous ne souilliez la terre où vous habiterez, et qu'elle ne demeure impure par le sang des innocents, parce qu'elle ne peut être autrement purifiée que par l'effusion du sang de celui qui aura versé le sang. »²

L'homme qui avait volontairement commis un meurtre, — c'est-à-dire, qui avait tué quelqu'un par haine, par vengeance, avec prémeditation et dans un guet-apens, — devait être arraché, non seulement de « la cité de refuge, » mais même « de l'autel du Seigneur, » et aussitôt mis à mort.

6. CE QU'IL FAUT PENSER DE LA PEINE CAPITALE INFLIGÉE AU MEURTRIER

La nature de cet ouvrage ne comporte pas que nous discutions ici les questions: si le meurtre est prévenu par la peine capitale plus que par d'autres châtiments: ou si dans toutes les conditions possibles de la société humaine, il est avantageux de punir le meurtrier de la peine capitale. Mais, ce que je dois affirmer, c'est qu'il était certainement utile et nécessaire d'en agir ainsi dans les conditions qui étaient

¹ GEN. IX. 6.

² NOM. XXXV. 31, 33.

celles du peuple juif à l'époque où furent établies les institutions mosaïques; et il est non moins certain que tous les peuples, quel que soit le degré de leur civilisation et de leur vie morale, ont conservé ce mode de venger la sainteté de la vie humaine.

D'après nos lois, toute personne convaincue de meurtre, ou d'y avoir participé, est passible de la peine de mort. Receler ou tenter de faire échapper un meurtrier rend possible des travaux forcés à perpétuité, ou au minimum de quinze ans ou à un emprisonnement au plus de trois ans, avec ou sans travaux forcés, avec ou sans réclusion. La loi porte aussi que les personnes qui conspireront, s'entendront ou feront un pacte pour donner la mort à quelqu'un, qu'il s'agisse de sujets de sa Majesté ou non, de personnes résidant dans les états de la Reine ou non; que quiconque, par sollicitations, encouragements ou persuasions, aura occasionné un meurtre sur un sujet de la Reine ou autre, — est passible des travaux forcés pour dix ans au plus ou trois ans au moins, ou de l'emprisonnement de deux ans au plus, avec ou sans travaux forcés.¹

Bien que la tentative de meurtre ne soit généralement qu'un délit, elle est qualifiée crime quand elle se produit à l'aide de certains moyens. Ainsi, donner ou faire donner du poison, ou d'autres substances meurtrières à quelqu'un; ou, par quelques autres moyens que ce soit, porter une atteinte grave à sa vie, avec l'intention de lui donner la mort, peut rendre possible des travaux forcés à pépetuité.²

¹ *La loi française contient les mêmes justes sévérités; v. Code pénal, art. 295 et s. (N. d. T.)*

² Cabinet de l'avocat : meurtre.

7. CONCLUSIONS DE LA DOCTRINE ENSEIGNÉE ET PROUVÉE

Il n'est donc jamais permis de causer directement la mort d'un innocent, ni de son autorité privée, ni par l'autorité publique. Cet acte constituerait une injure évers Dieu, qui a seul pouvoir suprême sur la vie humaine ; il est donc intrinsèquement mauvais et un péché grave *ex toto genere suo*, — de sa pleine nature, Dieu le défend aussi expressément : « Vous ne ferez point mourir l'innocent et le juste. »¹ De cette doctrine, nous déduisons les conclusions suivantes.

(1) Il n'est point permis de faire mourir un homme blessé à mort, ou en proie à de mortelles souffrances, pour le délivrer de ses douleurs, parce que nous ne devons pas faire le mal pour procurer un bien.

(2) Il n'est pas permis d'ôter la vie à une personne innocente pour satisfaire un tyran, qui demanderait sa mort sous peine de détruire toute une ville et ses habitants ; même si cette personne consentait à sa mort, parce qu'elle ne peut pas, à proprement parler, consentir à l'abandon de sa vie, qui ne lui appartient pas. Toutefois, il est plus probable que, dans de telles circonstances, cette personne pourrait se livrer elle-même au tyran, pour le bien public et commun ; et il est probable qu'on pourrait la livrer au tyran, malgré son refus de se livrer elle-même.²

(3) Il n'est pas permis de mettre à mort des légats et des otages, lors même que l'ennemi qui les aurait envoyés ne tiendrait pas ses engagements, ou aurait mis à mort les légats et les otages qui lui avaient été envoyés, parce que ces personnes sont innocentes.

¹ EXOD. xxiii, 7.

² S. ALPH. 393.

8. MORT CAUSÉE INDIRECTEMENT : EXPLICATIONS ET EXEMPLES

La défense de tuer un innocent ne doit pas s'étendre à l'action indirecte de tuer et *præter intentionem*, ce meurtre indirect devient parfois permis pour une juste cause. Par exemple : les assiégeants d'un camp ennemi peuvent continuer leur attaque, quoique les femmes non coupables et les enfants, qui se trouvent sur leur chemin, puissent recevoir des blessures et être tués.

Traitant du meurtre *indirect* ou *accidentel*, le Révérend P. J. Rickaby, s. j., nous donne l'enseignement moral commun sur ce point, et l'appui d'un exemple bien choisi : Un homme est tué indirectement ou incidemment, quand il pérît par suite de certains moyens employés pour atteindre une fin déterminée, sans que sa mort soit voulue par celui qui emploie ces moyens, ou lui soit de quelque utilité pour arriver à la fin qu'il poursuit. Un individu va visiter une carrière ; il est debout sur un bloc de rocher. Le carrier est en train de faire sauter ce bloc ; il agit, tout entier à sa mine, sans s'occuper de son visiteur et celui-ci vient à être tué incidemment.» (Et, dans ce cas, le carrier serait coupable de meurtre.) « Cependant, tuer incidemment une personne innocente ne serait pas un acte coupable dans toute espèce de circonstance. Si on poursuit une fin d'une très-haute importance, on peut prendre les moyens d'y arriver, pourvu que l'effusion du sang innocent ne soit pas le moyen choisi pour arriver à cette fin. Car aucune fin, quelque urgente qu'on la suppose, ne peut justifier l'emploi des moyens illicites. Revenons à notre visiteur et à notre carrier : celui-ci est convaincu que si le bloc de rocher sur lequel est le visiteur, ne saute immédiatement, il s'en suivra une catastrophe qui causera la

mort d'un grand nombre de personnes ; il n'a pas le temps de prévenir le visiteur et de le faire échapper : qui oserait le blâmer de mettre le feu à la poudre ? Le moyen de prévenir un grand malheur, ne serait pas la mort du visiteur, mais l'éclat du rocher. La présence ou l'absence du visiteur, sa mort ou sa vie ne font qu'un avec la fin poursuivie, qui n'a aucun rapport à lui. »¹

Il nous reste à examiner les cas particuliers dans lesquels il serait permis de tuer un homme, pour sauver sa propre vie, ou la vie d'une personne innocente ; pour défendre sa vertu, ses biens, son honneur ou sa réputation.

9. MEURTRE D'UN INJUSTE AGRESSEUR

Meurtre de celui qui attaque injustement notre vie. — (1) Si un homme en tue un autre, dans un cas de légitime défense, après avoir épousé tous les moyens possibles pour se défendre sans donner la mort, évidemment, il ne transgresse pas le cinquième précepte. La raison en est dans le principe universellement admis : *Vim vi repellere, omnes leges et omnia jura permittunt.* (Tous les droits et toutes les lois permettent de repousser la violence par la violence.) La loi naturelle ne le prouve pas moins clairement. D'après cette loi, un homme a droit de protéger sa vie, et il peut, pour cela, user de tous les moyens légitimes, et nécessaires pour atteindre cette fin. Or, donner la mort à un injuste agresseur peut-être quelquefois l'unique moyen de se défendre ; et, en ravissant la vie de l'agresseur, on ne viole aucune loi, car celui qui, librement et méchamment, met la vie d'un autre en danger, perd lui-même tout droit à la vie. Il faut

¹ Philosophie Morale : Meurtre direct et indirect.

cependant observer, dans sa propre défense, ce que les théologiens appellent, *moderamen inculpatæ tutelæ*; — c'est-à-dire, faire en sorte de ne rien se permettre contre la vie d'un autre qui ne soit nécessaire à la conservation de la nôtre : tout ce que la nécessité n'excuserait pas, dans ce cas, deviendrait coupable.

Ce que nous venons de dire s'applique même au cas où l'agresseur serait ivre ou fou : dans ce cas, comme dans tout autre, s'il est possible de blesser seulement l'agresseur ou de le mettre hors d'état de nuire, on devrait se contenter de le faire, et ne pas aller au-delà de ce qu'exigerait nécessairement notre propre conservation.

Citons l'enseignement suivant qui est donné sous forme de conseil : Si la personne attaquée est certaine que son agresseur est en état de péché mortel, — chose très vraisemblable, — et qu'il se repentira probablement, son ivresse une fois passée, et que, d'autre part, elle soit moralement sûre d'être elle-même en état de grâce, elle peut par charité, faire le sacrifice de sa vie pour sauver son ennemi de la mort éternelle. Ce résultat offre beaucoup d'incertitude ; et un homme, dans ce cas, fera bien de suivre les mouvements de la nature et de chercher à sauver sa propre vie.

(2) *Voleurs d'argent et de biens.* — Les auteurs ne sont point d'accord pour décider si, pour défendre des biens temporals d'une certaine importance, on peut donner la mort à un voleur ou à un injuste agresseur. Quelques théologiens éminents, tels que Dens et Carrière, soutiennent la négative. Cependant, Saint Alphonse considère l'opinion contraire comme plus probable. La raison de cette dernière opinion est que le précepte de la charité ne nous oblige pas de préférer le bien de notre prochain, même d'un ordre plus élevé,

à notre propre bien, excepté le cas où le prochain se trouverait dans une extrême nécessité. Mais tel n'est pas le cas, quand, de sa propre volonté, il s'expose lui-même à un danger de mort qu'il aurait bien pu éviter. Indépendamment de cette raison, la première opinion, attribuée à Dens et à Carrière, si elle était connue, serait bien faite pour encourager les voleurs et les assassins, convaincus, comme ils le seraient, qu'ils n'auraient qu'à s'adresser aux maisons des bons chrétiens, sans exposer leur vie au danger. Comme règle générale, cependant, il faut admettre qu'on doit punir les voleurs et les détrousseurs de grands chemins, et protéger ses biens, par tous les moyens possibles, sans chercher à leur oter la vie.

(3) *Défendre sa vertu.* — Une question qui se rattache à la précédente est celle-ci: Une femme serait-elle excusable, si elle donnait la mort à un injuste agresseur plutôt que de subir un outrage à sa vertu ou à sa chasteté? Deux opinions: l'une prétend qu'elle ne pourrait pas tuer l'agresseur, dont la vie a plus de prix que sa vertu, et parce qu'elle n'est pas obligée de consentir au péché. Saint Alphonse soutient l'opinion contraire: Une femme, dans ce cas, peut tuer son agresseur, si elle ne trouve pas d'autres moyens de lui échapper. Sa vertu et sa chasteté sont plus précieuses que les richesses et les biens de la terre. Or, comme nous l'avons vu, un homme peut, en certaines circonstances, donner la mort à celui qui le vole. A bien plus forte raison, une femme peut la donner plutôt que de subir les indignités et les violences dont il s'agit. En outre, un misérable de ce genre expose librement sa vie; et peut très bien ne pas s'exposer au danger de la perdre: s'il ne le fait pas, et qu'il n'y ait pas d'autres moyens de lui échapper, la femme peut parfaitement le tuer, et le traiter comme il le mérite.

(4) *Défendre son honneur et sa réputation.* — Il n'est pas permis de tuer quelqu'un qui attaque notre honneur et notre réputation. Si l'injure est déjà commise, par paroles ou par actions, il n'est point permis de se venger, parce qu'on ne peut pas ici invoquer le cas de légitime défense. Si l'insulte n'est qu'à l'état de menaces en paroles, ce ne serait pas une cause suffisante pour tuer l'agresseur ; parce qu'on ne peut pas dire que lui donner la mort soit le moyen de sauvegarder son honneur ou sa réputation. Si un homme en insulte un autre par actions, par exemple, en lui tirant les cheveux ou la barbe, en lui crachant au visage, l'insulte peut être repoussée par actions (*cum moderamine, inculpatæ tulelæ*) ; et si l'ennemi, alors, en vient à des attaques plus violentes, on a recours aux armes ; alors, on peut opposer *les armes aux armes*, (*licitum erit armis arma opponere*.) Alexandre VII a condamné une proposition disant qu'il ne serait pas défendu de tuer un faux accusateur, un faux témoin, et même un juge sur le point de prononcer une fausse sentence, si une personne innocente ne pouvait pas éviter autrement l'injure ou le tort qui en résulterait pour elle. Et Innocent XI condamna une proposition affirmant qu'un homme d'honneur peut donner la mort à un agresseur qui cherche à répandre des calomnies sur son compte, s'il n'a pas d'autres moyens d'empêcher ses injures ; proposition qui prétendait aussi qu'on peut donner la mort à quelqu'un qui nous frappe d'un soufflet ou d'un coup de poing, si ce quelqu'un s'échappe avant d'être châtié.

10. CE QUI EST PERMIS POUR SA PROPRE DÉFENSE L'EST AUSSI POUR LA DÉFENSE D'UN AUTRE

Tout ce que j'ai dit à propos du cas de légitime défense contre un injuste agresseur, s'applique à la défense de notre

prochain dans les mêmes circonstances. Dans tous les cas où il est permis de défendre sa vie, sa vertu ou ses biens en donnant la mort à l'agresseur, on peut la donner pour défendre son prochain et toute personne innocente. C'est-à-dire que, dans toutes les circonstances identiques à celles où il est permis de se défendre soi-même par la mort du provo-
cateur, il est permis d'user des mêmes moyens pour protéger et défendre un innocent.

**II. LA MORT D'UN MALFAITEUR
DOIT ÊTRE LE FAIT DE L'AUTORITÉ PUBLIQUE
ET JAMAIS DE L'AUTORITÉ PRIVÉE. LE *lynchage* EST ILLICITE**

J'ai déjà dit un mot du châtiment infligé au meurtrier. Je dois ajouter qu'il y a encore d'autres crimes pour lesquels il est permis de donner la mort, par exemple, le crime de haute trahison. J'indique donc l'enseignement commun sur cette question et qui est celui-ci: Il est quelquefois permis de mettre un criminel à mort; c'est permis à l'autorité publique; mais jamais il n'est permis de le faire de son autorité privée. La raison qui prouve que c'est permis à l'autorité publique se déduit de la pratique de toutes les législations, et du consentement universel des hommes. En outre, Dieu, qui est l'auteur de la société, lui a conféré le pouvoir et les moyens nécessaires à sa propre conservation et aux progrès du bien public: de ces moyens, la mort d'un malfaiteur est parfois le plus nécessaire.

La raison de la seconde partie de la proposition, — qui refuse ce droit à l'autorité privée, — c'est qu'un tel pouvoir, entre les mains des particuliers, serait non seulement un danger, mais la destruction complète de la paix sociale, et mettrait en péril la vie des citoyens.

De cette doctrine, il faut conclure qu'il n'est point permis à un sergent de ville ou autre gardien de la paix publique, de tuer un malfaiteur qui chercherait à s'échapper et à se sauver. Tel serait le cas, lors même que le criminel aurait déjà été condamné à mort, parce que nul n'a le droit de donner la mort même à un coupable, s'il n'y a été autorisé par un ordre spécial de l'autorité publique compétente. Dès lors, quand nous entendons dire que des sergents de ville ou autres officiers semblables ont fait feu sur des malfaiteurs qui leur résistaient ou se sauvaient, ou sur une foule ameutée; il faut croire qu'il ne leur était point permis d'agir de la sorte, à moins que leur conduite ne soit justifiée par un cas de légitime défense, par la nécessité de défendre des innocents, ou par des ordres particuliers de l'autorité compétente. Sans une de ces raisons, faire feu témérairement sur une foule excitée, et causer la mort de ses semblables, c'est un meurtre, dans le vrai sens du mot.

Il faut aussi conclure de cet enseignement que la loi appelée *loi du Lynch*, est absolument injuste. Le pouvoir de punir les malfaiteurs n'appartient qu'à l'autorité publique et légitime, et non aux citoyens pris en particulier. Nul ne doit être privé de sa vie, de sa liberté ou de ses biens sans les procédures voulues de la loi.

Dans sa *Théologie Morale*, Kenrick dit que « pèchent très-grièvement tous ceux qui, au mépris de l'autorité, s'arrogent le pouvoir de vie et de mort, sans aucune forme de jugement, ou avec un semblant de jugement. »¹

¹ Tr. 3, n° 142; et Tr. 8, n° 165.



Le Cinquième Commandement (suite)

CHAPITRE III

LE DUEL ET LA GUERRE

Le Duel:

1. Ce qu'on entend par un duel.
2. Un duel de son autorité privée, n'est jamais permis ; il peut l'être dans certaines conditions, par l'autorité publique.
3. Propositions sur ce sujet condamnées par Benoit XIV, et excommunication portée contre le duel par les Constitutions de Pie IX.
4. Deux points, au sujet des duellistes, tranchés par la Congrégation de l'Inquisition (1884).
5. Cette détestable pratique dans les anciens temps.
6. Le duel et la loi anglaise.
7. Les questions d'honneur n'exigent point le duel.

La Guerre:

1. Sens du mot *guerre* ; ses divisions.
2. La guerre est permise dans certaines conditions.

3. Trois conditions nécessaires pour qu'une guerre soit légitime :
(1) L'autorité souveraine. (2) Un juste motif. (3) La droiture d'intention chez ceux qui y prennent part.
4. Quelques-unes des causes considérées comme justes.
5. Trois canons ou règles de conduite en temps de guerre.
6. Si les soldats peuvent se battre — (1) lorsqu'il y a doute sur la légitimité de la guerre ; — (2) lorsqu'elle est évidemment injuste.

Le Duel

I. CE QU'ON ENTEND PAR UN DUEL

On entend par duel, le combat de deux personnes, avec des armes pouvant donner la mort, et qui, par une entente préalable, ont fixé le moment et l'endroit de la rencontre, aussi bien que les armes dont elles devront faire usage. C'est un combat singulier, un combat entre deux personnes dans le but de trancher un différend ou une querelle. Un combat inopiné, sans préméditation, s'appelle simplement une rencontre. Dans un duel, on se bat avec des armes qui peuvent donner la mort ; et, dans certains cas, — rares, nous voulons le croire, — avec l'intention de la donner, ce qui est un meurtre de la pire espèce.

2. UN DUEL, DE SON AUTORITÉ PRIVÉE, N'EST JAMAIS PERMIS IL PEUT L'ÊTRE

DANS CERTAINES CONDITIONS, PAR L'AUTORITÉ PUBLIQUE

Le duel engagé de *son autorité privée* n'est jamais permis. Il est contraire à la loi naturelle, parce que Dieu n'a jamais donné à l'homme droit sur sa vie ni sur la vie d'un autre, si

ce n'est dans le cas de légitime défense dont nous avons parlé. Il est aussi contraire aux lois de l'Eglise. Le Concile de Trente appelle le duel une pratique détestable introduite par le démon.¹ Il est contraire aux lois de ces pays-ci: « Si un homme en tue un autre dans un duel prémedité, et par suite d'accusations contre son caractère, quelque graves qu'elles soient, son crime est qualifié meurtre pour lui et pour son témoin, et aussi pour le témoin de celui qui aura été tué; et la simple excitation à se battre, même sans prétexte de provocations de ce genre, est un grave délit. »² J'ai dit, de *son autorité privée*; parce qu'un duel pourrait être engagé, par ordre de l'autorité publique, pour le bien commun; par exemple, pour mettre fin à une guerre, le duel serait légitime dans le même sens que la guerre.³

Il n'est point permis d'engager un duel avec la clause que, quand un des combattants sera blessé, et qu'après un certain nombre de coups ou de passes, la question sera considérée comme vidée; car Clément VIII a défendu les duels même qui ne seraient pas mortels.

3. PROPOSITIONS SUR CE SUJET CONDAMNÉES PAR BENOIT XIV ET EXCOMMUNICATIION PORTÉE CONTRE LE DUEL PAR LES CONSTITUTIONS DE PIE IX

Les propositions suivantes touchant les duellistes ont été condamnées par Benoît XIV:⁴

¹ Sess. xxv. can. 19.

² Cabinet de l'avocat, p. 729.

³ S. ALPH. n°s 399, 400.

⁴ An. 1752. Constit. *Detestabilem.*

(1) Un soldat qui, s'il ne propose ou n'accepte un duel, s'exposerait à passer pour un lâche, un homme timide et méprisable, incapable des devoirs militaires, et qui, de ce fait, risquerait d'être privé de la position qui lui permet de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille, ou de perdre tout espoir d'être promu à un grade supérieur, auquel il aurait d'ailleurs des titres ; — cet homme, dit la proposition, ne serait pas coupable et ne serait possible d'aucune peine, s'il offrait ou acceptait un duel.

(2) On peut excuser ceux qui acceptent un duel pour défendre leur honneur ou pour éviter une disgrâce, ou qui provoquent un duel, quand ils ont la certitude que le combat n'aura pas lieu, parce que des tiers l'empêcheront.

(3) Un général ou un officier ne tombent pas sous les censures ecclésiastiques contre les duellistes, s'ils acceptent un duel par crainte grave de perdre leur réputation ou leur position.

(4) Il est permis à un homme, dans les conditions ordinaires de la vie, d'accepter ou d'offrir un duel, pour défendre honorablement ses biens, s'il n'a pas d'autres moyens d'en prévenir la perte.

(5) Cette licence accordée à un homme, dans les conditions ordinaires de la vie, s'applique à celui qui se trouverait dans les conditions d'une ville mal gouvernée, dans laquelle, par la négligence ou le mauvais vouloir des gouvernants, on refuserait ouvertement de lui rendre justice.

La Constitution de Pie IX, *Apostolicæ sedis*, 1870, porte excommunication contre ceux qui prennent part à un duel. Cette censure frappe ceux qui se battent en duel, ceux qui le provoquent, et ceux qui l'acceptent. Elle atteint également les complices, les témoins, ceux qui l'encouragent et vont y

assister de propos délibéré. Les spectateurs accidentels et les passants ne sont pas atteints par la censure.

4. DEUX POINTS, AU SUJET DES DUELLISTES TRANCHÉS PAR LA CONGRÉGATION DE L'INQUISITION (1884)

Les deux points suivants ont été décidés par la Sacrée Congrégation de l'Inquisition, le 31 mai 1884:

(1) Un médecin ne peut pas, si des combattants le lui demandent, assister à un duel avec l'intention ou dans le but de mettre plus rapidement fin au combat, ou simplement dans le but de soigner ou panser les blessures: il tomberait sous le coup de l'excommunication.

(2) Un médecin ou un confesseur ne peuvent pas, sans être considérés comme présents au duel, se tenir dans une maison voisine ou un endroit déterminé, prêts à donner leurs soins en cas de besoin, et, dans ce cas, l'excommunication les atteindrait.

5. CETTE DÉTESTABLE PRATIQUE DANS LES ANCIENS TEMPS

Comment s'est introduit, dans les anciens temps, cet abominable usage, pour la ruine des individus, et au préjudice de la société, c'est ce que montre bien Carrière, dans son traité de la Justice.¹ En 1617, on a compté qu'en dix-huit ans quatre mille hommes de nobles familles avaient été tués dans des duels. Pendant la minorité de Louis XIV, plus de trois cents membres des meilleures familles périrent de la même façon. Un écrivain, Théophile Raynaud,² dit

¹ N° 810.

² De Virtutibus et Vitiis.

que, de tous ceux qui périrent au-dessous de trente ans de cette mort brutale, jusqu'à cette époque, on aurait pu former une très nombreuse armée pour repousser les ennemis extérieurs, pour fortifier le royaume, et qui aurait été capable d'accomplir de grandes choses pour le bien public.

6. LE DUEL ET LA LOI ANGLAISE

Dans ces pays-ci, et d'après la loi anglaise, comme je l'ai déjà indiqué, celui qui tue quelqu'un dans un duel est considéré comme meurtrier ; lui et ses témoins sont passibles de la peine de mort. Et même dans le cas où le duel n'aurait pas été suivi de mort, et qu'aucun des combattants n'aurait été blessé, le crime est qualifié de tentative d'homicide, et est sévèrement puni. Si l'un des combattants blesse l'autre avec l'intention de le tuer, son acte est qualifié crime; et s'il y a des preuves qui le condamnent, il peut être possible des travaux forcés à perpétuité, ou au moins pour trois ans; ou possible d'un emprisonnement de deux ans avec ou sans travaux forcés.¹

Même si le duel n'est suivi d'aucune blessure, l'action de faire feu sur un individu avec intention de le tuer, ou avec tentative de meurtre, est qualifiée crime et rend possible des peines ci-dessus mentionnées. De plus, quiconque tente de tuer quelqu'un, d'une façon ou d'une autre, doit être considéré comme coupable du même crime.

¹ *Il est regrettable que la loi française contre les duellistes ne soit pas appliquée avec plus de sévérité et de suite. Il faut espérer que le mouvement d'opinion qui se manifeste contre le duel, aura bientôt raison de cet abominable usage.*
(N. d. T.)

Aujourd'hui, les militaires savent qu'ils sont passibles des mêmes peines que les autres citoyens, sur ce point, et que ce crime entraînera certainement pour eux la privation de leurs grades et de leur position. Si un officier est tué dans un duel, sa veuve et ses enfants sont privés de la pension ordinaire qui leur serait autrement allouée. Ces mesures ont entièrement fait disparaître l'affreuse pratique du duel, et il est bien rare qu'on en entende parler dans nos pays.

7. LES QUESTIONS D'HONNEUR N'EXIGENT POINT LE DUEL

Un mot d'un écrivain moderne au sujet de la réponse que l'on fait parfois pour défendre le duel : *l'honneur l'exige !*

L'honneur l'exige ! « Si l'honneur ne peut se défendre que par des barbaries semblables, mérite-t-il réellement d'être défendu ? Un moraliste chrétien proposa jadis d'établir, « un jury d'honneur, » avec pleins pouvoirs pour régler les différends et les réclamations pouvant donner lieu à un duel. Un tel jury aurait pu bien faire en ces jours de conventionalisme où l'on ne pouvait rien dire de mieux d'un chrétien, sinon que c'était un gentilhomme ; quand la religion elle-même était pour « un homme d'honneur » simplement chose tolérable pour ne pas dire « vulgaire, » et que le libertinage le plus effronté ne passait point pour criminel, pourvu qu'il fût « correct. » S'il faut choisir entre les deux, qu'on me permette de le dire, mieux vaut encore le duel que cette morale d'un maître de cérémonies. »

La Guerre**I. SENS DU MOT GUERRE ; SES DIVISIONS**

Le mot anglais *war* vient du Saxon *wær*, d'où *guerre*; et, dans son sens primitif, il signifie lutter, combattre, tourner, entortiller. Aujourd'hui, ce terme s'emploie pour désigner une lutte entre nations ou entre états, lutte à main armée pour se défendre, pour venger une insulte, ou pour demander réparation de torts causés; ou encore lutte pour l'extension du commerce, pour l'acquisition d'un territoire, ou enfin pour obtenir et établir la supériorité et l'empire d'un peuple sur un autre. Tout cela n'a lieu que par le massacre et la captivité de troupes, par la prise et la destruction de vaisseaux, de villes et de propriétés. Chez les peuples non civilisés, souvent la guerre se déclare et se poursuit dans un but de pillage. Comme la guerre est une lutte entre nations ou états, il s'en suit que cette lutte doit toujours être autorisée par le monarque ou par l'autorité souveraine de la nation. Lorsque la guerre commence par l'attaque d'une nation en paix, on l'appelle *offensive*, et cette attaque est *agressive*. Si on n'entreprend la guerre que pour repousser l'invasion ou les attaques d'un ennemi, on l'appelle *défensive*, et une guerre *défensive* est toujours regardée comme *justifiable*. Quand la guerre naît entre différentes parties ou divers membres d'une même nation, ou entre le gouvernement établi d'une nation et une partie du peuple qui lui résiste, c'est alors ce qu'on appelle une *guerre civile*. Un grand nombre des guerres, qui ont désolé les peuples et inondé la terre de sang étaient injustes. Qu'il serait heureux pour le genre

humain que l'esprit de guerre et l'ambition des grands, puissent faire place à l'ambition d'être bon !

Après cet exposé du sens et des différentes espèces de guerres, nous avons à la considérer au point de vue moral.

2. LA GUERRE EST PERMISE DANS CERTAINES CONDITIONS

La *guerre*, non seulement quand elle est *défensive*, mais encore lorsqu'elle est *offensive*, est juste, si elle est accompagnée des conditions voulues et requises. Nous en avons la preuve dans ce fait, que la guerre n'est contraire à aucune loi humaine ou divine. Elle n'est pas contraire à la loi naturelle, parce que (1) parfois il n'y a pas d'autres moyens de résister à la violence d'un injuste agresseur, ou de défendre les droits d'un peuple et d'un état; et, (2) parce que la guerre a pour fin la paix et la sécurité publiques.

Elle n'est pas contraire à la loi des nations. Au contraire, il semble que la guerre a été établie par cette loi, et on la trouve mêlée à l'histoire et aux mœurs de tous les peuples et de toutes les nations. Selon le mot de Tite-Live : *Jure gentium ita comparatum est, ut arma armis propulsentur.* (La loi des nations veut qu'on résiste aux armes par les armes.) Elle n'est pas opposée à la loi divine, parce que, dans l'Ancien Testament, nous voyons que Dieu a quelquefois commandé aux Israélites de faire la guerre; elle n'est condamnée nulle part dans le Nouveau Testament.

Saint Augustin dit: « Si la morale et l'enseignement chrétiens condamnaient absolument la guerre, ce conseil de salut aurait été donné, dans l'Evangile, à ceux qui le demandaient, de déposer leurs armes et de quitter le service militaire. Mais tout autre fut la réponse: « Ne faites tort à personne,

et contentez-vous de votre salaire. » Le Christ, qui ordonnait aux soldats de se contenter de leur paye, ne leur défendit point de continuer leur service militaire. Nous pouvons donc en conclure que, dans certaines circonstances, la guerre est légitime, et qu'on n'est pas toujours coupable en prenant part à une guerre. »

3. TROIS CONDITIONS NÉCESSAIRES POUR QU'UNE GUERRE SOIT LÉGITIME

Trois conditions sont nécessaires pour rendre une guerre juste ou justifiable :

(1) L'autorité du monarque ou du pouvoir souverain du pays, à qui il appartient de déclarer la guerre. C'est au roi ou au chef suprême de l'état qu'est confié le soin du bien public ; conséquemment, c'est à lui qu'il appartient aussi de le protéger contre les ennemis du dehors.

(2) *Un motif juste*; — c'est-à-dire qu'il faut ne déclarer la guerre à un peuple ou à un état, qu'autant que ce peuple ou cet état s'est rendu coupable d'une faute grave, et a donné une raison juste et suffisante pour qu'on lui inflige le châtiment mérité.

(3) *La droiture d'intention chez ceux qui engagent la lutte*; — que leur but soit de procurer le bien ou de redresser des torts. Il pourrait arriver qu'on ait pour soi l'autorité compétente qui déclare la guerre et une cause juste; et cependant que la guerre fût injuste par suite de motifs et d'intentions coupables, selon le sentiment de saint Augustin qui disait: « Le désir de faire du mal, la cruauté de la vengeance, un état d'esprit irrité et implacable, les barbaries de la rébellion,

la coupable ambition de dominer, — sont tout autant de choses blâmables, si elles accompagnent une guerre. »

4. QUELQUES-UNES DES CAUSES CONSIDÉRÉES COMME JUSTES

Parmi les causes qui légitiment une guerre, on cite les suivantes:

- (1) L'acquisition de terres ou de droits revenant au prince ou à l'état.
- (2) La punition d'une grave injure faite à des représentants.
- (3) La sédition en révolte des sujets.
- (4) Les secours donnés par une autre nation à des rebelles.
- (5) La violation d'un traité ou d'une convention.
- (6) Le refus non motivé d'un travail inoffensif.
- (7) Les secours à prêter pour défendre une nation alliée, et autres conditions semblables.

L'agrandissement d'un empire ou d'un état, le désir de la gloire, ne sont point des causes légitimes de guerre.

5. TROIS CANONS OU RÈGLES DE CONDUITE EN TEMPS DE GUERRE

Nous avons trois canons ou règles de direction dans la guerre, qui nous viennent d'un auteur appelé Victoria O. P., vivant vers le milieu du seizième siècle.

Règle 1. — Dans la supposition qu'un roi a l'autorité de déclarer la guerre, avant tout, il ne doit point chercher des occasions ou des causes pour la provoquer, mais s'efforcer autant que possible de « rester en paix avec tout le monde » selon l'avis de saint Paul aux Romains.¹ Il doit se rappeler

¹ ROM. XII. 18.

que tous les hommes sont nos frères, que nous sommes tenus de les aimer tous comme nous-mêmes, que nous n'avons tous qu'un seul Maître et Seigneur, au tribunal duquel nous rendrons nos comptes: Ce n'est que devant une nécessité absolue qu'il doit en venir à déclarer la guerre, et à assumer une si lourde et si terrible responsabilité.

Règle 2. — La guerre une fois commencée, pour une cause juste et par nécessité, il doit la poursuivre, non pour la ruine du peuple contre lequel il combat, mais pour sauvegarder les droits de sa nation, pour défendre son pays et ses sujets, et pour rétablir la paix et la sécurité.

Règle 3. — Quand il a remporté la victoire et mis fin à la guerre, son devoir est de traiter les vaincus avec modération et avec une charité chrétienne, de se considérer comme arbitre entre les deux républiques ou les deux états, dont l'un a été victime de l'injure faite par l'autre; son devoir est de se comporter alors, non comme un vengeur et un accusateur, mais comme un juge tenu de sauvegarder les droits légitimes de l'un et de l'autre parti. Je puis affirmer qu'il n'est pas possible que la guerre soit *matériellement* juste de part et d'autre; elle peut l'être *formellement* des deux côtés par l'ignorance invincible, par la bonne foi du parti qui a tort.

6. SI LES SOLDATS PEUVENT SE BATTRE

Voici une question théorique que les moralistes posent ordinairement en parlant de la guerre, et que je note en passant:

Les soldats peuvent-ils se battre (1) lorsqu'il est douteux que la guerre est juste; (2) lorsqu'elle est manifestement injuste?

Si le soldat est un sujet du pouvoir belligérant et qu'il soit déjà enrôlé, il doit combattre, lors même qu'il pourrait avoir

des doutes sur la légitimité de la guerre. Il n'a qu'à présumer que les autorités compétentes ont suffisamment considéré et étudié la question. S'il est étranger, ou seulement dans l'intention de rejoindre l'armée, et que la rumeur circule, et s'il y a des probabilités que la guerre est injuste, son devoir est de prendre des informations aussi rigoureuses que possible et autant qu'il peut se rendre compte de la chose, et de dissiper ses doutes avant de rejoindre témérairement une armée qui est sur le point de causer à d'autres des torts graves et injustes.

Dans le cas où la guerre est évidemment injuste, personne, étranger ou non ne peut y prendre part sans se rendre coopérateur ou complice de l'injustice. Toutefois, tant qu'un soldat ne peut pas s'échapper de l'armée sans courir un grave danger, il est excusé de faute. Mais il devrait, autant que possible, s'abstenir de causer des dommages injustes aux ennemis, et s'efforcer de garder une attitude défensive, à supposer qu'une telle conduite soit possible, et s'en tenir aux actes et aux devoirs qui sont indifférents de leur nature.

Terminons ce chapitre par les paroles de saint Augustin : « Ceux qui font des guerres légitimes, et ceux qui, constitués en dignités, conformément aux lois, mettent les malfaiteurs à mort, ne violent pas le commandement qui dit : « Vous ne tuerez point ; » car, de même que l'épée n'est pas coupable de meurtre, ainsi ne l'est pas non plus le ministre du juge, ni le juge qui est le ministre de Dieu. »



Le Cinquième Commandement (suite)

CHAPITRE IV

PÉCHÉS DU CŒUR ET DE LA LANGUE DÉFENDUS PAR CE COMMANDEMENT

1. Colère : origine et sens de ce mot.
2. Quand la colère est coupable.
3. Quand elle est un péché grave.
4. Envie : sens de ce vice.
5. Tristesse non coupable et tristesse coupable : exemples.
6. Nature du péché d'envie.
7. Cinq péchés provenant de l'envie.
8. Haine : deux sortes de haines.
9. La haine qui est coupable.
10. Le mot « *haïr* (*hate*) » usité en Anglais.
11. Péchés de la langue : ceux que défend ce précepte. — les contrariétés, les discussions auxquelles on peut ajouter les coups.
12. Quand une discussion ou controverse est permise, et quand elle ne l'est pas.
13. Querelles amenant les batailles ; quand elles sont licites, et quand elles sont illicites.
14. Remarques, en forme de conclusion, sur le prix de la vie humaine.

Les péchés du cœur défendus par ce commandement sont : la colère, l'envie et la haine ; ceux de la langue sont : les disputes, les querelles et les paroles injurieuses. Afin que nos explications sur ce commandement puissent comprendre tout ce qu'il est nécessaire que la généralité des chrétiens sachent au sujet de leurs devoirs, je consacrerai ce chapitre à la considération de la nature et de la malice de ces vices et de ces péchés, pris séparément et dans l'ordre convenable. Les vices et les péchés ci-dessus nommés tombent sous ce précepte, non seulement parce qu'il défend toute préparation au meurtre et tout acte qui tremperaient nos mains dans le sang de notre prochain, mais aussi parce qu'il défend toutes les causes et toutes les occasions de nature à conduire au meurtre. Commençons par les péchés du cœur.

I. COLÈRE: ORIGINE ET SENS DE CE MOT

Le mot *anger*¹ vient de *ango*, suffoquer, vexer. La colère est une émotion violente et passagère de ressentiment ou de déplaisir à l'égard de ceux que nous croyons nous avoir offensés. On peut encore la définir : une émotion violente du cœur contre les personnes ou les choses qui nous déplaisent. Plus longuement, on la définira : une passion violente de l'âme, excitée par un tort réel ou supposé, suivie habituellement d'une inclination à tirer vengeance, ou à exiger réparation de ceux qui nous ont offensés. Cependant cette passion a divers degrés de violence ; et, chez les cœurs bien nés, elle peut n'être accompagnée que du désir de réprover ou corriger l'offense. La colère peut aussi avoir pour cause

¹ Le mot anglais *anger* (prononcez : an'g'-gheur,) a la même signification que le mot français *colère*. (N. d. T.)

l'injure faite à un parent, à un ami, à un parti dont on est membre. Elle peut être poussée à certains degrés par la cruauté, l'injustice ou l'oppression dont sont victimes des personnes avec lesquelles nous n'avons aucun attachement immédiat, ou la communauté à laquelle nous appartenons. Il n'est pas rare de voir cette passion excitée par de révoltantes absurdités, surtout dans les controverses ou les discussions. La colère peut être enflammée au point d'en arriver à une sorte de rage et de folie momentanée. D'elle-même, elle n'est pas nécessairement un péché. L'Apôtre nous dit : « Si vous vous mettez en colère, gardez-vous de pécher. »¹ Elle peut provenir d'un saint zèle. Elle peut être juste, et elle l'est quand elle ne dépasse pas un sentiment modéré, qu'elle a une cause juste, et lorsque le désir du châtiment est proportionné à l'offense.

2. QUAND LA COLÈRE EST COUPABLE

La colère est coupable, dans *son mode*, lorsqu'elle est *excessive*; — c'est-à-dire, lorsqu'elle va jusqu'à un emportement indigné qui obscurcit la raison, et l'étouffe comme dans un tourbillon; lorsque les motifs qui la font naître ne sont pas contenus dans les limites de la modération, au point qu'elle éclate en extravagances, en insultes, en paroles fausses et en actes violents. Elle est coupable dans *son objet*, — quand elle cherche à tirer vengeance d'une personne pour un tort qu'elle n'a réellement pas causé, ou qu'elle exagère l'offense; ou encore, lorsqu'elle poursuit la vengeance par des moyens illicites, par la calomnie, en voulant nuire à une personne qui ne nous a offensés que d'une manière

¹ EPHES. IV. 26.

secrète et non publique ; lorsqu'elle poursuit le coupable d'une façon impitoyable, lors même qu'il mérite d'être châtié. Dieu dit : « La vengeance m'appartient, et je saurai l'exercer. » Nous ne devons chercher qu'à réparer les torts, et non point à en causer à autrui.

La colère est coupable quand elle est *injuste* et *de longue durée*. Il faut donc prendre garde que la passion ne nous aveugle pas, et ne nous porte point à faire de faux jugements. Nous sommes exposés à nous tromper, et nous pouvons très bien supposer qu'une chose a été faite contre nous avec intention, quand elle ne l'a été que par accident. Il serait bon de nous rappeler aussi le conseil de Saint Paul : « Que le soleil ne se couche point sur votre colère, »¹ si nous nous sentons portés à l'irritation et à la méchanceté. Il faut que la colère soit vite passée, prête à disparaître, dès qu'il se présente une occasion de pardonner.

3. QUAND ELLE EST UN PÉCHÉ GRAVE

Lorsqu'elle est injuste et poursuit la vengeance, la colère est de sa nature un péché grave. Quand elle n'a pour objet que des choses inanimées, comme lorsqu'un homme s'emporte contre l'instrument de son travail, qu'il brise la plume dont il se sert pour écrire, le péché n'est que vénial de sa nature, à moins que la passion ne le fasse par hasard éclater en malédictions et en blasphèmes.

Une personne portée à pécher par colère fera bien de se rappeler la douceur du Christ : « Qui, quand on l'a chargé d'injures, n'a point répondu par des injures ; quand on l'a maltraité, n'a point fait de menaces ; »² et qui a prié pour

¹ EPHES. IV. 26.

² I S. P. II. 23.

ses bourreaux. Elle devrait se rappeler aussi combien de fois elle a donné lieu à Dieu de se mettre en colère contre elle, et combien il arrive souvent que les maux, conséquences ordinaires de la colère tombent principalement sur celui qui se livre à cette passion.

4. ENVIE : SENS DE CE VICE

Ce vice est une tristesse ou un mécontentement que l'on ressent du bien temporel ou spirituel du prochain, ou une joie que l'on éprouve des maux qui lui arrivent. D'après saint Thomas, l'envie est une tristesse du bien du prochain, en tant que l'on se regarde soi-même comme frustré de ce bien ; comme si un homme éprouvait de la tristesse de ce qu'un autre devient son égal en honneurs et en richesses, s'imaginant que ces honneurs et ces biens sont une perte pour lui-même. Si quelqu'un, pour d'autres motifs que ceux-ci, ressent de la tristesse à la vue de la prospérité de son voisin, ce n'est plus de l'envie. On pourrait faire de l'envie une peinture plus détaillée, et dire qu'elle consiste à éprouver un malaise, une peine, un mécontentement à la vue d'une supériorité qui nous domine, d'une réputation, d'un bonheur dont jouit un voisin ; à souffrir de la prospérité d'un autre, à s'inquiéter et à se tourmenter de l'élévation réelle ou supposée de quelqu'un, et le haïr en raison de ce bien.

On peut encore ajouter que l'envie est une tristesse qui trouble l'âme à la vue des avantages que possède l'un de nos semblables, et qui nous peine comme si ces avantages étaient un mal pour nous ; ou, en d'autres termes, qu'elle est une jouissance que nous éprouvons en voyant ou en entendant

dire qu'il est arrivé quelque chose de fâcheux à notre prochain ; ou enfin, qu'elle est un déplaisir que nous ressentons à la vue des dons naturels et des faveurs divines qui lui sont accordés et dont nous sommes privés ; ou une joie de ce qu'il a certains travers naturels, des défauts et des infirmités.

5. TRISTESSE NON COUPABLE ET TRISTESSE COUPABLE EXEMPLES

D'où nous tirons les conclusions suivantes : (1) Ressentir de la tristesse en voyant des faveurs accordées à des personnes qui en sont indignes et qui ne les méritent nullement, ce n'est pas de l'envie, mais de *l'indignation* ; — et c'est une indignation très-juste, si nous l'éprouvons parce que l'honneur de Dieu et le bien du prochain risquent d'être compromis par ces personnes auxquelles sont confiés certains pouvoirs et certaines situations. *L'indignation* serait coupable, bien entendu, si elle avait pour objet des faveurs accordées par Dieu à des pécheurs que nous en jugeons indignes.

(2) Etre triste d'un bien qui peut devenir un mal pour nous, n'est pas de l'envie, mais la *crainte du mal*. Ainsi, éprouver de la peine, parce que notre ennemi se trouve favorisé d'une telle façon qu'il pourra nuire à nous et aux autres, et qu'il nuit en effet, est une peine causée, non par le bien du prochain, mais par le mal qu'il est à même de nous faire. D'autre part, comme il ne nous est pas possible de voir le cœur et d'apprécier les capacités des autres, il peut bien se faire que nous ne les jugions pas à leur juste valeur, et qu'ils soient capables de remplir leurs charges mieux que nous ne le supposons.

(3) La tristesse ressentie des avantages du prochain, non parce qu'ils sont un bien pour lui, mais parce que nous en sommes privés nous-mêmes, n'est pas de l'envie, mais de l'émulation, et celle-ci n'est pas un péché, d'après les paroles de saint Paul : « Ayez plus d'empressement pour les dons qui sont les meilleurs ; et je vais encore vous montrer une voie beaucoup plus excellente. »¹ Ainsi, sans aucune mauvaise intention à l'égard d'une personne, je puis légitimement être peiné qu'elle ait obtenu une charge ou un emploi que je désirais. Les étudiants, dans les arts et dans les sciences, quand ils voient les progrès des autres, peuvent être attristés de leur peu d'avancement, et seront par-là excités à faire plus d'efforts. Un artisan, qui voit son voisin soutenir sa famille par ses succès et son habileté, peut être peiné de se sentir incapable d'arriver à la même prospérité. Un marchand et un maître d'hôtel, à la vue des nombreux acheteurs et clients qui fréquentent le magasin et l'hôtel de son voisin, peuvent s'attrister, non de ce qui est un bénéfice pour le prochain, mais de la perte qui en résulte pour eux-mêmes.

6. NATURE DU PÉCHÉ D'ENVIE

L'envie, de sa propre nature, est un péché mortel, parce qu'elle est directement opposée à l'amour du prochain. Elle n'est souvent qu'un péché vénial en raison de l'imperfection de l'acte et du peu d'importance de la matière. Le genre le plus détestable de l'envie et le plus grave péché de cette nature, c'est d'éprouver de la tristesse à la vue des faveurs

¹ I COR. XII. 31.

spirituelles et surnaturelles du prochain, comme porter envie à quelqu'un à cause de certaines grâces, à cause de ses vertus, de la sainteté de sa vie, nous imaginant que sa vertu diminue la nôtre et nous est un reproche. C'est le péché contre le Saint-Esprit, connu sous la dénomination « d'envie du bien spirituel d'autrui ; c'est l'envie contraire à la charité fraternelle. »¹

L'envie est cette torture du cœur qui est tout l'opposé de la charité. L'envie s'alimente de l'estime de soi ; elle déteste de voir les autres meilleurs, plus heureux, plus estimés, plus prospères. Elle est un *pur égoïsme*, qui désire pour lui tous les avantages. Elle est une *bassesse de l'âme*, qui ne peut souffrir de se voir quelque chose de supérieur. Elle est un *jugement faux*, qui donne une fausse interprétation à tout ce qu'elle voit faire par la personne qu'elle jalouse. Elle n'est qu'*hypocrisie*, car elle sait le caractère méprisable de ses sentiments et elle les cache sous toute espèce de déguisements. Elle est la plus funeste de toutes les maladies spirituelles ; elle est à l'âme ce que la rouille est au fer, le chancre à un corps, rongeant, détruisant tout bonheur, toute gaieté, toute amabilité : elle empoisonne toute vie.

7. CINQ PÉCHÉS PROVENANT DE L'ENVIE

De plus, elle est la mère féconde d'un grand nombre de péchés. Saint Thomas mentionne les cinq suivants : (1) La haine, qui souhaite du mal à la personne jalousee ; (2) la mauvaise langue et la médisance, qui est la ruine de toute amitié ; (3) la calomnie, qui blesse la réputation du prochain ;

¹ Haine, Tract. *De Peccatis.*

(4) la satisfaction du malheur d'autrui ; (5) la peine du bien qui lui arrive ; — peine qui fait le tourment continual de la personne envieuse. — Comme remèdes à ce vice, il faudrait nous rappeler : (1) que plus que les autres, il rend un homme semblable à l'esprit mauvais, d'après les paroles de la Sagesse : « La mort est entrée dans le monde par l'envie du diable ; et ceux qui se rangent de son parti, deviennent ses imitateurs ; »¹ et (2) que nous devons mépriser les honneurs humains, selon les paroles de l'Apôtre : « Ne nous laissons point aller à la vaine gloire, nous piquant les uns les autres, et étant envieux les uns des autres. »²

8. HAINE : DEUX SORTES DE HAINES

Deux sortes de haines : (1) la haine d'inimitié, par laquelle nous souhaitons du mal à notre prochain ; et (2) la haine d'abomination, qui nous fait prendre en horreur la personne ou les qualités du prochain. La haine peut avoir pour causes les offenses ou les torts que nous a causés un de nos semblables, ou l'envie et la jalousie ; et, dans ce dernier cas, elle est ordinairement accompagnée de malveillance et de méchanceté.

Quand elle a le mal pour objet, la haine est un sentiment louable ; telle est la haine du vice ou de la bassesse.

9. LA HAINE QUI EST COUPABLE

La haine d'inimitié est de sa nature un péché grave. Poussée à certains degrés de désordre, elle est pire que les

¹ SAG. II. 24, 25.

² GAL. V. 26.

actes extérieurs faits pour nuire au prochain, mais, si l'on considère le tort causé, les péchés extérieurs font plus de mal que la haine intérieure.

10. LE MOT « HAÏR (*hate*) » USITÉ EN ANGLAIS

Tel qu'il est usité en anglais, le terme *to hate*, haïr, ne se prend pas dans le sens rigoureusement théologique. Il signifie ressentir un profond dédain, une aversion; il est moins fort que les mots *abhorrer*, *détester*, *abominer*, à moins qu'on ne le prononce d'une façon particulière.

Aux péchés du cœur, nous devons ajouter ceux de la langue, que défend particulièrement ce précepte.

II. PÉCHÉS DE LA LANGUE

Il défend toute discorde; et, par cette expression, il faut entendre les *contrariétés* du cœur et de la volonté, les *disputes* et les *coups*.

12. QUAND UNE DISCUSSION OÙ CONTROVERSE EST PERMISE ET QUAND ELLE NE L'EST PAS

Dispute veut dire controverse irritée ou combat en paroles. Si la dispute attaque les vérités du domaine de la foi, les bonnes mœurs ou la justice, d'une manière sérieuse, elles est un péché mortel. Si elle attaque les mensonges pour défendre la vérité avec modération et sans emportement, elle n'est que juste et louable. Attaquer l'erreur même avec amertume et

violence n'irait pas au-delà du péché véniel. Les Chrétiens doivent être disposés à céder les uns aux autres, quand les principes ou les vérités de la religion ne doivent pas en souffrir. S'ils ne peuvent pas arriver à être du même avis sur une question, ils doivent soutenir leur opinion sans se quereller, se rappelant les paroles du bon vieillard qui disait à ses frères au moment d'une vive discussion : « Entendons-nous autant que possible, et si nous ne pouvons pas nous accorder, au nom de Dieu, accordons-nous pour différer d'opinion. »

13. QUERELLES AMENANT LES BATAILLES QUAND ELLES SONT LICITES ET QUAND ELLES SONT ILLICITES

Les disputes et les querelles amènent les batailles et les coups. Celui qui attaque ainsi violemment son semblable se rend coupable d'un péché grave ; et faire injure au prochain, ne serait-ce qu'en portant la main sur lui, ne saurait être une faute légère.

L'homme qui se défend avec la modération voulue, contre une provocation de ce genre, ne pèche pas, et la querelle, autant que sa cause est en jeu, ne peut pas prendre le nom de bataille. Mais s'il se défend avec un désir de vengeance, et avec une violence excessive, il se rend coupable d'un péché plus ou moins grave, qui ne peut s'apprécier que d'après son état d'esprit, le degré de sa colère et les torts inutiles causés à son prochain. Il se rendrait certainement coupable d'une faute mortelle, si, avec une intention réfléchie, il se retournait contre son adversaire avec la volonté de le tuer ou de le blesser sérieusement. Nombreux sont les péchés qui naissent de la méchanceté du cœur, et nombreux sont les

fruits d'une mauvaise langue. De ce nombre, nous pouvons citer les querelles et les batailles; et, par conséquent, afin d'imposer un frein à notre langue, nous ferons bien de nous rappeler les paroles de l'apôtre saint Jacques: « La langue n'est qu'une petite partie de notre corps et cependant combien peut-elle se vanter de faire de grandes choses! Ne voyez-vous pas comment un petit feu est capable d'allumer une grande forêt? La langue aussi est un feu: c'est un monde d'iniquités, et n'étant qu'un de nos membres, elle infecte tout notre corps; elle enflamme tout le cercle, tout le cours de notre vie, et est elle-même enflammée du feu de l'enfer..... Nul homme ne peut dompter la langue; c'est un mal inquiet et intraitable; elle est pleine d'un venin mortel. »¹

Après l'étude des péchés défendus par ce commandement, et contraires à la vie humaine, à l'amour et au respect que nous devons à nos semblables, qu'il nous soit permis de terminer par une réflexion sur la dignité de l'homme et de la vie humaine.

14. REMARQUES, EN FORME DE CONCLUSION SUR LE PRIX DE LA VIE HUMAINE

« L'homme n'est pas seul dans le monde, dit l'illustre Balmez, et il n'est pas né pour vivre seul. En outre, qu'est-il en lui-même? Il est une partie du vaste plan de l'univers. A côté de la destinée qui lui appartient dans ce vaste plan de la création, il a été élevé par la bonté de son Créateur à une sphère supérieure à toutes les pensées de la terre. La bonne philosophie exige que nous n'oublions rien de tout cela. Le

¹ S JACQ. III. 5. et seq.

sentiment de la dignité de l'homme est profondément gravé dans le cœur de la société moderne. Nous trouvons partout, écrite en caractères frappants, cette vérité, que l'homme, en vertu de son titre d'homme, est digne de respect et de considération. C'est pour cela que toutes les écoles des temps modernes, qui ont follement entrepris d'exalter l'individu, au péril imminent de produire d'épouvantables perturbations dans la société, ont adopté, comme thème constant de leurs instructions, cette dignité et cette noblesse de l'homme. Ils se séparent ainsi de la manière la plus tranchée des démocrates de l'antiquité. Ceux-ci s'enfermaient dans une étroite sphère, sans se départir d'un certain ordre de choses, sans regarder au-delà des frontières de leur propre pays. Dans l'esprit des démocrates modernes, au contraire, nous trouvons une tendance à embrasser toutes les branches, — un ardent propagandisme qui embrasse le monde entier. Jamais, ils ne font appel à des idées étroites. L'homme, sa raison et ses droits imprescriptibles, tel est leur thème perpétuel. Cette exagération des idées, prétexte et motif de tant de crimes, nous montre un fait qui a sa valeur, — je veux dire l'immense progrès que le christianisme a fait faire aux idées qui touchent à la dignité de notre nature. La religion chrétienne, ennemie de tout ce qui est criminel, ne peut pas consentir à voir la société renversée sous prétexte de défendre et d'élever la dignité de l'homme. D'un autre côté, comme l'histoire le proclame hautement, toutes nos connaissances et tous nos sentiments au sujet de ce qui est vrai, juste et raisonnable, sur la dignité humaine, sur la vie humaine, sur l'honneur humain, nous les devons à la religion chrétienne, conformément à la doctrine et à l'enseignement catholique. »¹

¹ BALMEZ : *Civilisation Européenne.*



Le Cinquième Commandement (suite)

CHAPITRE V

DU SCANDALE

1. Scandale : définition et division.
2. Ceux qui se rendent coupables de scandale actif ou malicieux.
3. Nature de ce péché.
4. Gravité de ce péché prouvée par différentes considérations.
5. Scandale des faibles : quand il est occasionné.
6. Si, pour ne pas donner ce scandale, nous devons : (1) sacrifier quelque bien spirituel, et (2) quelque avantage temporel.
7. Dans les choses indifférentes nous devons éviter de donner du scandale aux faibles.
8. Explication du scandale pharisaïque.
9. Comment nous devons agir par rapport au scandale pharisaïque.
10. Trois questions importantes : (1) S'il est permis de conseiller un moindre mal pour en éviter un plus grand. (2) S'il est permis de donner une occasion de péché pour corriger le pécheur. (3) Si, en confessant un péché de scandale, il est nécessaire de dire si on a été tentateur ou sollicitateur.
11. Côté positif de ce commandement.

I. SCANDALE : DÉFINITION ET DIVISION

Il est une autre espèce de meurtre défendu par le cinquième commandement, et dont les hommes auront à répondre devant le tribunal du Christ ; — je veux dire le scandale, ou l'action de ceux qui donnent la mort à l'âme en portant les autres au péché. Ce crime s'appelle scandale ; il est le meurtre de l'âme. Comme l'âme ne peut être frappée de mort que par le péché, on peut définir le scandale : toute parole ou toute action mauvaise qui est de nature à occasionner la ruine spirituelle du prochain. Il comprend toute parole et toute action mauvaise en elle-même, ou ayant les apparences du mal, et qui, de ce chef, peut être une occasion de chute pour notre prochain.

Division du scandale. — Le scandale peut se diviser d'abord en *actif* et en *passif*. Le scandale actif est celui que nous avons défini, considéré du côté de la personne qui scandalise, et donne une occasion de ruine ; il est passif, considéré du côté de la personne scandalisée, ou qui subit la ruine spirituelle causée par les paroles ou les actions d'un autre. Ensuite, le scandale passif est donné ou reçu. Le scandale *donné* est réellement le résultat des paroles ou des actions d'un autre ; celui qui n'est que *reçu*, n'est pas le résultat proprement dit de ces paroles ou de ces actions, mais il est ou pharisaïque, quand il ne provient que de la pure malice du pécheur, ou le scandale des faibles, lorsqu'il provient de la faiblesse ou de l'ignorance.

Cette division nous fait comprendre que, parfois, le scandale peut être en même temps *actif* et *passif* ; parfois, il peut être actif sans être passif, et c'est ainsi qu'on dit que le

scandale n'affecte pas les parfaits. Quelquefois, il peut être passif sans être actif, comme dans le cas du scandale pharisaïque. Le scandale peut être donné par quiconque dit ou fait quelque chose de mal devant d'autres personnes. Il peut aussi avoir lieu, en un certain sens, par suite d'une action qui n'est pas mauvaise en soi, mais qui est susceptible d'une mauvaise interprétation, et qui, dès lors, choque les ignorants ou les consciences faibles. C'est le scandale que quelques-uns appellent reçu ou accepté, plutôt que réellement donné. Celui qui n'est certainement pas donné, n'est autre que le scandale pharisaïque, — c'est-à-dire, cette sorte de scandale auquel étaient sujets les Pharisiens.

2. CEUX QUI SE RENDENT COUPABLES DE SCANDALE ACTIF OU MALICIEUX

Le scandale actif et réellement donné s'appelle « le scandale malicieux, » et Monseigneur Hay énumère ainsi ceux qui s'en rendent coupables : « (1) Ceux qui donnent le mauvais exemple aux personnes sur lesquelles ils ont autorité ; les parents qui commettent des péchés en présence de leurs enfants ; les maîtres qui péchent devant leurs serviteurs ; les serviteurs qui parlent et agissent mal en présence des enfants de la famille. (2) Ceux qui, par des paroles libres, par une mise ou une tenue indécente, excitent les autres à pécher, leur apprennent le mal qu'ils ignoraient jusque-là, ou les entraînent dans des amusements et des propos dangereux, ce qui est le grand moyen de favoriser l'impureté, l'ivrognerie et les mauvais jeux. (3) Ceux qui se moquent et rient des autres à cause de leur piété et de leur vertu. C'est là un mal des plus lamentables, et l'un des principaux moyens que le

démon met en usage pour étendre le règne de l'impiété et de la perversité. (4) Ceux qui conseillent aux autres des choses mauvaises et contraires à leur devoir. (5) Ceux qui provoquent les autres à la colère et à des malédictions par des insultes, ou à l'impureté par des propos, des chants, des livres et des actes immodes. (6) Ceux qui encouragent les autres dans le mal par des louanges et des flatteries. Ainsi, on voit des personnes qui excitent les enfants et les serviteurs à voler leurs parents et leurs maîtres, et qui, ensuite, vantent leur bonne nature, leur bon cœur, leur charité..., etc. »

3. NATURE DE CE PÉCHÉ

Un tel scandale, direct ou indirect, est un péché spécial contre la charité ; car, selon le raisonnement de Saint Alphonse, si la charité nous fait une obligation de corriger notre prochain, et de lui empêcher de se laisser aller au mal, à combien plus forte raison nous fait-elle une obligation de nous abstenir de le porter au péché par de mauvais conseils ou de mauvais exemples !

Le scandale actif, c'est-à-dire, le scandale direct et donné avec l'intention de faire commettre une faute au prochain, — une faute d'ivrognerie, par exemple, — outre le péché contre la charité, est encore un péché contre la vertu que l'on a poussé le prochain à violer.

Quant au scandale indirect, il est douteux qu'il soit une faute spéciale contre la vertu violée par le prochain. Saint Alphonse l'affirme, et il en donne cette raison, que toute vertu non seulement défend les actes qui lui sont contraires, mais encore de ne donner aux autres aucune occasion de la violer. D'autres auteurs, parmi lesquels De Lugo, le nient,

parce que, dit ce théologien, les vertus n'obligent pas, — au moins gravement, d'empêcher chez les autres les vices qui leur sont opposés, mais nous obligent seulement à n'avoir pas l'intention positive de porter notre prochain à les violer. S'il n'en était pas ainsi, l'homme qui, par ses exemples, enseignerait un autre à voler, serait tenu de restituer les vols de cet autre, ce que personne n'admet. Il est donc suffisant, en confession, d'exprimer en général le péché de scandale ; et il n'est pas nécessaire de mentionner le péché spécial de scandale que les autres ont été indirectement portés à commettre. Encore moins est-il nécessaire d'exprimer les circonstances surajoutées au péché commis de cette manière. Toutefois, on doit dire le nombre des personnes qu'on a scandalisées ; et, en pratique, on doit en agir ainsi, même lorsque plusieurs personnes auraient été scandalisées par un seul acte, lors même qu'il y a une opinion contraire et qu'on dit probable.

4. GRAVITÉ DE CE PÉCHÉ PROUVÉE PAR DIFFÉRENTES CONSIDÉRATIONS

La question qui se présente maintenant à notre étude, est celle du péché de scandale actif. C'est un péché mortel de sa propre nature ; et Monseigneur Hay le prouve amplement par les considérations suivantes : « (1) Ce scandale est le meurtre de l'âme du prochain, et il est d'autant plus grave devant Dieu, que l'âme est plus précieuse que le corps, et que la mort de l'âme est autrement plus lamentable que celle du corps. Or, si le meurtre du corps crie vengeance vers le ciel, que doit faire le meurtre de l'âme ? (2) Chez ceux qui le commettent intentionnellement, ce péché est plus grave,

parce que, ordinairement, il est la conséquence de la méchanceté et de l'envie. Aussi, la Sainte Ecriture met-elle ces paroles dans la bouche de ces malheureux pécheurs : « Faisons tomber le juste dans nos pièges, parce qu'il nous incomode, qu'il est contraire à notre manière de vie, qu'il nous reproche les violements de la loi, et qu'il nous déshonore en décriant les fautes de notre conduite... Il est devenu le censeur de nos pensées mêmes. Sa seule vue nous est insupportable, parce que sa vie n'est point semblable à celle des autres, et qu'il suit une conduite bien différente,... etc.» Voyez là le langage de leur cœur, et les fruits secrets de leur conduite. La piété du juste condamne leur négligence ; sa vertu, leurs vices ; sa piété, leur irréligion. Voilà ce qui les mord au cœur, ce qui enrage leur envie, et les fait recourir à tout moyen satanique pour rendre le juste aussi mauvais qu'ils le sont eux-mêmes. (3) C'est un vice diabolique, et qui fait de ceux qui en sont coupables les instruments et les agents du démon ; car « la mort est entrée dans le monde par l'envie du diable, et ceux qui se rangent de son parti, deviennent ses imitateurs ; »¹ Telle est la conclusion que tirent les Ecritures dans ce chapitre qui relate les fruits de leur conduite dont il a été question plus haut. Bien plus, le Christ, lui-même déclare qu'ils sont les enfants du démon : « Vous êtes enfants du diable, et vous ne voulez qu'accomplir les désirs de votre père. Il a été homicide dès le commencement. »² Quel homicide a-t-il été sinon celui des âmes ? (4) Le scandale est la plus grave injure qu'on puisse faire à Jésus-Christ, parce qu'il lui ravit les âmes pour lesquelles il

¹ SAG. II. 24.

² S. J. VIII. 44.

a versé son Précieux Sang. Il détruit, autant que faire se peut, la fin pour laquelle le Christ est venu en ce monde ; il constitue une préférence ouverte en faveur des intérêts de Satan contre les intérêts de Dieu. (5) Le Christ lui-même a prononcé les anathèmes les plus effrayants contre ceux qui se rendent coupables de scandale : « Malheur au monde à cause des scandales ! car il est nécessaire que les scandales arrivent ; mais malheur à l'homme par qui le scandale arrive ! Si quelqu'un est un sujet de scandale pour un de ces petits qui croient en moi, il vaudrait mieux pour lui qu'on lui attachât une meule de moulin au cou, et qu'on le jetât au fond de la mer. »¹ Ecoutez encore avec quelle sévérité il s'adresse à eux dans la personne des Pharisiens : « Malheur à vous, scribes et Pharisiens hypocrites, qui fermez aux hommes le royaume des cieux ; car vous n'y entrez point vous-mêmes, et vous vous opposez encore à ceux qui désirent y entrer. »² Il est vrai que les effets de ces anathèmes ne se font pas toujours sentir aux scandaleux dès ce monde ; mais voyez quel sera leur sort au grand jour : « Le Fils de l'homme enverra ses anges qui ramasseront et enlèveront hors de son royaume tous les scandales et ceux qui commettent l'iniquité ; et ils les jeteront dans la fournaise du feu : c'est là qu'il y aura des pleurs et des grincements de dents. »³

5. SCANDALE DES FAIBLES : QUAND IL EST OCCASIONNÉ

Il y a lieu lorsque, sans aucune intention de porter les autres au péché, et sans rien faire de mal en soi, on fait

¹ S. MAT. XVIII. 6.

² IBID. XXIII. 13.

³ S. MAT. XIII. 41, 42.

cependant une action qui a les apparences du mal, laquelle action est un scandale et une occasion de chute pour nos frères faibles, c'est-à-dire, ignorants et mal instruits. Ainsi, une personne, pour de bonnes raisons, a la permission de faire gras les jours de carême ; une autre personne, ignorant sa permission, la voit et dit : Si un tel mange de la chair, pourquoi pas moi aussi ? et, sur ce raisonnement, suit, sans aucune raison, l'exemple dont elle est témoin, et pèche.

6. SI, POUR NE PAS DONNER CE SCANDALE, NOUS DEVONS :

- (1) SACRIFIER QUELQUE BIEN SPIRITUEL
ET (2) QUELQUE AVANTAGE TEMPOREL

Au sujet de cette sorte de scandale, on demande si on doit omettre ou négliger (1) un bien spirituel, et (2) un bien temporel pour éviter de causer du scandale aux faibles ?

Pour ce qui est des biens spirituels, il faut affirmer que ceux qui sont nécessaires au salut, ou ceux qu'on ne pourrait omettre sans péché, ne doivent pas être omis, parce que le prochain y trouverait une cause de scandale. Les biens spirituels, qui ne sont pas nécessaires, mais de conseil, n'ont pas à être omis ou différés si quelque utilité spirituelle, publique ou privée, devait par ce fait être perdue ou sacrifiée. Si on peut accomplir des actes de vertu, sans aucun préjudice, en secret ou à un moment postérieur, il serait peut-être bon d'éviter ainsi de scandaliser les faibles ; mais généralement parlant, la raison qui nous fait accomplir ces actes peut leur être expliquée ; on peut leur dire qu'il n'y a en telle action aucun péché, et alors, s'ils veulent s'en scandaliser, on ne peut l'attribuer qu'à leur malice ou à leur mauvaise tête.

En règle générale, nous ne sommes pas obligés de nous priver d'un avantage temporel parce que les faibles en

prendront scandale, surtout si cet avantage temporel est d'une grande importance. Par exemple, nous ne sommes pas tenus de donner à un conducteur de voiture plus que le tarif convenu, parce qu'il se laissera aller à des jurements et à des imprécations, si nous ne lui donnons pas davantage. Il y aurait là matière légère en soi ; et pourtant le mal pourrait devenir grand, si les conducteurs, aussi bien que d'autres, étaient amenés par là à proférer des imprécations et des jurements.

7. DANS LES CHOSES INDIFFÉRENTES NOUS DEVONS ÉVITER DE DONNER DU SCANDALE AUX FAIBLES

Dans les choses indifférentes, nous devons éviter de donner du scandale aux faibles. Monseigneur Hay s'exprime ainsi : « Quand une personne prévoit que les faibles se scandaliseront probablement de lui voir faire une chose qui a les apparences du mal, bien qu'elle soit réellement permise en elle-même : et que, par là, les faibles seront portés à commettre le péché et à blesser leur âme, l'amour de Dieu, dans ce cas, aussi bien que l'amour du prochain, font à cette personne une obligation de s'abstenir de cet acte qui aurait de si mauvais effets, ou de prendre toutes les précautions possibles pour empêcher ces effets. De fait, nous avons ordre de « nous abstenir de tout ce qui a quelque apparence de mal, »¹ et « d'avoir soin de faire le bien, non-seulement devant Dieu mais aussi devant tous les hommes. »² Saint Paul est d'une clarté remarquable sur ce point : « Jugez plutôt, dit-il, que vous ne devez pas donner à votre frère une occasion de chute

¹ I THESS. V. 22.

² ROM. XII. 17.

et de scandale,... car si en mangeant quelque chose, vous attristez votre frère, dès lors vous ne vous conduisez plus par la charité. Ne faites pas périr par votre manger celui pour qui le Christ est mort.... Observez ce qui peut vous édifier les uns les autres. Que le manger ne soit pas cause que vous détruisiez l'ouvrage de Dieu. Ce n'est pas que toutes les viandes ne soient pures; mais un homme fait mal d'en manger, lorsqu'en le faisant il scandalise les autres. Et il vaut mieux ne point manger de chair, et ne point boire de vin, ni rien faire de ce qui est à votre frère une occasion de chute et de scandale, ou de ce qui peut l'affaiblir. »¹

Dans son épître aux Corinthiens, il dit encore: « Prenez garde que cette liberté que vous avez, ne soit aux faibles une occasion de chute; car si l'un d'eux en voit un de ceux qui sont plus savants assis à table dans un lieu consacré aux idoles, ne sera-t-il pas porté, lui qui est encore faible, à manger aussi de ces viandes sacrifiées aux idoles? Et vous perdrez par votre science ce frère qui est faible et pour qui le Christ est mort. Or, péchant de la sorte contre vos frères, et blessant leur conscience qui est faible, vous péchez contre le Christ. C'est pourquoi, si ce que je mange scandalise mon frère je ne mangerai plutôt jamais de chair, pour ne pas scandaliser mon frère.² Telle était bien dans toutes les occasions la pratique de l'apôtre, comme le montre le passage suivant: « Ne donnez point occasion de scandale, ni aux Juifs, ni aux Gentils, ni à l'Eglise de Dieu, comme je tâche moi-même de plaire à tous en toutes choses, ne cherchant point ce qui m'est avantageux, mais ce qui est avantageux à

¹ ROM. XIV. 13 et seq.

² I COR. VIII. 9 et seq.

plusieurs pour être sauvés. »¹ Notre Sauveur lui-même agit de la même façon, lorsque les collecteurs d'impôts vinrent lui demander de payer la taxe. Bien qu'il ne fût pas obligé de la payer, il fit cependant un miracle pour procurer la somme voulue, et il en donna cette raison, « afin que nous ne les scandalisions point. »² Quelle différence entre l'exemple de saint Paul et du Christ et celui de tant de Chrétiens qui, voyant leur frère encore faible se scandaliser de ce qu'ils font, s'écrient: « Est-ce que cela me regarde? Je ne fais point de mal, qu'il s'arrange! »³

8. EXPLICATION DU SCANDALE PHARISAÏQUE

On appelle ainsi le scandale qui vient d'une disposition malicieuse et mauvaise du cœur. On se scandalise même du bien que font les autres, lui donnant les plus méchantes interprétations, à la façon d'un Pharisién, de l'homme qui nourrit ce genre de scandale dans son cœur et tourne en vices les vertus de son prochain. On l'appelle scandale pharisaïque, parce que les Pharisiens se scandalisaient ainsi méchamment du Christ lui-même; et ceux-là suivent leur exemple qui portent envie à tous ceux qu'ils voient plus pieux qu'eux.

9. COMMENT NOUS DEVONS AGIR PAR RAPPORT AU SCANDALE PHARISAÏQUE

Quant à la conduite que nous avons à suivre relativement au scandale pharisaïque, nous n'avons qu'à nous laisser

¹ I COR. X. 32, 33.

² S. MAT. XVII. 26.

³ M^{sr} HAY: *Le Chrétien pieux.*

guider par nos occupations courantes. Nous pouvons omettre les actes indifférents, pour ne point donner ce scandale, s'il ne doit pas en résulter pour nous un grave inconvénient. Les bonnes œuvres, en règle générale, il n'y a pas lieu de les négliger à cause de cette sorte de scandale; parce que, dans ce cas, la malice des autres pourrait toujours empêcher le bien que nous sommes portés à faire. En raison de ce scandale, on ne doit jamais omettre les œuvres qui sont d'obligation. « Nous devons persévérer dans le bien, et ne jamais nous laisser détourner de notre devoir pour une cause pareille, comme le Christ nous l'enseigne lui-même par son exemple. Lorsque ses disciples lui disaient que les Pharisiens se scandalisaient de quelque vérité, il leur répondait: « Laissez-les, ce sont des aveugles qui conduisent des aveugles; si un aveugle en conduit un autre, ils tomberont tous deux dans la fosse. »¹

IO. TROIS QUESTIONS IMPORTANTES

Deux ou trois questions se rattachent ordinairement à ce sujet; elles sont pratiques et demandent une sérieuse attention.

(1) Est-il permis de persuader à un homme de faire un moindre mal pour le détourner d'un plus grand, s'il n'y a aucun autre moyen de le lui faire éviter? Quelques auteurs prétendent qu'on ne le peut pas, parce que c'est conseiller le mal. D'autres distinguent, et disent qu'on peut donner ce conseil lorsque le moindre mal est de la même espèce que le

¹ S. MAT. xv. 14, apud. HAY.

plus grand; tel serait le cas de persuader à un homme d'en blesser un autre plutôt que de le tuer, ce qui paraît juste, dès lors qu'on ne peut trouver aucun autre moyen de sauver la vie à l'homme condamné à périr. D'autres encore, à la suite de saint Alphonse, disent qu'on le peut, généralement parlant, s'il est question de la même personne, mais qu'il ne serait point permis de donner ce conseil à une personne, sur le point de causer un tort grave à un homme. Enfin, une quatrième opinion soutient qu'il est toujours permis de persuader à un homme de faire un moindre mal pour lui en faire éviter un plus grand, admis, bien entendu, qu'il est décidé à faire le plus grand, et qu'il n'est pas possible de l'en empêcher autrement. Il me semble que l'opinion de saint Alphonse est la plus probable et la plus sûre dans un cas semblable.

(2) On demande s'il est permis de laisser une occasion de péché pour corriger le pécheur? Tous les auteurs s'accordent à dire que c'est permis. Ce n'est pas porter quelqu'un au péché, et il y a une raison suffisante de permettre l'occasion. Ainsi, des parents et des maîtres ne sont pas tenus d'éloigner une occasion de vol de leurs serviteurs et de leurs enfants qui ont l'habitude de voler: c'est vouloir qu'ils soient pris sur le fait, pour qu'ils soient mieux corrigés et amendés. Pareillement, les gardes peuvent se cacher pour attraper les voleurs et les malfaiteurs, afin de leur faire infliger un châtiment. Il y a également une opinion fondée sur l'autorité de saint Thomas, affirmant qu'il est même permis d'offrir une occasion de péché pour une bonne fin; par exemple, de laisser avec intention la clef d'une armoire, dans laquelle se trouve de l'argent, pour éprouver l'honnêteté et la fidélité d'un serviteur, lorsqu'on a des raisons d'en douter.

(3) Enfin, voici une autre question: Dans le cas où l'on a donné du scandale ou porté un autre à pécher, est-il nécessaire de déclarer en confession si on a agi comme tentateur, ou si on a simplement consenti au péché avec un complice? Dans des circonstances semblables, tous les deux sont coupables; et, d'après l'opinion la plus probable, il suffit de confesser le péché; il n'est pas nécessaire de mentionner qu'on a été solliciteur.

II. COTÉ POSITIF DE CE COMMANDEMENT

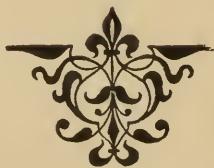
En terminant ce chapitre et nos instructions sur ce commandement, rappelons-nous qu'il a un côté positif: que nous sommes tous les gardiens de nos frères; que, dès lors, nous sommes tenus, non seulement d'éviter avec soin de donner la mort à des âmes pour lesquelles le Christ est mort, mais encore de faire tout ce qui dépend de nous pour aider ces âmes à gagner la vie éternelle. Et si nous faisons tous nos efforts par nos bonnes œuvres, pour conquérir des âmes au Christ, qui est leur vie, oh! à la fin, combien belle sera notre récompense! Non seulement il en sera ainsi; mais, dans ce travail seul, en lui-même et pour lui-même si semblable à l'œuvre de Dieu, quelle jouissance vraie, «convertir un pécheur, le retirer de son égarement et sauver son âme de la mort.»¹

N'oublions pas non plus que, même dans les choses qui n'appartiennent qu'à cette vie, ce précepte, par sa partie positive, nous apprend à rechercher le bien-être de notre prochain. Le Christ nous a laissé un exemple: comme lui nous devrions aussi «passer en faisant le bien,» guérissant

¹ S. JACQ. v. 20.

les malades et consolant les affligés. La plupart des hommes peuvent donner du temps à ces bonnes œuvres ; et ceux qui ne peuvent pas donner de leur temps, peuvent du moins donner de leur argent pour permettre aux autres de s'y livrer. Il y a les hôpitaux, les asiles, et, de toutes parts, les œuvres charitables de la paroisse, qui réclament leurs aumônes et leurs sympathies ; la loi de Dieu et l'exemple du Christ leur font une obligation de sauver la vie de leurs frères.

Prions Dieu de vouloir bien nous préserver des peines qui, pendant cette vie, pèsent si lourdement sur les profanateurs de ce commandement, et des châtiments sévères qui leur sont réservés dans la vie future. Evitons donc toute querelle, toute haine ; pardonnons à ceux qui nous offensent, et sacrifions tout pour la paix et pour l'amour de Dieu : ainsi nous pouvons espérer d'observer ce commandement dans toute sa perfection.





LE SIXIÈME

ET

Le Neuvième Commandement

INTRODUCTION: QUESTIONS ET RÉPONSES

Q. 1. Quel est le sixième commandement?

R. « Vous ne commettrez point d'adultère. »¹

Q. 2. Quel est le neuvième commandement?

R. « Vous ne désirerez point... la femme de votre prochain. »²

Or, il est à propos de traiter ensemble ces deux préceptes, parce qu'ils ont l'un et l'autre le même objet et la même fin.

Q. 3. Quelle est la fin principale du sixième et du neuvième commandement?

R. De nous indiquer nos devoirs relativement aux plaisirs sensuels.

Q. 4. Quels sont les vices que défendent surtout ces commandements?

R. Ils défendent la luxure et l'intempérance, qu'il s'agisse d'intempérance dans le manger ou dans le boire.

Q. 5. Quelles sont les vertus qu'ils prescrivent particulièrement?

R. La chasteté et la tempérance.

Dans ces courtes demandes et réponses sous forme de catéchisme, nous avons l'ordre à suivre dans nos instructions sur ces commandements. Nous considérerons d'abord les vices qu'ils défendent, puis les vertus qu'ils prescrivent.

¹ Ex. xx. 14.

² IBID. xx. 17.



LE SIXIÈME
ET
Le Neuvième Commandement

CHAPITRE I

LA VOLUPTÉ ET LA LUXURE

1. Sens de ces mots.
2. Portée de la défense contenue dans ce commandement.
3. Nature et gravité du péché de luxure.
4. Nous ne devons pas, en traitant ce sujet, nous laisser arrêter par des objections malsonnantes.
5. Adultère : sens de ce péché, sa double malice.
6. Sainteté de l'état de mariage.
7. Causes qui de nos jours, ruinent la sainteté du mariage.
8. Effets bienfaisants du mariage au point de vue de l'humanité et de la société.
9. Fornication : sens. Péché opposé à l'enseignement de la vérité révélée.
10. Péché condamné par la raison et par la conscience.
11. Funestes conséquences de ce péché.
12. Le cas de ceux qui vivent ensemble sans être mariés.
13. Péché de séduction et ses effets.

I. SENS DE CES MOTS

Par *volupté*, on entend le désir désordonné des plaisirs de la chair; elle comprend toute violation coupable de la vertu de chasteté, en pensées, en paroles ou en actions, — toute sorte d'impureté et d'incontinence.

Le mot *luxure* se trouve employé dans quelques catéchismes pour désigner ce vice, et c'est bien le prendre dans un de ses vrais sens. La luxure pousse à l'excès dans les plaisirs de la chair, au-delà de ce que permet la loi de Dieu. Comme vice, elle consiste dans l'habitude des jouissances sensuelles, dans l'inclination à tout ce qui favorise les plaisirs de ce genre. La luxure est donc prise ici comme le vice contraire à la vertu de chasteté, et indique le désir ou l'appétit désordonné des choses contraires à la pureté. Dans ce sens, elle est un péché contre la raison et la conscience, comme aussi contre la loi de Dieu.

2. PORTÉE DE LA DÉFENSE
CONTENUE DANS CE COMMANDEMENT

Vous ne commettrez point d'adultére. Si l'adultére seul est mentionné par ce commandement, c'est, comme l'explique le Catéchisme du Concile de Trente, parce que, outre la malice commune à tous les péchés contre la pureté, celui-ci en contient une toute spéciale: il constitue une injustice envers le prochain, par la raison de l'injure particulière faite au mari ou à la femme par l'infidélité de l'un ou de l'autre. Or, comme le Décalogue est une loi de justice, Notre-Seigneur, après nous avoir défendu de ravir la vie de notre prochain par l'homicide, nous défend maintenant de lui

ravir par l'adultère son honneur, qui lui est presque aussi précieux que sa vie.

Il est donc vrai que le principal caractère de l'adultère est son injustice ; mais ce n'est point là son unique malice. Il fait aussi injure au sacrement de mariage qu'il profane, et injure, bien souvent, aux enfants légitimes ; il couvre de honte une famille entière.

Ce précepte ne défend pas uniquement ce péché, mais encore tout ce qui est contraire à la pureté dans les regards, dans les paroles et dans les actions.

3. NATURE ET GRAVITÉ DU PÉCHÉ DE LUXURE

Le péché de luxure contraire à ce commandement est de sa pleine nature grave ou mortel ; conséquemment, si nous exceptons le cas des personnes mariées, aucune légèreté de matière ne saurait être admise dans les péchés de ce genre, dès qu'ils ont été commis avec plein consentement.

4. NOUS NE DEVONS PAS, EN TRAITANT CE SUJET NOUS LAISSER ARRÊTER PAR DES OBJECTIONS MALSONNANTES

Saint Paul nous dit à propos de ces péchés : Qu'on n'entende pas seulement parler parmi vous ni de fornication, ni de quelque impureté que ce soit, ni d'avarice, comme on ne doit point en entendre parler parmi des saints. »¹ On doit s'en tenir à cet avis sur ces matières, toutes les fois qu'il n'est pas nécessaire d'en parler. Mais, comme l'impureté est le roc contre lequel tant d'âmes viennent faire naufrage, les

¹ EPH. v. 3.

avertissemens et les instructions deviennent aussi urgentes sur ce point que sur tout autre commandement. Il nous faut donc traiter en particulier des principaux péchés que défend ce précepte, et de la manière dont ces choses sont envisagées dans les livres d'enseignement catholique. Nous n'avons point de raisons de nous arrêter à des objections malsonnantes, comme, par exemple, celles que voici : (1) Ces instructions suggèrent de mauvaises pensées aux jeunes lecteurs et excitent une curiosité malsaine. (2) Les jeunes gens sont souvent très innocents et ignorants au sujet des fautes de ce genre. (3) Ces enseignements peuvent tomber sous les yeux de ceux à qui ils ne sont point destinés. Pour répondre à ces objections, qu'on me permette de dire qu'elles prouvent trop. La vertu a besoin d'un maître pour l'enseigner ; le vice, non. Et les jeunes gens, s'ils ne sont prévenus à temps et par une instruction suffisante, pourront être entraînés dans des habitudes vicieuses, d'où il sera difficile plus tard de les arracher. Ce n'est pas tout : même les enfants aujourd'hui doivent apprendre des leçons de la Bible, l'histoire de la Bible ; et la Bible parle de ces péchés en termes très nets. On consacre à ce sujet un chapitre spécial dans nos catéchismes ordinaires ; dans nos livres de piété, il est fait mention des péchés opposés au sixième commandement, comme des autres dans les formules pour l'examen de conscience. De plus, y a-t-il sur ce point autant d'ignorance qu'on le suppose ? Réfléchissons-nous que les jeunes gens lisent les classiques ; que jeunes gens et jeunes filles lisent les poètes et les nouvelles ; qu'ils lisent les journaux et la littérature courante du jour, sans parler des lieux d'amusements publics, des salles de spectacles et choses semblables, qui sont si nombreusement fréquentés ? L'ignorance ! supposé même qu'on la rencontre

dans certains milieux, l'ignorance n'est pas l'innocence, et savoir n'est pas être coupable. On peut trouver la plus grande pureté unie à une grande science, et la plus grossière ignorance jointe à la pire espèce de sensualité. A propos d'un mal social, d'un mal qui est la ruine de tant de milliers d'âmes, il n'y a pas lieu de propager l'ignorance ; elle n'est point à désirer. Ces enseignements seront lus par ceux à qui ils ne sont point destinés : qu'on me permette seulement de faire remarquer que la lecture candide et intelligente de ces instructions ne saurait nuire aux sentiments moraux et religieux de qui que ce soit ; et personne, après les avoir parcourues, n'aura le cœur moins pur qu'auparavant.¹ Un auteur qui a publié un ouvrage fort utile, ayant pour titre « *La Morale* », relève brièvement une ou deux autres objections : « (1) *Altum silentium* devrait être notre devise en cette matière. » Oui, *altum silentium !* le profond silence ! Comme si ce principe usé par le temps n'avait pas été déjà soumis à une expérience suffisante, et comme si on ne l'avait pas assez trouvé en défaut ! (2) « On ne raisonne pas avec la sensualité, on lui résiste. » On lui résiste ! Sans doute qu'on devrait le faire ! On ne raisonne pas avec elle ! Et pourtant, même pendant que j'écris, le vice chuchote ses murmures tentateurs aux oreilles de chacun, et les cris perçants de ses victimes séduites et trompées nous assourdissent de toutes parts. (3) « Ne parlons que du bien seul, c'est assez ! » — Oui, c'est assez ! tandis que la sensualité, abominable torrent de destruction, nous submerge, entraînant dans ses flots rapides et irrésistibles, dans ses ondes sans fond, les plus ravissantes de nos femmes, les plus beaux et peut-être les plus aimables

¹ Voyez un ouvrage intitulé : *La Morale*, de M. C. HIME.

de nos hommes. Fut-il jamais quelque chose dont on put dire : « c'est assez ! » Oui, du moins, assez des bruyantes clamour des vice ! »¹

Il nous faut maintenant parler de quelques-uns des péchés de luxure qui sont la ruine du mariage, de l'ordre moral de la société et de la vertu des individus.

5. ADULTÈRE: SENS DE CE PÉCHÉ, SA DOUBLE MALICE

Ce terme désigne le péché contre la pureté commis entre deux personnes, que l'une soit mariée, ou qu'elles le soient toutes les deux. C'est un crime de la plus odieuse noirceur. L'Ecriture² ne lui assigne pas d'autre châtiment que la peine de mort, — le même qu'elle inflige au meurtrier, et plus grand que celui qui est destiné au voleur. Ce crime renferme deux malices distinctes :

- (1) La luxure et l'incontinence.
- (2) L'injustice qu'il cause, en trompant de la façon la plus injurieuse; il est la violation des vœux du mariage dont il ruine la sainteté. Le Christ a élevé le mariage à la dignité de sacrement, pour signifier son union sacramentelle et mystique avec son Eglise. Par conséquent, quiconque pèche contre la fidélité conjugale, déshonore un grand sacrement dans sa signification spirituelle et la plus sacrée.

6. SAINTETÉ DE L'ETAT DE MARIAGE

Le mariage est un saint état.

- (1) Il a été institué par Dieu même à l'époque de l'innocence de l'homme.

¹ *La Morale*, par M. C. HIME, Préface.

² LÉVIT. xx. 10; DEUT. xxii. 22.

(2) Il nous représente l'union mystique du Christ avec son Eglise.

(3) La présence du Christ fait son ornement et sa beauté; et en l'honneur du mariage, il fit son premier miracle.

(4) La sainteté du mariage est la base de toute la société humaine.

(5) Saint Paul nous le représente comme ayant droit au respect de tous les hommes.

(6) Ceux que Dieu a unis ne sont plus deux, mais une seule chair. Ce Dieu qui les unit ensemble a préalablement enseigné qu'il ne sera jamais permis de séparer ceux qu'il aura fait un par le mariage.

7. CAUSES QUI, DE NOS JOURS RUINENT LA SAINTETÉ DU MARIAGE

Bien des causes, de nos jours, tendent à pervertir la sainteté du mariage, et portent à en violer les obligations les plus sacrées. Qu'il nous suffise d'indiquer les suivantes :

(1) La tendance à ne représenter le mariage que comme un contrat civil.

(2) Les facilités accordées au divorce, et les scandales qui proviennent des débats devant les tribunaux saisis d'une question de divorce.

(3) Les mariages mal assortis, et les mariages contractés sur de simples considérations mondaines.

8. EFFETS BIENFAISANTS DU MARIAGE AU POINT DE VUE DE L'HUMANITÉ ET DE LA SOCIÉTÉ

Lorsqu'on tient compte des lois de l'église en faisant un contrat de mariage, lorsqu'on le reçoit dignement comme un

sacrement véritable, et qu'on permet à la grâce de produire ses fruits dans l'âme des conjoints, alors, on a lieu d'espérer que la vie de mariage sera, au point de vue humain et social, la source des bienfaits suivants :

(1) Cette vie sera une source de bien-être pour les individus, et surtout pour les femmes. Il est vrai que cette raison ne touche pas tout le monde; mais il n'en est pas moins vrai aussi que tous doivent éviter dans leur conduite quoi que ce soit qui, de sa nature, pourrait nuire au mariage. Car, tout ce qui tend à développer le bonheur de la majorité devient pour tous un devoir rigoureux.

(2) Cette vie assure la naissance du plus grand nombre possible d'enfants sains et vigoureux, leur meilleure éducation; et, pour plus tard, leur établissement convenable.

(3) Elle est une garantie pour la paix de la société humaine; elle fait disparaître la principale cause des contestations en assignant une seule femme à un seul homme, et en protégeant leurs droits exclusifs par les sanctions de la morale et de la loi.

(4) Elle a pour conséquence le meilleur gouvernement de la société, en distribuant la communauté en familles séparées, et fixant sur chacune d'elles l'autorité d'un maître, dont l'influence est plus efficace que celle de toutes les autorités civiles ensemble.

(5) Elle ajoute à la sécurité de l'état en favorisant la bonne conduite des citoyens, par la sollicitude qu'elle leur inspire pour le bien-être de leurs enfants, et en les forçant à vivre dans des habitations stables.¹

Au point de vue chrétien, nous pouvons ajouter à ces bienfaits du mariage les raisons qui le rendent bon, honnête,

¹ Cette énumération est tirée de Paley.

et agréable aux yeux de Dieu : (1) La procréation d'enfants qui seront nourris et élevés dans la crainte et l'amour de Dieu. (2) La foi et la fidélité réciproques des époux. (3). Le sacrement et l'indissolubilité du mariage, qui signifie l'union indivisible du Christ et de l'église.

Ces trois bienfaits sont une ample compensation à tous les divers ennuis et soucis inhérents à l'état de mariage, puisqu'ils assurent la vie de société, les secours et les encouragements que le mari et la femme se doivent l'un à l'autre dans l'adversité comme dans la prospérité.

9. FORNICATION: SENS.

PÉCHÉ OPPOSÉ A L'ENSEIGNEMENT DE LA VÉRITÉ RÉVÉLÉE

Bien que le péché d'adultère soit seul mentionné par ce commandement, tous les autres péchés contre la pureté, comme je l'ai déjà indiqué, sont défendus sous le nom de ce crime honteux. La loi de Dieu est parfaite; et de même que toute espèce de chasteté, dans nos pensées, dans nos paroles et dans nos actions, nous est prescrite; ainsi, pareillement, tout ce qui peut être contraire ou porter la moindre atteinte à une chasteté sans tache et à une parfaite modestie, nous est défendu par la loi. D'où il suit que ce commandement défend aussi la fornication.

Ce terme indique le péché d'incontinence ou d'impureté entre deux personnes dont aucune n'est mariée.

Que ce crime soit contraire à la religion révélée, c'est ce que nous montrent l'Ancien et le Nouveau Testament. Voici d'abord la preuve de l'Ancien: « En même temps les enfants de Jacob revinrent des champs, et ayant appris ce qui était arrivé (c'est-à-dire le crime de Sichem et Dina), ils entrèrent dans une grande colère, à cause de l'action si honteuse que

cet homme avait commise contre Israël, en violant et traitant si outrageusement la fille de Jacob. »¹ Au sujet de ce crime et de ses châtiments, il est dit encore de celui qui s'en rend coupable: « Que si ce qu'il objecte est véritable, et s'il se trouve que la fille n'était pas vierge, on la chassera hors de la porte de la maison de son père, et les habitants de cette ville-là la lapideront, et elle mourra, parce qu'elle a commis un crime détestable dans Israël...; et vous oterez le mal du milieu de vous. »² Les paroles suivantes de l'Ecclésiastique font également ressortir l'énormité de ce crime: « Celui qui se joint aux femmes prostituées perdra toute honte: il sera la pâture de la pourriture et des vers, il deviendra un grand exemple et son âme sera retranchée du nombre des vivants. »³

Ce crime est contre nature, détestable en soi, opposé à la loi de Dieu, un péché très-grave, comme nous le montrent ces textes du Nouveau-Testament: « Fuyez la fornication: quelque autre péché que l'homme commette, il est hors du corps; mais celui qui se rend coupable de fornication, pèche contre son propre corps. Ne savez-vous pas que votre corps est le temple du Saint-Esprit qui réside en vous, et qui vous a été donné de Dieu? que vous n'êtes plus à vous-mêmes? »⁴ « Car la volonté de Dieu est que vous soyez saints; que vous vous absteniez de la fornication; que chacun de vous sache posséder le vase de son corps saintement et honnêtement. »⁵

Voici un autre texte qui montre la gravité de ce péché: « Ne savez-vous pas que les injustes ne seront point héritiers

¹ GEN. XXXIV. 7.

² DEUT. XXII. 20, 21.

³ ECCL. XIX. 3.

⁴ I. COR. VI. 18, 19.

⁵ I THESS. IV. 3, 4.

du royaume de Dieu? Ne vous y trompez pas: ni les fornicateurs, ni les idolâtres, ni les adultères... ne possèderont le royaume de Dieu. »¹ Nous voyons que les Apôtres, dans les actes, défendent expressément ce péché: « Mais qu'on doit seulement leur écrire qu'ils s'abstiennent des choses immolées aux idoles, de la fornication, etc. »²

10. PÉCHÉ CONDAMNÉ PAR LA RAISON ET PAR LA CONSCIENCE

La raison et la conscience condamnent également ce péché. Si nous écoutons sur ce point la voix de la conscience, elle nous dira: « Fuyez la volupté, elle fait la guerre au cœur, à l'esprit et à l'âme; elle la déclare à moi-même, — au bien-être du monde entier. Dans la chaleur de la passion, sans doute, et entraîné par les excitations aveugles du moment, un homme peut faire la sourde oreille à ses conseils salutaires, refuser d'écouter ses sages avertissements, et même en venir jusqu'à ignorer son existence, pour ne pas dire son empire... Il ne nous appartient pas de la réduire à un silence complet. Pareille au phénix, elle renaîtra, et renaîtra toujours des froides cendres et de l'oubli où nous l'aurons laissé sommeiller; elle parlera, à ces époques où nous ne nous y attendons pas, et à ces heures où nous désirerons le moins l'entendre. Aux moments d'insomnie, pendant ces tristes nuits, où nous sommes seuls, où nous sentirons profondément, peut-être, notre solitude, où nous serons malades, peut-être sur le point de mourir; à des instants semblables, la conscience se réveillera toute vivante, nous sentirons son aiguillon; elle affirmera sa loi, sa royale suprématie dans notre cœur, tout

¹ I COR. vi. 9.

² ACT. xv. 20.

comme et aussi bien qu'aux jours de notre sereine jeunesse, alors que ses moindres avis étaient une loi, — pour nous accabler de reproches et nous condamner d'avoir méconnu sa voix si sage et d'avoir si longtemps méprisé ses désirs.

« Oh ! conscience, conscience ! toi, la plus fidèle amie de l'homme ! — Tu peux lui donner consolation, bien-être, appui et défense ; — Mais s'il méconnaît tes affectueuses remontrances, — Oh ! malheur à lui ! tu deviens sa plus mortelle ennemie ! »

(CRABBE: Les luttes de la Conscience.)¹

La conscience a de bonnes raisons pour se proclamer l'ennemie de la sensualité ; — n'en aurait-elle d'autres que ses funestes conséquences, dont on me permettra d'indiquer ici les principales, que je cite d'après les observations de l'Archidiacre de Carlisle.

II. FUNESTES CONSÉQUENCES DE CE PÉCHÉ

(1) La première et la plus effrayante, est cette promiscuité du concubinage qui ne tend qu'à diminuer, et, par le fait, à détruire les nombreuses et bienfaisantes fins du mariage.

(2) La fornication suppose la prostitution, et la prostitution entraîne et abandonne ses victimes dans une misère presque certaine. Ce n'est pas peu de chose que cet amas de misères qu'on rencontre dans les masses où le besoin, les maladies et les insultes pèsent sur ces abandonnées de la société humaine qui infestent nos grandes cités : tout cela n'est qu'une conséquence générale de la prostitution, et tout acte, tout péché de ce genre ne fait que l'aggraver et la perpétuer.

¹ *La Morale*, par HIME.

(3) Ce crime produit des habitudes intractables d'impudicité qui ont pour résultats les crimes les plus abominables de la séduction, les adultères les infanticides..., etc. Il déprave l'esprit et le caractère moral plus qu'une autre espèce de vice; il détourne l'intelligence et la rend incapable de toutes les jouissances intellectuelles, morales et religieuses.

(4) Il perpétue une maladie qu'on peut mettre au nombre des plus destructives de la nature humaine, et dont les effets dit-on, se font sentir dans la constitution des générations même les plus éloignées. Les vastes salles de nos hôpitaux et de nos asiles d'aliénés regorgent de ses victimes. La phtisie, les scrofules, la folie, l'idiotisme et la paralysie sont ses fruits. Quelles souffrances physiques et morales n'engendre pas une de ces afflictions soit pour les victimes elles-mêmes, soit pour leurs proches et pour leurs descendants? ¹

Il y a deux phases de cette plaie hideuse qui appellent une réprobation particulière, je veux dire la cohabitation en dehors du mariage, et le péché de séduction.

I2. LE CAS DE CEUX QUI VIVENT ENSEMBLE SANS ÊTRE MARIÉS

Au sujet de la première, sans même faire allusion aux textes si expressifs de l'Ecriture, Paley s'exprime ainsi : « C'est une situation immorale, parce qu'il y a toutes sortes d'inconvénients à ce que des hommes et des femmes vivent ensemble sans contracter certaines obligations irrévocables et sans se conférer mutuellement certains droits civils. Si, par conséquent, la loi a fait dépendre ces droits et ces obligations de

¹ *La Morale*, par HIME.

certaines formalités, au point qu'ils ne sauraient être assurés ni contractés par aucun autre moyen, comme c'est bien ici le cas, — (car, quelles que soient les promesses que les parties puissent se faire réciprocement, le mariage seul peut les rendre irrévocables) — il devient au même degré immoral que des hommes et des femmes habitent ensemble sans l'intervention de ces formalités.

Comment faire pleinement ressortir le mal et l'injustice qui résultent de pareilles unions, surtout pour la femme ? Elle n'obtiendra jamais pour sa personne le même respect qu'une épouse légitime. Elle ne recevra aucune marque d'honneur et de respect de ses proches, ni de ses voisins. La demeure du moment est une maison de honte. Ses enfants seront marqués pour ainsi dire dès leur naissance de la flétrissure de l'infamie, résultat de la conduite odieuse de leur mère et du crime de leur père. Puis, elle finira par être rejetée comme une créature vile et indigne, qui n'a pas plus de valeur qu'il ne lui reste de vertu, traitée en cela comme tant de milliers d'autres l'ont été avant elle. ¹

Quand à l'homme, — au gentilhomme, comme s'appellent parfois les bandits de cette espèce ; — quant à celui qui l'a entraînée et séduite par son amour impudique et honteux, par ses promesses trompeuses de constance et d'affection, et qui ensuite, à l'heure où son avantage, ses goûts ou ses caprices le lui conseillaient, l'a trahie et abandonnée, ce n'est pas trop de lui appliquer la comparaison de saint Pierre : « Il n'est qu'une brute immonde. Ces hommes, qui, comme des animaux sans raison, ne suivent que le mouvement de la nature, et qui sont nés pour être la proie de ceux qui les font

¹ Voy. *La Morale de HIME.*

périr, attaquant par leurs blasphèmes ce qu'ils ignorent, périront dans leurs infamies où ils se plongent. »¹ On a dit, et avec raison, que le monde fait souvent les plus odieuses distinctions, qu'il permet à certaines positions, à la puissance et à la richesse de se livrer au crime avec impunité ; on donne à cette criante iniquité le nom de *galanterie* ou *d'intrigue*, tandis que, en même temps, on se montre d'une sévérité aussi lâche qu'inflexible envers les malheureuses sans défense. C'est bien là *ce respect des personnes* qui est abominable aux yeux de Dieu ; c'est bien là cette miséricorde qui est fille de Satan ; c'est bien cette tolérance qui faisait que notre Sauveur appelait les Scribes et les Pharisiens *une race de vipères*.

13. PÉCHÉ DE SÉDUCTION ET SES EFFETS

C'est la pire espèce de fornication. Par ses ruses, la séduction détourne du droit chemin et entraîne dans le crime les personnes vertueuses et innocentes. Tout ce qu'on peut dire de l'incontinence en général doit s'appliquer avec dix fois plus de raison au genre le plus hideux de la fornication. Je n'ai pas besoin de m'excuser de citer, sur ce crime détestable les extraits suivants :

« Mes regards erraient à travers les sombres collines, saisissant ça et là une lumière, pareille au ver luisant, qui s'échappait d'une maison ou d'une chaumière perchée là-haut. Je me représentais la fille de l'un de ces foyers, emportée vers quelque vaste cité, bientôt après perdue dans ces infects faubourgs, semblable au fruit vermeil qui s'est

¹ II S. PIERRE, 11. 12.

pourri et qu'on jette avec les immondices dans l'égoût public. La jeune fille, peut-être, est bien digne de blâme, car il faut admettre que la faute n'est pas toute d'un seul côté, et nous ne devons pas laisser une sentimentalité malsaine étouffer la vérité et la justice. Oui, elle peut-être fort à blâmer ; mais, certes ! la créature plus forte, l'homme, l'est bien davantage. Il fut un temps, — une époque des plus humiliantes que le monde ait vues, — où la séduction passait pour une jolie habileté. Mais aujourd'hui, qui ne voit que tromper une femme, une créature si facile à se laisser tromper, surtout par ses affections, est un commerce méprisable, indigne ; et que ce commerce, sans parler de ses terribles conséquences (ni du crime), serait un lucre plus honteux que tricher avec un enfant aux cartes ? Et quand vous ajoutez que, dans des cas très fréquents, l'abandon suit la séduction de si près qu'on serait tenté de croire que les deux actes ont été combinés en même temps, alors, la bassesse de ce commerce se confond absolument avec sa honte. »¹

Paley termine ainsi son chapitre sur la séduction : « Pardessus tout, si nous suivons les effets de la séduction à travers les différentes misères qu'elle occasionne, et si on a raison d'apprécier les crimes d'après les torts qu'ils causent sciemment, on sera convaincu que ce n'est pas simplement pour le plaisir d'invectiver que nous affirmons qu'il n'y a pas la moitié des crimes pour lesquels on punit de mort en Angleterre qui soient aussi funestes que celui-ci. »²

C'est dans le même sens que Georges Eliot écrit : « J'aurais dû, (disait Adam) plutôt commettre une iniquité dont j'aurais

¹ *Les compagnons de la solitude*, chap. ix.

² *Philosop. Morale*, L. III. p. iii.

eu à souffrir moi-même, que de l'entraîner, *elle*, à commettre cette iniquité... et tout cela pour un instant de plaisir, comme si celui qui a dans sa poitrine un cœur d'homme, ne devrait pas se couper la main plutôt que d'en arriver là. Eh ! quoi ? Il n'a pas prévu ce qui arriverait ? Il l'a assez prévu ; il n'avait aucune raison de s'attendre à autre chose qu'à la misère et à la honte pour elle... Non, il y a quantité de gens qui sont pendus pour des choses qui ne sont pas à demi aussi odieuses que celle-là. Qu'un homme fasse ce qu'il voudra, s'il sait que c'est lui-même qui en subira le châtiment, il ne sera pas à moitié aussi coupable que le lâche égoïste, qui se permet des choses faciles pour lui, et dont il sait que le châtiment se fera tristement sentir à quelqu'un autre. »¹

¹ *Adam Bede.*





LE SIXIÈME

ET

Le Neuvième Commandement (suite)

CHAPITRE II

PÉCHÉS DÉFENDUS PAR CES COMMANDEMENTS

1. Deux espèces de péchés de luxure qui renferment une malice spéciale :
(1) L'inceste. (2) Le sacrilège.
2. Péchés de pensée et de parole contre ces commandements. Leurs différents degrés d'après Mgr Hay.
3. Occasions de ce péché. Comment apprécier et juger le danger par rapport aux chants, aux spectacles, aux lectures, aux peintures, etc.
4. Réponse aux objections.
5. Remèdes contre les péchés d'impureté : (1) contre les causes extérieures.
(2) Contre les divagations de l'imagination. (3) Contre les dangers provenant de dispositions naturelles. (4) Prière dans tous les cas.

Il y a, contre ce commandement, certains autres péchés dont je dois dire quelques mots, afin que mes instructions ne restent pas trop incomplètes et défectueuses sur des choses qu'il est nécessaire et utile aux fidèles de connaître, surtout lorsqu'ils ont à faire leur examen de conscience et qu'ils se disposent à recevoir le sacrement de pénitence.

I. DEUX ESPÈCES DE PÉCHÉS DE LUXURE QUI RENFERMENT UNE MALICE SPÉCIALE

Deux espèces de péchés de luxure doivent être mentionnées ici, parce que ces péchés renferment une malice spéciale, et parce qu'on est tenu d'en faire un aveu explicite en confession, chaque fois qu'on s'en est rendu coupable. Il s'agit des crimes connus sous le nom d'*inceste* et de *sacrilège*.

(1) L'inceste est le péché d'impureté commis entre deux personnes unies par des liens de parenté ou d'affinité à un degré constituant un empêchement de mariage. Ce crime diffère dans sa gravité: — (a) suivant qu'il y a parenté ou seulement affinité; (b) et selon le degré de parenté ou d'affinité.

(2) On entend par sacrilège, en général, toute violation, tout mauvais usage, ou tout mépris de choses consacrées ou appropriées au service divin. Ce crime peut se commettre dans diverses circonstances de temps, de personnes, de fonctions et de lieux. Toute circonstance du sacrilège, quelle qu'elle soit, dès qu'elle est coupable, ajoute à la faute une nouvelle gravité et en fait un péché d'une nouvelle espèce, parce que tout sacrilège est un péché contre la vertu de religion.

Le respect dû aux personnes consacrées au service de Dieu se trouve clairement et énergiquement exprimé en différents endroits des Saintes Ecritures: « Prenez bien garde de ne pas abandonner le lévite pendant tout le temps que vous serez sur la terre. »¹ « Avec le lévite qui est dans l'enceinte de vos murailles: prenez bien garde de l'abandonner. »² Et pourquoi? Parce que « Dieu sépara la tribu de Lévi, afin qu'elle portât l'arche d'alliance du Seigneur, qu'elle assistât devant lui dans les fonctions de son ministère, et qu'elle donnât la bénédiction en son nom. »³ « Afin que vous portiez l'iniquité du peuple, et que vous priiez pour lui devant le Seigneur. »⁴ C'est pour cela que Michas, voyant le jeune Lévite venir à lui et consentir à rester avec lui comme son prêtre, lui dit: « Car maintenant je sais que Dieu me fera du bien, puisque j'ai chez moi un prêtre de la race de Lévi. »⁵ Ailleurs, le Dieu Tout-Puissant parle ainsi par la bouche du Psalmiste: « Gardez-vous bien de toucher à mes oints et de maltraiter mes prophètes. »⁶ Et voici comment s'exprime l'Esprit-Saint par la bouche du Sage: « Craignez-le Seigneur de toute votre âme, et ayez de la vénération pour ses prêtres. Aimez de toutes vos forces celui qui vous a créés, et n'abandonnez point ses ministres. Honorez Dieu de toute votre âme, révérez les prêtres... Donnez-leur leur part, comme il vous a été ordonné. »⁷ Ces textes nous montrent la crainte,

¹ DEUT. XII. 19.

² IBID. XIV. 27.

³ IBID. X. 17.

⁴ LEV. X. 17.

⁵ JUG. XVII. 13.

⁶ PS. CIV. 15.

⁷ ECCL. VII. 31-34.

l'amour et le respect de Dieu immédiatement suivis de l'honneur dû à ses ministres, comme des choses naturellement et nécessairement inséparables. Ces prescriptions données au peuple relativement aux prêtres de l'Ancienne Loi, se revêtent d'une plus grande force, quand il s'agit des prêtres de la Loi nouvelle, en raison de la sublimité et de la sainteté de leur état, de leurs fonctions et de leur consécration spéciale au ministère sacré de Jésus-Christ. Saint-Paul, envoyant son collaborateur Epaphrodite, aux Philippiens, leur disait: « Recevez-le donc avec toute sorte de joie dans le Seigneur, et honorez ceux qui lui ressemblent. »¹ Dans une autre épître, il écrit: « Nous vous supplions, frères, de considérer beaucoup ceux qui travaillent parmi vous, qui vous gouvernent selon le Seigneur, et qui vous avertissent de votre devoir; et d'avoir pour eux une particulière charité, à cause de leur travail. Conservez la paix avec eux. »² « Que les prêtres qui gouvernent bien soient doublement honorés, principalement ceux qui travaillent à la prédication de la parole et à l'instruction. »³ Dieu a exprimé les dangers et les châtiments qui étaient suspendus sur la tête de ceux qui en agiraient autrement; — et pourquoi? Non point parce que vous ferez tort au Lévite: non point parce que vous vous rendrez coupable envers lui de quelque violence ou de quelque faute, mais parce que vous ne l'entourerez pas d'amour et de respect tous les jours de votre vie.

Je n'ai parlé jusqu'ici que de ces sortes de crimes qui entraînent la ruine de deux personnes: celui qui se rend

¹ PHIL. II. 29.

² I THESS. V. 12, 13.

³ I TIM. V. 17.

coupable de fornication ou d'adultère vole l'âme de son complice aussi bien qu'il déshonore son corps.

2. PÉCHÉS DE PENSÉES ET DE PAROLES
CONTRE CES COMMANDEMENTS. LEURS DIFFÉRENTS DEGRÉS
D'APRÈS M^{gr} HAY

J'appelle maintenant l'attention sur ces fautes personnelles qui ne font tort qu'à ceux qui s'en rendent coupables, sur les péchés de pensée et de parole contraires à ce commandement, et sur ces choses que nos catéchismes donnent comme des occasions de péché.

Sur les divers degrés de ce péché, Monseigneur Hay écrit ces paroles : « Telle est la malice de ce vice, tel est le caractère détestable qu'il a aux yeux de Dieu, que tous les genres en sont rigoureusement défendus. Tout consentement volontaire et de propos délibéré à un plaisir sensuel contre la pureté, que ce soit par les désirs et les pensées du cœur, ou par des chants, des lectures, des embrassements qui blessent la modestie, par des regards ou des attouchements, en dehors de ce que permet l'usage légitime du mariage, est foncièrement criminel aux yeux de Dieu. Bien des raisons le démontrent : (1) Un des dix commandements, le neuvième, défend formellement tout désir relatif à ce crime funeste : « Vous ne désirerez point la femme de votre prochain. » Comme, d'autre part, le sixième commandement défend les actions criminelles et que le neuvième défend jusqu'aux désirs mêmes, qui sont le premier acheminement vers ce crime, il s'en suit que tous les degrés intermédiaires sont expressément défendus. (2) Notre Sauveur dit très clairement : « Vous avez appris qu'il a été dit aux anciens : Vous ne commettrez point

d'adultèbre. Mais moi je vous dis que quiconque regardera une femme avec un désir pour elle, a déjà commis l'adultèbre dans son cœur. »¹ — Nous voyons dans ces paroles que même les désirs impurs du cœur et les regards immodes tes souillent l'âme du péché d'adultèbre aux yeux de Dieu. A combien plus forte raison cette âme sera-t-elle criminelle devant Dieu si elle se livre à des jouissances volontaires dans les plaisirs des sens, dans des paroles et dans des actes voluptueux !

(3) On connaît les paroles de Job : « J'ai fait un pacte avec mes yeux pour ne penser pas seulement à une vierge ; parce que, quelle union mon Dieu aurait-il avec moi ? et quelle part le Tout-Puissant me donnerait-il à son céleste héritage ? »² — Ce qui veut dire : J'ai pris en moi-même la ferme résolution de ne me permettre aucun regard immode ste envers une vierge, sachant très bien que, si j'en agissais autrement, je perdrais la part que Dieu me réserve et son héritage de là-haut. Saint Pierre parlant des impies « qui périreront dans les infamies où ils se plongent, » ajoute entre autres choses : « Ils ont les yeux pleins d'adultèbre, et d'un péché qui ne cesse jamais : ils attirent à eux, par des amorce s trompeuses, les âmes légères et inconstantes : ce sont des enfants de malédiction. »³ Les Ecritures défendent sévèrement toutes les paroles déshonnêtes comme incompatibles avec la sainteté du chrétien : « Qu'on n'entende pas seulement parler parmi vous ni de fornication, ni de quelque impureté que ce soit, comme on ne doit point en entendre parler parmi des saints. »⁴ Tous les divers degrés d'impuretés ne sont pas

¹ S. MAT. v. 27, 28.

² JOB. XXXI. 1, 2.

³ II S. P. 11. 14.

⁴ EPHES. v. 3.

seulement criminels par eux-mêmes et contraires à la loi de Dieu ; mais, par suite d'une malice particulière de ce vice, ils sont tous autant d'acheminements et de tentations vers des fautes plus graves ; et, conséquemment, toutes les lectures immorales, tous les chants et tous les propos déshonnêtes sont absolument coupables, « car les mauvaises fréquentations corrompent les bonnes mœurs, » et « celui qui aime le danger y périra. »¹

3. OCCASIONS DE CE PÉCHÉ. COMMENT APPRÉCIER ET JUGER LE DANGER PAR RAPPORT AUX CHANTS AUX SPECTACLES, AUX LECTURES, AUX PEINTURES, ETC.

Le catéchisme nous enseigne que, entre autres choses, les spectacles immodestes et les danses sont défendus par ce commandement, et que c'est se rendre coupable que d'y assister. Par spectacles et par danses, nous devons entendre tous ces amusements qui sont des occasions prochaines de péchés contre la pureté. Et le catéchisme fait aussi mention particulièrement des lectures immorales et des tableaux indécents qui sont de nature à exciter au péché par pensées, par paroles et par actions. Quand nous avons un jugement à porter sur ces différentes choses, nous devons les regarder comme mauvaises, parce qu'elles sont des occasions de péchés impurs. Le danger du péché peut être envisagé ici dans un sens absolu ou relatif. Le danger est *absolu*, si les spectacles, les livres ou les danses sont de telle nature que, vu la fragilité humaine, ils peuvent exciter au péché et aux mauvais désirs. Dans ce cas, on doit les considérer en soi comme des

¹ Mgr HAY : *Le Chrétien pieux*, ch. xvi.

occasions dangereuses, et tout le monde est tenu de s'en abstenir. Le danger sera *relatif*, si ces choses ne portent au péché qu'en raison de l'infirmité et de la faiblesse particulière de telle personne, ou en raison des rapports particuliers de deux individus, ou encore en raison de leurs dispositions spéciales. Dans ces circonstances, ces choses doivent être évitées par les personnes qui savent qu'elles y trouveront une occasion de péché. Avant de condamner en général les spectacles, les danses et autres choses de ce genre, il est nécessaire de se rendre compte jusqu'à quel point ils sont périlleux et offrent des occasions de chute. Si la classe ordinaire des chrétiens pieux et dévots peut y assister et y prendre part sans péché, il n'y a pas lieu de les regarder comme mauvais.

Pour apprécier exactement tous ces cas, il est également indispensable d'examiner l'intention de la personne, la fin et le mobile de ses actions. Il n'est rien qu'une mauvaise intention ne puisse vicier. Par conséquent, si une personne qui se permet une lecture, qui assiste à un spectacle ou à une danse, a une mauvaise intention, sa faute est grave. Mais nous devons supposer que des personnes à l'esprit aussi mal fait ne sont que des exceptions. Si, dans une intention honnête, des personnes se laissent engager à prendre part à ces récréations et à ces amusements, non seulement leurs actes ne seront pas coupables, mais ils peuvent être vertueux et méritoires; si elles y prennent part simplement par vaine curiosité ou étourderie, leur faute peut bien n'être pas mortelle en soi. Parfois un homme est obligé de s'exposer à des occasions dangereuses, — par exemple, pour une raison de nécessité, d'utilité ou de convenances; — il n'y a pas lieu alors de lui imputer son action à péché.

4. RÉPONSE AUX OBJECTIONS

Ce qui précède est déjà une réponse aux objections qui se présenteront à l'esprit de plusieurs, et qu'on soulève ordinai-
rement contre les enseignements que nous venons de donner à propos de la fuite des occasions dangereuses. Qu'il me soit permis, à ce sujet, de citer encore une fois, l'essai sur *La Morale*.

« *Que penser des jeunes médecins et des jeunes prêtres ?* Ne doivent-ils pas répondre à l'appel du devoir, aller partout et dans toute sorte de compagnie ? Ne sont-ils pas tenus de rendre service à toute espèce de personnes, qu'elles soient bonnes ou mauvaises ? Et même, *la connaissance du monde* n'est-elle pas pour eux la science la plus importante ? Comment parvenir à connaître le monde, si l'on s'enferme dans sa chambre, si l'on ne va jamais nulle part, si l'on ne fréquente que la société de gens respectables et vertueux ? Eh bien ! à tout cela voici ma réponse : Naturellement, à l'appel du devoir, vous devez aller partout. Vous auriez grandement tort de limiter vos services aux personnes vertueuses, dès lors que le publicain et le pécheur les réclament aussi. Donc, quand le devoir vous appellera, vous irez ; mais vous n'irez pas avant. Le libertinage, la sotte curiosité, l'amour des émotions étranges, les folles imaginations, tout cela, certes, n'est pas le devoir. Et si ces choses, ou l'une d'elles seulement sont l'unique motif que vous ayez de vous jeter volontairement dans la tentation que votre devoir serait de fuir, alors, bien certainement, vous êtes sans excuse, votre conduite est coupable, votre acte n'est que folie.

« Le devoir appelle le soldat à la gueule du canon. Les maladies, les épidémies repoussantes et contagieuses, plus

redoutables, sans contredit, qu'aucune phase de bataille, doivent être affrontées par le médecin et par le prêtre : c'est leur devoir. Ceux qui reculeraient devant la tâche qu'ils se sont imposée ; ceux qui fuieraient à la voix du devoir, quel qu'il soit ; ceux-là ne seraient que des êtres absolument méprisables : leur lâcheté ne mérite pas qu'on s'y arrête plus longtemps. Mais, alors, si le devoir, — le devoir envers Dieu et envers le prochain, — ne nous appelle pas, oui, alors, notre devoir est de ne pas aller dans un endroit où se présentera une forte tentation de péché : y aller sans raison, sans nécessité, c'est se rendre coupable. Venons-en à *la connaissance du monde !* N'ayez pas peur de n'être jamais obligé de vous trouver en face de faits honteux, et de n'avoir pas assez souvent à vous trouver en présence d'actes désagréables et licencieux, sans vous mettre à les rechercher volontairement quand ce n'est point utile. Nous sommes entourés d'iniquités de tout genre, et nous ne pouvons pas échapper à leur contact. Mais vous iriez de propos délibéré à l'encontre de la tentation, dans un endroit où heureusement — *ex hypothesi*, vous n'avez rien à faire ? Quelle absurdité que votre prétexte de chercher à *connaître le monde !* Le foyer des théâtres, les salles d'auberges mal famées, les bruyantes tavernes, les servantes faibles et légères, les jeunes filles livrées à elles-mêmes, les lectures immorales, les chants déshonnêtes, les vils comptes-rendus des tribunaux, les peintures immodestes, les propos malsains, les cris assourdissants de la nuit, les danses échevelées et les scènes de débauche, rien de tout cela n'est *le monde* ; il n'est rien en tout cela que des jeunes gens au cœur inflammable et sans expérience soient obligés de connaître ou d'étudier. »

5. REMÈDES CONTRE LES PÉCHÉS D'IMPURETÉ

Nous avons exposé la nature des péchés d'impureté, leurs causes et leurs occasions. Il est à propos d'indiquer aussi les remèdes et les moyens de se protéger contre leur atteinte. Nous sommes portés à ce vice : (1) par des causes extérieures, c'est-à-dire, par des objets et des occasions en dehors de nous ; (2) par des causes intérieures, c'est-à-dire par les rêves de l'esprit et les caprices de l'imagination, par les dispositions de notre nature et les inclinations des sens.

Les remèdes particuliers contre la concupiscence sont ceux qui font disparaître les causes et arrachent, pour ainsi dire, les racines du mal.

(1) On échappera aux causes extérieures par la fuite des objets et des occasions du péché, comme nous l'avons déjà dit. Je dois signaler encore une fois tout particulièrement la nécessité d'éviter les lectures dangereuses. Qui pourrait dire les maux sans nombre causés à la religion et à la société, dans nos temps modernes, par les mauvais livres ? Combien de fois, sous l'apparente sauvegarde d'une érudition spécieuse, se cachent les germes de l'infidélité et de l'erreur ! Combien de fois, dit saint Basile, le poison de l'immoralité se communique aux âmes par les mauvais livres, sous les fleurs et les grâces doucereuses du style ! Tout bon chrétien devrait éviter ces lectures dangereuses et suggestives ; et, autant qu'il le peut, les empêcher chez les autres. Si quelqu'un vient vous dire qu'il désire lire des livres de ce genre uniquement dans le but de s'instruire, répondez-lui par les paroles de saint Jérôme, qu'il vaut beaucoup mieux et que c'est bien plus sûr d'ignorer que de savoir ce qu'on ne peut pas apprendre sans péril.

(2) Contre les égarements de l'esprit et de l'imagination, nous devons nous garantir par l'invocation constante des noms de Jésus et de Marie, et en repoussant aussitôt les mauvaises pensées. L'esprit doit être toujours occupé à quelque chose de bon et d'utile; nous devons fuir la paresse. Il est bien rare qu'un homme réellement studieux ait le malheur de devenir victime de l'impureté. Ce vice semble être le châtiment de la paresse. Même les malheureux habitants de Sodome ne s'adonnèrent pas à ce crime et ne s'exposèrent pas à en être châtiés, tant qu'ils ne se livrèrent pas à la fainéantise. Le travail est le gardien de la chasteté.

(3) Pour vaincre les dangers qui viennent du tempérament, des dispositions naturelles, on n'a qu'à recourir à l'usage de la mortification, du jeûne, de l'abstinence, etc. Nous devons nous mortifier dans le boire, dans le manger, dans toutes les jouissances de la table. Elles ne sont qu'une sorte de faiblesse personnelle qui devient l'aliment de la volupté. Aussi, tous les saints se sont-ils mortifiés, à l'exemple de saint Paul, qui disait : « Je châtie mon corps, et le réduis en servitude, de peur qu'après avoir prêché aux autres, je ne sois moi-même réprouvé. »

(4) Le remède le plus important et le plus indispensable dans tous les cas de péril et de tentation, et surtout dans les dangers et les tentations de ce genre, c'est *la prière fervente* : « Comme je savais que je ne pouvais avoir la continence, si Dieu ne me la donnait, et c'était déjà un effet de la sagesse de savoir de qui je devais recevoir ce don ; je m'adressai au Seigneur ; je lui fis ma prière, et je lui dis de tout mon cœur : etc. »¹ C'est là cette sorte de démons dont notre

¹ SAG. VIII. 21.

Sauveur dit « qu'on ne les chasse que par la prière et par le jeûne. »¹

La prière, comme préservatif contre ce vice, s'entend non seulement de la prière vocale, mais aussi de la prière mentale, ou méditation sur les grandes vérités éternelles ; et la mortification comprend non seulement le jeûne et les austérités corporelles, mais aussi la pratique d'un renoncement général.

¹ S. MAT. xvii. 20. Voy. Mgr HAY : *Le Chrétien pieux*





LE SIXIÈME
ET
Le Neuvième Commandement (suite)

CHAPITRE III

LA CHASTETÉ

1. Chasteté prescrite par ce commandement. Nature de cette vertu.
2. Division et excellence de cette vertu.
3. Virginité : sa nature. Comment on peut la perdre et la retrouver.
4. Chasteté, vertu très agréable à Dieu: plusieurs considérations qui le prouvent.
5. Ne pas confondre cette vertu avec le célibat, ou profession du conseil évangélique.
6. La chasteté, cause de santé: preuves de diverses autorités et de plusieurs écrivains.
7. Réponse aux objections contre la pratique de la chasteté. Quatre considérations pour réfuter le dit-on: *Il faut bien dépenser le feu de sa première jeunesse.*
8. Il est faux d'affirmer que tous les jeunes gens ne respectent pas pratiquement la morale.
9. Réfutation de l'excuse qu'on voudrait trouver dans l'exemple de respectables vieillards supposés jadis peu honnêtes.
10. L'état du bonheur futur, et récompenses particulières réservées dans le ciel au cœur pur.

I. CHASTETÉ PRESCRITE PAR CE COMMANDEMENT NATURE DE CETTE VERTU

Ces préceptes, qui défendent l'incontinence et l'impureté, commandent la chasteté. Ainsi se nomme la vertu opposée à ce vice et à tous les péchés qu'il engendre. Après avoir parlé du vice et de ses différentes espèces, nous allons maintenant considérer la vertu et ses obligations telles que les impose la loi de Dieu.

La chasteté est une vertu qui modère l'appétit charnel et exclut toute concupiscence illicite et toute satisfaction impure des sens. Elle est opposée à tous les genres de luxure, pensées, paroles et actions.

Elle est une vertu spéciale, parce qu'elle a un objet particulier qui lui est propre, à savoir: le triomphe sur la concupiscence et sur les désirs impurs de notre nature. L'instinct de la procréation, qui touche de si près à celui de la conservation personnelle, est le plus puissant qu'il y ait dans le cœur humain; dès lors, il est nécessaire qu'il y ait une vertu spéciale pour le contenir dans des limites légitimes. Cette vertu diffère de l'abstinence, dont l'objet est la modération de l'appétit dans le boire et le manger; elle fait partie de la vertu générale de tempérance, vertu qui a pour objet la modération de toutes les concupiscences et de tous les plaisirs des sens du toucher et du goût.

2. DIVISION ET EXCELLENCE DE CETTE VERTU.

On distingue la chasteté *conjugale*, la chasteté *virginale*, et la chasteté du *veuvage*. La chasteté *conjugale* n'implique

pas une excellence plus grande que l'abstention des jouissances illicites contraires à la pureté, ou à la sainteté de la vie de mariage. La chasteté du veuvage ajoute quelque chose à la chasteté ordinaire, mais ne renferme pas tout ce qui est parfait dans le domaine de cette vertu; et elle est inférieure à la virginité, qui est une vertu spéciale de chasteté dans sa forme la plus parfaite.

La virginité n'est pas la plus parfaite de toutes les vertus; mais, dans son genre, c'est-à-dire, en tant qu'il appartient à la chasteté, elle est la plus excellente, parce qu'elle est supérieure à la chasteté conjugale et à celle du veuvage: c'est pourquoi elle est considérée comme une vertu spéciale, et elle ajoute à l'âme une beauté des plus attrayantes.

Le Concile de Trente¹ a déclaré comme article de foi que la virginité et le célibat sont des états meilleurs et plus heureux que la vie de mariage; et de là, nous pouvons déduire quel est le prix de cette vertu aux yeux de Dieu et de son Eglise.

3. VIRGINITÉ: SA NATURE

COMMENT ON PEUT LA PERDRE ET LA RETROUVER

La virginité, en tant que vertu, réside dans l'âme. La chasteté virginal, comme on l'appelle, est cette chasteté qui s'abstient de tout plaisir impur, et s'interdit à jamais toute jouissance de ce genre. Sa nature formelle et son complément consistent dans la résolution de se priver de ces plaisirs, et dans l'observation fidèle de cette résolution.

Cette vertu peut se perdre: (1) Par tout péché extérieur ou intérieur contre la sainte pureté; (2) par le changement de la

¹ SESS. XXIV. CAN. 10.

résolution de toujours s'abstenir de ces plaisirs; et conséquemment, par l'intention de se marier. — La vertu, une fois perdue, peut cependant se recouvrer: (1) Par le repentir, pourvu qu'aucun péché grave extérieur n'ait été commis contre la pureté; (2) par le renouvellement de la résolution de chasteté perpétuelle.

Inutile de nous étendre plus longuement sur la virginité corporelle, que peut faire perdre un grave péché extérieur contre la pureté. Qu'il nous suffise de faire remarquer que, malgré la perte de cette intégrité corporelle qui subsiste, l'âme peut, par le repentir et par la pratique de la vertu de chasteté, s'élever de nouveau aux degrés les plus sublimes de cette vertu, et obtenir de Dieu des récompenses beaucoup plus grandes que ceux qui ne sont jamais tombés. Le corps, mais non l'âme, garde les traces du péché commis: la récompense toute particulière de la virginité innocente et immaculée est le partage de ceux qui n'ont jamais violé leur chasteté.

4. CHASTETÉ, VERTU TRÈS AGRÉABLE A DIEU PLUSIEURS CONSIDÉRATIONS QUI LE PROUVENT

Nous allons établir que la chasteté, ou la pureté, est une des vertus les plus agréables à Dieu, nous le ferons avec Monseigneur Hay qui le prouve par les considérations suivantes: (1) Dieu nous invite d'une manière toute spéciale à la pratique de cette vertu, comme étant l'une de celles dans lesquelles consiste particulièrement notre sanctification: « La volonté de Dieu est que vous soyez saints; que vous vous absteniez de la fornication: que chacun de vous sache posséder le vase de son corps saintement et honnêtement, et

non point en suivant les mouvements de la concupiscence, comme font les païens qui ne connaissent pas Dieu..... Car Dieu ne nous a pas appelés pour être impurs, mais pour être saints. Celui donc qui méprise ces règles méprise non un homme, mais Dieu. »¹ (2) Pendant qu'il était sur la terre, Jésus-Christ a montré une préférence toute particulière pour cette vertu, et pour ceux qui la pratiquent. Il n'a voulu avoir pour Mère que la plus pure des vierges. Il a toujours eu un amour de préférence pour saint Jean, son disciple vierge, qu'on appelle pour cette raison le disciple bien-aimé. A sa mort, il ne recommanda sa Mère vierge à aucun autre qu'à son disciple vierge. (3) Cette vertu rend une personne semblable aux anges eux-mêmes, car, comme dit notre Sauveur: « Après la résurrection, les hommes n'auront point de femmes, ni les femmes de maris; mais ils seront comme les anges de Dieu dans le ciel. »² Bien plus, saint Chrysostome fait observer qu'elle rend une personne même supérieure aux anges, par suite des victoires remportées sur les tentations d'impureté, dont les Anges n'ont aucune expérience. De là, ces paroles de l'Ecriture: « La femme sainte et pleine de pudeur est une grâce qui passe toute grâce. Tout le prix de l'or n'est rien au prix d'une âme chaste. »³

5. NE PAS CONFONDRE CETTE VERTU AVEC LE CÉLIBAT OU PROFESSION DU CONSEIL ÉVANGÉLIQUE

La vertu de chasteté, dont nous parlons ici, ne se borne point au célibat, et ne doit pas être confondue avec cet état,

¹ I THESS. IV. 3. 8.

² S. MAT. XXII. 30.

³ ECCL. 19. 20.

pas plus qu'avec la chasteté dont on fait vœu par la profession des conseils évangéliques. Celle-ci et le célibat sont libres, et sont le partage de ceux qui, appelés par une vocation divine, embrassent les saints ordres ou la vie religieuse. L'état sacerdotal et la profession religieuse ne sont pas rigoureusement de précepte, mais simplement de conseil. La vertu de chasteté est commandée et obligatoire; par conséquent, ces instructions s'adressent à tous, et tout spécialement aux personnes non mariées qui vivent dans le monde. Dans un autre ouvrage,¹ j'ai déjà expliqué les conseils évangéliques et les obligations qu'ils entraînent pour ceux qui ont fait vœu de les observer. Ici, je désire exposer, pour les Chrétiens en général, les obligations que leur impose la vertu de chasteté; et, surtout, son importance pour les personnes jeunes ou avancées en âge qui, non mariées, vivent dans le monde. Pour les jeunes comme pour les vieux, il est bon de dissiper de sottes impressions et de réfuter des objections perverses.

6. LA CHASTETÉ, CAUSE DE SANTÉ: PREUVES DE DIVERSES AUTORITÉS ET DE PLUSIEURS ÉCRIVAINS

D'après le témoignage des médecins les mieux autorisés, la continence est absolument possible, non seulement elle n'est pas nuisible à la santé, mais elle lui est très favorable. Il est vrai que, cédant à une loi universelle de la nature, la continence devient très difficile quand le corps a pris les habitudes du vice; mais, même alors, elle n'est pas impossible, ni périlleuse pour la santé; elle lui est, au contraire,

¹ *La Vie Religieuse.*

très avantageuse. Comme preuves de ce que j'avance, qu'il me soit permis de donner quelques citations :

« Il ne faut pas que les hommes, qui ne sont pas mariés et qui veulent vivre dans le célibat, se figurent qu'ils peuvent le faire, s'ils se laissent aller sans réserve aux plaisirs de la table. Pour eux, la sobriété est absolument essentielle. Aidés par elle, ils peuvent, avec impunité pour eux et au grand avantage de la société, continuer à vivre dans le célibat. » (Dr Acton).

« A la science privée, se joint le poids du témoignage solennel et public que nous donnent des hommes au tempérament ardent, qui sont arrivés à la pleine vigueur de la vie dans la pratique de la chasteté... Quelle puissante preuve de la compatibilité de la vertu et de la santé nous fournit le sacerdoce catholique ! (On pourrait y ajouter le témoignage d'un nombre incalculable de religieux et de religieuses dans tous les temps et dans tous les pays.) C'est un fait positif et bien connu qu'une immense multitude d'hommes (et de femmes), vivant sous tous les climats et dans toutes les régions, gardent honnêtement leurs vœux. Nul n'ignore que, par la fuite de la tentation, par suite de la direction qu'ils donnent à leur esprit vers des occupations intellectuelles, par leur dévouement aux grands intérêts de l'humanité, ils passent une longue vie, brillants de santé et de vigueur.

« L'occasion de faire des observations sur une vaste échelle, fournie à tous les chefs d'institutions publiques, et à tous ceux qui se consacrent à l'éducation, ajoute un grand poids à leur témoignage. Le supérieur de 800 enfants et jeunes gens constate : « Le résultat de mes observations personnelles, poursuivies pendant de nombreuses années, est qu'un pénible exercice physique, en plein air, est, dans la plupart des cas,

un remède efficace aux penchants vicieux. Un très grand nombre de jeunes gens se font ainsi une loi, et passent la période de leur adolescence dans la pureté et la tempérance, jusqu'au moment où ils se sont fait une position qui leur permet de se marier. »¹

« Dans les communautés des premiers temps du Christianisme, dans nombre de pays et de populations de la campagne, qui ont pu échapper aux entraînements du vice, nous voyons les avantages de la chasteté pour la santé de la jeunesse. Parmi ces sociétés simples et vigoureuses, un enseignement religieux très soigné, qui subordonne la vie matérielle à la vie spirituelle ; un amour énergique et public de son pays, se joignent à la vie des champs, pour préserver l'honnêteté des jeunes gens et des jeunes filles, qui deviennent les parents d'enfants vigoureux, lesquels, à leur tour formeront le nerf le plus fort de la nation. »

« L'expérience du passé et une vue d'ensemble des faits existants, nous apprennent ainsi, que l'empire sur soi-même et une chasteté complète sont d'un grand avantage pour la santé d'un jeune homme ; que toutes ses puissances en seront fortement accrues, et qu'il rendra un réel service à son pays, et à la vigueur de sa race, en menant une vie tout à fait vertueuse avant le mariage. »

La tendresse d'un père, la sagesse d'une mère doivent leur faire rejeter bien loin les conseils du désespoir, et leur apprendre la vérité : la vertu est l'unique sauvegarde de la vie de leurs fils. Qu'ils s'attachent, avec l'énergique conviction de la science positive, à cette vérité, que la chasteté, dans le jeune âge (et à toutes les époques de la vie), fortifie

¹ HIME, *La Morale*.

les puissances physiques et mentales, augmente la force nécessaire pour combattre toute tendance morbide et héréditaire, conserve l'estime de soi, le respect de la femme, qui sont l'essence de la virilité, et prépare le jeune homme à cette auguste institution, — de laquelle dépend le plus grand avenir de toute nation, — qui est le mariage vrai et seul heureux. »

« Tout autre genre de vie est plein de dangers pour le jeune homme, — dangers pour l'âme et dangers pour le corps; dangers pour lui-même, et dangers pour les autres: dangers qui ne se montreront pas d'abord dans toute leur redoutable réalité, mais qui deviendront de plus en plus manifestes à chaque pas dans la mauvaise voie, jusqu'au moment où l'œil clairvoyant aperçoit la désolation complète de l'homme corrompu et de la femme tristement viciée fruit d'un premier pas dans le chemin de la dégradation. »¹

Ces extraits jetteront un véritable éclat de lumière sur la doctrine et la pratique de l'église catholique, pour ceux qui, séparés d'elle, se laissent emporter par de fausses affirmations et par des calomnies contre l'état religieux et les communautés religieuses, qui semblent ne pas comprendre que, non seulement cet état est possible, mais qu'il est une vie de la plus sublime perfection, et un bonheur pour l'âme aussi bien que pour le corps. Jamais un honnête homme ne pourra comprendre comment des êtres humains peuvent prêter l'oreille à d'aussi grossières calomnies, à moins que leur esprit et leur cœur ne soient déjà corrompus au point de ne pas vouloir croire que les autres peuvent mener, et, de fait, mènent une vie pure et chaste, embellie par toutes les autres vertus chrétiennes.

¹ *Conseils aux parents*, par le Dr E. BLACKWELL, apud Hime.

7. RÉPONSE AUX OBJECTIONS CONTRE LA PRATIQUE DE LA CHASTETÉ

Il reste encore une ou deux objections, sorte de théories qu'on allègue pour justifier la conduite de ceux qui hésitent à embrasser un genre de vie vertueux et honnête. On pourrait appeler la première, « la théorie de la gourme, » et qui est très bien décrite par un auteur auquel j'ai déjà fait plusieurs emprunts. Elle consiste dans la plaisante illusion qu'on aime à se faire : « On a bien le temps de s'assagir et de se calmer plus tard; la jeunesse est le temps des jouissances, le temps de la joie et des extravagances, » comme si, vraiment! être joyeux, extravagant, débauché, pécheur, vicieux, et être heureux, étaient tout autant d'expressions synonymes; et comme si on n'avait à cet âge, qu'à « jeter sa gourme, ou le premier feu de sa jeunesse. »

Notre auteur, en réponse à cette théorie, fait valoir quatre considérations qui montrent l'extrême absurdité de pareils sentiments pour excuser la sensualité.

(1) *D'abord* : la sensualité, qu'on s'y livre jeune, dans l'âge mûr ou dans la vieillesse, est toujours coupable; et, conséquemment, en aucune circonstance, à aucun âge, ne deviendra le vice de quiconque veut être fidèle à la sainte volonté et aux commandements de Dieu.

(2) *En second lieu* : pendant qu'il va jeter sa gourme et le premier feu de sa jeunesse, ce transgresseur volontaire, ce criminel de propos délibéré, peut contracter pour le péché un goût tel, qu'il ne lui sera sans contredit pas si facile ni si agréable qu'il semble le supposer, d'en secouer le joug, lorsqu'il jugera bon ou nécessaire de revenir à une meilleure voie.

(3) *En troisième lieu* : il peut se faire que, non seulement il se soit dégradé et avili lui-même ; mais encore (épouvantable réflexion !) qu'il trouve aussi, à sa grande douleur et à sa profonde surprise, qu'il a été un moyen de corruption pour le caractère et de ruine pour les bons principes des autres, de ceux qui ont été assez malheureux pour se laisser influencer et pervertir par ses mauvais exemples, et qui ont été plus ou moins associés aux scènes de ses vices précoces.

(4) *Quatrièmement enfin* : supposons que ce jeune homme qui, selon l'hypothèse, sacrifie aussi facilement sa conscience et son estime personnelle à l'empire de ses passions, qui renvoie, bien réfléchi, « à plus tard, plus tard encore, et toujours à plus tard, » de tourner une autre feuille du livre de sa vie ; supposons qu'il vienne à mourir subitement, d'une maladie de cœur, si vous voulez, d'une chute dans l'eau où il se noie, d'un accident de chemin de fer, « emporté en plein épanouissement de son vice ; » — eh bien ! alors, qu'arrivera-t-il ? Je le demande, qu'arrivera-t-il ?

« Ou supposons que ce jeune homme ne meurt pas ainsi subitement et tout d'un coup ; mais qu'il est frappé à l'improviste d'une maladie douloureuse qui l'étend sans forces sur son lit, une fièvre typhoïde, le typhus, la petite vérole, la scarlatine, ou quelqu'autre maladie plus douloureuse encore, où l'on est obligé d'avoir recours au bistouri du chirurgien, qui, très vraisemblablement, sera impuissant à rendre la santé au malheureux patient : dans ce cas, je le demande, lui sera-t-il possible de recueillir ses pensées, de devenir religieux, d'avoir un repentir sincère pour la première fois de sa vie, quand la voix dure et menaçante de la mort l'appelle ? Quel est celui qui est capable de réfléchir sérieusement sur le passé, de porter des regards résignés, l'esprit en prière, vers

l'avenir, lorsque, torturé par les spasmes et la tête en feu, il n'a guère conscience que de sa faiblesse, de ses souffrances et de l'agonie qui étreint et tord son corps épuisé ; ou bien encore, pour laisser notre imagination faire un pas de plus, lorsqu'il sera dans un état d'affaissement et de prostration, incapable de tout mouvement du corps et de l'âme ? Bref, ne peut-il pas venir un moment où, toute vigueur physique et morale ayant disparu, il est « trop tard pour s'amender ? »

Recueillez et gravez donc profondément dans votre cœur, afin qu'elle soit constamment le principe actif et modérateur de votre conduite, pendant toute votre vie, la morale de la parabole des vierges folles :

« Il est tard, bien tard, trop tard ! Voici la nuit sombre et froide ! — Il est tard, bien tard, trop tard ! Mais nous pouvons encore entrer. — Trop tard, trop tard ! Vous ne pouvez plus entrer. — Nous n'avions point de feu ; nous en avons un profond regret. — En l'apprenant, l'Epoux voudra bien se laisser attendrir. — Trop tard, trop tard ! Vous ne pouvez plus entrer.

Point de feu : si tard ! Que sombre et froide est la nuit ! — Oh ! laissez-nous entrer, que nous trouvions de la lumière ! — Trop tard, trop tard ! Vous ne pouvez plus entrer. — Ne nous a-t-on pas dit que l'Epoux est si plein de mansuétude ? — Oh ! laissez-nous entrer, quoique tard, que nous baisions ses pieds ! — Non, non, trop tard ! Vous ne pouvez plus entrer. »¹

8. IL EST FAUX D'AFFIRMER QUE TOUS LES JEUNES GENS NE RESPECTENT PAS PRATIQUEMENT LA MORALE

Je noterai encore un ou deux de ces prétextes aussi faux et aussi malséants que ceux qui précédent, mais qu'on avance

¹ TENNYSON : *Guinevere*.

néanmoins fréquemment pour couvrir les intentions les plus perverses. Par exemple, cette fausseté que « tous les jeunes gens franchissent les limites des bonnes mœurs ; » que ceux qui sont restés pendant leur jeunesse purs et chastes, ne sont que « des faquins, des poules-mouillées, des efféminées, des serins, » des hommes qui n'ont jamais été que « des clamps, » pour parler le jargon des dévergondés. Bien loin de là : nombreux sont ceux qui peuvent tourner leurs regards vers d'anciennes connaissances, vers ces hommes qui, pendant leur jeune âge, ont mené une vie chaste et pure, constamment à l'abri des vices grossiers, apanage de la dissipation ; et ce sont eux, d'après les paroles de Mgr Hime « qui ont été les premiers dans nos Universités à l'époque dont je parle,... qui se sont faits remarquer comme supérieurs à la grande majorité de leurs camarades d'étude, sous tous les rapports, — au physique aussi bien qu'au point de vue moral et intellectuel.

« Ils ont été remarquables par leurs brillants succès aux examens les plus difficiles et les plus critiques, autant que par la convenance et la fermeté de leur conduite. Ils étaient aussi distingués parmi tous les autres par leur étonnante habileté dans un jeu de raquettes, au gymnase, à la chasse, à la balle, dans une partie de natation, au cricket et dans tous les sports. »

« Non, je le répète, tous les jeunes gens ne tombent pas. Et, parmi ceux qui dédaignent courageusement d'abaisser l'empire de leur conscience et de leur estime personnelle à celui de leurs passions, vous trouverez, je le redis encore, comme vous pourriez naturellement vous y attendre, non seulement les élèves les plus laborieux et les plus remarquables de nos Universités ; mais aussi les plus habiles joueurs

de balle, de paume, les plus forts cavaliers et les lutteurs les plus irrésistibles. Dans leurs rangs, vous rencontrerez vos compagnons les plus aimables et les plus charmants, vos amis les plus francs et les plus sûrs. »

Les remarques et les arguments qui précèdent suffiront pour répondre à tout ce qu'on peut alléguer contre une vie chaste et pure, la meilleure, incontestablement, et la plus heureuse pour tous, jeunes et vieux. Il reste toutefois une autre forme que prend le faux prétexte, en s'appuyant sur l'exemple de ceux qui furent déréglos et vicieux, dans leurs jeunes années, et qui, plus tard, s'étant calmés, sont parvenus à une paisible et respectable position dans la vie. Cette nouvelle excuse est formulée ainsi par l'auteur déjà si souvent cité : « Mais voyez donc ce vieillard, Monsieur Un Tel ! C'est effrayant comme il a été dissolu dans sa jeunesse ; et cela n'empêche pas qu'il est aujourd'hui un des hommes les meilleurs, les plus heureux et les plus respectés que je connaisse ! »

9. RÉFUTATION DE L'EXCUSE QU'ON VOUDRAIT TROUVER DANS L'EXEMPLE DE RESPECTABLES VIEILLARDS SUPPOSÉS JADIS PEU HONNÊTES

Comment résumer la réponse de ce même auteur ? D'abord, il n'est absolument pas certain que ce vieillard ait été aussi dissolu dans son jeune âge. Les vieillards aiment à se vanter ; et, bien souvent, les accusations portées contre eux, ne parviennent aux jeunes que par des bouches étrangères.

Admettons, en second lieu, qu'il ait été réellement un dissolu ; il pourrait bien se faire que ce même individu ne soit pas aujourd'hui *des plus respectés* et, lors même qu'il

s'est amendé, il est peut-être loin d'être le plus heureux des hommes. (1) Souvent, bien souvent, cet homme que vous prétendez heureux, quand il est seul est abattu, se trouve assailli de tristes et vains regrets, de pénibles remords, dès qu'il jette un regard rétrospectif sur le temps passé qu'il a gaspillé et dont il a tant abusé. (2) Sa faiblesse morale et physique pourrait bien réapparaître dans ses enfants innocents, comme une vengeance, pour ainsi dire, des crimes de sa jeunesse. (3) Que dire des amis, — hommes et femmes, — dont il a anéanti toutes les espérances de bonheur, dont il a vicié les mœurs par ses fréquentations coupables? (4) Que dire de ce fait: que, par suite de ses crimes, le monde est aujourd'hui devenu plus pervers?

Ce Monsieur Un Tel, apprécié à la lueur de telles réflexions, peut-on le dire *heureux*? Ses vieux ans, même s'ils sont respectés, peuvent-ils être aussi paisibles et aussi calmes qu'ils l'auraient été s'il « n'avait jamais suivi les conseils des impies, ne s'était jamais arrêté dans le chemin des pécheurs, et ne s'était jamais assis sur le siège de ceux qui ne méritent que mépris! »

IO. L'ÉTAT DU BONHEUR FUTUR
ET RÉCOMPENSES PARTICULIÈRES RÉSERVÉES DANS LE CIEL
AU CŒUR PUR

Qu'il me soit permis de clore ce chapitre sur la chasteté, par un regard sur l'état du bonheur futur, et sur les récompenses, toutes particulières qui seront, dans le ciel, le partage de ceux qui auront pratiqué cette vertu ici-bas.

« Les noms du Père et de l'Agneau sont écrits sur leur front; ils suivent et accompagnent l'Agneau partout où il va,

et chantent un cantique nouveau de louanges que personne autre ne peut chanter. « Je regardai, dit Saint Jean, et je vis l'Agneau debout sur la montagne de Sion, et avec lui cent quarante-quatre mille personnes... qui ont été rachetées de la terre. Ce sont ceux qui ne se sont point souillés avec les femmes, parce qu'ils sont vierges. Ceux-là suivent l'Agneau partout où il va : ils ont été achetés entre les hommes pour être les prémisses de Dieu et de l'Agneau. »¹

Rappelons-nous donc bien les recommandations que nous lisons dans les écrits des Apôtres : « Montrons-nous en toutes choses comme des ministres de Dieu... par la pureté.² Les fruits de l'esprit sont la charité,... la modestie, la continence, la chasteté.³ Rendez-vous l'exemple des fidèles dans les entretiens, dans la manière d'agir, dans la charité, dans la foi, dans la chasteté. »⁴

Enfin, gravons profondément dans notre cœur cette vérité, que le célibat, qui est la pratique de cette vertu poussée à la plus haute perfection, est préférable au mariage, parce qu'il nous délivre de nombreux soucis inséparables de ce dernier état, et laisse à notre esprit toute liberté de se donner au service de Dieu. « Celui qui n'est point marié s'occupe du soin des choses du Seigneur, et de ce qu'il doit faire pour plaire au Seigneur. Mais celui qui est marié, s'occupe du soin des choses du monde, et de ce qu'il doit faire pour plaire à sa femme ; et ainsi il se trouve partagé. De même une femme qui n'est point mariée, et une vierge, s'occupent

¹ APOC. XIV. 35.

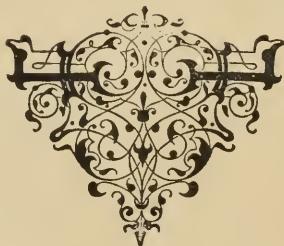
² II COR. VI. 4-6.

³ GAL. V. 22, 23.

⁴ I. TIM. IV. 12.

du soin des choses du Seigneur, afin d'être saintes de corps et d'esprit. Mais celle qui est mariée s'occupe du soin des choses du monde, et de ce qu'elle doit faire pour plaire à son mari. Or je vous dis ceci pour votre avantage,... et pour que vous ayez un moyen plus facile de prier Dieu sans empêchement. »¹

¹ I COR. 32-35. Voy. M^{tr} HAY: *Le Chrétien pieux.*





LE SIXIÈME

ET

Le Neuvième Commandement

CHAPITRE IV

ABSTINENCE ET SOBRIÉTÉ

1. Sens des mots : tempérance, abstinence et sobriété.
2. La gourmandise, vice opposé à l'abstinence.
3. Les cinq formes vicieuses de la gourmandise, énumérées par Saint Thomas : (1) *Præpropere*. (2) *Laute*. (3) *Nimis*. (4) *Ardente*. (5) *Studiose*.
4. Vertu de sobriété.
5. Enseignement catholique relativement à l'usage et à l'abus des boissons alcooliques.
6. Règle donnée par Saint Paul sur ce point.
7. Conseil aux buveurs d'eau.
8. La sobriété commandée et prouvée par l'Ecriture.
9. L'ivrognerie, péché opposé à la sobriété. Gravité de ce péché et ses funestes conséquences.
10. Extrait d'une adresse publiée par l'épiscopat réuni de la vénérable et très fidèle Eglise d'Irlande sur ce sujet.
11. Paroles du Cardinal Manning et des Archevêques et Evêques d'Irlande sur ce même sujet.

I. SENS DES MOTS: TEMPÉRANCE, ABSTINENCE ET SOBRIÉTÉ

La tempérance, en général, est une vertu qui règle et modère l'usage légitime des plaisirs sensuels. Ici, nous n'avons à la considérer que comme règle et modération du boire et du manger. A ce point de vue, on l'appelle aussi *abstinence ou sobriété*. L'*abstinence* nous enseigne à observer une modération convenable dans l'usage des aliments et des boissons non fermentées, au point de ne nous jamais laisser aller à l'excès pour la quantité, à trop de recherche et de délicatesse pour la qualité, ni à des marques d'un trop grand attachement à ces plaisirs, soit en parlant, soit en usant de ces plairs d'une façon excessive. La *sobriété* est la vertu qui nous apprend à modérer notre appétit et nos jouissances dans l'usage des boissons alcooliques. Les vices contraires à ces deux vertus sont la *gourmandise* et l'*ivrognerie*.

L'*abstinence* est une vertu en tant qu'elle est soumise aux règles de la raison; elle signifie que nous devons nous abstenir de tout excès dans l'usage des aliments et des boissons non fermentées. Les plaisirs de la bonne chère sont bien propres à détourner notre esprit de la considération des choses plus élevées; à cause de la nécessité et du besoin où nous sommes de prendre de la nourriture pour conserver notre vie, et du grand désir de vivre qui est inhérent à notre nature. D'où il suit que nous avons le jeûne et l'*abstinence* prescrits par l'église, afin de nous mettre à même de cultiver cette vertu, de résister au vice de la gourmandise, et à toutes ses funestes conséquences.

Nul besoin d'entrer ici dans une explication complète des lois de l'église sur le jeûne et l'*abstinence*. Je n'ai à m'occuper présentement de ces choses qu'autant qu'elles tombent sous

la loi morale de Dieu et touchent à ce commandement; c'est-à-dire, dans ce sens que l'abstinence est un puissant moyen pour nous garder purs et chastes; tandis qu'une trop grande jouissance dans le boire et le manger est la source des tentations et des fautes contre la pureté.

2. LA GOURMANDISE: VICE OPPOSÉ A L'ABSTINENCE

La gourmandise, comme je l'ai dit, est le vice contraire à l'abstinence. Elle est un amour déréglé du boire et du manger.

(Il ne s'agit pas ici de boissons enivrantes.) Dans les mets, deux choses à considérer: les mets en eux-mêmes, et la manière de les manger; de là, deux désordres sont à craindre.

(1) Quant aux mets en eux-mêmes. La gourmandise fait rechercher les aliments rares, précieux et coûteux, ce qu'il y a de plus recherché et de plus délicat pour la qualité: et, pour la quantité, elle excite à manger plus que le nécessaire.

(2) Quant à la manière de manger, on peut pécher par gourmandise en mangeant à des heures indues, trop souvent, ou avec trop d'avidité à quelque moment que ce soit.

Ainsi considérée, la gourmandise est de sa nature un péché vénial, même lorsqu'une personne mange à l'excès; — à moins qu'elle ne pousse l'excès jusqu'au point de se rendre incapable de remplir ses obligations, et à moins qu'elle ne puisse prévoir que de mauvaises et coupables conséquences seront le résultat de sa gourmandise: car cette habitude est la mère féconde de plusieurs autres péchés; et c'est pour cela qu'elle est un des sept péchés capitaux.

L'exemple de notre Sauveur, repoussant la tentation du diable de faire un miracle pour satisfaire son besoin de nourriture, est bien fait pour nous servir de leçon, et pour

nous apprendre, non seulement à éviter tout excès, mais aussi toute circonstance déréglée, relativement aux heures aux lieux, à la manière, etc. de prendre la nourriture qui nous est nécessaire.

Saint Thomas énumère cinq manières de pécher par gourmandise: *Præpropere, Laute, Nimis, Ardente, Studiose.*

3. LES CINQ FORMES VICIEUSES DE LA GOURMANDISE ÉNUMÉRÉES PAR SAINT THOMAS

(1) *Præpropere*; ce qui veut dire manger ou boire sans un besoin réel, avant ou après les heures régulières des repas. Saint Philippe de Néri défendait ce défaut très-sévèrement à tous ses pénitents et disciples, comme fatal pour un esprit inférieur.

(2) *Laute*, c'est-à-dire somptueusement. Les sommes dépensées en luxe de table pourraient fréquemment être consacrées à soulager les besoins des pauvres. Tous les maîtres de la vie spirituelle recommandent la frugalité et la simplicité de la table.

(3) *Nimis*, trop. Que les deux règles données par saint Jérôme nous préservent de ce défaut. Voici la première: *Sit tibi moderatus cibus et nunquam venter explitus*; (que votre nourriture soit modérée, au point de ne jamais surcharger l'estomac.) Il ne permet pas qu'on s'écarte jamais de cette règle. Il désire qu'on l'observe tout particulièrement dans les festins, lorsqu'on se trouve en face d'une grande variété de mets. Cette variété a lieu *in signum sanctæ lætitiae*, et pour que les pauvres aient aussi une raison de se réjouir; mais nullement pour que tout soit avidement dévoré en

l'honneur du saint dont les jeûnes ont été si agréables au Tout-Puissant.

La seconde règle est celle-ci: « *Quando comedis cogita quod statim tibi orandum illico et legendum est;* (lorsque vous mangez, songez qu'immédiatement après, vous devrez vous livrer à la prière, à la lecture ou à l'étude.)

(4) *Ardente*, avec précipitation et avidité, — comme font les animaux. Une trop grande avidité pour un mets, coûta à Esaï la perte de son droit d'aînesse, et coûte chaque jour à un grand nombre de personnes la perte de leur santé.

(5) *Studiose*, — c'est-à-dire, être inquiet sur la qualité ou la variété des aliments, ou sur la manière de les préparer, comme les Epicuriens. Laisser son esprit trop s'absorber par la pensée de la nourriture, c'est bas et dégradant *Esca ventri*, s'écrie l'Apôtre, la nourriture est pour le ventre, — vile partie de notre corps, — et non pour l'esprit, *non menti, sed ventri*; et le ventre est pour la nourriture, *et venter escis*; mais point nos pensées ni notre esprit. Ils sont bien faits l'un pour l'autre, car tous les deux sont vils, éphémères et destinés à la corruption. Notre âme, au contraire, est immortelle; elle est faite pour penser à Dieu, pour le connaître et l'aimer. Par conséquent, si elle ne pense pas à lui, mais s'occupe d'une vile nourriture, n'est-il pas clair que nous nous ravalons au niveau de ces brutes qui font leur dieu de leur ventre, — *quorum Deus venter est?*¹

Que ces principes deviennent la règle de notre vie: à l'exemple des saints, laissons le soin de notre nourriture, de notre santé et de notre vie à la si tendre Providence de Dieu; occupons-nous de nos études, de sa gloire divine, des intérêts

¹ PHIL. III. 19.

de la religion, et il prendra soin du reste. « Cherchez avant tout le royaume de Dieu et sa justice, et tout le reste vous sera donné par surcroît. »¹

4. VERTU DE SOBRIÉTÉ

Elle est une vertu, qui, comme je l'ai dit, règle et modère l'usage des boissons alcooliques. Partout où nous trouvons un obstacle particulier à un genre de vie juste et raisonnable, il est nécessaire qu'une vertu spéciale vienne écarter cet obstacle. Les boissons enivrantes sont un empêchement à l'usage légitime de la raison, parce que leurs fumées troublent le cerveau. Dès lors, il faut une vertu spéciale pour écarter cet empêchement; et cette vertu s'appelle la sobriété.

5. ENSEIGNEMENT CATHOLIQUE RELATIVEMENT A L'USAGE ET A L'ABUS DES BOISSONS ALCOOLIQUES

Nous devons, sur ce sujet, toute notre attention à l'enseignement catholique relativement à l'usage et à l'abus des boissons fermentées.

« Nier la légitimité de l'usage de ces boissons, affirmer que l'alcool est un principe mauvais, et qu'il est interdit d'en user, ce n'est rien moins qu'une hérésie. C'est contraire à tout l'enseignement de l'Ancien et du Nouveau Testament, et à la tradition universelle de l'église. L'enseignement de son divin fondateur a commencé par le miracle du changement de l'eau en vin, à une solennité de mariage, et il se termine par le changement du vin en son sang, qui institue

¹ Voy. *Méditations sur les Vérités de la Religion*, par M^{sr} Kirby, notes sur la 27^{me} Méditation.

la solennité perpétuelle du mariage entre lui et son église. Les efforts de quelques sectaires modernes pour donner à tout cela une fausse interprétation, pour établir que le vin si souvent loué et promis dans l'Ancien Testament, et dont Notre-Seigneur s'est servi dans la nouvelle Loi, n'était qu'une espèce de sirop non fermenté, ne méritent rien moins que la qualification d'« indécents, » qui leur a été appliquée. Dès le commencement, il y a eu des hérésies sur ce point. Quelques anciennes sectes de Gnostiques et de Manichéens défendaient l'usage du vin même dans l'administration de la sainte Eucharistie, et y substituaient de l'eau ou du lait. Tatien, qui mourut en 174, fut le père des hérésiarques Syriens connus sous le nom d'Encratites, d'Hydroparastales ou Aquariens, dont parle saint Clément. Des sectes semblables parurent pendant tout le cours du Moyen-Age. C'est pour cela que les écrivains catholiques, tout en exhortant les fidèles à l'abstinence volontaire, ou à l'observation des lois de l'Eglise pour les jours de jeûne et d'abstinence, les avertissent avec le plus grand soin, qu'ils n'ont point à se laisser émouvoir, sur ce point, par les fausses doctrines des hérétiques ; et qu'ils ne doivent pas se comporter comme s'ils étaient encore soumis aux prohibitions légales du Judaïsme. Ils ne cessent jamais de les informer que les vrais motifs de l'abstinence sont l'asservissement de la chair, la soumission à l'autorité légitime, la charité et la condescendance envers le prochain. »¹

6. RÈGLE DONNÉE PAR SAINT PAUL SUR CE POINT

Pour l'usage comme pour l'abstention des boissons fermentées, on peut s'en tenir à la règle fixée par le saint

¹ *L'Ecole de la Boisson*, par le R. P. T. E. BRIDGETT, p. 7 et 8.

Apôtre, et ainsi expliquée par Julien Pomerins : « Le saint Apôtre a établi la règle quand il dit : « Ne vous laissez pas aller aux excès du vin, d'où naissent les dissolutions ; » ¹ comme s'il avait dit : « Ce n'est pas la nature du vin, mais son excès qui cause et alimente l'impureté. » En conséquence, je ne vous défends pas de boire du vin, mais de vous enivrer, puisque son usage modéré fortifie les estomacs faibles, tandis que l'ivresse ruine à la fois l'âme et le corps. A son disciple Timothée, qui s'était rendu malade à force d'abstinence, et s'était causé des maux d'estomac par l'usage de l'eau ; il ordonne de boire un peu de vin : « Ne continuez plus à ne boire que de l'eau ; mais usez d'un peu de vin, à cause de votre estomac et de vos fréquentes maladies. » ² Donc, d'après cette doctrine, ceux qui boivent du vin ne pèchent en aucune façon contre l'abstinence, s'ils n'en usent pas pour s'enivrer, mais uniquement pour raison de santé. Ceux qui n'ont pas une raison de santé, feront bien de s'abstenir de vin, de crainte que son usage qui fortifie un corps faible, n'enflamme celui qui est bien portant. »

Le même auteur dit encore : « Puisque les Manichéens et d'autres hérétiques peuvent pratiquer le jeûne et l'abstinence, par haine de la chair qu'ils regardent comme impure, et non par amour pour l'abstinence, et qu'ils se contentent de pain et d'eau, ne croyons pas, pour nous, que ce soit une chose bien importante de nous priver de ce qu'ils rejettent ainsi, chaque fois que l'abstinence le demande et que la charité rend notre privation plus parfaite. Ces vertus, ils ne les ont pas ; et c'est parce qu'ils ne les ont pas, qu'ils

¹ EPHES. v. 18.

² I TIM. v. 23.

peuvent se tuer par leurs privations, mais qu'ils ne peuvent jamais parvenir à l'édification et à la perfection. »

7. CONSEIL aux buveurs d'eau

Ailleurs, comme conseil aux buveurs d'eau et à ceux qui font partie de l'armée du *Ruban Bleu*, il ajoute : « Que notre abstinence ne soit pas une raison de nous préférer à ces Catholiques qui, soit parce qu'ils ne peuvent pas, soit qu'ils ne veulent pas la pratiquer, acceptent avec reconnaissance tout ce que Dieu nous donne pour notre usage ; de crainte que, si nous nous glorifions, ils trouvent avoir plus d'humilité et plus d'autres vertus que nous, et qu'ils soient, pour cela, justement préférés à nous qui pratiquons l'abstinence. Gardons-nous donc de l'orgueil et de la vaine gloire, les ennemis de toutes les vertus, pour que nos jeûnes et nos privations nous soient profitables. »

Ce même esprit de l'auteur précédent inspirait les paroles suivantes à Saint Gildas, moine Breton, qui écrivait vers l'année 565 : « Inutile de se priver de nourriture, si on n'a pas la charité. Ceux qui jeûnent avec modération, mais qui ont soin de garder leur cœur pur devant Dieu, sont meilleurs que ceux qui ne mangent point de chair, qui n'usent ni de chevaux ni de voitures, et qui, pour ce motif, se préfèrent aux autres. Ils mesurent leur pain, mais sont sans mesure pour leur orgueil ; ils ne boivent que de l'eau, mais avalent la haine à larges gorgées... Notre-Seigneur appelle bienheureux ceux qui ont faim et soif de la justice, et non ceux qui boivent de l'eau et méprisent leur prochain. »¹

¹ Voy. *L'école de la Boisson*, p. 18 et seq.

8. LA SOBRIÉTÉ COMMANDÉE ET PROUVÉE PAR L'ÉCRITURE

Après cet exposé de la doctrine catholique sur l'usage des boissons alcooliques, il me reste à citer des passages de l'Écriture sainte, qui prouvent que l'abstinence est commandée à tous.

Elle est fortement conseillée, (1) comme une vertu propre à tous les vrais Chrétiens: « Vous êtes tous des enfants de lumière et des enfants du jour : nous ne sommes point de la nuit ni des ténèbres. Ne dormons donc pas, comme les autres, mais veillons ; et gardons-nous de l'enivrement. Car ceux qui dorment, dorment pendant la nuit, et ceux qui s'enivrent, s'enivrent pendant la nuit. Mais nous qui sommes du jour, gardons-nous de cette ivresse ; et armons-nous en prenant pour cuirasse la foi et la charité, et pour casque, l'espérance du salut. »¹ — (2) Comme l'une des principales choses que le Fils de Dieu, descendu du ciel, est venu enseigner au genre humain: « Car la grâce de Dieu notre Sauveur a paru à tous les hommes ; et elle nous a appris que, renonçant à l'impiété et aux passions mondaines, nous devons vivre dans le siècle présent avec tempérance, avec justice et avec piété. »² — (3) Comme une qualité nécessaire à l'espérance d'un chrétien : « C'est pourquoi ceignant les reins de votre âme, et vivant dans la tempérance, attendez avec une espérance parfaite la grâce qui vous sera donnée. »³ — (4) Comme un moyen absolument indispensable pour échapper aux pièges du démon: « Soyez sobres, et veillez ; car le démon votre

¹ I THESS. v. 5. et seq.

² TIT. ii. 11. et seq.

³ S. P. i. 13.

ennemi tourne autour de vous comme un lion rugissant, cherchant qui il pourra dévorer. »¹ — (5) Comme un don tout particulier de Dieu : « Car Dieu ne vous a pas donné un esprit de timidité, mais un esprit de courage, d'amour et de sobriété. »² — (6) Comme une vertu nécessaire au salut, surtout pour les femmes ; en effet, « Adam n'a pas été séduit ; mais la femme ayant été séduite, est tombée dans la désobéissance. Elle se sauvera néanmoins par les enfants qu'elle mettra au monde, si elle demeure dans la foi, dans la charité, dans la sainteté et dans la sobriété. »³ — (7) Comme très favorable à la santé du corps et à une longue vie : « Celui qui mange peu aura un sommeil de santé ; il dormira jusqu'au matin, et son âme se réjouira en lui-même. »⁴ « L'homme sobre prolonge ses jours. »⁵

9. L'IVROGNERIE, PÉCHÉ OPPOSÉ A LA SOBRIÉTÉ.

GRAVITÉ DE CE PÉCHÉ ET SES FUNESTES CONSÉQUENCES

L'ivrognerie est le péché opposé à la vertu de sobriété ; elle est un excès dans les boissons fermentées, allant jusqu'à faire perdre ou à troubler gravement la raison. Elle est un péché mortel de sa nature. Il y a matière grave, si l'ivresse est complète, — c'est-à-dire, si elle fait perdre l'usage de la raison pendant un temps notable, disons pendant l'espace d'une heure. Toute souffrance ou indisposition physique ne doit pas être considérée comme un signe certain d'ivresse complète.

¹ I S. P. v. 8.

² II Tim. i. 7.

³ I Tim. ii. 14, 15.

⁴ Eccl. xxxi. 24.

⁵ Ibid. xxxvii. 34.

Comme elle est un mal en soi, on ne peut jamais désirer ou causer directement l'ivresse qui priverait une personne de l'usage de sa raison. Dans certains cas, il pourrait être permis de donner à un malade une boisson alcoolique, comme remède à ses souffrances. Alors, on ne veut pas la privation de l'usage de la raison ; on la permet seulement d'une manière indirecte et par accident.

La nature du péché d'ivrognerie et les funestes conséquences qui en sont la suite, ressortent clairement de nombreux témoignages des Saintes Ecritures. (1) « Celui qui passe le temps à boire du vin avec plaisir laissera des marques de sa honte dans ses places fortes. »¹ Le vin est une source d'intempérance, et l'ivrognerie est pleine de désordres : quiconque y met son plaisir ne deviendra point sage.² Ne regardez point le vin lorsqu'il paraît clair, lorsque sa couleur brille dans le verre : il entre agréablement ; mais il mord à la fin comme un serpent, et il répand son venin comme un basilic.³ Le vin bu avec excès est l'amertume de l'âme. L'ivrognerie inspire l'audace ; elle fait tomber l'insensé, elle ôte la force, et elle est cause des blessures de plusieurs.⁴ — (2) Elle est l'objet de nombreuses malédictions : « A qui dira-t-on : Malheur ? au père de qui dira-t-on : Malheur ? Pour qui seront les querelles ? pour qui les précipices ? pour qui les blessures sans sujet ? pour qui la rougeur et l'obscurcissement des yeux ? N'est-ce pas pour ceux qui passent le temps à boire du vin, et qui mettent leur plaisir à vider des coupes ?⁵ Malheur

¹ PROV. XII. 11.

² IBID. XX. 1.

³ PROV. XXIII. 31, 32.

⁴ ECCL. XXXI. 39, 40.

⁵ PROV. XXXIII. 29, 30.

à vous qui vous levez le matin pour vous plonger dans les excès de la table, et pour boire jusqu'à ce que le vin vous échauffe ! »¹ Et non seulement ceux qui s'enivrent, mais aussi ceux qui se prétendent assez forts pour absorber de grandes quantités de vin, tombent également sous ces malédictions : « Malheur à vous qui êtes puissants à boire du vin, et vaillants à vous enivrer ! »² — (3) Elle exclut du royaume des cieux : « Ne vous y trompez pas : ni les fornicateurs, ni les idolâtres, ... ni les adultères, ... ni les ivrognes, ... ne seront point héritiers du royaume de Dieu.³ Or, il est aisé de connaître les œuvres de la chair, qui sont la fornication, l'impureté, ... les ivrogneries, les débauches et choses semblables, dont je vous déclare, comme je vous l'ai déjà dit, que ceux qui commettront ces crimes ne seront point héritiers du royaume de Dieu. »⁴ — (4) Elle expose aux plus grands crimes, et conduit aux conséquences les plus déplorables. C'est elle qui exposa Noé au ridicule de son fils, et qui fut cause qu'une malédiction fatale frappa une immense partie de sa postérité. Elle poussa Loth à commettre un doubleinceste ; fit perdre la vie à Holopherne, et entraîna Hérode jusqu'à décapiter Saint Jean-Baptiste. Elle change les hommes en brutes, les dépouille de leur raison, abrège leur vie, ruine leurs biens, détruit la paix dans leurs familles, fomente les passions et la volupté, les rend esclaves de leurs penchants sensuels, les rend incapables d'aucun devoir spirituel, les expose aux tentations, et ferme en eux toute entrée à la

¹ Is. v. 11.

² IBID. v. 22.

³ I COR. vi. 9, 10.

⁴ GAL. 19, 21.

grâce de Dieu. L'ivrognerie, lorsqu'elle est devenue une habitude, ne se guérit que rarement, pour ne pas dire jamais; mais elle entraîne l'âme dans les abîmes de l'enfer. »¹

10. EXTRAIT D'UNE ADRESSE PUBLIÉE PAR L'ÉPISCOPAT RÉUNI
DE LA VÉNÉRABLE ET TRÈS FIDÈLE ÉGLISE D'IRLANDE
SUR CE SUJET

Les moyens à employer pour combattre un mal aussi funeste, ne sauraient être mieux exprimés que dans une adresse publiée par l'épiscopat réuni de la vénérable et très fidèle église d'Irlande. En voici un passage?

« C'est avec la plus profonde douleur, et en versant des larmes, à l'exemple de l'Apôtre, que nous constatons que le vice abominable de l'intempérance continue toujours à exercer des ravages affreux parmi nos populations. Il détruit dans les âmes l'œuvre de la religion, et, malgré leurs étonnantes vertus naturelles et surnaturelles, il fait, d'un grand nombre des ennemis de « la Croix du Christ, qui auront pour fin la damnation, qui font leur Dieu de leur ventre, qui mettent leur gloire dans leur propre honte. »² N'est-ce pas, Nos Très chers Frères, un scandale intolérable, qu'au milieu d'une nation catholique comme la nôtre, on trouve tant d'esclaves de l'intempérance, qui sacrifient habituellement au vil excès de la boisson, non seulement leur raison, mais leur caractère, l'honneur de leurs enfants, leurs ressources, leur santé, leur vie, leur âme, et Dieu lui-même? C'est à l'ivrognerie, comme à sa cause honteuse, qu'il faut attribuer

¹ Voy. M^{sr} HAY; *Le Chrétien Pieux*, ch. xvi.

² PHILIP. iii. 18, 19.

presque tous les crimes qui déshonorent notre pays, et, en grande partie, la pauvreté dont il souffre. L'ivrognerie a ruiné plus de familles, jadis heureuses, qu'il n'en est jamais tombé sous le levier dans les pires jours d'éviction; elle a rempli plus de tombes, fait plus de veuves et d'orphelins que la famine; elle a brisé plus de cœurs, anéanti plus d'espérances, brisé les liens d'union entre les familles d'une manière plus irréparable, que l'exil forcé auquel la misère a condamné les émigrants. Contre un fléau si répandu et si funeste, nous conjurons tous ceux qui ont à cœur l'honneur de Dieu et le salut des âmes, de s'armer d'un saint zèle. Nous avertissons les parents et les maîtres qu'ils sont tenus de donner personnellement l'exemple de la sobriété à tous ceux qui sont sous leur autorité, et de prendre des mesures pour que ceux dont ils ont la charge ne deviennent pas les victimes de l'intempérance. Nous exhortons les artisans et les autres membres des classes ouvrières à entrer dans l'une des pieuses confraternités approuvées par l'Eglise, dans lesquelles, s'ils sont fidèles à en observer les règles, ils trouveront une école d'abnégation chrétienne. Nous bénissons de tout notre cœur les ecclésiastiques zélés et tous ceux qui, conformément à l'esprit de l'Eglise, consacrent leur temps et leurs forces à promouvoir la cause de la tempérance. Nous rappelons à tous que, quelque précieux que soient tous les autres secours, il est une source intarissable où la faiblesse humaine peut puiser la force nécessaire pour résister à la tentation et briser les chaînes des mauvaises habitudes. Cette source est le Sacré-Cœur de Jésus, fontaine perpétuelle de miséricorde, dont, par la prière et les sacrements, nous obtenons la grâce et les secours qui nous conviennent. L'habitude de la prière quotidienne fidèlement conservée, la pieuse audition de la

parole de Dieu, et la fuite des occasions dangereuses sont les seuls moyens sûrs de triompher de l'intempérance. »¹

Je terminerai ce chapitre par deux citations fort à propos du livre de F. Bridgett: *L'Ecole de la Boisson*.

III. PAROLES DU CARDINAL MANNING ET DES ARCHEVÈQUES ET ÉVÊQUES D'IRLANDE SUR CE MÊME SUIET

(1) Paroles du Cardinal Manning, Archevêque de Westminster: « Maintenant, mes chers amis, écoutez! Je descendrai dans ma tombe sans avoir goûté les liqueurs fermentées. Mais je le répète clairement: si un homme dit que l'usage du vin et de toute autre boisson de ce genre est défendu, lorsqu'il ne conduit pas à l'ivresse, — cet homme est un hérétique condamné par l'Eglise catholique. Avec cet homme, je ne veux jamais rien avoir à démêler. Or, je désire propager par tous les moyens en mon pouvoir les sociétés d'abstinence totale; je veux encourager toutes les sociétés de ce genre. Mais du moment où je vois des hommes chercher, contre toute charité, à fouler aux pieds ceux qui n'appartiennent pas à ces sociétés, — de ce moment, je ne veux rien avoir à faire avec ces hommes.

« Je voudrais deux sortes de vœux de tempérance un vœu pour les mortifiés qui ne goûtent jamais de boissons alcooliques et un autre, pour les modérés qui n'en abusent jamais. Si je peux faire en sorte que ces deux classes de personnes travaillent ensemble, je travaillerai au milieu d'elles. Si je ne puis les amener à travailler ensemble, je travaillerai avec toutes les deux séparément. »

¹ Lettre Pastorale des Archevêques et Evêques d'Irlande à la fin du Synode National de Maynooth, 20 sept. 1875.

(2) Paroles des Archevêques et Evêques d'Irlande. Dans leur réunion publique du mois d'octobre 1873, les Evêques d'Irlande prirent à l'unanimité la résolution suivante : « Nous supplions instamment tous les membres de notre clergé, dans toute l'Irlande, d'apporter toute leur vigilance et tout leur zèle à la répression de l'ivrognerie, qui est un des plus grands maux de notre temps, un mal qui démoralise et appauvrit le peuple, qui ruine par milliers les âmes pour le salut desquelles le Christ a donné sa vie. Parmi les moyens qu'on peut utilement employer, nous recommandons l'Association de la Prière, et l'établissement dans chaque paroisse de sociétés de tempérance, fondées sur les principes de la religion catholique. »





Le Septième Commandement

CHAPITRE I

1. Ordre dans lequel ce commandement est donné.
2. Portée de ce commandement.
3. Possession ou propriété: sens.
4. Ceux qui sont capables de posséder.
5. L'objet de la propriété. Choses intérieures auxquelles un homme a droit: (1) Ses actes. (2) Sa justification et son bon renom. (3) Les membres de son corps, sa vie et sa conservation.
6. Les choses extérieures qui peuvent devenir la propriété de l'homme. Toutes les choses sublunaires : (1) Corporelles et incorporelles. (2) Meubles et immeubles. (3) Les productions de son esprit en littérature.
7. Origine de la propriété.
8. Le partage des biens est légitime et approuvé de Dieu.
9. Principaux avantages qui résultent de l'institution de la propriété privée, d'après Paley.
10. Partage des biens introduit d'abord par l'accord des hommes et par le droit des gens, mais fondé sur la loi de la nature, qui défend les querelles, les batailles, le vol,... etc.

I. ORDRE DANS LEQUEL CE COMMANDEMENT EST DONNÉ

Vous ne déroberez point. (EXOD. XX. 15).

Comme notre vie sur cette terre est courte et incertaine, Dieu a voulu, dans une certaine mesure, en assurer la paix et la tranquillité. Par le cinquième commandement, il pourvoit à la conservation de notre vie et de nos personnes contre la violence et la méchanceté de nos ennemis ; par le sixième, il porte des lois pour défendre la sainteté de l'état de mariage et de la chasteté en général. Dans le septième, il pose des barrières pour préserver nos biens et notre fortune contre toute usurpation et toute injustice étrangère. Il suit, dans ces préceptes l'ordre et l'économie de sa sagesse et de sa Providence. (1) Il règle ce qui est nécessaire à la conservation de notre vie. (2) Il ordonne la conservation de la vertu et de l'honneur par rapport au mariage et à la chasteté. (3) Il fait connaître sa volonté et ses ordres relativement aux droits de propriété.

La loi naturelle, qui nous commande de ne pas faire aux autres ce que nous ne voudrions pas qu'on nous fît à nous-mêmes, défend toute espèce de vol et d'injustice. Mais cette loi étant devenue obscure par suite de la malice des hommes, Dieu en a rendu les prescriptions plus explicites dans ses commandements, nous rappelant que le vol et le larcin ne sont pas seulement contraires à la loi naturelle de justice, mais aussi contraires à la charité, qui nous oblige à souhaiter du bien à tous, à faire du bien à notre prochain dans la mesure de notre possible, et à empêcher à son égard toute espèce d'injustice.

2. PORTÉE DE CE COMMANDEMENT

Ce précepte a une portée plus vaste qu'on ne le suppose généralement. Il s'étend non seulement à tout ce qui concerne le vol, mais aussi à toutes les injustices qui affectent les particuliers et la société. La classe des pauvres et des malheureux, et tout ce qui intéresse leur condition, a part à sa sollicitude. Les riches et les heureux sont aussi soumis à ses ordonnances, au point qu'en, dans le monde, un changement doit succéder à l'état des choses représenté par le prophète Isaïe : « Chacun se détourne pour suivre sa voie ; chacun suit ses intérêts, depuis le plus grand jusqu'au plus petit. »¹

Dans l'explication de ce commandement, qui prescrit le respect des biens et de la propriété d'autrui, il sera nécessaire, en premier lieu, de considérer ce qu'on entend par possession et droits de propriété : c'est à cette question que je vais consacrer ce chapitre. J'y expliquerai : (1) Ce qu'on entend par possession ou propriété ; (2) qui est capable de posséder des choses temporelles ; (3) l'objet de la propriété humaine ; (4) son origine ; (5) les différentes manières d'acquérir la propriété.

L'ordre de Dieu, formulé à la première page du livre de la Genèse, et donné à tous en la personne de notre premier père, est celui-ci : « Vous mangerez votre pain à la sueur de votre visage, jusqu'à ce que vous retourniez en la terre d'où vous avez été tirés. »²

¹ Is. LVI. 11.

² GEN. III. 19.

3. POSSESSION OU PROPRIÉTÉ : SENS

La possession, qu'on appelle aussi propriété, est le droit qu'a quelqu'un de disposer d'une chose comme sienne ; le droit d'en user à son gré pourvu que ce ne soit pas contraire à la loi ou à un contrat ; — le droit aux choses d'une part, et, d'une autre part, l'obligation correspondante, pour autrui, de respecter ce droit. C'est le droit de disposer d'une chose, par vente, échange ou donation, etc. Il s'agit de la propriété proprement dite, qui exclut le pouvoir des gérants et administrateurs : ceux-ci peuvent disposer des choses, mais non comme leur appartenant en propre. La loi ou des conventions peuvent parfois modifier ou restreindre la manière de disposer des choses, à tel point que la vente ou la donation en deviennent invalides ou illicites.

La possession, telle que nous l'entendons ici, est ce qui appartient à des personnes prises individuellement ; c'est la propriété privée. Il ne s'agit point de l'empire que des rois et des gouvernants peuvent avoir de disposer même de la propriété privée pour le bien public. Ce n'est pas là une propriété proprement dite ; et, d'après les constitutions des peuples les plus civilisés, nul ne peut être privé de sa propriété, si ce n'est pour une raison d'utilité publique, et moyennant une juste indemnité, estimée d'après la valeur de la propriété.

4. CEUX QUI SONT CAPABLES DE POSSÉDER

Tous les êtres raisonnables sont capables de posséder et d'avoir un droit de propriété. La base du droit de propriété est la raison, ou une nature intelligente, qui seule peut

donner à une personne le pouvoir de disposer de sa propriété.

La base de la propriété ne consiste donc pas, (1) dans la charité, de sorte qu'un homme en état de péché mortel perdrat tout droit de propriété et toute juridiction. Wiclef, qui enseignait une pareille doctrine, fut condamné par le Concile de Constance. (2) Elle ne réside pas non plus dans la foi; car le Christ a dit: « Les rois des nations les traitent avec empire; et ceux qui ont autorité sur elles en sont appelés les bienfaiteurs. »¹ (3) Le droit de propriété n'exige pas l'usage actuel de la raison, d'après les paroles de saint Paul: « Tant que l'héritier est enfant, il n'est point différent d'un serviteur, quoiqu'il soit le maître de tout. »² Conséquemment, les enfants et ceux qui leur ressemblent, qui n'ont pas l'usage de la raison, ne peuvent pas disposer *actuellement* des choses; ils le peuvent *radicaliter*; — c'est-à-dire, en raison des puissances ou des facultés d'intelligence et de volonté qu'ils possèdent, et qui sont suffisantes pour le droit de posséder. S'il n'en était pas ainsi, il faudrait dire qu'un homme en état de sommeil ou d'ivresse, perd son droit, ou est incapable de le conserver. Il est vrai que, pour acquérir des biens et de nouvelles propriétés, quelques actes extérieurs d'acceptation sont nécessaires; mais la loi de la nature veut que les enfants puissent acquérir et posséder certaines choses sans aucun acte d'acceptation de leur part: l'acceptation peut-être faite en leur nom par les parents ou par les tuteurs. Il s'en suit donc que seuls, Dieu, les Anges et les hommes peuvent posséder, ou avoir le droit de disposer

¹ S. Luc. xxii. 25.

² Gal. iv. 1.

d'une chose en propre. Non seulement les particuliers peuvent posséder ; mais nos lois reconnaissent ce pouvoir aux personnes morales, et leur accordent une personnalité civile, comme, par exemple, les corporations, les compagnies, etc. Une corporation se compose d'un ou de plusieurs individus ; elle est créée par charte royale, acte du Parlement, ou prescription, et hérite, dans sa capacité de corps constitué, de certaines propriétés, droits et immunités qu'elle peut transmettre à perpétuité à ses successeurs. Le principal objet d'une telle institution étant la sécurité de la possession et sa succession ininterrompue, il est créé une sorte de personne artificielle, qui n'est point sujette aux accidents ordinaires qui accompagnent la transmission des droits privés, et qui est capable, par sa constitution, de continuer indéfiniment sa propre existence. »

« Les corporations sont uniques ou collectives ; — c'est-à-dire se composent d'une seule ou de plusieurs personnes. La reine, un évêque, certains primiciers, curés ou vicaires, forment à eux seuls une corporation qui se perpétue sans successeur. Les corporations collectives sont communément le maire et les représentants d'une ville ; le supérieur et les directeurs d'un collège ; le doyen et le chapitre d'une église cathédrale. Il est essentiel que la corporation ait un nom, par lequel elle est connue, et sous lequel se passent les actes législatifs. »¹

Les prérogatives dont jouissent les corps constitués en sociétés, sont : (1) d'avoir, par descendance, par élection ou autre mode, une succession perpétuelle ; (2) de pouvoir poursuivre et être poursuivis, d'accomplir tous les autres

¹ Le cabinet de l'avocat : Corporation.

actes, en vertu de leur capacité d'association, que peuvent faire les particuliers; (3) d'accepter des propriétés, et d'avoir un sceau commun; (4) de faire des statuts pour le meilleur gouvernement de la corporation. Tels sont, en général, ceux qui sont capables de possession, ou capables d'avoir des droits de propriété.

Chaque pays a des lois particulières sur la propriété des femmes, sur le droit de propriété des femmes mariées, sur les droits de propriété des enfants et des mineurs et sur leurs possessions; sur les possessions des communautés religieuses et sur leurs droits de propriété; sur les possessions et les droits de propriété du clergé séculier, sur ce qu'on appelle propriétés ecclésiastiques aussi bien que sur leurs possessions personnelles. Nul besoin d'entrer dans les détails sur cette matière: il faudrait un traité à part de droit Canon et de Législation civile pour traiter convenablement tous les points qui concernent ces différents droits de l'église et de l'état aussi bien que ceux des individus.

5.. L'OBJET DE LA PROPRIÉTÉ

L'objet de la propriété humaine embrasse toutes les choses qui tombent sous la puissance de l'homme. Quelques-unes de ces choses sur lesquelles l'homme a droit, sont: (1) ses actes; (2) son bon renom ou sa réputation; (3) ses membres, sa vie et leur conservation.

(1) Un homme a droit sur tous ses actes libres, même sur ses actes intérieurs, alors même qu'ils seraient surnaturels, parce que tous ces actes sont en sa puissance. Tel n'est point le cas pour les actions nécessaires, si ce n'est celles qui sont

faites avec délibération, c'est-à-dire qui tombent en un certain sens sous son pouvoir.

(2) Un homme a la propriété de sa réputation, ou droit à un bon renom. C'est surtout par ses actes privés et par ses efforts qu'il peut l'acquérir et l'augmenter; et il peut en exiger la réparation si on y porte atteinte. Toutefois, un homme peut, par sa propre faute, perdre tout droit à une bonne réputation.

(3) Un homme a droit à l'usage de ses membres et droit à la vie. Il n'a pas cependant ce qu'on appelle droit direct de propriété sur sa vie ou sur celle d'un autre, au point de pouvoir y porter atteinte ou la détruire. Dieu s'est réservé ce droit. Il a néanmoins l'usage de son âme et de son corps. Sa vie est entre les mains de Dieu ; mais, vis-à-vis de ses semblables, il a un droit à cette vie, et personne ne peut le lui enlever ni le blesser. Toutefois il perdrait ce droit, si, par exemple, il donnait la mort à un autre, et il appartiendrait au pouvoir suprême de l'état de le condamner lui-même à mort.

Ce n'est d'aucun de ces droits que nous avons à traiter ici, puisqu'ils tombent sous d'autres commandements : « Vous ne tuerez point. Vous ne porterez point de faux témoignages contre votre prochain ; » mais ce que nous avons à considérer, c'est la question : Quelles sont les choses extérieures qui tombent sous la propriété de l'homme ?

6. LES CHOSES EXTÉRIEURES

QUI PEUVENT DEVENIR LA PROPRIÉTÉ DE L'HOMME

Comme réponse générale à cette question, nous pouvons dire que toutes les choses sublunaires sont susceptibles de la

propriété de l'homme. Ce sont: (1) Les choses corporelles ou incorporelles; (2) les choses mobilières ou immobilières. Par choses *corporelles*, j'entends celles qu'on peut toucher et qui tombent sous les sens. Les choses *incorporelles* sont celles qu'on ne perçoit que par l'esprit et l'intelligence, et qui consistent dans des droits, comme les obligations qui naissent d'un service, d'un travail, le droit d'hériter et de posséder... etc.

(1) Les choses mobilières sont celles qu'on peut changer et transférer d'un endroit à un autre, soit qu'elles se déplacent par elles-mêmes, comme les êtres animés, soit qu'elles se déplacent par une force externe, comme les choses inanimées.

(2) Les choses immobilières sont celles qu'on ne peut pas transférer d'un endroit à un autre, comme les terres, les maisons,... etc.

(3) En outre de ce classement, nous devons indiquer les productions de l'esprit en littérature, sur lesquelles un auteur peut avoir droit de propriété; d'où ce qu'on appelle les droits d'auteur.

Après ce bref exposé de la propriété, ou des choses sur lesquelles l'homme peut revendiquer des droits, vient naturellement, par rapport aux choses extérieures, corporelles et incorporelles, mobilières et immobilières, la question de savoir quelle est, pour l'homme, l'origine du droit de propriété.

7. ORIGINE DE LA PROPRIÉTÉ

Il faut remarquer que la loi de la nature confère à l'homme certains droits, par exemple, le droit à la vie, à la croissance, à une bonne réputation. D'autres choses, telles que les choses

extérieures dont nous venons de parler, et qu'on appelle les biens temporels, les biens de la fortune, n'appartiennent d'après la loi de la nature à aucun homme en particulier.

Au commencement du monde, toutes les choses extérieures étaient en commun, et il en aurait toujours été ainsi si l'homme avait persévéré dans l'état d'innocence. Après la chute dans le péché, les choses, communes jusque-là, commencèrent à être divisées, et quelques personnes possédèrent en propre les biens qu'elles s'appropriaient.

Pour cette appropriation, il suffisait de l'occupation, parce que, d'après la loi de la nature, l'occupation d'une chose par un homme, enlevait aux autres le pouvoir ou le droit de s'en emparer ou d'en prendre possession. De plus, il semble qu'il y ait eu une sorte de pacte d'après lequel on était convenu qu'une chose occupée ou possédée par un homme ne lui serait point enlevée par les autres. Toutefois, comme tout accord ou toute convention humaine excepte l'extrême nécessité, il s'en suit que, dans un cas de nécessité, le droit primitif renaît, et que les choses redeviennent communes, dans la mesure de cette nécessité.

8. LE PARTAGE DES BIENS EST LÉGITIME ET APPROUVÉ DE DIEU

Cette division des choses était légitime, comme cela ressort évidemment du fait que Dieu l'a approuvée. Il augmenta les possessions des patriarches; et la Sainte Ecriture nous commande de faire l'aumône aux pauvres, de payer nos dettes, de ne pas voler,... etc — tout autant de choses qui supposent et approuvent le partage légitime des biens, et le droit exclusif à la possession et à la propriété.

9. PRINCIPAUX AVANTAGES
QUI RÉSULTENT DE L'INSTITUTION DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE
D'APRÈS PALEY

Ce partage des biens était très convenable et absolument nécessaire après la chute. Les principaux avantages qui résultent de l'institution de la propriété privée sont clairement exposés et appuyés d'exemples dans le livre de Paley : *Philosophie Morale et Politique* :¹

« 1. Ce partage augmente les productions de la terre. Sous des climats comme les nôtres, la terre produit peu sans culture. Or, on ne trouverait personne qui serait disposé à cultiver le sol, si d'autres devaient être admis à venir en partager les produits. On en peut dire autant de l'élevage des troupeaux et des animaux privés.

« Les pommes sauvages et les glands, les cerfs, les lapins, le gibier et le poisson seraient tout ce que nous pourrions avoir pour vivre dans ce pays, si nous nous en tenions aux productions spontanées du sol. Et bien d'autres pays ne sont pas mieux favorisés.

« 2. Il conserve les fruits de la terre jusqu'à leur maturité. Nous pouvons juger, d'après les faits que nous avons sous les yeux, de ce que seraient les effets de la communauté des droits sur les productions de la terre. Un cerisier dans une haie, des noyers dans un bois, l'herbe d'un paturage libre, sont rarement de quelque profit pour personne, parce que les gens n'attendent pas le moment voulu pour les prendre.

¹ LIVRE III. chap. xi.

Le blé, si même on en semait, ne mûrirait jamais; les agneaux et les jeunes élèves de la race bovine n'atteindraient jamais la croissance de leur espèce, parce que le premier qui les renconterait se dirait qu'il vaut mieux en jouir tels qu'ils sont que de les laisser pour un autre.

« 3. Il évite les contestations. La guerre et le pillage, le trouble et le désordre sont aussi inévitables que permanents partout où n'y a pas assez pour tous, et où il n'y a pas des lois pour régler la division des biens.

« 4. Ce partage augmente le bien-être de la vie, et cela, de deux façons: (1) Il met la race humaine à même de se diviser en professions distinctes; ce qui serait impossible, si un homme ne pouvait échanger les produits de son art contre ce qu'il a besoin d'obtenir des autres. Et l'échange implique la propriété... Quand la nécessité force un homme à être son propre tailleur, son maçon, son charpentier, son cuisinier, son chasseur et son pêcheur, il est plus que probable qu'il ne sera habile dans aucune de ces professions. (2) Il encourage également ces arts qui protègent et développent les commodités de la vie humaine, en assurant à l'artiste le bénéfice de ses améliorations, sans lequel l'habileté privée ne s'exercerait jamais avec d'heureux résultats.

IO. PARTAGE DES BIENS INTRODUIT D'ABORD PAR L'ACCORD DES HOMMES ET PAR LE DROIT DES GENS

De tout ce que j'ai dit, il ressort que la division des biens est fondée sur la loi de la nature, qu'elle a été introduite par l'accord ou le consentement des hommes, aussi bien que par

la loi des peuples; et, de plus, qu'elle est sanctionnée par cette loi naturelle qui défend les querelles, les batailles, le vol et choses semblables.

Léon XIII, dans son Encyclique *Rerum novarum*, du 15 mai 1891, parlant des droits de propriété, dit que tout homme a droit de posséder en propre. Il le prouve d'abord, par rapport à l'homme pris individuellement: (1) par la supériorité de l'homme sur la création animale, supériorité qui consiste principalement dans notre raison; (2) par ce fait que l'homme se gouvernant lui-même par la prévoyance de son intelligence porte son choix sur les choses qu'il estime les plus aptes non seulement à pourvoir au présent, mais aussi au futur; (3) par la culture de la terre, par laquelle l'homme rend sienne cette part du champ de la nature qu'il cultive; (4) par l'autorité, c'est-à-dire, par le consentement unanime du genre humain, par les lois civiles, et par la loi divine. Le Saint Père va plus loin: il montre ce même droit naturel à une possession privée et permanente pour l'homme, en le considérant dans sa vie sociale et dans sa vie de famille, c'est-à-dire, d'après ses droits et ses devoirs comme chef d'une famille. On a objecté que, selon la loi naturelle, tous les biens sont communs. A cela, nous pouvons répondre: Dieu a accordé la terre au genre humain en général; — non pas dans ce sens que tous, sans distinction, puissent en disposer comme il leur plaît; mais plutôt, dans ce sens, qu'aucune partie du sol n'a été assignée à un homme en particulier, et que les limites de la propriété privée ont été laissées à la détermination de l'industrie particulière et de la loi des peuples pris individuellement. Nous pouvons encore répondre avec saint Thomas: d'après les droits naturels, antérieurement à toute supposition relative à l'état du genre humain, toutes

les choses sont communes, — *communitate negativa*, comme il dit, mais non *communitate positiva*. On a également avancé que tous les hommes sont égaux en nature et en droits: on ne peut l'admettre que dans ce sens, que tous sont égaux quant à leur nature spécifique, mais non quant à leur nature individuelle.

On peut dire en général que l'homme a reçu de Dieu le droit de posséder, — c'est-à-dire, le droit de faire siennes certaines choses et d'en disposer en propre à son avantage.

Dieu garantit ce droit par le septième et le dixième commandement, qui défendent le vol, la fraude, les injures et tout désir de choses semblables.

Le droit de propriété dont le septième commandement est la sauvegarde, est en butte aux attaques des ennemis de l'ordre divin des choses, qui prennent le nom de *communistes*, de *socialistes*, de *collectivistes*, etc. Il y a scission entre eux sur les moyens de réorganiser la nouvelle société qu'ils veulent établir; mais ils sont d'accord sur un point, à savoir: l'abolition de la propriété individuelle et héréditaire, le retour de tous les biens à la société ou à la communauté qui est l'unique vrai propriétaire. De cette façon, ils s'imaginent arriver à une division égale de toutes choses, et il n'y aura plus de distinction entre les riches et les pauvres.

Cette doctrine (1) est coupable dans les passions qui l'inspirent, car elle a sa source dans le mépris des biens célestes, dans la cupidité et l'envie; — (2) elle est chimérique en elle-même et par conséquent irréalisable, car pour établir l'égalité des biens, il faudrait rendre tous les hommes également forts, robustes, intelligents, laborieux et économes; — (3) elle serait désastreuse par ses résultats, car chacun travaillerait le moins possible, s'il n'avait l'espérance de jouir de tout le

fruit de son travail, et la négligence dans le travail amènerait une misère universelle. C'est la franc-maçonnerie, dans les temps modernes, qui a donné naissance à toutes les écoles socialistes, en proclamant le faux principe de l'égalité des hommes en toutes choses. Elle a favorisé ces utopies pour atteindre son but, qui est le bouleversement social. Elle a ouvert la voie au pillage de toutes les propriétés en décrétant, lorsqu'elle a été maîtresse du pouvoir, la confiscation des biens ecclésiastiques destinés à l'entretien du culte divin et des écoles, au soulagement des pauvres et des malades.¹

Quant à l'époque où le partage des biens a commencé, on peut établir qu'il existait une certaine division avant le déluge. Nous lisons dans la Genèse : « que Caïn offrit au Seigneur des fruits de la terre. Abel offrit aussi des premiers-nés de son troupeau ; »² — ce qui dénote clairement une division de la propriété dès le commencement.

Cependant, le partage le plus marqué eut lieu après la construction de la Tour de Babel : « C'est en cette manière que le Seigneur les dispersa de ce lieu dans tous les pays du monde, et qu'ils cessèrent de bâtir cette ville. »³

Le droit de propriété est le seul grand droit qui élève les hommes civilisés au-dessus des sauvages. C'est un droit acquis, et il signifie que tout homme a droit de posséder en propre et d'user librement de ses possessions temporelles, en temps qu'il les a reçues ou acquises sans préjudice pour les droits d'autrui, et aussi sans préjudice pour ses propres devoirs envers ses semblables.

¹ *Exposition Élémentaire de la Doctrine Catholique*, par l'abbé A. R. MOULIN
p. 314.

² GEN. IV. 3, 4.

³ IBID. XI. 8.

Toutefois, en traitant cette question de la propriété, nous ne devons pas négliger d'appeler l'attention sur un autre point de vue qui touche à ces droits. Nous voulons parler des riches, de ceux qui ont trop, et qui manquent à leurs devoirs de charité et de justice envers leurs frères. L'homme n'a pas seulement par nature le droit de posséder en propre ; mais il est aussi tenu, par le même devoir que lui impose la nature, à un partage de la propriété permanente ; — en d'autres termes, la division de la propriété est nécessaire. J'entends dire, nécessaire d'une nécessité morale, qui a son origine dans l'ordre actuel des choses, vu la condition de déchéance dans laquelle nous sommes placés. Le Pape, dans son Encyclique, répond par les paroles de Saint Thomas à cette question : « Comment doit-on user de ses biens ? Sous ce rapport, l'homme ne doit pas tenir les choses extérieures pour privées, mai bien pour communes, de telle sorte qu'il en fasse part facilement aux autres dans leurs nécessités. C'est pourquoi l'Apôtre a dit : « Ordonne aux riches de ce siècle... de donner facilement, de communiquer leurs richesses. » L'Encyclique continue : « Nul assurément n'est tenu de soulagier le prochain en prenant sur son nécessaire ou sur celui de sa famille, ni même de rien retrancher de ce que les convenances ou la bienséance imposent à sa personne : *Nul en effet ne doit vivre contrairement aux convenances.* Mais dès qu'on a suffisamment donné à la nécessité et au décorum, c'est un devoir de verser le superflu dans le sein des pauvres : *Donnez ce qui vous reste en aumônes.*¹ Quiconque a reçu de la divine Bonté une plus grande abondance soit des biens externes et du corps, soit des biens de l'âme, les a reçus dans

¹ S. Luc. xi. 41.

le but de les faire servir à son propre perfectionnement, et, tout ensemble, comme ministre de la Providence, au soulagement des autres. « Que celui qui a reçu un talent, dit Saint Grégoire le Grand, prenne garde de ne point le cacher ; que celui qui est dans l'abondance, s'empresse dans les voies de la miséricorde et de la générosité ; que celui qui est doué d'habileté pour l'industrie, fasse tous ses efforts pour que ses qualités deviennent utiles et avantageuses à son prochain. » (Voy. Encycl. du 15 mai 1891.)

Nous verrons dans le chapitre suivant les différents moyens d'acquérir la propriété.





Le Septième Commandement (suite)

CHAPITRE II

DIVERS MOYENS D'ACQUÉRIR LA PROPRIÉTÉ

1. Pour expliquer les différents moyens d'acquérir, il faut diviser les choses temporelles en deux catégories: celles qui sont possédées et celles qui ne le sont pas.
2. Les choses qui n'appartiennent à personne: (1) Les choses abandonnées. (2) Les biens vacants ou effets. (3) Les choses trouvées. (4) Les trésors. (5) Les animaux sauvages. Trois classes d'animaux.
3. Propriété acquise sur les choses déjà possédées. Contrats: (1) Sens du contrat, et différentes manières de contracter. (2) Division des contrats; leurs différents genres suivant la loi anglaise. (3) Conditions requises pour la validité des contrats, et explications. Effets des contrats.

I. POUR EXPLIQUER LES DIFFÉRENTS MOYENS D'ACQUÉRIR
IL FAUT DIVISER LES CHOSES TEMPORELLES
EN DEUX CATÉGORIES : CELLES QUI SONT POSSÉDÉES
ET CELLES QUI NE LE SONT PAS

Les divers moyens par lesquels on peut acquérir un droit de propriété sur les choses temporelles, comme terres, maisons, meubles ou immeubles, pourraient se multiplier presque à l'infini. Je dois donc borner mes observations à quelques-uns des principaux. Ou les choses n'appartiennent à personne ; et, dans ce cas, on peut les acquérir en les occupant ou en les trouvant ; ou elles appartiennent à quelqu'un ; et alors, on peut les acquérir par contrat ou par prescription.

2. LES CHOSES QUI N'APPARTIENNENT A PERSONNE

Parmi les choses qui n'appartiennent à personne, nous noterons les suivantes : (1) Les biens abandonnés ; (2) les biens vacants ou effets ; (3) les choses trouvées ; (4) les trésors ; (5) les animaux sauvages. Voyons ces biens chacun séparément.

(1) *Les biens abandonnés (Bona derelicta.)* On dit qu'une chose est délaissée, selon la loi, ou abandonnée, lorsque le propriétaire cesse de la regarder comme sienne, ou de la considérer comme son bien. Peu de choses appartiennent à cette classe ; et, en cas de doute, on doit présumer que les choses de ce genre ont un propriétaire. Même en cas de naufrage, les choses jetées par-dessus bord ne peuvent pas être considérées comme abandonnées ; car le propriétaire conserve la volonté et l'intention de garder son droit autant que possible, et de les réclamer, si on les retrouve. Il est dans le cas d'un propriétaire qui est en droit de réclamer les

moutons arrachés à la gueule du loup, ou une maison sauvée des flammes. Les choses qui sont certainement abandonnées par leurs propriétaires, appartiennent, d'après le droit des gens, au premier occupant. La loi civile, dans certains pays, les attribue à l'Etat. Quant aux débris d'un naufrage trouvés sur le bord de la mer, il faut s'en rapporter aux lois spéciales de chaque pays, sur ce sujet ; et s'il n'existe pas de lois, on peut disposer de ces biens selon l'usage et la coutume.

(2) *Biens vacants ou effets (Bona vacantia.)* — Par biens vacants, on entend, au sens de la loi, les choses laissées par une personne qui meurt sans avoir fait un testament et sans laisser des héritiers qui puissent lui succéder selon les lois et les droits de succession. Ces choses, d'après le droit des gens, deviennent la propriété du premier occupant ; mais la loi civile les réclame au profit de l'Etat.¹ Les enfants illégitimes n'ont pas le droit de succéder à la propriété de leurs parents, et ceux-ci ne peuvent pas hériter d'eux, en cas de mort, sans un testament.²

(3) *Les choses trouvées.* — Cette question concerne les choses récemment et involontairement perdues, et il s'agit de savoir à qui appartient le droit de les posséder, lorsqu'on les trouve.

Il est certain, tout d'abord, que si la chose a de la valeur, celui qui l'a trouvée est tenu par charité, et, semble-t-il, aussi par justice, de faire toutes les démarches possibles, pour découvrir le possesseur ; cette obligation est d'autant plus grave que la chose trouvée a une plus grande valeur.

Il est absolument certain, en second lieu, que le possesseur une fois connu, on doit lui rendre la chose trouvée ou

¹ Voy. *Code Civ. art. 539.* (N. du T.)

² Voy. *Code Civ., art. 756, 757, 758.* (N. du T.)

son équivalent. La chose elle-même, si elle existe ; si elle n'existe plus, son équivalent ou le prix ; et, de plus, le bénéfice que celui qui l'a trouvée, a pu faire en consommant la chose, ou s'en servant pour économiser ce qui lui appartient en propre.

En troisième lieu, il n'est pas moins certain que toutes les dépenses faites pour découvrir le propriétaire peuvent être prélevées; il est certain aussi que celui qui a trouvé la chose a droit à la récompense promise par le perdant. Sur ces trois points, aucune divergence d'opinion. Mais vient la question : après des recherches diligentes et après un laps de temps raisonnable, si on ne parvient pas à connaître le propriétaire, à qui appartient la chose trouvée ? Comme réponse, nous avons deux sentiments. Le plus ancien prétend qu'il faut disposer de la chose d'après le désir présumé du perdant, et que, conséquemment, on doit la consacrer au soulagement des pauvres ou à quelque œuvre pieuse. Cette opinion est celle exprimée par le Catéchisme du Concile de Trente.¹

L'autre sentiment, soutenu par de nombreux et graves auteurs, affirme qu'en pareil cas la chose appartient à celui qui l'a trouvée. Il n'est tenu de la consacrer aux pauvres ou à des œuvres pieuses, ni par la loi de la nature, ni par aucune loi positive, civile ou ecclésiastique.

La volonté du propriétaire n'est pas facile à connaître. Une personne qui perd sa bourse serait probablement bien aise qu'elle restât entre les mains d'un honnête homme. Nombreux sont ceux qui ne penseraient même pas aux pauvres, ou qui ne voudraient pas imposer cette obligation à celui qui aurait trouvé leur bourse ; et, si on les interrogeait, ils répondraient probablement qu'ils se soucient fort peu de ce

¹ Le septième commandement, n° 17.

qu'est devenu leur argent, tant qu'ils ne peuvent pas le retrouver, et que « autant vaut qu'il profite à quelqu'un autre. » En outre, personne n'aurait intérêt à trouver des choses et à les préserver d'une perte totale, si le simple fait de les avoir trouvées devait imposer une obligation en conscience de chercher le propriétaire, et, ne le découvrant pas, de tout donner aux pauvres. Les personnes conscientes dans des cas semblables, seraient fortement tentées de passer, et celui qui aurait perdu quelque chose risquerait d'en subir un plus grave préjudice.

Nous pouvons donc dire que les gens, en général, s'appuyant sur un accord mutuel, peuvent de bonne foi garder ce qu'ils ont trouvé, tant qu'ils ne sont pas parvenus à découvrir le vrai possesseur. Dans bien des cas, on peut conseiller de disposer des choses trouvées en faveur des pauvres ou des œuvres pieuses, mais on ne peut l'imposer à personne comme une obligation.

(4) *Les trésors.* — Le trésor est toute chose cachée ou enfouie sur laquelle personne ne peut justifier sa propriété.

D'après le droit des gens, le trésor appartient entièrement à celui qui le trouve, parce que, selon cette même loi, les choses qui ne sont à personnes, deviennent la propriété du premier occupant. La loi anglaise appelle cela *treasure trove*, et le fait passer aux revenus de la Couronne. D'après le droit des gens, les trésors, tels que l'or, les diamants, l'argent et autres choses précieuses trouvées dans la mer ou dans le sol, appartiennent à celui qui les trouve, s'il n'y a pas d'autre possesseur connu.

Cacher un *treasure trove*, c'est se rendre, aux yeux de la loi anglaise, passible d'amende et d'emprisonnement.

D'après les lois de certains pays, comme la France, la Belgique, et aussi, d'après le vieux droit romain, il y a une différence entre le trésor trouvé dans sa propriété et celui trouvé dans la propriété d'un autre. La propriété du trésor appartient à celui qui le trouve dans son propre fonds. Le trésor trouvé dans le fonds d'un autre appartient pour moitié à celui qui le trouve, et pour moitié au propriétaire du fonds. D'autres détails règlent la disposition d'un trésor qu'on cherche avec intention de le trouver, et le trésor qu'on trouve par hasard: ces lois ont pour but de protéger la propriété d'autrui, pour qu'un homme ne puissent pas violer le fonds d'un autre, le creuser, bouleverser les champs et les haies de son voisin, dévaster sans scrupule sa propriété sous prétexte d'y découvrir des trésors cachés.¹

(5) *Propriété des animaux.* — Par rapport à la propriété, il faut distinguer trois catégories d'animaux. Les uns sont par nature apprivoisés et domestiques, tels que les moutons, les chevaux, les vaches, les poules, les chiens, etc. Ils appartiennent à leurs propriétaires, comme des maisons et des terres, et quiconque les prend ou les garde sans le consentement du possesseur, se rend coupable de vol, même dans le cas où ces animaux s'échapperait. Le propriétaire est responsable des dommages que ces animaux pourraient causer à autrui.

D'autres animaux sont sauvages par nature; mais l'industrie humaine les a apprivoisés et domestiqués: tels sont les lapins, les pigeons, les abeilles. Sous ce chef, il faut aussi comprendre les poissons dans des étangs privés, les bêtes sauvages dans des parcs, les animaux sauvages dans des jardins

¹ Voy. la loi française. C. civ. art. 716. (N. du T.)

zoologiques, etc. Tous ces animaux appartiennent à leur possesseur aussi longtemps qu'ils restent privés et sous sa garde. S'ils s'échappent et recouvrent leur liberté, ils ne sont plus la propriété de personne, et deviennent celle du premier qui les prend. Les pigeons peuvent errer aux alentours et restent la propriété de leur possesseur tant qu'ils reviennent au pigeonnier. Mais s'ils cessent d'y revenir, ils deviennent propriété commune, et sont à ceux qui s'en emparent. Aux temps des récoltes, si on les trouve faisant des dégâts, on peut les tuer. D'autres animaux, sauvages par nature, ne sont pas ordinairement privés ou enfermés, ainsi les lièvres, les lions, les tigres, les léopards, les poissons dans la mer, et les oiseaux dans les airs. Ceux-ci, dès que quelqu'un s'en est emparé, deviennent sa propriété ainsi le veut le droit des gens. Tant qu'ils ne sont pas pris, ils ne sont à personne, et dès lors tombent sous la loi générale du premier occupant ; et peu importe qu'ils soient capturés sur son propre fonds ou sur celui d'un autre. Dans le cas où ils auraient recouvré leur liberté, — c'est-à-dire, échappé à la garde du premier qui les a pris, — ils peuvent devenir la propriété d'un autre, de quiconque réussit à s'en rendre maître. En dehors des catégories d'animaux que nous venons d'indiquer, nous devons dire un mot du gibier. Le gibier est toujours chose d'une importance suffisante pour faire l'objet d'une législation spéciale, différente de celle sur la propriété ou sur les autres animaux sauvages ou domestiqués. Tel qu'il est défini par la loi anglaise, on comprend, sous le nom de gibier, les lièvres, les faisans, les perdrix, les gibiers de marais ou de bruyère, le gros gibier et les outardes. Inutile d'essayer d'exposer ces différentes lois. Nous n'avons qu'à dire qu'on les considère comme des lois

pénales, excepté le cas où leur violation serait contraire au droit des gens, tel que nous l'avons expliqué au sujet de la propriété des animaux.¹

3. PROPRIÉTÉ ACQUISE SUR LES CHOSES DÉJA POSSÉDÉES CONTRATS

Nous avons vu les choses qui n'appartiennent à personne et comment on peut en acquérir la propriété. Il nous reste à parler des choses qui sont déjà à quelqu'un: sur celles-ci on peut acquérir les propriétés par *contrat* ou par *prescription*.

Les Contrats. — Dieu, en plaçant les hommes sur la terre, ne les a point destinés à une vie isolée et solitaire, et il n'a pas voulu que chacun jouisse exclusivement des biens qu'il pourrait se procurer. Il a ordonné les choses de telle sorte qu'ils aient des nécessités réciproques, et qu'ils aient besoin du secours les uns des autres. Les uns ont des maisons, des terres, de l'argent, d'autres n'ont rien de tout cela; mais ils ont la puissance de travailler et une industrie personnelle. Quelques-uns, dans l'ordre des choses établi, ont, de certaines choses, beaucoup plus qu'il ne leur en faut; et manquent de plusieurs sujets nécessaires et utiles. Nul n'est à même de se suffire complètement à lui-même. Nous sommes donc obligés de recourir à nos semblables pour plusieurs choses nécessaires à la vie, pour la nourriture, pour les vêtements, etc.

De là naît la nécessité des échanges: de là vient l'origine du commerce qui, parmi les hommes, se reproduit dans les

¹ Sur le gibier et la chasse, voir la loi française du 3 mai 1844 et la nouvelle loi de 1886. (N. du T.)

formes multiples des contrats. Il n'est pas possible de traiter ici des différents contrats en particulier. Je dois me borner aux principes généraux des contrats et aux explications qui, en pratique, peuvent montrer la légitimité ou l'illégitimité d'un contrat ou d'une transaction d'affaires.

Pour les contrats en général, nous avons à nous demander :

(1) Qu'entend-on par un contrat, et en combien de manières peut-on faire un contrat?

(2) Comment peut-on diviser les contrats?

(3) Quelles sont les conditions requises pour la validité d'un contrat?

(4) Quels sont les effets d'un contrat?

(1) Un contrat est l'accord mutuel de deux ou de plusieurs personnes, créant une obligation pour l'une ou pour les deux parties contractantes. En d'autres termes, c'est un pacte ou une convention entre deux ou plusieurs personnes, par laquelle convention chacune des parties s'engage à faire ou à ne pas faire une chose déterminée, et par laquelle chacune des parties acquiert un droit sur ce que l'autre promet. On l'appelle aussi un marché ou un traité.

Le consentement des parties est nécessaire dans tout contrat; il en est la cause efficiente, mais il n'est pas toujours suffisant pour exécuter un contrat.

Quelques contrats peuvent avoir lieu par la donation d'une chose; — par exemple, un dépôt, et on les appelle *réels*; d'autres se font par une convention écrite, comme les testaments, les donations. Ces derniers sont nécessaires pour les cas où il faut en appeler à la loi. Beaucoup de contrats ne consistent que dans le consentement exprimé ou tacite des parties, comme dans les ventes, les achats, etc.

(2) *Division des contrats.* — Outre les contrats dont nous venons de parler, réels et écrits, et les contrats de pur consentement, on les divise encore en contrats *nominatifs* et *non nominatifs*. Les contrats *nominatifs*, d'après la loi écossaise, qui suit la division du Droit Romain, sont les emprunts, les commodats, les dépôts, les ventes à l'encaissement, les permutations, les locations, les sociétés et les mandats. Les contrats qui ne se distinguent pas par des noms particuliers, s'appellent *non nominatifs*: tous sont obligatoires pour les parties contractantes à partir de leur date.

Les différentes espèces de contrats sont ainsi exposées par Paley, dans l'ordre où il les étudie :

Contrats	de Vente.	
	de Hasard.	
	de Prêt	{ d'une chose consommable.
		{ d'argent.
	Travail	{ commissions. protection. services.

Les contrats se divisent aussi en *valides*, ou *invalides*, *révocables*, *absolus* ou *conditionnels*. Le sens de ces mots indique assez la nature de ces contrats, et il est inutile d'en donner ici une autre définition.

(3) Les conditions requises pour la validité d'un contrat, sont :

- (a) Que les parties soient capables de contracter.
- (b) Que la chose puisse être l'objet d'un contrat, et ne soit pas contraire à la loi ou à l'ordre public.
- (c) Que les parties contractantes donnent leur libre consentement.

(d) Que la forme légale soit observée au moins en substance.

La première de ces conditions veut que la partie contractante, soit saine d'esprit et de l'âge voulu (vingt-un ans); à moins qu'il ne s'agisse des choses nécessaires à la vie, dont on peut toujours rentrer en possession selon leur valeur réelle, et non d'après le prix fixé par le contrat, s'il a été exagéré. Une femme, pour contracter de son propre chef, ne doit pas être mariée. En général, on peut dire que les personnes suivantes n'ont pas la capacité de contracter: les mineurs, les aliénés, les femmes mariées, sans le consentement de leurs supérieurs légitimes. Certains contrats faits par des mineurs sont valables, dans le sens des restrictions indiquées plus haut; et les femmes mariées, qui ont la propriété de leurs biens, indépendante de ceux de leurs maris ou de tout engagement matrimonial, peuvent contracter relativement à tous les biens et à tous les effets qui leur appartiennent.

Quant à la seconde condition, nous pouvons dire que la matière d'un contrat peut comprendre toutes et uniquement les choses qui sont permises par la loi naturelle, et qui ne sont point défendues par une loi positive. D'où il suit qu'un contrat n'oblige pas, quand son observation est impossible, quand il est illicite et quand il est contraire à des obligations antérieures.

Le consentement nécessaire à la validité d'un contrat doit être réciproque, sérieux, manifestement exprimé, et il doit être *libre*. Il ne doit être obtenu d'aucune des parties ni par mensonge, ni par fraude, ni par une fausse déclaration, ni par force. Des actes frauduleux, postérieurs à la convention,

et l'affectant, sont suffisants pour priver la partie qui en est coupable, de tous droits relatifs au contrat.

L'état d'ivresse était autrefois considéré comme constituant une incapacité de contracter. Aujourd'hui, on tient pour nul un contrat fait dans tous les cas où la personne contractante n'est pas en état, au moment de l'acte, de comprendre la nature et la portée de ce qu'elle fait, quelle que soit la cause qui la met dans cette incapacité.

Les principales choses qui portent atteinte à la liberté requise pour le consentement voulu, sont l'erreur, la fraude, la violence et la crainte. Toutes ces causes rendent un contrat nul, ou tout au moins révocable. Par erreur invalidant un contrat, il faut entendre la méprise qui en affecterait la substance. Une erreur purement accidentelle, ou une méprise sans importance n'annulerait point un contrat. La violence annule un contrat; par exemple: un voleur vous attaque; vous lui promettez s'il épargne votre vie que vous lui donnerez une certaine somme le jour suivant. Cette promesse ne vous impose aucune obligation. La fraude antérieure à un contrat et qui en est la cause, au point qu'il n'aurait pas eu lieu sans elle, rend le contrat invalide. Une crainte, grave par rapport aux personnes qui la subissent, vu leur âge, leur sexe, etc. si elle est causée injustement, est insuffisante pour annuler un contrat. Ce principe ne s'applique pas à une crainte purement révérencielle, par exemple à la crainte que des enfants ont pour leurs parents.

Par forme légale à observer dans les contrats, j'entends les formalités et les solennités requises par la loi positive pour la validité d'un contrat; d'autres ne sont qu'accidentelles, — c'est-à-dire, requises pour la licéité du contrat. On connaît

ces diverses formalités par la loi, par la coutume, ou par l'interprétation commune des juristes.

« La loi ordonne qu'une promesse par contrat soit faite par écrit et signée de la partie qui pourrait être poursuivie en justice: (1) lorsque la promesse ne doit pas être remplie dans l'espace d'un an à partir de la date du contrat; (2) quand elle offre une caution à un tiers; (3) quand elle a pour but un mariage, excepté le cas où il y a promesse mutuelle; (4) dans le cas de vente de biens au-dessus d'une certaine valeur (10 livres en Angleterre et 50 dollars aux Etats-Unis); et (5) quand le contrat a pour objet une vente de terres, les produits d'un bien-fonds, ou un bail de plus d'un an, »¹

On se demande si les contrats qui ne sont pas conformes aux formalités exigées par la loi civile pour leur validité, obligent en conscience. Des moralistes enseignent que les contrats dans lesquels les formalités de la loi n'ont pas été observées, n'obligent pas en conscience, surtout dans les matières civiles qui tombent sous la loi du pays. Ils affirment que l'autorité civile peut déclarer de tels contrats nuls et les invalider; et il est même nécessaire qu'il en soit souvent ainsi pour le bien général, et pour prévenir les fraudes ou des influences coupables. D'autres, au contraire, soutiennent une opinion opposée: la volonté des parties, disent-ils, est clairement et certainement connue; leur convention doit être considérée comme obligeant en conscience, parce que les parties contractantes ont le pouvoir et la volonté de contracter, et aucun législateur ou aucune autorité civile n'entend les priver de ce pouvoir par les formalités de la loi.

¹ Encyclop. Populaire.

Une troisième opinion veut que ces contrats soient partie valides et partie invalides, et qu'on doit les observer comme valides jusqu'à ce que l'autorité judiciaire les ait déclarés nuls et invalides. C'est la pratique ordinaire et celle qui est reçue comme la meilleure interprétation de la loi ; elle suffit amplement pour lever le doute ou toute inquiétude de conscience. Dans des cas de ce genre, nous devons tenir pour le droit de la personne qui possède, tant que l'autorité des juges n'a pas déclaré le contraire.

Je n'entends pas dire par-là qu'un homme a le droit de garder et de prendre tout ce que la loi du pays lui permet de garder et de prendre. Il peut se faire que la loi autorise certaines choses contraires au droit et à l'équité naturels ; et, sans tomber sous le coup de la loi, même parfois sous sa protection, un homme peut se rendre coupable des plus odieuses chicanes. Ainsi, un homme pourrait échapper au payement d'une dette dont la justice est certaine pour lui, si un créancier néglige de la demander pendant un certain nombre d'années ; un jeune homme, sous le privilège de la loi de minorité, pourrait échapper à l'obligation la plus certaine, ou au contrat le plus équitable. La loi du pays nous autorise donc à profiter de la protection de ses formalités en tant qu'elles sont d'accord avec l'équité et la justice naturelle. Mais, nous ne pouvons pas nous couvrir de sa protection dans des choses contraires au droit, à la raison et au sens commun.

(4) *Les effets des contrats.* — Il y en a deux principaux : l'*obligation* et l'*action*. L'*action*, au terme de la loi, est une poursuite ou un procès en revendication d'un droit devant un tribunal. Une action est *réelle*, *personnelle* ou *mixte*. — L'*action réelle* est celle qui est dirigée contre le détenteur

d'une chose sur laquelle on prétend avoir un droit réel. L'action *personnelle* est celle qui a pour but la réclamation d'une dette, d'un service personnel, de dommages et intérêts, ou une satisfaction pour injure faite à la personne ou aux biens du demandeur. Elle est *mixte* quand elle a tout à la fois pour fondement un droit personnel et un droit réel. Une obligation est un lien qui oblige quelqu'un à payer ou à faire quelque chose en faveur d'une autre personne.

Trois sortes d'obligations : *Naturelles, civiles et mixtes*. Les premières ont pour base uniquement l'équité naturelle. Les obligations *civiles* reposent sur l'autorité civile seule, sans aucun rapport nécessaire avec l'équité naturelle ; et les obligations *mixtes* sont celles qui, fondées sur l'équité naturelle, sont de plus appuyées par l'autorité civile. Les obligations, d'après la loi civile, sont dites naître de quatre manières diverses : des contrats, des quasi-contrats, des délits et des quasi-délits. Une *obligation principale* est celle par laquelle un débiteur est lié envers son créancier ; une *obligation accessoire*, est celle par laquelle une personne est tenue envers une autre d'accomplir le contrat d'un tiers.

Certaines obligations sont *conditionnelles* : elles donnent lieu à une question morale. Est-on lié par un contrat fait sous une condition illicite, ou par un contrat dans lequel on s'engage à faire quelque chose de mal ? Tant que la condition illicite n'a pas été remplie, le contrat n'est certainement pas obligatoire. En conséquence, celui qui reçoit un salaire pour faire une chose mauvaise, par exemple, une chose contraire au cinquième ou au sixième commandement, avant que l'action ne soit accomplie, ne peut pas garder la somme reçue ni exécuter la promesse. Si l'action est faite, le pécheur peut garder ce qu'il a reçu en récompense, et la personne qui

a promis est tenue de le payer en vertu du contrat conditionnel. Ainsi, les pécheurs publics qui gagnent leur vie dans des occupations coupables ou illicites, ne peuvent pas être accusés d'injustice en raison du salaire qu'ils ont perçu : ils ne sont point tenus, dès lors, à restitution, à moins, bien entendu que leurs péchés ne soient contraires à la vertu de justice. ¹

¹ Voy. *Code Civ. fr. Tit. III du livre III.* (N. du T.)





Le Septième Commandement (suite)

CHAPITRE III

PRESCRIPTION

1. La prescription: sens et division.
2. Conditions: (1) Il faut que les choses soient prescriptibles. (2) Qu'il y ait possession. (3) Le temps voulu par la loi.
3. La prescription est un moyen légitime d'acquérir un droit, et de se libérer d'une obligation.
4. *Bona fides*, ou la bonne foi est toujours supposée.

I. LA PRESCRIPTION: SENS ET DIVISION

La prescription est un droit ou un titre acquis par l'usage ou par le temps, comme quand un homme ne peut montrer

aucun titre à ce qu'il réclame, si ce n'est que lui et ceux au nom desquels il le réclame en ont joui de temps immémorial.

La prescription diffère de la coutume : celle-ci est à proprement parler un usage local qui n'est pas annexé à une personne ; ainsi, la coutume d'un manoir qui veut que la propriété aille au fils cadet. La prescription est un usage purement personnel ; ainsi, un homme et ses ancêtres, ou ceux dont il possède le bien, ont l'habitude, de temps immémorial, de pâture dans tel enclos : voilà un usage annexé à une personne.¹

La prescription est : (1) *Positive*, quand le titre à un bien est acquis par la possession ininterrompue de quarante années : (2) *Négative*, quand elle indique la perte ou l'omission d'un droit parce qu'on a négligé d'en user pendant le temps limité par la loi. Les obligations se perdent par la prescription ou par la négligence à en poursuivre l'exécution pendant un laps de temps déterminé par la loi.

La prescription, introduite par la loi civile, a été sanctionnée par le droit canon. D'où il suit qu'en se prononçant sur la validité d'un droit de ce genre, on doit se guider sur la loi civile, qui donne à la prescription sa force obligatoire.

L'objet de la prescription est d'assurer un titre de propriété à celui qui en a eu la possession pendant le temps fixé par la loi, et d'empêcher tout autre individu de troubler dans sa possession, le terme voulu une fois expiré. La loi de la prescription n'a point pour but de punir l'indolence des propriétaires : elle interprète simplement leur silence comme un consentement, présumant qu'un homme qui néglige

¹ Encyclop. Nat.

d'affirmer son droit pendant tant d'années, l'abandonne complètement.

2. CONDITIONS

Pour qu'il y ait réellement prescription, plusieurs conditions sont requises. (1) Il faut que la chose ou l'objet soit prescriptible. Il y a des choses et des obligations contre lesquelles on ne peut pas prescrire; telles sont les choses de la loi divine et de la loi naturelle, telles aussi les choses qui appartiennent à l'ordre public. Toutes ces choses sont de leur nature imprescriptibles. L'usage et la jouissance de la navigation et de la pêche en mer, pendant quelque laps de temps que ce soit, ne crée pas un droit à la prescription. Le droit commun des nations à l'usage et à la jouissance de la mer est imprescriptible. (2) Il faut qu'il y ait eu possession continue, non interrompue, paisible, publique, point équivoque, à titre de propriétaire, non de fermier, gérant ou dépositaire. (3) Cette possession doit avoir duré pendant tout le temps fixé par la loi. —

La loi anglaise et la loi écossaise, citées ici par l'auteur, contenant des différences notables avec nos usages et nos lois, nous nous permettons de remplacer deux pages du texte par les données suivantes qui sont un résumé du code français:

« Les actes de pure faculté, de simple tolérance, pas plus que les actes de violence, ne peuvent fonder une possession capable d'opérer la prescription. Mais, d'un autre côté, on peut, pour compléter la prescription, joindre à sa possession celle de son auteur, de quelque manière qu'on lui ait succédé. Ceux qui possèdent pour autrui ne prescrivent jamais par quelque laps de temps que ce soit. La prescription peut être

interrompue ou naturellement ou civilement. Il y a interruption naturelle, lorsque le possesseur est privé pendant plus d'un an de la jouissance de la chose. L'interruption civile résulte d'une citation en justice, d'un commandement ou d'une saisie, signifiés à celui qu'on veut empêcher de prescrire. La citation en justice interrompt la prescription, même lorsqu'elle est donnée devant un juge incompétent. Au contraire, la prescription est regardée comme non avenue, si l'assignation est nulle par défaut de forme, si le demandeur se désiste de sa demande, s'il laisse périr l'instance, ou si sa demande est rejetée. La prescription ne court pas, sauf certains cas, contre les mineurs et les interdits, non plus qu'entre époux.

(3) *Le temps voulu par la loi.* — « La prescription se compte par jours, et non par heures. Elle est acquise lorsque le dernier jour du terme est accompli. Toutes les actions, tant réelles que personnelles, sont prescrites par trente ans. Celui qui acquiert de bonne foi et par juste titre un immeuble, en prescrit la propriété par dix ans, si le véritable propriétaire habite dans le ressort de la cour d'appel dans l'étendue de laquelle l'immeuble est situé ; et par vingt ans s'il est domicilié hors dudit ressort. Le titre nul par défaut de forme ne peut servir de base à la prescription de dix et vingt ans. La bonne foi est toujours présumée : c'est à celui qui allègue la mauvaise foi à la prouver ; d'ailleurs il suffit que la bonne foi ait existé au moment de l'acquisition. Se prescrivent par cinq ans : les arrérages de rentes perpétuelles et viagères, ceux des pensions alimentaires, les loyers des maisons et les prix de ferme des biens ruraux, les intérêts des sommes prêtées, et généralement tout ce qui est payable à des termes périodiques. Les juges et avoués sont déchargés des pièces

cinq ans après le jugement des procès. L'action des avoués, pour le payement de leurs frais et salaires, se prescrit par deux ans. L'action des médecins et apothicaires, pour leurs visites, opérations et médicaments ; celle des huissiers, pour le salaire des actes qu'ils signifient ; celle des marchands pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands ; celle des maîtres de pension, pour le prix de la pension de leurs élèves ; et autres maîtres, pour le prix de l'apprentissage ; celle des domestiques qui se louent à l'année, pour le payement de leurs salaires, se prescrivent par un an. Enfin, l'action des maîtres et instituteurs des sciences et arts, pour les leçons qu'ils donnent au mois ; celle des hôteliers et traiteurs, à raison du logement et de la nourriture qu'ils fournissent ; celle des ouvriers et gens de travail, pour le payement de leurs journées, fournitures et salaires, se prescrivent par six mois. La prescription dans ces derniers cas, a lieu, quoiqu'il y ait eu continuation de fournitures, livraisons, services et travaux. Elle ne cesse de courir que lorsqu'il y a eu compte arrêté, cédule ou obligation, ou citation en justice non périmée. Néanmoins, ceux auxquels ces prescriptions sont opposées peuvent déferer le serment à ceux qui les opposent sur la question de savoir si la chose a réellement été payée. En fait de meubles, la possession vaut titre : il y a donc une sorte de prescription instantanée, sauf en ce qui concerne les objets volés ou perdus. » (J. B.)

3. LA PRESCRIPTION EST UN MOYEN LÉGITIME D'ACQUÉRIR UN DROIT ET DE SE LIBÉRER D'UNE OBLIGATION

Après avoir expliqué la nature de la prescription et les conditions requises pour qu'elle ait lieu, il nous reste à

examiner la question de savoir si elle est un moyen légitime d'acquérir un droit et de se libérer d'une obligation, non seulement devant la loi civile, mais aussi aux yeux de Dieu et de la conscience. A l'unanimité des théologiens se prononcent pour l'affirmative, pourvu que la prescription soit légitime et accompagnée des conditions voulues. D'où il suit qu'un homme peut garder ce qu'il a acquis par prescription conformément à la loi, lors même que plus tard il reconnaîtrait que c'était la propriété d'un autre ; et qu'un homme, le temps voulu pour la prescription une fois écoulé, peut se considérer comme affranchi d'une obligation de conscience, d'une dette, lors même qu'il découvre plus tard que cette dette n'a réellement jamais été payée.

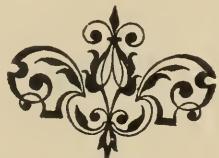
En voici la raison : l'état peut disposer des effets d'un de ses sujets, chaque fois que le bien public ou général le demande, et il le fait par la loi des prescriptions ; il en fait un des moyens légitimes d'acquérir la possession et de se libérer d'une obligation. Les lois canoniques, qui ont principalement pour objet le bien des âmes, approuvent clairement la prescription, et la considèrent comme un droit et un titre légitime. Pour bien saisir ce qu'il y a d'équitable dans la prescription, nous devons la regarder, non point comme portant sur un cas particulier, mais en général ; et alors, nous pouvons nous rendre compte qu'elle ne blesse les droits de personne, et qu'elle donne à tous une crainte égale de pertes et une égale espérance de profits.

4. *Bona fides*, OU LA BONNE FOI EST TOUJOURS SUPPOSÉE

La prescription dont je parle suppose la bonne foi, c'est-à-dire, la bonne foi sans fraude et sans tromperie. Au terme

de la loi, un acte fait *bona fide*, est un acte accompli sans fraude, sans qu'on ait connaissance ou avis d'aucune erreur ou tromperie, et par opposition à un acte fait sous de fausses apparences, de mauvaise foi, frauduleusement, avec la connaissance de faits antérieurs, qui rendent l'acte présent invalide. Un possesseur de bonne foi est une personne qui possède une chose d'après un titre que, en toute sincérité, elle croit bon.

Après ces explications sur les droits de propriété et sur les principaux moyens d'acquérir les biens temporels, nous avons maintenant à examiner comment on peut porter atteinte à ces droits; et ceci nous amène à une exposition nette du septième commandement, dont l'objet immédiat est le respect des biens et de la propriété d'autrui.





Le Septième Commandement (suite)

CHAPITRE IV

LARCIN ET VOL

1. Sens de ces mots.
2. Le larcin et le vol sont des fautes graves de leur nature.
3. Quantité nécessaire dans le vol pour constituer un péché grave.
4. Quand le vol d'une chose insignifiante en soi peut être une faute grave.
5. Raisons qui excusent de culpabilité dans le vol: (1) l'extrême nécessité.
 (2) La compensation occulte — quand elle est légitime.
6. Quelques notions spéciales relatives aux vols des femmes mariées et des enfants.
7. Vols sacrilèges et usurpation des biens ecclésiastiques.

Le septième commandement s'énonce ainsi: « *Vous ne déroberez point.*

I. SENS DE CES MOTS

Le vol consiste à prendre ou à retenir injustement le bien d'autrui.

Il peut y avoir simple larcin, ou il peut être accompagné de circonstances aggravantes; par exemple, s'il est commis sur la personne, ou dans une maison d'habitation. Le larcin devient vol, s'il est accompagné de violence, si le larcin est commis dans une maison, il y a vol de nuit ou avec effraction selon qu'il a été perpétré pendant la nuit, que l'entrée ou la sortie du voleur s'est effectuée par une violence quelconque.

Nous disons dans la définition que le vol consiste à prendre ou à retenir *injustement*, c'est-à-dire, contre la volonté du possesseur, que ce soit en sa présence, clandestinement, par force, par surprise, par fraude ou par ruse. Le vol est dans cette double action *de prendre et d'emporter* ce qui suppose, chez le voleur, *l'intention frauduleuse*, au moment du vol, de convertir ce qu'il prend à son propre usage. On dit aussi: *garder injustement*. Ainsi, une personne peut légitimement obtenir la possession d'un bien, et devenir coupable de vol en le détournant ou en le faisant servir à son propre usage. Voici un exemple: Un maître donne une somme à un serviteur pour un but déterminé, pour la porter, par exemple, à la maison d'un ami, pour l'échanger, ou pour la déposer à une banque, le serviteur est coupable de vol s'il applique cette somme à son usage.

Le vol est un larcin aggravé par cette circonstance qu'il est accompagné de violence. Pour constituer le vol proprement

dit, il faut qu'on *prenne de force*; mais il suffit d'un degré de force quelconque, dès qu'elle inspire la crainte. Il faut que la chose soit prise à la personne, comme un cheval à son cavalier, ou de l'argent dans une poche; ou qu'elle soit prise ouvertement et à sa face, comme si un voleur m'attaqua d'abord, me prend le cheval que je monte; ou si le voleur commence par m'effrayer, et emmène ma monture. La violence actuelle faite à la personne, ou l'inspiration de la crainte, ne sont pas toujours nécessaires pour constituer un vol. En effet, si un homme, un poignard ou un pistolet à la main, demande et se fait donner l'argent d'un autre, sans toucher à sa personne, il y a vol, alors même que la personne volée n'aurait éprouvé aucun sentiment de crainte, mais aurait eu simplement l'appréhension ou l'idée que la violence aurait suivi, si le voleur avait rencontré refus ou résistance.

S'il y a emploi de la violence, il y a vol, lors même qu'on y aurait eu recours sous le soi-disant prétexte d'exécuter une procédure légale ou d'obéir à une autorité légitime.¹

Les vols et les larcins peuvent se commettre de différentes manières; par exemple, voler dans une maison, voler à des fermiers ou à des hôteliers, voler dans une église ou dans une chapelle, voler à des clercs et à des serviteurs, voler des marchandises en confection, voler des chevaux, du bétail, des moutons, des chiens, des oiseaux, des arbres ou autres bois; voler dans des jardins ou des vergers, — tous ces vols sont contraires à la loi de Dieu et tombent sous le coup de la loi civile.

¹ Voy. *Le Cabinet de l'Avocat*. J'ai pris dans cet ouvrage la définition et l'explication de ces crimes tels que les envisage la loi anglaise, qui interprète si bien la loi naturelle.

2. LE LARCIN ET LE VOL SONT DES FAUTES GRAVES DE LEUR NATURE

Le vol et le larcin sont des péchés graves de leur nature. Saint Paul, énumérant les péchés qui excluent du royaume du ciel, mentionne expressément les voleurs: « Ne savez-vous pas que les injustes ne seront point héritiers du royaume de Dieu? Ne vous y trompez pas: ni les fornicateurs, ni les idolâtres, ni les adultères, ni les impudiques, ni les abominables, ni les voleurs, ni les avares, ni les ivrognes, ni les médisants, ni les ravisseurs, ne seront point héritiers du royaume de Dieu. »¹ Cette forme d'expression dans le langage sacré, d'après la règle des théologiens, indique un péché mortel, parce que les péchés véniaux n'excluent pas du royaume de Dieu.

Ce péché, en effet, renferme une double injure: l'une contre Dieu, et l'autre contre le prochain. Il y a injure contre Dieu dont le voleur usurpe la puissance et la possession en s'appropriant les biens que le souverain Distributeur a assignés à un autre. Un homme, par son industrie, par son labeur, par ses soucis, acquiert les biens qu'il possède, et Dieu les lui assigne. C'est l'ouvrier qui gagne le salaire, mais c'est le maître qui le donne; et l'empire de Dieu s'étend sur toutes les choses de la terre, comme celui d'une personne riche sur son argent; l'administration et la possession de ces biens doivent rester conformes aux lois de sa justice et de sa miséricorde. Conséquemment, lorsqu'un homme vole quelque chose à un autre, il porte atteinte à l'œuvre de Dieu,

¹ I. COR. vi. 9, 10.

renverse le juste équilibre qu'il a établi, et détruit sa juste récompense.

Le voleur fait tort à son prochain en le privant de ce qu'il a acquis peut-être au prix d'un pénible labeur et de longues souffrances. Il ne fait pas seulement tort à son prochain; mais il commet encore une injustice envers lui; car tout homme a droit à la jouissance et à la paisible possession de ce qui lui appartient.

Ces raisons suffisent pour nous faire saisir la nature des péchés de vol et de larcin.

De leur nature, ce sont des péchés mortels; c'est-à-dire que quand la chose volée est importante, il y a péché grave ou mortel.

3. QUANTITÉ NÉCESSAIRE DANS LE VOL POUR CONSTITUER UN PÉCHÉ GRAVE

Quant à la question : Quelle est la quantité requise dans un vol pour constituer un péché grave ? il est difficile d'y répondre avec une précision mathématique,

Des auteurs enseignent que, sans avoir égard à la personne volée, sans examiner si elle est riche ou pauvre, on peut toujours tenir pour matière grave le vol équivalent à la valeur du salaire qu'un ouvrier, moralement parlant, peut gagner dans une journée.

Cependant, on enseigne plus communément que la gravité d'un vol doit être appréciée d'après les circonstances de personnes, de temps, et de lieux. Le Père Gury, théologien français éminent, a récemment déterminé cette quantité de la manière suivante: ¹ Vu les principaux pays de

¹ *Comp. Theologiae*, n° 607.

l'Europe et tenant compte des circonstances des temps actuels, il semble que, pour une matière grave, il faudrait (1) la valeur d'un franc par rapport aux pauvres, ou même une valeur moindre, si la personne volée était dans une grande nécessité; (2) la valeur de deux ou trois francs, s'il s'agit d'ouvriers qui, par leur travail, gagnent leur pain de chaque jour; (3) la valeur de quatre à cinq francs pour les personnes qui jouissent d'une aisance modérée, et de six à sept francs pour les personnes riches au sens ordinaire.

D'après les circonstances des temps et des lieux, les salaires et la valeur des choses, dans ces pays-ci, je dirai que nous pouvons substituer les schellings aux francs,¹ et prendre la règle du Père Gury dans une certaine latitude; ou, en tous cas, sans décider exactement la question, puisqu'elle est sujette à une certaine élasticité.

On ne doit pas étendre la proportion entre les différentes classes de personnes jusqu'à une valeur indéfinie, parce que, dans le vol, il faut admettre une certaine valeur comme matière absolument grave, et grave sans égard à la classe des personnes, matière qu'on ne peut outrepasser sans péché mortel. Le bien de la société exige qu'il en soit ainsi, pour qu'une porte ne reste pas ouverte à des vols sans nombre. De plus, dans le vol, nous avons à voir non seulement l'injustice contenue dans l'action de prendre ce qui appartient à un autre, mais encore l'injustice qu'il y a dans le fait de prendre ou de garder ce qui n'est pas à nous. On peut considérer la chose en elle-même, sans s'occuper des personnes auxquelles les biens ou l'argent ont été volés, et peu importe que ces personnes soient riches ou pauvres: pendant toute

¹ *Le schelling vaut environ 1 fr. 25 de notre monnaie. (N. du T.)*

la durée du temps que le voleur prend ou garde la chose qui n'est pas à lui, il pèche selon la valeur qu'il a dérobée. Quelques auteurs, cités par saint Alphonse, exigent une valeur de dix à quinze francs pour une matière absolument grave; ou, pourrions-nous dire, une valeur de dix à quinze schellings. En tout ceci, cependant, il faut tenir compte de la valeur de l'argent dans les divers pays et à des époques différentes.

Dans cette question de vol, il est nécessaire de considérer le tort fait à autrui. Ce tort fait partie de la nature du péché; l'injustice et le tort sont plus graves selon que la personne volée est riche ou pauvre. Un schelling volé à un pauvre sera une matière plus grave que cinq schellings volés à un riche; et le tort fait à une personne pauvre, en lui dérobant une chose de peu de valeur, lui est plus sensible que celui fait à une personne riche pour une chose plus importante. Une chose presque insignifiante pourrait causer une injustice sérieuse: prenez, par exemple, une aiguille à un tailleur qui n'en a point d'autres; vous l'empêchez de gagner sa journée: ce serait une matière grave pour le pauvre homme.

Puisque nous ne pouvons pas préciser exactement la quantité voulue dans un vol pour constituer un péché mortel, nous devons nous contenter de la règle générale donnée par les moralistes; à savoir, considérer comme faute mortelle une valeur s'élevant au prix du salaire qu'un honnête ouvrier peut gagner en un jour, ou une valeur suffisante pour l'entretien de la personne volée pendant une journée, en tenant compte des différentes conditions des personnes; parce que, prendre à un homme ce qu'il lui faut pour son entretien d'un jour, c'est lui causer un tort sérieux.

Nous devons admettre que même cette règle est assez obscure, et n'est pas universellement admise; par conséquent,

la solution dépend du jugement moral des hommes, et nous ne pouvons rien établir de plus certain sur ce point que les opinions données ci-dessus.

4. QUAND LE VOL D'UNE CHOSE INSIGNIFIANTE EN SOI PEUT ÊTRE UNE FAUTE GRAVE

Deux circonstances peuvent rendre grave le vol d'une chose en soi insignifiante : (1) l'intention de voler une chose de valeur, ou d'acquérir une somme par plusieurs petits vols ; (2) la réunion de plusieurs vols continués sans interruption de la volonté, jusqu'à ce qu'ils forment une quantité considérable. Dans les vols de ce genre, il faut, pour un péché mortel, une plus grande quantité que dans les cas où il y a tout de suite plein consentement ; ce qui est surtout vrai lorsque les différents vols sont commis au détriment de plusieurs personnes.

5. RAISONS QUI EXCUSENT DE CULPABILITÉ DANS LE VOL

Il y a dix raisons qui empêchent que le vol ne soit coupable.

(1) *L'extrême nécessité.* — Si un homme se trouve, ou en voit un autre dans l'extrême nécessité, il lui est permis de prendre ce qui est indispensable pour soulager le besoin urgent; parce que, dans un cas de nécessité de ce genre, tous les biens deviennent propriété commune, dans la mesure où l'exige cette nécessité. Ce que prend et consomme dans ce cas, un homme qui n'a en réalité ou en perspective aucun moyen de subsistance, ne tombe pas sous l'obligation de la restitution.

Selon de graves auteurs, si une personne dans l'extrême nécessité peut obtenir du soulagement en mendiant, elle ne

serait point excusée de voler. Mais Saint Alphonse affirme comme plus probable, que tel ne serait pas le cas, si la honte de mendier était si grande que cette personne préférerait mourir plutôt que d'avoir recours à ce moyen. Pratiquement parlant, en pareille nécessité, on peut toujours trouver du secours, sauf dans des circonstances tout à fait exceptionnelles. La loi ne prend donc pas en considération cette nécessité pour justifier les vols, lors même qu'il paraît douteux, même d'après elle, si une extrême nécessité est suffisante pour excuser la mauvaise intention de s'approprier le bien d'autrui.

(2) *Compensation occulte.* — La seconde cause qui exempte le vol de culpabilité, est la compensation occulte accompagnée des conditions voulues. La compensation occulte, généralement parlant, est illicite, parce qu'elle est contraire au bon ordre et qu'elle peut donner lieu à de graves irrégularités, tels que le scandale, le déshonneur, le danger d'un double payement, et parce qu'elle expose à de graves abus. Toutefois, elle peut être parfaitement permise sous certaines conditions, qui sont (a) que la dette soit incontestable, et (b) qu'il n'y ait aucun autre moyen de la faire payer, pas même le recours en justice.

Un serviteur qui croit ses gages insuffisants ne peut pas avoir recours à la compensation occulte: une proposition affirmant le contraire a été condamnée par Innocent XI.

Cependant, saint Alphonse enseigne,¹ que si un serviteur s'est librement gagé à un maître pour un salaire inférieur, il ne peut pas ensuite avoir recours à la compensation occulte; mais que, tel ne serait pas le cas, si, contraint par la nécessité provenant de son état de misère, il avait consenti à un

¹ N° 522. Voy. aussi 523 et 524.

salaire absolument au-dessous d'une juste rétribution. Dans ce cas, il pourrait secrètement se dédommager lui-même, sans dépasser toutefois les moindres et justes salaires des hommes de sa position ; à moins que le maître n'en trouve d'autres disposés à travailler pour ce même prix inférieur, et qu'il ne prenne cet homme que par charité et pour le soulagер dans ses besoins.

6. QUELQUES NOTIONS SPÉCIALES RELATIVES AUX VOLS DES FEMMES MARIÉES ET DES ENFANTS

Nous devons noter quelques modifications spéciales au sujet des vols des femmes mariées et des enfants qui vivent avec leurs parents. Les femmes sont coupables de vol, si elles prennent des biens de leurs maris, et ceux-ci sont pareillement coupables, s'ils prennent ce qui appartient à leurs femmes ; par exemple, de ce qui constitue leur propriété ou de ce qu'elles possèdent en propre. Il est cependant permis aux femmes, dans l'administration des biens de la maison, et dans les dépenses pour l'entretien du ménage, (1) de faire des aumônes et des dons selon leur état et leur condition ; (2) de prendre, en l'absence de leurs maris, les sommes qu'elles peuvent raisonnablement présumer qu'ils leur accorderaient, s'ils étaient présents ; (3) d'économiser sur ce qui leur est accordé pour leurs toilettes et pour l'entretien de la maison, pourvu que personne n'en souffre ; (4) de prendre quelque chose pour parer à la ruine spirituelle ou matérielle du mari et de la famille ; (5) d'aider leurs parents qui sont dans le besoin, des frères et des sœurs ; pourvu qu'elles y apportent de la modération, et ne le fassent qu'autant que les maris sont assez peu raisonnables pour ne-

vouloir rien donner. On conseille, dans ce cas et autres semblables, de n'agir que d'après le consentement du mari ; mais s'il est étroit, avare, trop exigeant et trop susceptible au point de vue de son autorité maritale, la femme est parfaitement en droit d'agir selon sa propre discrétion ; elle ne commet en cela aucune injustice, pourvu qu'elle ne dépasse pas les limites de la modération et de l'équité naturelle. Elle n'est pas la servante de son mari, mais sa compagne, et ce qu'on appelle sa meilleure moitié, ce qui est absolument vrai au sens littéral du mot. (6) Elle peut légitimement prendre en secret à un mari qui gaspille, dans le péché et l'ivrognerie, l'argent qu'il gagne et dont elle a besoin pour son entretien convenable et pour celui de ses enfants.

Quant à ces maris fainéants qui n'ont pas honte de se laisser entretenir et nourrir par leurs femmes, ce serait un bien, vraiment ! de leur laisser sentir les effets de la pauvreté et de la privation. Alors, ils se mettraient peut-être à chercher du travail, à faire quelque chose, et pourraient assister leurs femmes et leurs familles.

Les enfants sont coupables de vol, quand ils s'approprient l'argent ou le bien de leurs parents ; c'est-à-dire, des choses dont leurs parents ont la possession et l'administration. Il ne leur est point permis, ordinairement parlant, d'agir ainsi, sous prétexte de compensation occulte, tant qu'ils n'ont aucune profession et ne gagnent rien en leur propre nom. Le travail qu'ils font à la maison doit contribuer au bien de la famille, et on suppose que les enfants donnent leurs services à la famille sans rétribution de la part des parents. En même temps, les parents feront bien de se rappeler qu'ils doivent traiter leurs enfants d'une manière convenable. Ceux-ci ont droit à leur nourriture, à leurs vêtements, à un argent de

poche suivant leur condition. On rencontre parfois des jeunes gens et des jeunes filles qui travaillent à la maison jusqu'à un âge avancé, et qui sont traités par leurs parents d'une manière fort injuste ; même lorsqu'ils sont arrivés à vingt-cinq, trente et quarante ans ; (comme en Irlande, par exemple) ; et les parents ne leur accorder qu'à contre-cœur quelques sous pour leurs menus plaisirs, ou même pour des choses nécessaires. Dans des cas semblables, ces grands enfants, ou ces vieux enfants, comme nous pourrions les appeler, ont bien droit de prendre ce qui leur nécessaire, en se tenant dans les bornes de la modération. Ils le gagnent bien, et ce sont les malheureuses circonstances sociales dans lesquelles ils vivent, qui ont empêché leur émancipation, qui les privent d'un emploi et d'une rémunération équitable de leur travail. Dans les larcins des enfants qui vivent en famille, les théologiens exigent une valeur double pour constituer une matière grave : il s'agit ici des provisions de bouche et autres choses usuelles qu'ils prennent sans permission. Tous les membres de la famille mènent une sorte de vie commune ; tous les biens sont plus ou moins communs ; on peut donc généralement présumer la permission des parents.

Les enfants et les serviteurs peuvent faire des aumônes modérées, surtout en nourriture donnée aux pauvres. La permission des parents et des maîtres chrétiens se suppose dans les cas de besoin, à moins qu'il n'y ait sur ce point une défense expresse de leur part. Ils peuvent faire cette défense pour prévenir la prodigalité ou le gaspillage de la part des enfants et des serviteurs, qui se laisseraient facilement entraîner à dépasser la mesure, et qui sont exposés à être trompés par des fourbes et des vagabonds. Comme je l'ai

établi plus haut, dans les cas d'extrême nécessité, qui que ce soit peut soulager les pauvres ; ou ils peuvent prendre eux-mêmes ce qui est nécessaire pour apaiser leurs besoins urgents ; c'est-à-dire pour sauver leur vie et s'empêcher de souffrir de la faim.

7. VOLS SACRILÈGES ET USURPATION DES BIENS ECCLÉSIASTIQUES

Il y a une espèce particulière de vol dont nous ne saurions omettre de parler ; — c'est le vol sacrilège. Il consiste à voler une chose sacrée même dans un lieu profane, ou à voler quelque chose qui appartient à un lieu sacré, par exemple, à une église ou à un sanctuaire.

Il renferme une double faute, l'une contre la justice et l'autre contre la religion. Contre la justice, puisqu'il y a vol ou appropriation de ce qui n'est pas à nous ; contre la religion, parce que c'est un manque de respect à Dieu. En matière légère, il y aurait néanmoins sacrilège, mais péché vénial seulement, à cause de la légèreté de la matière qu'on peut admettre dans le sacrilège aussi bien que dans toutes les autres fautes contre la justice.

A cette espèce de péché appartiennent l'usurpation des biens ecclésiastiques, des églises, des hôpitaux et des fondations pieuses, l'injuste suppression des maisons religieuses, et la confiscation de leurs revenus. Ceux qui se rendent coupables de ces crimes, méritent le nom de voleurs sacrilèges ; ils sont aussi coupables du tort qu'ils font aux âmes, en privant celles qui souffrent en purgatoire du bienfait des messes et des offices pour lesquels avaient été faites tant de

pieuses fondations ; et nous pouvons leur appliquer les paroles du saint roi David : « Ils mangèrent des sacrifices des morts ; »¹ ce qui veut dire, ils ont gaspillé en prodigalités et en festins les sommes d'argent laissées pour les messes, pour les aumônes et pour les autres bonnes œuvres.

¹ Ps. cv. 28.





Le Septième Commandement (suite)

CHAPITRE V

DIFFÉRENTES SORTES D'INJUSTICE

1. Fraude : sens. — Comment elle affecte les contrats.
2. Le prix des choses ; — comment on l'envisage dans le commerce.
3. Titres particuliers qui autorisent les commerçants à surfaire le prix usuel.
4. S'il est permis de vendre un article défectueux sans faire connaître ses défauts.
5. Extorsion: sens selon la loi Anglaise et la loi Ecossaise.
6. Poursuites injustes.
7. Quand les médecins, les juges, les avocats, les notaires et les hommes de loi, en général, peuvent être considérés comme coupables d'injustice.
8. Usure: (1) Sens primitif, et ce qu'on entend actuellement par usure. (2) Taux légal de l'intérêt. (3) L'usure, dans le sens rigoureux, est injuste et coupable. (4) Trois raisons qui permettent de recevoir un intérêt de l'argent. (5) La coutume par rapport à l'intérêt légal.
9. Retenir injustement le bien d'autrui.

Outre le vol et le larcin, nous devons parler de différentes autres sortes d'injustice, par exemple de *la fraude*, de *l'extorsion*, des *poursuites injustes* et de *l'usure*.

I. FRAUDE: SENS COMMENT ELLE AFFECTE LES CONTRATS

La fraude consiste à prendre le bien d'autrui en trompant, en trichant, ou par un artifice quelconque qui porte atteinte à ses droits ou à ses intérêts. C'est un stratagème qui a pour but d'obtenir un profit qui ne nous est pas dû, ou un avantage par des clauses et des moyens injustes, surtout en trompant dans les contrats, dans les marchés, dans les ventes, et les achats, soit en employant le mensonge, soit en cachant la vérité. La fraude affecte les contrats et leur validité, et on peut, sur ce point, regarder les prescriptions de la loi civile comme théologiquement et moralement correctes.

« La validité d'un contrat est détruite, lorsqu'il y a dans les choses essentielles du contrat une erreur provenant d'une des parties contractantes. Dans ce cas, la partie victime de la fraude n'a réellement pas donné son consentement aux clauses du contrat, puisque ce n'est que frauduleusement qu'elle a été amenée à ignorer les conditions qui lui étaient imposées ; conséquemment, le contrat est absolument nul, et l'exécution ne saurait en être exigée par la partie qui n'a point voulu la fraude, et qui a droit, contre la partie coupable de fraude, à ce que le contrat reste à son avantage. S'il n'y a pas erreur dans les choses essentielles, le contrat peut néanmoins être invalidé, si la fraude a été pratiquée par l'une des parties dans le but de le faire conclure... La fraude peut provenir de fausses déclarations, de choses importantes qui ont été cachées et qui auraient dû être révélées, de pratiques clandestines, de la faiblesse d'esprit ou d'un état d'ivresse dont on

a profité, surtout si la partie qui fraude a produit cet état dans le but d'obtenir de l'autre un consentement qu'elle n'aurait point donné dans la pleine jouissance de sa raison.

« En affaires commerciales, on tolère une certaine latitude en ce qui concerne les fausses déclarations, pourvu qu'on ne dépasse pas les artifices ordinaires auxquels les commerçants ont l'habitude de recourir pour trouver des acquéreurs de leurs marchandises ; et contre lesquels on présume que l'acheteur se tient en garde. Ces fausses représentations ne vont pas au-delà de ce que les légistes appellent *dolus bonus*, et ne sont pas suffisantes pour constituer la fraude ou le *dolus malus*, dans le sens légal de ce mot. Les détails que l'on cache, ne sont pas considérés non plus comme constituant une fraude, à moins qu'il ne soit démontré que le détail caché par une des parties aurait dû être révélé.

« Tromper par de faux poids, de fausses mesures ou de faux renseignements, tombe dans la catégorie des offenses criminelles. »¹

2. LE PRIX DES CHOSES COMMENT ON L'ENVISAGE DANS LE COMMERCE

En fait de commerce, il faut considérer deux choses : le prix et les marchandises. Le prix peut être ou *légal* ; — c'est quand la loi fixe la valeur des choses et le prix auquel on doit les vendre ; ou il est déterminé par le prix courant des marchandises ce qui est alors le prix fixé par l'estimation et le consentement commun des commerçants, des vendeurs, et des acheteurs. Ce prix, d'après l'estimation commune et générale des hommes du métier,

¹ Encycl. Populaire. — Voy. *Code Civ. fr.* ; art. 1167, et *Code du Commerce*. (N. d. T.)

admet une certaine latitude, et se divise en trois espèces différentes: le prix *supérieur*, le prix *moyen*, et le prix *infime*. Par conséquent, pèchent contre la justice, et sont tenus à restitution: (1) ceux qui ne s'en tiennent pas au prix légal lorsqu'il existe; (2) ceux qui, sans aucun motif qui les excuse, dépassent les limites du prix usuel; et (3) ceux qui se permettent quelque fraude en vendant à un taux plus élevé, ou en achetant à un prix plus bas, au point de tromper les clients.

3. TITRES PARTICULIERS QUI AUTORISENT LES COMMERÇANTS A SURFAIRE LE PRIX USUEL

Les causes qui peuvent excuser les commerçants faisant des prix au-dessus de l'usage, sont: (1) la perte d'un gain, (*lucrum cessans*),²⁹ les risques réels ou présumables de donner à crédit (*damnum emergens*): (3) le danger de perdre la valeur ou le prix, aussi bien que les probabilités que l'article vendu augmentera sur le marché, et lorsque, pour obliger un client, un homme cède des marchandises dont il ne se déferait pas autrement, et (4) le délai de payement, la perte des intérêts qui en résulte, etc.

Lorsque les marchandises n'ont pas de prix fixé par la loi ou par l'usage, les parties contractantes doivent convenir entre elles d'un prix équitable; et on doit regarder ce prix comme obligatoire aussi longtemps que l'accord subsiste de bonne foi, et qu'aucune des parties n'a usé de fraude.

4. S'IL EST PERMIS DE VENDRE UN ARTICLE DÉFECTUEUX SANS FAIRE CONNAITRE SES DÉFAUTS

Quant aux marchandises, on peut se demander s'il est permis de vendre un article défectueux. Vendre un article

défectueux *en substance, en quantité, ou en qualité*, comme un article sans défaut; acheter un article sans défaut et irréprochable comme un article défectueux, sont des actes malhonnêtes et qui obligent à restitution. La question est de savoir quand les défauts d'une chose doivent être révélés. La justice exige que les défauts d'une chose soient révélés à l'acheteur qui le demande, surtout lorsqu'il s'agit d'un défaut secret et qui cause une moins value à l'article en question. Un commerçant est tenu, en justice, de faire connaître les défauts de ses marchandises et des articles qu'il vend, lorsque ces défauts sont de nature à rendre les choses inutiles pour l'acheteur, ou à empêcher le marché de se conclure, s'ils étaient préalablement connus. La même règle s'applique aux défauts qui déprécieraient considérablement un objet; et, dans des cas semblables, l'acheteur a droit de rompre le marché ou d'exiger une juste indemnité.

Le prix juste, aux enchères et aux ventes publiques, est celui qu'offrent les divers enchérisseurs, supposé, bien entendu, qu'il n'y a aucune fraude de la part des acheteurs, des vendeurs et des officiers publics..

Nous pouvons nous résumer dans une règle générale qui embrasse un grand nombre de genres d'injustice, en disant qu'il n'est point permis de vendre une chose défectueuse en substance, en quantité ou en qualité, comme sans défaut et irréprochable, et qu'il n'est point permis d'acheter comme défectueux un article qui ne l'est pas. Dans des cas semblables, il y a injustice, et la partie coupable est tenue à restitution.

Tout vendeur est rigoureusement tenu de faire connaître le défaut d'une chose qui la rendrait inutile ou nuisible à l'acheteur; et il y est également tenu, qu'on lui en demande

ou non la révélation. Ordinairement, il n'est pas nécessaire de faire connaître les petits défauts; et on tolère certains petits artifices contraires à la justice, assez communément en usage parmi les commerçants, lors même qu'ils ne sont pas conformes à la vérité, comme, par exemple, de dire que les marchandises coûtent plus qu'on ne les a payées en réalité, de se plaindre du peu de profit qu'on en retire, qu'on les vend à perte, de surfaire la qualité des choses, d'annoncer une *cessation de commerce*, une *liquidation*, etc. Il n'y a là réellement aucune fraude, parce que ces stratagèmes sont d'un usage courant; les gens savent généralement ce qu'il en faut penser et ne s'y laissent guère tromper.

5. EXTORSION

SENS SELON LA LOI ANGLAISE ET LA LOI ÉCOSSAISE

On entend par extorsion un acte ou une démarche ayant pour but de ravir quelque chose à une personne par force, par violence, par menaces, par autorité, par poursuites illégales qui obligent cette personne à donner une somme d'argent ou à faire une chose qu'elle ne doit pas.

D'après la loi anglaise, le mot d'extorsion s'applique ordinairement à cet abus de la justice publique par lequel un officier public, se couvrant de sa charge, se fait injustement donner de l'argent ou une chose de valeur par une personne qui ne lui doit rien, ou qui doit moins qu'on ne lui demande, ou qui ne doit pas encore la somme exigée. Les termes de la loi écossaise appliquent l'extorsion à l'offense ou au délit qui consiste à contraindre quelqu'un par violence ou par crainte, à faire une action, à accomplir un acte, à contracter une obligation, contre sa volonté de rien faire de semblable.

Dans un sens large, extorsion signifie toute violence sans couleur de droit; mais désigne rigoureusement l'acte d'un officier public qui, sous le couvert de son emploi, prend de l'argent ou une autre chose qu'on ne lui doit pas, ou qui prend plus qu'on ne lui doit, ou avant le temps voulu. Le châtiment de ce crime, d'après la loi civile, est l'expulsion de l'emploi, l'amende ou l'emprisonnement. Aux yeux de la conscience, l'extorsion est une faute contre la justice, et qui-conque s'en rend coupable est tenu à restitution.

6. POURSUITES INJUSTES

Les Chrétiens ne devraient pas se laisser facilement aller à des procès et à des contestations devant les tribunaux. Quelquefois il est juste et nécessaire d'en appeler à la Loi, surtout pour défendre les pauvres, les veuves et les orphelins contre la tyrannie, et pour revendiquer nos droits; mais, tout en défendant ces droits, nous devons toujours observer la vérité, la charité et la justice, selon l'avis de saint Paul: « Vivez en paix si cela se peut, et autant qu'il est en vous, avec toutes sortes de personnes. Ne vous vengez point vous-mêmes, mes chers frères, mais faites céder votre colère, car il est écrit. C'est à moi que la vengeance est réservée, et c'est moi qui la ferai, dit le Seigneur. »¹

Sous ce chef nous pouvons placer les injustices suivantes:

¹ ROM. XII. 18, 19.

7. QUAND LES MÉDECINS, LES JUGES, LES AVOCATS LES NOTAIRES ET LES HOMMES DE LOI, EN GÉNÉRAL PEUVENT ÊTRE CONSIDÉRÉS COMME COUPABLES D'INJUSTICE

Les médecins se rendent coupables d'injustice, s'ils se font passer pour habiles et expérimentés quand ils ne le sont pas; s'ils prolongent un cas de maladie pour gagner davantage; s'ils multiplient des visites inutiles; s'ils surchargent leurs notes, s'ils font emploi d'un remède douteux dans un but d'expériences, lorsqu'ils peuvent avoir un remède certain ou probablement plus efficace pour guérir une maladie.

Les juges commettent des injustices en n'administrant pas la justice selon les lois et selon les droits de chacun, mais à leur gré et d'une façon arbitraire; ou en se laissant influencer dans leurs sentences par la crainte, par l'affection, par l'espoir, par la haine ou tout autre motif indigne. Ils péchent aussi contre la justice en augmentant ou en diminuant une peine au préjudice d'une autre personne; en prononçant des jugements douteux ou amphibologiques qui donneront lieu plus tard à de nouvelles dépenses et à de nouveaux procès.

Les avocats sont injustes si, sciemment, ils se chargent de causes mauvaises, ou s'ils n'abandonnent pas une cause qu'ils ont cru sagement pouvoir accepter, mais qu'ils reconnaissent ensuite comme injuste, à moins qu'ils ne la poursuivent qu'autant qu'il le faut pour rentrer dans leurs frais. Injustes sont-ils pareillement, s'ils se chargent d'une cause dont la contraire a plus de chance de gain, au point qu'il y a une certitude morale qu'ils la perdront; et à plus forte raison, si c'est pour pousser les gens à des procès dangereux et aléatoires; s'ils négligent d'exposer aux juges certaines raisons importantes

pour leur client, s'ils révèlent les secrets de leur cause à la partie adverse, s'ils entreprennent plus d'affaires qu'il ne leur est possible d'en suivre; s'ils invoquent des lois fausses ou abrogées; s'ils donnent aux lois existantes une fausse interprétation; s'ils augmentent le chiffre de leurs honoraires, parce ce que la partie adverse a perdu le procès; s'ils imputent des crimes ou des vices calomnieux à leur adversaire, etc.

Les notaires et les avoués sont coupables d'injustice, s'ils n'inscrivent pas exactement la volonté et les intentions formelles de ceux qui passent des actes devant eux ou en leur étude; s'ils introduisent dans des actes, des données ambiguës de nature à faire naître plus tard des procès et des injustices: s'ils abusent de la confiance des clients pour s'enrichir; s'ils livrent à leurs clercs des documents offrant des risques d'erreurs et de méprises; s'ils altèrent les clauses d'un acte au point de violer ou de blesser les droits d'une personne; s'ils ne font pas connaître aux intéressés le contenu des minutes et des actes qu'ils doivent connaître pour s'acquitter d'une dette, par exemple, des héritiers ne satisfont pas aux responsabilités qui leur incombent, parce qu'on les leur a laissé ignorer; — s'ils conseillent à un homme de prêter de l'argent à un autre qu'ils savent insolvable, et abusent ainsi de la simplicité de l'un en faveur de l'autre, etc.¹

Il y a d'autres moyens de pratiquer la fraude dans cette matière si variée des poursuites, moyens nombreux inspirés par l'ambition, par l'intérêt, par la vengeance, par l'amour-propre, par l'envie, par l'esprit de chicane et toutes les plus basses passions de la nature humaine. C'est pourquoi saint Paul, écrivant aux Corinthiens, leur parle ainsi du vrai

¹ Voy. *Grand Catéchisme*, par P. d'HAUTERIVE, t. VII, p. 126, note.

et parfait esprit Chrétien : « Comment se trouve-t-il quelqu'un parmi vous qui, ayant un différend avec son frère, ose l'appeler en jugement devant les méchants, et non pas devant les saints ? Ne savez-vous pas que les saints doivent un jour juger le monde ? Si donc vous devez juger le monde, êtes-vous indignes de juger les moindres choses ? Ne savez-vous pas que nous serons juges des anges mêmes ? Combien plus de ce qui regarde la vie présente ? Si donc vous avez des différends touchant les choses de cette vie, prenez pour juges les moindres personnes de l'Eglise. Je vous le dis pour vous en faire confusion : est-il possible qu'il ne se trouve point parmi vous un seul homme sage qui puisse être juge entre ses frères ? Mais on voit un frère plaider contre son frère, et encore devant des infidèles ! C'est déjà certainement un péché parmi vous, de ce que vous avez des procès les uns contre les autres. Pourquoi ne souffrez-vous pas plutôt qu'on vous fasse tort ? pourquoi ne souffrez-vous pas plutôt qu'on vous trompe ? Mais c'est vous-mêmes qui faites le tort ; c'est vous qui trompez, et vos propres frères. Ne savez-vous pas que les injustes ne seront point héritiers du royaume de Dieu. »¹

8. USURE

(1) Autrefois, ce mot signifiait simplement l'intérêt, le prix reçu ou stipulé comme devant être payé pour l'usage ou le prêt de l'argent. *Dans le langage actuel*, il ne s'emploie que pour désigner l'intérêt illégal, un prix, une compensation reçue ou stipulée, et devant être payée pour l'emploi de l'argent emprunté ou gardé, et dépassant le taux d'intérêt

¹ I COR. VI. 1 et seq.

fixé par la loi. (2) L'acte 12 de la reine Anne fixe, pour ce pays-ci, le taux de l'intérêt à 5 pour cent. Tout contrat pour le payement d'un capital emprunté à un taux supérieur à ce chiffre devait être tenu pour absolument nul. Il arrive souvent que des conventions usuraires sont protégées par un prêt d'argent où l'on escompte le hasard, en stipulant des annuités ou en faisant dépendre le payement de la somme empruntée de la vie dans certaines conditions ou de la mort d'une personne existant au moment du contrat. Divers statuts plus récents ont donné plus de latitude au taux de l'intérêt ; les traités d'échange qui ne doivent pas s'étendre au-delà d'un an, les contrats pour emprunt ou retenue d'argent au-dessus de dix livres, ne sont plus soumis à la loi ci-dessus. Mais le 5 pour cent reste le taux légal recouvrable dans tous les contrats, à moins qu'une clause n'en décide autrement. ¹ (3) Dans l'acception rigoureusement théologique, l'usure, c'est-à-dire, recevoir un intérêt précisément pour de l'argent et en vertu du prêt, est, selon saint Thomas, intrinsèquement injuste et illicite. Son raisonnement est qu'il n'est point permis de recevoir un payement pour une chose qui ne nous appartient pas ; or, l'argent une fois prêté ne nous appartient plus, mais devient la propriété de l'emprunteur, au point qu'il peut en disposer et en user comme il l'entend, et que si l'argent venait à se perdre, il serait bien perdu pour l'emprunteur, et non pour le prêteur. Cet argent est donc bien la propriété de l'emprunteur ou de la personne à laquelle il a été prêté ; de sorte que le prêteur ne peut

¹ En France, la loi du 12 Janvier 1886 a proclamé la liberté du taux de l'intérêt en matière commerciale ; en matière civile, le taux reste fixé à 5 %.
(N. du T.)

réclamer que le montant de la somme en question, non pas les mêmes pièces ; il n'a aucun droit sur l'argent lui-même, mais seulement sur l'emprunteur, contre lequel il peut faire valoir ce droit. Comme l'argent n'est plus à lui, il ne lui est point permis d'en recevoir une prime ou un intérêt.

(4) Bien que, rigoureusement, parlant, tout cela soit vrai, il y a néanmoins certains titres et des circonstances extrinsèques, inhérentes au prêt, qui permettent toujours de recevoir un intérêt juste et légal de l'argent qu'on a prêté. Ces raisons sont les trois suivantes : (a) La perte réelle ou probable ; (b) la cessation de profits ; (c) les risques de perdre le capital. On peut aujourd'hui ajouter un quatrième motif, la disposition de la loi civile autorisant un certain intérêt.

« Il va de soi, naturellement, que, lorsque nous prêtons de l'argent ou une autre valeur, nous avons droit de nous protéger contre la perte réelle ou probable. (i) Nous pouvons donc recevoir un intérêt ou une compensation lorsque le prêt nous occasionne une perte positive. Si, par exemple, nous étions obligés d'acheter à crédit des choses dont nous avons besoin, et que le prix en fût pour cette raison augmenté, nous pourrions ne nous faire aucun scrupule de nous indemniser nous-mêmes de la perte qui résulterait pour nous de cette augmentation. (ii) Il nous est permis de toucher un intérêt, lorsque le prêt nous empêche de faire un profit que nous aurions réalisé autrement. Supposons que nous avons une somme d'argent dont nous sommes sur le point d'user pour un commerce, avec la perspective d'en retirer un bénéfice ; un ami nous persuade de lui prêter cette somme : nous pouvons exiger qu'il nous dédommager du gain que nous espérions raisonnablement faire. (iii) Nous pouvons recevoir un intérêt, quand il y a risque de perdre le principal. Si, par

exemple, on nous demande de prêter à une personne de l'argent, dont, peut-être, nous ne pourrons jamais recevoir le remboursement, il n'y a point de mal à nous garantir contre ce danger en exigeant un intérêt.

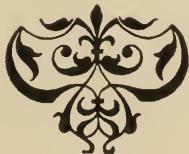
(5) « Où il n'y a aucun de ces motifs, il est aujourd'hui généralement admis qu'on peut percevoir un intérêt modéré, déterminé par les usages et la loi du pays, et cela, en sûreté de conscience jusqu'à ce que l'Eglise en décide autrement. Le taux de l'intérêt qu'on peut recevoir variera avec les risques encourus. Mais s'il excède une compensation juste et raisonnable, ou si, là où n'y a aucun risque, il dépasse le taux fixé par la pratique générale et les lois du pays où nous vivons, nous n'avons aucun droit à ce surplus. »¹ De plus, il peut y avoir une obligation de charité, distincte de l'obligation de faire l'aumône, de prêter quelquefois *gratis* à une personne dans le besoin et qui est solvable. Des intérêts excessifs, tels que les exigeaient, il y a quelques années, dans certaines parties de l'Irlande, à la semaine, au mois, au trimestre, de prétendus bureaux d'emprunt, ne sauraient se justifier par aucune des raisons indiquées plus haut. C'était un système de ruine pour un grand nombre de familles pauvres, et les prêteurs rapaces s'enrichissaient injustement par ces intérêts exagérés qu'ils arrachaient aux pauvres et aux nécessiteux. Grâce à cet inique procédé, quelques-uns se sont élevés au rang de propriétaires, et ont pu donner une autre voie à leurs injustes extorsions en exigeant des rentes exorbitantes, et bannissant de leurs demeures et de leurs terres tant de pauvres malheureux qu'ils forçaient à l'exil. Je parle de ce sujet avec une certaine

¹ *Manuel d'Instructions sur la Doctrine chrétienne*, septième commandement.

connaissance de cause, et je désire qu'une leçon salutaire puisse arriver jusqu'à quelques-uns de ces injustes oppresseurs des pauvres.

9. RETENIR INJUSTEMENT LE BIEN D'AUTRUI

Outre le péché qui consiste à prendre injustement le bien d'autrui par les nombreux moyens dont on peut s'en rendre coupable, il y a encore le péché qui consiste à garder le bien mal acquis. Il peut également se commettre de plusieurs manières : (1) En ne rendant pas un dépôt qui a été confié, ou en recevant des choses volées. (2) En profitant de fautes ou d'erreurs faites dans des comptes. (3) En gardant un objet d'abord acquis de bonne foi, mais dont on reconnaît ensuite que la possession n'est pas légitime. (4) En ne rendant pas un compte fidèle des choses confiées à notre administration. (5) En ne payant pas aux serviteurs et aux ouvriers le juste salaire qui leur est dû. (6) En ne payant pas ses dettes légitimes. (7) En gardant un objet trouvé, sans avoir fait son possible pour découvrir le propriétaire, ou en ne restituant pas l'objet lorsque le propriétaire est connu. (8) En n'observant pas les promesses et les contrats faits et acceptés dans toutes les matières de justice.





Le Septième Commandement (suite)

CHAPITRE VI

RESTITUTION

1. Sens et nature de la restitution : son obligation.
2. Ceux qui sont tenus à restitution, et motifs qui en établissent l'obligation.
3. Etendue et nature de l'obligation de restituer.
4. Quelle chose et combien il faut restituer. (1) La restitution qui doit être faite par le possesseur de *bonne foi*. (2) Sens des termes : fruits industriels, — naturels, — et civils. (3) Les trois sortes de dépenses : nécessaires, — utiles, — et de luxe. (4) La restitution qui doit être faite par le possesseur de *mauvaise foi*. (5) La restitution que doit faire celui qui a des doutes sur la légitimité de sa possession.
5. Où faut-il restituer ?
6. Comment faut-il restituer ?
7. Comment peut cesser ou disparaître l'obligation de restituer ?
8. A qui on doit restituer. Ordre à suivre à l'égard des créanciers.

Le septième commandement nous ordonne de restituer ce qui ne nous appartient pas, et de réparer le tort fait au prochain dans sa personne ou dans ses biens.

Ce précepte nous défend de prendre ou garder ce qui appartient à autrui, de causer du tort à qui que ce soit, ou directement par nous-mêmes, ou indirectement par d'autres en coopérant à leurs mauvaises actions. Voilà ce que nous avons expliqué dans les leçons précédentes. Mais, à côté de la partie prohibitive, le septième commandement formule l'ordre de faire quelque chose, sans quoi il serait imparfait. Cet ordre est celui de rendre à son propriétaire réel tout ce que nous possédons injustement, et de réparer le préjudice que nous avons pu causer au prochain par des actes injustes.

Cette question de la restitution est une de celles qui intéressent et affectent au plus haut point l'état normal de la société. Elle mérite une étude des plus attentives, et c'est pour cela que nous devons examiner les points suivants qui s'y rattachent: 1. Le sens et la nature de la restitution. 2. Qui sont ceux qui sont tenus à restitution, et raison qui rend la restitution obligatoire. 3. L'étendue et la nature de cette obligation. 4. Quelle chose et combien il faut restituer. 5. Où, comment, quand, et à qui doit-on restituer? 6. Les coopérations en matière d'injustice, et l'ordre dans lequel ils sont tenus à restitution.

I. SENS ET NATURE DE LA RESTITUTION: SON OBLIGATION

La restitution est un acte de justice commutative qui consiste à rendre ce qu'on a pris, et à réparer le tort qu'on a causé. En matière grave, la restitution est nécessaire au salut, de nécessité de précepte (non de nécessité de moyen,) en réalité, lorsqu'elle est possible, ou tout au moins, en désir.

Le précepte de la restitution, qui est affirmatif, selon la manière de l'exprimer, est primitivement négatif, parce qu'il est équivalent à celui-ci: *Vous ne déroberez point.* Il oblige donc toujours et en tout temps: *semper et pro semper.*

2. CEUX QUI SONT TENUS A RESTITUTION ET MOTIFS QUI EN ÉTABLISSENT L'OBLIGATION

Nous sommes tenus de restituer, ou bien les motifs qui rendent la restitution obligatoire se dressent devant nous.

Deux causes donnent habituellement lieu à cette obligation de restituer: *le titre de la chose prise*, comme, par exemple, lorsqu'on possède une chose qui appartient à autrui, ou l'équivalent de cette chose; puis, *le titre de la chose injustement prise*, comme, par exemple, si quelqu'un fait volontairement et injustement tort à son prochain dans ses biens.

Ces deux titres peuvent se rencontrer ensemble ou séparément, et diffèrent l'un de l'autre à plusieurs points de vue.

Pour qu'on soit tenu à restitution en vertu du titre d'avoir injustement pris ce qui appartient à autrui, trois choses sont requises, à savoir: la culpabilité ou faute, le tort causé, et une relation entre la faute et le tort, de telle sorte qu'on puisse véritablement dire que le tort a été causé par l'action coupable d'une autre personne. Cette faute ou culpabilité doit être un péché volontaire contre la justice commutative, autrement, la restitution n'oblige pas en conscience. Ce qu'on appelle une faute *juridique*, — c'est-à-dire, la violation d'une loi civile sans attention, ou sans culpabilité de la conscience, chose assez fréquente, — serait suffisant pour obliger un homme à donner une valeur, à faire droit à une réclamation qui lui serait faite au nom d'une loi positive, en vertu d'un

contrat ou de la sentence d'un juge. La plupart du temps, cette obligation, où il n'y a pas eu péché volontaire, ne lie pas, si elle n'est pas suivie d'une sentence judiciaire.

3. ÉTENDUE ET NATURE DE L'OBLIGATION DE RESTITUER

L'obligation de restituer, sous le titre de la chose possédée ou reçue est grave en matière grave, et légère en matière légère.

En vertu de l'injuste occupation, elle est grave si le tort causé est grave, et si le péché qui a causé ce tort est grave, elle n'est que légère si le tort est léger, bien que le péché qui l'a causé soit mortel, et il est plus probable qu'il n'y a pas obligation de restituer, même si un préjudice grave est le résultat d'une faute légère.¹

4. QUELLE CHOSE ET COMBIEN IL FAUT RESTITUER

Quelle chose et combien faut-il restituer? — A ce point de vue, nous avons à considérer séparément le possesseur qui est de bonne foi et le possesseur qui est de mauvaise foi.

(1) Le possesseur de bonne foi est celui qui a obtenu la chose honnêtement, et qui découvre ensuite qu'il n'y a aucun droit: tel serait le cas de celui qui achèterait une chose d'un voleur qu'il croit le vrai possesseur. Le possesseur *bona fide* doit rendre le bien d'autrui, s'il l'a acquis, ou rendre la partie qui lui en reste. Il peut cependant en réclamer le prix au propriétaire, dans le cas où il aurait acheté la chose à un marché public ou à une foire, ou encore à des marchands ou commerçants ordinaires; et il peut toujours

¹ S. ALPH. n° 552.

réclamer ce prix à celui dont il a acheté la chose volée. Les auteurs ne sont pas d'accord sur le point de savoir si un homme peut rendre la chose au voleur pour en recouvrer le prix, lorsque le véritable propriétaire ne s'est pas encore fait connaître pour la réclamer.¹

Le possesseur de bonne foi n'est pas tenu de restituer les fruits que la chose a produits pendant qu'elle était en sa possession; certainement il n'est pas tenu à la restitution des *fruits industriels*; et, d'après la loi civile qui règle ici la conscience, il ne serait pas non plus tenu de restituer les *fruits naturels* ou *les fruits civils*.

Comme ces termes *industriel*, *naturel* et *civil*, appliqués aux fruits, sont pris dans un sens purement théologique, il est nécessaire d'en donner la signification.

(2) Les fruits *industriels* sont ceux qu'un homme fait produire à la chose par son travail et son habileté, par exemple, dans le commerce ou dans les affaires.

Les fruits *naturels* sont ceux qui viennent de la chose elle-même, sans aucun travail et sans aucune industrie de la part du possesseur, comme les fruits des arbres, des prairies, etc. Il y a d'autres fruits qu'on appelle *mixtes*, parce qu'ils sont partie *industriels*, partie *naturels*, tels sont le blé, l'avoine, etc.

Les fruits *civils* sont ceux qui naissent de l'usage des choses et d'un droit à un payement, telles que les rentes, les annuités, les pensions, et choses semblables. Or, d'après la *loi de la nature*, le possesseur de bonne foi serait tenu de rendre ou restituer les fruits naturels s'ils existent et ne sont pas consommés, et les fruits mixtes en tant qu'ils sont *naturels*, et selon la quantité qui existe, en retenant toujours ses

¹ Voy. S. ALPH. n^os 569, et seq.

dépenses. En France, la loi n'impose point cette obligation ; et comme la loi est faite en vue du bien public, on peut s'y conformer, même en conscience. La raison, c'est que le pouvoir suprême dans un Etat peut prendre des mesures de ce genre pour éviter des disputes et des difficultés sans nombre et inextricables sur la quantité des fruits qu'on pourrait avoir à restituer.

Nous devons aussi dire un mot des dépenses, et donner l'explication des différentes sortes de dépenses telles que la loi les entend.

(3) Trois sortes de dépenses : *les nécessaires*, *les utiles*, et celles qui sont purement *de luxe*. Les dépenses nécessaires sont celles sans lesquelles la chose périrait ou se détériorerait. Les dépenses *utiles* sont celles qui, sans être indispensables, rendent néanmoins la chose meilleure et en augmentent les fruits. Les dépenses *de luxe* sont celles qui ne sont nécessaires ni pour la conservation de la chose, ni pour l'augmentation de ses fruits, mais qui n'ont pour but que l'embellissement ou la jouissance.

Or, le possesseur de *bonne foi* a droit à toutes les dépenses qu'il a faites pour la chose possédée. Le propriétaire est tenu de lui rembourser les dépenses nécessaires qu'il a encourues pour conserver la chose, par exemple, pour l'entretien d'un bétail, etc; il lui doit aussi les dépenses faites pour l'amélioration de la chose ; il est tenu de lui rembourser la somme dépensée, ou de lui payer la valeur du progrès réalisé dans la chose. Il est également de toute équité qu'il lui tienne compte des dépenses *de luxe*, tout au moins de la plus-value que la chose en aura acquise ; ou, si les ornementations peuvent se séparer de la chose, le propriétaire doit permettre au possesseur de bonne foi de les reprendre, ou bien il lui en payera la valeur.

Que doit et combien doit restituer le possesseur de mauvaise foi, ou en raison de l'injuste possession du bien d'autrui ?

La restitution doit être telle, dans ce cas, que l'injuste possesseur ne reçoive absolument en rien une augmentation de richesses des biens du propriétaire, et que le vrai propriétaire soit dédommagé de tout préjudice et de toute perte. Il a droit à une indemnité complète et entière. Telle est la règle générale. D'où il suit :

(4) Le possesseur de *mauvaise foi* est tenu de restituer le bien d'autrui, ou en lui-même ou dans son équivalent, lors même qu'il n'en aurait retiré aucun bénéfice ; et l'obligation de restituer subsiste, quelle que soit la manière dont la chose se serait détériorée ou aurait péri, pendant qu'il en était détenteur. Si la chose avait dû certainement périr ou être détruite, tout en étant chez le propriétaire, par suite d'un défaut intérieur, ou dans la même catastrophe qui a causé sa ruine. Saint Alphonse,¹ pense que, dans ce cas, le possesseur de mauvaise foi ne serait pas tenu à restitution, avant qu'un jugement n'eût été prononcé dans ce sens contre lui.

(i) Le possesseur de mauvaise foi est tenu de restituer la chose dans sa plus grande valeur, intrinsèque ou extrinsèque, qu'elle a eue pendant qu'il la détenait, ou qu'elle aurait eue entre les mains du propriétaire ; parce que celui-ci, selon toute probabilité, l'aurait vendue au moment de sa plus grande valeur. Il est plus probable, cependant, qu'il n'est pas tenu de restituer la chose dans sa plus haute valeur qu'elle aurait eue pendant qu'elle était en sa possession, si elle n'avait pas dû atteindre cette valeur chez le propriétaire

¹ N° 620.

véritable : celui-ci, dans ce cas, n'aurait à subir aucun tort, et le voleur ne gagnerait rien.

(ii) Le possesseur de *mauvaise foi* est obligé de restituer tous les fruits *naturels* et *civils*, mais non les profits *industriels*.

(iii) Il peut retenir tous les frais qu'il a faits pour la chose injustement acquise ; — c'est-à-dire, le propriétaire légitime doit sans conteste lui rembourser toutes les dépenses nécessaires et utiles que l'autre a faites pour conserver et améliorer la chose ; il semble équitable qu'il lui rembourse les dépenses qui auraient causé à la chose une plus value.

(iv) Le possesseur de mauvaise foi est tenu non seulement de restituer la chose, ou son équivalent, et tous les fruits qu'il en a retirés ; mais il doit aussi réparer toutes les pertes et tous les dommages que le propriétaire a subis par suite de son acte d'injustice.

Il nous reste encore à étudier le cas de celui qui possède avec doute, — le cas du possesseur *dubia fide*.

(5) Tous les théologiens s'accordent à dire que celui qui, dès le début, doute si une chose lui appartient ou est la propriété d'un autre, ne peut pas en sûreté de conscience garder la chose comme sienne. Dans ce cas, avant d'en prendre possession, ou de continuer à la retenir quand il a un doute sérieux, il est obligé de faire tout son possible pour élucider la question, afin de faire disparaître ses doutes et de découvrir la vérité ; autrement, il devient possesseur *mala fide*.

Si le doute survient après qu'il est entré en possession de la chose, il doit examiner la question en toute sincérité, et prendre conseil, pour écarter ses doutes. Après ce soigneux examen, il peut former sa conscience selon le principe, *meilleur est conditio possidentis*, et avoir tous les droits d'un

possesseur de bonne foi. Il y a une grande différence entre ce cas et celui où un doute existe *dès le principe*: dans ce dernier, en effet, on ne trouve aucun principe d'après lequel un homme puisse de bonne foi former sa conscience.

5. OU FAUT-IL RESTITUER ?

Comme réponse à cette question, nous pouvons dire d'abord, que, en cas de restitution due seulement en vertu de la chose prise, ou par le possesseur de bonne foi, la chose doit être remise à l'endroit où elle était; si elle doit être envoyée ailleurs, le déplacement sera à la charge du possesseur. Puis, si la restitution est due en raison de la prise injuste, ou du tort injustement causé, elle doit se faire à l'endroit où le propriétaire aurait voulu l'avoir, si elle ne lui avait pas été enlevée, ou n'avait pas été détruite.

6. COMMENT FAUT-IL RESTITUER ?

A moins de justes motifs, la restitution doit se faire tout d'un coup et entièrement, non par parties.

On peut la faire secrètement, si elle ne peut ou ne doit pas être faite publiquement.

Quelquefois elle peut être faite, et il est même bon qu'elle soit faite par l'intermédiaire d'un tiers, pourvu que celui-ci soit un homme sûr et honnête; elle se fait alors aux risques du possesseur, si elle a lieu en raison de *la chose prise*. Si c'est en raison de l'injustice, elle doit se faire aux risques de la personne qui est tenue de restituer; de sorte que si la chose venait à se perdre en route, la même personne en resterait encore responsable. Parfois, on peut faire la restitution par l'entremise des confesseurs; mais que ceux-ci ne

se chargent pas de ce soin sans un grave motif ou sans nécessité !

Quand doit se faire la restitution ? — Moralement parlant, elle doit rigoureusement se faire à la première occasion, à moins de justes raisons qui excusent. Autrement l'injuste possesseur persiste dans l'état ininterrompu de péché, à chaque moment, tant qu'il détient la chose ; et le péché se multiplie si la volonté de retenir la chose, moralement interrompue, est renouvelée, et autant de fois qu'elle est renouvelée.

Quand une personne mourante est tenue à restitution, celle-ci doit se faire tout de suite, d'une manière certaine et absolue, et il ne faut point laisser ce soin aux héritiers, toujours, cependant, en sauvegardant l'honneur et le bon renom du malade, aussi bien que le secret sacramental.

La restitution peut être différée aussi souvent et aussi longtemps que le propriétaire y consent. On peut même raisonnablement le présumer, lorsque la restitution est impossible. C'est le cas, quand on ne peut pas restituer sans causer la détérioration ou la perte de quelque chose d'un ordre supérieur aux choses temporelles, comme la perte du salut, de la vie, de la réputation, de l'honneur, et aussi de l'état et de la position d'une personne, lorsqu'elle aurait acquis honnêtement et selon toute justice cette position ou cet état.

7. COMMENT PEUT CESSER OU DISPARAÎTRE L'OBLIGATION DE RESTITUER?

L'obligation de restituer peut être enlevée totalement par différentes causes, surtout (1) par la perpétuelle insolvabilité

du débiteur; (2) par une remise véritable, valide et généreuse de la part du créancier.

Un débiteur qui fait banqueroute, ou fait un arrangement avec ses créanciers, à tant pour cent, n'est pas entièrement dispensé de restituer, s'il devient riche plus tard, à moins que les créanciers n'aient fait abandon complet de leurs droits. S'ils font abandon de leurs droits dans un cas légal d'insolvenabilité, c'est ce que je ne saurais dire. Un homme qui fait une banqueroute honnête a-t-il assez souffert pendant les divers procédés des tribunaux pour nous faire interpréter et admettre la procédure de la loi comme une libération complète des dettes qu'il ne peut pas payer: c'est un point qui demande une étude spéciale pour chaque cas en particulier. Ici, comme pour d'autres cas d'affaires temporelles, la loi civile peut servir de guide et de règle, même au point de vue de la conscience, pourvu qu'il y ait eu honnêteté parfaite et consciencieuse à l'égard des créanciers et des avocats.¹

8. A QUI DOIT-ON RESTITUER. ORDRE A SUIVRE A L'ÉGARD DES CRÉANCIERS

A qui la restitution doit-elle être faite? — Généralement elle doit être faite à celui qui a un titre légitime à la possession de la chose, qu'il soit propriétaire ou non. Ou elle devrait être faite conformément aux désirs du propriétaire. Il pourrait être trop dispendieux de faire la restitution à lui-même, dans le cas, par exemple, où il vivrait à l'étranger,

¹ Le professeur Crolly, de Maynooth (*De Just. et Jure*, t. 3, n° 1232) soutient cette opinion; mais Leuhkuhl pense qu'il pourrait se présenter d'autres circonstances, montrant que les créanciers ont oublié leur dette, avant de consentir à libérer un banqueroutier, devenu riche ensuite, de l'obligation de restituer. (LEHMKUHL. Vol. I, n° 1035).

et il peut indiquer de la faire à un autre en son nom. Si le propriétaire est inconnu, alors on peut s'en tenir à la règle donnée pour les choses trouvées, et le *possesseur de bonne foi* peut garder ce qu'il y a. S'il y a plusieurs créanciers, les privilégiés peuvent avoir la préférence suivant l'ordre et la nature du privilège: ainsi, les *dettes privilégiées* devraient être payées les premières. On entend par-là ces dettes que l'humanité a mise en première place sur la succession d'une personne défunte; et qu'un exécuteur testamentaire peut solder sans un décret, tels sont les frais de maladie, les dépenses pour funérailles, la rente d'une maison pour l'année courante, les gages des domestiques depuis le dernier terme.

Quant aux *dettes communes*, la règle à suivre est: « Premiers venus, premiers servis. » Elles peuvent être acquittées dans l'ordre où les créanciers se présentent pour se faire payer. Les dettes que quelqu'un aurait contractées par sa propre faute, ou par suite d'une obligation onéreuse, doivent être acquittées avant tous dons et toutes gratifications, *nemo liberalis, nisi liberatur*, les dettes certaines, avant celles qui sont incertaines, dans le cas où un homme veut payer ces dernières. Aucune loi n'oblige un homme à payer ses dettes à un créancier pauvre avant celles qu'il doit à un riche, bien que l'on puisse conseiller de le faire. Où il n'y a pas assez pour payer tous les créanciers, il n'y a aucune injustice à solder entièrement une dette, lors même que les autres devraient en subir une perte; et celui qui, dans ce cas, reçoit le payement complet de ce qui lui est dû, n'est point coupable d'injustice en gardant tout ce qu'il a reçu: il n'est pas tenu d'empêcher les pertes d'un autre à son propre détriment.



Le Septième Commandement (suite)

CHAPITRE VII

LES COOPÉRATEURS DANS L'INJUSTICE

1. Les neuf manières de coopérer à une injustice.
2. Coopération : (1) Par ordre. (2) Par conseil. (3) Par consentement. (4) Par louanges ou flatteries. (5) Par recel ou acceptation. (6) Par partage. (7) Coopération négative, par le silence, en n'empêchant pas, en ne dévoilant pas l'injustice.
3. Ordre à observer relativement aux coöperateurs en matière de restitution.
4. Conclusion du septième commandement.

I. LES NEUF MANIÈRES DE COOPÉRER A UNE INJUSTICE

Il y a neuf manières de coopérer à une injustice, six positives et directes, et trois négatives et indirectes.

Elles sont indiquées dans ces vers latins :

« Jussio, consilium, consensus, palpo, recursus,
Participans, mutuus, non obstans, non manifestans. »

On peut les traduire par les termes à peu près correspondants :

Ordre, conseil, consentement, éloges, recel ou acceptation, —
Partage, silence, n'empêchant pas, ne faisant pas connaître.

Les coopérateurs à une injustice sont tenus à restitution en vertu de *l'injuste prise* de la chose, (le seul cas, *participans*, excepté), si les trois conditions requises se trouvent réunies, à savoir : la culpabilité, le tort, et l'union réelle et efficace entre le tort et la culpabilité, de sorte que l'un suive de l'autre.

Pour traiter des coopérateurs en tant que complices, et de leurs obligations individuelles relativement à la restitution, il nous faut en parler séparément.

2. COOPÉRATION

(1) *Ordre*. — On entend par-là l'ordre ou la demande par lesquels nous déterminons une autre personne à commettre un acte d'injustice en notre faveur.

Celui qui donne un ordre de ce genre est responsable de tout le préjudice qui résulte de son action, et il est tenu de le réparer. Il est également tenu à restitution pour quelque tort qu'aurait eu à subir la personne en exécutant ses ordres,

à moins que celle-ci n'accepte de les accomplir librement, et avec la parfaite connaissance des conséquences qui en pourraient suivre.

Celui qui commande ainsi un acte d'injustice, est affranchi de l'obligation de restituer, s'il révoque son ordre avant son exécution, si cette révocation est efficace et manifestée à la personne avant qu'elle ait exécuté l'acte qui lui était ordonné.

(2) *Conseil.* — C'est le cas d'un homme qui, par ses avis, en pousse un autre à faire un acte d'injustice : à ce point de vue, le conseil peut être ou *doctrinal*, s'il affirme la licéité et la légitimité de la chose ; ou *pratique*, ou *impulsif*, si, la malice de l'action étant admise, il en presse néanmoins l'exécution, par des persuasions, par des prières, par des flatteries ou par des promesses ; ou bien encore, en montrant les avantages, en indiquant les moyens de l'accomplir avec sécurité. Dans ces deux cas, il y a ce qu'on appelle conseil qualifié.

Celui qui donne à d'autres un conseil doctrinal impliquant une injustice, (si l'erreur est, par ignorance, gravement coupable) ; et ceux qui conseillent une injustice d'une autre manière, sont tenus à restitution envers la personne qui a subi un préjudice par suite du mauvais conseil, mais non envers la personne qui a été conseillée de mal faire, à moins que celle-ci n'ait été trompée par fraude, et à moins que celui qui a donné le mauvais conseil ne fût dans l'obligation spéciale de conseiller honnêtement et sagement.

L'obligation de restituer cesse pour celui qui a donné le conseil si son avis a été efficacement révoqué avant que le tort n'ait été causé, au point que toute la force de son conseil ait été annulée avant l'accomplissement de l'injustice.

L'opinion la plus probable est que la force ou la causalité d'un conseil qualifié ne disparaît pas par la révocation, et, dès lors, existe l'obligation de restituer. D'où il suit que, dans ce cas, il y aurait quelque chose de plus à faire pour empêcher le mal que le mauvais conseil aurait pu occasionner.

(3) *Consentement.* — Cette manière de coopérer à lieu lorsque, par un consentement manifesté extérieurement, un homme en encourage un autre dans un acte d'injustice. Ce consentement peut s'exprimer en accomplissant une partie de l'action, comme dans le cas où un homme, de concert avec d'autres dans une élection, voterait pour une personne indigne, ou en coopérant, comme si un père disait à son fils : « Si tu voles, je serai responsable. »

(4) *Louanges ou flatteries.* — On coopère ainsi par adulation, en vantant les actions des voleurs et des brigands, en condamnant la mollesse des honnêtes gens, ou par quelques moyens semblables de nature à pousser des jeunes gens et des étourdis à des actes d'injustice.

(5) *Recel ou acceptation.* — Cette sorte de coopération consiste à recevoir et à cacher un voleur comme tel, à cacher ou à acheter des choses volées, à les défendre par des actes, par des paroles ou par d'autres services rendus aux voleurs.

(6) *Partage.* — Il a lieu quand un homme reçoit de bonne ou de mauvaise foi, une partie de la chose volée ou du butin, sans avoir influencé le voleur en aucune manière, ou bien encore, si cet homme omet de restituer ; ou bien, il aura lieu, si cet homme, par un acte injuste, reçoit une partie des biens volés de façon à influencer le voleur ou en négligeant de restituer ; ou en coopérant à l'action injuste, en aidant la cause principale ou efficiente, comme, par exemple, en aidant le voleur à ouvrir une porte, à tenir une échelle, etc. Celui qui, par crainte de la mort, d'une blessure sérieuse, ou d'un

grave déshonneur prête son concours à un voleur ou à un malfaiteur dans une action injuste selon l'opinion la plus probable, péche s'il agit en cela contre sa propre intention et uniquement dans le but de se préserver d'un mal corporel ou de sauver son honneur. Et, dans ce cas, il n'est pas tenu à restitution. D'après saint Alphonse,¹ il ne pourrait pas prêter son concours pour voler une autre personne, uniquement pour garantir ses propres biens, à moins qu'il n'eût l'intention de compenser plus tard la personne volée.

(7) *Silence, n'empêchant pas, ne manifestant pas.* — Ces termes indiquent les manières négatives de coopérer à des actes d'injustice. S'en rendent coupables ceux qui, en ne parlant pas, en ne criant pas, en n'intervenant daucune façon, ou en ne dénonçant pas le voleur, l'influencent dans une action injuste qu'ils devraient empêcher en justice, soit en vertu d'un contrat, soit en raison de leur charge.

Un confesseur n'est tenu, ni par sa charge, ni en vertu d'un contrat d'empêcher un tort envers une tierce personne : conséquemment, s'il omet d'avertir un pénitent de l'obligation où il est de restituer à un tiers, il n'est pas par le fait tenu lui-même à restitution. Et même l'opinion la plus probable soutient que le confesseur n'est pas tenu en justice de compenser un pénitent du détriment qu'il aurait eu à subir par suite d'un manque d'avertissement de sa part.

Les garde-chasses, les garde-forestiers, les percepteurs, sont, par justice et par contrat, tenus d'empêcher les torts et les fraudes dans les choses qui sont confiées à leurs soins ; et, dans le cas d'injustice sérieuse résultant d'une grave négligence de leur part, ils seraient tenus à restitution, mais non cependant, à payer les amendes infligées aux délinquants.

Les domestiques, selon l'opinion la plus probable, sont tenus en justice, (c'est-à-dire, en vertu d'un quasi-contrat), d'empêcher les vols des étrangers et des rôdeurs, mais non ceux de leurs camarades, bien que de graves auteurs enseignent qu'ils ne sont tenus à rien dans aucun de ces cas, si ce n'est pas charité. Les serviteurs, ordinairement parlant, ne s'engagent que pour le travail auquel on les emploie, et non pour surveiller les biens de leur maître.

3. ORDRE A OBSERVER

RELATIVEMENT AUX COOPÉRATEURS EN MATIÈRE DE RESTITUTION

D'abord, celui qui possède la chose volée, est tenu de la rendre. En second lieu, le *mandant*, ou celui qui a commandé le vol. Troisièmement, celui qui a accompli l'acte d'injustice. Puis, ceux qui ont coopéré comme autres causes positives, selon le degré d'influence qu'ils ont exercée sur le voleur; et enfin, ceux qui ont été causes négatives, sans aucun ordre particulier, mais d'après la manière dont ils ont pesé sur l'acte d'injustice.

Cet ordre affecte tous ceux qui ont exercé une influence sur le tout ou le préjudice entier; et, conséquemment, tous sont tenus *in solidum*, c'est-à-dire que chacun est obligé de restituer le tout, si les autres coopérateurs ne s'acquittent pas de leur part respective. Si l'on s'en tient à l'avis de saint Alphonse, parlant des gens ignorants, bien qu'ils soient tenus de restituer *in solidum*, il peut n'être pas utile d'insister avec eux sur ce point; ils ne comprendraient pas facilement pourquoi ils seraient obligés de payer plus que leur part, tandis que leurs complices ne payeraient rien. On peut raisonnablement supposer que les propriétaires de choses volées sont

consentants sur ce point, que chacun ne restitue que la partie dont il est responsable. Ils risqueraient de ne rien retirer du tout, s'ils exigeaient un payement complet d'un seul coopérateur.

4. CONCLUSION DU SEPTIÈME COMMANDEMENT

En terminant ces instructions sur le septième commandement, qu'il nous soit permis de rappeler qu'un Chrétien ne remplit pas les obligations qu'il impose, en ne faisant point tort à son prochain dans ses biens temporels ; mais qu'il lui est nécessaire aussi de faire l'aumône. Les bonnes œuvres sont obligatoires pour tous ceux qui ont les moyens de les faire, à tel point qu'ils pèchent, s'ils négligent ce devoir.

L'obligation de faire l'aumône repose (1) sur la loi naturelle, qui nous enjoint de faire aux autres ce que nous voudrions qu'on nous fît à nous-mêmes ; et, comme nous serions bien aises qu'on nous aide dans nos besoins, ainsi devons-nous prêter assistance aux nécessiteux ; (2) sur la loi de Dieu, d'après les paroles de l'Ecclésiastique ; « N'attristez point le cœur du pauvre, et ne différez point de donner à celui qui souffre. Ne rejetez point la prière de l'affligé, et ne détournez point votre visage du pauvre. Ne détournez point vos yeux du pauvre, de peur qu'il ne se fâche ; et ne donnez point sujet à ceux qui vous demandent de vous maudire derrière vous. »¹

¹ ECCLES. IV. 3 et seq.



Le Huitième Commandement

INTRODUCTION

SOUΣ FORME DE DEMANDES ET DE RÉPONSES
ANALYSE DE CE COMMANDEMENT

Vous ne porterez point de faux témoignage contre votre prochain. (EXOD. XX. 16).

1. Monseigneur Hay, dans son introduction à ce commandement, donne les demandes et les réponses suivantes :

D. 1. Quelle est la fin et le but principal de ce commandement?

R. Il a pour but de régler l'usage de notre langue, et de nous indiquer nos devoirs envers la réputation du prochain.

D. 2. Quels sont les péchés défendus par ce commandement?

R. Il défend toute espèce de mensonges, soit en paroles, soit en actions, toute injure à la réputation du prochain, par diffamation, médisance et calomnie.

D. 3. Quels sont les devoirs que prescrit ce commandement?

R. Il prescrit de dire et d'affirmer la vérité en toutes choses, dans nos conversations, dans nos jugements et nos contrats avec nos semblables; de défendre la réputation des absents, et de réparer le tort que nous aurions pu faire à l'honneur du prochain.

2. Je me permets d'ajouter cette analyse que j'emprunte au catéchisme ecclésiastique.

Le huitième commandement traite de nos devoirs relatifs au caractère et à la réputation du prochain.

Péchés littéralement défendus : (1) Le parjure en justice.

Ce péché est défendu par deux commandements: (i) Par le second, comme une offense à Dieu, c'est-à-dire, le nom de Dieu pris en vain; (ii) par le huitième, comme offense au prochain.

Exemples de l'Ecriture : (i) Dans l'histoire de Naboth: «Et ayant fait venir deux enfants du diable, ils les firent asseoir vis-à-vis de lui. Et ces deux enfants du diable portèrent témoignage contre lui devant l'assemblée.»¹

(ii) « Dans le jugement de notre Sauveur: «Car plusieurs déposaient faussement contre lui. Mais leurs dépositions ne s'accordaient pas. »²

En esprit: (1) *Mal parler* (c'est-à-dire, proférer avec malice des paroles qui ont pour but de blesser le caractère du prochain): « Que toute aigreur, tout emportement, toute colère, tout cri, toute médisance, enfin toute malice soit bannie d'entre vous. »³ Vous ne serez point parmi votre peuple ni un calomniateur public ni un médisant secret. »⁴

(2) *Le mensonge* (comprenant le mensonge, l'équivoque *pure* et l'exagération): « C'est pourquoi, en vous éloignant de tout mensonge, que chacun parle à son prochain dans la vérité, parce que nous sommes membres les uns des autres. »⁵

¹ III Rois. xxi. 13.

² S. MARC. xiv. 56.

³ EPHES. IV. 31.

⁴ LEV. XIX. 16.

⁵ EPHES. IV. 25.

Exemples de l'Ecriture: (1) Gehazi, qui mentit à Elisha, fut puni de la lèpre.

(ii) Ananie et Saphire, qui mentirent à saint Pierre, sont punis de mort.

(3) *Diffamer* (ou rendre un faux témoignage dans la vie privée): « Je persécutais celui qui médisait en secret de son prochain. »¹

Devoir prescrit. — (1) Vérité parfaite: « Seigneur, qui demeurera dans votre tabernacle? ou qui reposera sur votre sainte montagne? Celui qui vit sans tache, et qui pratique la justice, qui parle selon la vérité qui est dans son cœur; qui n'a point usé de tromperie dans ses paroles. »²

(2) *La Charité.* — « La charité n'a point de mauvais soupçons; elle croit tout; elle espère tout. »³

¹ Ps. c. 5.

² Ps. xiv. 1-3.

³ I Cor. XIII. 5, 7.





Le Huitième Commandement (suite)

CHAPITRE I

LES MENSONGES

1. Définition et sens du mensonge.
2. Division des mensonges: (1) Joyeux. (2) Officieux. (3) Malicieux.
(4) Dissimulation. (5) Hypocrisie. (6) Adulation ou flatterie. (7) Vanterie. (8) Infidélité à une promesse.
3. Tout mensonge est de sa propre nature un péché.
4. Doctrine du Catéchisme du Concile de Trente sur ce sujet.
5. Cette doctrine prouvée par l'Ecriture.
6. Réponse aux objections.
7. Quand le mensonge n'est que péché vénial, et quand il est mortel.
8. Les mensonges malicieux empruntent la malice du préjudice qu'ils causent.
9. Pour aucun motif il n'est permis de dire même le moindre mensonge.

Ce commandement, comme nous l'avons déjà indiqué, défend *premièrement et directement* le faux témoignage, soit dans un *jugement*, soit en dehors de tout *jugement*, le mot *jugement* étant pris ici dans le sens de toute espèce de procès judiciaire. *Secondairement et indirectement*, il défend tout tort au caractère et à la réputation du prochain, par *mensonge, détractation, diffamation, jugement téméraire, soupçon injurieux, et violation d'un secret.*

Nous avons à étudier tous ces points en particulier, à l'exception du parjure qui a été amplement expliqué au second commandement.

I. DÉFINITION ET SENS DU MENSONGE

D'après Saint Thomas, on définit le mensonge: « Une proposition manifestée ou exprimée avec l'intention de dire une chose qui est fausse. » C'est une tromperie coupable, ou une violation intentionnelle de la vérité.

Toute l'essence d'un mensonge consiste dans sa fausseté formelle ou son manque de vérité; c'est-à-dire, provient de ce fait qu'on a l'intention d'exprimer une chose qui est fausse, par des paroles, par des écrits, ou par des signes. De sorte qu'un homme peut faire un mensonge aussi bien par un acte que par des paroles. D'où il suit que celui-là est coupable de mensonge, qui croit faux ce qu'il affirme, lors même qu'en réalité ce serait vrai; et, au contraire, n'est pas coupable, celui qui dit une chose fausse, mais qu'il croit vraie. Il n'est pas de la nature essentielle du mensonge, comme l'ont pensé quelques auteurs, qu'il soit dit avec l'intention de tromper. Bien qu'un menteur ait généralement l'intention de tromper une autre personne, et qu'un

mensonge soit de sa propre nature une tromperie, néanmoins l'intention de tromper quelqu'un n'est pas nécessaire à la culpabilité essentielle d'un mensonge. Billuart le montre par l'exemple d'un homme qui commet un crime en présence d'un juge et qui persiste à le nier, de peur d'être condamné : cet homme ment certainement, et il n'a pourtant pas l'intention de tromper le juge.

2. DIVISION DES MENSONGES

« Il y a plusieurs sortes de mensonges ; voici les plus ordinaires : (1) Le mensonge *joyeux*, qui ne fait tort à personne, et qu'on ne dit que pour faire plaisir aux personnes présentes, ou pour s'excuser ; tel le mensonge de Sara lorsqu'elle disait qu'elle ne riait pas.¹ — (2) Le mensonge *officieux*, qui ne fait tort à personne, et qui a pour but de rendre service, comme le mensonge des sages-femmes Egyptiennes à Pharaon.² — (3) Le mensonge *malicieux*, qui offense Dieu et nuit au prochain ; tel fut le mensonge du démon à Eve, lui disant : « Vous ne mourrez point. »³ — (4) Le mensonge de *dissimulation*, dont l'Ecriture dit : « Le dissimulateur séduit son ami par ses paroles. »⁴ — (5) L'*hypocrisie*, a lieu quand une personne donne des apparences extérieures de piété et de sainteté, qu'elle n'a pas dans le cœur. C'était le vice des Pharisiens, qui fut cause que le Christ prononça contre eux tant d'anathèmes. — (6) L'*adulation* ou la *flatterie*, a lieu quand un homme loue son prochain

¹ GEN. XVIII. 15.

² EXOD. I. 19.

³ GEN. II. 4.

⁴ PROV. XI. 9.

au-delà de ce que permet la vérité. Telle fut la flatterie du peuple à l'égard d'Hérode, lorsqu'il lui criait : « C'est la voix d'un Dieu, et non d'un homme ! »¹ — (7) La vanterie, quand un homme fait de lui-même des éloges exagérés. — (8) L'infidélité à la promesse faite au prochain. »²

Billuart, éminent théologien de l'ordre de saint Dominique, en parlant du mensonge joyeux, fait remarquer que, en plaisantant, on peut dire un mensonge de deux manières : i. Quand, d'après les circonstances ou la manière de prononcer les mots, ceux-ci offrent une signification différente de leur sens ordinaire ; comme, par exemple, si je disais en riant à un ami : « Je me suis battu toute la nuit avec un Turc ; » ou encore : « J'ai fait le voyage de Rome, aller-retour, en une seule journée ; » ou des choses semblables que personne, nous le savons bien, ne voudrait croire. ii. Lorsque les mots, en tenant compte des circonstances, gardent leur sens naturel et évident, et que, pour entretenir la conversation, je raconte, par exemple, l'histoire d'une partie de chasse à laquelle j'aurais pris part le jour précédent ; ce qui est contraire à la vérité et n'est que le fruit de mon imagination.

Les choses que l'on dit, comme dans le premier exemple, ne sont pas des mensonges : celui qui parle, non seulement n'a pas l'intention de tromper ou de dire des choses fausses, mais même on ne peut pas soutenir qu'il dise des choses fausses, si l'on fait attention au sens de ses paroles, aux circonstances, et à la façon dont le tout est pris par les auditeurs.

¹ ACT. XII. 22.

² M^{sr} HAY : *Le Chrétien Pieux*. — Huitième commandement.

Les choses dites en plaisantant, comme dans le second exemple, sont des mensonges, parce que, bien que la personne qui parle, n'ait point l'intention de tromper, elle a bien l'intention de dire une chose qui n'est pas vraie, et, vu les circonstances et le sens attaché à ses paroles, elle dit bien une chose réellement fausse.

3. TOUT MENSONGE EST DE SA PROPRE NATURE UN PÉCHÉ

Tout mensonge est de sa propre nature un péché, parce qu'il est contraire à la vérité, et, dès lors, contraire à Dieu qui est la vérité même ; il est aussi une injure au prochain qu'il trompe. Saint Thomas dit qu'il est contraire à la nature et au bon sens que quelqu'un exprime par des paroles des choses différentes de celles qu'il pense. Le mensonge, s'il était jamais permis, serait une calamité publique ; la confiance dans les paroles de nos semblables n'aurait plus de raison d'être, et ce serait un mal funeste à la société. Platon et Origène se sont trompés, comme se trompent ceux qui suivent leur doctrine, c'est-à-dire, ceux qui soutiennent que, dans une nécessité grave et urgente, il est permis de mentir, faisant usage du mensonge comme d'un remède, parce que le mensonge est intrinsèquement mauvais, et dès lors, ne saurait jamais être permis, pas même pour éviter la mort ou pour sauver un empire.

Sur l'autorité du Dr Newman,¹ je cite l'opinion de quelques moralistes anglais sur cette question du mensonge. De grands auteurs anglais, Jérémie Taylor, Milton, Paley, Johnson, appartenant à des écoles différentes affirment clairement que, dans certaines circonstances extraordinaires, il

¹ *Apologie : Etat de mon âme depuis 1845.*

est permis de mentir. Taylor dit : « Mentir par charité, pour sauver la vie d'un homme, la vie d'un ami, d'un époux, d'un prince, d'un personnage d'une grande utilité publique, est une pratique qui n'a pas seulement été en usage dans tous les temps, mais encore commandée par des hommes d'une grande réputation de sagesse et de bonté. Qui hésiterait, au prix d'un mensonge inoffensif, à arracher la vie de son père des mains d'un persécuteur ou d'un tyran ? » De son côté, Milton s'exprime ainsi : « Quel est celui qui, jouissant de son bon sens, nierait que ce sont ceux, que nous avons les meilleures raisons de prendre en considération, que nous devons parfois tromper, comme les enfants, les aliénés, les malades, les personnes ivres, des ennemis, des hommes qui sont dans l'erreur, des voleurs ? Je le demande, quel est le commandement qui défend le mensonge ? Le neuvième, (notre huitième), me direz-vous. Alors, si mon mensonge ne fait aucun tort à mon prochain, il n'est certainement pas défendu. » Paley écrit : « Il y a des mensonges qui ne sont pas mensonges, — c'est-à-dire, qui ne sont pas coupables. » Johnson : « La règle générale est qu'on ne doit jamais violer la vérité. Il peut toutefois se rencontrer des exceptions ; par exemple, si un assassin vous demande quel chemin a suivi un homme. »

Pour réfuter ces auteurs, je ne puis donner l'enseignement catholique d'une manière meilleure et plus claire, qu'en citant tout au long le Catéchisme du Concile de Trente. Là, comme le dit le Dr Newman, nous trouvons les notions suivantes sur le devoir que nous impose la vérité.

4. DOCTRINE DU CATÉCHISME DU CONCILE DE TRENTÉ SUR CE SUJET

Vous ne porterez point de faux témoignage, etc. : « Qu'on fasse bien attention aux deux lois contenues dans ce commandement, — l'une qui défend le faux témoignage ; l'autre qui ordonne que, bannissant toute feinte et toute tromperie, nous fassions rigoureusement concorder nos paroles et nos actions avec la simple vérité, selon l'avis de l'Apôtre rappelant ce devoir aux Ephésiens : « Pratiquant la vérité par la charité, que nous croissions en toutes choses dans le Christ. »

« Tromper par un mensonge sous forme de plaisanterie ou de compliment, lors même que personne n'y gagne ou n'y perd rien, n'en reste pas moins une chose absolument inconvenante, puisque l'Apôtre nous donne cet avertissement : « Bannissez tout mensonge, parlez selon la vérité. » Il y a, en effet, dans cette manière de faire, un grand danger de tomber dans des mensonges fréquents et plus sérieux ; les mensonges joyeux donnent l'habitude de mentir, et par-là on devient menteur par caractère. Puis, pour donner du crédit à ses paroles, on croit nécessaire de recourir souvent à la pratique du serment. »

« Rien ne nous est plus nécessaire que la vérité d'un témoignage dans les choses que nous ne savons pas et que nous ne pouvons pas raisonnablement ignorer. C'est là que s'applique la maxime de saint Augustin : « Et celui qui cache la vérité, et celui qui dit un mensonge, sont également coupables, l'un parce qu'il ne veut pas nous rendre service ; l'autre, parce qu'il veut nous faire tort. »

« Parfois, il est permis de garder le silence au sujet d'une vérité, mais hors d'une cour de justice ; car, là, lorsque le

juge interroge un témoin conformément à la loi, le témoin doit dire la vérité tout entière. Les témoins, cependant, doivent prendre garde que, par suite d'une trop grande confiance en leur mémoire, ils n'affirment comme certaines des choses dont ils ne sont pas assurés. »

« Pour que les fidèles puissent apporter plus de bonne volonté à éviter le péché de mensonge, les prêtres leur exposeront la honte profonde et malheureuse de ce vilain défaut. Dans la Sainte Ecriture, le démon est appelé le père du mensonge; car, par le fait même qu'il n'a pas persévétré dans la vérité, il est un menteur, et le père du mensonge. Il faut représenter aux fidèles, pour les arracher à un si grand crime, les maux qui sont la conséquence des mensonges; et, en les leur montrant innombrables, leur indiquer les sources générales des calamités qu'entraîne le mensonge: (1) Combien ce vice déplaît à Dieu, et de quelle colère Dieu poursuit l'homme qui manque de franchise et se laisse aller au mensonge. (2) Combien est peu en sûreté un homme qui s'expose à la haine de Dieu et combien il est à craindre que cet homme ne soit frappé des plus dures épreuves. (3) Qu'il n'y a rien de plus inconvenant et de plus insensé, comme le dit Saint Jacques, que de voir la même source donner de l'eau douce et de l'eau amère. (4) Que cette même langue qui vient de louer Dieu, le déshonore aussitôt après en disant un mensonge. (5) Que, conséquemment, les menteurs sont exclus de la béatitude céleste. (6) Et enfin, que c'est un mal des plus effrayants, parce que l'habitude de mentir est généralement une maladie incurable de l'âme.

« Et ce mal qu'il faut également signaler, parce qu'il est immense et atteint la généralité des hommes, c'est que le manque de franchise et le mensonge sont la ruine de la

confiance et de la vérité, qui sont les liens les plus étroits de la société humaine, et ces liens une fois dissous, c'est le désordre complet qui règne, au point que les hommes ne semblent plus différer des démons.

« Enfin, un curé, dans sa paroisse, fera remarquer leurs torts à ceux qui cherchent à excuser le peu de sincérité, et apportent, dans ce but, l'exemple de certains sages, qui, disent-ils avaient l'habitude de mentir quand l'occasion s'en présentait. Il leur dira, ce qui est très vrai, que la sagesse de la chair n'est que mort; il exhortera ses auditeurs à avoir confiance en Dieu, lorsqu'ils auront des difficultés et des embarras, et à ne point recourir aux petits expédients du mensonge.

« Aux personnes qui ont recours au blâme et au mensonge envers ceux qui les ont trompés, il faut apprendre qu'on ne doit point se venger soi-même, ni rendre le mal pour le mal. »

5. CETTE DOCTRINE PROUVÉE PAR L'ÉCRITURE

A l'appui de cette doctrine, je dois ajouter quelques preuves de l'Ecriture, puisqu'on demande souvent s'il est manifeste d'après la parole de Dieu que le mensonge est de sa propre nature un péché?

(1) Tous les mensonges, sans exception, sont défendus par la parole de Dieu: « Vous fuirez le mensonge. ¹ Vous ne mentirez point, et nul ne trompera son prochain. ² Donnez-vous garde de mentir, car l'habitude de mentir n'est pas

¹ EXOD. XXIII. 7.

² LÉV. XIX. 11.

bonne.¹ C'est pourquoi, en vous éloignant de tout mensonge, que chacun parle à son prochain dans la vérité.² N'usez point de mensonge les uns envers les autres. »³

(2) L'Ecriture déclare qu'il est honteux de mentir et que l'homme juste a le mensonge en horreur: « Le mensonge est dans un homme une tache honteuse: ce vice se trouve sans cesse dans la bouche des gens déréglos.⁴ Le juste détestera la parole de mensonge.⁵ La vie des menteurs est une vie sans honneur; et leur confusion les accompagne toujours. »⁶

(3) L'Ecriture nous assure qu'aucun menteur n'entrera au Ciel: « Dehors les chiens, les empoisonneurs, les impudiques, les homicides, et les idolâtres, et quiconque aime et fait le mensonge. »⁷

Ces témoignages prouvent clairement que tous les mensonges, sans exception, sont défendus, et que tous ceux qui s'en rendent coupables sont indignes.

6. RÉPONSE AUX OBJECTIONS

Comme réponse aux objections que l'on a soulevées contre cet enseignement, basées sur ce fait, que les sages-femmes égyptiennes furent récompensées pour avoir dit un mensonge officieux à Pharaon, et que quelques serviteurs de Dieu ont dit aussi des mensonges à certains moments, pour arriver à

¹ Eccl. VII. 14.

² Eph. IV. 25.

³ Col. III. 9.

⁴ Eccl. XX. 26.

⁵ Prov. XIII. 5.

⁶ Eccl. XX. 28.

⁷ Apoc. XXII. 15.

un but, comme Jacob, pour capter la bénédiction de son père, nous n'avons qu'à transcrire les explications suivantes données par Monseigneur Hay:

« En effet, Dieu a récompensé les sages-femmes d'Egypte, non point pour avoir menti, mais pour l'humanité dont elles avaient fait preuve en sauvant les enfants, et, comme le dit expressément l'Ecriture, parce qu'elles craignaient Dieu, et se refusèrent, par crainte d'offenser Dieu, de faire périr des enfants innocents. Quant aux mensonges que semblent avoir dit de saints personnages de l'Ecriture, quelques Pères ont essayé de les justifier de toute faute, en expliquant leurs paroles dans un sens mystique et parabolique. Mais, lors même qu'ils auraient dit un vrai mensonge, on ne pourrait pas y voir une preuve que certains mensonges ne sont pas coupables; mais cela montrerait seulement que même les personnes saintes succombent quelquefois et n'agissent pas toujours bien: en quoi elles ne sont ni à louer ni à imiter. David était un homme selon le cœur de Dieu; c'était un prophète; cependant David se rendit coupable d'adultère et de meurtre: s'en suit-il que l'adultère et le meurtre ne sont pas des crimes? nous ne sommes donc pas obligés de forcer l'interprétation de certains textes pour démontrer que Jacob n'a point menti, lorsqu'il dit qu'il était l'aîné et qu'il trompa son père, ou que Abraham ne mentit pas, quand il dit que son épouse Sara était sa sœur. Remarquons que Sara pouvait aussi bien être appelée sa sœur que sa femme. »

7. QUAND LE MENSONGE N'EST QUE PÉCHÉ VÉNIEL ET QUAND IL EST MORTEL

Bien que les mensonges soient si sévèrement condamnés dans la sainte Ecriture, nous ne devons pas en conclure que

tous les mensonges sont des péchés mortels. Il nous faut donc voir quelle sorte de péché ils peuvent être.

Selon saint Thomas, un mensonge *officieux* et un mensonge *joyeux* peuvent n'être que véniens de leur nature; la raison en est qu'un mensonge de ce genre n'a pas pour but de faire tort à quelqu'un; il n'en résulte non plus aucun préjudice sérieux pour la vie sociale.

Un mensonge *malicieux* est mortel de sa nature, parce qu'il est contraire à la charité, par laquelle une âme vit unie à Dieu. Il peut cependant n'être que vénier, par suite du consentement imparfait de la volonté, ou de la légèreté du tort causé au prochain.

Les mensonges joyeux et les mensonges officieux, bien que réellement coupables en soi, parce qu'ils sont opposés à la vérité et formellement défendus par la parole de Dieu, ne sont pas un mal grave au point de rompre notre paix avec Dieu; et, par conséquent, ne sont que des péchés véniers.

Un mensonge est mortellement coupable, lorsque, outre qu'il est contraire à la vérité, il est encore opposé à l'une de ces vérités qui sont nécessaires au salut, telles que la foi, l'espérance, la charité, la justice et la religion, et qu'il est accompagné de scandale ou confirmé par un serment. D'où il suit que tout mensonge affectant une vérité révélée par Jésus-Christ est un péché mortel, et est contraire à la foi.

En conséquence, lorsque l'Ecriture déclare que tous les mensonges sont des péchés, et qu'il est question de péchés mortels ou d'exclusion du royaume de Dieu, nous devons l'entendre des mensonges malicieux. Les autres, c'est-à-dire les mensonges officieux et joyeux, n'excluent pas du royaume de Dieu, par eux-mêmes, mais en ce sens seulement qu'ils

disposent à des fautes plus graves; parce qu'ils ne sont que véniables de leur nature et ne donnent pas la mort à l'âme.

8. LES MENSONGES MALICIEUX

EMPRUNTENT LEUR MALICE DU PRÉJUDICE QU'ILS CAUSENT

Tous les mensonges malicieux ne sont pas du même genre, parce qu'ils prennent leur malice du tort qu'ils causent; ainsi, un mensonge qui blesse la réputation du prochain est contraire à la justice, et revêt la malice de l'injustice qui y est attachée. Un mensonge sur un point de doctrine, comme, par exemple, annoncer de faux miracles, exposer de fausses reliques, fausser la vie des saints, serait contraire à la religion, et aurait la malice d'un péché contre la religion. Nous pouvons donc conclure qu'en aucun cas il n'est permis de dire même un mensonge vénial pour arriver à un bien quelconque.

9. POUR AUCUN MOTIF

IL N'EST PERMIS DE DIRE MÊME LE MOINDRE MENSONGE

« Il ne saurait jamais être permis de faire une chose mauvaise en elle-même, et quel que soit le bien qu'on se propose, il ne peut changer la nature d'une chose intrinsèquement mauvaise; autrement, il n'y aurait pas de crime qui ne trouverait une excuse. De plus, en aucun cas, il ne saurait être permis de faire une chose que la loi naturelle ou la loi positive de Dieu défend dans tous les cas sans exception. Enfin, saint Paul déclare expressément que nous ne devons pas faire le mal pour que le bien arrive.¹ Et il l'affirme en parlant de

¹ ROM. III. 8.

procurer la gloire de Dieu par un mensonge, proclamant que c'est une calomnie contre les Chrétiens de dire qu'ils soutiennent qu'on peut faire le mal pour procurer le bien. S'appuyant sur ces raisons, l'Eglise catholique a constamment défendu cette doctrine, à savoir, que, en aucun cas, pour aucun motif, quelque bon qu'il puisse être, pas même pour sauver le monde de la ruine, il ne saurait jamais être permis de dire même le plus petit mensonge. » ... « Une fin honnête ne peut en aucune façon excuser le moindre mensonge ; et avancer ou soutenir qu'on peut sans faute avoir recours parfois à de pieuses fraudes, selon l'expression fort impropre de certains, n'est pas autre chose qu'un blasphème... Dire un mensonge quel qu'il soit, même sur le point le moins important de la religion, est toujours mentir en matière grave; et, comme l'enseignent les théologiens catholiques, ne peut être excusé de péché mortel... Les hommes de bien peuvent parfois être trop crédules dans des choses où n'apparaît rien de mal. Disons même que plus une personne a de répulsion pour la fraude, moins elle est ordinairement disposée à la soupçonner chez les autres. Mais aucun homme droit ne peut excuser et approuver une fraude manifeste pour quelque dessein que ce soit. » Ainsi parle le pieux et savant Alban Butler dans son *Introduction à la Vie des Saints*, page 18, édition de Dublin, 1779.





Le Huitième Commandement (suite)

CHAPITRE II

EQUIVOQUE ET RESTRICTION MENTALE

1. Equivoque: sens, et divers sens dans lesquels on peut prendre l'équivocoque.
2. Restriction mentale : ses différents sens.
3. Sens dans lequel la restriction mentale est condamnée par l'Eglise.
4. Sens dans lequel elle peut être admise et légitimement employée : exemple tiré de l'*Apologie* du Dr Newman.
5. Conclusions tirées de la doctrine précédente.
6. La simulation et la dissimulation expliquées ; sens dans lequel l'une est permise et l'autre ne l'est pas.
7. Le nom et l'autorité de Saint Alphonse vengés par le Dr Newman ; et exemples.
8. Obligation qu'imposent une promesse et la parole donnée.

I. EQUIVOQUE: SENS, ET DIVERS SENS DANS LESQUELS ON PEUT PRENDRE L'EQUIVOQUE

Ce terme signifie ambiguïté dans les mots, — emploi de paroles ou d'expressions susceptibles d'un double sens. L'ambiguïté peut provenir ou de la manière de prononcer un mot, comme, par exemple, si un homme auquel on demande quelque chose qu'il désire garder secret, répondait : « Je dis *non*, » marquant bien qu'il se sert du mot *non*; ou des mots qui sont ambigus par eux-mêmes; par exemple, si on interroge un homme sur un acte d'injustice, et qu'il réponde qu'il a toujours fidèlement observé ses contrats, voulant dire les contrats autres que celui affecté par la fraude ou le vol en question; ou bien, s'étant repenti de son péché, qu'il réponde : « Je suis innocent. »

L'équivoque peut être prise dans un sens *rigoureux*, de sorte que personne ne puisse saisir le double sens des mots; ou elle peut être prise dans un sens plus large, de sorte que le sens de ce que l'on dit peut être facilement saisi d'après les circonstances et les signes extérieurs qui accompagnent le discours. La première est la même chose que ce qu'on appelle *jouer sur les mots*. La seconde équivaut à cette manière de faire connue sous le nom *d'échappatoire*, que le Dr Newman décrit en ces termes : « Elle a lieu lorsque, par exemple, celui qui parle porte l'attention de son auditeur sur un autre sujet; insinue un fait qui ne prouve rien, ou fait une remarque qui le trouble et le fait penser à autre chose; lui jette de la poudre aux yeux; établit une vérité de laquelle il est certain que son auditeur tirera une conséquence illogique, une conclusion fausse, etc. La plus grande école

de l'échappatoire, — je parle sérieusement, — c'est la Chambre des Communes ; il en est forcément ainsi, la nature des choses le veut. On en peut dire autant des réunions électorales. »¹

2. RESTRICTION MENTALE : SES DIFFÉRENTS SENS

Elle consiste à garder quelque chose dans sa pensée, pour le cacher ou ne pas le dévoiler à la personne à qui l'on parle. Il y a la restriction *purement mentale*, qui a lieu lorsqu'on ne peut pas découvrir le sens des mots employés par celui qui parle ; et la restriction *non purement mentale*, lorsque le sens des mots est équivoque, et peut être saisi par l'auditeur, soit d'après la manière de parler, soit d'après les circonstances.

Après avoir donné le sens de ces termes, j'en viens à l'enseignement clair et précis de la théologie. Il n'est jamais permis, en parlant, d'user de la restriction purement mentale, ni de l'*équivoque* dans le sens strict du mot. La raison en est que cette manière de parler n'exprime notre pensée ou nos sentiments, ni par les paroles elles-mêmes, ni par les circonstances dans lesquelles on parle. Elle est donc une difformité mentale, un mensonge intrinsèquement mauvais, et un parjure, s'il y a serment.

3. SENS DANS LEQUEL LA RESTRICTION MENTALE EST CONDAMNÉE PAR L'ÉGLISE

Les propositions suivantes, sur ce sujet, ont été condamnées par Innocent XI : « Si quelqu'un, seul ou devant d'autres

¹ *Apologie*. — Note sur le Mensonge et l'Equivoque.

personnes, interrogé ou de son propre mouvement, dans un but de récréation ou dans tout autre but, jure qu'il n'a pas fait une chose qu'il a réellement faite, pensant en lui-même à une chose qu'il n'a pas faite, ou qu'il a faite, d'une autre manière, ou en pensant en lui-même à une autre vérité qu'il ajoute dans son esprit, celui-là ne ment réellement pas et n'est pas parjure. »

Cette proposition est la vingt-sixième de celles condamnées par Innocent XI. La vingt-septième, également condamnée par le même Pape, est celle-ci : « Il y a un motif légitime d'user de termes équivoques, toutes les fois que la chose est rendue nécessaire ou utile par le salut du corps, par l'honneur, par la conservation des biens de la famille, ou par tout autre acte de vertu, aussi longtemps qu'on peut croire utile et prudent de cacher la vérité. »

C'est dans ce sens que parle Natalis Alexandre, cité par le Dr Newman dans son *Apologie* : « Ceux-là mentent certainement qui profèrent les expressions d'un serment sans la volonté de jurer ou de s'obliger, ou qui se servent de restriction mentale et d'équivoque en faisant un serment, puisqu'ils expriment par leurs paroles des choses qu'ils ne pensent pas, des choses contraires à la fin pour laquelle le langage a été institué, c'est-à-dire, pour exprimer les idées. Ils veulent faire entendre des choses différentes de celles que signifient par eux-mêmes et les mots et la manière ordinaire de parler. » A ces paroles, Newman ajoute : « Prenons un exemple : Je ne pense pas qu'un seul prêtre en Angleterre s'aviserait de dire : Mon ami n'est pas ici, voulant dire : Il n'est pas dans ma poche ou sous mon talon. Nulle considération ne me déterminerait à parler ainsi moi-même. Je ne crois pas que saint Alphonse l'eût dit ; et il aurait été sans

contredit aussi choqué de la façon de s'exprimer de Taylor et de Paley que les protestants le sont de la sienne. »¹

4. SENS DANS LEQUEL LA RESTRICTION MENTALE PEUT ÊTRE ADMISE ET LÉGITIMENTÉ EMPLOYÉE

Après avoir exposé dans quel sens on ne saurait admettre l'équivoque et la restriction mentale, j'essaierai d'expliquer dans quel sens il peut être permis d'en user.

Il est permis quelquefois, pour un *juste motif*, d'user de la restriction mentale prise dans son sens large, — c'est-à-dire, quand elle n'est pas purement mentale, — et d'expressions équivoques, qui peuvent être prises par les auditeurs dans le sens où on les emploie ou dans un autre. On en donne pour raison que le bien public peut quelquefois exiger qu'on emploie ce moyen pour cacher certaines vérités ; et souvent il n'y a pas d'autre moyen de les cacher qu'en ayant recours à l'*équivoque* et à la *restriction mentale*. Se servir de ce moyen, dans le sens où nous l'entendons ici, n'est pas un mensonge, et ce n'est pas tromper, parce que la pensée de celui qui parle se dégage aisément des expressions équivoques et des circonstances dans lesquelles il les prononce. Si la personne à laquelle on les adresse n'e les entend pas dans le bon sens, on peut l'attribuer à sa simplicité, à son ignorance, ou même à sa malice, si elle a fait des questions indiscrettes. C'est dans ce sens que nous pouvons comprendre la *réserve* et la *restriction* que le Dr Newman expose si bien par les exemples qu'il donne dans sa réfutation des

¹ *Etat de mon âme depuis 1845.*

accusations qu'on avait faites contre lui sur ce point : « Or, pour en venir à la restriction elle-même, elle est fondée sur les paroles de Notre-Seigneur : « Ne jetez point vos perles devant les pourceaux ; »¹ elle a été plus ou moins en usage parmi les premiers Chrétiens dans leur commerce avec les populations païennes au milieu desquelles ils vivaient. Au sein des idolâtries et des impuretés abominables de ces temps affreux, la règle de la restriction était un devoir impérieux. Cette règle, — du moins, telle que je l'ai expliquée et recommandée dans tout ce que j'ai écrit, — ne va pas au-delà de ces points : (1) Dissimuler la vérité quand nous pouvons le faire sans tromper ; (2) ne l'exposer que partiellement ; et (3) la présenter sous la forme la plus accessible qu'il est possible de le faire pour celui qui cherche à la connaître, lorsqu'il ne peut pas la comprendre exactement. Il me semble que représenter les Anges avec des ailes est un exemple de ce troisième cas, et que, pour éluder la question : « Les Chrétiens croient-ils à une Trinité ? » répondre : « Ils croient en un seul Dieu, » serait un exemple du second. Quant au premier, c'est à peine une restriction, et il appartient à ce qu'on appelle *disciplina arcani*.... Ces mots, je pense, suffiront pour couper court à toutes les invectives dont on m'a chargé avec tant de violence comme le défenseur de la restriction mentale. »²

C'est dans ce sens qu'une *échappatoire*, telle que nous l'avons définie plus haut, est parfaitement permise, et nous en trouvons un exemple dans l'histoire de saint Athanase : « Il était dans un bateau, sur le Nil, fuyant la persécution, et il s'aperçut qu'il était poursuivi. Alors, il ordonna à ses

¹ S. MAT. VII, 6.

² NEWMAN, *Apologie*.

hommes de virer bord, et s'en alla droit aux satellites de Julien. Ils lui demandèrent : « Avez-vous vu Athanase ? » et il dit aux hommes de sa suite de répondre : « Oui, il n'est pas loin de vous. » Les persécuteurs hâtèrent leur course comme s'ils étaient sûrs de l'atteindre, pendant que lui, revenait précipitamment à Alexandrie, où il resta caché jusqu'à la fin de la persécution. »

Avant d'en venir aux conclusions à déduire de l'enseignement qui précède, je crois à propos de faire encore un petit emprunt au Dr Newman : « Presque tous les auteurs, catholiques et protestants, admettent que, *s'il y a un juste motif*, telle ou telle manière de passer à côté du vrai sens des mots n'est pas un péché. Le silence lui-même, en certains cas, est virtuellement un de ces stratagèmes, d'après le proverbe : « Qui ne dit rien consent. » En outre, le silence est absolument interdit à un Catholique sous peine de péché mortel, dans certaines circonstances, par exemple, s'il y a devoir pour lui de confesser sa foi. »

5. CONCLUSIONS TIRÉES DE LA DOCTRINE PRÉCÉDENTE

De cette doctrine nous pouvons conclure :

(1) Une personne coupable, lorsqu'on l'interroge, même en justice, peut répondre : « Monsieur, je ne suis pas coupable, » — ce qui veut dire qu'il n'est pas prouvé qu'elle soit coupable.

(2) Toutes les personnes qui remplissent un rôle public peuvent user de restriction mentale ou d'équivoque relativement aux secrets qui leur sont confiés. Ainsi, les secrétaires, les ambassadeurs, les généraux d'armée, les magistrats, les avocats, les docteurs, etc, chaque fois que le bien public,

l'honneur ou la réputation du prochain leur imposent silence, peuvent très bien répondre, si on leur pose une question indiscrete : « Je ne sais pas ; » ce qui veut dire, qu'ils ne savent rien dont ils puissent légitimement faire usage, ou qu'ils puissent communiquer. Un exemple parfait de cette négation permise, mensonge matériel ou échappatoire, me vient à la mémoire : « Un artiste demande à un Ministre qui posait dans son cabinet : Quelles nouvelles y a-t-il en France, Excellence ? *Je ne sais pas*, répond le ministre, je n'ai pas lu les journaux. »

Sur ce point, le Dr Newman donne les exemples suivants : « Supposez que l'on m'a confié quelque chose sous le sceau du secret le plus rigoureux, et que je ne pourrais pas le révéler sans un grave préjudice pour le prochain, que dois-je faire ? Si je suis avocat, je suis protégé par ma profession. J'ai droit de traiter avec une souveraine indignation quiconque m'interroge sur une chose qui touche à l'inviolabilité de ma position.... De même, si je suis prêtre, je me croirai autorisé à parler comme si je ne connaissais rien de ce qui s'est passé au confessionnal. Et je pense bien que, dans des cas semblables, je jouis en fait de la garantie que je n'agis pas d'après mon appréciation personnelle... car la société me rejette de son sein, si, avocat ou prêtre, méconnaissant mon devoir envers mon client ou mon pénitent, je croisais faire un mensonge en gardant le secret qui m'est confié. »¹

(3) Il est permis d'employer différentes *formules* que tout le monde comprend et qu'autorise l'usage, comme répondre à un emprunteur importun : « Je n'ai pas d'argent, » — c'est-à-dire qu'on n'a point d'argent à lui donner; ou de

¹ NEWMAN, *Apologie*.

faire répondre à des visiteurs par la phrase habituelle: « Je n'y suis pas; » — le sens est qu'on n'y est pas pour ces personnes, ou pour recevoir des visites. On peut employer des formules de ce genre, il me semble, dans tous les cas où l'on doit répondre à des importuns.

(4) Pour ce qui concerne les enfants, il faut tenir pour règle de conduite l'opinion du Dr Newman: « Je ne crois pas bien du tout de dire des mensonges aux enfants, même pour cette raison, qu'ils sont plus clairvoyants que nous ne pensons, et qu'ils se rendent bien vite compte de ce que nous faisons ; des exemples de ce genre ne peuvent que leur donner une mauvaise éducation. J'en dirai autant de l'équivoque : elle est d'une imitation facile, et nous-mêmes, nous finirions par en tirer le plus mauvais parti. »¹

(5) Quant aux aliénés, à ceux qui ne jouissent pas de leur raison, ou momentanément, par suite d'ivresse, ou toujours, par suite de quelque maladie mentale, afin de les calmer, ou de leur empêcher de nuire à eux-mêmes ou à d'autres personnes, on peut user envers eux d'équivoques ou d'échappatoires dans le sens expliqué plus haut. Je ne vois aucune différence entre parler à ces personnes et parler à des créatures dépourvues de raison pour lesquelles on peut tolérer une très grande élasticité de langage.

6. LA SIMULATION ET LA DISSIMULATION EXPLIQUÉES SENS DANS LEQUEL L'UNE EST PERMISE ET L'AUTRE NE L'EST PAS

Comme se rattachant à ce sujet, nous devons dire un mot de la *simulation* (feinte) et de la dissimulation. Saint Thomas

¹ NEWMAN, *Apologie*.

définit la première; Un certain mensonge qui consiste dans des actes extérieurs; — c'est un mensonge en action. Elle a lieu, lorsqu'un homme, par des actes ou des signes extérieurs, exprime une chose différente de ce qu'il pense. Il conclut dès lors que, comme tout mensonge est un péché, ainsi toute simulation en est un aussi.

Voici en quoi la *dissimulation* diffère de la simulation. Par la première, nous cachons seulement notre intention, notre pensée, soit *négativement*, par omission, soit *positivement*, en faisant quelque chose pour cacher nos pensées ou nos desseins. On peut avoir recours à la dissimulation sans pécher, lorsqu'elle se borne à cacher une vérité qu'il n'est pas utile de faire connaître, lors même que nous pourrions prévoir que quelqu'un sera par le fait induit en erreur: cette erreur est permise, mais ce n'est point ce que l'on a en vue. Ainsi, il est permis quelquefois de cacher sa foi; — et, dans certains cas, il est mieux de la cacher que de la manifester, par exemple, dans le cas où cela ne servirait qu'à l'exposer aux moqueries et à la faire tourner en dérision; ou encore dans le cas où la manifester ne pourrait faire aucun bien, mais exposerait à des souffrances et à des misères pour nous ou pour d'autres. Je parle ici, bien entendu, des cas où une personne n'est pas obligée de faire une profession de foi; parce que, où cette obligation existe, nous devons le faire, même au péril de notre vie.

7. LE NOM ET L'AUTORITÉ DE SAINT ALPHONSE VENGÉS PAR LE DOCTEUR NEWMAN ET EXEMPLES

Comme le nom de saint Alphonse est si étroitement mêlé à ce sujet, et que les écrivains protestants le désignent si

injustement et si étourdiment comme le patron du mensonge, je désire le citer ici comme un parfait exemple de sincérité et d'honnêteté, comme le prouvent les circonstances remarquables de sa vie, rapportées par le Dr Newman:

« De fait, il est notoire d'après la vie de saint Alphonse, que lui, auquel on a fait la réputation d'un tel laxisme en morale, était une des consciences les plus scrupuleuses et les plus troublées. Je ne dis même pas assez. Il était d'abord dans le barreau. En une certaine occasion il fut entraîné à faire partie d'une commission pour un cas qui avait toutes les apparences d'une tromperie, bien que ce ne fût qu'un accident. Ce fut là précisément l'occasion qui lui fit quitter sa profession et embrasser la vie religieuse. »

Nous trouvons dans sa vie le récit de ce fait remarquable: Bien qu'il eût examiné avec soin et à plusieurs reprises les détails du procès, il se trompa complètement sur un document, qui établissait le droit de la partie adverse. L'avocat du Grand Duc s'aperçut de la méprise, mais laissa Alphonse continuer jusqu'au bout son éloquente plaidoirie, et sans l'interrompre. Cependant, aussitôt qu'il eût fini, le Grand Duc se leva, et d'un ton froid et mordant: « Monsieur, dit-il, le cas n'est point tel que vous le supposez; si vous voulez revoir le procès et examiner les pièces attentivement, vous trouverez exactement le contraire de tout ce que vous avez avancé. » — « Volontiers, reprit Alphonse, sans hésiter, la décision dépend de cette question: savoir si la terre a été concédée sous la loi lombarde ou sous la loi française. » Après étude du document, il fallut reconnaître que l'avocat du Grand Duc avait raison. — « Oui, dit Alphonse, tenant le papier dans sa main, j'ai tort, j'ai été induit en erreur. » Une découverte aussi inattendue et la crainte d'être accusé

de manque de loyauté, le remplirent de consternation et le couvrirent d'une telle confusion que tous la constatèrent sans peine. En vain le président Caravita, qui l'aimait et qui connaissait son intégrité, essaya-t-il de le consoler, en lui disant que de telles méprises étaient communes, même parmi les hommes les plus distingués du barreau. Alphonse ne voulut rien écouter; mais, pliant sous le poids de la honte, la tête penchée sur la poitrine, il se dit à lui-même: « Monde, je te connais maintenant! sanctuaire de la loi, jamais vous ne me reverrez! » Et, tournant le dos à l'assemblée, il se retira chez lui, répétant sans cesse: « Monde, je te connais maintenant! » Ce qui le contristait le plus, c'était de voir que, ayant étudié plusieurs fois le procès pendant tout un mois, sans avoir découvert ce défaut, il ne pouvait se rendre compte comment il avait échappé à ses observations. » (Dr Newman.)

Tel est l'homme si profondément froissé à la simple apparence d'une tromperie, qu'on nous représente avec tant de légéreté comme le défenseur du mensonge.

Qu'il me soit permis de citer, d'après le même éminent auteur, l'autorité et l'exemple de saint Philippe de Néri.

« Saint Philippe, dit l'Oratorien Romain, qui a écrit sa vie, avait une aversion particulière pour l'affectation, chez lui et chez les autres, dans les paroles, dans les vêtements et en tout.

« Il évitait toute espèce de cérémonies qui sentaient les compliments mondains, et il se montra toujours, et en toutes choses, grand observateur de la simplicité chrétienne. C'est au point que, lorsqu'il avait quelque chose à démêler avec des hommes d'une prudence mondaine, il avait de la peine à se plier à leurs manières.

« Il évitait autant que possible d'avoir la moindre chose à faire avec les personnes à *double face*, qui n'agissent pas en toute simplicité et droiture dans tous les détails de leur vie.

« Quant aux menteurs, il ne pouvait les supporter; et il rappelait constamment à ses enfants spirituels, qu'ils devaient les éviter comme la peste.

« Tels sont, dit le Dr Newman, les principes qui ont été ma règle de conduite avant que je sois Catholique ; tels sont les principes, j'en ai la confiance, qui seront ma règle et mon appui jusqu'à la fin. »¹

8. OBLIGATION QU'IMPOSENT UNE PROMESSE ET LA PAROLE DONNÉE.

Terminons ce chapitre par les demandes et les réponses suivantes du *Pieux Chrétien* de Monseigneur Hay :

D. Quelle obligation impose une promesse ?

R. Toute promesse honnête impose l'obligation rigoureuse d'accomplir ce qu'on a dit en remplissant sa promesse. La raison en est manifeste : par une promesse, nous donnons au prochain un droit strict à la réalisation de la chose que nous lui avons promise en un temps donné ; nous engageons notre parole et nous nous obligeons à la tenir.

D. Quel péché y a-t-il à rompre sa promesse et à ne pas tenir sa parole ?

R. Il y a un double péché, l'un contre la justice, et l'autre contre la vérité. Contre la justice, parce que c'est priver le prochain de ce qu'il avait droit d'attendre ; contre la vérité, parce que c'est manquer à la parole engagée par la promesse. Et si la promesse a été confirmée par un serment, la rompre ajoute au double péché celui du parjure,

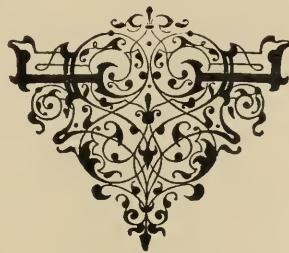
¹ *Apologie* : Etat de mon âme en 1845.

et, par conséquent, en fait un crime d'une triple malice; dès lors, un péché mortel des plus graves.

D. Sommes-nous obligés de tenir notre parole ou notre promesse, envers toutes sortes de personnes, lors même qu'elles ne seraient pas de la même religion que nous?

R. La différence de religion ne met aucune différence dans la vérité et la justice. C'est pourquoi la doctrine constante de l'Eglise catholique est qu'une promesse juste, faite à une personne quelconque, musulmane, juive, hérétique ou païenne, impose l'obligation stricte et absolue de la remplir, si c'est possible; elle a décreté dans un de ses conciles généraux, (Constance), que celui qui a promis n'est délivré de son obligation qu'au moment, et alors seulement, qu'il a fait tout son possible pour la remplir. ¹

¹ CH. XVIII.





Le Huitième Commandement (suite)

CHAPITRE III

DÉTRACTION ET CALOMNIE

1. Sens des termes: (1) Calomnie. (2) Détraction. (3) Médisance. (4) Mauvaise langue. (5) *Détraction*, mot générique pour tous ceux qui précédent.
2. Différentes manières de commettre la détraction directement ou indirectement, d'après Saint Thomas.
3. La détraction: quand elle n'est que péché matériel, et quand péché formel.
4. Conditions requises pour qu'il y ait péché mortel.
5. Cas dans lesquels il n'y a pas péché à révéler les fautes d'autrui.
6. Conclusions de l'enseignement précédent.
7. Quelques formes particulières du péché de détraction: (1) *Les brouillons*.
(2) Les trouble-fêtes ou intrigants. (3) Les francs-parleurs. (4) Mensonges religieux de parti pris montrés par les attaques des Protestants contre l'Eglise Romaine.
8. La disposition en Angleterre à écouter et à encourager les mensonges contre l'Eglise Catholique, et à déblatérer contre les couvents et les religieuses.
9. L'obligation de réparer provenant de la détraction: elle est rigoureuse et oblige sous peine de péché grave dans certains cas.
10. Causes qui exemptent de cette obligation en cette matière.

On trouve dans la société aussi bien que dans les cours de justice cette chose qu'on appelle faux témoignage, et le huitième commandement s'étend avec une égale force à ces deux formes de péché, comme le montre clairement l'interprétation de la loi que nous lisons dans le Lévitique : « Vous ne serez point parmi votre peuple ni un calomniateur public ni un médisant secret. Vous ne ferez point d'entreprises contre le sang de votre prochain. Je suis le Seigneur. »¹

I. SENS DES TERMES

La détraction est une diffamation injuste et secrète de la réputation du prochain. Monseigneur Hay en explique ainsi les différentes espèces :

- (1) La calomnie ou diffamation qui consiste à parler mal du prochain, sachant que ce que l'on dit est faux : c'est le cas des deux vieillards accusant Suzanne d'adultère.
- (2) La détraction qui dit du prochain un mal vrai, mais secret, ou connu de peu de personnes : c'est une médiascence qui blesse la réputation du prochain contrairement à la justice et à la charité.
- (3) La mauvaise langue parle avec un plaisir méchant des défauts connus du prochain.
- (4) Les faiseurs de racontars ou de cancans, qui portent atteinte à la réputation d'autrui, sans s'inquiéter si ce qu'ils disent est vrai ou faux, secret ou connu. Cette manière de parler a généralement la malice de l'une ou l'autre des espèces précédentes, et souvent de toutes les trois.
- (5) Le mot « détraction » peut être pris comme un terme

¹ LEV. XIX. 16.

générique embrassant tous les autres genres de mauvaise langue. Ainsi, elle devient calomnie quand il s'agit de choses fausses ; médisance ou racontars dans tous les autres cas où elle porte atteinte à l'honneur du prochain secrètement et injustement.

**2. DIFFÉRENTES MANIÈRES DE COMMETTRE
LA DÉTRACTION DIRECTEMENT ET INDIRECTEMENT
D'APRÈS SAINT THOMAS**

On peut commettre la détraction *directement* et *positivement* des quatre manières suivantes :

- (1) En imputant faussement un crime au prochain, ou en le calomniant ; c'est-à-dire en inventant et en mettant en circulation des mensonges sur son compte.
- (2) En exagérant le crime vrai ou faux imputé à autrui.
- (3) En dévoilant les défauts secrets d'une personne à sa honte ou à son préjudice.
- (4) En donnant une interprétation fausse et méchante même aux bonnes actions du prochain.

Telles sont, d'après saint Thomas, les quatre manières directes et positives de diffamer le prochain. Le même éminent docteur en indique aussi quatre de le diffamer *indirectement*, et, pour ainsi dire, d'une façon *négative*. Les voici :

- (1) Contester les bonnes actions ou les qualités du prochain.
- (2) Diminuer les bonnes actions ou les qualités d'une personne, soit en les affaiblissant, soit en les vantant outre mesure dans le but de lui nuire ou d'en irriter une autre.
- (3) Garder le silence sur les avantages et les bonnes qualités d'une personne quand et où on devrait les faire ressortir ; tel

serait le cas de garder le silence, et par là d'approuver les diffamations du prochain faites en notre présence.

(4) Parler en termes si douteux ou si froids, même en louant le prochain, que les paroles ainsi proférées, tourneront à son détriment plutôt qu'à son avantage.

De ces huit sortes de diffamations, les péchés les plus graves sont ceux qui tendent directement à nuire au prochain ; le plus grave de tous est le premier qui consiste à le calomnier faussement.

3. LA DÉTRACTION

QUAND ELLE N'EST QUE PÉCHÉ MATÉRIEL ET QUAND PÉCHÉ FORMEL

La détraction peut n'être qu'un péché *matériel*, lorsque, en parlant des crimes, on n'a pas l'intention de blesser la réputation du prochain, et qu'on ne prévoit pas que les paroles prononcées lui seront nuisibles. Le péché est *formel*, quand, par la détraction, on manifeste le crime d'autrui avec l'intention directe de l'offenser et de porter atteinte à son honneur.

4. CONDITIONS REQUISES POUR QU'IL Y AIT PÉCHÉ MORTEL

Pour que le péché puisse être considéré comme mortel, il faut : (1) qu'il soit commis avec une entière délibération ; — ce qui a lieu, lorsqu'un homme, en pleine possession de ses sens, a l'intention directe de porter atteinte par ses paroles à l'honneur et à la réputation de son prochain ou encore s'il manque d'attention suffisante pour ne pas nuire au prochain. Par le manque d'attention, il arrive souvent que le péché de détraction n'est que *matériel* ou seulement *vénial* ; à moins

qu'il ne s'agisse d'une personne qui a contracté l'habitude de parler mal de son prochain : dans ce cas, les péchés commis par habitude sont voulus dans la cause, parce que des habitudes de ce genre commencent par des fautes volontaires et réfléchies.

(2) Il faut que la détraction porte sur une matière grave : et la chose est grave quand, soit par elle-même, soit en raison de la personne diffamée, elle est vraiment honteuse et injurieuse ; l'état et la condition de la personne, le peu de tort qui lui est causé, peuvent faire que la faute ne soit que vénierelle.

(3) Il faut que la diffamation soit une révélation injuste, — c'est-à-dire, faite sans nécessité et sans aucune utilité.

(4) Que le crime soit secret, ce qui s'entend dans le cas où la faute n'a pas acquis la notoriété donnée par un tribunal, la notoriété d'un fait ou d'un rapport : la chose qui a la notoriété d'un fait ou d'un jugement peut devenir, sans qu'il y ait péché, l'objet de la conversation et on peut la communiquer. Les journaux quotidiens s'en chargent fréquemment. L'opinion la plus probable est qu'on peut également communiquer à quelqu'un qui l'ignore encore, une chose qui a la notoriété d'un fait. Révéler ce qui fut jadis notoire, mais qui a été oublié et effacé par le temps, serait une faute, surtout si la personne s'est repentie et corrigée.

5. CAS DANS LESQUELS IL N'Y A PAS PÉCHÉ À RÉVÉLER LES FAUTES D'AUTRUI

Dévoiler les fautes du prochain n'est pas un péché dans les circonstances suivantes :

(1) Si cela doit procurer le bien de la personne qui est dans le cas de parler de l'affaire; — c'est-à-dire, si elle en

parle pour obtenir un conseil et un appui, pour soulager son cœur d'un ennui ou d'une inquiétude. Elle peut alors faire une révélation de ce genre à un ami prudent ou à un confesseur. Ici, la révélation du crime d'autrui n'est faite que pour sa juste défense personnelle ou pour le bien du prochain. Ce cas est bien différent de la coupable habitude de ceux qui ruinent la réputation de leur prochain, pour son bien, disent-ils; — mais qui bavardent des fautes d'autrui dans le seul but de révéler des défauts, et qui s'imaginent hypocritement dans leur conscience qu'ils parlent à des supérieurs, et portent les atteintes les plus funestes à la réputation d'un homme, — *toujours pour son bien*. Comment peut-on procurer le bien d'une personne en ruinant son honneur?

(2) Si on parle pour instruire les autres, pour les prémunir contre des défauts semblables, ou pour qu'ils puissent prendre leurs précautions afin de ne point se laisser séduire par l'hypocrisie et les mauvaises mœurs, ou se laisser entraîner dans la société de ces gens vicieux. On peut dire aux personnes d'éviter certains endroits et certaines gens pour les préserver de s'égarer en de mauvaises voies.

(3) Si la révélation a lieu pour le bien des coupables, c'est-à-dire, si nous avons vainement employé la correction fraternelle, si nous savons pertinemment qu'elle ne servira de rien: alors, il nous est permis de révéler le crime d'une personne à son supérieur en vue du remède et de la correction. Ainsi, dans ce but, on peut dire aux parents les défauts de leurs enfants, et aux maîtres ceux de leurs serviteurs. Il y a aussi devoir de parler de la sorte quand nous sommes tenus de procurer le bien d'un tiers. Par exemple, si nous voyons un homme qui en vole un autre, il y a devoir d'avertir celui-ci; car, si nous ne disons rien, *nous coopérons au péché du voleur*.

(4) Si l'intérêt de la communauté ou le bien de l'état exigent qu'on parle. Si un individu conspire et fomente l'anarchie et la révolte contre l'état, ou met de quelque façon le salut de la communauté en danger, on peut et on doit le dénoncer. Si un homme indigne était vraisemblablement sur le point d'être placé dans une position où il pourrait causer de graves dommages aux autres, on devrait révéler son crime pour préserver la communauté d'un mauvais gouvernement, et l'arracher aux influences des mauvais exemples.

6. CONCLUSIONS DE L'ENSEIGNEMENT PRÉCÉDENT

De l'enseignement et des principes qui précèdent, nous pouvons déduire les conclusions suivantes :

(1) Révéler une faute grave et secrète à une ou deux personnes prudentes, même sous le sceau du secret, mais par légéreté et tout simplement par besoin de parler, serait un péché mortel, selon l'opinion la plus probable enseignée par Saint Thomas.¹ Saint Alphonse appelle l'opinion contraire *satis probabilis*, — parce que la réputation d'un homme consistant dans l'estime commune, elle n'aurait pas à souffrir d'une pareille révélation.

(2) Narrer le crime d'une personne, comme en ayant entendu parler, mais en appuyant le récit d'affirmation et des marques de l'autorité dont on est capable, au point que les auditeurs soient plus facilement portés à y ajouter foi, ou puissent concevoir, d'après le récit, une mauvaise impression à l'égard de la personne diffamée, serait une faute grave contre la justice. Mais narrer ce crime comme l'ayant appris par la rumeur publique, sans y donner aucune approbation, sans y

¹ 22 Qu. 72, art. 1, n^o 2.

prêter aucune autorité, et sans intention de nuire à la personne, ne serait point pécher contre la justice. Seulement, si même d'après ces rumeurs et ces racontars, et parce que nous répétons ce que nous avons entendu dire, les auditeurs devaient vraisemblablement nous croire et concevoir une mauvaise impression à l'égard de la personne diffamée, il pourrait y avoir, à le faire, péché grave contre la charité, sinon contre la justice.

(3) Un homme, qui a porté atteinte à sa réputation par un crime, ne peut pas sans injustice être l'objet d'une diffamation pour un autre crime de la même espèce ou d'une espèce différente. S'il a perdu sa réputation parce qu'il était un ivrogne, il n'y a aucune raison de le calomnier et de le traiter de voleur ou d'immoral.

(4) Quiconque a reçu la confidence d'un secret, soit par promesse, soit par commission, ne peut révéler ce secret sans péché. La faute, pour la plupart du temps, n'est que vénielle, si le secret a été accepté simplement par promesse. Mais si le secret lui a été confié par commission, — c'est-à-dire, confié en raison de sa charge, comme un avocat, un médecin, un confesseur, — le révéler serait une faute grave, parce qu'il y a un contrat tacite relativement aux secrets qui sont confiés aux hommes d'une profession de ce genre et leurs clients.

Je répète que la détraction est une calomnie lorsqu'on impute faussement un crime à quelqu'un.

Elle est injurieuse au sens théologique du mot, si on impute un crime à une personne en sa présence. Si le fait est vrai et secret, et qu'on l'impute en présence d'autres personnes, le péché est à la fois une détraction et une injure : la première blesse la réputation, la seconde, l'honneur du

prochain ; et les deux peuvent être des péchés mortels chacune dans son espèce. Dans ce cas, le péché peut n'être que vénial si la matière est légère, ou si le reproche est fait dans un but de correction.

(5) Consentir, sans un juste motif, à être diffamé, ou se diffamer soi-même, est de sa nature un péché (vénial) de prodigalité; et, par accident, pourrait être un péché (vénial ou mortel) contre la justice et contre la charité que nous devons à nous-mêmes et au prochain.

(6) Ceux qui écoutent la diffamation, s'ils y prennent part ou y prêtent une influence quelconque, par exemple, en riant, ou en nous montrant leur approbation par quelque autre signe extérieur ou qui omettent, sans un juste motif, de l'empêcher quand ils y sont tenus par justice, — en raison de leur charge, — pèchent, dans ce double cas, contre la justice, et sont tenus à réparation. Ceux qui écoutent la détraction et y prennent simplement un plaisir intérieur, pèchent contre la charité, mais ne sont point tenus à réparation. Ceux encore qui prêtent l'oreille à la détraction, et simplement ne l'empêchent ou ne l'arrêtent pas quand ils peuvent et doivent le faire, pèchent contre la charité. Il y a divers moyens d'empêcher la diffamation, le meilleur est de changer la conversation en la faisant tomber sur autre chose, et ce moyen peut généralement s'employer sans offenser personne. Toutefois, nous n'avons pas à nous montrer très délicats dans notre manière de faire, lorsqu'il s'agit d'imposer silence à un diffamateur.

7. QUELQUES FORMES PARTICULIÈRES DU PÉCHÉ DE DÉTRACTION

Après cette explication des différents moyens de commettre le péché de diffamation, tels que les exposent les théologiens,

je crois à propos, pour l'instruction des Chrétiens, de relater certaines formes particulières de ce péché qui font d'autant plus de mal qu'elles entretiennent dans l'esprit d'un très grand nombre, de mauvaises dispositions de la méfiance et des préjugés.

(1) La première catégorie de personnes sur lesquelles je voudrais appeler l'attention, est celle des personnes « curieuses et brouillonnes » qui se mêlent sans cesse des affaires des autres. Saint Paul en parle en ces termes: « Car nous apprenons qu'il y a parmi vous quelques gens inquiets, qui ne travaillent point, mais qui se mêlent de ce qui ne les regarde pas. »¹ Dans une autre épître, il dit de certaines femmes: « Mais de plus elles deviennent fainéantes; elles s'accoutument à courir par les maisons, et elles ne sont pas seulement fainéantes, mais aussi causeuses et curieuses, s'entretenant de choses dont elles ne devraient point parler. »²

« Ces bavardes occasionnent fréquemment plus que des inquiétudes dans la société. Leur conduite a sans contredit un côté ridicule, et si la vie elle-même n'était pas une chose aussi sérieuse, nous pourrions nous permettre de rire de leurs sottises. Mais je veux exposer un autre côté du tableau. Supposez une de ces personnes qui, comme les Athéniens³, n'ont rien autre à faire qu'à dire ou à apprendre quelque chose de nouveau, après une journée passée à s'enquérir et à jaser, — qui est venu ici et qui est allé là-bas, qu'a dit celui-ci et qu'à répondu celui-là, et ainsi de suite, — supposez qu'on dise à cette personne de s'asseoir et d'écrire tout

¹ II THESS. III. 11.

² I TIM. V. 13.

³ ACT. XVII. 21.

ce qu'elle a dit et entendu ; le côté ridicule de cet écrit, j'en suis sûr, serait curieusement opposé à ce que cette personne voudrait réellement avoir accompli, si elle pensait que son rapport devant contenir les mêmes paroles que celui fait aussi par l'Ange, dût être gardé jusqu'au jugement comme mémoire de sa journée. »

(2) « Mais il y a des affairés plus dangereux encore que ces bavards fainéants : ce sont ceux qui travaillent, il est vrai, mais qui travaillent de travers, qui se croient obligés de constamment s'immiscer dans les affaires des autres, et qui, par leur ingérence malfaisante, par des paroles qui sont d'un sans-gêne effrayant, font tout ce qu'ils peuvent pour détruire une œuvre qu'ils n'ont pas assez d'esprit pour comprendre, et pas assez de cœur pour encourager. Saint Paul leur donne cet avertissement : « Nous vous exhortons à vous étudier à vivre en repos ; à vous appliquer chacun à ce que vous avez à faire ; et à travailler de vos propres mains, ainsi que nous vous l'avons ordonné. »¹

(3) « Le *franc-parler* est une autre manière habituelle de violer ce commandement. Il n'est pas rare d'entendre des vantards dire : « Je suis absolument un franc-parleur ; je dis aux gens ce que je pense ; » et, forts de ce droit qu'ils s'arrogent et de leur prétendue vertu, ils se posent sans cesse en réformateurs et en censeurs autorisés de la morale, puis, drapés dans cette haute fonction dont ils se croient capables, ils disent en effet ce qu'ils pensent, quand le taire et savoir tenir leur langue vaudrait beaucoup mieux pour eux et pour la société. Etre franc-parleur n'est pas une preuve qu'on a la franchise ni les qualités nécessaires pour porter un jugement

¹ I THESS. IV. 11.

droit sur la conduite des autres, et, en serait-il ainsi, qui leur a donné autorité pour juger leur prochain? »¹

Il est une autre espèce de détraction sur laquelle je désire appeler l'attention d'une façon toute particulière, parce qu'elle est un mal fort répandu en Angleterre. J'en parlerai en employant les paroles d'un auteur auquel j'ai déjà emprunté les extraits précédents, M. R. Tudor, B. A. J'ajouterai quelques mots sur la conduite particulière de cet écrivain avant de le quitter.

(4) « De toutes les manières de mal parler, et *de montrer de faux airs envers le prochain*, aucune n'est plus atroce, et peut-être aussi, aucune n'est plus commune, que la déraction sectaire, que le mensonge religieux de parti pris.

« Il en est qui, pourvu qu'ils puissent assurer le triomphe d'un parti, triomphe, que plusieurs, sans aucun doute, à leur point de vue, croient de bonne foi être celui de la vérité, ne se font point scrupule de mal interpréter les actes de leurs concurrents et de leur en attribuer de mauvais. Ils ne craignent pas de noircir le caractère privé de leurs adversaires, — même à l'aide des plus odieuses calomnies et d'une persécution à mort, — et ceux-ci, cependant, bien que n'étant pas de leur opinion, sont les disciples du même Maître et Sauveur. De telles gens doivent croire, nous voulons l'admettre, qu'ils servent avantageusement la cause du Christ par une conduite pareille, où ils n'y persévéraient pas. Cependant, il est difficile de comprendre comment ils peuvent supposer qu'il est possible de servir *celui qui est amour*; par la haine et la méchanceté, par les rivalités et la guerre; comment ils peuvent s'imaginer qu'il est possible, en compagnie de diffamateurs, de suivre celui qui est la vérité; et

¹ LE DÉCALOGUE: *Loi du Chrétien.*

comment ils peuvent oublier que la colère de l'homme ruine la justice de Dieu. »

« Détracteur, au nom du Christ, contemple ton œuvre : le monde bouleversé, le troupeau du Christ dispersé, décimé et détruit ! »

Or, ce que j'ai maintenant à faire observer, c'est que le même auteur de ces paroles, exactement dans la même lecture, à quelques pages plus loin de son livre, falsifie et tronque l'enseignement moral de l'église de Rome. Pour servir ses desseins, il n'emprunte pas ses citations à des livres de théologie approuvés, ni à quelque autorité catholique, mais à un ouvrage réimprimé par un journal protestant de l'époque, reproduit par le *Mémorial Chrétien*. Toutes les citations qu'il donne sont de grossières falsifications de l'enseignement catholique. Elles sont tout autant de calomnies formelles, non pas seulement contre un homme, mais contre les saints, contre les docteurs, les théologiens et les prêtres de l'Eglise catholique. L'une de ces citations est l'attaque la plus fausse et la plus inqualifiable contre les cours de justice d'Espagne, de Rome et de Naples; et elle est fausse du commencement à la fin. Notre auteur ne se contente point de donner des citations et des extraits, il va jusqu'à les confirmer par l'expression de son propre jugement qu'il donne en ces termes : « Rome, pour justifier son système, a mis le sceau de la justification sur les mensonges de tout degré et de tout genre. Elle a commencé par confondre une politique humaine avec la cause de Dieu. Elle a fini par prononcer le divorce entre la morale et la religion. » Tel est l'homme qui a écrit d'ailleurs un volume si utile et si instructif sur le Décalogue, qui a condamné dans les termes les plus énergiques toute espèce de mensonges et de

détractions, et qui a écrit, dans le même chapitre, ces mots : « Détracteur, au nom du Christ, contemple donc ton œuvre : le monde bouleversé, le troupeau du Christ dispersé, etc. » Il est un argument contre lui-même, et il faut lui appliquer ses propres paroles. Les voici, entremêlées de citations de l'Ecriture : « On avait coutume de dire : « Voyez comme ces Chrétiens s'aiment entre eux ! » Aujourd'hui, il serait plus vrai de dire : « Voyez comme ces Chrétiens se détestent ! Qui croyez-vous responsable de cette insulte ? Quoi donc ! Voudriez-vous que nous abandonnions nos principes ? demanderez-vous, (Oui, s'ils sont faux et mauvais.) Jamais ! Mais vous ne devez pas tourner la vérité en mensonge ; vous ne devez pas vous servir de votre liberté pour créer un abîme de méchanceté. Le monde que nous avons à conquérir, croyez-moi, est un juge fort habile des motifs ; il peut tout au moins découvrir la différence qu'il y a entre l'esprit égoïste de parti, et l'esprit de Jésus-Christ, car il y a entre l'un et l'autre aussi loin que de l'orient à l'occident. Le monde sera conquis par l'amour des frères entre eux, il ne le sera point par les emportements des fanatiques. « C'est en cela que tous connaîtront que vous êtes mes disciples, si vous avez de l'amour les uns pour les autres. »¹ L'amour a conquis le monde à la première prédication de l'évangile ; les rivalités, la lutte et la colère règnent aujourd'hui parmi les Chrétiens au point d'étouffer le monde : « Mais celui qui hait son frère est dans les ténèbres ; il marche dans les ténèbres, et il ne sait où il va, parce que les ténèbres l'ont aveuglé. »² Comment ceux qui marchent dans les ténèbres conduiront-ils les autres à la

¹ S. JEAN. XIII. 35.

² I S. JEAN. II. 11.

lumière ? Car, « si la lumière qui est en vous n'est que ténèbres, combien seront grandes les ténèbres mêmes ! »¹ Et encore : « Un aveugle peut-il conduire un aveugle ? Ne tomberont-ils pas tous deux dans la fosse ? »²

Il est nécessaire de dire un mot d'un autre écrivain bien connu pour prévenir les lecteurs Chrétiens. Je veux parler du Dr Littledale, qui, dans son ouvrage intitulé : « Raisons manifestes de ne pas s'affilier à l'Eglise de Rome, » a été convaincu de critique déloyale et d'erreurs volontaires relatives à l'enseignement de l'Eglise catholique. Le Père Ryder, dans son « Introduction à la Controverse catholique, » dit de cet auteur : « Tout ce que j'ai la prétention de prouver, c'est que le Dr Littledale a affirmé à maintes reprises la chose qui n'est pas, et qui est d'une évidence à lui crever les yeux ; c'est encore que, dans nombre de cas, il a osé porter les imputations les plus graves contre l'honneur d'un adversaire. » Cette accusation, le Père Ryder la prouve au-delà de toute ombre de doute. C'est pourquoi j'ajoute avec lui « qu'une société chrétienne, qu'un individu honnête, n'a pas plus de droits à défendre les élucubrations de controverse d'un pareil auteur, qu'une maison de commerce n'en aurait à recommander comme caissier quelqu'un qu'elle voudrait croire agir honnêtement, mais qu'elle sait pertinemment n'être qu'un voleur. »

Un autre genre de ce système de détraction et de calomnie rencontre tolérance et encouragement chez un trop grand nombre de personnes en Angleterre. C'est celui qui consiste à calomnier les Sœurs, les couvents et les maisons religieuses

¹ S. MAT. VI. 23.

² S. LUC. VI. 39.

en général, — et cela par des gens que des preuves incontestables ont nombre de fois montrés absolument indignes de tout crédit. Ce genre de mensonges devient plus ardent quand une Ligue Protestante peut s'adjointre quelques moines ou quelques religieuses qui ont perdu leur vocation, et qui, parfois aussi, ayant abandonné tout respect d'eux-mêmes, ne veulent pas attendre ou prendre la peine d'obtenir une dispense légitime de leurs vœux, mais préfèrent se poser aux yeux du monde, *en nonnes échappées ou en moines ayant jeté le froc aux orties.* Ils prennent la peine de se sauver quand personne ne songe à leur fermer la porte ordinaire, dès qu'ils manifestent l'intention de s'en aller, et alors, ils se mettent à publier devant le monde les prétendus crimes des religieux. On peut leur appliquer les paroles du D^r Newman contre Achilli : Ils sont un argument contre eux-mêmes, et cet argument ne va pas plus loin qu'eux. Ils sont un argument, et un argument très fort qui prouve que des moines peuvent tomber, et que des religieuses peuvent rompre leurs vœux, mais l'argument se borne à eux seuls, et la logique ne permet point qu'on l'étende à d'autres.

8. LA DISPOSITION EN ANGLETERRE A ÉCOUTER ET A ENCOURAGER LES MENSONGES CONTRE L'ÉGLISE CATHOLIQUE

On a dit que l'Angleterre, avec tous ses défauts, est parmi les nations du monde un modèle de loyauté. Il ne m'appartient pas de dire à quel point c'est vrai, ni de donner une réponse aux diverses questions qu'on pourrait faire à ce sujet, par exemple : De quelle loyauté est-elle en fait de

religion ? de politique ? de diplomatie ? Quelle est sa loyauté dans l'industrie et dans le commerce ? Est-elle loyale en littérature et dans ses relations internationales ? Une chose que je puis affirmer : l'Angleterre est la nation du monde qui prête le plus volontiers l'oreille aux mensonges qu'on répand contre l'Eglise catholique, la plus disposée à jeter la calomnie sur son enseignement ; et, sans souci de la vérité et des convenances, à vilipender les couvents et les religieuses. Qui donc, avec un grain de bon sens et d'honnêteté, aurait pensé un instant qu'il y aurait lieu de déclamer, en ce pays-ci, contre les prétdendus abus du système monastique, parce que, il y a quelques années, là-bas, bien loin, en Amérique, en Espagne ou dans une autre lointaine région du monde, quelque malheureuse religieuse s'est échappée et a proclamé que toutes les autres étaient des malheureuses et des persécutées ? Imputer les fautes de quelques particuliers à d'autres qu'à eux-mêmes ; blamer toutes les personnes mariées, par exemple, à cause des fautes de quelques couples ; critiquer toutes les sociétés constituées, toutes les compagnies existantes, à cause des fautes d'une compagnie ; supprimer toutes les associations financières, parce qu'une banque ou une société de ce genre n'est pas honnête, c'est une sorte de raisonnement aussi manifestement injuste qu'absurde. Il est aussi injuste, aussi absurde et aussi pervers de prêter l'oreille aux calomniateurs des couvents et du système religieux de l'Eglise. Tout prêtre et tout laïque honnête qui connaissent les couvents, les religieuses et leur œuvre parmi le peuple, ne peuvent moins faire que de reconnaître que la sainteté, la charité et la piété des religieuses dans ce pays, au sein d'une atmosphère protestante, sont en harmonie avec l'esprit des premiers Chrétiens dans toute

la perfection évangélique. Quand il s'agit d'attaques et de calomnies à l'égard des personnes qui ont fait profession de religion, nos adversaires ont-ils entièrement oublié les obligations de la charité chrétienne ? La charité la plus élémentaire ne nous permet point d'imputer une faute à un particulier, si nous ne sommes pas absolument certains de la vérité de l'accusation. Ce serait un crime contre la loi de la charité, contre le grand commandement de Dieu, de dire, par exemple, sans être bien convaincu de la vérité d'une telle affirmation, qu'un tel est un voleur, qu'il nous a fait tort ; que celui-ci est un hypocrite, que sa piété n'est qu'hypocrisie. Et cependant, nous entendons des accusations semblables étourdiment proférées, non seulement contre de simples particuliers, mais contre des corps entiers d'hommes et de femmes : accusations qui sont fondées sur de simples ouï-dire, sur des bases fausses, sur de fausses données, sur de faux préjugés, sans qu'on prenne jamais la peine de rechercher la vérité ou de découvrir le mensonge. La plus simple observation du huitième précepte donnerait à un grand nombre le moyen de rendre justice aux personnes qui se sont sacrifiées, et qui ont renoncé au monde pour se dévouer entièrement au service de Dieu et de leurs semblables.

9. L'OBLIGATION DE RÉPARER PROVENANT DE LA DÉTRACTION

La détraction crée l'obligation de restituer; et ceux qui ont fait tort au prochain dans son honneur, sont tenus à une réparation aussi prompte que possible.

Quiconque a porté atteinte à la réputation de son prochain par l'une des fautes dont nous venons de parler, est obligé de lui rendre son honneur ; car, si celui qui fait tort au prochain

dans ses biens est tenu à restitution, à combien plus forte raison celui qui enlève à son semblable son bon renom ! — *un bon renom*, en effet, *vaut mieux que toutes les richesses*. Or, c'est là une chose très difficile pour plusieurs raisons : il faut vraiment une grande humilité pour rétracter ce qu'on a dit, et même ce qu'on a fait ; rares seront ceux qui croiront la rétraction. Le mal se répand vite ; la rétraction ne va que très lentement ; et cette considération montre combien funeste est la détraction.

Sont tenus à réparation, sous peine de péché mortel, ceux qui, en matière grave et par une faute grave, ont blessé la réputation de leur prochain, mais seulement sous peine de péché vénial, quand l'injure est en matière légère et la suite d'une faute que rendent légère le manque de réflexion ou la précipitation. Mais celui qui aurait porté une grave atteinte à la réputation de son semblable, par manque d'attention, par précipitation ou par légèreté, dont il se rend compte, devrait faire tout son possible pour réparer le tort causé ; autrement, son acte devient volontaire, et lui est imputable dans toute sa gravité. Si la détraction est réelle ; — c'est-à-dire, si l'autre personne a été diffamée ou a subi un tort dans son honneur, — la réparation doit se faire en corrigeant le mauvais rapport de la meilleure manière possible ; et on doit parler de la personne diffamée de telle façon qu'elle puisse recouvrer son bon renom et son honneur dans l'estime des personnes devant lesquelles elle a été diffamée. Cependant, si un homme s'est rendu coupable d'une détraction, même avec l'intention de faire tort au prochain dans son honneur, et qu'on ne l'ait pas cru, qu'aucun préjudice n'en soit résulté, ou qu'il soit douteux que ces paroles aient causé quelque tort, tant que ce doute subsiste, cet homme n'est tenu à

aucune compensation ou restitution. On doit rétracter ouvertement ce qu'on a dit dans un cas de calomnie ; si un crime a été faussement imputé à une personne, on doit dire qu'on a été induit en erreur, et, si c'est nécessaire, la rétractation doit être appuyée du serment ; on le doit, lors même qu'il en coûterait dans ses biens ou dans son honneur un préjudice égal à celui causé au prochain. Mais on n'est pas tenu de le faire au prix d'un tort plus grand que celui causé à autrui par la calomnie. Quiconque aurait porté une personne à rendre un faux témoignage en justice, est tenu de lui demander de se rétracter ; et si elle refuse de le faire, il est tenu à ses risques et périls de faire connaître la chose au juge, autant qu'il croit que sa révélation sera utile et avantageuse. Dans le cas d'une injure faite au prochain par la révélation d'un crime vrai mais secret, on doit user de tous les moyens nécessaires pour effacer la mauvaise impression qu'ont subie les auditeurs ; — c'est-à-dire, les auditeurs immédiats (et les auditeurs médiatis, ceux qui l'ont appris par d'autres, et ainsi de suite, lorsqu'on a eu l'intention que la connaissance de ce crime se répande au loin, autrement, non). — Il faut dire qu'on a parlé méchamment et injustement. Mais on ne peut pas avoir recours à un mensonge pour se rétracter, dire qu'on a parlé contrairement à la vérité, supposé que ce que l'on a dit était vrai. On pourrait aussi, — ce serait un moyen de réparation, — dire tout le bien qu'on sait de la personne offensée, et essayer par tous les moyens possibles de réparer le mal causé, même au prix d'un tort égal pour soi, mais non plus grand que celui causé au prochain par la diffamation.

Ce sont là quelques règles générales qui peuvent diriger dans la réparation due au prochain diffamé. L'obligation de

la réparation est rigoureuse, et la personne qui s'y refuserait ne pourrait obtenir le pardon de ses péchés. Dans le cas d'une obligation grave de ce genre, l'absolution serait invalide, si le pénitent n'avait pas l'intention de réparer ; absolument comme ne pourrait pas être absous celui qui refuserait de restituer des biens mal acquis, quand il lui est possible de le faire.

10. CAUSES QUI EXEMPTENT DE CETTE OBLIGATION EN CETTE MATIÈRE

Certaines causes exemptent de cette obligation ; par exemple, l'impossibilité morale et physique, son inutilité, la remise légitime et libre de la personne injuriée. Quand il y a eu diffamation réciproque, dans ce sens que deux personnes ont également mal parlé l'une de l'autre, et que l'une des deux refuse de se rétracter et de faire réparation, l'autre peut suspendre sa compensation jusqu'à ce que son adversaire manifeste la volonté de faire amende honorable. On ne peut jamais entendre ce principe en ce sens que, si un homme m'a calomnié, je puis le calomnier à mon tour : ce serait se rendre coupable par cette sorte de représailles et de vengeance.

L'obligation de la réparation cesse : (1) Quand il n'y a eu en réalité aucune diffamation par suite de la détraction, de la calomnie, du tort ou de l'injure qui auraient pu être causés au nom, à l'honneur ou à la réputation du prochain, soit parce que les auditeurs n'ont pas cru le détracteur, soit parce qu'ils ne connaissaient pas la personne diffamée, soit parce que la diffamation a été immédiatement contredite par une autre personne. (2) Lorsque la personne diffamée a

recouvré sa bonne réputation ou son honneur de quelqu'autre façon, par sa propre justification, par le témoignage d'hommes de bien, par la sentence d'un juge rendue en sa faveur, par la probité de sa vie, pourvu, toutefois, qu'elle n'ait pas eu à souffrir des dommages dans ses biens temporels, parce que, alors, subsisterait l'obligation de restituer. (3) Lorsque la diffamation a eu lieu dans des temps lointains et ensevelis dans l'oubli. La réparation, dans ce cas, ne serait point nécessaire ; les rapports nouveaux ne serviraient qu'à faire revivre les anciens, et feraient plus de mal que de bien. Cependant, une certaine réparation resterait due à la personne que nous aurions autrefois blessée par nos paroles, et nous devrions nous en acquitter en parlant d'elle avantageusement devant les autres, et en lui donnant des marques particulières d'estime et de respect.





Le Huitième Commandement (suite)

CHAPITRE IV

JUGEMENTS TÉMÉRAIRES, SOUPÇONS ET VIOLATION D'UN SECRET

1. Jugement téméraire : définition et explication.
2. Différentes manières de commettre ce péché.
3. Nature de ce péché ; — quand il est mortel.
4. Soupçons téméraires et doutes.
5. Opinion de Mgr Hay sur cette question : — quand il est permis de juger son prochain.
6. Un secret: nature et division. (1) Naturels. (2) Confisés. (3) Promis.
7. Obligation d'un secret.
8. Justes motifs de révéler un secret.
9. Chercher à connaître et à découvrir les secrets ; ouvrir et lire des lettres privées.
10. Conclusions et remarques sur ce commandement.

On peut diffamer le prochain de deux manières: dans l'esprit des autres par la calomnie et la médisance; dans notre esprit par des soupçons et des jugements téméraires.

I. JUGEMENT TÉMÉRAIRE: DÉFINITION ET EXPLICATION

Un jugement téméraire est le ferme consentement de l'esprit à croire un mal du prochain sans un motif raisonnable.

(1) C'est un consentement de l'esprit; ce qui le distingue du *soupçon téméraire*, qui est une inclination à penser mal du prochain sans raisons suffisantes; et du *doute téméraire* par lequel, sur des motifs insuffisants, et sans y donner un plein consentement, nous doutons de l'honnêteté ou de l'intégrité du prochain, soit positivement, soit en suspendant notre jugement d'une façon négative et pourtant douteuse.

(2) C'est un *ferme assentiment*, — c'est-à-dire un jugement formé de telle façon, que si l'on nous questionnait sur ce point, nous répondrions sans hésiter; et par-là, il diffère de l'opinion, qui consiste à donner son assentiment à une chose, mais non sans une certaine crainte que la chose opposée ne soit vraie.

(3) *Un mal*, — naturel ou moral, qui, dans notre esprit, ferait tort à la bonne réputation de notre prochain.

(4) Sans *un motif raisonnable*, (parce que, s'il y a une raison suffisante de porter un jugement, il ne mérite plus l'épithète de téméraire), il n'est pas coupable. Saint Thomas enseigne que la témérité dans les jugements, les soupçons et les doutes tient principalement à trois causes: (1) La personne qui juge témérairement a mauvais esprit et mauvais cœur; (2) elle nourrit de mauvaises dispositions à l'égard de ses semblables; (3) elle a une longue pratique de ce mal.

C'est pour cela que les personnes âgées sont plus soupçonneuses que les jeunes. Elles ont l'expérience des fautes et des défauts des autres, et ont eu probablement à souffrir plus de tromperies et de déceptions.

« La conduite du Pharisiens dans l'Evangile est un exemple de ce vice: plein, en effet, de la vaine idée qu'il se faisait de sa propre excellence, il méprisait le pauvre publicain, et le condamnait sans autres motifs: il était publicain, disait-il, et c'était assez, malgré tous les signes de repentir qu'il montrait; sans aucune condescendance pour la fragilité de la nature humaine, pour la violence des passions et des tentations, et emporté qu'il était par l'aveuglement de son orgueil et de sa fatuité. »

2. DIFFÉRENTES MANIÈRES DE COMMETTRE CE PÉCHÉ

On peut commettre ce péché de diverses manières:

(1) Quand nous nous formons une mauvaise opinion, ou concevons de l'aversion à l'égard d'une personne, à première vue, et que, sans raisons suffisantes, nous la jugeons mal.

(2) Quand nous attribuons un mauvais motif à l'action bonne ou indifférente d'une personne, action qui peut être motivée par une bonne intention.

(3) Lorsque, en voyant une personne faire quelque chose de mal, nous la jugeons immédiatement et sans autre motif, comme adonnée à tel ou tel péché.

(4) Lorsque nous jugeons ses vertus ou ses bonnes qualités comme des vices, qualifiant son humilité de petitesse d'esprit, sa douceur et sa patience de faiblesse, sa longanimité à supporter les épreuves d'apathie naturelle. C'est ainsi que notre Sauveur dit des Pharisiens: « Jean est venu ne mangeant point, et ne buvant point, et ils disent: Il est possédé

du démon. Le Fils de l'homme est venu mangeant et buvant; et ils disent: C'est un homme de bonne chère, et qui aime à boire; il est ami des publicains et des gens de mauvaise vie. »¹

(5) Quand nous osons juger témérairement quelqu'un relativement à son avenir, comme si nous jugeons qu'un pécheur habituel sera un réprouvé abandonné de Dieu, et qu'il ne se convertira jamais.

(6) Quand nous sommes assez téméraires pour déclarer notre prochain coupable d'une chose dont il est accusé, sans entendre sa défense.²

3. NATURE DE CE PÉCHÉ; — QUAND IL EST MORTEL

Le jugement téméraire est un péché mortel de sa nature, contraire à la charité et à la justice, parce que toute personne a droit à l'estime de ses semblables, et nul ne doit en être privé sans une raison suffisante. Aussi, lisons-nous dans l'Ecriture: « Ne jugez point, afin que vous ne soyez point jugés. Car vous serez jugés selon que vous aurez jugé les autres. »³ Saint Paul réitère la même défense: « Ne jugez point avant le temps; jusqu'à ce que le Seigneur vienne, qui exposera à la lumière ce qui est caché dans les ténèbres. »⁴ « Hypocrite, dit notre Sauveur, ôtez premièrement la poutre de votre œil, et alors vous verrez comment vous pourrez tirer la paille de l'œil de votre frère. »⁵ Saint Paul dit encore: « Pourquoi donc, vous, condamnez-vous votre frère? Ou

¹ S. MAT. XI. 18, 19.

² Voy. M^{sr} Hay: *Le Chrétien Pieux*, ch. XVIII.

³ S. MAT. VII. 1, 2.

⁴ I COR. IV. 5.

⁵ S. MAT. VII. 5.

pourquoi, vous, méprisez-vous votre frère? Car nous comparaîtrons tous devant le tribunal du Christ... Ainsi chacun de nous rendra compte à Dieu de soi-même. Ne nous jugeons donc plus les uns les autres. »¹

Pour que le jugement téméraire soit un péché mortel, quatre conditions sont requises :

- (1) Qu'il y ait jugement réel, et non simple imagination.
- (2) Qu'il y ait pleine délibération ; — c'est-à-dire, que la volonté donne un assentiment complet, après que l'intelligence a compris la malice et la témérité du jugement.
- (3) Que celui-ci porte sur une matière grave, sur une personne déterminée et connue, et non pas simplement sur tel individu qui pourrait se trouver dans telle foule ou dans telle communauté.
- (4) Que le jugement n'ait pour fondement que de légères conjectures réunissant ensemble trois ou quatre circonstances qui n'ont aucun rapport les unes avec les autres.

4. SOUPÇONS TÉMÉRAIRES ET DOUTES

Les soupçons et les doutes téméraires ne sont pas par eux-mêmes mortellement coupables, parce qu'ils ne ravissent pas l'honneur du prochain : ils peuvent subsister en même temps que l'estime et la bonne opinion qui sont pourtant amoindries. Toutefois, ils peuvent être graves dans certains cas; par exemple : (1) S'ils proviennent de la haine et de l'envie, qui nous font toujours voir d'un mauvais œil ce que nous remarquons chez autrui. (2) S'ils ont extérieurement un effet nuisible ; comme si un supérieur, sur un soupçon téméraire,

¹ ROM. XIV. 10 et seq.

punissait un sujet en le privant de sa charge, en lui refusant un vote, etc. (3) Si on les manifeste à d'autres avec préjudice grave pour le prochain. (4) Si le crime est tellement énorme, et les raisons de soupçonner la personne si légères, que la partie soupçonnée éprouve une peine sérieuse, un profond chagrin, à la seule pensée de se sentir l'objet d'un tel soupçon.

Un *doute négatif* sur la méchanceté d'une personne, n'est pas un péché, parce qu'il ne fait aucun tort au prochain. La maxime que les doutes doivent s'interpréter dans leur meilleur sens, ou par leur côté le plus favorable, s'entend négativement; — c'est-à-dire, nous n'avons pas lieu de les interpréter défavorablement ou dans un mauvais sens.

Nous n'avons besoin de juger personne, et nous pouvons nous abstenir de juger qui que ce soit, ce qui est compatible avec le doute négatif.

Prendre des précautions et se tenir en garde dans son intérêt ou dans celui des autres, de crainte que notre voisin ne soit mauvais, n'est pas un péché. Ce n'est là ni le juger, ni douter positivement de lui, mais simplement supposer qu'il pourrait être mauvais, ce qui est absolument vrai, et ne lui est nuisible en aucune façon. D'où il suit qu'on peut fermer sa bourse ou cacher des objets de valeur, parce qu'il pourrait se faire qu'un compagnon, un serviteur ou un voisin soit voleur, lors même que nous ne supposons pas qu'il le soit.

5. OPINION DE M^{gr} HAY SUR CETTE QUESTION

Monseigneur Hay, répondant à la question : Quand on a de fortes preuves, est-il permis de juger une personne comme coupable? s'exprime ainsi : « Il est permis de juger sur des preuves quand elles sont fondées, et quand on a entendu la

personne accusée présenter sa défense. Mais ce qui paraît de fortes preuves, n'est bien souvent, après sérieux examen, que mensonges, surtout quand on a entendu la défense. L'orgueilleux Pharisen croyait avoir des preuves pour condamner le publicain comme pécheur, et cependant c'était un Saint. L'autre Pharisen croyait Marie-Madeleine une grande pécheresse ; et cependant, elle aussi, à ce moment, était une Sainte. Il jugeait aussi que notre Sauveur pourrait bien n'être pas un prophète, parce qu'il permettait à cette femme prétendue pécheresse de le toucher ; et, cependant, comme il se trompait grossièrement ! Le maître de Joseph accepta l'accusation de sa femme comme une preuve de culpabilité, surtout quand elle lui montra le manteau de Joseph, et pourtant Joseph était innocent. L'accusation et le témoignage de deux vieillards furent jugés des preuves suffisantes de la culpabilité de Suzanne ; et pourtant rien n'était plus faux... Ces exemples et d'autres semblables montrent quel peu de confiance on doit ajouter aux apparences, quelque convaincantes qu'elles puissent paraître ; et, conséquemment, combien nous devons être prudents pour ne jamais croire notre prochain coupable, sans un examen approfondi, et sans avoir entendu ce qu'il a à dire pour sa propre défense. La perversité du monde est si grande, il est vrai, que les jugemens qui reposent sur les preuves même les plus légères, et qui sont au préjudice du prochain, ne sont que trop souvent exacts ; mais il vaut infiniment mieux juger favorablement un millier de personnes qui en sont indignes, que de mal juger une seule qui ne le mérite pas. Dans le premier cas, nous n'exposons le salut de notre âme à aucun risque ; — bien plus, nous faisons un acte de cette charité *qui ne pense pas le mal*. Tandis que dans le cas contraire, nous chargeons notre âme

d'un péché grave ; et, dans tous les cas où nous nous laissons aller à des jugements téméraires, nous nous exposons, en outre de la faute commise, à nous tromper.

6. UN SECRET: NATURE ET DIVISION

Avant de clore les instructions sur ce commandement, nous avons quelques explications à donner sur l'obligation de garder un secret, et sur sa violation, puisque c'est là un point qui, très souvent, touche à la réputation du prochain.

Un secret, en général, signifie quelque chose de caché, ou une chose non divulguée, et dès lors qui n'est pas connue. Fréquemment la connaissance elle-même d'une chose secrète s'appelle un *secret*. Sans parler du sceau ou du secret de la confession, il y a trois sortes de secrets : (1) *Le secret naturel* ; — c'est-à-dire, quand la chose est d'une nature telle qu'elle doit être tenue cachée, par exemple, si un homme voit ou apprend une chose qu'il ne peut pas révéler sans faire tort à son prochain. (2) *Le secret confié* ou donné à une personne ; — il a lieu quand une personne est obligée de ne point révéler ce qu'elle connaît en vertu de ses fonctions, ni expressément ni tacitement : telle est l'obligation des médecins, des avocats, des théologiens consultés sur des cas de conscience. (3) *Le secret promis* ; — si un homme promet de ne point révéler ce qu'il sait déjà.

7. OBLIGATION D'UN SECRET

Un secret *naturel* en matière grave oblige sous peine de péché grave, et en raison de la vertu de justice, à moins que des motifs justes n'en excusent la révélation. Par exemple,

si vous connaissez l'endroit où un homme cache son argent, et, si vous le dites, prévoyant qu'il sera volé, votre révélation serait un péché grave contre la justice, et vous seriez tenu de restituer l'argent ou les biens volés dans ce cas.

Un secret *promis* oblige selon la manière dont la personne qui fait la promesse désire se lier, par justice ou par la fidélité ; et la révélation d'un secret de ce genre n'irait pas au-delà du péché vénial.

Un secret *confié*, en matière grave, oblige de lui-même sous peine de péché mortel, et par justice, en raison du contrat onéreux qui existe en pareil cas. Je suppose que la révélation serait faite sans un motif juste. Ainsi, des supérieurs, faisant la visite des maisons religieuses, pécheraient gravement en révélant directement ou indirectement les personnes qui leur indiquent les défauts et les abus à corriger. Les conséquences d'une pareille révélation seraient funestes ; elles couperaient court à la manifestation des défauts et à la correction des abus. De même, les électeurs dans un chapitre ne peuvent ni directement, ni indirectement, révéler les secrets de ce chapitre, ni dire à un candidat déçu : « Tels et tels n'étaient pas contre vous. » Ce serait donner le moyen de deviner ceux qui lui étaient opposés. De là des discordes et des animosités. Le péché serait donc encore plus grave si on en faisait une telle révélation à des amis du monde.

S. JUSTES MOTIFS DE RÉVÉLER UN SECRET

Les motifs qui excusent la révélation d'un secret sont :

(1) Le consentement légitimement présumé de la personne qu'intéresse le secret ou sa divulgation.

(2) Sa manifestation venue par une autre voie.

(3) Un danger commun qui pourrait faire disparaître la révélation du secret. En toute charité, dans ce cas, on peut et on doit révéler le secret, lors même qu'on aurait promis avec serment de le garder. Ainsi, vous connaissez, sous le sceau du secret, un empêchement de mariage, vous ne pouvez pas amener la partie intéressée à le dévoiler ou à renoncer à ce mariage, vous êtes tenu de faire connaître cet empêchement, afin que le péché soit évité et pour que le sacrement ne soit pas profané, et aussi pour épargner un tort à une personne innocente, dans le cas où l'une des parties ignorerait cet empêchement.

(4) Le tort ou le danger qui en résulterait pour soi-même. Ainsi, je ne suis pas tenu de garder un secret au péril de ma vie ou de mon avenir, ou au risque de quelque grand tort que je pourrais en subir ; à moins que sa manifestation n'expose la communauté à un grave préjudice. Ainsi, un soldat ne pourrait pas, même pour éviter de grandes tortures ou pour échapper à la mort, révéler à l'ennemi les secrets de l'Etat ou de l'armée : le bien public doit l'emporter sur les avantages privés.

Cependant, si vous promettez de garder un secret même au péril de votre vie, vous êtes tenu de le garder même au prix de graves préjudices, quelques-uns disent même au prix de la vie, s'il s'agit d'une affaire de grande importance ; autrement ce serait une promesse dérisoire, et, par conséquent qui n'obligerait pas. Il me semble que ce serait là plutôt une promesse futile, si quelqu'un la faisait sérieusement.

Est-on tenu de dévoiler un secret, si un juge ou un supérieur le demande officiellement ? A cette question, il faut répondre affirmativement, s'il s'agit d'un secret promis ; mais

négativement, s'il s'agit d'un secret confié. Dans ce dernier cas, celui auquel un secret a été confié, ne pourrait pas le révéler. Il peut donner une réponse évasive, et recourir à la restriction mentale dans le sens expliqué au chapitre II, en disant *qu'il ne sait pas* : — c'est-à-dire, qu'il ne connaît pas la chose pour la révéler, — autrement, on ne serait pas en sûreté suffisante pour obtenir les avis ou des secours nécessaires, et les gens, par crainte de la révélation, ne se confieraient pas même aux hommes de profession dans l'accomplissement de leurs devoirs.

9. CHERCHER A CONNAITRE ET A DÉCOUVRIR LES SECRETS OUVRIR ET LIRE DES LETTRES PRIVÉES

Chercher à connaître ou à découvrir un secret, si on le fait sans malice, sans fraude et avec simplicité, ne serait pas un péché contre la justice ; mais le faire avec malice et sans un juste motif, ou chercher à l'arracher, serait se rendre coupable, parce que chacun a droit à ses secrets.

D'où il suit que celui-là pèche contre la justice, qui ouvre et lit les lettres d'une autre personne : (1) Lorsqu'on a le consentement tacite ou présumé de la personne qui écrit la lettre, ou de la personne à laquelle elle est adressé. (2) Quand on sait et qu'on présume que la lettre ne contient rien d'important. (3) Lorsqu'on a une cause juste, par exemple, pour se garantir contre une calomnie publique ou privée. Ainsi, en temps de guerre, un roi ou un gouverneur peut ouvrir les lettres de l'ennemi, et toutes les lettres qui viennent de son territoire. Les supérieurs des maisons religieuses ont le pouvoir d'ouvrir les lettres de leurs subordonnés, à moins

qu'elles ne soient écrites par des supérieurs plus élevés ou ne leur soient destinées. (4) Quand les lettres sont lues par étourderie, par manque d'attention : là, il peut se faire qu'il n'y ait même aucune faute.

10. CONCLUSIONS ET REMARQUES SUR CE COMMANDEMENT

Afin de fixer davantage l'attention sur cette question si importante du secret, je citerai un passage des écrits du Dr Newman, par lequel nous terminerons nos instructions sur ce commandement.

« Un point plus difficile est de savoir quand il faut accepter une confidence, si le devoir n'y oblige pas. Supposons qu'un homme veut garder l'anonyme à propos d'un livre dont il est l'auteur, et qu'on lui pose franchement une question à ce sujet. Ici, je ferai une question préalable : A-t-on le droit de publier ce qu'on n'ose pas avouer ? Il est nécessaire d'avoir étudié la portée et les conséquences d'un tel principe avant de l'affirmer. Bien sûrement, pour ma part, je ne suis point partisan d'un écrit rigoureusement anonyme. Ensuite, supposé qu'un auteur vous ait confié le secret à propos d'un ouvrage, — nombre de personnes ne se feraient aucun scrupule de répondre par une négation formelle aux questions impertinentes qu'on leur ferait à ce sujet. J'ai entendu un homme, fort en vue en ce temps à Oxford, soutenir énergiquement, comme s'il ne pouvait envisager la chose autrement que si un ami lui avait confié sous le sceau du secret, qu'il était l'auteur d'un livre, et qu'une tierce personne lui demandât si son ami n'était pas (comme il le serait en réalité) l'auteur de ce livre, il devrait, sans aucun scrupule, répondre qu'il ne le savait pas. Il avait une sorte de devoir à remplir

à l'égard de l'auteur ; il n'en avait aucun envers le quémandeur. L'auteur avait sur lui un droit. Mais ici encore, je désire qu'une certaine latitude soit laissée par la société, comme dans les cas où elle autorise les expressions : « Monsieur n'y est pas », et « Pas coupable » pour me permettre de dire ce qui n'est évidemment pas vrai. Enfin, ici, je poserai encore la question préalable : Ai-je quelque droit d'accepter une telle confidence ? — (Pourquoi pas ?) Ai-je droit de faire une telle promesse, (naturellement) ; et, si c'est une promesse illicite, m'oblige-t-elle dès l'instant que je ne peux la garder qu'en disant un mensonge ? Je n'essaie pas de donner une solution à ces questions difficiles ; mais elles demandent à être examinées soigneusement. »¹

L'auteur de l'ouvrage *Le Décalogue, loi du chrétien*, parlant du côté positif de ce commandement : *la sincérité*, s'exprime ainsi :

« L'Apôtre nous donne ce précepte : « En vous éloignant de tout mensonge, que chacun parle à son prochain dans la vérité. »² Certaines difficultés, il faut l'admettre, entourent la question : Qu'est-ce que la vérité ? Cependant, malgré tout ce que les sophistes peuvent dire de contraire, la réponse à une autre question est assez simple : Qu'est-ce que la sincérité ? ou en d'autres termes plus clairs. Qui est sincère ? Voici la réponse directe : « Celui qui vit sans tache, et qui pratique la justice ; qui parle la vérité dans son cœur ; qui n'a point usé de tromperie dans ses paroles. »³ Celui qui laisse toujours parler ses lèvres comme pense son cœur ; celui qui, en

¹ *Apologie*, note 9.

² EPH. IV. 25.

³ Ps. XIV. 2, 3.

théologie, en science, en littérature, dans les arts, en affaires, dans la société, dans sa famille, dans toutes ses facultés, en tout dans sa vie, aime la vérité, cherche la vérité, et a confiance dans la vérité.

« Il y a plus de dix-huit siècles que Pilate posait cette question à notre Sauveur: *Qu'est-ce que la vérité?*¹ Pendant le long cours de ces siècles, le monde répète toujours la question; et aujourd'hui, des questions de ce genre se font avec plus d'orgueil et d'arrogance que jamais. Cependant, au-dessus de toutes les clamours discordantes des amis, des prétendus amis, dominant les cris bruyants de défiance des ennemis à visage découvert, une voix retentit toujours, pure, calme et nette: « Je suis la Voie, la Vérité et la Vie. »²

¹ S. J. xviii. 38.

² IBID. XIV. 6.





LE NEUVIÈME

ET

Le Dixième Commandement

1. Fin et but de ces commandements, pourquoi nous les traitons simultanément.
2. Ils ne sont pas absolument identiques.
3. Ils sont comme le sceau qui atteste l'origine divine du Décalogue.
4. Nécessité de la promulgation de ces deux commandements.
5. L'acte extérieur, le même acte moral que l'acte intérieur de l'âme. Il peut augmenter sa malice de trois manières.
6. Malice et culpabilité des actes intérieurs.
7. Péchés de pensée et de désir, plus dangereux pour l'âme que les péchés extérieurs, à cause: — (1) De la facilité de les commettre. (2) De la facilité avec laquelle ils se multiplient. (3) De la difficulté de les connaître et de les discerner.
8. Tout péché doit venir de la volonté comme de sa cause. Cette volonté peut: — (1) Consentir à son objet; (2) lui résister; ou (3) rester passive.
9. Différentes espèces de péchés intérieurs: (1) Délectation morose (2) Plaisir et jouissance. (3) Désir.
10. La délectation dans le péché plus amplement expliquée, et réponses à quelques questions sur ce sujet.
11. Concupiscence: telle que l'explique le Catéchisme du Concile de Trente elle n'est pas toujours coupable.

12. Quand on doit résister à ses mouvements ; quand ils sont coupables, et jusqu'à quel point.
13. Les affections humaines ne sont point mauvaises en soi, mais saintes et sacrées, si elles sont bien ordonnées: la description de l'amour humain le montre, et le Catéchisme du Concile de Trente le prouve.
14. Moyens de se préserver contre les péchés de pensée, et remèdes contre la concupiscence.
15. L'enseignement sur la moralité de nos pensées et de nos affections, démontré et prouvé par des extraits des lettres du pieux et savant Balmez.

Le neuvième commandement est ainsi énoncé: « *Vous ne désirerez point la femme de votre prochain.* »

Le dixième: « *Vous ne désirerez point les biens de votre prochain.* »

I. FIN ET BUT DE CES COMMANDEMENTS POURQUOI NOUS LES TRAITONS SIMULTANÉMENT

Pour ce qui regarde l'objet et la fin de ces préceptes, nous avons déjà vu qu'ils visent principalement les péchés de luxure et d'injustice; nous les avons considérés à ce point de vue conjointement avec le sixième et le septième commandement. Ils ont aussi pour but, en outre, de nous diriger dans la vigilance dont nous devons entourer notre cœur, dans le soin que nous devons mettre à éviter les mauvaises pensées, et à occuper notre esprit de bonnes choses.

Nous traitons ces deux commandements en même temps, parce que Dieu les a donnés réunis ensemble, lors même

qu'ils sont deux préceptes distincts. « Vous ne désirerez point la maison de votre prochain; vous ne désirerez point sa femme, ni son serviteur, ni sa servante, ni son bœuf, ni son âne, ni aucune de toutes les choses qui lui appartiennent. »¹ La raison pour laquelle ils sont ainsi réunis, c'est la grande analogie et la ressemblance réelle qui existe entre eux et dont voici le motif? Tous les deux défendent les péchés intérieurs de pensée, de désir, et d'affection, — en un mot, la convoitise. *Vous ne désirerez point.*

2. ILS NE SONT PAS ABSOLUMENT IDENTIQUES

Bien qu'ils aient un point de ressemblance sous ce rapport, ils ne sont cependant pas identiques. Leur ressemblance consiste à défendre la convoitise, leur différence à défendre diverses espèces de convoitise. Le neuvième défend la convoitise de la chair; le dixième, la convoitise de l'avarice. Une personne qui pèche contre le neuvième, cherche à satisfaire un plaisir déshonnête et impur; celle qui pèche contre le dixième cherche des avantages temporels d'intérêt, de profit, ou de gain. Il y a donc lieu de conserver une distinction entre ces deux commandements, et de ne point les confondre en un seul, selon l'arrangement protestant du Décalogue. Leur objection qu'il y a bien d'autres concupiscences de défendues que celles qui consistent à convoiter *la femme et les biens du prochain*, montre simplement qu'ils ne considèrent pas l'objet formel de ces commandements. L'objet formel du neuvième comprend expressément tous les désirs contraires à la vertu de pureté: « Vous ne désirerez point la

¹ EXOD. xx. 17.

femme de votre prochain. » L'objet formel du dixième embrasse tous les désirs contraires à la justice en fait de propriété. Bien qu'il y soit fait mention expresse du serviteur et de la servante, il est évident qu'ils ne sont considérés ici que par rapport à la justice, parce qu'ils sont loués, et que leur travail, en vertu d'un contrat, appartient à leurs maîtres. On ne peut certainement pas les envisager comme ayant des rapports de la même nature que ceux qui existent entre mari et femme au point de vue du sens et de la prohibition de ce précepte.

3. ILS SONT COMME LE SCEAU QUI ATTESTE L'ORIGINE DIVINE DU DÉCALOGUE

Ces deux derniers commandements peuvent être regardés comme le sceau qui prouve l'origine divine de tout le Décalogue. Défendre et commander supposent le pouvoir de faire exécuter la défense et le commandement, autrement la loi reste lettre morte. Ainsi, nous voyons que toute législation humaine a pour but de régler les actions extérieures des hommes. Les lois humaines ne s'occupent point des pensées et des désirs des hommes, parce que aucune puissance humaine ne serait capable de faire exécuter de semblables lois. Mais, comme le Décalogue règle les actes intérieurs aussi bien que les actes extérieurs des hommes, c'est une preuve qu'il nous vient de celui qui peut connaître nos actions secrètes, de celui qui scrute les cœurs, et qui punira ou récompensera nos actes et nos désirs intérieurs aussi bien que nos paroles et nos actions extérieures.

Dieu avait déjà défendu l'impureté et le vol par les sixième et septième commandements, nous le voyons encore défendre

expressément les pensées et les désirs du cœur relatifs à ces péchés. Ceci demande une explication : il est certain que, tous les autres préceptes du Décalogue, défendant l'acte extérieur du péché, défendent également le penchant extérieur et le désir du cœur relatifs au péché. Nous trouvons néanmoins des préceptes explicites pour défendre les péchés intérieurs d'impureté et de vol. La raison en est manifeste : c'est pour que nous puissions mieux comprendre le sens complet et toute la portée de la loi de Dieu. Il savait bien que le meilleur moyen d'empêcher aux hommes de commettre les péchés d'action, serait de leur interdire de les désirer dans leur cœur. C'est pourquoi celui qui est esprit a imposé une loi à notre cœur et à notre esprit, et il nous défend de convoiter ce que, auparavant, il nous avait défendu de faire.

4. NÉCESSITÉ DE LA PROMULGATION DE CES DEUX COMMANDEMENTS

Sur la nécessité de la promulgation de ces deux préceptes, le Catéchisme du Concile de Trente s'exprime en ces termes : « La promulgation de ces deux commandements était nécessaire pour deux raisons. La première, c'est qu'ils devaient expliquer le sixième et le septième. Car, bien que la raison suffise à nous apprendre que, prohiber l'adultère, c'est aussi défendre les désirs relativement à la femme d'un autre, parce que, si ces désirs étaient permis, leur réalisation le serait forcément aussi ; néanmoins, aveuglés par le péché, de nombreux Juifs ne pouvaient pas être persuadés que Dieu défendait de tels désirs. Bien plus, même après la promulgation de la loi, et la connaissant bien, plusieurs qui se donnaient comme des interprètes de cette loi, persévéraient dans la

même erreur, comme nous l'apprennent ces paroles de Notre-Seigneur, rapportées par saint Mathieu: « Vous avez appris qu'il a été dit aux anciens: Vous ne commettrez point d'adultére. Mais moi je vous dis que quiconque regardera une femme avec désir pour elle, a déjà commis l'adultére dans son cœur. »¹ La seconde raison de la promulgation de ces deux commandements, c'est que, distinctement et en termes formels, ils défendent des choses dont le sixième et le septième ne contenaient qu'une défense implicite. Le septième commandement, par exemple, défend un désir injuste ou tout effort pour prendre ce qui appartient à autrui; celui-ci défend même de le convoiter pour aucun motif, quoique nous puissions, sans violer la loi et la justice, entrer en possession d'une chose que nous savons devoir être une perte pour notre prochain. »²

5. L'ACTE EXTÉRIEUR

LE MÊME ACTE MORAL QUE L'ACTE INTÉRIEUR DE L'AME

J'ajoute que Dieu donne ses commandements d'une manière explicite, sans égard pour les pensées et les désirs de luxure et d'avarice, parce qu'il nous faut bien comprendre qu'un acte extérieur ne constitue avec l'acte intérieur de l'esprit ou de la volonté, dont il est l'exécution, qu'un seul et même acte moral, et qu'il n'a aucune bonté ou aucune malice formelle distincte de celle qui est dans l'acte intérieur.

D'où il suit qu'un acte extérieur n'ajoute *par lui-même* aucune bonté ni aucune malice formelle à l'acte intérieur réellement accompli.

¹ S. MAT. v. 27, 28.

² Neuvième et dixième commandements.

J'ai dit *par lui-même*; car, par accident et dans certaines circonstances il peut ajouter une bonté à un acte, en raison de certains priviléges particuliers ou d'un effet spécial annexés aux actes extérieurs, comme dans la réception d'un sacrement, dans la souffrance du martyre, dans une œuvre satisfatoire, une indulgence à gagner, etc.

De même, par accident et occasionnellement, il peut ajouter une malice à l'acte intérieur, et cela peut arriver de trois manières, d'après Saint Thomas : en raison de l'acte extérieur, souvent l'acte intérieur (1) est multiplié ; (2) il est accompagné de plus d'attention et d'intensité ; (3) il se prolonge davantage. De plus, un acte extérieur entraîne après lui le scandale, l'obligation de réparer, et parfois une censure ecclésiastique.

Enfin, bien qu'un acte extérieur ne soit mauvais qu'autant que l'est l'acte intérieur, il faut cependant le déclarer en confession : (1) Parce que le péché, en confession, doit être accusé entièrement et dans toute sa difformité ; (2) parce que, comme je l'ai dit, l'acte extérieur ajoute par accident une nouvelle malice à l'acte intérieur.

6. MALICE ET CULPABILITÉ DES ACTES INTÉRIEURS

Ces principes peuvent nous apprendre quelles sont la malice et la culpabilité des actes intérieurs, lorsque la volonté consent à des pensées et à des désirs illicites.

Tout ce qu'il y a péché à faire ou à dire, est pareillement un péché si l'on y pense avec consentement. Notre Sauveur dit : « C'est du cœur que viennent les mauvaises pensées, les meurtres, les adultères, les fornications, les larcins, les faux témoignages, les blasphèmes. Ce sont là les choses qui

souillent l'homme. »¹ C'est-à-dire, ces divers péchés ont leur siège, à proprement parler, dans le cœur, et leur malice consiste précisément dans le consentement de la volonté.

Dès que ce consentement est donné, le péché est aussitôt commis devant Dieu, et l'âme en est souillée. C'est pourquoi notre Sauveur dit encore : « Je vous dis que quiconque regarde une femme avec un désir pour elle, a déjà commis l'adultère dans son cœur. »² Et ces paroles de l'Ecriture : « Les pensées mauvaises sont en abomination au Seigneur. »³ Ailleurs : « Les pensées corrompues séparent de Dieu. »⁴ Le péché des anges ne fut qu'un péché de pensée ; et, en vérité, la plupart des péchés les plus graves que commettent les hommes sont des péchés de pensée, accomplis dans le cœur, tels que l'orgueil, l'envie, la haine dont les actions mauvaises ne sont que les conséquences.

7. PÉCHÉS DE PENSÉE ET DE DÉSIR PLUS DANGEREUX POUR L'AME QUE LES PÉCHÉS EXTÉRIEURS

Ces péchés intérieurs de pensée et de désir sont beaucoup plus dangereux pour l'âme que les fautes extérieures d'action. (1) Parce que, d'abord, ils se commettent avec une bien plus grande facilité. Un péché d'action n'est pas toujours si facile à commettre. Il faut le temps, le lieu, l'occasion et les circonstances propices ; on considère les effets et les conséquences. Tandis que pour commettre un péché de pensée, on ne rencontre aucun obstacle et aucune difficulté. On peut le

¹ S. MAT. xv. 19, 20.

² S. MAT. v. 28.

³ PROV. xv. 26.

⁴ SAG. i. 1.

commettre en un instant, en tout lieu ; et il n'en résulte aucun déshonneur et nul embarras.

(2) Puis, les péchés de pensée et de désir sont plus dangereux en raison de la facilité avec laquelle ils peuvent se multiplier. Une personne pourra commettre plus de péchés de pensée en un jour, que d'action en un an. Pour une faute extérieure, contre la charité, si vous voulez, cent péchés de haine et de vengeance seront commis dans le cœur. Nous pouvons donc nous rendre compte de l'état épouvantable des pécheurs d'habitude, si nous considérons quelle est l'activité de l'esprit humain. Si nous ne l'occupons pas de réflexions sages, il en trouvera sûrement de mauvaises, et se livrera à des pensées et à des désirs déshonnêtes, impurs et impies.

(3) Enfin, une autre réflexion nous fera saisir le grand danger des péchés intérieurs, et combien ils sont à redouter; je veux parler de la difficulté de les connaître et de les discerner. Lorsqu'il s'agit de fautes extérieures, comme la calomnie, le blasphème, le sacrilège, le vol, etc., on peut aisément les reconnaître, car leur énormité inspire l'horreur. Mais il n'est pas aussi facile de reconnaître la gravité des péchés intérieurs : ils sont commis par l'esprit; et, par-là, ils échappent à l'observation. Ils peuvent donc aisément échapper aussi à l'examen et à la confession. Parfois, dans des fautes réelles, on ne verra que des tentations; et dès lors, ce sont les maladies les plus difficiles à guérir : c'est exactement comme les maladies intérieures du corps, qui sont les plus dangereuses, parce qu'elles sont secrètes et inconnues.

La facilité, la multiplicité et l'ignorance de ces péchés sont les trois circonstances qui les rendent plus dangereux pour l'âme que les actes extérieurs ; et la conséquence de ces trois caractères, c'est que l'habitude du péché peut se contracter

bien plus facilement. Cette habitude donne puissance sur nous au démon, qui, au moment de la mort, lorsque nous ne pourrons plus pécher par action, remportera sans obstacle la victoire finale, cause de notre perte éternelle.

Toutefois, en traitant ce sujet, nous devons bien établir que les mauvaises pensées et les mauvais désirs volontaires sont seuls coupables.

8. TOUT PÉCHÉ DOIT VENIR DE LA VOLONTÉ COMME DE SA CAUSE

Bien que tout péché ne soit pas dans la volonté, comme dans son sujet immédiat, en ce sens qu'il est commis immédiatement par la volonté ; — le péché d'hérésie, par exemple, procède immédiatement de l'intelligence ; — tout péché n'en réside pas moins dans la volonté comme dans sa cause ; et nous ne pouvons être coupables d'aucune faute qui ne vient pas de notre libre vouloir. Ainsi, ce que les théologiens appellent le *motus primo primus* n'est pas un péché. On entend par là les premières impressions d'une mauvaise pensée, l'apparence imparfaite du péché, avant qu'il ait pris aucune forme et ait reçu aucun encouragement. C'est ce que la sainte Ecriture appelle les imaginations des pensées du cœur des hommes¹.

La volonté humaine est libre ; et lorsqu'un objet se présente à elle, elle peut ou (1) y donner son assentiment, et alors, si l'objet est mauvais, elle se rend coupable de péché; ou (2) lui résister, c'est-à-dire, elle peut absolument se refuser à suivre la voie que lui indique cet objet dès que la conscience

¹ GEN. VI. 5.

lui montre que cette voie est contraire aux ordres de Dieu ; ou (3) elle peut rester dans un état *passif*, ni consentir, ni résister. Ici, il faut nous reporter à l'enseignement catholique sur le libre arbitre. Celui-ci contribue plus qu'on ne se l'imagine au développement et au perfectionnement de l'individu, à élever ses idées d'indépendance, de noblesse et de dignité. Quand un homme a conscience de sa liberté, il sait qu'il est le maître de sa destinée ; le bien et le mal, la vie et la mort, sont devant ses yeux ; il peut choisir, et rien ne peut violer la sainteté de sa conscience. Là, règne l'âme, assise comme sur un trône, pleine de dignité ; le monde entier faisant rage autour d'elle, tout l'univers tombant sur sa fragile enveloppe qui est le corps, ne peuvent faire dévier sa volonté. L'ordre moral se déploie devant nous dans toute son imposante grandeur ; nous voyons le bien dans toute sa beauté, le mal dans toute sa laideur. Le désir de bien faire nous stimule, la crainte de mal faire nous retient. La vue de la récompense, que peut obtenir un effort de la libre volonté, et qui apparaît au terme du sentier de la vertu, rend ce sentier plus doux, plus paisible, et communique à l'âme de l'activité et de l'énergie. Si l'homme est libre, il reste encore quelque chose de grand et de terrible, même dans son crime, dans son châtiment, et jusque dans le désespoir de l'enfer. Si l'homme est libre, quand il souffre, il souffre parce qu'il l'a mérité ; et si nous le contemplons au sein du désespoir, plongé dans un océan d'horreurs, le front sillonné par les justes éclats des foudres de l'Eternel, il nous semble encore l'entendre, fier et hautain, le regard plein d'orgueil, prononcer ces paroles épouvantables : *Non serviam, — je n'obéirai pas !*

La notion catholique du libre arbitre a donné à l'homme la vraie connaissance de lui-même, le degré de sa dignité, le respect qu'on lui rend comme homme. C'est elle qui développe en notre âme les germes des sentiments les plus nobles et les plus généreux, comme elle élève notre pensée jusqu'aux conceptions les plus sublimes, dilate notre cœur par l'assurance d'une liberté que rien ne peut nous ravir ; comme elle nous rappelle la promesse d'une récompense infinie, — l'éternel bonheur, — et aussi que Dieu a mis devant nous la vie et la mort, et nous a faits en quelque sorte les arbitres de notre destinée.¹

9. DIFFÉRENTES ESPÈCES DE PÉCHÉS INTÉRIEURS

Pour expliquer plus particulièrement la doctrine touchant les péchés intérieurs, il nous faut adopter la division de ces péchés en trois catégories :

(1) *La délectation morose*, ou la libre complaisance que l'on met dans une pensée mauvaise, qui se présente à l'imagination, mais sans qu'on ait le désir de faire la chose ; complaisance volontaire dans un objet illicite qui peut être contraire à la charité, à la pureté ou à toute autre vertu.

(2) La joie ou le plaisir, qui est une approbation délibérée d'une action coupable faite par nous-mêmes ou par d'autres, et par laquelle la volonté éprouve une satisfaction du mal accompli. Cette joie ou ce plaisir a pour objet le passé.

(3) *Le désir* qui est un acte de la volonté disposée à faire ou à obtenir quelque chose de mauvais et de coupable. On le dit efficace, s'il contient la résolution absolue de faire la chose ; inefficace, s'il n'y a qu'un consentement conditionnel ;

¹ Voy. BALMEZ, *Civilisation Européenne*.

par exemple : Je volerais si je pouvais ; ou, je violerais le sixième commandement, si je ne craignais pas de m'attirer du déshonneur. *La délectation morose*, porte sur l'objet tel qu'il se présente *hic et nunc* à l'esprit. La joie et le désir, sur l'objet dans les circonstances où il a eu lieu, ou bien dans lesquelles il aura lieu.

Un désir du mal, même inefficace, est réellement un péché qui revêt la culpabilité de l'objet désiré et des circonstances qui l'accompagnent. Il est évident que désirer absolument ou conditionnellement une chose qui est déshonnête et mauvais de faire, c'est se rendre coupable d'une faute. Un tel désir prend sa malice de l'objet désiré et contient aussi la malice des circonstances parce que celles-ci sont également comprises dans un désir de ce genre. D'où il suit que dans le désir d'un péché d'impureté, les circonstances de la personne, si elle est mariée ou non, parente ou liée par un vœu de chasteté, doivent être déclarées au tribunal de la pénitence.

La jouissance et le plaisir éprouvés au sujet d'un péché déjà commis sont également un péché, du même genre ou de la même espèce que l'action mauvaise elle-même, avec ses circonstances, comme je l'ai dit pour le péché de désir, parce que la jouissance éprouvée à la considération d'une faute passée équivaut à son approbation. Conséquemment, lorsque nous nous confessons d'une faute de ce genre, il faut déclarer les circonstances qui peuvent changer la nature du péché, et qui sont relatives à la personne ou à la chose, objet de la jouissance coupable. A cette sorte de plaisir, se rattachent les paroles qu'on dit pour se vanter d'un péché commis, et le regret de n'avoir pas commis telle ou telle faute, la peine ressentie au sujet d'une bonne action qu'on a

faite. Ce qu'on appelle *délectation morose* est certainement une faute, et de la même espèce que la chose mauvaise sur laquelle s'arrête l'esprit pour y goûter une certaine jouissance. La raison en est qu'il est contraire à la droite raison et à la loi de Dieu de permettre à la volonté de s'arrêter et de prendre plaisir à une chose qui est désagréable à Dieu. De plus, la délectation délibérée dans une chose coupable démontre une affection pour cette chose ; or, une affection ou une inclination de ce genre est mauvaise, selon les paroles du prophète, parlant du peuple d'Israël : « Ils sont devenus abominables, comme les choses qu'ils ont aimées. »¹

Cette délectation, d'après plusieurs théologiens, ne prend pas la malice des circonstances de son objet, et de ce qui peut accompagner la mauvaise action, qui est l'objet de la pensée, parce que, une simple délectation ne tend pas à l'objet comme existant réellement, mais s'y arrête uniquement en tant qu'il existe dans l'esprit ou dans l'imagination.

IO. LA DÉLECTATION DANS LE PÉCHÉ PLUS AMPLEMENT EXPLIQUÉE

Cette délectation est appelée *moroze*, du latin *mora*, qui signifie se ralentir, s'attarder. Ce n'est pas à dire qu'il faille un temps bien long pour contracter la souillure, mais qu'il y ait un temps suffisant pour remarquer la malice de l'acte, et pour y donner un consentement réfléchi. Comme cette délectation, qui peut avoir pour objet toute espèce de vice et

¹ OSÉE, IX. 10.

de péchés, aussi bien que l'impureté, entraîne de nombreuses difficultés de conscience, il sera bon de parler de quelques cas particuliers, qui serviront à expliquer plus amplement cette question.

(1) On peut se demander si la délectation morose ayant pour objet la connaissance, la pensée, ou le mode de la chose mauvaise, est un péché. Comme je l'ai déjà dit, la connaissance du mal n'est pas en elle-même un mal, mais la pensée du mal en est dangereuse, parce qu'il est trop facile de passer de la pensée et de la réflexion au plaisir ressenti dans l'objet coupable, de sorte qu'il est souvent difficile de discerner la connaissance et la pensée du plaisir lui-même. Nous le voyons par exemple dans la pensée de la vengeance.

(2) La délectation est-elle coupable quand elle a pour objet une chose mauvaise, mais qu'on fait abstraction complète de la loi qui défend cette chose? Nous répondrons: si la chose est défendue par la loi naturelle et est intrinsèquement mauvaise, la délectation est une faute. Mais si elle a pour objet une chose défendue seulement par la loi positive, l'abstraction est possible, et il peut se faire que la délectation ne soit pas coupable,

Il faut faire la même distinction pour répondre à cette autre question. La délectation qui porte sur une chose qui n'est que *matériellement* mauvaise, est-elle un péché? Ainsi, la délectation à propos d'un homicide involontaire est coupable, mais non, d'après plusieurs auteurs, celle qui aurait pour objet d'avoir mangé des aliments gras un jour d'abstinence.

Appliquons encore la même distinction au cas de la délectation dans le mal, dont il peut résulter un bien. Elle est coupable si le mal est contraire à la loi naturelle; mais elle

ne l'est pas si ce mal n'est défendu que par la loi positive, pourvu que l'esprit fasse abstraction de la défense. Enfin, on peut demander s'il y a péché à se complaire dans une chose mauvaise avec cette condition qu'on voudrait qu'elle ne soit pas coupable ? Là encore, il faut recourir à la même distinction. Si la chose est défendue par la loi naturelle et si elle est intrinsèquement mauvaise, la délectation, dans le cas où elle ne dénote qu'un acte de l'intelligence, ne semble pas être une faute; dans le cas où elle dénote un acte de la volonté, comme cela arrive ordinairement, elle est coupable. Mais si la chose n'est prohibée que par la loi positive, cette complaisance conditionnelle n'est pas coupable. Il faut en dire autant du *désir* ayant pour objet une chose qu'on voudrait n'être pas mauvaise. S'il s'agit de quelque chose qui est contraire à la loi naturelle, ce désir serait un péché; et si le désir était sérieux, la faute, d'après plusieurs auteurs, serait plus grave qu'une simple transgression de la loi naturelle. Mais si la chose n'est mauvaise que parce qu'elle est défendue par la loi positive, un tel désir ne serait pas coupable. Quelques lecteurs pourraient trouver que j'en dis trop sur ces simples questions de casuistique. Mais quiconque est obligé de s'occuper de la direction des âmes, trouvera qu'il n'y a pas là que de simples questions de casuistique, qu'elles touchent, au contraire, au progrès spirituel d'un grand nombre d'âmes qui ont souci d'éviter le péché et de garder leur cœur pur aux yeux de Dieu.

II. CONCUPISCENCE

TELLE QUE L'EXPLIQUE LE CATÉCHISME DU CONCILE DE TRENTÉ

Aux pensées de l'esprit, il faut joindre les mouvements de la concupiscence qui peuvent être excités par des causes

extérieures ou intérieures, par l'imagination, les dispositions particulières ou les passions de l'individu. Il n'est pas nécessaire que ces mouvements aient toujours pour objet des jouissances charnelles. Selon le Catéchisme du Concile de Trente, « la concupiscence est un certain mouvement, une impulsion de l'âme qui nous porte à désirer un plaisir dont nous ne jouissons pas présentement, et de même que les autres inclinations de l'âme ne sont pas toujours coupables, ainsi ne le sont pas toujours non plus les mouvements de la concupiscence. Il n'y a pas péché, par exemple, à désirer boire et manger, à désirer de la chaleur s'il fait froid, de la fraîcheur, s'il fait chaud. Cette sorte de concupiscence fut primitivement implantée dans le cœur humain par l'Auteur de la nature; mais, par suite de la prévarication première, elle a franchi les limites que lui prescrivait la nature, elle est devenue dépravée au point d'exciter fréquemment le désir de choses qui sont en contradiction avec l'esprit et qui répugnent à la raison. Néanmoins, si elle est bien réglée et contenue dans les limites convenables, elle est encore la source de nombreux bienfaits pour le monde. »¹

12. QUAND ON DOIT RÉSISTER A CES MOUVEMENTS QUAND ILS SONT COUPABLES, ET JUSQU'A QUEL POINT

A ces mouvements, quand ils sont désordonnés, on doit opposer la résistance de la volonté, dès qu'on les remarque; et cette résistance s'exercera par un acte de déplaisir, explicite ou au moins *implicite*, par le mépris, le manque d'attention à leur égard, et l'application à d'autres devoirs. Il n'est

¹ Neuvième et dixième Commandements.

pas suffisant, en présence de ces mouvements, de se tenir dans un état *négatif* qui ne serait pas autre chose qu'un consentement tacite; et ils constituerait une faute grave, s'il y avait danger prochain de consentir à un péché grave.

Il peut y avoir de justes motifs de permettre des mouvements de ce genre, par exemple, des devoirs d'étude, de profession médicale, des devoirs de charité et même de piété. Mais il faut toujours, d'après saint Alphonse, s'entourer de vigilance et de précautions actuelles pour n'y pas consentir.¹

Lorsque ces mouvements sont pleinement volontaires et qu'on les désire directement, ils sont mortellement coupables, selon la malice de leur propre nature relativement au sixième commandement. Ils peuvent cependant n'être que véniens, s'ils ne sont volontaires que dans la cause, et à condition que celle-ci (1) ne soit que vénierllement coupable, ne tendant pas par elle-même et ne portant pas d'une manière prochaine à la luxure; (2) que ces mouvements ne soient pas graves et n'aillent pas jusqu'à quelque chose de sérieux contre la vertu de chasteté. Deux conditions sont donc requises pour qu'on puisse considérer ces mouvements comme mortellement coupables: (1) Que la cause soit de nature à conduire à des péchés de ce genre, soit par elle-même, soit par accident, en raison de la faiblesse particulière et des dispositions de la personne, (2) que les mouvements soient graves et désordonnés. Il faut qu'ils viennent d'une cause mortelle *per se*, et qu'ils aient trait à des choses contraires à la chasteté (*in genere luxuriæ.*)

¹ Voy. S. ALPH. Du 6^e et 9^e précep. n° 484.

13. LES AFFECTIONS HUMAINES NE SONT POINT MAUVAISES
EN SOI, MAIS SAINTES ET SACRÉES
SI ELLES SONT BIEN ORDONNÉES

Ces commandements, qui défendent la concupiscence coupable, ne doivent donc pas être pris dans ce sens qu'ils condamnent les affections humaines comme viles en elles-mêmes. Elles peuvent en effet être absolument saintes et sacrées. C'est parce qu'elles sont saintes et sacrées que leur profanation est si coupable. Les commandements ne disent pas: Vous n'encouragerez aucun désir, aucune espérance et aucun amour dans votre cœur. Au contraire, toutes les affections de l'esprit et du cœur sont bonnes, si on ne les pervertit point. Toutes peuvent contribuer à la vertu et à la sainteté. Bien plus d'âmes sont conquises à Dieu et gardées dans le chemin de la vertu et de la sainteté par les affections du cœur que par la logique de l'intelligence. Nous pouvons prendre comme exemple l'affection prépondérante du cœur, la plus forte, celle de l'amour, — même de l'amour humain, quand il n'est pas illicite et désordonné, mais subordonné à l'amour de Dieu, — et quand il se présente entouré de toutes les bonnes qualités que lui attribuent les romanciers et les poètes.

On a dit que quand cette passion prend naissance chez un homme ou chez une femme, l'âme passe, pour ainsi dire, à une vie nouvelle, et éprouve des sentiments tels qu'elles les aurait si elle commençait seulement à vivre. Dans la pleine atmosphère qui enveloppe sa vie relativement à une autre personne, l'âme prend pour la première fois conscience de sa vraie existence, et se découvre des capacités qu'elle n'avait

point jusque-là soupçonnées. On nous a dit parfois de ne point nous moquer de ce qu'on appelle les illusions des jeunes amants; que leurs imaginations sont probablement beaucoup plus vraies que les appréciations si sévères de ces hommes dont le cœur a grandi dans une froideur prosaïque; qu'ils ne s'aveuglent pas sur leurs défauts mutuels, mais que leur amour les rend d'une clairvoyance telle qu'ils perçoivent l'un dans l'autre, non seulement les vertus présentes mais toutes les possibilités latentes de la vertu. Cette clairvoyance, dit-on, est ce qui remplit ces heures ensoleillées d'un bonheur si étrange et si complet. Un écrivain s'écrie: « Ne me dites pas que de telles expériences sont des folies et des illusions. Quelle est, après tout, la plus vraie et la plus profonde estime d'un homme, de celle qui repose sur ses imperfections et ses faiblesses présentes, ou de celle qui les pénètre et ne voit en elles que l'idée divine de l'homme, la glorieuse énergie, la vérité incorruptible, la pureté sans tache, le dévouement sincère et désintéressé qui sont en lui ? » Puis, il continue: « Bien loin de regarder ces jeunes extravagances de l'affection, s'il faut les appeler ainsi, comme une folie dont on doit sourire, et n'ayant pour point d'appui que des illusions dont il faudrait se débarrasser ou qu'il faudrait oublier le plus vite possible, je pense que la seule chose regrettable, c'est qu'une telle folie ne dure pas beaucoup plus longtemps, et que tout ce qui tient du roman et de la poésie dans ces jeunes épanchements, disparaisse aussitôt que sont passés les jours de se faire la cour. » Tant cela sonne très bien aux oreilles, et peut être très vrai. Mais nous ne devons pas nous laisser entraîner par ces idées au point d'oublier le principe chrétien de la répression, qu'exprime si bien le pieux Balmez, en répondant à cette question: Quel plan faut-il adopter pour

réprimer la passion, la contenir dans de justes limites et lui empêcher d'être une source de misères pour les individus, et de troubles pour la société ? « La règle invariable du Catholicisme, dans la morale qu'il enseigne, aussi bien que dans les institutions qu'il établit, c'est *la répression*. Le Catholicisme ne permet pas un désir illicite. Il déclare coupable aux yeux de Dieu, même un regard qui est accompagné d'une pensée impure. Pourquoi cette sévérité ? Pour deux raisons : à cause de la moralité intrinsèque qu'il y a dans cette défense, et aussi à cause de la haute sagesse qu'il y a à étouffer le mal dès son origine.

Il est incontestablement plus facile d'empêcher un homme de consentir à de mauvais désirs que de l'empêcher de les satisfaire, quand il les a une fois laissé pénétrer dans son cœur enflammé. Il y a une profonde raison d'assurer la tranquillité de l'âme, en ne lui permettant point de rester, comme Tantale, avec de l'eau à portée de ses lèvres brûlantes. *Quid vis videre quod non licet habere?* (Pourquoi désirez-vous voir ce qu'il vous est défendu de posséder ?) Telle est la sage observation de l'auteur de l'« Imitation de Jésus-Christ », qui résume ainsi en peu de mots toute la prudence contenue dans la sainte sévérité de l'enseignement chrétien. »¹

Les affections bien réglées dans une âme fidèle et aimante, peuvent être la source de nombreux avantages et de grands bienfaits. C'est ce qu'indique clairement, dans son langage sévère, le Catéchisme du Concile de Trente, où il parle de la concupiscence bien ordonnée et maintenue dans des bornes convenables :

« Avant tout, elle nous porte à supplier Dieu par de ferventes prières, à lui demander humblement ces choses qui

¹ BALMEZ, *Civilisation Européenne*.

sont l'objet de nos plus ardents désirs. La prière est l'interprète de nos désirs. Si cette concupiscence bien ordonnée n'existe pas en nous, les Chrétiens n'adresseraient pas si souvent leurs prières au distributeur de tous les dons. Elle nous donne également une plus haute idée de la valeur des dons de Dieu. La jouissance que nous éprouvons à la réalisation de nos désirs, le prix que nous attachons aux choses convoitées, sont proportionnées à l'intensité de ces désirs. Et la satisfaction que nous procure ainsi l'objet désiré, sert encore à augmenter notre ferveur et notre gratitude envers Dieu. Si donc il est parfois permis de désirer, on accordera sans peine que toute espèce de concupiscence n'est pas défendue. Saint Paul, il est vrai, dit que la « concupiscence est le péché, »¹; mais ces paroles doivent s'entendre dans le même sens que celle de Moïse² que cite l'Apôtre, sens qui nous est donné par le même Apôtre, dans son Epitre aux Galates où il l'appelle « la concupiscence de la chair. » « Conduisez-vous selon l'esprit, et vous n'accomplirez point les désirs de la chair. »³ La concupiscence naturelle bien ordonnée et qui ne dépasse point les limites convenables, n'est point défendue. Encore moins l'est ce désir spirituel de l'âme vertueuse, qui nous porte vers les choses opposées à la chair, et auquel nous exhortent les saintes Ecritures : « Ayez donc un désir ardent pour mes paroles⁴ Venez à moi, vous tous qui me désirez avec ardeur. »⁵ Ce n'est donc pas le

¹ ROM. VII. 20.

² EXOD. XX. 17.

³ GAL. V. 16.

⁴ SAG. VI. 12.

⁵ ECCL. XXIV. 26.

simple mouvement de la concupiscence, également dirigé vers le bien ou vers le mal, que défendent ces commandements ; c'est le plaisir goûté dans le désir criminel, qu'on appelle « la concupiscence de la chair » et l' « aliment du péché, » et qui est toujours coupable quand il entraîne l'assentiment de la volonté. Est donc uniquement défendu, ce que l'Apôtre appelle « la concupiscence de la chair » — c'est-à-dire, le mouvement des désirs vicieux qui dépassent les limites que Dieu a prescrites. »¹

14. MOYENS DE SE PRÉSERVER CONTRE LES PÉCHÉS DE PENSÉE ET REMÈDES CONTRE LA CONCUPISCENCE

Il nous reste à dire un mot des moyens de nous préserver des péchés de pensée, et des remèdes contre la concupiscence coupable.

Les remèdes spéciaux contre la concupiscence peuvent être classés suivant les causes de ce mal. Ecartez les causes autant que possible. On peut les écarter (1) en éloignant les objets dangereux et en évitant les occasions périlleuses. (2) En veillant sur son imagination, principalement en appliquant son esprit à d'autres considérations. (3) En domptant ses passions et ses mauvais penchants par le renoncement à soi-même et la mortification.

Mgr Hay donne et explique les moyens suivants :

(1) Vigilance active et constante sur le cœur afin de n'y rien laisser pénétrer de mal à notre insu : « Appliquez-vous avec tout le soin possible à la garde de votre cœur, parce qu'il est la source de la vie. »²

¹ CAT. CONC. Trid., *in loco*.

² PROV. IV. 23.

(2) Opposition énergique pour rejeter toute mauvaise pensée au premier aperçu, comme on secoue une étincelle de feu qui tombe sur ses vêtements.

(3) Direction immédiate de nos pensées vers Jésus-Christ sur la Croix, humbles et ferventes prières pour implorer son assistance contre les mauvaises pensées si elles semblent s'obstiner.

(4) Mépris à l'égard de ces pensées, renoncement et déplaisir, et accomplissement d'actes des vertus contraires.

(5) Mais le moyen le plus efficace de se préserver contre ces mauvaises pensées, c'est de marcher en la présence de Dieu, d'occuper notre esprit, autant que faire se peut, à des choses bonnes et pieuses, qui dissiperont les imaginations coupables, et nous méritent les plus précieux secours de Dieu. « Mon fils, dit-il, donnez-moi votre cœur, et que vos yeux s'attachent à mes voies. ¹ Ayez confiance en Dieu de tout votre cœur, et ne vous appuyez point sur votre prudence. Pensez à lui dans toutes vos voies, et il conduira lui-même vos pas. » ²

15. L'ENSEIGNEMENT SUR LA MORALITÉ DE NOS PENSÉES ET DE NOS AFFECTIONS

Je voudrais terminer les explications de ces deux préceptes par quelques citations des lettres du pieux et savant Balmez. On y verra un exemple et une preuve de la doctrine contenue dans le cours de mes instructions :

« Eh bien ! oui, dans les profondeurs de l'âme humaine, il y a un principe d'activité qui se développe par l'exercice des

¹ PROV. XXIII. 26.

² IBID. III. 5, 6.

différentes facultés : l'intelligence, la volonté, l'imagination, le cœur demandent un aliment à dévorer. Tant que l'homme vit, ses facultés vivent avec lui. C'est en vain qu'il tenterait de les étouffer. Ce qu'il doit faire, c'est les modérer et les diriger, soumettre aux plus nobles celles qui le sont moins, et prendre garde que le développement et l'énergie des premières ne permettent point aux autres de franchir les limites que leur assignent la raison et la morale. Satisfaire ses mauvais penchants et se laisser aller à ses instincts dangereux, loin de produire un *soulagement salutaire* ne ferait que soulever dans le cœur des orages et des tempêtes, et y éteindre tout contrôle disciplinaire...

Un fait fondamental, constamment observé, c'est que l'activité de nos facultés prend son expansion dans un principe commun, et que l'augmentation d'énergie dans l'une d'elles en amène généralement une diminution dans les autres. Il n'est pas possible d'avoir la même intensité d'activité dans plusieurs sens, et c'est ce qui a donné lieu à l'axiome de l'école : *Pluribus intentus, minor est ad singula sensus.* Quand les facultés animales prennent un grand développement, les facultés intellectuelles et morales en subissent un contre coup qui les affaiblit. Et, au contraire, lorsque la partie supérieure de l'homme, son intelligence et sa volonté, se développent avec une puissante énergie, ses passions diminuent et perdent leur empire sur sa conduite. Les grands penseurs se sont presque toujours distingués par leur peu de cas des plaisirs de la vie ; et ceux qui étaient adonnés à la sensualité se sont rarement fait remarquer par l'élévation de leurs pensées. Si un homme est dominé par les passions brutales, il perd cette délicatesse de sentiments qui rend sensibles les beautés ineffables du monde moral, et

même du monde physique. L'exercice continue des sentiments d'une exquise pureté, qui échappant à l'action de la sensibilité commune, semblent toucher aux régions d'un monde idéal, est opposé aux développements des passions grossières qui souillent l'âme de leur fange impure.

« Vous avez déjà saisi la portée de ces observations...

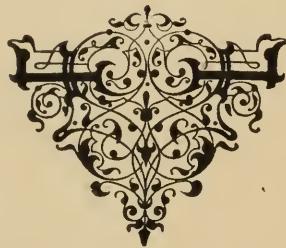
« L'imagination demande des spectacles pour s'égayer ; au cœur, il faut des objets qui excitent son amour. S'il ne les trouve pas dans les sphères de la vertu, il les cherchera dans celles du vice, et la flamme qui n'est point dirigée vers Dieu se tournera vers la créature. Pensez-vous qu'un cœur comme celui de sainte Thérèse pouvait vivre sans aimer ? S'il n'avait pas été consumé par les plus pures flammes de l'amour divin, il aurait été embrasé par le feu impur des affections terrestres. Au lieu d'un ange excitant l'admiration des infidèles eux-mêmes, qui ont eu le bonheur de lire quelques-unes de ses pages admirables, peut-être aurions-nous à déplorer les désordres d'une femme dangereuse, confiant ses passions au papier en caractères de feu.

« Chateaubriand, en parlant de saint Jérôme, a dit avec une profonde vérité : *Cette âme de feu exigeait Rome ou le désert.* A combien d'âmes ne pourrait pas s'appliquer le sentiment de l'illustre et poétique écrivain ? Qu'aurait fait le grand cœur de saint Bernard avec sa sensibilité, s'il n'avait pas trouvé un aliment inépuisable dans les choses divines ? De quoi se serait entretenue cette activité sans bornes qui suffisait aux occupations si variées du religieux, du conseiller des rois et des papes, qui était à la tête du mouvement européen précipitant l'Occident sur l'Orient, de quoi se serait-elle entretenue, si, dès ses premières années, elle

n'avait pas trouvé son aliment dans un objet infini, — dans Dieu ?

« Tous les hommes ne ressemblent pas à saint Jérôme et à saint Bernard ; mais tous ont besoin d'être occupés et d'aimer. S'ils ne sont pas occupés dans le bien, ils le seront dans le mal ; la paresse n'est généralement pas autre chose que la pratique du vice. Si on n'aime pas le bien, on aimera le mal. Si notre cœur ne brûle pas de la flamme qui purifie, il brûlera de la flamme qui souille. »¹

¹ BALMEZ, *Lettres à un sceptique*, xxiv.





CONCLUSION

1. Coup d'œil sur les commandements dont le Christ a parlé avec plus d'insistance et plus de détails.
2. Chaque commandement est une grande faveur et un précieux bienfait de Dieu envers l'homme.
3. La religion et le Décalogue sont absolument nécessaires à la société. Rien ne peut remplacer le Décalogue.
4. Conclusion et réflexions sur la conscience intérieure, selon les paroles de l'éminent prêtre et philosophe espagnol Balmez.

I. COUP D'ŒIL SUR LES COMMANDEMENTS DONT LE CHRIST A PARLÉ AVEC PLUS D'INSISTANCE ET PLUS DE DÉTAILS

Nous voici à la fin du Décalogue, de cette loi que Dieu a d'abord imprimée en caractères indélébiles dans le cœur de l'homme, qu'il a plus tard gravée sur des tables de pierre, solennellement promulguée au Mont Sinaï, et que notre Divin Sauveur, lumière et sagesse de Dieu, a enfin renouvelée, complétée et inscrite dans le livre des Evangiles. Afin de pénétrer plus profondément notre âme de la sanction que le Christ a donné à cette loi, voyons encore une fois les

préceptes qu'il s'est plu à commenter et à expliquer avec de plus amples détails :

Le second commandement. — Et moi, je vous dis de ne point jurer du tout, ni par le ciel, parce que c'est le trône de Dieu : ni par la terre, parce qu'elle sert d'escabeau à ses pieds ; ni par Jérusalem, parce que c'est la ville du grand Roi. Vous ne jurerez pas non plus par votre tête, parce que vous ne pouvez en rendre un seul cheveu blanc ou noir. Mais contentez-vous de dire : Cela est ; ou : Cela n'est pas. Ce qui se dit de plus, vient du mal. »¹

Le troisième commandement. — Répondant aux Pharisiens, qui faisaient un crime à ses disciples d'avoir cueilli des épis de blé le jour du sabbat : « Il leur dit : Le sabbat a été fait pour l'homme, et non pas l'homme pour le sabbat. C'est pourquoi le Fils de l'Homme est maître du sabbat même. »²

Le quatrième commandement. — « Car Moïse a dit : Honorez votre père et votre mère ; et : Que celui qui dira des paroles outrageuses à son père ou à sa mère soit puni de mort. Vous, au contraire, vous dites : Si un homme dit à son père ou à sa mère : Corban (c'est-à-dire toute offrande que je fais à Dieu de mon bien) tournera à votre profit, en ce cas vous ne lui permettez plus de rien faire pour assister son père ou sa mère. Et ainsi vous rendrez inutile le commandement de Dieu par votre tradition, que vous-même avez établie. »³

Le cinquième commandement. — Vous avez appris qu'il a été dit aux anciens : Vous ne tuerez point ; et quiconque tuera, méritera d'être condamné par le jugement. Mais moi,

¹ S. MAT. V. 34-37.

² S. Marc. II. 27, 28.

³ S. MARC. VII. 10-13.

je vous dis, que quiconque se mettra en colère contre son frère, méritera d'être condamné par le jugement ; que celui qui dira à son frère : Raca, méritera d'être condamné par le conseil ; et que celui qui lui dira : Vous êtes un fou, méritera d'être condamné au feu de l'enfer. »¹

Le sixième commandement. — « Mais moi je vous dis que quiconque regardera une femme avec un désir pour elle a déjà commis l'adultère dans son cœur. »²

2. CHAQUE COMMANDEMENT EST UNE PLUS GRANDE FAVEUR ET UN PRÉCIEUX BIENFAIT DE DIEU ENVERS L'HOMME

Les explications et les instructions que j'ai données sur les divers commandements, sont, je le sais, loin d'être parfaites. Elles peuvent néanmoins nous faire saisir les deux conclusions que l'abbé P. D. Hauterive tire de Mgr Gousset.

La première, c'est que chacun de ces commandements est une faveur et un bienfait de Dieu, faveur et bienfait qu'il nous a accordés gratuitement. Lors même que les hommes se tyranniseraient les uns les autres, qu'ils se haïraient, s'égorgeraient mutuellement, se raviraient leur honneur, leurs biens, leur réputation réciproque, Dieu n'en serait pas moins heureux en lui-même. Sa félicité est essentielle à son être, et ne dépend point de nous. Mais il a pris notre cause en mains. Il veut défendre nos intérêts, nos personnes, et ceux qui nous sont chers. Il a disposé en notre faveur de son autorité toute-puissante, et il a dit aux méchants : « Tout ce que vous ferez au plus petit de mes enfants, je le regarderai

¹ S. MAT. V. 21, 22.

² IBID. V. 28.

comme fait à moi-même. Si vous échappez aux lois humaines, vous n'échapperez pas à ma justice. » Cette promesse porte avec elle une sécurité, une garantie d'ordre, de justice, de loyauté, de charité, et de paix parmi les hommes.

3. LA RELIGION ET LE DÉCALOGUE SONT ABSOLUMENT NÉCESSAIRES A LA SOCIÉTÉ

La seconde conclusion que notre explication du Décalogue peut rendre intelligible et manifeste, c'est qu'ils sont vraiment aveugles ceux qui osent dire que la religion n'est qu'un hors-d'œuvre dans la société, une chose indifférente à son bien-être; qu'on la pratique ou non, les affaires du monde n'en iront ni mieux ni plus mal. Des irréfléchis, qui jouissent des bienfaits du Christianisme sans en reconnaître la cause, essaient de supprimer le Décalogue, et ne veulent pas voir que la religion n'est point un hors-d'œuvre ou un pur accident dans la vie sociale. Faites disparaître le Décalogue, et Dieu ne sera plus qu'un nom dont on pourra impunément abuser. Et alors, vous lâchez le frein à toutes les passions, vous jetez toutes choses dans un affreux désordre. Faites disparaître le Décalogue, et il n'y a plus aucune base de la famille: la femme devient une esclave, l'enfant une victime, et le père un despote inconstant. Faites disparaître le Décalogue, et la société elle-même ne peut plus exister. La force ou le pouvoir deviendront la loi suprême. Vous aurez le despotisme, l'esclavage et l'anarchie; votre vie, votre honneur, la vie et l'honneur de votre femme et de vos enfants, vos biens, votre réputation, rien de tout cela ne

pourra être préservé de l'assassin, du corrupteur des mœurs, du voleur et du diffamateur.

Et vous ne pourrez pas dire que vous remplacerez le Décalogue. Par quoi? Peut-être direz-vous que vous le remplacerez par l'instruction. Mais il est permis de vous répondre: Manquons-nous aujourd'hui d'instruction? On dit qu'on peut apprendre en quatre ans autant que jadis en vingt années. Notre siècle s'appelle le siècle des lumières; et, malgré cela, si les faits prouvent une chose, c'est que l'instruction sans la religion est propre, à un moment donné, à détruire la vie morale du monde bien plus que rien autre. Les Grecs et les Romains de l'antiquité ne manquaient ni d'instruction, ni d'éducation: jamais ils ne furent plus corrompus qu'au moment où ils étaient au faîte de la civilisation et de l'éducation. Leurs plus brillantes lumières furent étouffées par la jouissance des passions et par l'immoralité de leur vie. L'instruction donne des idées; elle ne donne pas la vertu: elle peut rendre les hommes prudents; elle ne peut pas sans la religion en faire de bons citoyens.

D'autres diront peut-être qu'ils remplaceront le Décalogue par des systèmes de philosophie politique. Oui, répondrons-nous, quelques-uns de ces systèmes de philosophie sont très beaux; mais quelle sanction leur donnez-vous? Nombreux sont les systèmes philosophiques, panacées infaillibles, que nous avons vus éclore depuis quatre-vingts ans, quel mal social ont-ils guéri? De quelle influence ont-ils été pour rendre l'obéissance plus régulière, le dévouement plus fidèle, la société plus morale et plus tranquille? Quel peuple ont-ils contribué à sauver?

D'autres encore indiqueront peut-être, pour mettre à la place du Décalogue, de nouvelles constitutions et de nouvelles

chartes. Il semble, sous ce rapport, qu'il ne nous reste plus rien à désirer. Depuis 1789, certains pays, comme la France, ont vu leur constitution changée plus de vingt fois ; la société a été soumise à toute espèce de traitement, et pourtant le mal persiste ; la société se trouble de plus en plus, s'épuise et s'affaiblit davantage.

D'autres enfin allègueront qu'il faut substituer au Décalogue la législation humaine. Mais, si les lois sans la religion étaient capables de guérir les maux d'un peuple, d'affermir l'ordre social, certes, de tous les peuples, nous serions le plus parfait, le plus moral, le plus tranquille et le plus heureux, du passé, du présent et de l'avenir ; car, les lois ne nous manquent pas ; nous en avons une collection abondante et plus que suffisante.

Il nous faut donc reconnaître que le Décalogue seul peut sauver la société, et la préserver des nombreux dangers qui la menacent. La raison en est évidente : la religion, dont le Décalogue fait partie essentielle, peut seule atteindre le cœur humain. Or, c'est dans le cœur humain que nous trouvons la source de tout mal ; il vient tout de là. Toute législation qui n'atteint pas le cœur de l'homme est une législation impuissante. Aimez donc le Décalogue, observez-le avec ponctualité, si vous voulez le voir observer par les autres. A ce prix, nous aurons la paix et le bonheur. A la société comme à l'individu, nous pouvons dire : *Hoc fac, et vives.* (Faites cela et vous vivrez.)¹

¹ S. Luc. x. 28.

4. CONCLUSION ET RÉFLEXIONS SUR LA CONSCIENCE INTÉRIEURE
SELON LES PAROLES
DE L'ÉMINENT PRÊTRE ET PHILOSOPHE ESPAGNOL, BALMEZ

Pour rappeler encore une fois l'attention sur les actes intérieurs de l'âme, qu'il me soit permis de conclure par la réflexion que nous transmettent les paroles du prêtre et philosophe espagnol que j'ai déjà cité:

« A propos de la question de savoir si Dieu est mécontent des actes intérieurs de la créature, nous pouvons dire: Quoi! s'il existe une révélation entre Dieu et l'homme, si le Créateur n'a pas abandonné sa créature; s'il la regarde encore comme un objet de sa sollicitude, n'est-il pas clair, n'est-il pas évident que l'intelligence et la volonté, — c'est-à-dire, ce qu'il y a de plus précieux en l'homme, ce qui le rend capable de connaître et d'aimer son Créateur, ce qui l'élève au-dessus de la brute, ce qui le constitue roi de la création: — n'est-il pas évident, nous le répétons, que cela doit être regardé comme l'objet de la sollicitude du Législateur suprême; et pouvons-nous moins faire que d'être convaincus qu'il ne s'occupe des actes extérieurs, qu'autant qu'ils viennent du sanctuaire de la conscience, où il fait ses délices d'être connu, aimé et adoré? Qu'est-ce que l'homme, si nous le séparons de son intérieur? Qu'est-ce que la morale, si elle ne s'adresse pas à l'intelligence et à la volonté? A-t-elle, en vérité, un fondement honnête, cette doctrine qui détruit impitoyablement ce qu'il y a dans l'homme de plus indépendant et de plus auguste, tandis qu'elle se vante d'être inspirée par les sentiments de la morale?

« Soyez bien persuadés qu'il n'y a pas ombre de vérité, pas ombre de grandeur dans rien de ce qui est opposé à la

religion, et que tout ce qui, à première vue, paraît noble et généreux, n'est que bassesse et avilissement. Puis, à propos de sentiments philanthropiques, prenez garde à ces inspirations subites qui peuvent sembler des arguments décisifs, mais qui, examinées à la lumière de la religion, ou même d'une simple philosophie sérieuse, ne sont pas autre chose que des raisonnements creux, des conclusions déduites de principes sans fondement, qui ne tendent qu'à établir l'empire de la matière sur l'esprit, et à lâcher tout frein aux passions voluptueuses du monde. »¹

¹ BALMEZ. *Lettres*, Lettre XII, *Le Code Moral*.



La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Library
University of Ottawa
Date Due

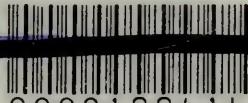
FEV 12 2005

U007 FEV 2005

AVR 29 2006

017 AVR 2006

BV 4655 .D47814 1899



a39003

000218841b

U D' / OF OTTAWA



COLL	ROW	MODULE	SHELF	BOX	POS	C
333	02	03	01	23	11	2